



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

19^e Législature — 1^{re} session

Vol. 2 — Séances du 5 mai au 10 juin 1936

1936

Texte établi par Donald Chouinard et Christophe Horguelin

Orateur : l'honorable Lucien Dugas

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

19e Législature – 1re session

Vol. 2 - Séances du 5 mai au 10 juin 1936

1936

Séance du mardi 5 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 25¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
Georges-Élie Amyot**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de dame Alice Amyot, épouse de Albert Paquet, écuyer, médecin, dame Gabrielle Amyot, épouse de Henry Bray, financier, tous quatre de la cité de Québec, district de Montréal et de Horatio-Euclide-Joseph Amyot, industriel, de la cité de Montréal, district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges-Élie Amyot, et que cette pétition soit lue et reçue par la Chambre.

Adopté sur division.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence la pétition de dame Alice Amyot, épouse de Albert Paquet, écuyer, médecin, dame Gabrielle Amyot, épouse de Henry Bray, financier, tous quatre de la cité de Québec, district de Montréal et de Horatio-Euclide-Joseph Amyot, industriel, de la cité de Montréal, district de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges-Élie Amyot est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill 104 constituant en corporation de ville la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph, y a fait certains amendements et a retranché du préambule les paragraphes 5 et 7.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent spécial des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité des comptes publics s'est réuni ce matin au lieu ordinaire des séances et il a décidé de recommander à l'Assemblée législative de l'autoriser:

1. À requérir la comparution des témoins et la communication des pièces et dossiers nécessaires;
2. À employer deux sténographes bilingues pour recueillir les dépositions des témoins qui seront entendus et prendre autres notes que le comité jugera nécessaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose que le rapport du comité des comptes publics soit adopté avec les recommandations qu'il contient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il suffit d'adopter le rapport.

Le rapport est adopté.

M. Bergeron (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Georges Boisvert et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Baie-Comeau;
- de Louis-Gonzague Prévost, avocat, conseil du roi, Daniel Hillman, ingénieur civil et Geoffrey G. Omanney, ingénieur civil, tous trois de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de Témiscamigue and Abitibi Railway Company;
- de dame Clara Martin, de la cité de Montréal, district de Montréal, et de Achille Bienvenu, de ladite cité de Montréal, manufacturier, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Tancrede Bienvenu.

Charte de Montréal

M. Lesage (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Voix: Enfin le voilà!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Tancred Bienvenu

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 121 concernant la succession de feu Tancred Bienvenu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Temiscamingue and Abitibi Railway

M. Larivière (Témiscamingue) demande la permission de présenter le bill 122 constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Temiscamingue and Abitibi Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Baie-Comeau

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 123 constituant en corporation la ville de la Baie-Comeau.

M. Élie (Yamaska): Explications. Où est-ce?

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est sur la Côte-Nord. Le député devrait le savoir. Quant à des explications, j'en fournirai plus tard.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition a le droit d'exiger des explications avant la première lecture d'un bill. Le député des Îles-de-la-Madeleine vient de faire preuve de tant de désinvolture que l'opposition réclame immédiatement ces explications.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La compagnie Ontario Paper veut construire là une papeterie considérable et développer une entreprise hydroélectrique. Elle projette de faire une dépense d'une dizaine de millions. De cette façon, elle créera

un centre nouveau prospère. La production du papier qui sera faite à ce moulin est assurée par des intérêts américains. La production de la compagnie est déjà toute vendue. La compagnie veut passer des règlements concernant la police, l'administration financière, etc. Le bill n'est pas encore imprimé. Je donne ces explications de mémoire. Je crois que le chef de l'opposition serait exigeant en me demandant davantage pour le moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député dit que le bill n'est pas imprimé. Le bill n'est pas imprimé et je m'oppose à sa première lecture tant qu'il ne sera pas imprimé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais nous suivons cette pratique pour tous les bills. Des bills de l'opposition ont déjà subi leur première lecture avant d'avoir été imprimés. Si le chef de l'opposition insiste, s'il veut être si méticuleux, nous exigerons que tous les bills soient imprimés avant d'être soumis à la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'attendais que le premier ministre se lève. Je prévoyais cette réponse. Je ne comprends pas que l'on construise un moulin à Baie-Comeau quand il y en a un de fermé depuis trois ans à Beauré, dans le comté du premier ministre. C'est la même chose au Cap-de-la-Madeleine. Le premier ministre devrait d'abord songer aux gens de Beauré.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je laisse toujours passer les autres avant moi.

Une voix: Adopté.

M. Barré (Rouville): Sur division. C'est le moins que l'on puisse faire.

M. Tremblay (Maisonnette): Pas si vite. Si les capitalistes veulent s'établir dans la province, qu'ils laissent son territoire ouvert. S'ils veulent s'établir...

M. Thurber (Chambly): En Ontario!

M. Tremblay (Maisonnette): La question est trop sérieuse pour que nous la passions à la légère. On veut ériger une ville où il n'y a pas âme qui vive. Voici des capitalistes qui veulent avoir la mainmise sur une population. Je veux que les

financiers comprennent bien. Je leur dis: Prenez vos responsabilités. Vous voulez avoir de la protection, mais laissez le territoire que vous occupez, ouvert. Nous ne vivons pas sous un régime de dictature dans la province de Québec. Il existe une lutte entre le capital et le travail.

Or, je dis que par sa législation, le gouvernement favorise la lutte entre le capital et le populo. Avec l'expérience que nous avons aujourd'hui de ce qui se passe un peu partout, nous pouvons dire que, si les choses continuent, les capitalistes vont payer. Ils ne seront pas seuls à souffrir. Messieurs de l'Ontario Paper, vous n'avez pas le droit de demander à la Législature de fermer un territoire à toutes les libertés démocratiques. On veut ouvrir un nouveau moulin. Ensuite, le premier ministre sera peut-être encore obligé d'aller se mettre à genoux au pied des trusts pour leur demander de s'entendre, pour ne pas amener la ruine de leurs industries.

Pourquoi irions-nous continuer cette politique au profit de financiers qui veulent soutirer le meilleur de nos ressources forestières? La politique de ces capitalistes est une politique d'arrivisme. Nous avons assez de moulins actuellement pour suffire au besoin du marché local et étranger. Il n'y a pas de raison qui justifie le gouvernement de laisser créer une nouvelle industrie qui fera une concurrence ruineuse aux autres. Je dis que le gouvernement fait un faux pas en encourageant les trusts à piétiner les libertés populaires.

Heureusement que tout cela va changer. Dans quelque temps, nous serons là pour gouverner la politique. Je ne crains pas de dire aux compagnies: Faites attention aux millions que vous engagez car, dans quelques semaines, le régime des trusts sera disparu et nous réglerons cette question. Le régime des trusts aura disparu et nous aurons un régime national.

(Applaudissements)

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Commission des eaux courantes, rapport 1935

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-quatrième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec 1935. (Document de la session no 39)

Loi Dillon

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 161 décrétant le rappel de la loi 22 George V, chapitre 20, communément appelée "Loi Dillon".

(Longs applaudissements de la gauche)

M. Tremblay (Maisonneuve): À l'unanimité!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de renseignements:

Production de documents

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une quinzaine de jours, la Chambre a adopté deux motions ordonnant la production de documents, entre autres les ordres en conseil passés par le conseil exécutif. Je tiens à avertir le gouvernement que nous n'avons pas l'intention d'attendre bien longtemps pour la production des documents. Si le gouvernement n'a pas le personnel voulu, c'est un moyen de remédier au chômage. Si on ne produit pas les arrêtés ministériels assez rapidement, nous sommes décidés à prendre tous les moyens à notre disposition pour obtenir ces documents.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon ami demande tous les arrêtés ministériels. J'aurais pu m'opposer à la motion telle que proposée. Le greffier du Conseil exécutif me fait part que les arrêtés ministériels sont au nombre de 4,000. Rien n'oblige le gouvernement à produire autant de documents. Si le chef de l'opposition veut m'indiquer les ordres en conseil qui pressent le plus, je me ferai un plaisir de les lui faire tenir rapidement. Dans ces ordres en conseil il y en a qui concernent les juges de paix, d'autres les contrats collectifs, etc. C'est long. Si mon ami voulait limiter ses demandes, nous presserons le reste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour faciliter la tâche, je dirai que nous n'avons pas besoin des arrêtés ministériels qui ont trait aux nominations de juges de paix, aux contrats collectifs et à certaines autres nominations dont nous avons pris connaissance au début de la session. Nous voulons tous les autres arrêtés ministériels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dites-moi lesquels.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Disons qu'on me donne pour commencer tous les arrêtés du ministère des Terres, pour le moment.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bien! Il n'y a rien pour ne pas s'entendre comme les ententes verbales. Écrivez-moi une lettre m'indiquant ce que vous voulez.

Silver Granite

M. Tardif (Frontenac): Je me lève sur une question très importante. Il existe un différend entre les propriétaires de la mine Silver Granite de Saint-Samuel et ses employés, et je me demande ce que le gouvernement a l'intention de faire.

Il existait une entente entre le patron et les ouvriers pour ce qui a trait au salaire desdits ouvriers, entente qui se terminait le 30 avril dernier. Or, les représentants de l'union ouvrière ont, le 21 avril dernier, soumis à leur patron le texte complet de la nouvelle entente qu'ils désiraient prendre avec leur patron. Ce dernier leur promet de leur rendre réponse avant le 1^{er} mai, date de l'expiration de l'entente ultérieure.

Or, comme le 1^{er} mai, les ouvriers n'avaient reçu aucune réponse, ils refusèrent de travailler jusqu'à ce que leur patron ait signé une nouvelle entente. Ces ententes sont, dans l'esprit de la loi des contrats collectifs. Ce que voyant, le patron en question fit venir une troupe de policiers de Québec.

Il n'y a eu, à l'heure actuelle, aucun trouble. Seulement, les ouvriers sont inactifs, et l'arrivée des policiers provinciaux, venus à la demande du patron, est de nature à provoquer chez mes paisibles électeurs une réaction et à entraîner des troubles sérieux et regrettables, à tous les points de vue, d'une minute à l'autre. Une délégation représentant l'union ouvrière est venue rencontrer le sous-ministre du Travail. J'avais demandé ce matin, à 10 heures, une entrevue au ministre. Cette entrevue fut fixée par lui à 10 h 30 ou 11 heures moins quart. Je me suis rendu, mais je n'ai pu rencontrer ni le ministre ni le sous-ministre à l'heure indiquée à cause des engagements qu'avaient ces messieurs.

Je ne comprends pas trop ce qui s'est passé, mais j'apprends que la délégation a rencontré le sous-ministre. Je tiens à dire que j'appuie de toutes mes forces la demande de ces ouvriers syndiqués.

J'en profite pour protester une fois de plus sur l'emploi abusif que l'on fait des policiers et je demande au gouvernement de régler le cas dans le plus bref délai possible.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Je regrette de n'avoir pu rencontrer mon honorable ami ce matin. Je ne sais pas trop ce qui s'est passé entre mon sous-ministre et la délégation, mais, à tout événement, je rendrais réponse au député de Frontenac dans la soirée. Le député peut être certain que je ferai tout mon possible pour régler cette question. Je suis prêt à rencontrer le député à 6 heures avec sa délégation.

M. Tardif (Frontenac): Je crois que la délégation doit rencontrer le sous-ministre demain.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Alors, à demain.

Rivière Solitaire

M. Larivière (Témiscamingue): J'ai une lettre³ de M. Paul Pauzé concernant les colons de la Rivière Solitaire ou la colonie Rollet, et qui font appel au gouvernement. L'état de choses que dépeint cette lettre est triste. On n'a rien à faire dans l'endroit. On m'informe que les colons ont essayé en vain d'obtenir des marchandises au seul magasin du canton. Je suis en faveur de la colonisation, mais je n'admets pas qu'après quatre ans les colons soient dans l'état où se trouvent ceux de Rollet. Je désire savoir si l'honorable ministre de la Colonisation a été informé du sort de ces colons et je demande au département de la Colonisation ce que l'on a l'intention de faire.

L'honorable M. Authier (Abitibi): J'ai reçu un télégramme hier, de M. Pauzé, dont l'honorable député de Témiscamingue a parlé. J'ai transmis ce télégramme au chef du service des secours aux chômeurs et j'aurai une réponse ce soir. Je verrai à aider ceux qui ont besoin de secours.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est tout ce que vous trouvez à dire?

L'honorable M. Authier (Abitibi) sourit.

Des députés de la droite protestent.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonneuve) insiste à deux reprises.

M. l'Orateur appelle un autre item de l'ordre du jour.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il y a, dit-il, un bout quand des gens crèvent de faim pour agir ainsi.

Questions et réponses:

Saint-Pierre de Vérone, travaux de voirie

M. Pouliot (Missisquoi): Combien la province a-t-elle dépensé pour travaux de voirie ou de chemins, dans la paroisse de Saint-Pierre de Véronne, (Pike River), comté de Missisquoi:

a. Du 1^{er} mai 1935, inclusivement, jusqu'au 31 mai de la même année inclusivement?

b. Du 1^{er} juin 1935, inclusivement, jusqu'au 30 juin de la même année inclusivement?

c. Du 1^{er} juillet 1935, inclusivement, jusqu'au 31 juillet de la même année inclusivement?

d. Du 1^{er} août 1935, inclusivement, jusqu'au 31 août de la même année inclusivement?

e. Du 1^{er} septembre 1935, inclusivement, jusqu'au 30 septembre de la même année inclusivement?

f. Du 1^{er} octobre 1935, inclusivement, jusqu'au 31 octobre de la même année inclusivement?

g. Du 1^{er} novembre 1935, inclusivement, jusqu'au 30 novembre de la même année inclusivement?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): a. \$600.95.

b. \$790.79.

c. \$317.86.

d. \$301.77.

e. \$383.43.

f. \$359.40.

g. \$513.91.

Charles Lanctôt

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Depuis le 1^{er} janvier 1931, inclusivement jusqu'au 10 avril 1936, quel est le montant total payé par la province à monsieur Charles Lanctôt, actuellement assistant-procureur général:

a. Pour honoraires?

b. Pour salaires ou émoluments?

c. Pour frais de voyages?

d. Quand lesdits voyages ont-ils été faits?

e. Pour quelles fins lesdits voyages ont-ils été faits?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Du 1^{er} janvier 1931 au 30 juin 1931:

a. \$2,200.

b. \$3,000.

c. \$638 pour dépenses de voyage au Canada comme ci-après mentionné, et \$2,500 pour représenter la province au Conseil privé dans les causes suivantes:

O. Martineau & Sons Ltd and City of Montreal and Another.

In re The Regulation and Control of Aeronautics in Canada.

In re The Insurance Act of Canada.

Corporation of the City of Toronto & The King.

In re Silver Brothers-Attorney General for Quebec and Attorney General for Canada.

J. F. Lymburn and A. H. Mayland and Others.

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1932:

a. \$6,950.00.

b. \$6,000.00.

c. \$1,665.00.

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1933:

a. \$11,379.99.

b. \$6,000.00.

c. \$1,430.00.

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1934:

a. \$8,208.65.

b. \$6,000.00.

c. \$1,340.00.

Pour l'exercice finissant le 30 juin 1935:

a. \$4,344.73.

b. \$6,000.00.

c. \$1,180.00.

Du 1^{er} juillet 1935 au 10 avril 1936:

a. \$11,000.00.

b. \$4,500.00.

c. \$1,050.00.

d. et e. M. Lanctôt a voyagé pour les fins de l'administration du département du procureur général, pour plaider devant les tribunaux de la province, devant la Cour suprême du Canada et au Conseil privé comme ci-dessus mentionné, et a aussi assisté à des conférences interprovinciales à Ottawa et à Toronto.

Il est impossible d'indiquer les dates auxquelles ces voyages ont été faits.

Aimé Geoffrion

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Depuis le 1^{er} janvier 1931, inclusivement jusqu'au 10 avril 1936, quel est le montant total payé par la province à monsieur Aimé Geoffrion, avocat, de Montréal:

- a. Pour honoraires?
- b. Pour frais de voyages?
- c. Quand lesdits voyages ont-ils été faits?
- d. Pour quelles fins lesdits voyages ont-ils été faits?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

- a. \$ 5,619.84 - du 1^{er} janv. 1931 au 30 juin 1931;
\$17,063.16 - pour l'exercice 1931-1932;
\$ 5,000.00 - pour l'exercice 1932-1933;
\$ 5,000.00 - pour l'exercice 1933-1934;
\$ 7,000.00 - pour l'exercice 1934-1935;
\$ 8,182.96 - du 1^{er} juil. 1935 au 10 avril 1936.

b. et c. Les frais de voyages sont compris dans les chiffres ci-dessus, et il est impossible d'indiquer la date des voyages, M. Geoffrion incluant généralement un item dans ses comptes pour déboursés sans mentionner la date de ses voyages.

d. Pour plaider devant les tribunaux de la province, devant la Cour suprême du Canada et au Conseil privé, assister à des conférences interprovinciales, et avoir des consultations à Québec, relativement aux affaires légales de la province.

**Winslow-Sud,
ponts reconstruits**

M. Tardif (Frontenac): Relativement aux travaux exécutés pour la construction de ponts ou ponceaux dans la municipalité de Winslow, comté de Frontenac:

a. Depuis le 1^{er} janvier 1934, jusqu'au 31 décembre 1935, inclusivement?

b. Depuis le 1^{er} janvier 1935, jusqu'au 31 décembre 1935, inclusivement?

1. Des soumissions publiques ont-elles été demandées pour l'exécution desdits travaux, et dans l'affirmative quand?

2. Par qui ont été exécutés lesdits travaux?

3. À combien se chiffre le coût total desdits travaux?

4. Quels ont été par jour les salaires payés à chaque ouvrier?

L'honorable M. Côté (Bonaventure):

Relativement à trois ponts reconstruits en 1935 dans la municipalité de Winslow-Sud, sur la rivière Legendre, route No 28:

1. Non.
2. MM. A. Gagnon & Frères.
3. \$7,950.00.
4. Un homme, \$0.20 l'heure; - Un attelage simple, \$0.30 l'heure; - Un attelage double, \$0.40 l'heure.

**Saint-Romain,
travaux exécutés**

M. Tardif (Frontenac): Relativement aux travaux exécutés par la province, dans la côte dite Saint-Romain, dans la municipalité de Saint-Romain, comté de Frontenac, depuis le 1^{er} janvier 1935, jusqu'au 31 décembre 1935, inclusivement:

1. Des soumissions publiques ont-elles été demandées pour l'exécution desdits travaux, et dans l'affirmative quand?

2. Par qui ont été exécutés lesdits travaux?

3. À combien se chiffre le coût total desdits travaux?

4. Quels ont été par jour les salaires payés à chaque ouvrier?

5. Quand lesdits travaux ont-ils été:

a. Commencés?

b. Terminés?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): 1.

Non.

2. MM. A. Gagnon & Frères.

3. \$6,340.60.

4. Un homme, \$0.20 l'heure; - Un attelage simple, \$0.30 l'heure; - Un attelage double, \$0.40 l'heure.

5. a. Au commencement d'octobre 1935; b. Le 19 novembre 1935.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 30 avril, sur la motion proposée le même jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Fisher (Huntingdon): Mes premières paroles seront pour déplorer la mort du roi George V et saluer l'avènement d'Édouard VIII. Il offre ensuite ses félicitations à l'Orateur de la Chambre.

Je veux aussi rendre hommage à mon jeune, brillant et distingué chef (M. Duplessis) qui, avec un tel dévouement et avec une si magnifique énergie, a dirigé notre parti dans le passé, et qui, guidé par un jugement éclairé, a formé une alliance avec un homme aussi brillant, cultivé et bien né, que M. Paul Gouin, le chef courageux de l'Action nationale, qui, fidèle au noble idéal qu'il poursuit pour la population de cette province, a refusé toutes les offres d'achat ou de compromission.

Messieurs, regardez cette phalange remarquable d'hommes actifs et dévoués qui siègent de ce côté-ci de la Chambre, comme résultant de l'alliance Duplessis-Gouin. M. l'Orateur, nous sommes la preuve vivante de ce que l'électorat de cette belle province a pensé et pense des attaques injurieuses, sarcastiques, et des insultes lancées par le Parti libéral provincial contre cette alliance Duplessis-Gouin. Nous sommes ici unis, prêts à agir de concert, à légiférer suivant les besoins de la population de cette province.

L'honorable trésorier provincial a fait son discours du budget jeudi dernier. Suivant l'habitude qu'il a prise, il nous a offert un résumé des conditions générales du pays, de l'Atlantique au Pacifique, et il a terminé ses remarques par une allusion aux élections fédérales du mois d'octobre 1935. On aurait cru que le trésorier provincial aurait au moins, par simple courtoisie, fait allusion à l'échelle provinciale de novembre 1935. Sans doute, l'honorable trésorier souffrait-il d'amnésie sur ce point en particulier. Le budget, pour ce qui est de la province de Québec, est rempli de vieilles généralités qui ne nous apprennent absolument rien sur ce que le public voudrait savoir, notamment l'état actuel des finances de la province de Québec.

Le public a droit de connaître la véritable situation des finances de cette province à l'heure actuelle. Il n'est pas aussi intéressé pour le moment des affaires de 1937, car tout probablement, un nouveau gouvernement dirigera les affaires de la province. Après avoir prédit un déficit de \$742,288.48 pour l'année terminée en juin dernier, le trésorier provincial admet qu'il s'est trompé complètement, et que le déficit se chiffre à la somme de \$4,939,235.91. Mais, ce n'est pas tout. Aucune maison d'affaires n'oserait soumettre à ses actionnaires un état financier semblable à celui que le trésorier provincial nous offre. Si nous voulons examiner attentivement les finances de notre province, il nous faut passer des jours entiers à fouiller dans les *Comptes publics*. Ils sont un tel fouillis de chiffres que même les plus habiles n'arrivent pas à s'y dépêtrer.

Si le trésorier provincial avait payé les dettes du gouvernement, le déficit aurait été beaucoup plus considérable. Exemple: suivant les *Comptes publics*, voici ce que doivent divers départements. Voirie: \$903,828; Agriculture, \$282,424; Secrétariat provincial, \$257,349; Terres et Forêts, \$113,938; Colonisation, \$88,767; Travaux publics, \$21,526; Éducation, \$4,549; Affaires municipales, \$785; Revenu, \$3,635; Assurances, \$2,068. Total: \$1,688,873.

Il faut aussi ajouter: mandats non payés, \$4,001,080; assistance publique, \$1,125,828; balance due, édifice Commission des accidents de travail, \$14,713; balance, garage, Terres et Forêts, \$15,600; établissement de colons, \$5,330; balance due au fédéral, \$126,419. Total: \$5,388,971.

Si ces comptes étaient ajoutés au déficit qu'admet le trésorier provincial, le véritable déficit serait de \$12,017,079. Nous entendons par conséquent que l'état financier appelé "dépenses ordinaires" est tout à fait trompeur et ne représente pas la vérité. Comme preuve, on me permettra de citer ce que dit l'auditeur: "Je tiens à faire observer de nouveau que cette manière de procéder n'est pas conforme à l'esprit de la loi, qu'elle tend à diminuer le contrôle de la Législature sur les deniers publics, et ne permet pas d'établir un état exact des opérations d'une manière déterminée."

Le trésorier provincial ne parle pas des questions financières pour l'année courante qui se terminera le 30 juin 1936. Si l'on en juge par ses prédictions passées, on peut s'attendre à un déficit énorme. Dans son discours du budget, le trésorier provincial dit: "À cause des conditions encore peu satisfaisantes de l'emploiement, et qui drainent les ressources de nos départements forcés de subvenir aux dépenses, il n'est pas possible de prévoir pour l'instant ce qui résultera à la fin de l'année courante."

M. l'Orateur, lorsque l'auditeur dit que les déboursés pour le chômage, le secours direct, ne sont pas traités comme des dépenses ordinaires, mais sont chargés au compte capital à titre d'actif, nous ne pouvons comprendre que le chômage ait quoi que ce soit à faire avec les dépenses ordinaires de cette province. Voici la quatrième année que le gouvernement ne réussit pas à équilibrer son budget, et on nous promet des déficits considérables pour l'année courante ainsi que pour l'année qui suivra et se terminera au 30 juin 1937. Au lieu de pratiquer l'économie, de couper dans les dépenses gouvernementales, le trésorier provincial recourt à la dangereuse politique de l'administration avec emprunts.

D'après les *Comptes publics*, la dette consolidée de notre province en 1932 était seulement de \$66,860,821; en 1933, de \$93,933,142; en 1934, de \$111,518,006, et pour l'année qui vient de finir, elle atteint la somme de \$134,748,006, soit une augmentation de \$67,887,184 dans le court espace de quatre années, et il faut ajouter le déficit admis de \$4,939,235, les comptes non payés et qui se chiffrent à \$7,077,843; les bons du Trésor non rachetés et qui se chiffrent à \$14,000,000; ce qui fait en définitive une augmentation de la dette de \$93,904,283 depuis que l'honorable trésorier provincial actuel a assumé la garde des fonds de la province.

Une administration qui compte pour garder sa popularité sur le gaspillage des fonds publics est obligée de continuer à dépenser, même si elle doit emprunter l'argent qu'elle dépense. C'est là, M. l'Orateur, la méthode suivie par le gouvernement actuel. Le coût de l'administration a progressé bien au-delà de nos capacités à payer. Pour l'année terminée en juin 1935, le coût de l'administration s'est élevé à \$2,534,932. On nous demande de voter dans les estimés pour l'année à venir \$2,791,553, soit une augmentation de \$256,621 pour maintenir ces services. M. l'Orateur, le temps n'est-il pas venu pour le peuple de cette province de demander une diminution dans le coût exorbitant de ces services? Nous n'avons pas besoin de 14 ministres et des innombrables commissions qui retirent des salaires des années de prospérité, soit de \$10,000 à \$12,000 par année.

On n'a pu justifier non plus les dépenses de plus de \$1,000,000 par année pour frais de voyages, surtout lorsque cet argent est fourni à même les emprunts. Dans son discours du budget, le trésorier provincial affirme que le gouvernement doit porter un fardeau très lourd.

Il est certain que le Trésor a été lourdement grevé depuis que le trésorier provincial actuel est entré en fonctions. Nous croyons volontiers que son temps doit être entièrement engagé dans la surveillance de ce département, et nous lui offrons toutes nos sympathies pour la tâche difficile et considérable qu'il a assumée, savoir l'enquête dans les finances des autres provinces dont il parle dans son discours du budget.

Si le gouvernement avait écouté les conseils de l'opposition pour la diminution des dépenses et l'équilibre du budget, cette année n'aurait peut-être pas été une année de crise pour le gouvernement.

Mais le gouvernement continue sa politique d'emprunts et d'augmentations de taxes. Aucune de ces méthodes ne ramènera la prospérité, dont nous

avons cependant tant besoin à l'heure présente. Les taxes diminuent le pouvoir d'achat, et l'augmentation de la dette a le même effet. L'augmentation de la dette signifie qu'il faut payer plus d'intérêts, et l'argent versé pour les intérêts ne va pas habituellement dans l'industrie. Il convient de rappeler que c'est l'industrie qui développe notre pays et paie les salaires.

Ce qu'il nous faut dans Québec, ce n'est certainement pas d'augmenter la dette et les taxes qui diminuent la monnaie en circulation. La prospérité reviendra avec une plus grande circulation de la richesse produite par ce que nous retirons de la terre, de la mer et de la forêt.

M. l'Orateur, la production est-elle suffisante à l'heure actuelle? Ce qu'il nous faut, c'est de mettre à l'ouvrage ceux qui veulent travailler par un système de production et de distribution qui permettra de vendre les produits de la classe des producteurs. Et alors, nous n'aurons plus besoin d'emprunter et d'enfoncer notre province dans les dettes. Au contraire, nous pourrions commencer à amortir la dette et à diminuer les charges pour le service des intérêts qui s'aggravent actuellement d'année en année. Les taxes diminueront, et il ne nous restera plus d'argent pour payer.

Au cours des dernières six années, nous avons vu la dépression s'accroître de jour en jour en cette province; comme un chancre cancéreux, elle dévore le meilleur de notre population. Par l'indifférence lénifiante et l'égoïsme de ce gouvernement, on a refusé à nos gens le droit de gagner leur vie, et 1/6 de notre population a été obligée de vivre de charité et de secours directs. En 1932, le premier ministre a dit: "Vous devez accepter le "dole", car nous ne pouvons vous donner de l'ouvrage, c'est trop dispendieux."

Le gouvernement est l'inspirateur de ce système cancéreux et déprimant qui a produit l'effet d'une sorte de paralysie sur notre population, effet qu'il serait utile de faire disparaître. Le régime de la "dole" et des secours directs est le système le plus mauvais qui ait jamais été instauré dans un pays civilisé. Il serait injuste de tenir le gouvernement entièrement responsable des conditions actuelles, mais c'est un fait acquis que le gouvernement allègue la dépression, pour camoufler les effets désastreux de sa mal administration.

L'opposition affirme qu'avec une meilleure politique que celle suivie par le gouvernement actuel depuis un certain nombre d'années, la situation aurait été moins dure. Avec une bonne administration, la population de Québec aurait été la dernière à

ressentir les effets de la dépression et la première à s'en libérer. L'Australie et la Grande-Bretagne ont pratiqué une politique d'économie qui, avec une législation appropriée, leur a permis de sortir victorieuses de la crise et d'équilibrer leur budget, alors que nous, dans la plus riche des provinces, nous enfonçons dans les sables mouvants de la dette.

Chaque fois que l'opposition a suggéré un plan ou a fait de la critique constructive, le gouvernement nous a qualifiés de broyeurs de noir, de pessimistes et autres qualificatifs du même genre. Cependant, cette opposition a un devoir à accomplir, et ce devoir, elle n'a pas le droit de s'y soustraire. Nous continuerons à préconiser les mesures que nous considérons utiles à notre population, dans l'espoir que quelques-unes au moins seront acceptées et que nos efforts ne seront pas perdus, que nous aurons rendu des services à notre province.

Il faut une meilleure voirie dans cette province, un système de routes bien agencé, qui donnera au public voyageur les plus grandes facilités de communication ainsi que la sécurité. Il nous faut une voirie qui soit au moins comparable à celles de l'Ontario et des États-Unis. L'argent dépensé avec sagesse et économie dans la voirie est un actif national qui rapporte de bons revenus pour l'argent investi. Nos chemins sont actuellement dans une condition déplorable parce qu'ils ont été à peu près complètement négligés depuis les dernières quatre années. À cause de cela, nous avons aujourd'hui un système de routes détériorées, poussiéreuses et dangereuses. Le gouvernement a aggravé la crise et le chômage en refusant les fonds légitimes pour entretenir nos chemins, fonds qu'il a employés à d'autres usages. L'argent qui, chaque année, provenait des permis de véhicules-moteurs, de la taxe sur la gazoline, devait à l'origine servir à la construction des chemins et à leur entretien, mais pas à autre chose.

À cet égard, permettez-moi de citer les statistiques. La taxe sur la gazoline et les permis de licences pour véhicules automobiles ont rapporté, de 1932 à 1935, la somme de \$41,000,000. Pendant la même période, le gouvernement a dépensé pour la voirie la somme de \$23,400,000, soit un écart de \$17,600,000.

M. le l'Orateur, il y a un écart de \$17,600,000. Nous demandons au trésorier provincial de nous dire ce qu'il a fait avec l'argent? Avec ça, il y aura entre \$10,000,000 et \$11,000,000 de plus à rembourser au Trésor au printemps pour les taxes sur les licences et l'essence, ce qui totalise une somme disponible de \$29,000,000 ou plus.

L'opposition prétend que le gouvernement devrait employer cet argent pour construire les chemins nécessaires, pour réparer les routes existantes. Ainsi, les chemins qui conduisent à la ville de Montréal sont dans un état déplorable, et dans une région où pourtant le nombre des chômeurs est considérable, il n'y a pas un seul bon chemin qui relie Montréal à cause des cités ou villes importantes de la province. Il faudrait un plan bien préparé pour la construction de chemins où l'on pourrait employer au moins 50,000 chômeurs à des salaires raisonnables, ce qui supprimerait dans une large mesure le "dole", mais pas à \$1.60 par jour, comme ce qui est payé actuellement.

Dans les travaux de voirie, il faudrait éviter à l'avenir les erreurs coûteuses commises dans le passé ainsi que le patronage politique. Il faudrait notamment construire des chemins qui soient le moins poussiéreux possible. Aujourd'hui, les voyageurs demandent des routes moins poussiéreuses. Avant, les routes qui ont été construites étaient soufflées aux quatre coins de la terre à chaque fois qu'une voiture passait ou que le vent s'élevait.

Les automobilistes paient assez cher pour avoir des chemins convenables. Les frais élevés que ce gouvernement impose aux automobilistes du Québec, en frais d'immatriculation, justifient que les routes soient carrossables. Le gouvernement dépense chaque année des milliers de dollars en publicité sur les beautés de cette province comme paradis du tourisme. Il est vrai que notre province a des beautés naturelles incomparables, ce qui, avec la différence de mentalité que présente la population canadienne-française, constitue un cachet particulier pour les touristes. Mais le gouvernement multiplie les obstacles à la venue de touristes.

Ainsi, une publication préparée par le ministère, pour être distribuée aux touristes, nous signale qu'il y a 59 ponts et traverses de péage qui coûtent, si on les passe une fois, \$37.45, sans compter le prix chargé à chaque voyageur. Ces ponts de péage et les mauvaises routes découragent la circulation et éloignent le touriste. Cependant, le gouvernement nous dit que l'industrie du tourisme est l'une des plus considérables de la province et qu'elle laisse chez nous des millions de dollars chaque année. L'Ontario a su s'en rendre compte et en bénéficie aux dépens de Québec, grâce à ses routes sans poussière et la suppression des ponts et traverses de péage.

L'an dernier, 2,374,517 voitures étrangères sont allées dans l'Ontario, contre 453,000 dans

Québec, ou près de deux millions de moins qu'en Ontario. La province a construit ses chemins depuis 20 ans sans plan d'ensemble. Le résultat, c'est que nous avons des chemins tronçonnés qui ressemblent à un casse-tête. Ainsi, est-ce que le chemin de Montréal-Hull-Maniwaki est de nature à attirer le tourisme ou encore les deux routes qui conduisent de Montréal à Québec par la rive nord et la rive sud? Est-ce que le chemin parallèle à la ligne internationale de Waterloo-Huntingdon est invitant pour le touriste qui a réussi à le parcourir sans se disloquer les jointures?

Il en est de même pour la plupart des chemins à travers notre province. Après 20 ans d'études de la voirie en cette province, on a nommé un nouveau ministre et, l'autre jour, il a bien voulu nous encourager en disant que lui aussi continuait à étudier la question de la voirie. Nous disons, M. l'Orateur, qu'au lieu de l'étude, nous voulons de l'action, de l'emploi, des salaires et des bons chemins.

On nous a dit que plus de \$100,000,000 avaient été dépensés pour les secours directs dans cette province, au cours de ces dernières années. Qu'avons-nous à montrer en rapport avec cette dépense formidable? Rien, si ce n'est qu'une population démoralisée. Ne serait-il pas préférable pour des hommes capables de faire un rude travail d'avoir de l'emploi et des salaires raisonnables. Nous avons besoin de chemins et de ponts. Que le gouvernement fasse immédiatement ces améliorations nécessaires et paie des salaires raisonnables.

Comment le département de la Voirie peut-il s'attendre qu'un homme fasse vivre sa famille à \$1.60 par jour, soit \$9.60 s'il travaille toute la semaine. C'est là le salaire habituel payé par le département de la Voirie. C'est une disgrâce que le gouvernement ait profité de la dépression pour réduire les salaires de \$0.35 à \$0.20 de l'heure. Des milliers d'hommes dans les compagnies, qui comptaient sur le travail de voirie pour vivre, n'ont pas eu d'ouvrage depuis longtemps. Ils ont été forcés de vivre de l'aide des conseils municipaux. Les conditions dans lesquelles vivent des milliers de familles de nos campagnes sont vraiment pathétiques.

Lorsqu'une famille n'a pas suffisamment à manger, lorsqu'elle doit s'habiller avec des rebuts, lorsque les membres de la famille ne peuvent s'asseoir autour de la table parce qu'ils n'ont pas assez de chaises ou de vaisselle, quand les enfants sont obligés de dormir avec leurs parents quatre ou cinq dans le même lit, faut-il s'étonner que la vie

familiale perde de sa noblesse et qu'il y ait danger d'une sorte de dégénérescence.

Il (M. Fisher) préconise alors l'emploi de voitures de cultivateurs au lieu de camions pour les travaux de voirie, lorsque la chose est raisonnable. On pourrait de cette façon, dit-il, faire gagner des revenus appréciables aux cultivateurs, tout en obtenant le même rendement au même prix.

Nous croyons que si l'agriculture doit être sauvegardée et occuper la place privilégiée qu'elle occupait il y a 10 ans, une redistribution de nos forces est essentielle. La colonisation est nécessaire, mais elle doit être complémentaire à l'agriculture. En premier lieu, l'agriculture doit revivre, afin d'absorber les colons en leur donnant un statut économique qui représente l'avenir. Tout cela donne lieu à une distinction entre l'agriculture et son rôle dans la vie de la province. Une autre considération doit être faite, à la fois sociale et économique, pour la survie de nos fermiers actuels.

Tous les députés ruraux de cette Chambre savent que bon nombre de cultivateurs sont dans une condition difficile, incapables de payer leurs dettes, les intérêts et les taxes, obligés souvent d'accepter pour leurs produits des prix moindres que le coût de production et d'acheter à des prix exorbitants les articles dont ils ont besoin. L'ironie de tout cela est qu'ils n'ont pas un mot à dire sur le prix de leurs propres produits. Ils ne sont pas maîtres de leur propre situation. Tout le monde sait que le crédit est un outil nécessaire à tout commerce de l'industrie. Mais le crédit dont les cultivateurs pouvaient bénéficier il y a quelques années est disparu. Ils sont également incapables d'emprunter, même en offrant en garantie leur terre et leur roulant, et ce, pendant que les banques ont des dépôts plus considérables que jamais et que les déposants sont prêts à accepter un intérêt de 2 %.

Cependant, la grande industrie de l'agriculture ne peut obtenir les crédits nécessaires pour assurer son succès. Le prêt agricole fédéral est tout à fait inadéquat. Dans mon comté, j'ai eu connaissance personnellement de plus de 100 demandes de prêts faites en juin, juillet et août l'an dernier, et aucune de ces demandes n'a été acceptée. Le régime du prêt agricole fédéral passé et actuel a été une faillite, et en fait, une chose mauvaise parce qu'elle a soulevé les espoirs pour les détruire ensuite complètement.

Le gouvernement actuel s'est réfugié sous la Commission du prêt agricole fédéral, pour ne pas prêter. Le premier ministre, dit-on, aurait déclaré aux cultivateurs de Sherbrooke l'automne dernier: "Votez

pour mes candidats, et vous aurez tout l'argent dont vous avez besoin." Que le premier ministre remplisse maintenant sa promesse. Le cultivateur ne demande pas la charité, car il préfère rester indépendant. Il a besoin d'un système de crédit rural approprié aux désirs de la classe agricole.

Un autre sujet très important sur lequel je voudrais attirer l'attention du gouvernement est celui de la reforestation. Le rapport annuel des Terres et Forêts signale une reprise considérable dans les industries forestières. Les coupes l'an dernier ont atteint 2,000,000 de cordes et plus, et le département prédit que, d'ici peu de temps, nous reviendrons à la moyenne des 15 dernières années. Cependant, on ne parle pas de reboisement. Il est sans doute encourageant d'apprendre que l'on a coupé 2,000,000 de cordes l'an dernier, mais il le sera encore plus d'apprendre que l'on a pris les mesures pour reboiser dans les mêmes proportions. Mais, on continue la même politique de laisser-faire, d'indifférence et d'imprévision. Il y a \$500,000,000⁴ de capital investi dans l'industrie forestière qui emploie 70,000 hommes par année. Le gouvernement en retire un revenu annuel de \$2,000,000.

D'après les experts, si le présent régime d'exploitation se continue dans 40 ans, nos forêts seront rasées avec toutes les conséquences qui en découleront. Nous croyons qu'il est urgent d'établir une politique permanente de reboisement. Elle permettrait d'employer beaucoup de jeunes gens qui sont chômeurs à l'heure actuelle, et l'argent ainsi dépensé rapporterait des profits considérables. C'est ainsi que l'État de New York a employé des milliers de jeunes gens.

Il (M. Fisher) termine ensuite en demandant au gouvernement de pratiquer une politique d'économie dans tous les domaines.

(Applaudissements de la gauche)

M. Cliche (Beauce): M. l'Orateur, il me fait plaisir, comme mes collègues qui m'ont précédé, de vous offrir mes plus sincères félicitations concernant votre nomination comme Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec. Je comprends que c'est un honneur pour vous, votre famille et votre comté, et vous avez raison d'en être fier. Je remercie les citoyens de la Beauce et mon bon ami M. Édouard Lacroix de la confiance qu'ils m'ont témoignée en m'élisant député du plus beau comté de la province. Je les remercie bien sincèrement.

Je remercie l'honorable député de Sherbrooke (M. Bourque), le whip, de m'avoir choisi une aussi belle place en Chambre, sur la frontière, en tenant

compte, dit-il, de la situation géographique de mon comté - je suis sur la frontière ...

(Rires)

Je félicite le proposeur et le second de l'adresse, quant à la forme, bien entendu.

Je félicite les nouveaux ministres. Ils n'y seront pas longtemps, mais ce sera de leur faute; ils ont choisi le mauvais côté. Je félicite spécialement l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Côté), compagnon au Collège de Lévis. Il a conservé toute sa jeunesse, il est encore beau garçon, mais il va vieillir vite de l'autre côté de la Chambre.

En face du beau tableau que j'ai devant moi, représentant le Parlement de Québec en 1792, vous ne serez pas surpris, M. l'Orateur, si j'envisage les questions qui nous intéressent avec un véritable esprit national. Vous remarquerez, comme moi, d'après le tableau, que les galeries dans le temps, comme celles d'aujourd'hui, étaient très petites, mais que la police provinciale ne prenait pas la place des spectateurs, comme nous le constatons aujourd'hui. Je souhaite que l'on donne au public un plus libre accès à nos délibérations. Les dames n'ont certainement pas la place d'honneur qu'elles méritent dans cette Chambre. Je respecte le chef et les hommes de la police provinciale, mais je crois qu'on exige d'eux l'exécution d'ordres qu'ils n'aiment pas à exécuter.

M. l'Orateur, c'est la première fois que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre; je n'ai pas eu, comme plusieurs des orateurs qui m'ont précédé, l'avantage d'un cours classique complet, car il m'a fallu l'abandonner après quatre ans, à l'âge de 16 ans, pour gagner ma vie. Je ne suis qu'un pauvre habitant. Je prie donc la Chambre d'être indulgente à mon égard quant à la forme des remarques que je vais faire.

J'ai reçu de mes électeurs un mandat et je crois que je dois le remplir avec fermeté. Le député de Québec-Comté (M. Byrne) s'est permis de dire qu'il y avait eu des troubles dans la Beauce. Je crois, M. l'Orateur, que le député de Québec-Comté n'a pas consulté son bon ange gardien, car il n'aurait pas certainement dit cela.

M. Byrne (Québec): Je n'ai pas tourné mon capot.

M. Cliche (Beauce): Veut-il parler de l'organisation libérale de Québec qui a envoyé à Saint-Victor de Beauce un M. Lépine faire des assemblées dans la paroisse de Saint-Victor?

Dans la Beauce, M. l'Orateur, la population fait une grande distinction entre les roses et les

épines. La population de Saint-Victor de Beauce comme celle des autres paroisses avait décidé de faire des élections honnêtes, de ne pas tolérer la manière d'agir du comité d'organisation libérale de Québec, représenté par M. Lépine.

Pendant que ce M. Lépine tenait une assemblée avec de la boisson près de la station du Q.C.R.⁵ à Saint-Victor, quatre beaux grands gaillards beaucerons qui, eux, avaient tout leur esprit se sont présentés à l'assemblée de M. Lépine, lui ont dit carrément l'indignation de la population de Saint-Victor, et lui ont donné l'ordre d'embarquer dans leur automobile. Le tout s'est passé avec un décorum vraiment beauceron. L'un portait son sac de voyage et les autres l'escortaient. Ils l'ont reconduit bien poliment dans leur automobile à Beauceville et lui ont donné l'ordre de ne plus apparaître dans la Beauce. M. Lépine connaissant la ténacité beauceronne s'est rendu de bonne grâce à leur demande et l'histoire dira que l'envoyé du comité libéral de Québec a passé dans la Beauce "comme un nuage".

(Rires)

On fit venir la police provinciale pour faire arrêter nos braves gens de Saint-Victor. La police provinciale se rendit sur les lieux en automobile. Aussitôt arrivées à Saint-Victor, les voitures de la police ont été embouteillées par d'autres automobiles ou camions de sorte qu'elles ne pouvaient partir. M. l'Orateur, la police provinciale n'a pu partir qu'après avoir promis à la population qu'il n'y aurait pas d'arrestation. On est obligé de se faire justice dans cette province. Le tout s'est passé dans l'ordre.

M. l'Orateur, je suis pour le respect des lois en cette province, mais que la police provinciale s'occupe donc d'arrêter les bandits plutôt que d'essayer d'arrêter les honnêtes gens de Saint-Victor de Beauce. Nous avons fait des élections honnêtes, pas d'argent, pas de boisson. Nous nous sommes adressés au bon sens de la population. Et je suis heureux d'avoir été élu par la plus grande majorité de la province. C'est le régime qui a été battu à plate couture dans la Beauce. Ce n'est pas mon adversaire. Ce n'est pas mon adversaire qui a perdu son dépôt dans la Beauce, c'est le régime. Mon adversaire est un honnête homme, un des plus brillants avocats de la Beauce et de la province.

Je remercie, M. l'Orateur, l'organisation libérale de Québec d'avoir envoyé une pluie de petits orateurs qui ont certainement contribué à augmenter ma majorité, aussi d'avoir payé plusieurs taxis pour transporter un grand nombre de voteurs de l'Action libérale nationale.

Le député de Québec-Comté, veut-il parler d'une assemblée du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) à Beauceville? Je parlais cette journée-là à Saint-Théophile, mais j'ai entendu dire qu'il y avait eu un peu de statique. Il n'y a pas d'assommeurs dans la Beauce. Et, s'il y a eu de la statique à l'assemblée du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), c'est que la classe agricole tout spécialement n'était pas satisfaite du ministère de l'Agriculture. Nos cultivateurs se rappellent fort bien la promesse du ministre de l'Agriculture, à l'effet que son ministère construirait une raffinerie pour le sucre et le sirop d'érable dans la Beauce, afin d'épargner à nos cultivateurs \$7,000 à \$8,000 par année sur le transport. Nos producteurs de sucre ont pourtant souscrit le montant de parts requises pour avoir droit à telle raffinerie.

Mais, M. l'Orateur, lorsque le temps est arrivé de remplir telle promesse, le ministère avait toutes sortes de raisons pour retarder les travaux. Ceci se passa en 1930 ou 1931 et, depuis ce temps, le ministère de l'Agriculture a certainement fait perdre à mes électeurs \$35,000 à \$40,000 pour le transport du sucre et du sirop d'érable, et un montant aussi considérable en intérêts.

Quand il s'est agi de faire souscrire nos habitants, nos agronomes ont été mobilisés et, dans quelque temps, les producteurs de la Beauce, de Dorchester, de Frontenac et une partie de Lotbinière et de Mégantic, intéressés à réduire le coût du transport, ont souscrit généreusement le nombre de parts requises.

Après bien des pourparlers, la construction a été commencée. Mais le ministère de l'Agriculture s'est engagé à payer seulement 50 % du coût, au lieu de 100 %. Un montant d'environ \$40,000 a été dépensé et le ministère dort d'un profond sommeil.

Il est évident qu'au ministère de l'Agriculture, on a de l'argent pour poursuivre les habitants, pour payer les frais d'avocats. On a de l'argent pour payer les dépenses de voyage, mais, quand il s'agit des habitants, on a toujours une raison pour retarder d'en donner.

On n'a pas d'argent pour le crédit agricole provincial. On n'a pas d'argent pour payer promptement le revenu de la taxe sur la gazoline. On n'a pas d'argent pour augmenter la prime sur les engrais chimiques. On n'a pas d'argent pour donner des octrois aux moulins à farine. On n'a pas d'argent pour payer comptant les prix aux expositions. On n'a pas d'argent pour payer au complet l'égouttement des terres - il me semble que les cultivateurs en ont assez d'étendre la terre et niveler le terrain.

On n'a pas d'argent pour payer aux habitants \$25 pour faire de la terre dans des endroits rocheux. On n'a pas d'argent pour payer aux habitants 10 cents par minot de blé. On n'a pas d'argent pour construire des remises à fumier en ciment.

M. l'Orateur, je crois que la province est mécontente du ministère de l'Agriculture.

Je prie l'honorable député de Québec-Comté de ne jamais jeter de roches dans le jardin de son voisin. Il doit se rappeler que, quand on habite, comme lui, une maison de verre, on n'a pas le droit de jeter des pierres dans le jardin du voisin. Je n'ai jamais attaqué l'honorable député de Québec-Comté, et je ne croyais pas qu'il viendrait attaquer mes électeurs.

M. l'Orateur, les beaucerons sont des gens très paisibles. Ils veulent vivre en paix chez eux, mais ils ne veulent pas être trompés, être exploités, et tiennent *mordicus* à ce que l'on remplisse les promesses qui leur sont faites.

Si l'honorable député de Québec-Comté veut parler de l'Assemblée de M. Paul Gouin, chef de l'Action libérale nationale, je vais le convaincre que cette assemblée a été des plus enthousiastes.

Le peuple de la Beauce a reçu M. Paul Gouin, chef de l'Action libérale nationale, comme un libérateur, se rappelant la bonne administration sous le règne de Sir Lomer Gouin, père de M. Paul Gouin. (Applaudissements)

Messieurs Gouin, Lacroix, Ouellet et autres orateurs ont beaucoup intéressé l'auditoire nombreux qui s'y était rendu. La lutte s'est continuée partout dans la province et le résultat est que nous avons un gouvernement minoritaire qui s'agrippe au pouvoir par tous les moyens.

Le député de Hull (M. Caron) s'est demandé où étaient les actionnistes pendant l'élection fédérale. Il semble ne pas savoir que, dans la Beauce, nous avons élu M. Édouard Lacroix par 13,600 voix de majorité. Je trouve curieux que le député de Hull ne se demande pas où étaient les "taschereautistes" pendant la même élection. Je vais vous le dire, M. l'Orateur, les "taschereautistes" se sont trouvé un candidat qu'ils ont baptisé "steveniste". Ils ont presque tous voté pour lui, ils ont voté contre MM. King et Lapointe.

M. l'Orateur, je ne puis comprendre comment il peut se faire que l'honorable premier ministre accepte comme un de ses députés un homme qui a reçu 110 % des votes dans certains cas. En permettant à un de ses députés, élu par un vote de 110 % de siéger à la Chambre, après lui avoir assuré publiquement son entier appui, l'honorable premier

ministre joue avec le feu et donne l'impression que, sous le régime actuel, il est permis de faire n'importe quoi pendant les élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)⁶:
L'honorable député de la Beauce n'a pas le droit de dire que je me permets n'importe quoi en temps d'élection. Je soulève un point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas ce qu'a prétendu le député de la Beauce. Il a déclaré qu'en permettant au député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), élu par 110 % des votes, de siéger en cette Chambre, le premier ministre donnait au peuple l'impression qu'on pouvait faire n'importe quoi sous le régime actuel. Le député de Beauce s'est appuyé sur une lettre du premier ministre accordant au député actuel de Saint-Laurent (M. Cohen) son appui entier.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain):
L'honorable chef de l'opposition doit rester dans l'ordre. Il n'a pas le droit de faire un discours.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève de nouveau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. l'Orateur, faites respecter votre décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés de l'opposition sont ici au même titre que ceux de la droite, et ils ont des droits égaux. Ce n'est pas parce que c'est le premier ministre qui a soulevé un point d'ordre que nous ne pourrions pas y répondre.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain):
L'honorable chef de l'opposition doit rester dans l'ordre et employer seulement des termes parlementaires, même en discutant un point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est mon habitude de le faire et de respecter les règlements de cette Chambre, et je veux continuer. Mais j'ai le devoir aussi de nous défendre, et je veux rappeler que, s'il y a des règlements, ils s'appliquent à la droite comme à la gauche.

Je dis que le député de Beauce a le droit de discuter ce qu'il discute et trouver singulière l'attitude du premier ministre qui...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je proteste, M. l'Orateur, on doit respecter vos décisions.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain): L'honorable député doit simplement dire en quoi les règlements ont été violés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a prétendu tout à l'heure qu'on ne pouvait faire un discours sur un point d'ordre. Vous soulignez maintenant que l'on a le droit de dire en quoi les règlements ont été violés. Or, il faut pour cela donner des raisons, et donner des raisons, c'est parler, donc faire un discours. Je défie qui que ce soit en cette Chambre de citer un seul mot des règlements qui défende de discuter ici un rapport officiel, un document déposé devant la Chambre. Or, le greffier de la couronne en chancellerie a soumis un rapport officiel sur les dernières élections, et il a dit que le député de Saint-Laurent (M. Cohen), qui a reçu l'entier appui du premier ministre, a obtenu 110 % des votes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas ça mon point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain): Le premier ministre a soulevé un point d'ordre en disant que l'honorable député n'avait pas le droit de dire qu'il prêchait qu'on peut faire n'importe quoi en cette province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Beauce n'a jamais dit ça. Il a dit que le fait d'endurer dans ses rangs la présence d'un député qui a été élu par 110 % des votes était jouer avec le feu et donner au peuple l'impression qu'on peut faire n'importe quoi en cette province en temps d'élections. Il a parfaitement le droit de discuter la conduite du gouvernement. On n'a pas été élu pour décerner des éloges immérités au gouvernement.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain) demande à l'opposition si tous ont parlé sur le point d'ordre.

M. Drouin (Québec-Est): Pourquoi le premier ministre a-t-il soulevé si vite un point d'ordre? L'honorable député de Beauce était à parler de l'élection de Saint-Laurent. Il n'a jamais attribué les paroles qu'il prononçait au premier ministre.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain): Je maintiens le point d'ordre et je prie l'honorable député de retirer ses paroles.

M. Cliche (Beauce): Mais je n'ai pas dit ça!

Voix à droite: Oui, oui.

Voix à gauche: Non, non.

Voix à droite: Retirez vos paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Personne n'a le droit, en cette Chambre, d'imputer à un député ce qu'il n'a pas dit. Or, le député de Beauce affirme qu'il n'a jamais dit ça. En vertu des règlements, l'honorable premier ministre est forcé d'adopter sa parole.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain): Je demande au député de retirer ses paroles.

(La Chambre devient de plus en plus tapageuse)

M. Cliche (Beauce) dit que sa déclaration est écrite et il cherche à la relire, pour prouver qu'il n'a pas prononcé ce que lui a prêté le premier ministre.

Des députés ministériels protestent.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain) reste debout et répète au député de Beauce la même demande de retirer ses paroles.

Voix à gauche: Il ne les a pas dites, il ne peut pas les retirer.

M. Hamel (Québec-Centre) se lève.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain) lui fait signe qu'il n'en a plus le droit. Je demande, dit-il, aux députés de coopérer à maintenir le décorum. Je prierais l'honorable député de Beauce de se soumettre.

M. Cliche (Beauce): Je ne puis pas retirer ce que je n'ai pas dit...

Il se met à relire son texte.

Des députés de la droite protestent.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain) relit les paroles qu'il demande au député de retirer et ajoute "d'autres à peu près semblables".

Voix à gauche: Ah! C'est différent.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) se lève, mais le chahut est si fort qu'on ne comprend pas un mot; il parle quand même.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne donne pas des signes bien évidents de bonne foi.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain): Le député de Trois-Rivières n'a pas le droit de douter de ma bonne foi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne parle pas de l'Orateur, mais des ministériels qui tapagent.

M. l'Orateur suppléant (M. Gasgrain): J'espère que l'honorable député de Beauce ne me forcera pas à le nommer⁷.

M. Cliche (Beauce): Je vais donc être obligé de retirer ce que je n'ai pas dit. Mais je vais me reprendre et dire qu'il n'est jamais arrivé qu'un candidat, dans nos campagnes, ait été élu avec 100 % des votes. Le peuple est surpris. Il est évident qu'il y a des gens avec du front tout autour de la tête. Les choses ne se passent pas de cette manière dans nos campagnes. Les élections se font honnêtement et il n'est jamais arrivé qu'un candidat ait été élu avec 110 % des votes. Le peuple est surpris de voir un homme élu avec 110 % des votes siéger en cette Chambre. Évidemment, il y a des gens qui ont du front tout le tour de la tête. Réellement, c'est provoquer notre population, et l'honorable premier ministre en portera la plus grande responsabilité.

(Applaudissements)

Il parle ensuite de la loi Dillon. C'en est une belle, celle-là, dit-il. On ne respecte plus le bon sens de notre population, et les représentants du peuple en sont rendus à se faire une loi, spécialement pour ne pas être jugés du tout, et pour en être bien certains, l'honorable premier ministre a retardé de convoquer le Parlement.

On viendra ensuite dire que ça dépend de l'opposition si les subsides ne sont pas votés en temps voulu. Quels que soient les jugements qui seront rendus ou à rendre par les cours de justice, on ne fera jamais croire à notre population que la loi Dillon est une loi de bon sens; cette loi devrait disparaître immédiatement de nos Statuts.

(Longs applaudissements)

M. l'Orateur, j'avais l'intention de parler de la monnaie nationale, mais je me reprendrai plus tard, afin de ne pas prendre trop le temps de la Chambre. Pour aujourd'hui, je dirai seulement que je crois à la nécessité d'une vraie monnaie nationale et au contrôle complet du crédit. Car je crois que, tant que nous n'aurons pas une monnaie nationale, nous serons témoins d'une grande pauvreté au milieu de l'abondance.

Le député de Rouville (M. Barré) a parlé avec raison de la centralisation de notre argent que font nos compagnies d'assurances.

Je crois que le gouvernement de cette province ne devrait permettre à aucune compagnie d'assurances de faire affaire en cette province, à moins qu'elles ne placent dans la province de Québec au moins 90 % de l'argent qu'elles reçoivent en primes des assurés de la province. Il me semble que, si nous devons redevenir maîtres chez nous, nous devons exiger que cela se fasse.

M. l'Orateur, les compagnies d'assurances ne devraient pas ignorer non plus que nous avons dans la province de Québec deux grandes banques: la Banque canadienne nationale et la Banque provinciale du Canada, où elles peuvent et doivent faire une grande partie de leurs dépôts.

La population canadienne-française a droit à ce que l'on tienne compte de l'argent qu'elle paie aux compagnies d'assurances. Il ne faut pas que notre argent travaille contre nous.

Toutes les compagnies d'assurance-vie devraient avoir les clauses de valeur de rachat de police acquittée, de prêt automatique après trois ans.

Elles sont nombreuses les compagnies qui n'ont pas ces clauses dans leurs polices.

M. l'Orateur, on laisse voler notre population; il faut que cela cesse. Notre population connaît très bien la valeur de l'assurance; la nécessité de l'assurance; l'incertitude de la vie et la certitude de la vieillesse.

Mais elle a droit à ce qu'on la protège plus efficacement contre certaines compagnies qui ne lui donnent pas de valeur de rachat après trois ans de police acquittée et de prêt automatique.

Je connais des assurés qui ont payé des assurances pendant plusieurs années. Tout allait bien. Lorsqu'ils avaient de l'argent, ils payaient leurs primes régulièrement; mais lorsque est venue la crise - je ne veux pas parler de la crise ministérielle et du gouvernement minoritaire qui s'agrippe au pouvoir par tous les moyens possibles - lorsqu'il est venu le chômage, leurs polices sont tombées et les compagnies ont bénéficié de plusieurs millions, millions qui auraient dû revenir aux assurés.

L'intérêt des prêts sur les polices, qui est de 5 % à 6 % devrait être baissé considérablement.

M. l'Orateur, je crois qu'aucune compagnie ne devrait donner de contrats à un agent, à moins que le proposant ait suivi un cours d'assurance d'une compagnie ou d'une université, démontrant les qualifications requises à bien diriger l'assuré dans le choix du contrat d'assurance.

L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Côté) représente un comté rural. Il sait donc dans quel état sont nos chemins. Je veux parler des chemins du rang.

Je considère qu'on a fait des chemins trop dispendieux dans certaines parties de la province et qu'on a trop négligé les chemins du rang.

Dans mon comté, il y a au-delà de 660 milles de chemins de terre. Il me semble que les octrois de chemins dans nos campagnes ne devraient pas être divisés tant par comté, mais bien plutôt en tenant compte du nombre de milles de chemin de terre par comté. J'espère que l'honorable ministre de la Voirie en tiendra compte et qu'il exigera un montant assez considérable pour les chemins de rang. Il peut être assuré que je vais exiger ma part.

M. l'Orateur, les petits salaires ont été baissés, pourquoi cela, lorsque l'on n'a pas baissé les autres? S'il faut baisser les salaires, baissions-les tous, et ne provoquons pas les pauvres gens. Je ne suis pas pour la baisse des salaires. Je crois que le ministre de la Voirie ne devrait pas payer moins que 30¢ de l'heure, et j'espère que l'honorable ministre de la Voirie y verra immédiatement.

Il me semble que tous les ponts devraient appartenir au ministère de la Voirie. Ce serait bien plus simple, car il est parfois difficile de savoir à quel département appartient tel ou tel pont. Je crois aussi que les ponts de plus de six pieds de largeur devraient être entretenus par le département de la Voirie.

Nos municipalités sont appelées à dépenser, chaque année, des montants considérables étant donné le trafic lourd qui se fait, et elles ne reçoivent rien des licences payées pour automobiles, camions, et pour taxes sur la gazoline. J'insiste fortement sur ce point parce que nos municipalités sont trop surchargées.

M. l'Orateur, je demande d'abord que l'honorable ministre de l'Agriculture accorde son violon avec *Le Soleil*. Je réclame, pour les producteurs de sucre et de sirop d'érable de mon comté et de la province, le paiement de la dette, au complet, de la Société des producteurs de sucre et de sirop d'érable de Québec. Je demande au ministère de l'Agriculture de compléter immédiatement la construction de la raffinerie à Vallée-Jonction.

Pourquoi continuer à faire perdre aux producteurs de sucre de la région du Québec Central \$7,000 à \$8,000 par année? Je réclame un prêt agricole provincial, à plus long terme, un prêt raisonnable pour nos cultivateurs. Sauvons la classe agricole et nous sauverons en même temps toutes les classes de la société.

Nous avons plusieurs raisons de réclamer un prêt agricole provincial. D'abord, le gouvernement a promis la centralisation de la richesse dans tous les domaines. Les lois de la province ont ni plus ni moins permis à une bande de bandits bien habillés de piller notre population, dans la plupart des cas, en permettant la vente de débentures qui ne valaient pas le papier sur lequel elles étaient imprimées.

Une autre raison, M. l'Orateur, c'est que l'hypothèque ne vaut plus rien. Il y a tellement de restrictions avant la première hypothèque que celui qui a besoin d'emprunter ne le peut pas, et lorsqu'une propriété est vendue par le shérif, tout le monde est payé, excepté celui qui a prêté l'argent.

Je réclame, dans l'intérêt de mon comté, de ma province, que l'on enlève immédiatement toutes les restrictions avant la première hypothèque. Les taxes et charges d'église n'ont jamais nui à la première hypothèque.

Tout le monde admet que le crédit agricole fédéral ne prête pas raisonnablement. Régions donc, nos propres affaires selon nos besoins.

Je réclame la prime de fabrication du beurre et du fromage pour les cultivateurs de mon comté et de ma province.

Je réclame la pension de vieillesse. Ne devrait-elle pas être rétroactive, puisque l'honorable premier ministre l'a retardée si longtemps?

Je réclame du ministère de l'Agriculture des octrois plus élevés sur les engrais chimiques, ceci est absolument nécessaire. On dira dans certains milieux que cela va coûter trop cher. Si cela coûte trop cher, c'est parce que c'est un trust. Qu'il détruise le trust des engrais chimiques.

Je réclame une prime sur le blé de 10¢ par minot. Il faut cultiver du blé en notre province.

Je réclame du ministère de l'Agriculture \$50 pour remises à fumier en ciment, le paiement à nos cultivateurs de \$25 par arpent de terre neuve, ou par arpent de terre bien faite dans des endroits rocheux. Il y a beaucoup de roches, en certains endroits, et la moyenne de terre bien faite ou terrain de fond est de 30 % de chaque terre, de sorte que le revenu de nos cultivateurs n'est pas assez élevé.

Je réclame que le ministère paie tous les frais de drainage, les cultivateurs devant étendre la terre et niveler le terrain.

Je considère aussi qu'un ou deux cultivateurs ou plus devraient bénéficier de cette loi, mais pas exiger que ce soit trois cultivateurs au moins.

Je réclame, pour mon comté, une pelle à gazoline pour creuser les fossés. L'an dernier, la pelle qu'on employait dans la Beauce a été vendue, sans

doute, pour être remplacée par une plus puissante. J'espère que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) verra à se rendre à la demande de nombreux cultivateurs.

Je réclame encore, pour les cultivateurs de mon comté, plus de graines de semence, car pour récolter, il faut d'abord semer.

Je réclame, pour les cultivateurs de mon comté, que l'élevage du cheval soit laissé libre, qu'on enlève toutes les restrictions concernant les chevaux reproducteurs, et l'on constatera un progrès remarquable.

Actuellement, nos cultivateurs considèrent avec raison que l'élevage du cheval dans mon comté est un trust, et l'on est rendu à emprisonner celui qui se sert d'un cheval reproducteur sans permis.

Depuis que les restrictions actuelles existent, l'élevage du cheval est loin d'être ce qu'il était il y a 10 à 20 ans.

Le ministère de l'Agriculture a refusé de permettre à un cercle d'éleveurs de mon comté d'importer de France un reproducteur et 12 juments - Postier breton. Voilà où l'on est rendu dans cette province.

L'honorable M. Godbout: (L'Islet): Je soulève un point d'ordre. Le ministère de l'Agriculture n'a jamais refusé le droit d'importer des chevaux de n'importe quelle province ou de n'importe quel pays du monde.

M. Cliche (Beauce): Je réclame que le ministère encourage la culture de la betterave à sucre et la culture du blé pour lesquelles nous payons, en dehors de notre province, \$50,000,000 par année. Nous savons ce qui se fait ailleurs. Je suis heureux de seconder l'honorable député de Missisquoi.

L'honorable ministre de l'Agriculture sait pourtant que, lors de la création, le Tout-Puissant a pourvu aux besoins de l'homme sous tous les climats. Qui est-ce qui l'empêche d'agir? Le trust du sucre, peut-être?

Je réclame que les prix aux expositions soient payés comptant.

Pour garder ouvertes nos beurreries et fromageries dans nos campagnes, je propose la formation de syndicats coopératifs auxquels le ministère de l'Agriculture devrait verser des octrois élevés.

Je réclame des octrois pour les moulins à farine. Quand on cultive du blé, il faut des moulins pour le moudre.

Il faut reconstruire, M. l'Orateur, et revenir au bon sens.

Le ministre de l'Agriculture a dit que la position de nos agriculteurs était des plus brillantes. Je ne suis pas un pessimiste, mais je crois que l'honorable ministre de l'Agriculture fait erreur. Il sait pourtant que nous achetons pour \$100,000,000 de produits agricoles. L'agriculture sera prospère quand nous récolterons pour la valeur de ce \$100,000,000 de produits agricoles, jamais autrement.

La colonisation en cette province n'a pas suivi la marche qu'elle aurait dû suivre. Ne soyons pas surpris de constater qu'il nous faut aujourd'hui placer sur des terres 60,000 de nos fils. En 1829, Sir James Kempt, alors gouverneur du Canada, refusait à des Canadiens de Charlevoix, des terres pour établir leurs enfants. Nous sommes loin de 1829. Il faut de toute nécessité agir et agir immédiatement. Je réclame, pour l'établissement des fils de mon comté, tous les lots appartenant à la Brown Corporation et à la Compagnie Breaky.

Il est absolument nécessaire, dit-il, que des lots soient remis aux colons au commencement de l'été 1936, bien entendu. Ces lots ont été réclamés avec raison depuis longtemps par messieurs les curés de mon comté. Va-t-on retarder encore? Ce serait criminel et je ne crois pas que le ministre de la Colonisation puisse se rendre coupable à ce point.

Il y a assez longtemps que les compagnies forestières coupent le bois et ne laissent que les roches et les branches aux colons. Je prie donc l'honorable ministre de la Colonisation de se rendre aux justes demandes des curés de mon comté. Et j'espère qu'il nous donnera un service aussi rapide et aussi efficace que le personnel du bureau de la Colonisation à Vallée-Jonction nous donne. Il me fait plaisir de souligner ce fait et, si les choses viennent à changer, l'honorable ministre de la Colonisation peut être certain que je l'imiterai.

Je crois qu'il faut accentuer le retour à la terre et, au montant de \$300, nous devrions ajouter un autre montant de \$200, payable \$50 par année, après les trois ans.

L'intérêt de la province demande d'abord que l'on remplisse les vieilles paroisses où les chemins sont presque tous construits, ainsi que les églises et les écoles, etc. C'est ainsi que nos fils, demeurant près de leurs parents, recevront l'aide et l'encouragement nécessaires aux commençants.

Il est établi que 150 familles sous le secours direct coûtent en cinq ans \$300,000, ce qui n'est pas un actif, mais bien plutôt un passif, puisque, avec ce montant, on pourrait établir 200 familles de 400 fils de cultivateurs.

Je comprends, M. l'Orateur, que nous avons à fonder 10,000 nouveaux foyers par année, c'est une tâche difficile pour l'honorable ministre de la Colonisation, mais il est de notre devoir d'agir et d'agir promptement. Il faut fournir des bœufs à nos colons, plusieurs ne peuvent semer.

Je crois que 5,000 nouveaux foyers peuvent être fondés annuellement dans nos vieilles paroisses. D'autre part, il est prouvé qu'un établissement en pays de colonisation coûte environ \$1,500.

Il faut supprimer les secours directs et donner des octrois aux cultivateurs et aux colons. Je me suis permis de citer plusieurs octrois, lorsque j'ai parlé de l'agriculture.

M. l'Orateur, je me permettrai de suggérer, de simplifier bien des choses. Le ministère de la Colonisation donne plusieurs chèques: secours direct, abatis, labour, construction, grains de

semence, vêtements. Il me semble que le département de la Colonisation devrait donner des octrois pour différents travaux exécutés qui couvriraient le tout.

Nos pères nous avaient laissé une grande richesse: nos forêts. Le peuple canadien désire sans doute savoir à qui appartiennent ces forêts. Il faut qu'il le sache, afin d'être en mesure de pouvoir juger ses administrateurs à leur juste valeur.

Les concessionnaires, poursuit le député de Beauce (M. Cliche), détiennent 77,600 milles carrés, soit une superficie de 350 milles par 200. De plus on a accordé des exemptions sur les droits de coupe pour une valeur de \$361,229.

Il (M. Cliche) cite la liste des détenteurs de concessions forestières. (Voir le tableau ci-dessous)

*Liste des détenteurs de concessions forestières
au 12 février 1936*

<i>Noms et adresses</i>	<i>Superficie en milles carrés</i>
Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Ltd., 71, rue Saint-Pierre, Québec	2,431
The Argenteuil Lumber Co., Morin Heights, P.Q.	9
Henry Atkinson, Ltd., Pont Etchemin, comté de Lévis, P.Q.	21
Auger Lumber Co., Ltd., 71, rue Saint-Pierre, Québec	6
Baie Saint-Paul Lumber Co., Ltd., c/o St-Anne Power Co., Beaufort, Québec	68
Cone Barlow, Donnacona	2
A. Barnet et Co., Ltd., Renfrew, Ontario	238
Bathurst Power et Paper Co., Ltd., Bathurst, N.B.	452
P. Beauchemin & Fils, (in trust), Amos, P.Q.	9
Bersimis Lumber, Co., 71, rue Saint-Pierre, Québec	367
W. E. Bigelow, Rivington, P.Q.	3
Arsène Bilodeau, Saint-Damien, comté de Bellechasse, P.Q.	3
Frank Blais, Amos, P.Q.	25
E. Bolduc enr., Saint-Camille, comté de Bellechasse	15
J. R. Booth, Ltd., Ottawa, Ont.	2,432
John Breaky, Ltd., Breakeyville, P.Q.	122
Brompton Pulp & Paper Co., East Angus, P.Q.	653
Brompton Pulp & Paper Co., Ltd., East Angus, P.Q.	413
The Bronson Co., Ottawa, Ont.	27
N. P. Brousseau, Rouyn, P.Q.	26
Brown Corporation, 71, rue Saint-Pierre, Québec	3,091
Geo. Bryson the legatees of the late Jas. W. Bryson, 1/6 interest of which estate in favor of Geo. Bryson Jr, Jennie Bryson, Coulange Timer Co., Ltd., c/o Hon. Geo. Bryson, Fort Coulange, P.Q.	90
Canadian American Pulp & Paper Corp., Ltd., 80, Federal Street, Boston, Mass., USA	44
Canadian International Paper Co., Beaver Hill Square, Montreal, P.Q.	17,080
Canadian Splint & Lumber Corp. Ltd., Pembroke, Ont.	80
Cascapedia Mfg & Trading Co.	1,068
J. Bourque, E. Champagne, a/s de E. Champagne, 391 rue Saint-Jacques, Montréal	22
William & Adolphe Charbonneau, 1192 rue Elisabeth, Montréal	2

*Liste des détenteurs de concessions forestières
au 12 février 1936*

<i>Noms et adresses</i>	<i>Superficie en milles carrés</i>
La Cie Champoux, a/s Madawaska Corp., ltée, Saint-Georges-Est, Beauce	9
La Cie Dufour, a/s Tartague Lumber Co., a/s Banque Provinciale, Sayabec, comté de Matapédia	2
La Cie Gagnon ltée, Roberval, P.Q.	38
La Cie Roy ltée, Rivière Blanche, comté de Matane	4
Consolidated Paper Corp. Ltd, Sun Life Building, Montreal	14,360
William Copping ltée, c/o Royal Trust Co., Montréal	61
Crédit Général du Canada, Édifice Banque Nationale Canadienne, Chambre 55, 112 Saint-Jacques, Montréal	45
F. T. Cross Esq., Farm Point, P.Q.	8
Succession Georges Dansereau, Grenville, P. Q.	28
Davidson & Theckray, c/o of James Davidson & Sins, Ottawa, Ontario	99
Régis Deslauriers, Lac Masson, P.Q.	4
Donnacona Paper Co., Ltd, Donnacona, P.Q.	820
Donohue Bros., Ltd., La Malbaie	417
James Duncan Esq., 2951 Ontario Est, Montréal	6
J & W Duncan Ltd., 2951 Ontario Est, Montréal	49
Succession Arthur Tremblay, Roberval, P.Q.	35
The Eagle Lumber Co., Ltd., 60 rue Saint-Jacques Ouest, Montréal	36
Eaton Land Company, Valais, Maine, U.S.	212
The E. B. Eddy Co., Ltd., Hull, P.Q.	1,541
The E. B. Eddy Co., Ltd., & Royal Trust Co., Hull, P.Q.	305
Egan Poupore, Fraser Co., J. B. Fraser Ltd., c/o Estate W. J. Poupore, c/o P. E. O'Brien, Esq., 4207, Old Orchard Av, Montréal	23
John Penderson & Co., Inc., Sayabec, comté de Matapédia	113
Fraser & Co., & J. B. Fraser, Ltd., 53 rue Queen, Ottawa, Ont.	176
Fraser Esq., et J. B. Fraser Ltd., c/o Fraser & Co., 53 rue Queen, Ottawa, Ont.	26
Fraser & Co., Upper Ottawa Timber Co., Ltd., & J. B. Fraser Ltd., c/o Fraser & Co., 53 rue Queen, Ottawa, Ont.	80
Fraser & Co., Geo. Bryson & J. B. Fraser Ltd., c/o Fraser & Co., 53 rue Queen, Ottawa, Ont.	229
Fraser & Co., Geo. Bryson Coulonge Timber Co., Ltd., & J. B. Fraser Ltd., c/o Fraser & Co., 53 rue Queen, Ottawa, Ont.	60
Fraser Companies Ltd., Edmunston, N.B.	726
Fraser Realities, Ltd., Edmunston, N.B.	57
Forest Industries, Ltd., 1117, Sainte Catherine Ouest, Montréal	50
Gagnon et Frère, Roberval	17
Moïse Gasse, Marsoui, comté Gaspé	4
Albert Giguère, Shawinigan Falls	25
Gillies Brothers Ltd., Breaside, Ontario	871
Godbout Lumber Co., c/o St. Regis Paper Co. of Canada, Ltd., The Lincoln Building, 60 East, 42 nd Street, New York, U.S.	95
Gracefield Lumber Co., Montréal, P.Q.	38
Grand River Co., co Charles Stetson Esq., Ch. 818, 60 rue State, Boston, Mass., U.S.	106
Henri Grandbois, (in trust), 127 Grande Allée, Québec	13
Guelph Patent Cask. Co., Ltd., Scotstown, comté Compton,	18
Succession Cyrille Guindon, as Georges Duclos, 19 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal	2
Gulf Pulp & Paper Co., 65 rue Sainte-Anne, Québec	941
Haberer & Gould. a/s The Haberer Furniture Co., Trinity Avenue, Lowville, N.Y.	53
Geo. Hall Coal Shipping Corp., a/s Brouillard, 10 Saint-Jacques ouest, Montréal	86
J. & D. A. Harquail Co., Ltd., Campbellton, N.B.	3
Alfred Harvey, a/s J. A. Tremblay, marchand, Metabetchouan, P.Q.	10
Hawkesbury Co., Ltd., Hawkesbury, Ont.	1,309
Henry Jalbert, Chicoutimi	3

*Liste des détenteurs de concessions forestières
au 12 février 1936*

<i>Noms et adresses</i>	<i>Superficie en milles carrés</i>
Edouard Lacroix, Saint-Georges-Est, Beauce	16
E. Lagueux & Fils, Itée, Tring Jonction, Beauce.....	3
Laporte & Cie, Joliette	4
Ernest Larouche, Sainte-Croix, Lac-Saint-Jean	5
Lake Megantic Pulp Co., Lake Megantic.....	122
Lake St-John Power & Paper Co., B.P. 1046, Montréal	1,859
J. T. Lamontagne & Wm Lepage, Station Morissette, P.Q.	1
Ruisseau Arbour, Gaspé.....	2
Alfred Lepage, Sainte-Anne-des-Monts.....	2
Lincoln Pulp & Paper Co., Ltd., Merriton, Ont.....	280
Estate A. Lumsden, c/o McCracken, Fleming & Schroeder, Ottawa, Ont.....	96
Mailloux & Marier, Saint-Siméon, Charlevoix.....	8
Succession W. Allan Maloney, Port-aux-Quilles, P.Q.....	1
Manicouagan & English Bay Export Co., c/o Ontario Paper Co., Ltd., 1005 McGill Building, Montréal.....	499
Horace Morin, Cap-au-Renard, Gaspé.....	5
Maritime Operating Corporation, c/o Brown, Montgomery & McMichael, Royal Bank Building, Montréal.....	526
Marsouins Lumber Co., c/o Capital Saving Bank & Trust Co., Montpelier, Vermont U.S.	3
The Matapedia Lumber Co., Ltd., c/o Madawaska Corp., Ltd., Saint-Georges-Est, Beauce	82
Megantic Mfg Co., Lac Mégantic	85
W. H. Miller Co., Ltd., Campbellton, N.B.	8
W. H. Miller Co., Ltd., Thomas Evans, c/o W. H. Miller Co., Ltd., Campbellton, N.B.....	6
Mohawk Securities Corp., Ltd., c/o K. L. Warren, Rivière-du-Loup.....	82
Molsons Bank (Succ. J. B. Klock), c/o The royal trust, C. V. Howard Manager, succ., Montréal.....	190
Mont-Louis Seigniory Ltd., 360 Place Royale, Montréal	69
James MacLaren Co., Ltd., Buckingham	2,513
McCrea Wilson Lumber Co., Ltd., East-Angus	355
James J. McFadden Ltd., Spragge, Ontario.....	25
James J. McFadden Ltd., c/o James J. McFadden Ltd., Spragge, Ontario	96
Archibald D. McGibbon, Esq., Lachute Mills.....	3
P. & A. McGibbon, Lachute Mills	14
McClachlin Bros., Ltd., Amprior, Ontario.....	1,258
Eubelus McLellan & Dudley, M. Dimock, c/o F. W. Snell, New Richmond, P.Q.	4
J. B. Nault, Maniwaki.....	100
New Brunswick International Paper Co., 1155 Beaver Hall Square, Montréal	1,149
New Brunswick International Paper Co., & Ed. Lacroix, Saint-Georges-Est, Beauce	2
Nouvelle Lumber Co., c/o F. W. Snell, New Richmond	14
Ontario Paper Co., Ltd., 1005 McGill Building, Montréal	2,823
Ontario Paper Co., Ltd., & Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Ltd., c/o Ontario Paper Co., Ltd., 1005 McGill Building, Montréal	24
Owens Lumber Co., Ltd., Montebello, P.Q.....	16
Paradis et Fils, Ltd., Victoriaville, P.Q.....	4
Paradis et Frères, Lac-au-Saumon, comté de Gaspé	22
Pelletier et Marin, Sainte-Anne-des-Monts.....	1
Alphonse Pineau & Frère, Saint-Anaclet, comté de Rimouski	1
Port-aux-Quilles Lumber Co., Ltd., 405 Citizens National Bank Building, Baltimore, Maryland, U.S.....	5
Power Lumber Co., Ltd., 71 rue Saint-Pierre, Québec.....	240
Toussaint Préfontaine, a/s M. Ed. Parent, Sainte-Agathe-des-Monts	4
Price Brothers & Co., Ltd., Price house, Québec.....	8,314

*Liste des détenteurs de concessions forestières
au 12 février 1936*

<i>Noms et adresses</i>	<i>Superficie en milles carrés</i>
Wm. J. Pulling & Co., Windsor, Ontario	24
Quebec Pulp & Paper Corp., 132 rue Saint-Jacques Ouest, Montréal	206
George M. Rawlins, Esq., Pembroke, Ontario	4
Reed & Co., Grand'Mère, P.Q.	49
Restigouche Co., Ltd., Edmunston, N.B.	259
James Richardson Co, Ltd., Cap-Chat, P.Q.	273
The Rideau Lumber Co., Ltd., Ottawa, Ontario	38
The Royal Bank of Canada, Ottawa, Ontario	20
Joseph Rioux, Ruisseau Arbour, comté de Gaspé	2
Frank W. Ross, Esq., 67 rue Saint-Pierre, Québec	100
S. M. Rouleau, enr. (in trust), Saint-Tite, comté de Champlain	27
The Royal Agricultural School, c/o C. N. Armstrong Esq., 426 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal	2
W. W. Russell (in trust), c/o Capital Saving bank & Trust Co., Montpelier, Vermont, U.S.	69
La Scierie Landrienne (in trust), a/s M. Lemay, marchand, Landrienne, P. Q.	6
The Sherman Lumber Co., Ltd., P. O. 562, London, Ontario	25
Shepard & Morse Lumber Co., 40 Central St., Boston, Mass, U.S.	50
Singer Mfg Co., Thurso, P.Q.	526
Smith Bros., Campbell Bay, P.Q.	6
Howard Smith Paper Mills, Ltd., 407 McGill St., Montréal	525
F. W. Snell Esq., New Richmond, comté de Bonaventure	6
Ernest Soucy, Saint-Alexandre, comté de Kamouraska	3
F. F. Soucy, Chemin du Lac, Témiscouata	15
The Strong Lumber Co., North Bay, Ontario	88
Charles St-Amand, Lac-aux-Sables, Abitibi	2
Ste Anne Power Co., P. O. Box 308, Toronto, Ontario	92
St. Lawrence Paper Mills Co., Ltd., Trois-Rivières, P.Q.	1,095
St. Raymond Paper Ltd., 276 rue Saint-Jacques, Montréal	363
The Sydney Lumber Co., Ltd., Dalhousie, N.B.	15
Temiscaming Pulp & Paper Co., Ltd., Halleybury, Ontario	50
Philippe Thibaudeau, Saint-Georges-Est, comté de Beauce	3
Succ. Hon. W. W. Thomas, 184½ Middle St., Portland, Maine, U.S.	22
E. W. Tobin (in trust), Sherbrooke	31
The Tourville Lumber Mills Co., c/o St-Lawrence Paper Mills Co., Ltd., Trois-Rivières	328
R. P. Travers, c/o J. E. Nadeau, Port-Daniel	3
Jos. Alexis Tremblay, Chicoutimi	11
Tremblay veuve de Léandre, dame Marie-Louise Anais M. Bouchard, 14 Hamilton, Cove, Saguenay .	14
Tremblay & Gagnon, Chicoutimi	18
Upper Ottawa Timber Co., Ltd., 530 Bank of Hamilton Building, Toronto, Ontario	43
J. Vézina, Senneterre, P.Q.	1
Mrs Ellen Wholan, épouse de Denis Wholan, trading under the name of Wholan & Co., c/o Wholan & Sons, Nantel, P.Q.	12
Robert P. Williams, 60 Hill Top St., Dorchester, Mass., U.S.	2
Total	77,620

M. l'Orateur, je demande à chaque citoyen de cette province, quand il sera rendu dans son foyer, de bien mesurer sur la carte une étendue de 350 milles par 200 milles, formant un total de 70,000 milles

carrés et d'envisager en plus le fait que les fonds sont hypothéqués pour \$483,000,000. Il ne vous reste donc pas grand-chose pour les citoyens de cette province.

L'honorable premier ministre faisait remarquer que nous étions pauvres; pas surprenant, M. l'Orateur, quand nous constatons que nos forêts ont été pratiquement données à des étrangers.

Les descendants des défricheurs de cette province, les fils de ceux qui ont vaillamment combattu, les fils de ceux qui ont conservé le Canada à l'Angleterre, se rendent compte qu'il ne leur reste pas grand-chose. Ils sont humiliés et indignés d'un tel

état de choses, mais ils sont aussi bien convaincus de la nécessité de reprendre en grande partie nos forêts. Oui, M. l'Orateur, il nous faut reprendre ces forêts, mais pour cela, notre peuple compte sur l'esprit national de ses représentants. Le peut-il avec le gouvernement actuel?

Il cite la liste des notes de crédit accordées pour fins de sciage. (Voir le tableau ci-dessous)

*Liste des notes de crédit accordées pour fins de sciage
en 1934-1935*

	<i>P.M.P.</i>	<i>Montant</i>
Anglo Canadian Pulp & Paper Co.....	946,983	\$ 1,136
Bathurst Pulp & Paper Co.	997,477	1,204
Booth R. Ltd.	1,893,253	5,715
Breakey John Ltd.	425,610	581
Brompton Pulp & Paper	192,781	257
Brown Corporation.....	6,497,403	7,833
Canadian International Paper Co.....	38,443,784	89,926
Cascapedia Mfg Co.	153,649	194
Cie Gagnon Itée.....	2,327,342	2,792
Consolidated Paper Corporation	24,223,662	56,518
Paper Co.	130,270	156
Copping Wm. Co.....	2,699,310	3,351
Donnacona Donohue Bros.....	7,097	15
Dunbar Lumber Co.....	507,373	615
Eaton Land Co.....	2,933,095	3,519
Fenderson John Inc.....	58,668	70
Fraser Companies.....	20,736,184	25,353
Fraser Realities	4,942,150	5,946
Casse Moïse.....	647,275	776
Guelph Patent Cask	924,078	1,373
Harquail, J. D. A.....	275,582	330
Lake Megantic Pulp & Paper Co.....	4,426,862	5,686
Lake St-John Pulp & Paper	4,040	14
Leclerc, Norbert	82,677	99
Lincoln Pulp & Paper.....	1,077,756	1,438
MacLaren James Ltd.	533,692	795
McGibbon A. D. Itée.....	195,095	271
Martin, Horace	101,688	131
Maritime Operating Co.	1,482,374	1,855
Miller W. H. Ltd.	3,389,810	4,079
Mont-Louis Seignioriy	92,908	111
New Brunswick International Paper.....	29,095	34
Nouvelle Lumber Co.....	579,479	1,332
Ontario Paper Co.....	834,343	1,001
Patry, Jules	205,784	271
Pineau Alp. & Fils.....	103,220	158
Power Lumber Co.	10,725,060	16,050
Price Bros. & Co., Ltd.	66,756,560	96,227
Quebec Pulp & Paper Co.....	3,063	6
Richardson James, Ltd.	7,848,483	9,859
Rideau Lumber Co.	793,414	1,160

*Liste des notes de crédit accordées pour fins de sciage
en 1934-1935*

	<i>P.M.P.</i>	<i>Montant</i>
Sherman Lumber Co.	1,733,013	2,478
Singer Mfg. Co.	3,866,428	5,694
Smith Howard Paper Mills.....	3,674,345	4,417
Soucy Florentin	285,816	351
Tourville Lumber Mills.....	<u>1,205</u>	<u>2</u>
Total	218,791,436	\$361,229

M. l'Orateur avec \$361,000 que l'on a accordé aux grosses compagnies, en réduction de droits de coupe, on aurait été capable de payer la pension aux vieilles institutrices.

Avec \$361,000, on aurait été capable de payer au complet les travaux du chômage.

Avec \$361,000, on aurait été capable de payer l'administration d'un crédit provincial.

Avec \$361,000, on aurait été capable de payer des octrois plus considérables sur les engrais chimiques.

Avec \$361,000, on aurait été capable de payer au complet la dette des producteurs de sucre d'érable et de compléter la raffinerie commencée en Beauce.

Avec \$361,000, on aurait été capable de payer des salaires raisonnables aux petits.

M. l'Orateur, on fait des cadeaux aux grosses compagnies, toujours aux dépens du petit. Je proteste, M. l'Orateur, il faut que cela cesse.

Il (M. Cliche) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Charte de Laval-des-Rapides

M. Rochon (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Succession James McCready

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 concernant la succession de feu James McCready.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des optométristes et opticiens

M. Rochon (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Saisissabilité de salaires

M. Chouinard (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisissabilité de certains traitements, salaires ou gages soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts à passer immédiatement la loi des pensions de vieillesse. Cela presse plus que les législations privées, car la province l'attend depuis des années. Nous pourrions en finir avec la loi des pensions de vieillesse. Le Conseil législatif siège demain et il pourra la considérer. L'opposition est prête à l'étudier immédiatement et à l'adopter, de sorte qu'elle pourrait être adoptée demain par le Conseil législatif et être sanctionnée après-demain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons interrompu le député de Beauce avec l'ajournement. Il faut lui permettre de continuer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Beauce, comme tous les autres membres de l'opposition, est en faveur de la loi des pensions et ne veut pas laisser attendre nos vieux davantage, et il est même prêt à en voter au premier ministre. Je l'ai déjà offert pendant le débat sur l'adresse et j'offre encore de passer cette loi avant toute autre affaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Laissons parler le député de Beauce.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Cliche (Beauce): J'ai en main plusieurs preuves de la politique néfaste de l'administration présente des Terres et Forêts. Dans mon comté, le gouvernement a payé, dans l'espace de cinq ans, en chèques de toutes sortes, le montant de \$335,971, et connaissez-vous le montant qu'il a retiré de nos compagnies forestières dans le même temps? Il a retiré \$93,741, laissant un déficit de \$242,230. Où allons-nous avec une telle administration? L'on donne aux colons des lots pillés par les compagnies forestières, et nous sommes obligés de faire vivre, pendant plusieurs années, les colons placés sur ces terres. On a permis aux compagnies forestières de couper sur les terres de la couronne, en 1935, un milliard trois cents millions de pieds de bois, dont deux millions de cordes de bois de pulpe.

M. l'Orateur, il n'est pas surprenant de constater que nos colons et nos cultivateurs soient obligés de vendre à très bon marché le peu de bois qui leur reste.

M. l'Orateur, notre population est surprise d'un tel état de choses et réclame que l'on mette fin immédiatement à une telle exploitation.

Je réclame du département des Terres et Forêts que les lots sous licence aux compagnies forestières dans mon comté soient remis à la colonisation ou échangés, et cela, immédiatement afin que l'on puisse placer sur ces lots, au cours de l'été, des centaines de colons; il ne faut pas attendre à l'automne pour placer nos gens sur ces lots. Il faut agir tout de suite.

M. l'Orateur, je réclame que les lots patentés appartenant aux compagnies forestières soient échangés ou expropriés en vertu de la loi de 1935, et remis à la colonisation. Remplissons nos vieilles paroisses d'abord, ce sera de la vraie colonisation.

Quant aux lots qui seront trouvés impropres à la culture, je crois que la population de mon comté verrait d'un bon œil qu'ils soient gardés comme réserve pour le comté de Beauce.

Je crois qu'il faut baisser les droits de coupe et limiter la coupe du bois sur les terres de la couronne, afin que nos cultivateurs et nos colons puissent vendre leur bois à un prix raisonnable.

D'après les *Comptes publics 1935*, nos ressources naturelles ont rapporté \$4,600,000, c'est-à-dire 14 % du budget de notre province, tandis qu'elles devraient rapporter pas moins de 70 %. C'est une preuve, M. l'Orateur, que l'on donne presque nos forêts, nous pouvoirs d'eau, nos mines, etc. Je crois qu'il serait sage que le gouvernement, lorsqu'il s'agit de donner une traite à une compagnie minière, qu'une clause soit insérée donnant droit à la province d'acheter tout l'or de ladite mine avec les débentures de la province.

Le travail d'arpentage devrait être divisé, non pas donné seulement à un petit groupe.

Tout le monde admet la nécessité de l'hygiène, mais je crois que les chiffres que je vais citer vous convaincront de la nécessité de faire certains changements exigés par notre situation financière.

Depuis neuf ans, l'unité sanitaire du comté de Beauce a coûté \$167,760, dont \$139,950 payés par la province et \$27,810 par le comté de Beauce.

Plusieurs comtés où il y a des unités sanitaires doivent des montants assez considérables, ce qui prouve que les comtés sont surchargés.

M. l'Orateur, ne serait-il pas plus pratique de laisser à nos médecins - aujourd'hui, nous avons des

médecins dans presque toutes nos paroisses - le soin de voir à l'hygiène? Le bureau de Québec pourrait les diriger, et je crois que, si l'on payait à nos médecins, je parle du comté de Beauce, un total de \$10,000 par année - nous avons payé au-delà de \$18,000 par année - le service au point de vue hygiène n'aurait pas à en souffrir, le conseil de comté serait exempté de payer un montant considérable chaque année, et nos médecins - nous avons d'excellents médecins dans la Beauce - seraient indemnisés un peu pour les services gratuits qu'ils donnent à la classe pauvre de chaque paroisse.

Il faut de toute nécessité que le conseil du comté de Beauce soit déchargé des lourdes obligations qu'il doit rencontrer chaque année concernant l'unité sanitaire.

Depuis quelques années, nos petites industries ont disparu par milliers, pour faire place à la grande industrie. Pourtant, nos économistes prêchent le retour à la petite industrie, mais nos lois ne permettent à aucune nouvelle industrie de se développer dans cette province.

Je pose la question: quelle est la petite industrie qui peut naître dans notre province sans violer les lois?

Pour permettre aux nouvelles industries de partir, c'est-à-dire de se faire une main-d'œuvre, ne serait-il pas juste que le gouvernement étudie un plan permettant à l'industriel qui part une industrie nouvelle de l'établir sur des bases solides et, en même temps, qu'il permette à l'ouvrier de se faire un salaire raisonnable en attendant que sa main-d'œuvre devienne experte?

L'honorable député de Bellechasse (M. Taschereau) s'est demandé l'autre jour ce que je pensais des contrats collectifs. Je suis d'opinion que l'on doit respecter les ententes entre les employeurs et les employés.

Il (M. Cliche) analyse la situation des bûcherons.

M. l'Orateur, je vais vous lire quelques lettres très intéressantes et qui prouveront que M. Ed. Lacroix est le premier homme qui s'est levé pour défendre les bûcherons:

"18 avril, 1936

"Saint-Georges, Beauce

"Cher Monsieur Cliche

"Pour répondre à votre demande, à quelle année et quelle date j'avais commencé avec l'honorable Taschereau des pourparlers au sujet des salaires des bûcherons, je dois vous dire: D'abord,

que je suis allé voir l'honorable Taschereau à ce sujet, dans le mois d'octobre, 1931, deux mois après l'élection et, dans son bureau, à lui personnellement, je démontrai que les bûcherons qui travaillaient pour l'Anglo-Canadian Pulp dans les Laurentides revenaient avec des salaires de 25, 50 et 75 cents par jour et que c'était notre devoir, les gouvernants, de mettre un salaire minimum au plus vite pour arrêter les abus et l'exploitation des bûcherons.

"L'honorable premier ministre, au cours de la conversation, me dit que 50 et 75 cents par jour pour les bûcherons, dans les circonstances, ça pouvait se tolérer, étant donné qu'on achetait tout en campagne pour 75 cents.

"J'insistai de nouveau, mais je ne puis rien obtenir à ce voyage-là. Plus tard, j'écrivis au premier ministre une lettre en date du 18 août 1932, dont copie incluse. Et dans le même temps, et un peu plus tard, je fis la propagande sur les journaux, étant donné que personne du régime ne voulait s'occuper de la question des bûcherons.

"Votre bien dévoué,

"(signé) Ed. Lacroix

"Saint-Georges de Beauce

"18 août 1932

"Honorable L. A. Taschereau,

"Premier ministre,

"Hôtel du parlement

"Québec,

"Honorable premier ministre,

"Je vois sur les journaux que les marchands de papier de la province de Québec demandent une réduction de coupe sur les terres de la couronne. L'an dernier, les marchands de papier ont obtenu une réduction semblable, et peu d'entre eux ont été raisonnables dans le salaire qu'ils ont payé à leurs ouvriers. J'ai vu personnellement à certains endroits, d'aucuns d'entre eux payer des ouvriers aussi bon marché que \$8 par mois, et à d'autres endroits, leur nourriture seulement.

"Ceci nous crée une concurrence dans le commerce, qui est injuste. On obtient des réductions de coupe, on ne paye pas l'ouvrier du tout et on jette sur le marché des quantités considérables de bois à des prix qu'aucun marchand de bois, faisant un commerce régulier, ne peut vivre. Et c'est encore plus regrettable de voir que cet état de choses existant n'a pas profité à nos moulins de papier, car

la plupart de ces derniers sont dans de très mauvaises positions.

"Je suis sincèrement convaincu qu'une réduction de droits de coupe sur les terres de la couronne et une exploitation non régularisée comme il se fait depuis quelques années, sont un tort plutôt qu'un bien pour les compagnies mêmes qui prétendent profiter de cela pour casser les prix dans la vente de leur bois ou de leur papier.

"Puissent ces remarques de ma part être prises dans l'esprit avec lequel elles sont écrites. Ce n'est pas dans un but de critique que j'ai dicté cette lettre, mais il me semble que l'intérêt commun du résident de la province de Québec serait au moins d'obliger les compagnies de payer un salaire raisonnable à leurs ouvriers si elles obtiennent des faveurs sur la coupe de bois, et en même temps le colon et le cultivateur devraient avoir l'opportunité de vendre leur bois qui pourrit dans les cours des chemins de fer, à l'heure actuelle.

"J'ai l'honneur d'être votre tout dévoué,
"(signé) Ed. Lacroix "

Voici maintenant une requête adressée au premier ministre de cette province, et signée par 20,000 personnes, et remise au premier ministre:

"À l'honorable L.-A. Taschereau,
"Premier ministre,
"Édifice du Parlement,
"Québec

"Honorable Premier,

"Les humbles requérants soumettent respectueusement:

"1. Qu'il n'y a pratiquement pas de marché pour leurs bois de pulpe à l'heure présente;

"2. Qu'à venir il y a deux ans, les États-Unis achetaient beaucoup de bois au Canada;

"3. Que depuis que la Russie a commencé à fournir le marché américain, le cultivateur canadien est privé de ce marché;

"4. Que les moulins canadiens utilisent beaucoup de bois de pulpe et ont négligé de s'occuper du bois du cultivateur qui est moins coûteux que le bois qu'ils coupent eux-mêmes sur les terrains de la couronne et qu'ils transportent à leurs usines;

"5. Que la consommation de bois de pulpe par les moulins canadiens est énorme comparativement à la quantité faite sur les terrains privés;

"6. Que si la coupe de bois sur les terrains de la couronne était limitée à un pourcentage moindre que 80 % de la consommation annuelle des moulins canadiens, il resterait de la place pour l'achat du bois des cultivateurs; ceci créerait un marché au pays pour notre produit et aiderait à absorber le bois canadien avec le peu que nous pourrions vendre de temps à autre sur le marché américain;

"7. Que cette législation aiderait beaucoup le cultivateur canadien dans la crise actuelle."

J'attire l'attention de l'honorable ministre du Travail sur cette question très importante.

Je serais très heureux si nos institutrices pouvaient toucher des salaires plus élevés, mais je crois que l'on devrait laisser à nos commissions scolaires le droit de fixer le salaire de leurs institutrices, puisque ce sont elles qui paient. Je verrais d'un très bon œil le département de l'Instruction publique subventionner plus fortement le salaire aux institutrices.

Je demande à l'honorable secrétaire provincial que l'on rembourse la pension que l'on a réduite.

Je demande à l'honorable secrétaire provincial que l'on rembourse aux commissions scolaires les octrois qui ont été réduits.

Jusqu'à présent, M. l'Orateur, on a parlé beaucoup, même de tout, en cette Chambre. On a parlé des colons, des agriculteurs, des ouvriers, voire même un peu des professionnels, du personnel enseignant, des jeunes gens, des vieillards; enfin, on a parlé de tous et de tout.

Il n'y a qu'une seule classe de la société dont on n'a pas cru devoir encore dire un simple mot, pas plus de ce côté-ci de la Chambre que de l'autre côté. Et pourtant, c'est une classe qui a son importance.

Je veux parler de la classe de nos intellectuels, plus spécialement de nos artistes et de nos écrivains.

Je vous vois sourire, M. l'Orateur, en entendant l'humble représentant d'un comté rural vouloir réparer l'oubli que l'on a fait jusqu'à présent de cette classe d'hommes.

C'est peut-être parce que je suis le représentant de sociétés où l'on n'a cure généralement du côté intellectuel de notre vie sociale que l'indifférence qui enveloppe nos intellectuels m'a particulièrement frappé.

Le gouvernement n'est-il pas un peu la cause de cette indifférence? Ne l'encouragerait-il pas suffisamment? Oh! Je sais ce que me répondrait l'honorable secrétaire de la province: il a acheté des

toiles d'artistes; il a institué un concours littéraire annuel; il achète, chaque année, des centaines d'exemplaires d'ouvrages de nos auteurs. Oui, c'est vrai, mais tout cela, il paraît que c'est bien peu. Il est vrai que peu de chose est quelque chose à côté de rien.

Est-ce suffisant que le département du secrétaire provincial se contente d'acheter, chaque année, pour une quinzaine de milliers de dollars des livres de nos auteurs canadiens, la plupart du temps à des préférés du régime? Car il faut, là aussi, l'influence nécessaire pour participer à ces prétendues largesses du gouvernement à l'égard de nos écrivains.

Le concours David, où participent de 50 à 60 écrivains de chez nous, ne peut tout de même encourager qu'un ou deux écrivains. Et les autres, qui n'ont pas eu l'heur de plaire au jury, encore même qu'ils aient autant de mérite que les primés, en sont quittes pour leur travail. C'est à peine si on leur achètera une cinquantaine de leurs volumes; et encore, leur faudra-t-il user de beaucoup d'influence.

Nous avons de nombreux peintres de talent; on achètera parfois durant l'année, souvent tous les deux ans, une peinture de l'un d'eux. Les autres, qu'ils s'arrangent!

Je ne veux pas entrer dans les détails de cette situation pénible pour nos intellectuels. Mon but était simplement d'attirer l'attention du gouvernement de ce côté.

Qu'est-ce qu'il a fait pour nos artistes? J'ajouterais même: qu'est-ce qu'il a fait pour nos vaillants journalistes que l'on voit travailler à peu près jour et nuit et qui constituent la seule classe peut-être où il n'y a pas de règlement d'heures de travail; qui travaillent même souvent pour des salaires de famine, même lorsqu'ils font partie de journaux grassement octroyés par le gouvernement? Il y a tant d'imbéciles qui font beaucoup d'argent.

Le secrétaire provincial dira qu'il s'est toujours occupé de notre classe intellectuelle. Peut-être. Je dois lui rendre cette justice qu'il a fait quelque chose. Mais je sais aussi qu'il n'a pas suffisamment fait de ce côté.

Dans tous les autres pays, on crée des pensions aux écrivains et aux artistes; on les encourage de toutes les façons possibles.

Je suis un de ceux qui aiment à lire les auteurs de chez nous, j'aime à acheter leurs livres et à les faire lire à mes enfants. Et c'est en les lisant, en songeant à ce qu'a pu leur coûter de veilles et de sacrifices, grâce à la pénurie des moyens qui sont à leur disposition, ces ouvrages qui nous instruisent,

qui nous élèvent pour quelques instants au-dessus du terre-à-terre de notre vie journalière, que j'ai pensé à demander, oh! si imparfaitement, pour eux, un peu plus d'aide, un peu plus d'attention de la part de nos dirigeants.

Depuis une dizaine d'années, dans la Beauce, nous nous sommes fait voler, par des bandits bien habillés, au-delà \$1,000,000; dans bien des cas, par la vente de débetures qui ne valaient pas le papier sur lequel elles étaient imprimées.

Plusieurs causes attendent sur le rôle depuis environ deux ans et la population se demande comment il peut se faire que la justice soit si lente.

Quels que soient les jugements rendus ou à être rendus par nos cours de justice, on ne fera jamais croire à notre population que la justice est la même pour tous dans cette province.

Ce n'est pas en agissant de la sorte que la population conservera la confiance qu'elle doit avoir dans les administrateurs de la justice et dans le gouvernement.

Je proteste fortement contre tel état de choses, et j'espère que les plus coupables seront les plus punis.

Je demande à l'honorable procureur général qu'une loi soit aussi passée pour que certains coulissiers ou visiteurs nocturnes, qui prétendent acheter la gauche en tout ou en partie, soient sévèrement punis.

(Applaudissements)

C'est désagréable, M. l'Orateur, d'entendre dire ici et là que le premier ministre doit en acheter 5 ou 6 pour augmenter sa majorité.

Ces lois empêcheraient sans doute l'honorable premier ministre de déclarer qu'à la fin de la session sa majorité serait augmentée du double. C'est une insulte à la population de cette province et je proteste contre telle déclaration. Il nous faut mettre de l'ordre dans nos affaires publiques, M. l'Orateur.

Pendant qu'on les laisse en liberté, regardez ce que les tribunaux font. Hier, le juge Fitzpatrick a condamné à trois ans d'école de réforme une fillette qui s'était parjurée. Pourquoi les parjures en série commises, à Montréal, pendant les élections ne sont-ils pas encore punis?

Je réclame pour mon comté des taux d'électricité plus bas, pour que les industries n'aillent pas s'établir uniquement en Ontario. Je réclame l'électrification des campagnes à des taux raisonnables, pour nos cultivateurs.

Nous avons, dans la Beauce, plusieurs industries qui contribuent à diminuer le chômage et aident beaucoup notre classe agricole.

M. l'Orateur, tout le monde est témoin que nos industries s'en vont dans l'Ontario, étant donné les bas taux de l'électricité pour la lumière et le pouvoir, et nos petites industries, qui étaient nombreuses, il y a plusieurs années, disparaissent très vite.

Il est déjà tard; mais nous devons voir immédiatement à ce que les industries de la province de Québec soient sur le même pied, quant au pouvoir et la lumière, que les industries de l'Ontario.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) s'est débattu comme un enfant qui se brûle pour essayer de prouver à la province qu'il est contre les "trusts".

Quand on défend une bonne cause, on doit la défendre avec modération, comme l'a si bien fait l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel).

M. Tremblay (Maisonneuve) se lève et demande à l'orateur (M. Cliche) la permission de lui adresser une remarque.

M. Cliche (Beauce) lui permet.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je suggérerais à l'honorable député de ne pas parler trop fort, car il pourrait réveiller le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell).

(La Chambre éclate de rire)

L'honorable M. Stockwell (Brome) rit de bon cœur.

M. Cliche (Beauce): Quand l'honorable député de Saint-Hyacinthe est venu faire visite à Beauceville, il a traité la question de l'électricité avec modération, mais, aujourd'hui, la population de la Beauce ne le reconnaîtrait plus, tant il est violent. S'il revenait dans la Beauce, il subirait certainement le sort qui a été réservé à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), parce qu'il n'a pas tenu ses promesses envers la classe agricole du comté de Beauce.

Si l'honorable député de Saint-Hyacinthe n'est pas avocat, il est certainement plus habile que certains avocats; il ne parle pas de capitalisation des compagnies hydroélectriques qui ont fait perdre des millions à la province. Il y a plusieurs victimes dans la Beauce.

M. l'Orateur, ils sont habiles, les protecteurs des trusts. Ils essaient de cacher la vraie situation en ne faisant voir que le côté le moins important.

M. l'Orateur, que l'on mette en prison les bandits bien habillés qui ont volé habilement notre

population. Je trouve curieux que l'honorable député de Saint-Hyacinthe ne réclame pas cela.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe vous a parlé très souvent de Saint-Hyacinthe. Il devrait se figurer qu'après Saint-Hyacinthe, ce n'est pas la fin du monde; qu'il y a bien d'autres municipalités dont plusieurs ne peuvent municipaliser leur électricité.

Il en a du toupet, l'honorable député de Saint-Hyacinthe, lorsqu'il dit: "Si j'avais voulu, je serais chef de l'Action libérale nationale."

Mon bon ami, M. Édouard Lacroix, n'a pas voulu de l'honorable député de Saint-Hyacinthe comme chef de l'Action libérale nationale.

M. l'Orateur, je veux qu'il soit bien connu dans toute la province qu'il n'y avait pas de danger que M. Édouard Lacroix et beaucoup d'autres acceptent l'honorable député de Saint-Hyacinthe comme chef de l'Action libérale nationale. Voici la teneur d'une lettre que M. Lacroix m'adressait le 18 avril dernier:

"Chambre des communes
"Canada

"Saint-Georges de Beauce,
"le 18 avril 1936

"M. Vital Cliche, M.A.L.,
"Édifice du Parlement, Québec.

"Cher M. Cliche,

"Pour répondre à votre lettre du 15 avril.

"À ma connaissance, l'honorable T.-D. Bouchard n'a jamais eu d'offre de devenir chef de l'Action libérale nationale. Tout le contraire. Lors d'une invitation que j'avais reçue de son organisation pour assister à un dîner à l'hôtel Windsor à Montréal, j'exigeai, avant d'aller dîner, de rencontrer l'honorable Bouchard et de savoir pourquoi on m'avait invité à son dîner.

"La petite réunion eut lieu vers 5 h 30 p.m. au no 538 rue Saint-François-Xavier, Montréal. L'honorable M. Bouchard était présent avec un de ses amis de Saint-Hyacinthe et, à ma demande pourquoi on m'avait invité au dîner, M. Bouchard fit allusion à la "chefferie" de l'Action libérale nationale et laissa entendre que lui, en entrant avec nous, ça serait seulement la "chefferie" qui l'intéresserait.

"Sur ma réponse catégorique que, d'après moi, il n'y avait pas lieu de changer de chef, il fut décidé que moi et plusieurs de mes amis n'iraient pas souper au Windsor avec M. Bouchard, ce soir-là, ce qui fut fait.

"L'honorable M. Bouchard doit très bien se rappeler ces faits et ne devrait pas faire allusion qu'on aurait aimé l'avoir comme chef, moi, je n'aurais pas été capable de le suivre.

"J'ai toujours compris qu'il n'a jamais été question d'avoir M. Bouchard dans l'Action libérale nationale, non seulement comme chef mais même comme supporteur, et j'espère que ce dernier restera toujours dans les dispositions qu'il est aujourd'hui et ne supportera jamais le programme de l'Action libérale nationale; s'il le faisait, ça ferait un tort considérable à notre groupe dans cette province.

"Votre tout dévoué,
"(signé) Ed. Lacroix"

Après un tel refus, l'honorable député de Saint-Hyacinthe est venu à Québec se mettre à genoux devant l'honorable premier ministre, et l'a supplié de le laisser entrer dans son cabinet. Telle est la situation en ce qui concerne l'honorable député de Saint-Hyacinthe. M. l'Orateur, que de courbettes l'honorable premier ministre doit avoir été témoin depuis qu'il est premier ministre dans cette province.

Mon bon ami, M. Édouard Lacroix, député au fédéral, avait bien raison de dire que l'administration de la province était un désastre, puisque le désordre règne partout, comme l'a si bien prouvé l'honorable député de Québec-Centre. Heureusement que nous avons encore dans cette province des hommes de cœur, de vrais patriotes.

Faire l'éloge de M. Lacroix est difficile. La population de cette province a prouvé qu'elle avait confiance en lui. M. l'Orateur, M. Édouard Lacroix ne désire, comme moi, qu'une chose: la paix et l'ordre en cette province.

Mais, cette paix dans l'ordre, nous ne l'obtiendrons que par l'union et le travail des hommes de bonne volonté.

S'il fallait pour cela que je rende à ce patriote, que la province a acclamé et suivi, le comté qui m'a fait l'honneur de m'élire comme son représentant, avec mes concitoyens de la Beauce et avec fierté, je lui cèderais ce mandat dont il est, lui, trois fois digne.

L'honorable secrétaire de la province nous a parlé l'autre jour des castors du temps de Chapleau; me serait-il permis de vous parler des castors du régime Taschereau, ou régime castoria? Je me servirai du même miroir dont a parlé l'honorable secrétaire de la province l'autre jour, et je suis certain que plusieurs se reconnaîtront. Il y a plusieurs exceptions à votre droite, M. l'Orateur.

M. l'Orateur, je comprends que vous ne devez pas aimer à entendre parler des castors du régime Taschereau, ou régime castoria, et, pour vous être agréable, je ne parlerai que des castors tout court.

M. l'Orateur, c'est le député de Beauce qui parle. Les castors sont parfois nuisibles, et que de désastres ils ont causés à nos forêts. Ils ne respectent pas les règlements de la coupe du bois et, pour mieux piller nos forêts, ils se sont alliés aux Graustein, aux Webster, aux Price, aux Holt et aux trustards: une vraie calamité pour notre province.

Les castors sont très habiles en temps d'élection, mais ils ont la "Cohen"⁸ épaisse à 110 %, et pour mieux réussir, ils se sont associés à M. Dillon. Ils aiment à banqueter avec les petits vieux de la jeunesse libérale, tandis qu'il y a tant de gens qui crèvent de faim.

M. l'Orateur, c'est toujours le député de Beauce qui parle. Depuis Chapleau, les castors sont devenus aristocrates et coûtent trop cher à la province. Dieu sait si les chapeaux de castor coûtent cher à la province!

Les castors actuels n'appartiennent pas à la race des castors qui symbolisent si bien la puissance du Canada. Soyons sérieux, M. l'Orateur, et débarrassons-nous immédiatement des castors du régime Taschereau, ou régime castoria.

(Longs applaudissements de la gauche)

L'honorable M. Bastien (Berthier): (Ovation)

Avant de commencer les quelques remarques que je me propose de faire sur le discours du budget, me permettez-vous de remercier les électeurs du comté de Berthier pour le témoignage de confiance qu'ils m'ont renouvelé, lors de la dernière consultation populaire, par une majorité sans précédent dans l'histoire de ce comté? Je remercie également l'honorable premier ministre de m'avoir appelé à faire partie du Conseil exécutif de la province.

J'ai écouté avec attention le discours de l'honorable député de Beauce. Le discours du député de la Beauce est empreint d'ingéniosité. Sans être malin, je dirais que notre collègue de la gauche est trop vertueux pour être dans la politique. À l'entendre parler, tout ce qui l'environne, ce sont des bandits, des "gangsters". Je suis député depuis neuf ans, et jamais je n'ai entendu d'autres membres de la Chambre tenir un langage semblable. Le comté de Beauce a déjà eu des représentants en cette Chambre; ils ne se sont jamais plaints de cela.

Voix à droite: Il est absent!

L'honorable M. Bastien (Berthier): Le député de Beauce a longuement parlé des terres et forêts et a réclamé bien des faveurs; il a réclamé la remise des droits de coupes consentis aux compagnies. Mais si nous lui accordions tout ce qu'il a demandé, un budget de \$36,000,000 ne suffirait pas, et il en faudrait un de \$100,000,000. Il réclame beaucoup. Peut-être veut-il obtenir autant que ses prédécesseurs. Ils sont rares les députés qui n'ont pas demandé des droits de coupes, afin de procurer du travail aux chômeurs. Les bûcherons n'ont pas souffert quant au choix du médecin. Le comté de Beauce a obtenu en quatre ans plus de \$951,778, même en temps de crise.

Puis il (l'honorable M. Bastien) passe au budget.

M. l'Orateur, comme tous les citoyens qui aiment leur province, je suis heureux que le discours de l'honorable trésorier provincial contienne des faits qui nous laissent voir une sensible amélioration des affaires dans plusieurs domaines de notre vie économique. Il est consolant de constater une légère augmentation des revenus.

Depuis le début de la crise, le gouvernement s'est trouvé dans l'obligation d'augmenter la dette publique pour y trouver le moyen de secourir les sans-travail. Malgré les dépenses considérables occasionnées par cette énorme réquisition de fonds par la crise, Québec jouit encore du meilleur crédit. L'honorable trésorier le disait l'autre jour avec raison: de toutes les provinces de la Confédération, c'est la nôtre dont la dette "*per capita*" est la moindre.

Je trouve la preuve de cette avancée dans le bulletin du *Citizen Research Institute* qui établit ce qu'il en coûte à chaque province à la fin de l'exercice financier seul, par tête de la population, pour payer l'intérêt et le fonds d'amortissement sur sa dette:

	<i>Dette per capita</i>
Province de Québec	\$1.25
<i>Comparé à:</i>	
Ontario	\$3.21
Manitoba	\$3.54
Saskatchewan	\$2.42
Alberta.....	\$6.60
Colombie.....	\$9.25
Île-du-Prince-Édouard.....	\$2.03
Nouvelle-Écosse	\$3.62
Nouveau-Brunswick	\$5.03

De plus, Québec a été l'une des rares provinces à pourvoir régulièrement en entier au service de sa dette, pour ses intérêts et son fonds d'amortissement. Chaque année nos échéances ont été rencontrées méthodiquement et pleinement. L'Ontario, dont la dette est cinq fois plus élevée que la nôtre, durant certaines années, s'est abstenu de verser ses amortissements en entier. On les a limitées quelques fois à deux millions de dollars. Les faits que je viens d'exposer démontrent à l'évidence pourquoi, ici, dans Québec, on paie un taux d'intérêt moins élevé que n'importe où ailleurs dans le dominion.

Voulez-vous me permettre, M. l'Orateur, d'énumérer comment doivent s'entendre, à mon sens, les devoirs d'un gouvernement provincial? Le principal est celui de bien administrer les finances qui lui sont confiées, afin d'endetter le moins possible les administrés; et le second, de surveiller et de promouvoir le développement de nos richesses naturelles, et ensuite de maintenir à un haut degré d'efficacité les services publics tels que l'hygiène, la voirie, les travaux publics, l'agriculture, la colonisation, l'instruction publique et le travail.

Depuis 16 ans, sous la direction habile de l'homme d'État distingué qu'est l'honorable premier ministre, Québec a connu une ère de prospérité et de développement surpassée nulle part ailleurs en Amérique du Nord.

Lorsque le premier ministre actuel prit les rênes du pouvoir, le revenu total de notre Trésor était de \$10,000,000. En pleine crise, nous voterons bientôt un budget de \$35,000,000. Avant la dépression, en 1929, nous votions pour \$42,000,000 de subsides.

Pour développer une province il faut le nerf de la guerre: l'argent. Le Parti libéral au pouvoir, dans les bonnes comme dans les mauvaises années, a su le trouver sans obérer les classes laborieuses.

J'ai dit il y a un instant, que le régime libéral avait apporté à la province une ère de progrès qui surpasse tout ce qui a pu être fait ailleurs dans notre pays et même au-delà. N'est-ce pas sous le présent gouvernement que notre réseau routier a été étendu, par ses mille ramifications, à toutes les parties de la province?

Réseau routier qui a vulgarisé l'usage de l'automobile et du camion et qui apporte au Trésor, par le moyen de la taxe sur la gasoline et le produit des licences, un peu plus du tiers de son revenu. Le Québec a bénéficié en grande partie du travail entrepris par l'honorable M. Perrault, anciennement ministre de la Voirie et des Mines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les permis de conduire coûtaient 200 ou 300 fois moins cher en Ontario qu'au Québec.

L'honorable M. Bastien (Berthier): L'Ontario, province voisine, compte 200 ou 300 fois plus d'automobiles qu'au Québec.

En plus des services innombrables que rendent nos routes à notre population et du revenu imposant que la politique suivie nous procure, il convient d'ajouter le revenu indirect, allant tout droit à la population, versé par les milliers de touristes qui nous visitent chaque année. Ajoutons à cela tout l'argent gagné par la population rurale dans la confection de la voirie, ce qui a constitué une source de gain très précieuse pour les habitants de nos campagnes en tout temps, et spécialement pendant la crise.

C'est également sous le régime actuel que l'agriculture a atteint le rang qu'elle occupe aujourd'hui et qu'elle mérite. L'honorable ministre de l'Agriculture a raison de proclamer avec fierté qu'il dépense deux fois plus que n'importe quelle autre province du dominion, pour aider nos agriculteurs. Le ministère actuel a créé un système qui embrasse tous les domaines de la production agricole. À plusieurs reprises, différentes parties de ce système d'éducation et d'aide ont été copiées par les provinces sœurs. Je citerai comme exemple la politique des engrais chimiques et celle des amendements calcaires.

Disons maintenant un mot de la politique de drainage qui a rendu d'immenses services à nos cultivateurs, tant au point de vue gain qu'à celui de l'amélioration de leurs fermes. De toutes les parties de l'Amérique du Nord, les agriculteurs de Québec sont les seuls à bénéficier de cette politique. Depuis le début de la crise, seulement pour le drainage, près d'un million de dollars a été octroyé à nos cultivateurs pour les améliorations de ce genre. Dans la province voisine, non seulement les cultivateurs ne reçoivent pas d'octrois à cette fin, mais les conseils de comtés paient des deniers des cultivateurs un inspecteur en drainage qui voit aux différents cours d'eau des paroisses qui composent le comté.

À cause de la mévente des produits de la ferme, nos cultivateurs n'ont pas encore pu réaliser toute la mesure des bienfaits que les nouvelles méthodes du département de l'Agriculture leur rapporteront lorsque le temps sera redevenu normal. Je n'hésite pas à déclarer que les nouvelles méthodes implantées dans ce département sont appelées à rénover l'agriculture dans la province de Québec.

C'est sous ce régime, tant critiqué par nos adversaires, que notre province a progressé dans tous les domaines, et particulièrement dans celui de l'hygiène. Mais là comme ailleurs, il fallait y mettre l'argent nécessaire. En 1921, Québec dépensait annuellement pour ses asiles et ses hôpitaux la somme de \$73,000. Même pendant la crise, nous avons dépensé \$6,000,000 par année pour le même service. Depuis 15 ans, il s'est dépensé dans notre province, pour l'œuvre de l'assistance publique, au-delà de \$39,000,000. De ce montant énorme, les municipalités ont versé environ un tiers. Ceci laisse pour le compte de la province une dépense de \$26,000,000.

Pour l'hygiène proprement dite, en 1921, la province votait \$125,000. L'an dernier, le gouvernement a dépensé \$754,290. Nous avons quarante comtés organisés en unités sanitaires qui coûtent annuellement \$400,000. La part des comtés est de \$73,000, laissant une charge annuelle pour le Trésor provincial de \$327,000. Quel a été le résultat pratique de ces dépenses? La mortalité, en 1926, était de 14.2 par mille de population. En 1934, elle s'était abaissée à 10.6 par mille. Ce qui est à peu près la mortalité constatée dans l'Ontario, d'après ses statistiques démographiques.

Un mot de la mortalité infantile. En 1926, il y avait 142 décès d'enfants d'un jour à un an, par mille naissances; en 1934, l'on constate une baisse à 96 pour le même nombre de naissances. Depuis 1926, la mortalité occasionnée par les maladies contagieuses a baissé de 60 %. Voilà un résumé de ce qui a été fait pour l'hygiène publique depuis 15 ans en notre province par les services, sous la juridiction de l'honorable secrétaire provincial.

Après avoir dépensé ces sommes extraordinaires, si on les additionne depuis 15 ans, notre dette demeure la plus basse "*per capita*" de toutes les provinces du dominion. De plus, m'appuyant sur le témoignage d'experts financiers entre autres, celui de M. A. E. Ames, de Toronto, qui disait dans un rapport de juillet dernier que la dette de la province de Québec s'élevait à \$134,000,000 - tandis que celle de l'Ontario s'élevait à \$712,000,000 - j'en viens naturellement à la conclusion que nous avons été bien administrés.

Mes amis d'en face se plaisent à dire que, pour accomplir ce qui a été fait, le gouvernement a grevé les municipalités. Est-ce bien le cas? Sait-on que, dans la province voisine, les municipalités doivent payer une partie des frais de l'administration de la justice, contribuer un peu à celle de l'agriculture? De plus, je puis affirmer sans crainte d'être contredit, que les municipalités paient 50 % de l'entretien des

chemins de comtés et 40 % de ceux que l'on désigne sous le nom de "Township Roads". J'ai devant moi la copie d'une lettre du sous-ministre de la Voirie ontarienne datée du 27 septembre 1935 qui atteste ces faits.

Le gouvernement libéral a été le premier en Amérique du Nord à émettre une loi sur les accidents du travail, il y a plus de 25 ans, lorsque le premier ministre actuel (l'honorable M. Taschereau), était ministre du Travail. Le premier ministre a eu le courage d'émettre la loi de la convention collective en plein milieu de la dépression, et malgré la très forte opposition à une telle loi.

Il y aurait beaucoup d'autres œuvres à mentionner, mais ne voulant pas prendre trop le temps de la Chambre, je résumerai ma pensée en disant que partout, dans tous les domaines et dans toutes les parties de la province, c'est le gouvernement qui a promené le flambeau du progrès et, quand les mesures proposées ont été agréées par le peuple, le gouvernement n'a reculé devant aucun obstacle, et n'a rien ménagé pour le créer.

À la dernière élection, nos adversaires voyant que le Parti libéral avait tant d'œuvres à son crédit, ont usé de subterfuges et déplacé le terrain de la discussion en tenant le gouvernement responsable de la crise et des trusts. Est-il juste de tenir le gouvernement d'une seule province responsable d'une crise mondiale sans précédent? Les causes de cette crise sont nombreuses. Des économistes de renom l'attribuent à la surproduction, au développement fantastique du machinisme, à la production en série d'une quantité d'objets de consommation journalière et d'usage régulier, au nationalisme économique outrancier, à la mauvaise situation créée dans le domaine des finances internationales, par les dettes de guerre, à des mesures économiques vexatoires, prises par les pays de l'univers les uns contre les autres, et finalement l'abus des trusts.

Nos adversaires parlent des trusts avec une habileté consommée. Ils ont des sanglots dans la voix et prennent des poses tragiques en en parlant. Ils veulent faire croire qu'il n'y a de trusts que dans Québec. Les trusts, Monsieur, sont nés aux États-Unis; ils se sont naturellement répandus au Canada, et ils ont fini par envahir presque le monde entier. En attestant ceci, je me base sur les déclarations qu'a faites M. Lucien Romier, lorsqu'il est venu en Amérique nous faire bénéficier de son vaste savoir.

À mon humble avis, lorsqu'un homme sérieux parle du contrôle des trusts, il devrait ajouter immédiatement qu'il n'y a qu'un moyen d'arriver à ce

but: c'est en réclamant une loi uniforme pour les compagnies dans tout le pays. Si ma mémoire est bonne, je crois que cette idée a été émise par l'E.S.P. que l'on se plaît à citer.

L'on a fait appel aux bonnes volontés dans cette Chambre. Les patriotes ne sont que d'un seul côté de la Chambre. Qu'un mouvement sérieux soit lancé dans le sens que j'indique, et je suis certain qu'il recevra autant d'adhésions à votre droite, M. l'Orateur, qu'à votre gauche.

Les trusts sont-ils plus favorisés dans Québec que dans les provinces sœurs? Quelle a été la première province à adopter une loi des accidents du travail? Au milieu de la crise, qui donc a adopté la loi de l'extension juridique des contrats collectifs? Quel est l'homme qui l'a maintenue en dépit des protestations qui venaient de milieux influents, si ce n'est l'honorable premier ministre que l'on a vilipendé à la dernière élection? N'avons-nous pas été les premiers à passer une loi pour protéger les bûcherons?

Est-ce que la loi du moratoire a été passée pour favoriser les prêteurs? Les compagnies reçoivent-elles dans Québec un traitement de faveur, comparativement à la situation qu'on leur fait dans l'Ontario? C'est un fait reconnu que nous avons moins d'industries ici que dans la province voisine; or, l'an dernier, Ontario a prélevé \$5,800,000 de ses compagnies. L'honorable trésorier nous indique, dans ses prévisions budgétaires, que l'an prochain, nous prélèverons des nôtres le même montant. Cette année, elles nous ont versé \$4,600,000.

Depuis le début de la crise, le gouvernement a fait tout son devoir pour aider toutes les classes de notre province. Des sommes extraordinaires ont été dépensées pour soulager la misère. Dans l'espace de cinq ans, l'agriculture a reçu \$9,000,000, la voirie, \$40,000,000, la colonisation, \$13,000,000 avec un crédit additionnel de \$10,000,000. Le département du chômage a dépensé \$34,000,000, soit près de \$8,000,000 de plus que la part fédérale souscrite à notre province.

Je remercie le gouvernement de ce qu'il a fait pour aider la population du comté de Berthier durant la période difficile. Si le gouvernement a pu faire autant durant la crise, c'est dû au fait que, lors des années de prospérité, il a été dirigé par un homme d'État expérimenté qui possède une claire vision de l'avenir. De toutes les provinces du dominion, c'est Québec qui sortira la plus indemne de cette crise affreuse. C'est dire que nous serons les premiers, lorsque la prospérité reviendra, à continuer notre marche vers le progrès.

La population de Québec pourra juger avec encore plus de sérénité, et elle rendra hommage au courage ainsi qu'au bon jugement de l'honorable premier ministre, comme elle l'a fait tant de fois dans le passé.

Il (l'honorable M. Bastien) termine en rendant hommage au premier ministre de la province de la bonne, de l'excellente administration de la province, dans les mauvaises comme dans les bonnes années.

(Longs applaudissements à droite)

M. Larochelle (Lévis): Permettez-moi de m'unir aux honorables députés de cette Chambre pour vous offrir mes félicitations pour l'importante charge que l'on vous a, à l'unanimité, confiée. Je dois aussi des félicitations au proposeur et au second de l'adresse pour la manière dont ils s'en sont acquittés. Chose d'autant plus difficile, je crois, que d'enjoliver une adresse qui, suivant moi, n'était pas trop remplie de nouvelles choses.

Encore une fois, mes félicitations. Je vous demanderais, M. l'Orateur, ainsi qu'aux députés, de m'accorder toute l'indulgence possible pour le petit discours que je vais prononcer.

Comme vous le savez tous, je fais mon début dans cette Chambre. Ne connaissant pratiquement pas les formalités à remplir, et n'ayant pas le bonheur de posséder le talent oratoire, à l'avance, je m'excuse.

Je serai bref, et de plus, je ne voudrais pas pour aucune considération déplaire à aucun des honorables députés, vu que des deux côtés, j'ai de bons amis. Mais tout de même, je n'ai pas été envoyé ici seulement pour voir faire les autres. De sorte que je me crois obligé de faire certains reproches à quelques ministères pour ne pas avoir accompli comme hommes d'expérience qu'ils étaient, de ne pas avoir accompli, dis-je, tous leurs devoirs.

Donc, je vais commencer par vous faire, vous, honorables Messieurs de la droite, une demande que vous allez peut-être trouver singulière, mais je crois que vous verrez que ça a bien sa raison d'être. Mon comté est composé pour ainsi dire de trois villes, Lévis, Lauzon Saint-Romuald et de 10 paroisses.

Les villes que je représente sont industrielles et commerciales. Vous comprenez comme moi que nous avons beaucoup d'ouvriers, de journaliers, etc., et par l'inactivité de ces industries et du commerce, nous avons beaucoup de chômeurs.

La ville de Lauzon est la ville qui détient la plus belle cale-sèche du Canada. N'est-il pas malheureux de constater qu'une cale-sèche de cette grandeur, outillée de première classe, composée

d'ouvriers de toute première qualité, depuis cinq à six ans n'a pratiquement pas eu d'ouvrage: une cale-sèche dans laquelle n'importe quel bateau peut avoir une entrée facile à toute heure du jour et de la nuit. C'est réellement triste de constater cet état de choses.

Pourquoi les ministres provinciaux, qui sont de la même couleur politique que les ministres fédéraux, ne chercheraient-ils pas à obtenir des contrats pour fournir du travail aux ouvriers de Lauzon?

La province est obligée de voir à ses habitants. Le fédéral, depuis un certain nombre d'années, semble avoir ignoré complètement ce magnifique endroit.

Je sais que le gouvernement provincial dans ce cas-ci, par lui-même, ne peut donner l'ouvrage nécessaire, mais connaissant la bonne entente qui semble exister entre les honorables messieurs de la droite et le gouvernement d'Ottawa, je suis convaincu, à l'avance, que si les honorables ministres démontraient à Ottawa le besoin urgent que la ville de Lauzon nécessite, qu'Ottawa partagerait plus l'ouvrage et se rappellerait qu'après les millions dépensés pour cette cale-sèche, ne devrait pas rester inactive.

La paralysie industrielle de Lauzon entraîne celle de Lévis où une compagnie de machines, une fonderie et d'autres petites industries faisaient du travail pour la cale de Lauzon.

Je crois réellement que, si le gouvernement de la province de Québec usait de toute son influence auprès d'Ottawa, les choses changeraient, et cela, pour le mieux. Je ne veux pas, par là, demander tout l'ouvrage pour Lévis, mais seulement, je crois que Lévis et Québec devraient avoir leur part de patronage.

Dans Lévis, nous avons la compagnie de machineries Mercier, qui est très bien outillée pour faire presque toutes sortes d'ouvrages, et aussi une fonderie non pas moins outillée qui pourrait compléter, c'est-à-dire fournir à la cale-sèche de Lauzon une bonne partie des matériaux qui conviendraient.

Alors, Lauzon ayant de l'ouvrage, de la compagnie de machineries Mercier, la fonderie, le tout réuni ensemble serait suffisant pour donner de l'emploi à tous nos sans-travail sans distinction. Je vous garantis que, si nous avions le bonheur de voir cette chose se réaliser, nous n'aurions pas besoin de secours directs, ni de la conférence Saint-Vincent-de-Paul.

J'espère que vous allez prendre cette demande en très sérieuse considération.

À Saint-Romuald, il y a des moulins, une manufacture de chemises, des boutiques de sculpteurs, et autres boutiques pouvant faire tous genres de beaux et bons ouvrages en bois, et là par exemple, pour ces dernières boutiques, le gouvernement provincial peut leur venir en aide, pour que ces messieurs puissent employer une main-d'œuvre plus nombreuse et, chose bien facile, les bâtisses du gouvernement ont toujours besoin de réparations, d'améliorations et de constructions. Il me semble que, dans le passé, les propriétaires de ces bonnes boutiques ont été ignorés.

Je le sais, si le gouvernement provincial connaissait réellement la capacité de ces messieurs, il n'hésiterait pas à leur procurer des contrats. Et pour démontrer ma sincérité, que les préposés aux achats en fassent l'essai, ils ne seront certainement pas déçus. De plus, le gouvernement contribuera à réduire le chômage qu'il y a dans cette localité.

Depuis nombre d'années, il se dépense de fortes sommes d'argent pour l'amélioration de la route Québec-Montréal, je ne critique pas, mais je crois que cette route peut être considérée comme étant de première classe. Malheureusement, nous ne pouvons en dire autant de la route Lévis-Montréal, qui est en train de devenir trop inférieure à celle de Québec-Montréal. Elle est passable, mais il faudrait certainement, à plusieurs endroits, des améliorations; et non seulement ces améliorations s'imposent, mais elles feraient bénéficier aussi plusieurs comtés dans lesquels les fils de cultivateurs auraient de l'emploi, et le tourisme, qui est pour ainsi dire un des bons revenus de la ville de Québec, serait enchanté de cette amélioration.

Encore une question qui mérite d'être étudiée très sérieusement. Puisque nous parlons de voirie, j'ai quelques remarques à faire.

M. le ministre, je vous demanderais lors des travaux de la voirie en général, justice pour tout le monde, lorsque vous ferez des travaux dans une paroisse et qu'il y aura des hommes compétents et du matériel de qualité voulue, de ne pas regarder la couleur, de faire bénéficier ces gens sans couleur politique, et je crois qu'ils auront un bon souvenir de vous.

Si mes renseignements sont exacts, je dois vous dire qu'il s'est passé dans un comté voisin quelque chose de regrettable et qui ne devrait pas être.

Le gouvernement aurait, paraît-il, engagé des propriétaires de camions étrangers au comté, pour charroyer du gravier à \$1.10 la tonne, et la distance à parcourir de ces camions étrangers au comté était de

1 mille à 1 mille et quart le plus, et l'on donnait aux cultivateurs de l'endroit \$0.50, et il y avait même jusqu'à 3 milles à faire, ou encore on louait de ces compagnies des camions à raison de \$8 par jour, en plus \$3.50 pour le chauffeur; le gouvernement fournissait l'huile et la gazoline, et toutes les réparations de cesdits camions étaient encore à la charge du gouvernement. Toujours des étrangers du comté.

Tandis que l'on payait à des cultivateurs \$0.40 à \$0.50 la verge, ce qui représente une pesanteur de 3,300 livres pour du gravier de rivières, et 2,900 livres pour du gravier des champs, de sorte qu'un homme avec deux garçons et une voiture à chevaux pouvaient faire au plus \$3.50 à \$4 par jour. Comme vous pouvez le constater, ces gens vivaient bien juste et les compagnies étrangères au comté faisaient de la grosse argent.

Alors, je demanderai au nouveau ministre de la Voirie d'y apporter toute son attention et de remédier à cette chose regrettable.

Une autre remarque, s'il vous plaît, au sujet des cantonniers.

Je ne veux certainement pas les mettre tous au même rang. Il y a des cantonniers qui sont un peu trop zélés, et dans leur zèle, ils commettent de grandes injustices.

Lors de la dernière élection, dans mon comté et ailleurs, je ne sais si ces messieurs l'ont fait de leur chef ou si c'était un ordre donné par l'honorable ministre du temps, mais l'on faisait toujours en sorte d'employer des gens du parti.

Dans mon comté, il m'a été rapporté que dans les 10 jours précédant le vote, un certain monsieur avait donné ordre de ne pas employer de Larocheville. Ces choses sont dites sous toute réserve, mais vous voyez l'esprit qui existe. Je n'ai pas eu le temps nécessaire durant ma lutte pour en faire une enquête très approfondie, mais les personnes qui m'ont dit la chose ont l'habitude d'être bien sincères.

Espérant que, si telle chose a existé, vous ferez triompher la justice avant le parti, et vous aurez l'avantage de pratiquer la charité chrétienne en donnant à manger autant que possible à tous ceux qui ont faim, qu'ils soient rouges, qu'ils soient bleus, qu'ils soient nationaux.

Soyez convaincu, M. le ministre, que, si vous mettez fin à cet état de choses, si l'homme vous oublie, la mère vous bénira pour avoir donné à manger à ses petits.

J'ajouterai à ma demande qu'il y a encore quelques paroisses qui ont besoin d'octrois pour la confection de certaines routes. J'espère que ces octrois leur seront accordés.

Dans une paroisse de mon comté, il a été promis par mon prédécesseur un pont. Je demanderais l'accomplissement de cette promesse le plus tôt possible, à la satisfaction de la majorité des contribuables.

De plus, une grande question qui réduirait beaucoup le chômage est la construction de la route Trans-Canada dont nous entendons parler depuis une couple d'années, et dans mon comté, il n'y a encore pratiquement rien de fait.

Encore un problème qui mérite toute l'attention de la Chambre et, chose certaine, que l'exécution de ces travaux diminuera le chômage, non seulement dans mon comté, mais sur tout le parcours de cette route. Je sais parfaitement que le fédéral est le principal intéressé, mais je sais aussi que le provincial a son mot à dire. Donc, je demande l'exécution de ces travaux immédiatement.

Je demanderai aussi à l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) de fournir les graines de semence aux cultivateurs qui sont dans l'impossibilité d'en acheter, et cela, sans distinction politique.

Une autre chose aussi que je veux dire aux intéressés. Je vous demanderais de faire le classement des gardes-malades à leurs justes qualités et capacités, qu'elles appartiennent à des familles libérales, conservatrices ou nationales.

Que l'on nomme en première instance celles qui sont les mieux qualifiées et qui en ont le plus besoin. Justice encore dans ce département, et tout ira bien dans la suite.

Une autre remarque encore, honorables messieurs. Dans le département de l'hygiène, il s'est passé des choses un peu regrettables. D'ailleurs, je n'avance rien, les chefs de ce département en ont la preuve.

Vous avez nommé des médecins vétérinaires et la loi dit que ces dits médecins n'ont pas le droit d'exercer leur profession en dehors de l'inspection qu'ils ont à faire. Si ces messieurs n'ont pas le salaire voulu pour vivre, eh bien! que le gouvernement leur donne une augmentation raisonnable, afin qu'ils puissent vivre, et cela les empêchera de venir en compétition avec les autres médecins vétérinaires qui ne sont pas subventionnés par le gouvernement.

Je suis convaincu de mes avancées; mes prédécesseurs ont reçu des plaintes autant que moi, et je pourrai vous les donner, d'ici quelques jours, si la Chambre le désire, par des preuves écrites. Donc, attention encore dans ce département.

Je ne suis pas satisfait de la loi des accidents du travail. Depuis le début de la session, j'ai constaté

que les orateurs qui m'ont précédé sont du même avis que moi.

L'obligation pour le malade de se faire traiter par un médecin choisi par la Commission est une chose qui ne devait pas exister. Qu'y a-t-il de plus réconfortant pour un malade de demander son médecin de famille. Honorables messieurs de la droite, aimeriez-vous laisser votre médecin de famille pour vous faire soigner par un médecin étranger? Quand bien même il n'y aurait pour le malade seulement que la confiance, chose que vous n'ignorez pas, est souvent la moitié de la guérison. Pour moi, je trouve cette loi complètement arbitraire.

M. l'Orateur, pour moi, la loi des accidents du travail peut être bonne, mais elle exige beaucoup d'amendements. Les compensations, en bien des circonstances, sont dérisoires. La Commission des accidents de travail rend des décisions parfois fort incompréhensibles. Permettez-moi de vous citer le cas d'un monsieur Joseph Jolicoeur, de Saint-Louis de Pintendre, père de l'accidenté Henri Jolicoeur, électeur de mon comté. L'accident a eu lieu le 12 octobre, la mort le 13, et le règlement a été fait le 19 novembre 1935.

Ce garçon travaillait pour la compagnie Ogilvie Construction ltée et le père a reçu de la Commission \$300 en argent et \$125 pour frais funéraires. Ce garçon était soutien de famille. Son père, âgé de 67 ans, ayant une famille de 10 enfants à nourrir, ne travaille pas, faute d'ouvrage. Comme vous pouvez le constater, ce père avait absolument besoin des gages de son fils pour pouvoir faire vivre sa famille. Eh bien! Honorables messieurs, si vous trouvez qu'une indemnité de \$300 est suffisante dans un pareil cas, vous n'êtes certainement pas difficiles. Encore là, il faut de l'amélioration.

M. l'Orateur, ne voulant pas prendre trop de temps à la Chambre, je ne dirai que quelques mots au sujet de la colonisation. Je crois qu'il serait préférable que le gouvernement donnât l'avantage à nos fils de cultivateurs d'acheter les terres abandonnées dans leurs comtés ou dans les comtés voisins, plutôt que de faire transporter souvent ces jeunes gens à l'étranger où, dans la plupart des cas, ces jeunes gens se découragent, soit par l'ennui, soit par le manque de communications ou autres choses.

Avec le même argent que la province dépense pour envoyer nos fils dans des parties du Canada éloignées, ce qui est très dispendieux au gouvernement, par l'obligation de faire des chemins, construire des églises, des écoles, etc., il vaudrait mieux, suivant moi, que le gouvernement s'appliquât à acheter toutes les bonnes terres abandonnées, que

le gouvernement, dis-je, devrait avancer un certain montant d'argent pour ce genre de colonisation et la réussite serait beaucoup plus grande.

Avant de terminer, il me reste à me prononcer. Comme plusieurs le savent, j'étais libéral. J'étais du beau parti des Mercier, des Marchand, des Parent et des Gouin, et même du parti de l'honorable premier ministre actuel. Mais cependant, ayant bien étudié, depuis un an, le programme fait par un groupe de personnes formé des deux couleurs, je pense que tout citoyen libre, n'étant pas dans l'obligation, soit par position, soit par contrat, soit par esprit de parti, doit se faire un devoir de faire quelque chose pour sa province.

Vu qu'il est prouvé que le gouvernement actuel ne répondait pas aux besoins des temps, j'ai consenti, à la demande de citoyens éminents de mon comté, d'accepter de représenter dans le comté de Lévis les idées de l'Union nationale, et je crois que la majorité que j'ai obtenue sur mes deux adversaires est suffisante pour démontrer à cette Chambre que j'avais raison. Et malgré la fureur d'un de mes adversaires qui est ici depuis le commencement de la session, je me crois justifiable de continuer à supporter mes deux chefs, et je ne crains pas d'ajouter que c'est un honneur, pour les électeurs de mon comté et moi-même, d'avoir pour chefs MM. Duplessis et Gouin.

Que l'on écrive et que l'on dise tout ce que l'on voudra, rien ne me fera changer. Je sais que tous les députés de cette Chambre ne me connaissent pas, mais d'un autre côté, mes preuves sont faites dans ma ville et dans mon comté.

Mes électeurs savent que, lorsque je prends une décision que je crois bonne, il n'y a rien au monde pour me faire changer d'idée.

Donc, mes honorables chefs, il me fait plaisir de déclarer publiquement dans cette Chambre que je vous supporterai dans toutes les bonnes mesures que

vous présenterez, pour pouvoir mettre fin à une administration qui, je le répète, ne donne pas satisfaction.

D'ailleurs, les électeurs de mon comté l'exigent et non seulement de mon comté, mais de toute la province, et ce, d'après le verdict rendu le 25 novembre dernier, la chose est bien claire, puisque nous avons la majorité des votes.

M. l'Orateur, je suis convaincu qu'avant longtemps, nous de la gauche, passerons à la droite avec nos chefs actuels, et cela très vite; vous n'avez qu'à faire des élections, et le peuple confirmera mes avancées.

(Applaudissements prolongés)

M. Bégin (Dorchester) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné⁹.

Questions et réponses:

Département des Terres et Forêts, remboursements

M. Smart (Westmount): Dans les *Comptes publics*, état "B. C.", page 6, apparaît un montant de \$6,362.05 comme remboursements par le département des Terres et Forêts:

1. Quels sont les noms des compagnies ou des individus à qui ces remboursements ont été faits?

2. Quel a été le montant exact remboursé dans chacun des cas individuels et pour quelle raison ces remboursements ont-ils été faits dans chaque cas?

L'honorable M. Mercier (Châteauguay):
(Voir le tableau ci-dessous)

<i>Noms:</i>	<i>Raisons:</i>	<i>Montants</i>
Beaulieu, J.-R.....	Exemption de droits de coupe 1934-1935.....	\$ 47.50
Belley, Thomas	Bois non coupe - Réserve cantonale	5.00
Cantin, Albert.....	Transaction annulée - Rentes foncières, 1934-1935	48.00
D'Auteuil Lumber Company.....	Exemption de droits de coupe 1934-1935.....	67.50
Déry, Émile.....	Exemption de droits de coupe 1934-1935.....	5.00
Girard, Jean.....	Bois non coupe - Réserve cantonale	2.50
Lincoln Pulp & Paper Co., Ltd	Réduction accordée sur droits de coupe, 1933-1934, par arrêté ministériel no 1686 après paiement	2,305.00

<i>Noms:</i>	<i>Raisons:</i>	<i>Montants</i>
Potvin Ovila	Bois non coupe - Réserve cantonale	35.98
Price Bros & Co., Ltd.	Rentes foncières, 1934-1935 - Superficie réduite de 2 m.c.	16.00
Smith Paper Mills Ltd., Howard.....	Réduction accordée sur droits de coupe, 1933-1934, après paiement	2,860.00
Smith Paper Mills Ltd., Howard.....	Rentes foncières, 1934-1935 - Superficie réduite de 90 m.	720.00
Tremblay, Adjutor.....	Bois non coupe - Réserve cantonale	0.15
Tremblay, François	Bois non coupe - Réserve cantonale	0.16
Duncan Ltd., J.-W.....	Infractions 1930-1931, N-C	\$207.00
Price Bros & Co., Ltd.	Infractions 1933-1934, N-C	50.00
		257.00
Price Bros & Co., Ltd.	Infractions 1933-1934 - Entrée de Journal (Cr) à revenu différé	100.00
		157.00
McCrea Wilson Lumber Co., Ltd. ..	Résiliation de baux à compter du 1 ^{er} avril 1934.....	87.22
Osborne, Frederick.....	Annulation de loyer.....	4.00
		<u>\$6,362.05</u>

Division territoriale de Témiscouata

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la loi de la division territoriale concernant la municipalité du comté de Témiscouata soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Arrêté ministériel no 1552

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre une copie authentique de l'arrêté ministériel no 1552, en date du 13 juin 1935, autorisant des prêts sur les bons du Trésor.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. 3 h 20, selon *L'Événement* du 6 mai 1936, à la page 3. Par ailleurs *Le Droit* du 6 mai 1936, à la page 1, signale le fait suivant, un fait d'importance qui marquera une partie de l'histoire du Québec: "Pour la première fois depuis 10 ans, le comité des comptes publics s'est réuni hier avant-midi. M. Maurice Duplessis, chef de l'opposition, a tout de suite fait connaître que le but de cette réunion était de faire différentes enquêtes. La première enquête sera faite dans le ministère de la Colonisation. Au cours des prochaines semaines, il sortira probablement de ces enquêtes quelques informations qui causeront de vives surprises."

2. *Le Soleil* du 6 mai 1936, à la page 4, écrit la réplique de M. Taschereau de la façon suivante: "Du moment que le rapport est adopté..."

3. *Le Devoir* du 6 mai 1936, à la page 10, reproduit la lettre qui se lit comme suit:

M. N.-E. Larivière, M.P.P.
Hôtel du Gouvernement, Québec.

M. le député,

La situation à Rollet est épouvantable pour une cinquantaine de familles qui n'ont rien à manger

et qui se voient refuser toute avance au magasin Bellehumeur, seul magasin ici.

Ces familles ne pourront jamais tenir. Il n'y a aucun ouvrage, et comme les bons de secours que nous avons reçus ne sont que le quart du montant nécessaire pour nous permettre de vivre, imaginez le résultat!

Des femmes vont pleurer pour avoir l'aide de leurs voisins qui n'ont pas eux-mêmes ce qu'il leur faut de nourriture.

Il nous est impossible d'aider ces familles: elles sont trop nombreuses.

S'il vous plaît, insistez auprès du ministère de la Colonisation pour une aide immédiate.

Les colons de Rollet.

Par Paul Pauzé

4. \$300,000, selon *The Montreal Daily Star* du 6 mai 1936, à la page 30.

5. Quebec Central Railway.

6. *Le Soleil* du 6 mai 1936, à la page 3, écrit: "En entendant cette remarque, l'honorable L.-A. Taschereau, qui était à causer avec un député de la droite, revint rapidement à son siège pour soulever un point d'ordre".

7. *Le Soleil* du 6 mai 1936, à la page 3, précise que "la dernière fois qu'un membre de la Chambre a été nommé, ce fut en 1929, alors que M. Camillien Houde, chef de l'opposition de l'époque, avait refusé de retirer certaines remarques contraires à l'étiquette parlementaire et aux règlements de la Chambre".

8. Il s'agit évidemment d'un jeu de mots de la part de M. Cliche. Il utilise le nom du député de Montréal-Saint-Laurent en remplacement du mot "couenne".

9. Il est alors 10 h 50, selon *Le Devoir* du 6 mai 1936, à la page 1.

Séance du mercredi 6 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 76 validant le titre d'une propriété vendue par les héritiers de feu dame Mary Ellen Harrison, veuve de feu James Bryce.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 105 ratifiant un règlement et un contrat faits et passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited;

- bill 106 ratifiant une résolution et un contrat passés entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 110 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à partir de vendredi, le 8 de ce mois, la Chambre tienne une séance le vendredi de trois heures de l'après-midi à onze heures du soir, avec suspension de six à huit heures et demie, et que

l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mercredi.

Au commencement de la session, nous avons passé un règlement disant que nous siégerions le mardi, le mercredi et le jeudi. Je crois réellement qu'à cette période de la session, l'ordre du jour étant tellement chargé, nous pourrions siéger toute la journée, le vendredi. Toute notre législation est prête. Nous avons beaucoup de besogne à abattre. Nous hâterions le travail sessionnel en siégeant toute la journée du vendredi jusqu'à onze heures du soir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est prête à siéger. Le premier ministre demande que nous ayons des séances, le vendredi toute la journée. Cela démontre une fois de plus la véracité de ce que j'avais quand j'ai demandé à plusieurs reprises de tout suspendre pour passer la loi des pensions. En vertu des règlements, il faudrait un avis. Mais comme nous sommes désireux de procéder et comme la session est en retard - il y a beaucoup de choses qui sont en retard au gouvernement - nous n'avons pas d'objection à siéger le vendredi. L'opposition est prête à travailler, nous n'avons aucune objection.

M. l'Orateur: La Chambre siégera donc jusqu'à 11 heures le vendredi soir.

M. Trudel (Saint-Maurice): Je consens de bon cœur, mais je trouve que l'on devrait d'abord se soumettre au Règlement qui fixe l'heure d'ouverture des séances et commencer en temps. On a ainsi perdu une heure, une heure et demie par jour à commencer en retard.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): On devrait commencer à 3 heures précises et à 8 h 30 précises. De fait, il n'y a pas le quart des députés présents à l'heure indiquée. Je demanderais même à l'Orateur d'être au fauteuil à l'heure réglementaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis du même avis; pour cela, il faut que tous montrent l'assiduité que l'opposition a toujours montrée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si les séances ne commencent pas en temps, ce n'est ni la faute du premier ministre ni celle du député de Dorion. Nous sommes ici à l'heure. Nous pourrions peut-être commencer la séance ensemble? De fait, il n'y a pas le quart des députés présents à l'heure indiquée. Je demande donc la coopération de chacun.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Très bien.

M. Drouin (Québec-Est): Il faudrait sonner la cloche dans les corridors, à 3 heures et à 8 h 30.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Elle sonne!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis que je siège en cette Chambre - le temps n'a pas paru long à mes électeurs - je me suis toujours efforcé d'être à mon poste à l'heure réglementaire. Malheureusement, il n'y a pas quorum et il faut attendre. J'espère que le nouvel appel sera entendu.

La motion est adoptée.

Dépôt de documents:

Arrêté ministériel no 1552

L'honorable M. David (Terrebonne)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une

adresse, en date du 13 juin 1935, demandant la production de copie authentique de l'arrêté ministériel no 1552, en date du 13 juin 1935, autorisant des prêts sur les bons du Trésor. (Document de la session no 40)

Questions et réponses:

Encans publics, Beauharnois

M. Fisher (Huntingdon): À compter du 1^{er} mai 1928 jusqu'au 31 décembre 1935, inclusivement:

1. Quels sont les noms et les adresses des personnes ayant obtenu des permis du gouvernement pour faire des encans publics dans le district de Beauharnois?

2. Quel est le montant d'argent que chacune de ces personnes a payé chaque année à la province pour ce permis, durant cet espace de temps?

L'honorable M. Stockwell (Brome): (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Noms et adresses:</i>	<i>1928- 1929</i>	<i>1929- 1930</i>	<i>1930- 1931</i>	<i>1931- 1932</i>	<i>1932- 1933</i>	<i>1933- 1934</i>	<i>1934- 1935</i>	<i>1935- 1936</i>
Benoît, E.-A. Franklin-Centre.....	\$151.75	\$99.50	\$142.25	\$161.75	\$82.75	.....	\$99.55	\$43.82
Bryson, Alex. Howick.....	74.84	50.00	50.00	50.00	50.00	98.44	50.00	50.00
Dagenais, E. Beauharnois	50.00	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Delisle, H. Saint-Chrysostome.....	33.36	98.93	29.19	58.92	.....	.....	.....	.....
Donnelly, F. J. Glenelm.....	207.07	82.57	173.06	62.03	98.80	33.36	37.56	126.18
Franklin, L. E. Toronto, Ontario .....	.....	.....	.....	.....	.....	50.00	.....	.....
Gavin, Chas. Kensington	121.50	50.00	.....	8.34	.....	.....	.....	.....
Graham, T. J. Huntingdon	200.26	170.32	174.81	50.00	.....	160.00	48.01	.....
Léger, Narc. Saint-Louis-de-Gonzague.	50.00	50.00	50.00	50.00	.....	.....	.....	.....
Poirier, Dan. Valleyfield .....	.....	.....	.....	.....	84.68	.....	.....	.....
Stringer, Ed. Hemmingford.....	.....	50.00	.....	.....	8.34	.....	.....	.....
Stewart, W. B. Glenelm.....	.....	.....	25.00	.....	.....	.....	.....	.....

**Commission des liqueurs,
comptes de banque**

M. Smart (Westmount): Les comptes de banque de la Commission des liqueurs de Québec ont-ils été soutirés depuis le 10 juin 1935, inclusivement, jusqu'au 30 juin, 1935, inclusivement?

Dans l'affirmative, de combien pour chaque jour?

L'honorable M. Stockwell (Brome): (Voir la liste ci-dessous)

10 juin 1935	\$ 189,072.47
11 juin 1935	207,209.38
12 juin 1935	138,003.55
13 juin 1935	153,795.96
14 juin 1935	140,424.25
15 juin 1935	Aucun chang.
16 juin 1935	Aucun chang.
17 juin 1935	186,861.83
18 juin 1935	191,043.33
19 juin 1935	56,455.65
20 juin 1935	21,903.59
21 juin 1935	108,684.81
22 juin 1935	Aucun chang.
23 juin 1935	Aucun chang.
24 juin 1935	Aucun chang.
25 juin 1935	98,874.25
26 juin 1935	38,571.19
27 juin 1935	74,694.27
28 juin 1935	2,582,561.85
29 juin 1935	2,582,561.85
30 juin 1935	2,582,561.85

**Commission des liqueurs,
sommes reçues par le gouvernement**

M. Smart (Westmount): Relativement aux diverses sommes que le gouvernement a reçues de la Commission des liqueurs, à quelque titre que ce soit, depuis le 1^{er} juin 1935, inclusivement, au 27 avril 1936, inclusivement:

1. À quelle date chacune de ces sommes a-t-elle été reçue par le gouvernement de la province?
2. Quel en était le montant dans chaque cas?

L'honorable M. Stockwell (Brome):

1 ^{er} juin 1935	\$ 17,257.70
15 juin 1935	15,083.45
29 juin 1935	2,517,057.60

29 juin 1935	8,497.40
20 juillet 1935	15,434.50
3 août 1935	15,806.40
17 août 1935	18,078.70
31 août 1935	17,806.75
14 septembre 1935	21,586.30
28 septembre 1935	21,132.15
12 octobre 1935	21,822.45
25 octobre 1935	21,791.45
8 novembre 1935	19,344.40
22 novembre 1935	21,148.95
7 décembre 1935	21,606.55
21 décembre 1935	22,086.70
7 janvier 1936	41,982.95
16 janvier 1936	500,000.00
17 janvier 1936	29,103.75
1 ^{er} février 1936	17,503.60
14 février 1936	18,966.65
19 février 1936	20,025.20
14 mars 1936	16,032.95
20 mars 1936	750,000.00
27 mars 1936	15,813.45
11 avril 1936	16,789.70
23 avril 1936	21,546.70

**Commission des liqueurs,
sommes reçues par le gouvernement**

M. Smart (Westmount): Relativement aux diverses sommes que le gouvernement a reçues de la Commission des liqueurs, à quelque titre que ce soit, depuis le 1^{er} juin 1934, inclusivement, au 30 juin 1935, inclusivement:

1. À quelle date chacune de ces sommes a-t-elle été reçue par le gouvernement de la province?
2. Quel en était le montant dans chaque cas?

L'honorable M. Stockwell (Brome):

9 juin 1934	\$ 11,101.05
26 juin 1934	11,038.55
30 juin 1934	2,500,000.00
9 juillet 1934	11,877.20
24 juillet 1934	11,405.60
4 août 1934	11,317.15
17 août 1934	12,258.60
7 septembre 1934	13,047.25
15 septembre 1934	14,436.55
29 septembre 1934	12,967.55
13 octobre 1934	12,945.35
26 octobre 1934	13,675.50
9 novembre 1934	12,385.85
23 novembre 1934	12,648.05

7 décembre 1934.....	11,732.50
29 décembre 1934.....	12,850.45
12 janvier 1935.....	25,876.60
23 janvier 1935.....	17,660.25
2 février 1935.....	11,433.40
16 février 1935.....	13,957.55
2 mars 1935.....	12,177.80
16 mars 1935.....	12,153.10
2 avril 1935.....	10,423.50
15 avril 1935.....	10,561.40
1 ^{er} mai 1935.....	1,012,217.25
14 mai 1935.....	6,834.70
18 mai 1935.....	12,739.95
1 ^{er} juin 1935.....	17,257.70
15 juin 1935.....	15,083.45
20 juin 1935.....	2,517,057.60
29 juin 1935.....	8,497.40

**Commission des liqueurs,
sommes reçues par le gouvernement**

M. Smart (Westmount): Relativement aux diverses sommes que le gouvernement a reçues de la Commission des liqueurs, à quelque titre que ce soit, depuis le 1^{er} juin 1935, inclusivement, au 30 juin 1935, inclusivement:

1. À quelle date chacune de ces sommes a-t-elle été reçue par le gouvernement de la province?
2. Quel en était le montant dans chaque cas?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Voir la réponse à la question précédente.

**Commission des liqueurs,
timbres**

M. Smart (Westmount): Relativement aux timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 George V, depuis le 1^{er} juillet 1934, inclusivement, jusqu'au 1^{er} juillet 1935, inclusivement:

1. Quelle est la quantité de timbres qui ont été apposés conformément à ladite loi?
2. Quelle somme globale représentent lesdits timbres ainsi apposés?
3. Pour quelle somme totale la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle acheté desdits timbres?
4. Combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle payé au Trésor de cette province pour l'achat desdits timbres?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. \$5,260,930.

2. \$356,101.15

3. \$356,101.15.

4. \$356,101.15.

**Commission des liqueurs,
timbres**

M. Smart (Westmount): Relativement aux timbres prévus par le chapitre 32, Statuts de Québec, 22 George V, depuis le 1^{er} juillet 1934, inclusivement, jusqu'au 1^{er} juillet 1935, inclusivement:

1. Combien de timbres ont été imprimés conformément à ladite loi?

2. Pour quelle somme totale?

3. Ladite somme a-t-elle été payée?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. A-t-elle été payée par la province ou par la Commission des liqueurs?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. 3,875,000.

2. Valeur nominale: \$321,250; frais d'impression: \$2,131.25.

3. Oui a. et b. La valeur nominale a été payée par la Commission des liqueurs de Québec au trésorier de la province à différentes dates, après l'apposition des timbres. Les frais d'impression ont été payés par le trésorier de la province comme suit:

26 juillet 1934.....	\$ 343.75
5 octobre 1934.....	110.00
20 décembre 1934.....	577.50
31 décembre 1934.....	220.00
17 mai 1945.....	440.00
22 juin 1935.....	<u>440.00</u>
	\$2,131.25

**Droits de successions,
remboursements**

M. Smart (Westmount): Référant à l'item de \$9,052.04 qui apparaît à l'état "B.C.", page 6, des *Comptes publics*, comme remboursement en vertu des droits sur les successions:

Quels sont les détails concernant le susdit montant, et quel est le nom de la compagnie ou de l'individu dans chacun des cas ainsi que la raison pour chaque remboursement?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Les détails de l'item de \$9,052.04 se trouvent aux pages 321 et 322 (version anglaise) des *Comptes publics* pour 1935, et la raison de chaque remboursement provient de surcharges.

Taxes sur les corporations, remboursements

M. Smart (Westmount): Référant à l'item de \$3,281.82 qui apparaît à l'état "B.C.", page 6 des *Comptes publics*, comme remboursements (sur capital) en vertu des taxes sur les corporations:

Quels sont les détails du susdit montant et quel est le nom de la compagnie ou de l'individu dans chacun des cas et la raison de chaque remboursement?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Les détails de cet item de \$3,281.82 se trouvent à la page 321 (version anglaise) des *Comptes publics* pour 1935, et la raison de chaque remboursement provient de surcharges.

Subsides

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le débat sur le budget ne se rapporte qu'à des choses qui ne se passeront qu'au mois de juillet seulement. Nous avons donc le temps. Nous avons avant cela des lois très importantes et urgentes, dont celle de la pension de vieillesse. Nous avons offert au gouvernement à maintes reprises de la passer sans délai. Nous réitérons notre offre. Nous sommes prêts à voter tout de suite si le gouvernement veut nous la présenter. Cette loi est déjà en retard de huit ans. Il est temps qu'elle soit adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La première chose que le gouvernement veut savoir, c'est si la Chambre adoptera le budget. Ensuite, nous passerons la loi des pensions de vieillesse. Le gouvernement présentera toute sa législation dès que la motion pour aller en subsides et pour voter des crédits au gouvernement sera votée. En attendant, nous allons poursuivre le débat. Nous ne sommes donc pas prêts à interrompre ce débat, pour passer la loi dont mon honorable ami vient de parler.

M. Drouin (Québec-Est): Nous pouvons parfaitement adopter la loi des pensions de vieillesse.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre. La parole est au député de Dorchester.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 5 mai, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Bégin (Dorchester): M. l'Orateur, si la bonne population de mon comté pouvait en ce moment fouler le parquet dans cette Chambre, elle voudrait, sans doute, je le sais, elle si bienveillante et si respectueuse à l'endroit de l'autorité constituée, elle voudrait offrir à l'honorable Orateur, dans cette Chambre, ses hommages et ses vœux de savoir-faire.

Pour elle, il m'est donc de bon aloi de saluer modestement en vous l'esprit d'équité que vous voudrez personnifier, dans l'assurance que chacun des membres de cette Législature voudra contribuer au respect qui vous est dû et au maintien du prestige qui s'acquiert dans une juste application des règles qui doivent nous régir.

Votre terme pourra être brillant, même s'il est éphémère, et votre habileté saura, j'en suis sûr, se maintenir à la hauteur des circonstances plutôt extraordinaires dans lesquelles vous prenez place à la haute fonction qui vous a été dévolue du consentement unanime de cette Assemblée législative.

M. l'Orateur, à mon arrivée ici l'autre jour, quelqu'un me demandait où se situait le comté de Dorchester. Je voudrais, en peu de mots, vous faire connaître mon beau comté, et vous réaliserez ensuite pourquoi j'ai bien raison de l'aimer.

J'ai l'honneur de représenter de ce côté-ci de la Chambre, pour la première fois en 30 ans, une importante circonscription agricole de cette province. Le comté de Dorchester, nommé de ce nom pour commémorer le souvenir de l'un de nos plus grands gouverneurs anglais que nous ayons eus, Lord Dorchester, un ami sincère des Canadiens français, commence à environ 15 milles de Québec, sur la rive sud du fleuve, et s'étend vers le sud jusqu'à la frontière américaine. Dois-je aussi vous dire que la division primitive du comté de Dorchester comprenait alors les comtés connus aujourd'hui sous les noms de Lévis et Beauce? La population de Dorchester se chiffre à environ 30,000 âmes, répartie en 22 paroisses dont 15 paroisses agricoles et 7 paroisses de colonisation.

Comme je vous l'ai dit déjà, à une quinzaine de milles de Québec, vous entrez dans la paroisse de Saint-Anselme, paroisse agricole qui a dû beaucoup de son développement à la famille Larochelle, qui y établissait, il y a au-delà de 100 ans, le premier

moulin à moudre le grain et à scier le bois des colons. Plus tard, l'honorable Louis-Napoléon Larochelle, un descendant de cette famille, se faisait le constructeur du chemin de fer Lévis-Kénébec, aujourd'hui connu sous le nom de Québec-Central.

Et si vous avancez encore un peu plus vers le sud, à une huitaine de milles de Saint-Anselme, vous vous trouverez dans la première paroisse catholique érigée civilement au Canada, après la conquête, puisque les lettres patentes de Sainte-Claire furent émanées le 13 août 1824.

En continuant notre voyage, nous passons par la paroisse de Saint-Malachie, paroisse composée de Canadiens français, d'Irlandais et d'Écossais vivants en parfaite harmonie, parlant également les deux langues, population se rappelant et vénérant encore la mémoire de William et Gilbert Henderson, ces deux pionniers qui prirent une si grande part à la colonisation et au développement, non seulement de la paroisse de Saint-Malachie, mais également au développement des paroisses de Frampton, Standon et Crambourne, il y a plus d'un siècle.

Quant à Sainte-Germaine, ma paroisse, si elle n'a pas réalisé le rêve et les ambitions de William Henderson, en devenant une ville sur les bords du lac Etchemin, si les plans de cette ville future demeurent toujours dans les appendices poussiéreux des *Journaux de l'Assemblée* de 1827, s'il est vrai, dis-je, que la ville projetée sur les bords du lac Etchemin est encore à l'état de rêve, si mon village natal de Sainte-Germaine n'a que son clocher gracieux à mirer dans les eaux claires du lac Etchemin, je tiens toutefois à dire à cette Chambre que, depuis 25 ans, Sainte-Germaine a pu produire des hommes comme les honorables Ernest Ouellet et Onésime Gagnon, deux patriotes que la province respecte et admire, parce qu'ils ont su, et de belle façon, placer leurs convictions avant l'intérêt d'une couleur politique, les vrais intérêts d'une province qu'ils veulent voir libérée du joug qui l'opprime.

M. l'Orateur, je pourrais ainsi continuer avec chaque paroisse de mon beau comté, mais je vous invite plutôt à venir vous rendre compte par vous-même de la beauté de nos paysages et du courage de notre population.

M. l'Orateur, cette Chambre ne sera pas surprise, si je concours pleinement dans le reproche déjà entendu que la convocation du Parlement a trop tardé, et cela, au grand préjudice des contribuables de cette province.

(Applaudissements)

Dans l'esprit de nos gouvernés, le Parlement devait se réunir dès après l'élection du 25 novembre

dernier, et le gouvernement n'a aucune raison le justifiant d'avoir ajourné pendant des mois les délibérations si nécessaires à la bonne administration des affaires de la province, et à la restauration qu'exige une situation provinciale devenue alarmante, au jugement de tous ceux qui sont capables de penser, de réfléchir sans parti pris et sans placer en tout premier lieu le salut d'un régime que la majorité du vote populaire a répudié de façon décisive. Le gouvernement reste au pouvoir, malgré qu'il soit en minorité de 10,000 voix. Une minorité d'au-delà de 10,000 voix aurait été suffisante à tout autre gouvernement pour le convaincre que la province réclamait d'autres gouvernants, d'autres idées et un programme comportant au moins quelques mesures de rénovation sociale.

Le gouvernement a préféré tergiverser, se retrancher derrière une session fédérale, comme il avait su d'ailleurs choisir de subir l'épreuve électorale en passant dans le sillon d'une élection fédérale.

Une fois de plus, nous avons vu ce spectacle d'un gouvernement provincial unifiant et soudant pour toutes fins le Parti libéral fédéral et le Parti libéral provincial, déclarant à tue-tête et sans vergogne qu'il n'y a qu'un seul Parti libéral et que sa loi fondamentale est que tout citoyen s'avérant libéral à Québec devient libéral à Ottawa, ou vice-versa.

Aucune distinction à faire pour ces créateurs d'esprit de parti, entre la politique provinciale et la politique fédérale, quand tout le monde sait cependant que ces deux politiques ne se ressemblent pourtant que comme le jour ressemble à la nuit.

(Applaudissements)

La formule libérale à Québec, libérale à Ottawa n'en est pas, à mon sens, une digne de la province de Québec qui a soif de liberté, qui a soif de reprendre ses libertés anciennes que lui ont ravies les trustards et les créchards, qui s'entendent depuis longtemps pour faire main basse sur nos richesses les plus précieuses, je devrais dire les plus sacrées. La province, dit-il, a prouvé qu'elle a confiance en MM. Gouin et Duplessis et qu'elle en a assez de la politique du "crois ou meurs", du patronage, des extravagances administratives, du gaspillage dans les contrats et la distribution des emplois publics, de la justice gouvernementale distribuée aux caprices des quelques officiers, des sermons ministériels prêchant l'économie aux miséreux.

Des chefs de parti à qui la confiance populaire échappe ont crié: ayez pitié de nous, votez pour le vieux parti que nous représentons. Mais leur

surprise fut bien celle du 25 novembre dernier, lorsque les contribuables de cette province clamèrent hautement qu'avant le parti, il y avait la province et ses administrés, que tout en étant libéral à Ottawa, il est possible et même nécessaire parfois de n'être pas libéral à Québec.

Un autre groupe d'hommes, que la province a accueillis avec satisfaction et empressement, s'est montré au peuple et lui a parlé. Il l'a entretenu, ce peuple, avec franchise et sincérité.

Il avait à sa tête, ce groupe d'hommes que la province a reconnus comme animés d'intentions droites, des champions de l'idée nationale comme les Duplessis, les Gouin, les Drouin, les Hamel, les Gagnon, les Ouellet, les Lacroix et bien d'autres encore.

À tous ceux-là, et spécialement à Duplessis et Gouin, la province reconnaissante répètera bientôt ce qu'elle a dit le 25 novembre 1935, à savoir qu'ils ont rehaussé le niveau de la politique provinciale et qu'ils ont su écrire une page qu'il est permis de comparer avec les plus belles de notre histoire provinciale.

Assez de cette petite politique de "crois ou meurs"; assez de cette petite politique qui ne rime qu'à l'électoratisme funeste; assez d'extravagances administratives; assez de gaspillage dans les contrats et la distribution des emplois publics; assez de cette justice gouvernementale distribuée aux caprices de quelques officiers; assez de sermons ministériels prêchant l'économie aux miséreux, pendant qu'aux financiers repus l'on prodigue privilèges et faveurs.

Ce que le peuple veut, ce que le pauvre sollicite, ce que les gens d'une certaine aisance suggèrent, c'est une refonte de notre vie économique, politique et sociale.

(Applaudissements)

Ce que nous voulons, c'est l'ordre dans les dépenses.

C'est, en un mot, un gouvernement soucieux de prendre sans délai des moyens propres à soulager les misères présentes et nous préparer, avec le temps nécessaire, des jours de paix et de tranquillité sociales.

(Longs applaudissements)

Si nous sommes tout cela aux yeux et dans l'esprit de ceux que nous combattons, nous sommes prêts à porter le poids des représailles dont on voudra nous charger.

Les idées et les changements que nous préconisons ne sont pas les effets du hasard ni de certaines imaginations surchauffées.

Nous sommes prêts, parce que nous avons pour nous des idées saines, un programme vivant et l'appui d'une opinion publique qui couvre la province et s'apparente facilement avec l'opinion publique de tout le Canada, et même avec celle que l'on retrouve présentement de l'autre côté de la ligne 45^{ème}. Les idées et les changements que nous préconisons, M. l'Orateur, ne sont pas les effets du hasard ni de certaines imaginations surchauffées, comme on l'a laissé entendre en certains quartiers adverses.

Ceux qui nous ont inspirés sont de l'école sociale populaire de la grande métropole de Montréal et ceux qui, à Trois-Rivières et à Québec, ont accepté la tâche de faire valoir nos points de vue.

Aussi, n'est-il pas surprenant que nous nous accordions généralement avec ceux qui ne sont pas mus par les seuls intérêts du pouvoir avec ce qu'il comporte d'avantages. Quelques-uns de mes collègues ont pu signaler avant moi, à la considération des législateurs, des opinions émanant de sommités religieuses indiscutables et indiscutées, sur lesquelles je ne veux pas revenir.

Mais ne me serait-il pas permis, en rappelant de nouveau le malaise profond qui sévit dans notre province, de représenter à mes collègues en cette Chambre, qu'il est inutile pour nous de nier l'évidence et d'essayer de persuader nos populations que leurs demandes ne sont pas justifiées, de se marier, de se lier à un laisser-faire qui n'arrange rien et devient intolérable aux classes moyennes et laborieuses de partout.

N'est-il pas vrai, M. l'Orateur, que, si nous avions tort, nous les nationaux, de vouloir des réformes essentielles, cela voudrait dire que notre province est dans une situation privilégiée, nous offrant la meilleure somme de sécurité désirable. Dans ce cas, nous jouirions d'un état de choses à part, d'une situation prospère au milieu de provinces et pays qui souffrent et ne cachent pas leurs misères, comme essaie de le faire ici, le gouvernement actuel.

Voyons donc un peu ce qui se passe et ce qui se dit ailleurs, dans l'Amérique du Nord: (Extrait de *L'Action catholique* du 7 avril 1936)

"Mardi dernier, le 7 du présent mois à la Chambre des communes, à Ottawa, le député McGeer et maire de la ville de Vancouver, en Colombie-Anglaise, parlant sur un projet de loi relatif à la Commission du placement, disait dans un discours qu'il prononçait alors, entre autres choses ce qui suit: "Le gouvernement semble s'imaginer que les provinces et les municipalités peuvent continuer à dépenser comme par le passé.

"La province d'Alberta n'est pas en banqueroute parce qu'elle a négligé de prélever des impôts ou parce qu'elle a fait mauvais usage de ses revenus. Les provinces ne pourront continuer de faire partie de la Confédération si leurs sources de revenus sont insuffisantes et ne leur permettent pas de remplir leurs fonctions ordinaires."

Voyons l'opinion de l'honorable député de Vancouver, et, soit dit en passant, celui-là est un libéral orthodoxe.

Et le lendemain, un autre député libéral, M. Jean-François Pouliot de Témiscouata, discourt aussi à la Chambre des communes, ramassait dans un vif exposé quelques suggestions qu'il offrait à la considération du gouvernement fédéral, en concluant ses remarques de la façon suivante: "J'ai suggéré une taxe de 10 % sur les intérêts des dépôts bancaires et obligations; cela pourrait se faire au moyen de timbres..."

"Revenons au bon sens d'avant 1930. Cessons d'avoir recours à une politique d'expédients. J'avertis le gouvernement actuel que s'il continue à appliquer la politique de ses prédécesseurs, il y aura bientôt une guerre civile au Canada."

Voilà le discours d'un orthodoxe fédéral.

Faudrait-il maintenant, à l'appui des autorités religieuses qui ont été citées, reproduire ici une autre opinion que nos honorables amis mêmes, je crois, ne voudraient pas discuter; c'est celle de Sir Edward Beatty, le président du chemin de fer Canadien Pacifique, et fort bien coté dans notre monde financier.

M. Beatty, parlant de notre situation nationale, a cru bon de dire ce qui suit:

"Il y a déjà des années que des Canadiens bien pensants, qui s'intéressent de façon intelligente au bien-être économique de leur pays, ont commencé à protester contre l'accroissement continu et ascendant de nos obligations fédérales, provinciales et municipales; cependant, le grand total de nos dettes n'a cessé de s'élever depuis lors, au point d'assumer aujourd'hui des proportions si considérables qu'il est devenu urgent d'accorder au problème une immédiate attention. Durant les années de prospérité, les protestations contre cet état de choses n'étaient guère écoutées et, même à l'heure actuelle, il est bien peu de Canadiens qui réalisent toute la portée des obligations écrasantes auxquelles ils sont assujettis."

Ce qui veut dire, ou je me trompe fort, que la situation canadienne n'est pas aussi rose, que la situation agricole en province de Québec, s'il fallait

en croire la belle appréciation qu'en fait assez souvent l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout).

Non, la situation n'est pas brillante, c'est certain. D'ailleurs n'est-il pas connu que les maux dont nous souffrons ici sont en quelque sorte le corollaire de ceux dont souffre le peuple américain, où Roosevelt travaille et se dévoue au redressement des conditions mauvaises, dans lesquelles se trouve le peuple yankee.

Les États-Unis et le Canada ressentent souvent les mêmes situations et, pour ma part, je suis convaincu que, si le président des États-Unis sent le besoin de régénérer économiquement son pays, il n'en ferait pas moins s'il vivait présentement dans notre pays et en notre province.

Et que disait tout récemment M. Roosevelt, d'après un journal de chez nous, je cite le journal:

"(Roosevelt à la radio)

"À deux reprises le président affirma qu'il s'efforçait de parler aux citoyens "sans tenir compte de leurs affiliations politiques", et une fois, il recommanda comme essentielle une organisation composée de tous ceux qui, en dehors de l'esprit, croient dans le maintien du progrès et de l'idéal. Je suis heureux d'être ici ce soir et de vous dire que la véritable question devant les États-Unis est le droit de l'homme moyen, de la femme moyenne à progresser vers une vie meilleure et plus heureuse."

Encore un bien modeste citoyen des États-Unis, président tout de même, qui déclare que l'esprit de parti est moins bon que veulent le faire croire les maîtres de la province de Québec.

Puis, afin de voir s'il peut se trouver aux États-Unis quelqu'un du haut clergé qui penserait comme Roosevelt ou comme les "Nationaux de Québec", je citerai maintenant à cette Chambre une opinion de Son Éminence le cardinal Hayes, primat de l'Église américaine, parlant à un congrès tenu à Chicago, où l'on discutait de natalité, même en province de Québec, puisque le taux de natalité est passé de 37.1 par mille en 1920, à 25.3 par mille en 1934.

(Cardinal Hayes, chaire de Saint-Patrice)

"Quels sont ces gens vêtus de moelleuses étoffes et qui font affront aux pauvres? Sont-ils d'une race à part, des êtres supérieurs nantis d'une mission particulière pour orienter la vie des gens moins fortunés qu'eux-mêmes?"

"Le véritable ami du pauvre aujourd'hui et le véritable sociologue savent que la seule façon efficace d'aborder le problème n'est pas d'empêcher

les gens d'avoir des enfants, mais de corriger notre structure économique et sociale, de façon à ce qu'il soit possible que les gens aient des enfants et puissent les élever convenablement. C'est là que réside la formule du salut social."

Son Éminence le cardinal Hayes est évidemment imbu de certaines idées nationales que les nationaux de Québec avaient faites leurs, avant même d'avoir connu l'opinion de l'éminent cardinal américain.

Et pour finir par une citation d'un journal considérable de la cité de Montréal, touchant notre province, je lis:

(Extrait du *Herald* - reproduit au *Devoir*, le 11 décembre 1935)

"Une situation qui existe depuis une demi-décade, sauf des variations insignifiantes, doit cesser d'être considérée ou donnée comme un état de choses transitoire. On doit s'y attaquer en le prenant pour ce qu'elle est: "Un ébranlement prolongé et profond de notre régime économique et social tout entier"."

Il ressort donc, à la lumière de toutes ces expressions et pour toute personne de bonne foi, que le monde économique, financier et social est à refaire dans notre Amérique.

Mais j'affirme que la province de Québec ne fait pas exception et qu'il y a ici péril en la demeure.

Comme ailleurs, nous souffrons de la concentration de la richesse.

Nous souffrons d'un manque de travail et, dans certains cas, d'une mauvaise distribution du travail.

Nous souffrons dans nos ouvriers, citoyens ou bûcherons, de salaires insuffisants et scandaleusement bas.

Nous souffrons de l'accaparement de nos ressources naturelles.

Nous souffrons de la perte de nos pouvoirs d'eau.

Nous souffrons d'avoir perdu nos marchés commerciaux intérieurs.

Nous souffrons d'avoir été supplantés par le commerce étranger.

Nous souffrons du fait que le Trésor provincial sert à sustenter non seulement la "family compact", mais encore qu'une nuée d'entrepreneurs ont perdu l'élémentaire notion de l'honnêteté dans les contrats.

Nous souffrons de payer infiniment trop cher un pouvoir d'électrification, de lumière et de force motrice qui aurait dû nous être offert à meilleur compte, comme un élément susceptible de nous aider à combattre l'exode rural.

Nous souffrons de méthodes électorales qui nous avilissent et sont de nature à ruiner la confiance du peuple.

Nous souffrons des taxes et des surtaxes qui nous ensevelissent de toute part.

À la dernière session, le gouvernement de cette province a établi des taxes pour un montant d'environ \$4,000,000.

Et ces diverses taxes nous reviendront maintenant, bon an mal an, et jusqu'à ce que l'on nous en impose de nouvelles, si le présent régime allait continuer de nous gouverner, tandis que nous continuerons, je suppose, et le gouvernement pourrait peut-être nous renseigner à ce sujet, à dépenser annuellement comme nous le faisons pour la papeterie et les impressions du Parlement, qui coûtent à la province tout près d'un million de dollars.

Tandis que nous payons aussi toujours annuellement \$110,000 pour un Conseil législatif qui n'est plus qu'un reliqua.

Ajoutez à cela tous les grands points et les grands édifices qui sont une aubaine pour les fournisseurs d'acier et le béton, et vous aurez, M. l'Orateur, une idée de ce que le gouvernement actuel a pu faire pour aggraver la crise, se rendre agréable aux grands financiers, sans s'occuper des classes modestes qui végètent de plus en plus et se voient couler vers l'abîme qui s'annonce imminent.

Et j'aborde maintenant la question forestière, si importante pour le Trésor de la province et pour la classe ouvrière.

Depuis longtemps, j'entendais murmurer et dire que nos forêts étaient livrées à vil prix, bûchées sans pitié, parfois rasées par le feu et, en tout cas, rapidement détruites, mais sans profits nets, ni pour la province, ni pour les bûcherons.

Je cherchais à me renseigner sur ce point, lorsque par hasard, j'ai pu lire dans un journal de cette province un extrait d'une opinion de Sir Edward Beatty, relative à l'industrie forestière canadienne.

M. Beatty, cette fois-là, parlait des transports par voie canadienne et disait: "Le transport du bois de construction pour tout le Canada a diminué de 1,136 wagons, tandis que nous avons eu une augmentation de près de 11,000 wagons pour le bois de pulpe, la pulpe et le papier. Nous serions sans doute très heureux de pouvoir dire que cela marque un progrès dans une industrie qui, il y a quelques années, était considérée comme une source de profits immenses pour notre pays. Cependant, dans les conditions d'exploitation actuelles et par suite des

prix en vigueur dans le monde entier, nous ne faisons guère que dépouiller nos réserves forestières à peu de profit, pendant que les autres nations protègent les leurs en attendant des temps plus propices et des marchés plus favorables.

Si cela est vrai, et je suis porté à croire que notre domaine forestier est réellement maltraité, je me demande pourquoi le gouvernement de cette province ne prend-il pas au moins des mesures qui protégeraient un peuple bûcheron, pendant que disparaissent si rapidement des forêts qui faisaient autrefois le bien-être de notre peuple journalier et donnaient à la province l'espoir de substantiels profits pour l'avenir.

Il est inconcevable que le gouvernement n'ait pas pensé à protéger le bûcheron, quand il le savait maltraité par les compagnies exploitantes et quand il ne devait pas ignorer que nos forêts allaient en diminuant, tandis que l'industrie forestière ne rapportait à nos journaliers que peine et misère.

D'un côté, la perte de nos forêts, et de l'autre, l'esclavage de nos bûcherons journaliers.

Le bilan des dernières années s'établit facilement et nous avons le droit de nous plaindre de cet état de choses.

Les compagnies opérantes devraient être mises à la raison avant que cette dévastation inutile ne fût consommée.

Les compagnies étaient en mauvaise situation financière, dit-on, et ne pouvaient pas payer davantage aux bûcherons?

Mais pourquoi l'une d'elles, l'International Paper payait-elle dans le même temps, à son président, le scandaleux salaire de \$90,000 par année?

S'il faut juger un peu de toute l'administration de ladite compagnie par cet indice, n'avons-nous pas le droit de conclure qu'il y avait quelque part des marges de profits substantielles et que certains personnages, actionnaires et directeurs de ces compagnies, trouvaient moyen de remplir convenablement leur bourse, pendant que le travailleur canadien se ruinait moralement et physiquement pour faire la fortune de ces gens, dont la plupart ne viennent ici que pour chercher la fortune et retourner ensuite dans leur pays d'origine avec le produit de l'une de nos plus belles ressources naturelles.

Et c'est pour parer à tout cela, je suppose, que le gouvernement nous est arrivé avec, au moment de la convocation de la Législature, ce discours du trône que Son Honneur le lieutenant-gouverneur nous a fait entendre comme étant la solution toute trouvée

par des administrateurs expérimentés qui composent l'actuel cabinet ministériel.

Et c'est pour empêcher la répétition de certains abus électoraux, je suppose, que cette Chambre a rejeté l'amendement que nous avons proposé, condamnant les parjures en séries et les autres manœuvres électorales répréhensibles.

Et c'est pour parer encore à différentes autres lacunes que l'honorable trésorier provincial nous a sans doute présenté les estimés budgétaires que nous devons étudier.

M. l'Orateur, en écoutant le discours de l'honorable trésorier provincial, je pensais à ce que disait en 1920, Sir Lomer Gouin en quittant le pouvoir: "Laissons nos adversaires bâtir des déficits", disait Sir Lomer. C'était une mise en garde, mais les déficits sont venus, et c'est le gouvernement des quinze dernières années qui s'est chargé de les créer.

N'est-ce pas l'actuel ministre des Travaux publics qui, en 1931, à une convention libérale tenue à Sainte-Hénédine, dans mon comté, disait qu'à l'arrivée au pouvoir des libéraux en 1897, on voyait encore les traces d'ongles des conservateurs dans les coffres de la province?

Voyons un peu ce qui s'est passé depuis 1931-1932, date à laquelle l'honorable ministre faisait cette déclaration.

Pour l'exercice financier 1931-1932, le trésorier provincial, qui était en même temps le premier ministre de cette province, prévoyait un surplus de \$158,786.89, et pourtant, à la fin de la même année fiscale, nous avions un déficit de \$584,708.

Pour l'exercice financier 1932-1933, le même trésorier provincial nous prédisait encore un surplus de \$187,290.59, et à la fin de la même année, nous devons envisager un déficit 10 fois plus considérable que l'année précédente, et qui se chiffrait à \$6,840,904.96.

Pour l'exercice financier 1933-1934, le trésorier provincial actuel prévoyait un surplus de \$62,214.82, et encore cette année-là, nous avions un déficit de \$5,594,473.

Pour l'exercice financier 1934-1935, on prévoyait un déficit de \$742,228.48, et comme les trois années précédentes, à la fin de l'année fiscale, nous avions un déficit de \$4,939,235.91.

Pour l'exercice financier 1935-1936, l'honorable trésorier provincial prévoyait un déficit de \$2,296,915.53, et le gouvernement confirme ces prévisions en nous disant, bien modestement, dans le cinquième paragraphe du discours du trône, qu'il ne saurait promettre un surplus pour l'année courante.

Et cette année encore, dans son discours du budget, l'honorable trésorier provincial nous prédit un déficit de \$991,345, et toujours l'éternel 53 sous.

M. l'Orateur, je suis sûr que nous ne trouverons pas de traces d'ongles dans les coffres de la province quand nous prendrons le pouvoir dans quelques mois, peut-être dans quelques semaines, parce qu'étant absolument inutiles depuis les cinq dernières années, ils ont certainement été vendus, tout comme nos forêts et nos pouvoirs d'eau.

(Rires et applaudissements)

M. l'Orateur, le gouvernement des cinq dernières années a créé ces déficits parce qu'il s'est éloigné de l'économie pratiquée sous Gouin; parce qu'il n'a pas mis d'ordre dans les dépenses; parce que le gaspillage, l'électoratisme vicieux et l'orgie ont pris place à la faveur d'un régime qui croit avoir le droit de gérer la province, comme si elle était là pour assouvir le cercle des favoris, des trusts, des trustards et des sangsues qui se tiennent collées aux flancs des contribuables qui n'en peuvent plus.

Mais ce ne sont pas là, M. l'Orateur, les seuls déficits que nous devons enregistrer. Nous avons subi des diminutions dans toutes nos grandes cultures et, en consultant les statistiques provinciales, de 1932 à 1934, j'ai pu faire le tableau suivant pour démontrer que les grandes cultures étaient en déficit en 1934, comparé à 1922: déficit de 1,041,000 boisseaux de blé, 14,019,000 boisseaux d'avoine, 239,000 boisseaux d'orge, 177,000 boisseaux de seigle, 597,000 boisseaux de pois, 437,000 boisseaux de fèves, 423,000 boisseaux de sarrasin, 685,000 boisseaux de maïs à grain, 312,000 boisseaux de grains mélangés, 36,600 boisseaux de lin, 2,739,000 quintaux de pommes de terre, 549,000 tonnes de foin, 26,000 tonnes de luzerne. Il n'y a eu qu'une augmentation, celle de navets, 2,485,000 quintaux.

Il y a aussi déficit pour les animaux de ferme en 1934 comparé à 1921: 142,459 chevaux, 152,384 vaches, 234,505 autres bêtes à cornes, 394,620 moutons, 332,420 porcs et 400 volailles.

Diminution également pour le beurre et le fromage: diminution de 14,871,258 livres de beurre et fromage. Diminution également de 1,101,205 acres de terre cultivée.

Mais ce ne sont pas là les seuls déficits que nous devons enregistrer, si nous comparons le régime précédent au régime actuel.

Je résume:

Déficit administratif de \$584,708 en 1931-1932;

Déficit administratif de \$6,840,473 en 1932-1933;

Déficit administratif de \$5,594,473 en 1933-1934;

Déficit administratif de \$4,939,235.91 en 1934-1935;

Déficit administratif dont le montant est encore inconnu, mais probable, en 1935-1936;

Déficit annoncé par le trésorier dans son discours du budget pour l'exercice 1936-1937.

Et tel que je l'ai détaillé:

Déficit dans toutes les branches de nos grandes cultures, ainsi que l'indiquent les statistiques provinciales;

Diminution du nombre de tous nos animaux de ferme;

Diminution de la quantité de livres de beurre et de fromage produites;

Diminution de la superficie cultivée de nos terres;

Diminution de la part de la province de Québec dans le commerce extérieur global du Canada, qui était de 38.11 % en 1920 et qui, en 1935, est tombée à 32.4 %.

Cependant, je ne voudrais pas être méchant pour le gouvernement, et je veux lui accorder les surplus suivants:

Surplus de \$98,095,893.36 sur notre dette consolidée de 1920;

Surplus de \$13,206,752.00 dans les paiements différés, sur le régime précédent;

Augmentation de \$15,259,053.00 de nos emprunts temporaires, sur le régime précédent;

Augmentation du passif total de toutes nos municipalités;

Augmentation du passif de nos corporations scolaires;

Augmentation de \$14,712,155.88 de taxes en 1935 sur l'année 1920;

Augmentation de \$20,915,495.06 de la dette pour le seul exercice 1934-1935;

Surplus d'environ \$300,000 sur l'Ontario, du seul point de vue des dépenses concernant la législation;

Surplus de 305 faillites sur la province d'Ontario pour la seule année 1934.

M. l'Orateur, il me semble, dit-il, que cette énumération devrait être suffisante pour nous faire comprendre qu'il faut:

1. Que la colonisation et l'agriculture priment sur tout le reste;

2. Que la colonisation et l'agriculture triomphent pour que les industries et les ouvriers de chez nous reprennent leurs fonctions normales;

3. Que Québec et Ottawa s'entendent immédiatement sur un programme, non pas de voirie mais de colonisation intensive;

4. Qu'au lieu de continuer le suicide par le chômage, toutes nos forces vives et nos secours directs soient dirigés vers une colonisation canadienne générale devant remplacer l'immigration européenne;

5. Favoriser la conversion des dettes et la réduction des intérêts;

6. Réduire les dépenses administratives dans la plupart des ministères;

7. Exercer une surveillance plus sévère dans l'octroi des contrats de toutes sortes;

8. Que la voirie n'absorbe que ce qui est absolument nécessaire au maintien du réseau;

9. Que cessent les extravagances routières, telles que le boulevard Taschereau, abord du pont de Beauceville et autres;

10. Que les employés fidèles de la province soient justement traités, mais que les employés inutiles qui s'engraissent au moyen de comptes de dépenses majorés et faux soient retournés chez eux, où ils seront moins dangereux au Trésor;

11. Sans tarder, sevrer les journaux gourmands et avides qui se gonflent du lait ministériel et profitent à un demi-million annuellement, pendant que le gouvernement néglige de pourvoir à notre armature économique, faute de fonds.

Nous avons donc raison de reprocher au gouvernement de n'avoir rien de substantiel à offrir aux contribuables de la province. Nous avons été élus avec mandat spécial de réclamer des réformes et, pour ma part, je n'ai nullement l'intention de forfaire aux engagements que j'ai pris.

Si le gouvernement persiste dans la résolution qu'il semble avoir prise de continuer par les mêmes moyens, sans sortir des sentiers battus et se tenant toujours à la disposition de ceux qui profitent injustement du pouvoir, c'est qu'il ne se rend pas compte de la situation, ou qu'il est tellement lié qu'il ne peut se dissocier d'avec les intérêts financiers qui n'ont cessé de le guider en ces dernières années.

La province connaît maintenant ce qui se passe en arrière du rideau de la scène provinciale. La province ne peut être dupe plus longtemps de la campagne de presse alimentée par le présent gouvernement, et les quelques journaux indépendants, qui sont à la disposition du public qu'ils renseignent, suffiront maintenant pour faire tomber les masques et préparer, à l'endroit du régime actuel, le châtiment politique dont le peuple sent

maintenant qu'il est de son devoir d'appliquer à ceux qui l'ont abandonné, pour rester fidèles aux puissances financières qui ont organisé en cette province un état de choses devenu intolérable et que cette Chambre a le devoir de redresser avant qu'il ne soit trop tard.

Québec n'est pas en bonne posture. Québec n'est pas le paradis terrestre chanté par le gouvernement.

Si la classe agricole était stable, la province serait réellement prospère.

Vingt-cinq pour cent des cultivateurs ont failli ou sont en face de cette échéance.

Les ouvriers ou journaliers ne peuvent plus acheter et les agriculteurs ne trouvent que prix dérisoires.

Québec a besoin d'un changement, d'une régénération.

Québec demande un gouvernement responsable et répudiant la rapacité d'égaliser (sic).

Québec veut nettoyer son domaine, sortir de l'ornière des préférences honteuses, et reprendre sa course et de la vraie liberté. Le peuple le veut d'une volonté bien arrêtée, et il y parviendra, sans le concours du présent gouvernement.

L'honorable ministre, député de Berthier (M. Bastien), hier, dans un élan de fidélité à son chef, qui le portera, personne n'en doute, jusqu'au sacrifice involontaire de ses plus beaux rêves politiques, a trouvé le moyen de blanchir le gouvernement qui s'agite maintenant dans les eaux montantes de la réprobation populaire, mais il me permettra de lui dire respectueusement que, dans mon humble opinion, il a magnifiquement failli à la tâche inhumaine qu'il avait assumée.

Dans *L'Événement* de ce matin, j'ai pu relever quelques points du discours de l'honorable ministre député de Berthier, que je ne puis passer sous le silence parce que, à mon sens, le ministre a tiré des conclusions que les faits connus n'autorisent absolument pas.

Et mentionnant brièvement les arguments employés, j'y répondrai aussi sommairement qu'il est possible de le faire:

L'honorable ministre a dit:

1. Que le comté de Beauce a été bien traité durant la crise.

Je répondrai pour la Beauce et pour les contribuables de la province qu'une partie considérable des octrois accordés à la Beauce ont été gaspillés faute de contrôle du gouvernement, comme par exemple dans la construction des quais de la rivière Chaudière et des abords du pont de

Beauceville. Ce qui s'y est passé constitue un scandale public que le député fédéral a dénoncé partout, de façon courageuse et spécifique.

Ce scandale a cependant été couvert par le silence du gouvernement sur des faits ou malversations qu'il avait le devoir de ne pas ignorer, et les profiteurs n'ont été aucunement inquiétés depuis.

Et c'est sans doute ce qui a fait dire à l'honorable député de la Beauce, que la Beauce était justement écœurée de l'administration actuelle:

2. Les bûcherons n'ont pas souffert quant au choix du médecin.

Il s'agit ici des accidents du travail. Oui les bûcherons, et avec eux tous les gens bien pensants, ont déploré ce procédé par lequel on inflige aux bûcherons accidentés un traitement injuste, qui est une atteinte à notre fierté d'hommes et de citoyens.

Mais le gouvernement a voulu être logique avec lui-même en refusant le droit à un médecin de son choix, comme il avait négligé pendant trois années d'établir des salaires raisonnables aux bûcherons.

J'affirme qu'en aucun pays des journaliers n'ont été plus mal traités qu'en la province de Québec, au cours de la dernière décade.

La Russie seule, probablement, offre un parallèle à ce chapitre des souffrances des ouvriers salariés, et les attermolements du gouvernement en cette matière passeront dans l'histoire de cette province pour la honte du régime et son exécution par les générations actuelles et futures.

Et pendant que se consumaient des ignominies, Graustein, à l'ombre du régime, grignotait nos bûcherons et dégustait l'écœurant salaire de \$93,000 dont je vous ai parlé déjà.

L'honorable ministre, député de Berthier, a raison d'être fier du régime dont il fait partie.

3. C'est également sous le régime actuel que l'agriculture a atteint le rang qu'elle occupe et qu'elle mérite.

Je crois avoir répondu à ce paragraphe par les chiffres que je viens de citer à cette Chambre.

4. L'honorable ministre a dit: "Sait-on que, dans les provinces voisines, les municipalités doivent payer une partie des frais de l'administration de la province?"

Mais l'honorable ministre croit-il que les frais de l'administration, en la province de Québec, ne sont pas payés et supportés par les contribuables de cette province, les habitants, le peuple de la province? Tellement bien, Monsieur, que l'honorable premier ministre a pu déclarer que le contribuable était taxé à

sa dernière limite. C'est un aveu qui cadre mal avec le cantique d'Action de grâce qu'a chanté avec beaucoup d'entrain, l'honorable ministre.

L'accompagnement est faux, et Baptiste, qui n'est pas musicien mais fin observateur, s'en rend compte maintenant au grand dam d'un régime qui n'est plus guère bon qu'à nous faire entendre des airs de Barbarie.

5. Et, en dernier lieu, l'honorable ministre s'est scandalisé de nos revendications. Il admet que la province héberge des trusts venus des États-Unis, et il s'exprime disant et parlant des trusts: "Ils se sont naturellement répandus au Canada, et ils ont envahi le monde en entier."

C'est suave ce "naturellement répandus"; ils ont vécu contre le peuple et sous le régime abject qui les a reçus dans son sein concubineux. Le pape de Rome avait dit cela que les trusts étouffaient dans le monde.

Roosevelt l'avait admis pour son pays.

Et le pape luttait spirituellement. Et Roosevelt faisait face aux trusts organisés.

Seuls nos orthodoxes trouvaient, dans le même temps, léger et convenable de rendre témoignage à tous les trusts et à s'incliner profondément devant le veau d'or.

Les nationaux ont vu et agi différemment. Ils ont proclamé les maux existants; ils ont fait appel au bon sens populaire.

Il faut, paraît-il, une loi uniforme des compagnies?

Il est évident qu'il faut réformer les législations fédérales et provinciales.

Pourquoi donc le gouvernement actuel n'a-t-il pas obtenu le concours fédéral? Pourquoi n'avons-nous pas siégé plus tôt et en même temps qu'Ottawa pour l'adoption des réformes nécessaires? Que fait le régime?

Pendant que se propage l'anarchie économique, le régime délibère futillement, s'occupe à voir s'il sera possible pour lui de reposer encore sa tête endolorie sur la crèche dorée.

Vive l'électoralisme: le pouvoir! C'est le cri du ventre, celui auquel faisait allusion le ministre qui disait, parlant des nationaux: "Ils ont des sanglots dans la voix et prennent des poses tragiques."

Les nationaux gémissent.

Hélas! Oui, oui, ils gémissent, et le chant moqueur du régime, dans les circonstances tragiques, vraiment tragiques que nous vivons, n'est qu'une injure à notre province.

Tragique notre situation, tragique le désœuvrement, tragique l'administration anormale

que nous subissons, tragiques les détournements des deniers publics, tragique le gâchis électoral, tragique, et suprêmement tragique la déclaration d'un premier ministre au banquet des jeunes libéraux de Québec, parlant de notre peuple:

"Nous n'avons pas de fortune, a-t-il dit, nous n'avons pas de prestige."

Quelle tragique confession! Ajoutons, et quelle désespérance elle constitue!

Comme il est douloureux de penser que notre historien national, le savant abbé Lionel Groulx, avait raison lorsque, repassant d'un coup d'œil sûr mais attristé la situation qui nous est faite, il prononçait ces paroles, qui sont une réponse à tous les trustards et à tous les ministres qui prophétisent sous le parvis du temple, une prospérité ne résidant que dans leur vocabulaire intéressé, ces paroles que je cite avec respect et que je fais miennes:

"Il y a trois ans, je disais: 'Le régime économique fait actuellement à la province de Québec n'est pas acceptable à la jeune génération et ne sera pas accepté par elle.' Il me semble que les événements me donnent raison."

Et plus loin:

"Et l'avenir est à ceux qui le comprendront, qui communiqueront à ses rêves de restauration nationale. Tant pis pour les attardés qui ne voudront pas entendre. Et avis aux partis vieillots qui n'attirent plus personne ni rien. Croire, en effet, que l'on pourra encore abuser et user une autre génération dans les luttes puériles, stupides d'hier, je le dis: 'C'est une illusion de jeunes vieillards ou de barbons acéphales.'"

(Longs applaudissements à gauche)

M. Farand (Soulanges): Permettez-moi, M. l'Orateur, de vous offrir mes meilleures félicitations pour la sagesse et la dignité dont vous faites preuve dans la haute fonction que vous occupez. Siégeant en cette Chambre depuis 20 ans - sauf un intervalle de quatre années - j'ai eu l'honneur depuis longtemps, c'est-à-dire depuis 10 ans, d'apprécier vos belles qualités de cœur et d'esprit. Je connaissais d'ailleurs votre famille, tous des gens de jugement et de devoir, auxquels vous continuerez de faire honneur.

Je félicite également M. le vice-président de son élévation à ce poste avantageux qu'il a si dignement mérité par son tact et sa courtoisie, de même que par ses connaissances parlementaires. J'ajouterai mes félicitations au proposeur et au second de l'adresse, lesquels se sont avec talent acquittés de leur devoir.

Je ne désirais pas prendre part aux débats et vous me rendrez cette justice, M. l'Orateur, que dans le passé je n'ai pas très souvent importuné la Chambre par des discours futiles ou déplacés. Travaillant sincèrement aux meilleurs intérêts de mon comté, je pensais qu'il fallait laisser aux nommés éloquents le privilège de la parole en cette Chambre, quitte de me rattraper auprès des ministres lorsqu'il s'agissait d'obtenir des octrois pour mes électeurs qui m'ont été si fidèles et depuis si longtemps. Je remercie ceux-ci pour leur fidélité au beau Parti libéral, dont je ne suis que le plus humble représentant.

M. l'Orateur, j'apporte à la suite de tant d'autres un témoignage d'estime et d'admiration à mon chef (l'honorable M. Taschereau), pour le dévouement et le talent qu'il a montrés dans l'administration de la chose publique, depuis qu'il a succédé à Sir Lomer Gouin, de regrettée mémoire.

C'est à la demande personnelle de Sir Lomer Gouin que, en 1916, j'ai consenti à me présenter dans le beau comté de Soulanges, que représentait alors, à Ottawa, Sir Wilfrid Laurier, chef de l'opposition libérale et victime de l'ingratitude d'un grand nombre de ceux qu'il avait trop aimés et trop bien servis. Quand on représente un tel comté, on ne trahit pas, on reste fidèle à la doctrine libérale, dont Sir Wilfrid Laurier demeure la plus haute incarnation au Canada et dont l'honorable premier ministre continue la tradition au gouvernement du Québec.

M. l'Orateur, c'est sous l'administration Taschereau que mon beau comté de Soulanges a connu la plus belle période de son développement. C'est au premier ministre lui-même, qui avait donné sa parole d'honneur à un banquet tenu à Québec, en 1921, que nous devons les deux ponts si modernes qui relient notre beau comté à l'Île de Montréal et qui nous assurent une part de notre prospérité d'autrefois et de notre subsistance d'aujourd'hui. Je veux parler du pont Galipeault, qui va de Vaudreuil à l'Île Perrot à Montréal, nous assurant un service parfait et des plus modernes, tout en donnant des revenus au gouvernement.

C'est à l'administration Taschereau que nous devons les travaux considérables qui ont été faits par le ministère de la Voirie et qui ont transformé l'aspect du comté de Soulanges par la magnifique route qui va des Cascades jusqu'à la frontière de l'Ontario. Des routes semblables existent dans tout le reste du comté, et il ne reste plus que quelques milles à faire pour que le tout soit terminé. Je ne serai pas un grand solliciteur auprès du nouveau ministre de la Voirie, mais, si la Providence me conserve la vie et

la santé, je promets à mes électeurs dès aujourd'hui que ces quelques milles de routes seront bientôt terminés, avec l'aide du gouvernement libéral, qui s'est montré pour nous si prévoyant et si progressif.

Du secrétaire provincial dans le domaine de l'instruction publique, de l'assistance publique et de l'hygiène, nous avons également reçu beaucoup, et les conditions de la vie se sont chez nous beaucoup améliorées. Le gouvernement s'est montré prévoyant dans ce domaine, et l'instruction, entre autres choses, s'est considérablement développée.

Soulanges étant un comté agricole, je croirais manquer à mon devoir si je ne faisais pas ici un grand éloge de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout) qui a plus fait, pour mon comté, que n'importe quel autre ministre qui l'avait précédé dans ce département. Ce que nous avons obtenu de mieux sous ce rapport, c'est l'octroi de \$300, payable \$100 par année, aux fils de cultivateurs.

Nous avons fait avec succès 75 applications sérieuses et de bonne foi, et cela nous fera compter plus tard 75 familles de plus dans le comté de Soulanges - familles de braves gens qui sont l'espoir de l'avenir et qui resteront par gratitude attachés à la politique du Parti libéral, qui les aura établis sur ces terres.

Je dois aussi des remerciements à l'honorable ministre des Terres et Forêts pour l'aide qu'il a bien voulu nous donner dans notre entreprise de reboisement de Saint-Clet et de Saint-Lazare qui concerne autant le comté de Vaudreuil que le comté de Soulanges. Nous avons, sur la limite des deux comtés, fait du reboisement sur environ mille arpents de terre impropre à la culture, sur un sol sablonneux, et qui poudroyait dans toutes les directions. Ces travaux de reboisement ont coûté une douzaine de mille dollars, mais nous avons placé, de 1931 à 1935, un million deux cent mille plants, épinettes et pins ordinaires qui, dans 40 ans, seront des arbres de grande valeur et utiles aux habitants des deux paroisses intéressées.

La municipalité de Saint-Clet a versé \$2,500 pour sa part, et Saint-Lazare, \$2,500 pour la sienne. Le gouvernement a payé exactement \$12,280 en salaires et il a fourni les plants. Je donne ces détails pour le cas où d'autres comtés ruraux, comme celui que représente l'honorable ministre du Travail et des Pêcheries (M. Rochette), souffriraient de cette calamité de ces sables mouvants qui traversent et abîment les terres voisines. À Saint-Clet, ces sables qui provenaient d'un coteau assez élevé se répandaient jusqu'aux cours d'eau et nous causaient grand dommage. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a vite compris l'urgence

de faire en sorte d'améliorer cet état de choses, et nous a envoyé deux habiles ingénieurs forestiers qui ont pourvu au reboisement par la construction de barrage contre le sable, et de clayonnage contre l'écoulement des eaux allant vers les ravins.

Ensuite, pour le travail des plantations, on a employé les essences suivantes: épinette blanche, épinette de Norvège, épinette de Sitka, pin blanc et pin de montagne. Au fond des ravins, on a utilisé des boutures de saule, de tremble et de frêne. Je crois vraiment que ces renseignements seront utiles à quelques-uns, et je les fournis pour montrer l'empressement que notre ministère des Terres et Forêts met à résoudre les problèmes les plus imprévus.

Puisque nous en sommes à la question du budget, M. l'Orateur, laissez-moi vous parler de ce que le gouvernement libéral a accordé au comté de Soulanges depuis 15 ans:

Agriculture.....	\$ 122,753.99
Colonisation.....	\$ 1,600.00
Secrétariat (instruction publique, etc.).....	\$ 73,910.79
Terres et Forêts.....	\$ 11,416.75
Travaux publics.....	\$ 57,003.72
Voirie.....	<u>\$1,609,026.97</u>
Grand total.....	\$1,875,812.22

J'entendais hier, le député de Beauce (M. Cliche) faire la critique du gouvernement libéral. C'est bien son droit, mais n'est-ce pas un peu parce que son comté a reçu du gouvernement plus d'octrois et de faveurs que les autres comtés que lui et M. Édouard Lacroix se sont dressés contre le premier ministre actuel? Il y a ainsi des gens qui ont la reconnaissance à l'envers.

Le comté de Beauce a reçu en 15 ans ceci:

Agriculture.....	\$ 386,852.71
Colonisation.....	\$ 393,489.16
Secrétariat (instruction publique, etc.).....	\$ 642,614.11
Terres et Forêts.....	\$ 31,138.45
Travaux publics.....	\$ 703,187.02
Voirie.....	<u>\$3,081,290.31</u>
Grand total.....	\$5,238,571.76

Soit trois fois plus que notre comté de Soulanges et beaucoup plus qu'aucun autre comté rural de cette province, sauf quatre.

Je sais bien que les besoins des divers comtés ne sont pas toujours les mêmes, mais il me semble que le comté de Beauce, si habilement représenté jusqu'ici, a reçu beaucoup de largesse de la part du gouvernement, et c'est sans doute pour cela qu'il a été trahi et abandonné lors des dernières élections.

Faites du bien à certaines gens, et vous verrez ce que vous allez en retirer.

Quant au comté de Soulanges, dont la population atteint sûrement la moitié de celle de la Beauce, nous sommes fort satisfaits de ce que nous avons reçu. Nos belles routes, nos beaux ponts ont amélioré les conditions de l'existence à un tel point que nous n'avons presque pas de chômage chez nous. On vit modestement, mais on vit heureux. On n'est ni jaloux, ni ingrat, mais plutôt reconnaissant envers le gouvernement actuel pour tout ce qu'il a fait jusqu'à présent et pour tout ce qu'il se propose de faire, selon le budget actuel.

Avant de terminer, je dois dire quelques mots, pour exprimer mon regret sur la nature de la lutte qu'on a faite au premier ministre, en novembre dernier. Tous les soirs, la radio nous apportait une nouvelle kyrielle d'injures et de calomnies à l'adresse de l'honorable premier ministre, et mon adversaire qui était un pur conservateur, sans bariolage spécial, et sans prétention à la vertu totale, ne se gênait pas pour insinuer toutes espèces de médisances aussi injurieuses les unes que les autres à l'égard du premier ministre.

Cela n'a pas réussi dans mon comté, car nous avons une population bien raisonnable, qui garde toujours un excellent souvenir du grand Laurier, et des bienfaits du Parti libéral. Non, cela n'a pas réussi chez nous et j'ai été élu avec une majorité augmentée. Il faut aussi rendre hommage au clergé de mon district, et je crois bien au clergé de tout le diocèse de Valleyfield, dont l'attitude a été non seulement digne, mais admirable et au-dessus de tout éloge, en autant que j'ai pu par moi-même le constater.

Maintenant, M. l'Orateur, je dois remercier cette Chambre de l'attention qu'elle m'a témoignée. Je n'ai pas la prétention de croire que j'ai fait un grand discours-programme, mais je crois qu'un homme de cœur et de bon sens a le devoir d'affirmer de temps à autre ses convictions et de manifester sa fidélité à ceux qui ont contribué si avantageusement à développer notre pays, la province de Québec, qui nous est si chère à tant de titres.

(Applaudissements prolongés de la droite)

M. Ducharme (Laviolette): M. l'Orateur (M. Casgrain), je vous prie de transmettre au président de cette Chambre (l'honorable M. Dugas) les

félicitations que je voulais lui présenter moi-même. L'Orateur de l'Assemblée législative vient de la belle ville de Joliette, où j'ai passé les belles années de ma jeunesse. J'y ai connu la famille du président et j'ai toujours eu un culte pour Joliette. L'on a, tour à tour, dit-il, exalté vos qualifications pour bien remplir les fonctions délicates d'Orateur. Je me plais à vous rendre le témoignage que, depuis le début de la session, vous vous êtes acquitté de vos fonctions à la satisfaction générale, et je me plais à croire que, pendant tout le temps de la session, vous ne vous départirez pas de cette ligne de conduite et que toujours vos décisions seront marquées au coin de la sagesse et de la fermeté, de la dignité et de l'impartialité.

Il (M. Ducharme) remercie ses électeurs, puis il établit son attitude. Ce que je suis, dit-il, ce que j'entends être, et comment j'interprète le rôle de député. Le comté de Laviolette, c'est chose reconnue, est un comté essentiellement libéral. Mes antécédents politiques sont connus: j'ai toujours été un conservateur de vieille souche; j'ai même subi deux élections dans le comté de Portneuf comme candidat conservateur au fédéral. Et, n'en déplaise à l'honorable ministre du Travail (M. Rochette), qui disait récemment que la plupart des députés de ce côté-ci de la Chambre n'auraient pas été élus s'ils ne s'étaient présentés sous l'étiquette libérale, je me suis présenté aux dernières élections provinciales dans le comté libéral de Laviolette sans camouflage, comme candidat de l'Union nationale Duplessis-Gouin, et c'est comme tel que j'ai été élu par une majorité fort substantielle, 1,200 voix.

(Applaudissements)

J'ai donc été élu député du comté de Laviolette en combattant le régime et sa politique de favoritisme pour les trusts et les compagnies et le "family compact"; mon mandat ne prête, par conséquent, à aucune équivoque. Cependant, comme le disait l'honorable chef de l'opposition, je suis absolument disposé à accepter toute bonne mesure que pourra préconiser le gouvernement, et même coopérer avec lui en pareil cas.

Je tiens à dire immédiatement que, contrairement aux prétentions de l'honorable premier ministre et du ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard), qui disait récemment au chef de l'opposition qu'il avait trahi son parti, abdiqué la politique conservatrice et le programme conservateur en consentant un pacte d'union nationale avec le député de L'Assomption (M. Gouin), je ne considère pas avoir trahi mon parti, ni abdiqué le programme conservateur, en acceptant de supporter l'alliance Duplessis-Gouin.

En effet, tous deux combattaient le même régime par les mêmes raisons et tous deux prêchaient la même doctrine et réclamaient les mêmes réformes, même lorsqu'ils travaillaient séparément l'un de l'autre. La seule différence qu'il y avait, différence grosse de conséquence pour l'électorat qui voulait se libérer de ce régime, c'est qu'en travaillant séparément, ils divisaient leurs forces respectives au profit du régime dont ils faisaient le jeu, tandis qu'en unissant leurs forces, ils présentaient un front uni contre l'ennemi commun.

L'honorable député de L'Assomption a lui-même déclaré publiquement à la radio, lors de l'entente, que le programme de l'Action libérale nationale s'inspirait, dans ses grandes lignes du programme du Parti conservateur provincial, tel qu'élaboré à la convention de Sherbrooke. Alors comment et en quoi peut-on prétendre aujourd'hui que l'honorable chef de l'opposition a abandonné son programme et trahi son parti, en faisant un geste de patriote, un véritable geste national, lorsqu'il n'avait en vue que le bien de sa province et de ses compatriotes?

(Applaudissements prolongés)

Il s'est allié à l'honorable député de L'Assomption, pour pouvoir revendiquer plus efficacement les droits des nôtres et renverser définitivement un régime néfaste et antinational que repousse le peuple de cette province.

Maintenant, M. l'Orateur, il me fait plaisir de dire ici, comme je l'ai dit dans mon comté, que je considère que je suis le député de tous les électeurs de Laviolette, indistinctement, et lorsque quelqu'un vient me voir ou m'écrit pour me soumettre ses besoins et me demander d'intervenir pour lui auprès d'un ministère quelconque, je ne fais pas d'enquête, afin de savoir si ce quelqu'un m'a supporté ou m'a combattu, et je mets le même intérêt et le même dévouement à bien servir mes partisans comme mes adversaires. C'est ainsi que je comprends le mandat de député et je ne conçois pas que l'on puisse le comprendre autrement.

Je ne m'explique pas comment, sous un régime que l'on est convenu d'appeler démocratique, un gouvernement ne considère pas, comme le véritable mandataire du peuple, un député élu, parce que ce député ne serait pas un supporteur esclave et aveugle du gouvernement; je ne conçois pas que, nonobstant la volonté manifestement exprimée par l'électorat d'un comté, à l'effet que M. Untel sera dorénavant le représentant attiré de cet électorat pour représenter les besoins de son comté, l'on passe outre, dans un but purement électoral, l'on ignore le

député, pour ne transiger qu'avec le candidat ministériel de la dernière élection, comme la chose se fait chez moi. C'est semblable dans les autres comtés représentés par les membres de la gauche, je n'en doute pas.

Oh! J'aurais pu, certes, disposer littéralement de ce que l'on est convenu d'appeler le patronage, dans mon comté, si j'avais voulu me rendre aux instances pressantes que l'on est venu faire chez moi, me demandant, ni plus ni moins, que de trahir mon mandat et mes électeurs en supportant le régime actuel. Malheureusement, on a frappé à une mauvaise adresse et, Dieu merci, il y a encore des gens chez qui l'honneur prime l'intérêt personnel, et je me réclame modestement de ceux-là.

Il (M. Ducharme) souligne les conclusions qu'il tire des différents discours, au sujet de l'agriculture: elle est dans une situation inférieure. Comme remède partiel, je suis, dit-il, en faveur d'un prêt agricole provincial, au lieu du plan fédéral que préconise le gouvernement, et que j'entrevois comme un plan électoral.

Où sont allés les \$10,000,000 du plan Vautrin pour la colonisation?

Une voix: Dans les élections.

M. Ducharme (Laviolette): Il doit y avoir une raison. Ils sont peut-être allés dans le comté de l'Abitibi pour aider le nouveau ministre de la Colonisation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) C'est vrai.

M. Ducharme (Laviolette) cite, comme exemple de la façon dont les colons seraient exploités, le fait suivant: un marchand québécois s'en va à la Coopérative fédérée, achète à 80 centins le sac des oignons qu'il adresse à un marchand d'Abitibi, comme des oignons de qualité no 1, au prix de \$2. Celui-ci prend encore son bénéfice avant que les oignons ne parviennent au pauvre colon.

Nous savons quel est le sort de nos colons. L'honorable député de Témiscamingue (M. Larivière) nous l'a révélé dans la lettre qu'il a lue hier. Les colons ont des difficultés à obtenir leur billet de location. Ils coupent du bois qui n'est pas utile aux compagnies. Si on les surprend à couper sur les réserves cantonales, des inspecteurs saisissent le bois souvent, et on réclame aux malheureux colons des droits de coupe. Il faut alors venir au département et plaider la cause de ces malheureux.

Il reproche aussi au gouvernement d'avoir attendu de quatre à cinq mois pour envoyer aux colons nécessaires leurs chèques de secours.

C'est la même chose pour la distribution des graines de semence, dit-il. On s'en sert pour exercer un patronage condamnable. On confie les graines de semence aux candidats libéraux défaits. C'est ce qui est arrivé dans mon comté. Un inspecteur du comté de Portneuf est venu chez nous et a déposé les graines de semence chez mon adversaire, invitant les colons à aller les chercher là, afin qu'elles servent d'instrument de cabale pour influencer le prochain vote. Un inspecteur qui est étranger au comté fait ainsi surveiller la distribution par quelqu'un qui n'a aucun caractère représentatif. Il fait la même chose pour les secours mettant en œuvre un favoritisme incroyable. Voilà le moyen que l'on prend pour influencer l'électorat.

Il (M. Ducharme) qualifie le salaire des bûcherons de salaire dérisoire, insuffisant pour vivre. La Commission des opérations forestières, dit-il, est inopérante et n'a pas la liberté d'agir. Si j'avais le même respect que certains ministres pour les lettres confidentielles, je pourrais vous en citer une d'une personne parfaitement autorisée prouvant que les membres de la Commission n'ont pas la latitude d'appliquer leurs suggestions.

Je ne partage pas l'avis de l'honorable député de Rimouski (M. Moreault) que les bûcherons ne réclament pas le droit de choisir leur médecin en cas d'accident. Le bûcheron devrait avoir ce privilège qui lui est dû.

(Applaudissements à gauche)

J'ai été témoin de l'inconvénient du système du médecin choisi par la compagnie. L'accidenté n'a pas les soins dont il a besoin. Le gouvernement a prétendu empêcher les abus de la part de certains médecins qui favorisaient injustement les blessés, mais il n'a pas songé un seul instant qu'il existait aussi des abus dans le sens contraire.

On a prétendu, dit-il, que les compagnies fournissaient à leurs bûcherons les soins d'un médecin dans la forêt. Voici comment cela fonctionne chez nous. Le Dr Hooper, de Grand'Mère, est le médecin en chef de la Consolidated Paper. La Commission des accidents du travail lui laisse le soin d'organiser le service médical dans les bois où sa compagnie se livre à des travaux. C'est lui qui engage les médecins, généralement payés une couple de \$100 par mois, et payés par la Commission pour le traitement de ceux qui se font blesser.

Or, le Dr Hooper exige des grands entrepreneurs, en signant leur contrat, qu'ils

prélèvent des ouvriers deux centins et demi par jour pour les dépenses du médecin. Ensuite, quand le contrat d'engagement avec le bûcheron est signé, on y spécifie que cette contribution est pour le traitement des maladies ordinaires, c'est-à-dire les légers rhumes, la grippe, etc. Si le bûcheron attrape, par exemple, une pleurésie ou une autre maladie un peu sérieuse, alors on l'envoie à l'hôpital ou chez lui.

La Commission des accidents du travail paie pour le médecin, qui traite les accidentés et, en même temps, on charge au bûcheron ce deux centins et demi. Savez-vous ce que cela représente? Il y a, au Rapide Blanc, 1,400 hommes, et au lac Gagnon, 2,000 hommes. Cette contribution veut donc dire \$35 par jour au premier endroit et \$50 à l'autre, soit \$85 en tout, ou \$2,500 par mois. C'est donc, durant une saison de chantier, au moins de \$15,300 que reçoit le Dr Hooper.

C'est là une exploitation intolérable, et qui pourtant est permise par la Commission des opérations forestières.

Incidemment, je suggère que l'on fasse signer le bûcheron, en lui remettant son chèque, afin que la banque ou le marchand possède un moyen d'identification quand l'homme des bois arrive à une ville pour le changer. Lorsqu'un bûcheron sort du bois, on lui donne un chèque qu'il change souvent chez un marchand. Il arrive que les bûcherons se passent leurs chèques entre eux, et quelquefois, le chèque est refusé par la compagnie parce qu'il est mal endossé. Ceci rend les marchands méfiants. Pourquoi n'obligerait-on pas les bûcherons à signer leurs chèques lorsqu'ils les reçoivent pour que l'endossement puisse être ensuite comparé? Cela éviterait des ennuis qui se produisent régulièrement.

Le projet d'une route La Tuque-Roberval est demandé par toute la population de la Mauricie et du Lac-Saint-Jean. Il y a déjà des années qu'on l'a promise, mais rien n'a encore été fait. L'ancien ministre de la Voirie nous l'a promise, en 1931, mais rien n'a encore été fait.

Ce serait un apport considérable pour la région et, en même temps, un moyen de soulager le chômage, si l'honorable ministre du Commerce consentait à l'inclure dans son programme de travaux. Le parcours total n'est que de 37 milles, et il y en a déjà deux tronçons qui ont été faits. Il s'agirait de les relier et d'améliorer les précédents sur lesquels les automobiles peuvent déjà circuler.

En même temps, l'exécution du projet serait avantageuse pour la colonisation, car la route traverserait un district boisé dont les terres sont excellentes; le paysage y est merveilleux, de sorte

qu'on pourrait ouvrir de nouvelles paroisses à la colonisation, tout en favorisant le tourisme. Il existerait ainsi un chemin de ceinture, et les touristes arrivant à La Tuque pourraient continuer par le Lac Saint-Jean ou en revenir.

On m'a assuré que le projet se réaliserait et j'ai confiance que l'honorable ministre ne regardera pas à la couleur du député de Laviolette pour une chose que demandent toute la région et toute la province. Je la réclame pour le bien de mon comté et de toute la province.

(Applaudissements à gauche)

Il se fait du patronage sur les travaux de voirie de mon comté. Des contracteurs ont refusé du travail à des gens qui en avaient toujours régulièrement depuis des années, sous prétexte qu'ils avaient voté pour lui. Il est convaincu, dit-il, qu'il suffira de porter ces faits à l'attention du ministre pour qu'il voie à les faire disparaître. Quand un homme demande à gagner du pain, on ne doit pas lui demander comment il a voté, mais lui donner du pain.

(Applaudissements)

J'ai deux villes industrielles dans son comté: La Tuque et Grand'Mère. Les usines fonctionnent pour le moins autant qu'autrefois; pourtant, on y trouve plus de chômeurs. À quoi cela est-il dû? C'est que l'on exige plus de rendement des ouvriers. À tel point que l'on y use la vie de ceux-ci, puis quand ils ont atteint l'âge de 45 ou 50 ans, qu'ils sont ruinés, on les met à la porte pour les remplacer par de plus jeunes que l'on paie moins cher. L'ouvrier qui a une propriété devient incapable de payer ses taxes et il perd sa propriété après avoir perdu son emploi. Le gouvernement devrait protéger l'ouvrier contre cette exploitation des industries.

C'est injuste, et le gouvernement devrait assurer à ces derniers un salaire à peu près équivalent, afin que les pères puissent ainsi toucher quelque compensation quand ils sont forcés de disparaître. Il devrait commencer par fixer un salaire minimum.

Il dénonce aussi le manque de prévision dans la loi pour les maladies professionnelles. Un ouvrier qui travaille dans les acides et les gaz, par exemple, finit, avec les années, par contracter des maladies qui le rendent à peu près impotent. Pourtant, quand ils sont ainsi ruinés, la loi des accidents du travail ne leur accorde rien. Elle donne une compensation à celui qui se fait brusquement casser un membre, mais rien à celui qui mine graduellement sa santé. Le gouvernement devrait protéger l'ouvrier qui contracte une maladie, soit par du gaz ou autre chose. Il suggère donc un amendement à la loi pour corriger cette anomalie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Ducharme (Laviolette): Je note avec satisfaction qu'on vient de décider un salaire minimum de \$2.25 par jour pour les flotteurs de bois. Pourtant, je tiens à révéler quelques-uns des trucs employés pour frustrer les ouvriers. Une lettre d'un curé m'apprend, par exemple, que la Consolidated Paper fait monter les bûcherons jusqu'à la rivière au Rat. Là, pour atteindre le lac Gagnon, il leur reste deux jours de marche, et on les laisse à eux-mêmes, de sorte qu'ils doivent marcher. On fait la même chose quand ils reviennent, de sorte qu'on leur vole ainsi quatre jours. La compagnie ne les paie pas pour ces deux jours de l'aller et les deux jours du retour. Comme il y a 200 flotteurs de bois environ, on voit ce que cela peut représenter. Ils perdent \$9 de leur salaire.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Que l'honorable député me donne copie de la lettre qu'il a reçue et j'y verrai tout de suite.

M. Ducharme (Laviolette) répond qu'il lui donnera, comme confidentielle, copie de la lettre.

J'abonde, dit-il, dans le sens des remarques du député de Labelle (M. Paquette), au sujet de l'attitude du gouvernement qui concède de vastes étendues de territoires à des particuliers, des étrangers, pour établir des clubs de chasse et de pêche. Pendant ce temps, les pauvres gens n'ont pas le loisir, dans une région merveilleuse, de goûter un peu aux plaisirs champêtres. Les privilèges de la chasse et de la pêche ne devraient pas être trop exclusivement donnés aux étrangers.

Il reproche au département de faire subir des tracasseries aux colons qui, pour s'aider quelque peu à vivre, ont pu violer les lois de la chasse et de la pêche.

Il réclame de meilleurs salaires pour nos institutrices. L'honorable secrétaire provincial a reçu, dit-il, de Grand'Mère et d'ailleurs, un grand nombre de requêtes au sujet des salaires des institutrices, et j'en ai de nouvelles à lui présenter. J'espère qu'il y aura coopération entre toutes les autorités, pour assurer un meilleur traitement à nos institutrices. Ce serait le moyen d'attirer dans cette belle carrière des sujets brillants.

Il réclame de meilleurs salaires pour nos institutrices:

1. Un salaire minimum de \$400 pour les villes, et de \$300 pour les campagnes.

2. Que le nombre d'années exigé pour obtenir une pension soit porté à 20 ans, et le minimum à \$300 comme par le passé.

3. Que les primes de long service et de succès dans l'enseignement soient rétablies.

Je rappelle, dit-il, le temps où le premier ministre offrait des votes à l'opposition.

Aujourd'hui, l'honorable premier ministre ne nous en offre plus; il nous en demande.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable premier ministre devrait observer les lois de la pêche. Il ne devrait pas faire la pêche en temps prohibé et sur un territoire fermé.

(Rires et applaudissements)

Il se trompe, car il n'y a de ce côté-ci que des hommes libres qui se fichent de ses appâts. Il veut peut-être entretenir l'illusion du pêcheur qui fait des efforts, croyant tenir un gros poisson, et qui ne tire qu'un corps mort. Il s'en est aperçu la semaine dernière. Mais il n'y avait que celui-là dans cette Chambre.

L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a dit qu'il y en avait qui pensent comme lui du côté de la gauche. Il y en avait un, M. l'Orateur, c'était un corps mort, et la droite l'a eu. Elle n'en aura pas d'autres.

(Applaudissements à gauche)

Faisant ensuite allusion à l'attitude de l'honorable ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard), ce dernier, dit-il, lors d'une assemblée à La Tuque, ne disait pas différer d'opinion d'avec le gouvernement Taschereau que sur la seule question de l'électricité. Je me rappelle qu'il tonnait aussi contre tous les trusts et qu'il déplorait le fait que les membres du cabinet puissent être directeurs de compagnies.

L'honorable M Bouchard (Saint-Hyacinthe):

M. l'Orateur, j'affirme que je n'ai jamais dit ce que me reproche l'honorable député de Laviolette; je n'ai jamais blâmé les ministres d'être directeurs de compagnies.

M. Ducharme (Laviolette): J'accepte la déclaration du ministre, mais je crois tout de même me rappeler qu'il a dit cela.

Aux dernières élections, les élus de l'opposition, contrairement aux avancées de certains ministres, ont été choisis par le peuple, parce qu'ils se présentaient contre le régime Taschereau.

M. l'Orateur, je répète en terminant que nous n'avons trahi ni programme ni idées, en acceptant le programme de l'Union nationale, parce qu'il était semblable à celui de la convention de Sherbrooke. Du reste, le comté de Trois-Rivières a approuvé l'alliance de son député, qui a été élu par plus de 1,200 voix, la plus forte majorité qu'un député ait obtenue dans ce comté. Si nous avons eu des

élections comme nous en demandions, l'honorable premier ministre ne pourrait pas nous dire: "Vous êtes là et nous sommes ici".

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, il nous aurait été facile de passer de l'autre côté, si nous avions voulu faire certaines compromissions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable député me permettra-t-il une question?

M. Ducharme (Laviolette): Certainement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le premier article du programme de la convention de Sherbrooke n'était-il pas la confiance en M. Bennett?

(Applaudissements à droite)

Des voix: 6 heures, 6 heures. L'ajournement!

M. l'Orateur se lève.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous y penserez pendant l'ajournement.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Charte de Lac Saint-Joseph

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 constituant en corporation de ville la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

M. Lesage (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la

Charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Tancrède Bienvenu

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant la succession de feu Tancrède Bienvenu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Temiscamingue and Abitibi Railway

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 constituant en corporation le chemin de fer Temiscamingue and Abitibi Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Subsides

La Chambre poursuit le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Ducharme (Lavolette): Au moment de l'ajournement, le premier ministre me posait une question à savoir si le premier article du programme conservateur adopté à Sherbrooke n'était pas pour supporter M. Bennett. Le premier ministre n'était pas sérieux. C'est l'habitude, quand on a une mauvaise cause d'essayer de porter la discussion sur un autre terrain.

(Applaudissements)

Le programme de la convention conservatrice de Sherbrooke ne comportait aucune allégeance au Parti conservateur fédéral. Aucun article du programme conservateur adopté à Sherbrooke ne se rapportait à M. Bennett¹. Au surplus, à maintes reprises, le chef de l'opposition a précisé qu'on ne devait pas mêler les deux domaines et que les pires ennemis de l'autonomie québécoise étaient ceux qui tentaient de confondre les deux domaines, pour obtenir certains succès électoraux passagers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qui lui a adressé un télégramme? Qu'est-ce que disait ce message?

Voix à gauche: À l'ordre!

M. Ducharme (Lavolette): Je ne le sais pas. Je dis qu'il n'y avait rien dans le programme. Mais cela n'a pas d'importance. Nous sommes ici pour traiter de politique provinciale. D'ailleurs, à maintes reprises, le chef de l'opposition a dit qu'il ne voulait pas fusionner les questions fédérales et provinciales qui sont absolument différentes.

(Longs applaudissements)

J'aurais voulu traiter plusieurs autres sujets, mais il y a des lois très urgentes à traiter. Je me réserve le droit de revenir plus tard. Il est certaines lois que nous voulons depuis longtemps. Pour hâter l'adoption de la loi des pensions de vieillesse, j'interromps mes remarques pour présenter une motion.

Je propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Beaudry), l'amendement suivant: Que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 5 concernant les pensions de vieillesse².

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, parlant sur l'amendement...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas d'amendement. C'est une motion.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlant sur la motion qui est devant cette Chambre, je désire relever quelques remarques faites du côté de la gauche, au cours de la discussion sur cette question et sur le discours du budget³. Nous avons entendu un discours au cours duquel le député de Beauce a critiqué la politique générale du gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. La motion du député de Lavolette est très claire. Elle demande que les représentants du peuple étudient immédiatement la loi des pensions de vieillesse pour l'adopter en deuxième lecture. Nous prétendons que personne n'a le droit de prendre les moyens de retarder l'étude de cette question. Le ministre n'a pas le droit d'employer des moyens dilatoires. Si le ministre a des raisons pour retarder l'adoption de la loi, qu'il les donne. Nous demandons que l'on passe la loi, et le ministre qui en est le parrain est le premier à s'opposer.

(Longs applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parlant sur le point d'ordre. Nous étions à étudier une motion pour aller en subsides. Le député de Laviolette a proposé, en amendement, d'étudier la loi des pensions.

Il y a deux réponses à faire. Si la motion est adoptée, je me demande si elle n'écartera pas la motion principale à l'effet que nous allions en subsides. En second lieu, le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bouchard) lui répond et il donne les raisons pour lesquelles nous devrions persister dans la motion pour aller en subsides. Le ministre a le droit de donner les raisons qui le motivent en faveur de cette prétention.

(Applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): Je parle aussi sur le point d'ordre. La motion est faite en vertu de l'article 188 des règlements (le député de Québec-Est lit cet article). La motion du député de Laviolette propose de passer à l'ordre du jour. Il ne s'agit pas d'écarter d'autres motions, mais il s'agit d'en suspendre une, pour donner la priorité à la loi des pensions, et l'autre motion subsiste toujours. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a le droit de discuter sur la priorité du débat, mais non sur son mérite. Le ministre du Commerce est en train de se lancer dans un grand débat. Je crois que le point d'ordre du chef de l'opposition est bien fondé.

(Applaudissements)

Si le ministre est pour faire un discours de deux ou trois heures, à quoi nous sert-il de demander la loi des pensions?

M. l'Orateur: Le député de Québec-Est demande que le ministre parle sur la motion. Je comprends que le ministre parle sur la motion. L'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce a simplement ouvert la bouche, et on ne peut dire qu'il est allé sur un autre terrain. S'il s'écarte de la question, il y aura lieu de le rappeler à l'ordre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)⁴: Je disais donc que cette motion est présentée dans l'intention d'écarter la question soumise à l'attention de la Chambre. L'article 189 l'établit bien clairement. Il me semble qu'au lieu de prendre des moyens pour écarter les questions importantes, on devrait comprendre qu'il n'est pas dans l'intérêt public de faire cesser le débat sur le budget en cours à ce stade. En dépit de la hâte que l'on a de vouloir adopter la loi des pensions, il y a lieu de rappeler les discussions qui ont précédé le débat sur le budget. Le bill des pensions de vieillesse

doit suivre les étapes ordinaires des législations. Même si on veut hâter la procédure, ceci ne hâtera pas le paiement de la pension aux vieillards.

M. Tremblay (Maisonnette): Le gouvernement a-t-il le dessein de payer?

(Rires)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il a non seulement le dessein, mais il a l'intention de payer pour que les vieillards reçoivent cette assistance aussi rapidement que possible, et qu'ils soient traités le plus humainement possible. Mais on sait que le bill des pensions doit suivre toutes les étapes ordinaires⁵.

Le bill devra être étudié. Même si nous l'adoptons ce soir en deuxième lecture, il devrait subir d'ici quatre jours les étapes nécessaires et il ne serait pas sanctionné plus rapidement.

Sur la motion pour aller en subsides, nous avons vu les députés de la gauche discuter sur la politique générale du gouvernement...

M. Tardif (Frontenac): Les députés de la droite ont le droit de répondre aux discours outrés de la gauche. (Le député de Frontenac se rassied)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me demande sur quoi mon honorable collègue de la gauche se base pour soulever un point d'ordre à ce moment.

M. Tardif (Frontenac): Je fais comme le premier ministre l'autre jour, je retire le point d'ordre.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les points d'ordre de la gauche sont difficiles à comprendre.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça, c'est pour le premier ministre, je suppose.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je disais que la loi...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de l'Industrie et du Commerce ne devrait pas faire d'obstruction à sa propre loi. Le ministre devrait faire la discussion de la loi.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
(Souriant) Parlant sur le point d'ordre.

(Rires)

Le député de Trois-Rivières ne peut accuser le député de Saint-Hyacinthe de faire de l'obstruction. Cette loi est tellement importante qu'on doit la bien discuter, et les discours sur les pensions de vieillesse ne doivent pas se limiter à la longueur d'un point d'ordre. Comme proposeur de cette loi, je ne crois pas qu'elle puisse être discutée à la hâte et sans bien considérer tous les points. Je veux rappeler le dévouement de nos congrégations.

Quand je veux signaler les services rendus par nos congrégations pour nos vieillards, je me demande en quoi je viole les règlements dans cette Chambre.

M. Paquette (Labelle): Tous les députés de la droite sont arrivés et le ministre peut terminer ses remarques.

(Rires)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Cela ne m'intéresse aucunement. Même s'ils étaient plus nombreux que les sièges de la Chambre, je continuerais à expliquer cette loi.

(Rires)

On ne devrait pas m'interrompre.

(Rires)

Je comprends que le point d'ordre est renvoyé.

(Applaudissements à droite)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):
M. l'Orateur, vous avez rejeté le point d'ordre; sur quoi le ministre parle-t-il?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Je vais être obligé de recommencer mes remarques pour démontrer l'importance de cette loi. Il faut en étudier le principe et en considérer la portée sur la politique sociale de notre province.

(Rires et applaudissements à gauche)

La population réalise qu'à l'heure actuelle, l'heure est venue d'adopter des réformes pour les vieillards qui attendent l'assistance de l'État. Nous avons des droits sacrés envers les auteurs de nos jours.

(Rires et applaudissements à gauche)

Il ne faut pas amener une motion pour voter le principe de cette loi, au milieu du débat sur le budget, car il faut l'étudier dans la réflexion. Pour ma part, je n'ai pas d'objection à dire que je voterai contre la motion.

Depuis les temps de la colonie française...

(Rires)

... nous avons eu beaucoup de respect pour nos vieillards. Ceux qui ont ouvert ce pays à la civilisation chrétienne nous ont apporté des principes de charité.

(Applaudissements à droite)

Si j'avais le temps, je dirais tous les services qu'ont rendus nos communautés religieuses...

(Applaudissements à droite, rires à gauche)

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est assez perdre le temps de la Chambre qu'on remonte aux débuts de la colonie. Nous voulons savoir si le ministre est en faveur de l'adoption de la loi. Qu'il le dise donc!

(Applaudissements)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
En quoi est-ce violer les règlements de cette Chambre le fait que je rappelle le souvenir des services immenses rendus par nos diverses congrégations religieuses⁶?

(Rires et applaudissements à droite)

M. Leduc (Laval): Le ministre pourrait au moins s'en tenir à la motion.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Je vais faire mon possible pour m'en tenir à cette question. Seulement, je voudrais que l'on sache bien ceci: nous en sommes rendus à un point de notre développement économique et social où il est opportun que nous venions en aide aux vieillards. Cependant, avant de faire cette réforme, il est important de rendre hommage à ceux et celles qui, jusqu'ici et gratuitement, par esprit de charité, ont pris soin de nos vieux et de nos vieilles.

(Après un quart d'heure de considérations de ce genre) Je me déclare, dit-il, contre la motion du député de Laviolette (M. Ducharme). Il n'est pas opportun de voter la motion immédiatement. Elle est simplement dilatoire et n'avancera en rien le paiement des montants aux vieillards.

Les vieillards veulent que la loi soit sanctionnée au plus tôt, mais avec le moins de défauts possible. En ce qui me concerne, je voterai contre la motion qui est présentement devant la Chambre.

(Applaudissements à droite)⁷

M. l'Orateur: Cette motion sera-t-elle adoptée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Non!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui!

Voix à gauche et à droite: Vote, le vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaudry, Bégin, Bélanger, Bertrand, Bourque, Castonguay, Choquette, Cliche, Drouin, Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Gault, Goudreau, Gouin, Grégoire, Hamel, Labbé, Lafleur, Larivière, Larochelle, Larouche, Lauriault, Leduc, Lesage, Lorrain, Monk, Paquette, Pouliot, Rochefort, Rousseau, Sauvé, Sherman, Smart, Tardif, Tremblay, Trudel, 42.

Contre: MM. Authier, Bastien, Beaulieu, Bercovitch, Bergeron, Bouchard, Bouthillier, Byrne, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Connors, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Daniel, Dansereau, David, Delagrave, Dufour, Dumaine, Farand, Francoeur, Gagnon, Gaudet, Godbout, Lamoureux, Lapointe, Lawn, Mercier fils, Merleau, Messier, Moreault, Perrault, Rajotte, Rochette, Rochon, Saboruin, Stockwell, Taschereau (Bellechasse) Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, 46.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

M. Drouin (Québec-Est): Ça diminue.

M. l'Orateur: Reprise du débat sur la motion principale.

Et le débat continue sur la motion principale.

M. Sherman (Westmount): M. l'Orateur...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Avant que l'honorable député ne commence, je voudrais, sur une question de privilège, dire un mot au sujet de l'incident survenu à l'ajournement. J'ai dit au sujet du programme de Sherbrooke...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre!
Sur une question de privilège, on n'a le droit de discuter que des questions personnelles. Le premier ministre n'a pas le droit d'interrompre un député, sur une question de privilège.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oh! Oh! Vous ne voulez pas l'avoir, mais vous l'aurez quand même; si ce n'est pas maintenant, ce sera plus tard!

M. Sherman (Westmount) fait les compliments d'usage à l'Orateur de la Chambre.

En écoutant, dit-il, le discours du trésorier provincial, sur le budget, j'ai été déçu de ne pas l'entendre parler de l'état moral du peuple, car ce qui fait une grande nation, ce n'est pas seulement la force économique. Ce qui fait une nation grande, c'est le caractère des hommes qui la composent.

Il y a quelques années, le gouvernement a étatisé le commerce des alcools en permettant au peuple de contrôler cette industrie et en lui promettant de substituer un régime de tempérance au règne de l'ivrognerie qui existait alors. Il me semble que nous devrions connaître maintenant comment cette promesse s'est réalisée. Je reviendrai d'ailleurs sur cette question.

Avant de commencer mes remarques, je désire préciser que mon père était boucher, et que j'ai exercé jusqu'en 1918 la même profession que lui. Je me suis alors dirigé dans les bois où, pendant l'hiver, j'ai fait du travail de chantier. Depuis cette époque, j'ai acheté des lots boisés et des terres arables. À l'heure actuelle, j'éleve plus de 100 bêtes de bétail et plusieurs chevaux. Pendant de nombreuses années, je me suis livré au commerce du bétail et j'ai passé presque tout mon temps avec les agriculteurs. Je ne crois pas à la critique destructive, à moins que je n'aie une solution à présenter, et je veux rappeler ce que j'ai promis au cours de ma campagne électorale: "Servir sans peur ni compromis."

Je suis opposé aux octrois du gouvernement à certaines classes de la population, notamment à l'octroi de \$100 aux fils de cultivateurs. Je ne vois pas pourquoi je serais plus obligé envers ce fils qu'envers le fils de l'ouvrier qui a travaillé pendant toute sa vie, sans pouvoir épargner un seul dollar qui lui permettrait d'établir son fils. Je m'oppose également au paiement de primes aux colons uniquement pour défricher sur les lots non patentés, car, d'après moi, c'est là favoriser une classe, car dans plusieurs cas, les colons des lots patentés méritent ces primes autant que les autres.

Je trouve moi-même très difficile de vendre des lots patentés, parce que les gens préfèrent naturellement les lots non patentés qui leur permettent de toucher des primes. Je sais des jeunes hommes qui, depuis cinq ans qu'ils sont sur la terre, n'ont encore fait aucun paiement. Aujourd'hui, ils

peuvent profiter du régime institué par le gouvernement, bien qu'ils n'aient fait aucun effort dans la plupart des cas pour mériter cette faveur.

Je crois en la colonisation, mais non dans sa forme actuelle. D'abord, la première faute est de ne pas choisir soigneusement la qualité de la terre sur les lots de colonisation. La seconde erreur, c'est que le gouvernement a permis aux compagnies de déboiser des lots de colonisation, ne laissant aux colons, dans la plupart des cas, rien qu'ils ne puissent vendre pour subvenir à leurs besoins. La troisième erreur, c'est de n'avoir pas choisi les colons et les aspirants-colons: il est impossible de faire un bon agriculteur d'un homme qui désire exercer un métier. J'estime que nous devrions utiliser d'abord les fermes rapprochées des bonnes routes et des écoles.

Pendant le week-end, lorsque j'étais à la maison, un homme est venu me demander mon avis sur la valeur d'une ferme. Je sais qu'elle avait été achetée pour un soldat par le gouvernement fédéral quelques années auparavant pour \$5,000 et qu'aujourd'hui elle pouvait être achetée pour \$400. La ferme compte plusieurs acres de terre cultivée et un nombre respectable de bâtiments. Elle est près d'une école et elle est un bon lot. Dans le secteur, il y a plusieurs autres fermes similaires à vendre. Je me demande si ce ne serait pas préférable de permettre à ces hommes d'aller à ces fermes, au lieu de les placer sur les lots dont on a parlé.

Je suis surpris que nous n'en ayons pas entendu plus au sujet d'échange de la compagnie de pâtes et papier de Brompton, depuis l'ouverture de la Chambre. La compagnie a reçu la permission de retirer tout le bois vendable des lots réservés à la colonisation. Pendant l'hiver, on a coupé des milliers de cordes de cèdre, que la compagnie n'avait pas l'habitude de couper dans le passé. Récemment, un contremaître m'a informé que la compagnie l'avait avisé que chaque arbre pouvant faire une traverse en bois dur qui n'était pas coupé lui coûterait \$2.

Le gouvernement accorde des droits de coupe sur environ les 3/10 de nos meilleures terres boisées. Autrement dit, pour chaque lot de 100 acres de nos meilleurs bois, on donne aux compagnies des droits de coupe sur 230 acres. Il y a deux ans, la ville voisine de chez nous vendit au gouvernement 20 lots qui lui avaient été remis en paiement des taxes. Personne n'en voulut même à \$50 le lot. Ces lots ont été colonisés par le gouvernement et les personnes qui y vivent reçoivent des allocations de chômage depuis le jour de leur établissement. Je puis vous assurer que pas une seule famille ne pourrait vivre sur ces terres autrement que par la charité publique.

Pourquoi le gouvernement a-t-il accordé des faveurs à la compagnie que je viens de mentionner? Est-ce à cause des salaires qu'elle versait? J'ai un homme qui vit sur une ferme à moi, et il a travaillé pour l'un de ces contremaîtres pendant l'hiver. Il recevait 75 cents par jour, en plus d'être logé et nourri. Il a dit que c'était plus que ce que les hommes travaillant pour les autres contremaîtres recevaient.

Le député de Huntingdon (M. Fisher) a critiqué hier le gouvernement parce qu'il ne se soucie pas de reboiser. Peut-il s'en étonner, quand il accorde deux acres de terre boisée en échange d'un acre de terre forestière déboisée? Aujourd'hui, les compagnies échangent leurs terres déboisées contre des terres où elles pourront pratiquer la coupe. La plupart de ces lots déboisés n'ont aucune valeur.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a peint un tableau doré de l'état actuel de notre agriculture; mais s'il devait produire certains produits de nos fermes aujourd'hui au prix actuel, sa description ne serait pas si positive que ça. Pour ma part, j'ai vendu des chevaux pendant tout le printemps et j'ai seulement été payé pour deux d'entre eux, avec le produit d'un prêt du gouvernement. Si je faisais l'élevage, dit-il, si je devais vendre mon bétail au prix qu'on en offre actuellement à Montréal, je rechercherais moi aussi à emprunter du gouvernement.

Il a parlé de ce que le gouvernement a fait pour l'élevage du mouton. À mon avis, les ours ont tué un si grand nombre de moutons dans notre comté que les pertes l'emportent sur les profits que nous avons retirés de cet élevage. Ne vaudrait-il pas mieux offrir une prime aux chasseurs pour la peau de ces ours?

Le ministre de l'Agriculture nous a aussi parlé de l'industrie chevaline. Ne vaudrait-il pas mieux prendre des mesures pour prévenir les maladies qui tuent un si grand nombre de chevaux dans mon comté et ailleurs? Il ne se passe guère de semaine que je ne croise un cultivateur qui vient de perdre l'un de ses chevaux, alors qu'il n'a pas les moyens de s'en acheter un autre. Et le gouvernement ne fait rien à ce sujet, même s'il en a été informé.

Comment nos cultivateurs peuvent-ils vendre leur bois de pulpe avec profit, alors que le gouvernement accorde des réductions de droits de coupe aux compagnies? Cet état de choses exige une action immédiate. L'agriculteur ne veut pas de cadeaux; il veut un marché. Mais comment peut-il y avoir un marché, quand il n'y a pas de pouvoir d'achat et que nos classes laborieuses sont si médiocrement rétribuées par leur travail?

Nous avons une industrie qui est implantée dans notre ville depuis 25 ans, c'est l'une des plus importantes usines de placages du dominion. Le salaire le plus élevé que cette usine verse est de \$2 par jour pour les trois hommes qui s'occupent de la machinerie lourde, à part des patrons. Certains de ces hommes font fonctionner ces machines depuis 20 ans et n'ont pas un dollar d'économie. Lorsque l'usine arrête de fonctionner pendant une semaine pour réparations, les marchands doivent faire crédit aux hommes, et dans bien des cas, les hommes sont incapables de les rembourser.

Qu'est-ce qui survivra? Le système capitaliste ou la fraternité entre les hommes? C'est un problème que nous devons résoudre. Aucune nation n'a le droit de vivre si une partie de son peuple est libre, mais si l'autre est en esclavage. Il nous faut la fraternité, et si l'industrie refuse de reconnaître cette fraternité, nous devons faire des lois qui assureront à tous les hommes leur juste part des richesses de la province.

J'estime que le gouvernement a été injuste en ne présentant pas, il y a plusieurs années, la loi sur les pensions de vieillesse, qui aurait pu permettre à plusieurs de nos gens de vivre leurs dernières années dans un certain confort. Pourquoi ce brusque changement d'attitude aujourd'hui? Quelle est aussi la raison de l'attitude du gouvernement à l'égard du vote des femmes? J'estime que, si les femmes avaient droit de vote, plusieurs des maux dont nous souffrons aujourd'hui auraient disparu depuis longtemps. Toute personne pouvant présenter un projet de loi visant à améliorer ces conditions sera assurée de recevoir leur appui.

Je sais que l'une des principales causes de l'impopularité grandissante du gouvernement actuel, c'est que la politique s'est introduite dans presque tous les travaux de voirie. L'ouvrier devrait voter pour le gouvernement, sinon n'avoir aucun travail. Je suis opposé au système des secours directs. Ne serait-il pas préférable d'employer nos chômeurs à la démolition des taudis ou à la construction des hôpitaux de phthisiques dont nous avons grandement besoin aujourd'hui? L'homme a été fait pour travailler et les travaux publics ont besoin de beaucoup d'hommes.

Le gouvernement feint l'indignation quand on lui dit que la société actuelle n'est pas chrétienne. La Bible dit que celui-là est menteur qui dit aimer Dieu et n'aime pas son frère. Croyez-vous que les actes passés du gouvernement témoignent de l'amour des gouvernants pour leurs frères?

Je suis père de quatre enfants, qui sont sur le point de découvrir le monde, et mon plus grand désir

est que notre province soit sécuritaire pour nos jeunes. Nos enfants sont notre bien le plus précieux. En eux, il y a toutes les possibilités.

Faites toutes les lois que vous voudrez, mais s'il n'y a pas des hommes de caractère pour les appuyer, elles ne vaudront rien. Que fait le gouvernement pour l'éducation du caractère? Je le vois, soutenant d'une main des institutions qui recherchent la formation du caractère, et recevant de l'argent de l'autre main des pires ennemis de la religion et de l'Église. Il soutient une presse qui n'a aucune raison d'exister, sauf pour chanter la louange du gouvernement, et il dit à nos jeunes que s'ils ne fument pas une marque de cigarettes ou s'ils ne boivent pas une certaine marque de bière, ils sont en train de manquer la moitié de leur vie.

Dans presque tous les coins de nos villes, dans les grands hôtels, dans les buvettes, l'immoralité fait son chemin. Dans une ville de la province, il n'y a pas longtemps, après un certain nombre de plaintes de nos citoyens, il y eut un soir plusieurs raids opérés dans neuf hôtels, et 90 femmes y furent arrêtées. Pourtant, l'honorable Gordon Scott disait récemment au Conseil législatif que la province de Québec était allée aussi loin que possible en matière de réformes sociales et, dans l'esprit de bien des gens, beaucoup plus qu'elle ne pouvait se permettre financièrement. Mais la semaine dernière à Montréal, M. Justice Greenshields n'était pas du même avis que l'honorable Scott. Il a dit que la jeunesse de notre pays vivait dans des conditions épouvantables qu'elle ne pouvait contrôler et qu'il lui était pratiquement impossible de maintenir un minimum d'honnêteté et de suivre une bonne ligne de conduite.

Notre trésorier provincial ne semble pas penser que ces conditions sont si mauvaises que ça pour l'instant, mais en parlant à une délégation d'hôteliers, récemment, il a suggéré qu'il serait dans leur intérêt d'adopter une position définitive au sujet des demandes de certains groupes, quant à la vente de vin, au lieu de celle du système actuel.

J'estime que le gouvernement rend impossible à la jeunesse de marcher dans le droit chemin. Au lieu d'encourager l'état déplorable de la moralité, il devrait s'efforcer d'y remédier.

J'attends le jour où nous n'affirmerons pas appartenir à un parti et où nos représentants seront élus pour les principes qu'ils défendent. Alors, ce sera le seul moment où nous aurons un gouvernement généreux.

Je suis fier d'appartenir au nouveau Parti national. J'en suis venu à admirer hautement plusieurs de ses membres, et je crois que Dieu Tout-

Puissant nous demande d'effectuer un travail important. J'espère, je crois que nous sommes à la veille de prendre le pouvoir. Nous poserons alors des bases solides; nous aurons le courage d'hommes véritables.

Nous nous efforcerons d'assurer plus de sécurité à nos enfants et à plusieurs autres qui ont les enfants à cœur. Nous cesserons de servir le démon et ses mauvais anges, et nous nous mettrons au service du Tout-Puissant et de nos compatriotes en toute sincérité. Et je puis vous assurer que nous ferons l'envie du reste du monde.

(Applaudissements)

M. Lawn (Pontiac) propose, appuyé par le représentant de Gatineau (M. Merleau), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée.

NOTES

1. M. Ducharme répond à la question posée par M. Taschereau, avant la suspension de la séance à 6 heures.

2. Concernant l'atmosphère qui entoure la présentation de cette motion, voici ce qu'en écrit *Le Devoir* du 7 mai 1936, à la page 9: "Ce fut un coup de théâtre. Au cours de l'après-midi, M. Taschereau avait refusé d'étudier la loi tant que le débat sur le budget ne serait pas terminé. Il lui fallait donc rejeter la motion. Mais, à ce moment, la bonne moitié des banquettes ministérielles étaient vides parce que les députés absents étaient allés assister à une assemblée du Club libéral de Québec-Est à Saint-Roch. De l'autre côté, les banquettes de l'opposition étaient remplies pratiquement au complet et l'opposition se trouvait donc en grosse majorité. Aussi, M. Bouchard, ministre du Commerce, s'est-il arrangé pour allonger son discours pendant que les whips se précipitaient en dehors de la Chambre pour aller ramasser les députés absents.

"D'un seul coup d'aile, il est remonté aux toutes premières origines de la Nouvelle-France, puis

il s'est étendu longuement sur le rôle magnifique des communautés religieuses."

3. *Le Devoir* du 7 mai 1936, à la page 9, fait remarquer que "le ministre parle très lentement, contrairement à son habitude". En fait M. Bouchard veut donner la chance à son whip de rapatrier les députés qui se trouvent à l'extérieur du parlement.

4. *Le Devoir* du 7 mai 1936, à la page 9, fait remarquer que M. Bouchard "continue avec la même lenteur".

5. Toujours selon *Le Devoir* du 7 mai 1936, à la page 9, M. Bouchard "parle de plus en plus lentement".

6. "Il est 9 h 20 à ce moment. Dix minutes plus tard, tous les ministériels ont repris leurs fauteuils. Le ministre va maintenant un peu plus vite", selon *Le Devoir* du 7 mai 1936, à la page 9.

7. L'intervention de M. Bouchard aurait duré 40 minutes, selon *Le Devoir* du 7 mai 1936, à la page 1. Elle aura permis au whip du gouvernement de rapatrier ses députés pour assurer le vote. *Le Devoir* décrit l'intervention de M. Bouchard dans les termes qui suivent - cette intervention ayant été peu rapportée dans les journaux: "Il a parlé un peu de toutes choses. Au lieu de s'enflammer comme d'habitude, il a parlé avec une grande lenteur, tout d'abord, d'un coup d'aile, si l'on peut dire, il est remonté droit aux origines de la Nouvelle-France, puis il a énuméré les mérites de nos communautés religieuses, et il a fait des éloges ampoulés au clergé. Puis il a parlé de constitutionnalité et d'anticonstitutionnalité des causes fondamentales, primordiales, éloignées et rapprochées de la loi des pensions de vieillesse; le tout émaillé de points d'ordre et de rires convulsés des députés amusés d'entendre le ministre parler avec emphase des splendeurs de l'œuvre de la Nouvelle-France. Quand il retentissait, des députés de la gauche criaient ironiquement: "Continuez, ils ne sont pas encore tous arrivés! Patience! Quand les députés ministériels eurent tous repris leurs places respectives, M. Bouchard a fait remarquer "qu'il n'était même pas rendu à Marguerite Bourgeoys."

Séance du jeudi 7 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 20¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 92 distrayant un certain nombre de terres, possédées par le Séminaire de Québec, de certaines municipalités et paroisses;
- bill 83 modifiant la charte de la cité de Lachine.

**Libre choix du médecin
par les accidentés du travail**

M. Bertrand (Saint-Sauveur), demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), la permission de présenter le bill 162 pour donner aux victimes d'accidents de travail le libre choix du médecin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Moose River,
Nouvelle-Écosse**

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, très récemment il est survenu un incident qui aurait eu des suites plus désastreuses, n'eussent été l'héroïsme et le courage d'hommes de cœur représentants des deux grandes races de ce pays, et dont le geste a provoqué l'admiration du pays tout entier. Je veux faire allusion aux sauveteurs de la mine de Moose River.

Comme ici, dans notre province, les deux races vivent dans la plus parfaite harmonie, je crois que la Législature provinciale pourrait poser un acte qui serait de nature à resserrer encore ces liens, et manifester d'une manière appropriée son appréciation de cet acte de bravoure.

(Applaudissements de toute la Chambre)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, ce que l'honorable chef de l'opposition vient de dire n'est pas passé inaperçu ici et, à la suite du sauvetage de Moose River, j'ai fait parvenir au premier ministre de la Nouvelle-Écosse un message le priant de transmettre nos félicitations aux courageux sauveteurs, et nos condoléances à la famille de la victime. Dans tout le Canada, je crois, on a fait quelque chose pour reconnaître ce geste, et je n'ai aucune objection à insérer à cette fin un item dans nos estimés supplémentaires. Nous devons reconnaître les gestes des héros dans quelque province qu'ils se trouvent.

(Applaudissements de toute la Chambre)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

Questions et réponses:

**Pensions
de vieillesse**

M. Cliche (Beauce): Comme représentant du comté de Beauce, je dois informer la Chambre que j'ai reçu de nombreuses plaintes de citoyens parce que la loi des pensions de vieillesse n'a pas été passée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Du moment que nous serons allés en subsides, nous passerons le projet des pensions de vieillesse, et mon honorable ami de la Beauce peut le dire à ses électeurs.

(Applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable premier ministre se contredit. Lors du débat sur le discours du trône, alors que nous avons insisté pour adopter immédiatement la pension de vieillesse, le premier ministre a déclaré qu'il passerait cette loi immédiatement, une fois l'adresse votée.

(Applaudissements à gauche)

**Route
Québec-Montréal**

M. Drouin (Québec-Est): Je désire attirer l'attention de l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Côté) sur l'état de la route Québec-

Montréal. J'ai reçu de nombreuses plaintes au sujet de l'état de la route par la rive nord, et je désirerais attirer l'attention du ministre de la Voirie qui est à son siège.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je dois dire à l'honorable député de Québec-Est que j'ai fait moi-même l'inspection de cette route, il y a 10 jours, et dès que le budget sera voté, nous nous empresserons de faire les travaux nécessaires pour que cette route soit en bon état.

(Longs applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, je comprends...

M. l'Orateur: Je regrette mais l'honorable député de Québec-Est a posé une question et il a obtenu une réponse. Un membre de la Chambre peut soumettre une question de ce genre, mais il ne peut soulever un débat. En droit parlementaire, si le député répond au ministre, il s'agit d'un nouveau débat.

M. Tremblay (Maisonnette): À Ottawa, sur une question de privilège...

M. l'Orateur: Ceci n'est pas une question de privilège. Je viens d'exposer l'article de la loi et j'entends le faire respecter.

René Tremblay

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je veux souligner un état de choses intolérable qui se passe dans ma région. J'ai appris que M. J.-Geo. Gagnon avait été employé comme cantonnier en 1936, alors que nous avions demandé de maintenir à cet emploi M. René Tremblay, l'ancien cantonnier, qui faisait ce travail depuis plusieurs années.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député du Lac-Saint-Jean qu'il commence un nouveau débat. L'honorable député ne peut soulever cette question sans faire une motion. Qu'il présente une motion à cette fin, très bien, mais il n'a pas le droit de discuter de cette question à ce stade de la procédure.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Mais j'ai demandé la permission de parler. Vous m'avez permis de poser ma question.

M. l'Orateur: Je voulais d'abord savoir ce dont vous vouliez parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Que le député du Lac-Saint-Jean inscrive à cette fin une motion sur l'ordre du jour, et le ministre de la Voirie sera heureux de lui donner les explications nécessaires.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): En attendant, il y a une injustice qui demeure.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, on m'a représenté que des députés avaient pris des engagements pour demain. La représentation m'a été faite par des députés des deux côtés de la Chambre. Nous siégerons donc demain après-midi, mais nous ajournerons pour permettre aux députés de prendre le train de 5 heures. (Souriant) Mais ce sera la dernière fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre me rendra la justice...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh! Je ne fais pas de reproches à mon honorable ami.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 6 mai, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Lawn (Pontiac): Je crois devoir, tout d'abord, féliciter le premier ministre de la province pour avoir maintenu son gouvernement au pouvoir et du choix des nouveaux ministres qu'il a fait depuis lors. On pourra s'étonner que je n'aie pas profité du débat sur le discours du trône pour féliciter le premier ministre de la réélection de son gouvernement, mais un discours de plus à la série de discours que nous avons eu l'honneur d'entendre n'aurait pas entraîné une vive répercussion.

Cependant, il me semble plus à-propos de parler du premier ministre, lorsque j'examine la situation financière de notre province, car c'est à lui que nous devons, ainsi qu'à son prédécesseur Sir Lomer Gouin - je suis heureux de voir son fils parmi nous, même du mauvais côté de la Chambre - notre situation financière avantageuse.

(Applaudissements)

Cela peut faire rire mes amis de l'opposition, mais je fais cette affirmation sérieusement, parce qu'en tenant compte des circonstances, nous pouvons déclarer que l'état de nos finances est consolant. Que chacun de nos amis fouille ses goussets, compte sa monnaie, et il comprendra d'une manière concrète que son sort, au cours des six dernières années, a aussi été le sort de l'État, qui est une réunion d'individus. Nous avons tous écouté le discours admirable et lucide qu'a prononcé la semaine dernière le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell). Nous devrions nous enorgueillir de ses paroles en songeant que nous sommes tous, non pas des partisans, mais des citoyens dévoués à la province.

Que nous a-t-il dit? Que notre déficit au compte ordinaire était de l'ordre de \$5,000,000. Mauvaise nouvelle. Nos amis de la Chambre des communes, qui ont écouté l'honorable Charles E. Dunning, ont dû ressentir le même émoi que nous lorsqu'il a annoncé un déficit fédéral de \$162,000,000² pour l'année financière écoulée. Comme Canadien, je regrette cet état de choses et je n'en parle qu'en termes de comparaison. Je mentionnerai aussi la triste histoire de la province-sœur d'Ontario, à titre de comparaison, également.

Le trésorier provincial nous a dit que nous aurions un déficit pour l'année en cours, et un autre pour la prochaine année financière. Acceptons sa parole quant à l'avenir, et soyons heureux qu'il ne prévoie pour 1937 qu'un déficit de \$900,000. Prions le ciel que ces prévisions soient justes. Je suis sûr qu'il désire être exact et que la reprise des affaires justifiera ses modestes prévisions.

Notre dette s'accroît. Il faut s'y attendre, puisque les secours de chômage nous coûtent des millions tous les ans. Dans une large mesure, c'est là de l'argent jeté par les fenêtres; mais nous avons la satisfaction morale de noter que notre peuple a conservé sa santé, que notre mortalité a diminué constamment. Personne n'a souffert de la faim dans cette province.

Selon toutes vraisemblances, notre dette augmentera encore et, en l'occurrence, ces messieurs de l'opposition y applaudiront, puisqu'ils se sont dévoués à l'assistance de la vieillesse et que nous aurons bientôt une loi sur les pensions en faveur des vieillards, qui nous coûtera tous les ans des millions de dollars que nous devrons nécessairement emprunter.

Comme le député de Québec-Centre (M. Hamel), j'aurais préféré un système plus complet, plus équitable pour la grande masse des travailleurs de la province qui consentent à se priver,

chaque année, du luxe et même du nécessaire, afin de se créer une réserve pour leurs vieux jours, mais qui, dans les circonstances, ne bénéficieront pas de cette manne d'or, précisément à cause de leur esprit d'économie dans le passé.

N'oublions pas que la loi sur la pension de vieillesse s'applique uniquement aux déshérités, mais je crois que, lorsque nous réfléchirons avec moins d'emballement sur cette question, nous comprendrons qu'il eût été bien préférable et beaucoup plus raisonnable pour le député de Québec-Centre d'empêcher ses amis de persuader au peuple de la province qu'il était vital pour le gouvernement d'adopter la loi sur les pensions de vieillesse.

Je ne parle pas spécialement de cette loi, mais dans la mesure où elle affecte l'état financier de la province.

Je ne dirai rien de plus sur le tableau plutôt triste que le trésorier a peint sous nos yeux et, ce que j'en dis, c'est simplement pour m'épargner des accusations de partisanerie.

Voyons maintenant le côté plus agréable de ce tableau. Quel gouvernement canadien affecte environ 11 % de tout son budget à l'amortissement de sa dette? Certes pas le gouvernement fédéral; certes pas non plus les autres gouvernements provinciaux. Si vous examinez les crédits, vous trouverez que notre dette nous a coûté \$6,472,255 pour l'année financière qui se terminera le 30 juin 1937 et que nous réservons \$4,190,142 à l'amortissement. Les comparaisons sont odieuses, mais pour raisonner notre situation, il faut nécessairement regarder ailleurs.

Il me semble, M. l'Orateur, que je n'exagère pas en disant que, si le gouvernement provincial avait suivi la politique des autres gouvernements et négligé d'alimenter son fonds d'amortissement, nous n'aurions pas de déficit. La somme de \$4,190,142, c'est à peu près notre déficit de l'année dernière, qui se chiffrait par \$4,939,235.

Mes honorables amis de la gauche diront que nous capitalisons les lourdes dépenses du chômage. Et c'est vrai. Mais il ne faut pas oublier que nous en payons l'intérêt du fonds d'amortissement à même nos revenus. Je résumerai en disant que nous ne faisons pas porter nos péchés par nos enfants et nos petits-enfants, comme la chose se fait ailleurs.

Le résultat de cette politique, c'est que notre crédit est excellent, très haut coté. Quel citoyen de cette province n'a pas été fier lorsque, à la conférence interprovinciale tenue à Ottawa en décembre dernier et en janvier de cette année, on a déclaré que la province de Québec payait un plus bas taux d'intérêt

que n'importe quelle autre province? Ce n'est pas nous qui causons le plus de soucis à M. Dunning. Nous avons la dette *per capita* la moins élevée de toutes les provinces.

Le trésorier nous l'a répété et le député de Westmount (M. Smart) a voulu le contredire, mais les faits parlent par eux-mêmes et, à tout événement, la difficulté soulevée importe peu, puisqu'il s'agissait uniquement de la belle petite Île-du-Prince-Édouard, qui a une population de 70,000 à 80,000 habitants. Nous avons emprunté en février 1935, pour fins de chômage, au taux de 2.92 %.

Je n'ai pas l'intention, M. l'Orateur, de faire un tableau trop rose des conditions dans cette province, mais, comme homme d'affaires, je répète que l'État est simplement la collectivité des individus. Rappelons-nous cependant, lorsque nous nous plaignons de notre dette, que nous avons un fonds d'amortissement d'environ \$20,000,000 à la fin de juin 1935, et que nous pouvons estimer qu'il atteindra \$28,000,000 à la fin de juin 1937. C'est un beau rayon de soleil.

Nos grandes dépenses ont été dues au chômage et les députés de cette Chambre auront constaté avec plaisir que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bouchard) va appliquer une vigoureuse politique sur ce point. Le ministre a demandé la coopération de la Chambre, et je ne puis concevoir que les députés qui ont dénoncé les effets désastreux des secours directs puissent refuser d'accorder au ministre l'entier appui qu'il réclame de leur part.

J'ai déclaré au début de mes remarques que le premier ministre avait augmenté sa famille officielle. Je le félicite de son choix et suis sûr que les nouveaux collègues du premier ministre me pardonneront si je fais une mention particulière pour le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier). C'est parce que nous avons pour la première fois un ministre de notre région dans le gouvernement de Québec. J'attends beaucoup du nouveau ministre. Il est informé de première main sur les questions de colonisation et nous, du comté de Pontiac, nous y sommes vitalelement intéressés aussi.

Personnellement, j'ai eu le plaisir de rencontrer le nouveau ministre qui m'a reçu de la façon la plus cordiale. Je serai heureux de coopérer en tout temps avec le département, et je réalise la tâche vitale qui lui incombe. Le comté de Pontiac est une région très diversifiée. Nous avons une population agricole incomparable; nous avons aussi

des industries forestières. Le nouveau ministre connaît nos besoins, surtout celui qui consistera à nous relier plus rapidement et étroitement avec la région minière du nord-ouest de la province. J'ai confiance qu'avec sa grande expérience, le nouveau ministre de la Colonisation poursuivra l'œuvre bienfaisante qui a été commencée.

(Longs applaudissements à droite)

M. Lesage (Montréal-Laurier): M. l'Orateur, je vous fais avec plaisir les félicitations d'usage. Je n'ai aucun doute que vous serez à la hauteur de la tâche, que vous donnerez justice égale à tous, et que vous vous inspirerez de l'esprit même de nos lois parlementaires, afin de diriger les débats de cette Chambre. Je félicite également les proposeur et secondateur du discours du trône.

Permettez-moi de saluer, au début de mon discours, les électeurs de mon comté, de les remercier de leur appui.

Je veux aussi que les chefs de l'Union nationale, nos chefs, trouvent ici l'expression de ma sincère gratitude, qu'ils croient à la spontanéité de mes efforts, en vue d'une étroite collaboration, d'un appui de tous les instants. Nous avons été élus sous la bannière et l'étendard de l'Union nationale, et nous n'avons pas l'intention d'accepter des compromis douteux qui nuiraient à notre propre cause et qui diminueraient d'autant l'estime que la population de cette province a bien voulu nous accorder, en votant par milliers, aux élections du 25 novembre dernier, pour les représentants de l'Union nationale. Nous avons été élus sous leur bannière et nous devons être fidèles au mandat que les électeurs nous ont confié par milliers.

(Applaudissements à gauche)

Me sera-t-il permis de dire que le discours du trône ne contenait pas les mesures nécessaires à la situation? Que propose-t-on dans le discours du budget? Trois choses: la pension aux vieillards, la création d'un office de placement pour la jeunesse et l'étude d'un projet de crédit agricole. Ces trois mesures ne sont que trois autres promesses du gouvernement Taschereau, et Dieu sait combien il en est de ces promesses et de ces mesures qui ne seront jamais réalisées!

Pensions de vieillesse! Pourquoi retarder l'étude du projet? C'est une erreur de la part du gouvernement. Toutes les semaines, des vieillards viennent me trouver et me disent: "Quand aurons-nous cette pension?" Je serais prêt à suspendre mon discours si le gouvernement voulait passer la loi des pensions de vieillesse.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ça, ça fait plaisir au gouvernement.

M. Lesage (Montréal-Laurier): Nous avons le droit d'accuser le gouvernement de négligence. Il aurait pu suivre l'exemple des autres provinces. Tandis que nous contribuons pour plus de \$20,000,000, afin d'assurer un peu d'aisance et de confort aux vieillards de l'Ouest, de l'Ontario et des provinces maritimes, nous empêchions les vieux et les vieilles de la province de Québec de retirer chaque mois entre \$10 et \$20, pour leur entretien et leur alimentation.

Nous avons négligé de le faire pour plaire sans doute à certains directeurs de compagnies, à des compagnies d'assurances, dont les profits et les revenus auraient été diminués d'autant.

Nous avons payé pour les autres provinces de la Confédération qui ont des lois de pensions de vieillesse; nous nous sommes saignés à blanc, tandis que les nôtres étaient aux prises avec toutes sortes de difficultés, pour vivre. Et le gouvernement a attendu jusqu'à maintenant pour considérer le problème, après que l'Union nationale eût inséré cet article dans son programme d'action.

Mais le gouvernement ne peut avoir tout le mérite de cette mesure. Si nos vieillards finissent par l'obtenir, ils devront en remercier l'Union nationale.

(Applaudissements à gauche)

Croyez-vous que toutes les municipalités de cette province, et surtout de Montréal, n'auraient pas retiré des avantages précieux de l'application antérieure de cette législation? En participant à cette loi, nous aurions dégrevé d'autant le budget des municipalités et nous aurions soustrait une somme fabuleuse aux allocations de chômage.

Je suis d'opinion que l'âge de 70 ans fixé par le gouvernement est trop avancé. Il faut considérer, en effet, que les vieillards moins âgés ne sont nullement protégés et qu'ils ne pourront par ailleurs tomber sous la loi des pensions de vieillesse. C'est encore un point qu'il faut étudier attentivement si les administrateurs ne veulent pas commettre des injustices dans l'application de la nouvelle législation préconisée.

Le gouvernement, sans doute pour s'attirer les éloges et les louanges de la classe agricole, lui promet, dans le discours du trône, d'étudier la question du crédit agricole. Là encore, il ne s'agit que de promesses, puisque les cultivateurs seront aidés financièrement, mais advenant le cas d'une législation fédérale inopérante. Or, il a été prouvé que le crédit fédéral n'était pas très avantageux pour

nos cultivateurs, et c'est pourquoi les membres de l'Union nationale réclament un crédit agricole provincial.

À ce propos, pourquoi aussi ne pas venir en aide aux propriétaires des villes? Pourquoi, chose très opportune, ne pas fonder un crédit urbain, afin de secourir les contribuables qui paient la majorité des taxes et qui ne reçoivent pas en retour une attention équitable? Si le gouvernement ne vient pas bientôt à leur aide, ces propriétaires vont faire infailliblement faillite.

Avant que les petits patrimoines disparaissent définitivement, avant que les propriétaires des villes aient cédé leurs biens, meubles et immeubles, à l'État ou à des monopoles, à des trusts et à des compagnies qui les oppriment sans répit, pourquoi ne pas instituer un tel crédit pour nos propriétaires, pourquoi ne pas leur permettre et leur consentir des emprunts à taux raisonnables sur leurs hypothèques?

Si le gouvernement ne vient pas en aide aux propriétaires des villes, ceux-ci seront acculés à la faillite s'ils ne le sont déjà, et ce n'est pas avec des promesses contenues dans un discours du trône, sans programme défini d'action, que nous pourrions relever les deux grandes classes de la société.

Bureau de placement pour la jeunesse! Voilà une autre promesse du gouvernement Taschereau. Le chômage en est rendu à son point culminant! La jeunesse ouvrière, la jeunesse universitaire est incapable de trouver dans la province de Québec, la plus riche et la première des provinces du dominion, un emploi rémunérateur, pour exercer ses talents, faire fructifier les connaissances qu'elle a acquises au prix de tant de sacrifices.

Nous voyons là le résultat de plusieurs années d'un régime néfaste. Si le gouvernement n'avait permis aux étrangers de s'installer, de s'établir ici en maîtres et en despotes, s'il n'avait pas consenti des baux à long terme pour nos forêts, nos pêcheries, nos pouvoirs d'eau et nos richesses hydrauliques, la jeunesse de cette province serait ici chez elle, et elle trouverait de l'emploi dans des industries et des entreprises dirigées et contrôlées par les nôtres.

À cause de ces étrangers elle ne peut plus trouver de places dans nos industries. Cette situation devient tragique. Notre jeunesse pourra-t-elle jamais reprendre le terrain qu'elle a perdu? On apporte comme remède à cet état de choses si triste la promesse d'un bureau de placement. Nous avons déjà trop de ces bureaux de placement qui coûtent des milliers de dollars et qui ne rapportent à peu près rien. Qu'est-ce qu'on pourra faire pour les jeunes avec un nouveau bureau de placement?

Je déclare que la promesse de création d'un office de placement pour la jeunesse est une façon très drolatique de vouloir faire quelque chose pour une classe qui se débat avec toutes sortes de difficultés. Ce n'est là que le seul moyen offert et suggéré par le gouvernement pour venir en aide aux jeunes gens de tous les métiers et de toutes les professions.

La ville de Montréal se plaint avec raison de la mainmise du gouvernement sur ses affaires, sur sa législation, sur ses impôts, sur ses taxes de toutes sortes, sur son autonomie et que sais-je encore?

Les autres municipalités sont d'ailleurs dans le même cas. Peu à peu mais sûrement, Québec enlève chaque jour un peu plus de l'autonomie à Montréal. À tel point que Montréal ne peut rien décider, trancher, améliorer, sans en demander la permission à Québec.

Mais Montréal ne se plaindrait pas de cet état de choses si Québec, en agissant ainsi, n'avait en vue seulement de mieux taxer Montréal, de la mieux pressurer, de la mieux contrôler dans l'intérêt financier et politique du gouvernement.

La Commission métropolitaine³ est une charge à la ville. Cette institution, germée dans le cerveau des législateurs provinciaux, née à la demande d'un groupe de financiers, coûte à la ville environ \$450,000 par année, sans compter le taux d'intérêt élevé qui atteint aussi chaque année des sommes rondelettes. Et Montréal a ainsi à sa charge les municipalités déficitaires ou en faillite dont le gouvernement de Québec préfère se désintéresser. Depuis 10 ans, la ville de Montréal a jeté par-dessus bord plusieurs millions de dollars en pure perte, et Québec, pour remercier et dédommager Montréal, n'a fait que de la taxer davantage.

On a créé pourtant une Commission municipale au gouvernement de Québec. On a nommé récemment un ministre des Affaires municipales, qui a juridiction sur toutes les municipalités de la province. Cette Commission municipale et ce ministre des Affaires municipales sont des créations du gouvernement de Québec et, à ce titre, il serait raisonnable de leur confier la bonne ou la mauvaise administration des municipalités déficitaires qui sont devenues pour Montréal un manteau trop lourd à porter.

La ville de Montréal a ses problèmes à résoudre, et ils sont multiples, sans qu'elle soit obligée de veiller sur les finances des autres ou de payer aux municipalités environnantes la jolie somme de \$500,000 par année. D'ailleurs, elle ne retire aucun avantage ni aucun profit de ces largesses.

Je demanderai donc la disparition de la Commission métropolitaine ou au moins que le gouvernement n'exige pas une contribution que la ville est incapable de payer aux municipalités environnantes.

Nous savons que la ville de Montréal n'a pas eu justice dans la préparation ou la rédaction des listes électorales. Nous demandons l'épuration de ces listes, nous exigeons des listes honnêtes, véridiques, conformes aux faits et non truquées pour le bon plaisir d'un candidat ou d'un ami du régime.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Si l'honorable député de Montréal-Laurier veut une explication tout de suite, je vais la lui donner.

M. Lesage (Montréal-Laurier): Volontiers.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Dans le comté de l'Abitibi, il y a des territoires organisés et non organisés. Dans les territoires non organisés, suivant la loi, l'élection se fait sans listes. Il y a approximativement autant d'électeurs dans ces territoires non organisés que dans les limites des municipalités.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle a été la majorité de l'honorable ministre de la Colonisation dans les vieilles paroisses de l'Abitibi?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Qu'est-ce que mon honorable ami appelle les vieilles paroisses?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Amos, La Sarre, Macamic.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Environ 250 voix. Pour terminer ma réponse à l'honorable député de Montréal-Laurier, je lui dirai que la loi a été observée dans le comté de l'Abitibi.

(Applaudissements à droite)

M. Lesage (Montréal-Laurier): Et je vais fournir la preuve que ces listes sont truquées. Dans mon comté, on a fait disparaître plus de 2,500 noms, quand le gouvernement a permis, quelques jours avant les élections, la révision et l'inspection des listes électorales. Nous avons demandé un délai et le gouvernement nous l'a refusé. Je dis alors que le gouvernement n'avait pas le droit de nous refuser un délai pour mener à bonne fin cette révision nécessaire et indispensable.

Je puis affirmer que, dans mon comté, il y avait encore plus de 2,000 faux noms. J'ai particulièrement surveillé une classe d'électeurs, car avec le concours des échevins des quartiers inclus dans mon comté, on ne voyait pas la possibilité d'un aussi grand nombre d'électeurs; si l'on eût pu les faire voter tous, j'étais foutu.

Je ne veux pas accuser aucune classe de mon comté; je dis que les électeurs de mon comté sont tous des citoyens honnêtes, à quelque race qu'ils appartiennent, mais ce sont des bandes organisées, des cliques à la solde des messieurs du gouvernement qui viennent dans nos comtés, en temps d'élection, pour voler les suffrages de paisibles et d'honnêtes citoyens. Ce ne sont pas les citoyens de mon comté qui ont employé les méthodes de terreur que nous avons eu à combattre aux dernières élections, mais bien des étrangers, des gens du dehors, venant d'on ne sait où.

Montréal, cette année, dans les amendements à la charte qu'il soumet au gouvernement, demande l'établissement de la carte d'identité pour fins électorales.

Le gouvernement ne devra pas refuser notre demande. Il devrait plutôt rendre obligatoire dans toute la province, la carte d'identité, s'il ne veut pas que les abus et les attentats à main-armée, que l'on a déplorés le 25 novembre dernier, viennent encore semer partout la terreur et l'anarchie.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de déposer comme preuve, à l'appui de mes énoncés et comme exhibit intéressant, un spécimen des armes employées par nos adversaires, aux dernières élections, afin de remporter la victoire, et l'on a assommé mes braves électeurs avec cet instrument. Cette garcette devrait, ce me semble, être déposée au musée de la province de Québec, afin de redire aux générations futures quels étaient les moyens employés par le régime pour se maintenir au pouvoir, contre la volonté populaire. Mais cet objet a pour nous une autre signification. La garcette maniée avec dextérité par des bandits et des gangsters, soudoyés par des agents électoraux trop fervents, ne nous démontre-t-elle pas que nous devrions en finir, une fois pour toutes, avec des mœurs électorales franchement infâmes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avez-vous aussi en votre possession ce qu'on a lancé au marché Saint-Jacques? Savez-vous ce qu'on m'a jeté au marché Saint-Jacques?

M. Lesage (Montréal-Laurier): Je n'y étais pas.
(Applaudissements à gauche)

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Est-ce que l'honorable premier ministre me permettra de répondre à cette question?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): S'il y a quelqu'un qui puisse donner des renseignements sur ce qui s'est passé, c'est l'honorable député de Saint-Jacques. Je crois que vous êtes en état de répondre mieux que n'importe qui.

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Je remercie l'honorable premier ministre de la province de cette occasion qu'il me donne. Je dois dire tout d'abord que je déplore sincèrement ce qui s'est passé au marché Saint-Jacques, lorsque l'honorable premier ministre est venu y adresser la parole.

J'ai été le premier à déplorer la manière dont il a été reçu. J'ai toujours été, je suis encore et je serai toujours, pour la tranquillité dans les assemblées publiques, et je suis un partisan de l'ordre et de la paix. Mais je dois ajouter que cette manifestation n'a pas été organisée par nous; elle fut un mouvement spontané de réprobation du régime.

(Applaudissements à gauche, protestations à droite)

Mais pour diminuer, pour amoindrir, pour amortir si possible l'effet politique de cette manifestation hostile, l'organisation libérale, des sbires du régime, a tout fait pour rejeter la responsabilité sur l'organisation de l'Union nationale. M. l'Orateur, ceci est faux, archi-faux; personne de mon organisation n'a organisé ce tumulte.

Je dénonce ici, de mon siège, dans cette Chambre, comme l'une des plus basses vilénies de l'organisation libérale du régime actuel, cette tentative de faire croire au public que cette manifestation fut organisée.

Pour jeter de la poudre aux yeux de l'électorat, on est allé jusqu'à faire arrêter quelqu'un. Mais ce que l'on ne dit pas, ce que l'on ne veut pas dire, c'est que cette personne accusée demande depuis des mois et des mois à procéder dans cette cause et les substituts du procureur général remettent toujours la cause et ne veulent pas procéder.

Je profite de l'occasion pour demander au nouveau procureur général (l'honorable M. Perrault) de bien vouloir procéder immédiatement dans cette cause, afin que la vérité soit connue. Et nous verrons les résultats.

(Applaudissements à gauche)

M. Lesage (Montréal-Laurier): Je dis que la carte d'identité est nécessaire. Je dis que la carte

d'identité est indispensable, si nous ne voulons pas des contestations en bloc, des suppositions de personnes, des polls volants, et des électeurs bandits, comme malheureusement nous en avons rencontrés aux dernières élections.

Nous comprenons bien que des politiciens puissent s'opposer fermement à une telle mesure de bonne portée sociale, mais leurs objections sont puériles parce qu'elles sont à base de partisanerie, de mesquinerie, de coterie, de desseins vils et d'ambitions fausses.

Je demanderai la carte d'identité obligatoire. Au municipal, au provincial ou au fédéral, lorsque cette carte aura reçu la faveur générale, tout marchera pour le mieux.

Le gouvernement de la province de Québec ne prend pas toutes les responsabilités dans l'administration des allocations de chômage. Nous avons fait des instances auprès de Québec, afin que le gouvernement fasse des versements réguliers et contribue dans une juste mesure au paiement des allocations.

La ville ne peut indéfiniment prendre de trop lourdes responsabilités, et il faut que le gouvernement de cette province fasse au moins sa part et qu'il contribue du tiers, comme les autres gouvernements, afin de faire face aux exigences du chômage et d'accorder à notre population une aide efficace, jusqu'à ce que les autorités de notre pays mettent à exécution son programme de travaux publics.

Mais avant que ne soit adopté tout programme de travaux publics, le gouvernement doit fournir sa quote-part aux secours directs. Il a été prouvé que, depuis janvier dernier, c'est-à-dire depuis l'augmentation des subsides fédéraux, le gouvernement de cette province n'a fourni que 17 % des secours directs, alors que le gouvernement fédéral contribuait pour 50 %, et la ville de Montréal pour 33 %.

Montréal, obligée de payer seule le coût de l'administration du chômage, au-delà de \$700,000 par année, a dû déboursier \$838,000 à date pour les intérêts payés sur les argents avancés. Là encore le gouvernement de cette province n'a pas traité et ne traite pas de façon équitable la métropole, quand on sait par exemple que les frais de cette administration devraient être répartis entre les trois gouvernements. Injustice pour les contribuables de la cité, injustice pour les conseillers municipaux!

Lorsque nous faisons de telles représentations à Québec, le gouvernement nous répond qu'il faudrait soumettre nos griefs à Ottawa. Mais comme député et comme commissaire de la ville de

Montréal, je suis en mesure et j'ai le droit de blâmer Québec seul, parce que c'est Québec qui a pleine et entière juridiction sur l'administration des secours directs et des allocations de chômage dans toutes les municipalités de la province.

Je veux me faire ici le porte-parole et le défenseur d'une classe professionnelle, cruellement atteinte par la crise. Je veux prendre la défense de nos médecins qui se sont dévoués sans compter, depuis que le chômage exerce ses ravages dans tous les pays de l'univers. Le gouvernement n'a pas rempli sa mission qui est de protéger les intérêts de toutes les classes de la société.

Et je viens après tant d'autres soumettre à ce gouvernement les plaintes justifiées, les demandes raisonnables, les doléances des médecins de cette province, qui ont eu à souffrir du présent mode de distribution des allocations, parce que, dans la législation, on n'a pas voulu prévoir le paiement des services pourtant éminents que les médecins ont rendus à la société depuis quelques années.

Pourquoi ne pas avoir rémunéré comme il convenait les médecins qui ont eu soin des chômeurs? Pourquoi ne pas donner un salaire raisonnable aux médecins qui font un long service de dispensaire dans les hôpitaux de la métropole? Pourquoi ne pas rembourser à cette classe professionnelle, la plus éprouvée par le chômage, les frais élevés que leur a occasionnés l'assistance médicale aux sans-travail?

Lorsque nos médecins se sont adressés au premier ministre de cette province, afin de lui soumettre leurs demandes équitables et leurs suggestions raisonnables, le premier ministre s'est contenté de leur répondre: "S'il y avait une grève de médecins, croyez-vous qu'il y aurait plus de morts?"

Cette remarque du premier ministre est pour le moins déplacée, quand on connaît la somme de sacrifices que se sont imposés les médecins de la province de Québec pour soulager la misère, pour prodiguer les meilleurs soins, sans aucune rétribution parfois, à tous les chômeurs et à tous les sans-travail aux prises avec toutes sortes de difficultés, dont la maladie n'est certes pas la moindre.

Si M. Taschereau pense cyniquement que les morts diminueront avec la grève des médecins, nous savons, nous, que les misères les plus lamentables et les injustices les plus criantes disparaîtront quand le premier ministre de cette province aura réintégré ses pénates à Washington ou dans l'auguste magistrature. Ce jour-là, l'Union nationale aura triomphé de toutes les erreurs et de toutes les turpitudes du régime corrompu.

Le premier ministre, qui se joue ainsi de l'un des problèmes les plus angoissants du peuple, pourrait peut-être s'arrêter quelques instants à considérer cette question troublante. Et s'il se trouve incapable ou incompetent à la solutionner, nous pourrions alors faire à son adresse une remarque identique. Si M. Taschereau n'était pas premier ministre de la province, croyez-vous qu'il y aurait plus de maux à guérir, plus de problèmes à résoudre, plus de misère dans le peuple, plus de chômage dans cette province, plus de richesses vendues à l'étranger, plus de trusts à favoriser, plus de compagnies à satisfaire, plus de colons, d'agriculteurs, de bûcherons, de commerçants à sauver du désastre, plus de petits industriels à sauver de la faillite? Nous ne croyons pas que leur nombre augmenterait, mais au contraire, soyez assuré, M. l'Orateur, que leur nombre diminuerait en proportion considérable.

M. l'Orateur, me sera-t-il permis, en terminant ces remarques, d'adresser un appel ému à nos autorités, afin qu'elles sortent d'un véritable bourbier où elle s'enlise tous les jours davantage, une institution qui nous tient à cœur et qui devrait faire l'orgueil de tous les Canadiens français bien nés? Je veux parler de l'Université de Montréal.

Chacun sait que la plus grande université française et catholique du continent américain se débat présentement dans toutes sortes de difficultés, et qu'elle ne se tirera de cette impasse qu'avec la coopération généreuse, l'appui des citoyens et des administrateurs soucieux de conserver à l'Université de Montréal la place d'honneur qu'elle s'est acquise, dans l'univers entier.

La ville de Montréal a fait largement sa part et je reconnais que le gouvernement a déjà fait sa large part; je tiens à préciser ici comment la métropole du Canada est venue au secours de notre grande maison d'enseignement supérieur. La ville a offert à l'Université un vaste emplacement au parc Maisonneuve. Les autorités ont préféré ériger leur construction dans l'ouest de la métropole et, là encore, Montréal est venue à la rescousse de l'Université. Le terrain que l'on avait offert généreusement, situé au flanc du Mont-Royal, n'a pas été jugé propice à la construction des édifices universitaires. Il a été décidé de choisir un autre emplacement dans les environs.

La ville, soucieuse toujours de respecter l'opinion des autorités de l'Université, a subi cette nouvelle décision, et pour les dédommager de l'achat coûteux du terrain, elle leur a versé un octroi considérable. Tout ceci, M. l'Orateur, nous amène à la constatation que la ville de Montréal s'est montrée

plus que généreuse et que personne n'a le droit de critiquer, de quelque façon que ce soit, la ligne de conduite qu'elle s'était assignée et dont elle n'a jamais dévié.

Le gouvernement devrait coopérer dans une mesure encore plus grande, car l'Université reçoit des étudiants de toutes les parties du pays et même de l'étranger. Le gouvernement est plus apte à fournir un secours financier appréciable, à faire disparaître toutes les causes de mécontentement et de mécontentement. Pourquoi ne pas nommer une commission, comme on l'a fait lors de la construction d'un pont? Ce serait un excellent moyen d'éviter les erreurs déjà commises. Dans le passé, on a nommé, pour la surveillance et le contrôle des importants crédits que le gouvernement a bien voulu consentir à l'Université, des ambitieux et des incapables, des politiciens même, peu soucieux de l'avenir et de l'expansion de l'Université de Montréal, et plus intéressés à leur intérêt et à leur profit personnel.

Ces choses doivent être dites, et je ne crains pas de déclarer, à titre de représentant de l'Union nationale, que le gouvernement est responsable de la situation précaire de l'Université, des abus qui ont été commis, parce que ce gouvernement a fait ou laissé faire des nominations politiques peu recommandables dont la population entière, dont les professeurs, les directeurs de l'Université et les Canadiens français en général ont gravement déploré les erreurs et pour lesquelles ils ont encore à souffrir les plus graves conséquences.

Je dis donc que le problème de l'Université peut être résolu par ce gouvernement, en évitant les erreurs commises, en mettant fin aux abus une fois pour toutes. Dans cette affaire de l'Université, des hommes, laïcs et religieux, ont été blâmés injustement, mais le gouvernement doit admettre aussi ses torts, et il le fera en versant les crédits nécessaires au parachèvement des travaux et en exerçant une surveillance et un contrôle sévères sur l'administration de cet argent qui, en définitive, appartient au peuple.

Le peuple ne veut pas que ses richesses soient dépensées en pure perte, à mauvais escient. Il a contribué largement dans le passé à la cause universitaire, mais d'un autre côté, il désire que les affaires de l'Université soient beaucoup mieux administrées parce que, s'il en est encore ainsi, un tel fait est bien de nature à décourager les plus nobles et les plus fières de toutes les énergies. Il me semble que, sur les millions votés pour la colonisation et dépensés sans vergogne, on aurait pu déduire quelques centaines de mille dollars, afin

d'encourager cette autre forme de colonisation qu'est l'instruction universitaire, profitable à un pays et à une nation.

(Applaudissements à gauche)

M. Labbé (Mégantic): M. l'Orateur, je suis heureux de vous féliciter de votre élection. Le comté que j'ai l'honneur de représenter a été favorisé par la Providence, car on y trouve plusieurs mines d'amiante, et la population est composée de cultivateurs, de mineurs et d'ouvriers, dont la plus importante est à Thetford^d, qui ont voté non-confiance au gouvernement. Il y a aussi des centres ouvriers au Lac-Noir, à Plessiville et à Robertsonville.

En entendant l'autre jour un député s'apitoyer et larmoyer contre les attaques qu'il a essayées durant la dernière lutte, j'ai pensé qu'il ne voulait sûrement pas parler du comté de Mégantic. Il y a longtemps, dit-il, que le gouvernement n'avait pas été mis au courant de ce qui se passait dans Mégantic, car ce comté était sans représentant depuis près de deux ans. Mon comté a été privé d'un représentant pendant deux ans, lorsque son député, M. Lapierre, a été nommé shérif à Québec.

Le gouvernement a ainsi privé le comté de représentant alors que les colons, les cultivateurs, les ouvriers en avaient particulièrement besoin, par le temps de crise que nous traversons. Les colons étaient dans la même situation, mais ils n'avaient pas eu, non plus, de député pour voir à leurs affaires. Ce n'était pas là un traitement équitable pour un comté qui était resté fidèle au Parti libéral pendant 25 ans. Le comté de Mégantic, si fidèle au Parti libéral pendant de longues années, méritait d'être traité plus équitablement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Labbé (Mégantic): La vérité, c'est que le gouvernement a eu peur du verdict du peuple. L'administration a retardé indéfiniment l'élection, parce qu'elle avait peur de l'élection. Toutefois, le résultat du 25 novembre a été décisif, puisque son candidat a quand même essuyé une humiliante défaite le 25 novembre dernier.

Le gouvernement ne peut se vanter du résultat des élections du 25 novembre. Il avait choisi pourtant la période la plus favorable. Cela ne l'a pas empêché d'être presque battu, malgré sa machine électorale. Il fallait plus que du courage, de l'audace au député de Bagot, pour dire que les dernières élections ont été une grande victoire libérale. Le

gouvernement, ayant comme chef un spécialiste en méthodes électorales, a déclenché les élections au moment le plus favorable, prétendant bénéficier de la vague libérale d'Ottawa.

Le gouvernement a lancé sa machine électorale, qui lui avait valu les résultats favorables de 1931, résultats que le gouvernement a dû couvrir par la loi Dillon, que le peuple de cette province a réprouvée le 25 novembre dernier. Mais il a éprouvé de grands désappointements: la moitié de ses députés ont été défaits et il a conservé juste assez de force pour s'en tirer et pouvoir dire qu'il était encore à droite. Deux ministres ont été défaits, et le gouvernement qui n'avait qu'une poignée d'adversaires en cette Chambre, a devant lui plus de 40 députés élus.

Nous avons à faire face à cette machine électorale, nous avons à faire face à une voirie et à une colonisation électorales, à un patronage politique sans bornes. Nous n'avons à opposer à toutes ces forces ministérielles que nos petits discours pacifiques et une presse indépendante. Cependant, le gouvernement a perdu toute sa force lors des élections.

Mais nous avons un programme politique et des chefs en qui le peuple de cette province avait confiance, et c'est à notre programme et à nos chefs que nous devons notre victoire. L'Alliance Duplessis-Gouin est bien vue par la population.

Concernant la politique de voirie électorale, je dis que plusieurs électeurs de mon comté, qui voulaient travailler, n'ont pu le faire à cause du patronage politique. On a fait subir à tous un questionnaire serré. Les ouvriers désireux de bénéficier des travaux électoraux devaient aller s'enregistrer chez un petit avocat qui les dirigeait de Caïphe à Pilate; ils devaient subir une série d'enquêtes devant tous les petits princes qui forment le royaume rouge de chez nous, et de plus, ils étaient espionnés à leur travail.

Des nécessiteux qui ont reçu deux ou trois chèques de secours la veille du vote n'ont pas été secourus depuis. Plusieurs hommes ont été renvoyés au bout de deux ou trois jours de travail à cause de leur conviction politique. C'est là ce qu'on appelle la liberté politique; on impose le bâillon aux ouvriers, pères de famille. Plusieurs officiers du gouvernement ont servi d'agents d'élection, surtout en rapport avec les octrois de la colonisation. Ces faits établissent que nous avons affaire à une voirie et à une colonisation électorales.

Le discours du budget dit qu'il y a amélioration dans la situation agricole. Je voudrais le croire, mais je ne le puis pas, c'est une impossibilité.

L'inquiétude et le découragement règnent chez les cultivateurs, en dépit de l'optimiste déployé dans le discours du budget. Le cultivateur est accablé sous le fardeau des taxes, il n'a pas de revenus suffisants pour équilibrer son budget. Il a des taxes municipales, des taxes scolaires, des taxes provinciales, des taxes fédérales, des taxes directes et des taxes indirectes. Beaucoup de ces taxes sont dues à l'incurie du gouvernement. Il est obligé d'emprunter aux banques et a de la difficulté à trouver un \$5 et un \$10 pour rencontrer ses billets.

Le gouvernement est coupable dans une large mesure parce qu'il n'a pas donné de crédit provincial aux cultivateurs. Depuis 1931, le cultivateur souffre énormément du manque de crédit. Nombreux sont ceux qui ont été dépossédés de leurs terres; nombreux sont ceux qui ont abandonné leurs terres de peur d'en être dépossédés. Ils perdent un temps considérable à chercher de l'argent, à renouveler des billets, à demander ici et là un \$5 et un \$10. Il nous faut un crédit provincial, puisque l'expérience nous prouve que le système fédéral n'est pas à notre portée et ne répond pas à nos besoins.

Pendant la dernière campagne électorale, nous avons réclamé une prime sur le beurre et le fromage. Je crois que c'est le seul moyen de venir en aide aux cultivateurs.

(Applaudissements à gauche)

La situation de nos ouvriers n'est pas meilleure. Le nombre de chômeurs augmente de jour en jour. Je déplore le fait, dit-il, que tant d'hommes robustes soient sans emploi. À ce sujet, je demande pour la victime d'un accident du travail le choix de son médecin et le droit d'en appeler des décisions de la Commission des accidents du travail. Ce serait un moyen de rendre justice aux ouvriers. De nombreux ouvriers ont raison de n'être pas satisfaits de ces décisions et de nombreux accidentés ne reçoivent pas l'indemnité qu'ils seraient en droit d'attendre.

Dans ma région, dit-il, les gens n'ont pas réclamé les secours directs, mais ils ont toujours tenté d'obtenir du travail de préférence aux secours directs, qui sont ruineux pour les municipalités. Les municipalités donnent 33 % des secours et ne reçoivent rien en échange. Ce sont les gouvernements qui leur ont imposé le secours direct, qui peut parfaitement être remplacé par des travaux publics. À Thetford, une ville dont j'ai l'honneur d'être le maire...

(Applaudissements à gauche)

... nous avons des travaux de voirie, et il y en a dans toute la province pour occuper nos chômeurs, mais tout le capital est englouti pour les secours

directs. Il est extrêmement pénible pour les ouvriers de vivre avec un budget de quelques piastres par semaine. Il y a assez de travaux qui s'imposent.

Dans mon comté, il y aurait lieu d'améliorer les routes pour donner du travail à un grand nombre de chômeurs, et j'espère que le gouvernement va élaborer un vaste programme de travaux de ce genre dans ma région. J'inviterais le ministre de la Voirie (l'honorable M. Côté) à venir faire une inspection des lieux, pour ordonner ensuite des travaux qui seront un soulagement pour les chômeurs du comté de Mégantic.

Tous ces chômeurs, qui ne demandent qu'à travailler, sont une proie facile pour les patrons et les employeurs disposés à les exploiter. On les fait travailler à des salaires de famine. Il me semble que le seul moyen pour éviter de telles injustices serait d'établir un salaire minimum pour tous les ouvriers. C'est là, dit-il, une mesure nécessaire pour la classe ouvrière.

Passant ensuite au problème de colonisation, le gouvernement, dit-il, a laissé les compagnies d'exploitation forestière piller les lots des colons, et je regrette que l'on n'ait pas offert des lots aux colons avant qu'ils ne soient pillés par les marchands de bois. Il faut avoir deux fois du courage pour s'établir sur un lot pillé par un marchand de bois, conclut-il.

Le gouvernement aurait dû pratiquer la colonisation de façon plus suivie, en disposant chaque année d'un certain nombre de lots. Il aurait fallu être moins généreux envers les commerçants et les compagnies et l'être plus envers les colons. Car l'avenir de notre province n'est pas dans la prospérité des compagnies étrangères, mais dans la prospérité de notre agriculture.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Labbé (Mégantic): Le plan actuel comporte trop d'inspecteurs de toute catégorie. C'est la forêt qu'il faut peupler, non le département de la Colonisation. Le rôle de désigner au gouvernement les colons nécessaires appartient naturellement au conseil municipal.

C'est avec plaisir que j'ai vu le gouvernement jeter un coup d'œil sur la jeunesse, mais il ne lui a offert qu'un bureau de placement. L'honorable député de Missisquoi (M. Pouliot) a rappelé que nous en avions déjà 13 qui n'ont pas grand succès. Je doute que le quatorzième nous donne des résultats suffisants. Ce bureau suffira à peine à placer les candidats du gouvernement qui ont été battus aux dernières élections.

Je n'ai pas eu l'honneur d'avoir la visite du premier ministre aux dernières élections. L'honorable premier ministre était venu en 1931. Il avait fait des promesses qu'il n'a pas réalisées, et nous ne l'avons pas vu pendant la dernière campagne. J'ai eu la visite de deux ministres, dont celle du ministre de la Voirie, mais ils n'ont fait qu'augmenter ma majorité.

On a parlé à la Chambre des croyances du premier ministre, mais personne n'a aimé avoir soulevé cette question. Le premier ministre s'est plaint que des orateurs aient, au cours de la campagne électorale, parlé de ses croyances. J'ai parlé et d'autres ont parlé comme moi de ses croyances politiques. J'ai parlé de ses directorats de compagnies et de son credo politique. À Victoriaville, l'honorable premier ministre a dit qu'il resterait directeur de compagnies aussi longtemps que les compagnies voudraient bien le garder. Voilà le credo, voilà la foi dont j'ai parlé.

Il a dit également que ses directorats étaient pour lui une source précieuse de renseignements et de connaissances et que, même, ça lui aidait à servir le peuple. Les connaissances acquises par le premier ministre dans ces domaines ont été si utiles à la province que les industries sont allées s'établir ailleurs. Je ne vois pas quel progrès a fait l'industrie dans la province de Québec depuis que l'honorable premier ministre est directeur de tant de compagnies. J'ai analysé à mes électeurs le credo de Victoriaville et je n'ai pas eu à me plaindre.

L'honorable premier ministre nous a dit qu'il fallait augmenter l'influence de notre province dans l'industrie. Or, depuis 15 ans, Québec a eu 111 nouvelles industries, soit une augmentation de 26 %, tandis qu'Ontario a eu 291 nouvelles industries, augmentation de 68 %.

Au sujet de l'industrie, si elle n'est pas plus développée dans la province depuis quelques années, cette situation est due aux taux de l'électricité qui sont trop élevés.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bouchard) n'a pas toujours eu des éloges à l'égard du gouvernement actuel. Ce dernier a déclaré un jour que rien ne le ferait entrer dans le cabinet actuel, qu'il n'y avait ni argent ni influence pour le faire entrer dans le gouvernement. Il a dit de plus qu'il adresserait la parole à une grande assemblée à Saint-Georges de Beauce, où le gouvernement devait être dénoncé.

L'honorable M. Bouchard: (Saint-Hyacinthe):

M. l'Orateur, ces deux affirmations sont absolument gratuites. Je n'ai jamais dit cela ou pris cette attitude.

M. Labbé (Mégantic): Je tiens compte de la déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce, mais je laisse juger ceux qui étaient présents.

Il (M. Labbé) réclame une coopération des gouvernements de Québec et d'Ottawa pour la suppression des traverses à niveau. Il critique alors les méthodes du département de la Voirie. Si j'avais appliqué les mêmes méthodes dans son commerce, dit-il, je me serais acheminé rapidement vers ma ruine.

Il parle de nouveau de la colonisation.

À la demande de notre curé, dit-il, nous avons formé un comité à Thetford et nous avons choisi un certain nombre de colons. Vous croirez peut-être qu'ils sont partis pour l'Abitibi, Témiscouata et ailleurs. Non. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier) a perdu toutes nos formules. Pas étonnant qu'il ait perdu son élection.

(Applaudissements à gauche)

Je suis dans l'épicerie en gros. Si j'avais utilisé dans mes affaires les méthodes du gouvernement, il y a longtemps que je serais en faillite. En terminant, j'espère que je n'ai blessé personne, car je n'ai voulu parler que dans l'intérêt de ma province.

(Applaudissements à gauche)

M. Lapointe (Wolfe): M. l'Orateur, au cours de ses remarques, le député de Mégantic a prétendu que les lots de Coleraine avaient été pillés par la Brompton Pulp. Je dis que tout ceci est faux.

M. Labbé (Mégantic): Je soulève un point d'ordre.

Voix à gauche: Wolf... wolf... wolf!

M. Labbé (Mégantic): Je n'ai pas dit que les lots de Coleraine avaient été pillés. J'ai parlé des concessions forestières faites à la Brompton Pulp, mais je n'ai désigné aucun lot de la paroisse de Coleraine. Je demanderais au député de Wolfe de retirer ses paroles.

M. Lapointe (Wolfe): L'honorable député a dit que tous les lots des colons étaient pillés par les marchands de bois. Je lui réponds que c'est faux. Quels sont les lots qui ont été pillés?

M. Drouin (Québec-Est): Point d'ordre. Le député de Wolfe a le droit de se lever pour faire un

discours, mais pas pour poser des questions après qu'un autre a parlé.

M. l'Orateur: Un député a toujours le droit de poser des questions.

M. Labbé (Mégantic): J'ai parlé de la concession forestière à la Brompton Pulp. Je n'ai pas spécifié de paroisses.

M. Lapointe (Wolfe): (Souriant) Méfiez-vous des loups. Le loup est un animal vorace qui peut devenir dangereux pour les bêtes puantes.

M. Drouin (Québec-Est): L'honorable député de Wolfe a droit de dire que nous devons nous méfier des loups, mais il n'a pas le droit de dire qu'il y a des bêtes puantes en cette Chambre. Le terme "bête puante" n'est pas parlementaire.

M. l'Orateur: Je comprends que le mot n'est pas parlementaire, mais l'honorable député de Wolfe n'a qualifié personne de ce nom dont il est question présentement. J'en suis sûr.

M. Lapointe (Wolfe): Je remercie le premier ministre des nominations qu'il a annoncées au début de cette session. Je tiens également à féliciter l'Orateur de la Chambre en mon nom et au nom de mes électeurs. Cette nomination a été bien vue à droite et à gauche, même si quelques-uns des membres de la gauche vous ont envoyé des fleurs fanées, M. l'Orateur.

Voix à gauche: C'est de la faute de la bête puante.

(Rires dans la Chambre)

M. Trudel (Saint-Maurice): Le député de Wolfe n'a pas le droit de douter de nos intentions lorsque nous vous avons offert nos félicitations, M. l'Orateur.

M. Lapointe (Wolfe): M. l'Orateur, il y a sept semaines que nous entendons des discours. J'avais préparé un discours pour le lire comme l'ont fait nos adversaires de la gauche, mais j'ai dû le jeter au panier parce que, l'autre jour, j'ai soulevé un point d'ordre contre le député de Montmagny qui lisait le sien, et j'ai décidé de parler sans avoir à me pencher sur un texte.

Sans doute, je ne suis pas capable de faire un discours aussi éloquent que celui du député de

Montmagny, mais je n'ai pas eu l'avantage de passer trois ou quatre ans outre-mer pour faire des études, pour me sortir tout ce que j'avais dans la tête. J'ai fréquenté la petite école seulement, et mon université, c'a été la forêt, où j'ai coupé et flotté le bois.

M. l'Orateur, je désire également féliciter le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier). L'honorable ministre est un homme d'expérience. Il connaît très bien la colonisation et jamais un choix n'a été plus heureux. Cette nomination est la plus belle qui ait été faite depuis longtemps. Le nouveau ministre a toutes les connaissances voulues pour administrer ce département que l'on considère comme l'un des plus difficiles à administrer. On me permettra maintenant de faire quelques remarques sur la colonisation. Je connais cette question, car j'ai mené la vie du colon de 13 ans à 50 ans.

Dans le département de la Colonisation, je crois que certains employés ont un "handicap" à surmonter parce qu'ils manquent de compétence, parce qu'ils manquent des connaissances que possède l'honorable ministre.

M. Tremblay (Maisonnette): C'est ce qu'on dit, nous autres.

M. Lapointe (Wolfe): Ce que je voudrais, c'est que les lacunes qui existent disparaissent. Il y a dans cette Chambre de vieux cultivateurs et de vieux colons qui devraient être consultés plus souvent par le ministère de la Colonisation. Il faudrait nommer pour ce service deux ou trois cultivateurs recrutés parmi les plus vieux députés. Ces deux ou trois commissaires pourraient rendre de précieux services au département. Je tiens à ce que l'on nomme des députés, car je me demande quelle expérience ont ces employés dont je parle. Il y a de bons hommes au département, mais ce sont des jeunes gens qui ont été au collège et à l'université et qui n'ont aucune expérience.

M. Pouliot (Missisquoi): Est-ce que l'honorable député désapprouve la nomination de l'ancien député de Montmagny (M. Paquet) au ministère de la Colonisation?

M. Lapointe (Wolfe): Non, au contraire. Il n'est pas question de cela. Mais les cultivateurs ont leur mot à dire lorsqu'il doit se faire des changements à la loi de colonisation. Je crois que les députés qui ont été des colons devraient être consultés sur la colonisation. Je représente ici un comté où la colonisation et l'agriculture figurent au premier plan.

On me permettra aussi, M. l'Orateur, de parler des flotteurs de bois et des bûcherons qui forment les classes les plus maltraitées. M. l'Orateur, j'ai le droit de parler au nom de cette classe de la société. J'ai passé ma grande vie, de 13 à 50 ans, à travers les bûcherons et les flotteurs de bois. À 13 ans, j'étais flotteur de bois. À 18 ans, j'étais contremaître. À 24 ans, j'étais gérant des opérations forestières de la compagnie Brompton. Je connais le sort des bûcherons et des flotteurs de bois. Les flotteurs de bois et les bûcherons sont la classe la plus maltraitée.

(Applaudissements à gauche)

Ces gens-là ont affaire à des compagnies sans cœur et sans âme qui commercent non seulement sur le bois, mais aussi sur la chair humaine.

(Applaudissements à gauche)

Voix à gauche: C'est ce qu'on prétend.

M. Lapointe (Wolfe): Si je prends la défense de ces travailleurs, c'est parce qu'ils m'ont élu comme leur représentant dans cette Chambre. Je tiens à féliciter cependant le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) pour la nomination d'une Commission des bûcherons. Le député de Beauce a déclaré que c'était, Dieu merci, grâce à M. Édouard Lacroix, si nous avions cette Commission, et qu'il était le premier qui avait protesté contre le sort des bûcherons.

M. Cliche (Beauce): J'ai déclaré que le premier homme à prendre les intérêts des bûcherons avait été M. Édouard Lacroix.

M. Lapointe (Wolfe): C'est parfait. C'est ce que vous avez dit, mais, lui, il a écrit à ce sujet, et, moi, je me suis levé à la Chambre.

(Applaudissements à droite)

J'ai été le premier à réclamer cette loi en février 1934. J'ai produit devant un comité des affidavits montrant que les bûcherons étaient maltraités par les compagnies.

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre a alors créé la Commission des bûcherons. Cette Commission a des pouvoirs incomplets.

(Applaudissements à gauche)

La Commission n'a pas juridiction sur les lots situés dans les seigneuries. Je prétends aujourd'hui que la Commission des bûcherons devrait avoir juridiction non seulement sur les terrains licenciés et patentés, mais également sur les terrains privés.

Prenons le cas de la Brompton Pulp, qui avait des terrains licenciés. Elle a payé des salaires de \$30 à \$35 par mois à ceux qui travaillaient sur ces terrains, et des salaires de \$0.50 par jour à ceux qui travaillaient sur les autres lots.

(Applaudissements à gauche)

Les bûcherons mangent dans des camps mal chauffés et ils n'ont même pas de chaises pour s'asseoir. Je demande justice pour ces braves gens.

(Applaudissements à gauche)

Voix à gauche: Je pense qu'on va l'avoir, celui-là.

(Rires)

M. Lapointe (Wolfe): De plus, on devait obliger les compagnies d'exploitation forestière à fournir des abris aux travailleurs lorsqu'ils sont éloignés des camps et qu'ils sont obligés de prendre leurs repas dans la forêt, à tous les vents, par un froid de 40 degrés. On devrait donner un camp chauffé aux hommes pour leur dîner.

(Longs applaudissements à gauche)

Le flottage du bois est un ouvrage très dur. La journée du "flotteur" de bois est généralement de 16 heures. On ne lui donne que \$2.25 par jour. En 1934, la Brompton a payé des salaires de \$1 et de \$1.25 par jour pour des journées de 16 heures. Aujourd'hui, le salaire de \$2.25 par jour est assez raisonnable, suffisant pour un commençant, mais pour une journée de 10 ou 12 heures. Si on paie le travailleur \$2.25, qu'on ne l'oblige pas à travailler 16 heures chaque jour. Ces gens-là sont les esclaves des compagnies.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Mais chez les flotteurs de bois, le poste de celui qu'on appelle le "boatman", ça prend autant de temps pour faire un avocat ou un médecin.

(Mouvements divers)

Voix à gauche: Honte!

M. Lapointe (Wolfe): C'est vrai. Le "boatman" a sept ou huit vies humaines dans ses mains. Il doit avoir une habileté, une expérience extraordinaires. Il y a des gens qui travaillent pendant 20 ans et ne sont pas capables d'être un "boatman". Je considère que les "boatmen" devraient gagner \$3.75 par jour.

Il donne la liste des salaires qui devraient être payés par les compagnies.

Je veux dire un mot du prêt agricole. Je ne suis pas en faveur d'un prêt agricole provincial. Nous

avons déjà le prêt fédéral et nous n'avons qu'à le "combiner" avec le provincial pour qu'il soit plus généreux. Mais on devrait supprimer le \$10 que le cultivateur est obligé de payer, lorsqu'il fait sa demande.

Tâchons également de faire en sorte que le cultivateur ne soit pas obligé de passer deux contrats pour la même hypothèque et à faire un double enregistrement. S'il a à emprunter une somme de \$1,500, que ce soit sur la même hypothèque.

M. Tremblay (Maisonnette): Pourquoi vos amis d'Ottawa n'amendent-ils pas cette loi? Demandez-le à vos amis d'Ottawa.

(Applaudissements à gauche)

M. Lapointe (Wolfe): C'est ce que nous allons faire. Nous n'avons pas réussi avec le gouvernement Bennett, mais il doit y avoir moyen avec le nouveau gouvernement.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance 8 h 30

Charte de Magog

M. Beaudry (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 85 refondant la charte de la cité de Magog.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Beaudry (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession

Mary Ellen Harrison

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 76 validant le titre d'une propriété vendue par les héritiers de feu dame Mary Ellen Harrison, veuve de James Bryce.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte

de Baie-Comeau

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 constituant la ville de Baie-Comeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre poursuit le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Lapointe (Wolfe): Je voudrais faire une remarque au sujet de l'octroi de \$300, pour l'établissement des fils de cultivateurs. Cette loi est bonne, mais il y a quelque chose que je n'aime pas. La loi actuelle déclare qu'un fils ne peut recevoir cet octroi s'il réside sur le bien paternel. C'est une lacune car, dans nombre de cas, un vieux cultivateur a établi tous ses enfants et il ne lui reste que son plus jeune avec lui; il aimerait pouvoir profiter de cet octroi, afin de garder cet enfant avec lui sur le bien paternel et de perpétuer une tradition qui est chère à tous nos Canadiens de la campagne. J'espère que le ministre de la Colonisation va prendre mes remarques en bonne part et amender cette loi.

Je demande au député de Beauce si on n'a pas réellement commencé la construction d'une raffinerie dans son comté. On a dépensé une somme de \$72,000 pour les fondations de la raffinerie de Vallée-Jonction, et selon mes informations, on aurait aussi donné un "tip" de \$3,000 au député de la Beauce.

M. Cliche (Beauce): M. l'Orateur, je ne sais quel montant ont dépensé les producteurs de sucre pour les fondations, mais il y a une chose certaine, c'est que moi je n'ai rien retiré ni directement, ni indirectement.

M. Lapointe (Wolfe): Êtes-vous bien sérieux? (On s'amuse de cette demande)

Nous avons l'intention de demander une enquête.

L'honorable député de Beauce a aussi parlé de la colonisation. Il a dit que les lots, avant d'être échangés par la Brompton Pulp, avaient été pillés.

M. Cliche (Beauce): Je n'ai pas parlé de ça; il n'y en a pas dans mon comté.

M. Lapointe (Wolfe): Les lots dans Mégantic, Frontenac et Wolfe n'ont pas été coupés par la Brompton depuis nombre d'années.

M. Tardif (Frontenac): Elle ne peut plus échanger de bois, il n'y en reste plus.

M. Lapointe (Wolfe): Si vous dites ça, c'est parce que vous ne connaissez pas votre place. Vous ne connaissez même pas votre paroisse.

M. Tardif (Frontenac): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de dire que je ne connais pas ma paroisse. En tout cas, elle me connaît, puisqu'elle m'a donné une belle majorité.

M. l'Orateur: Je suis obligé de rappeler le député de Frontenac à l'ordre. Je serai obligé d'employer des mesures de rigueur s'il continue ainsi. Il n'a pas le droit de soulever des points d'ordre à propos de tout, pour réfuter des allégués ou pour le simple plaisir de faire un mot d'esprit plus ou moins spirituel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne conçois pas qu'un Orateur impartial puisse se permettre d'apprécier les mots d'esprit d'un député, de l'opposition ou du gouvernement. De plus, il n'est pas dans la fonction de l'Orateur de prendre part au débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je trouve qu'on abuse trop des points d'ordre; on a singulièrement abusés des points d'ordre du côté de la gauche depuis le début de la session.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre est hors d'ordre.

M. l'Orateur lui fait remarquer que lui-même vient de parler alors que rien ne le justifiait de le faire et que le premier ministre peut bien bénéficier de cette tolérance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande à l'honorable chef de l'opposition de faire tout en son possible pour nous aider à maintenir la dignité de la Chambre, et de ne pas interrompre les orateurs avec des points d'ordre qui n'en sont pas. Nous avons intérêt des deux côtés à faire respecter les règlements.

M. Drouin (Québec-Est): Je fais la même demande pour la droite: qu'on avertisse la droite de ne pas nous interrompre. La gauche n'est pas plus coupable.

On s'attend à ce que l'Orateur agisse avec impartialité. On menace un député de la gauche; qu'on menace aussi celui de la droite.

M. l'Orateur: Le député de Québec-Est peut être certain qu'à l'avenir je serai plus sévère; lorsqu'un député soulèvera un point d'ordre, je lui demanderai moi-même quel article des règlements a été violé. Je ferai cela pour la droite comme pour la gauche.

M. Lauriault (Montréal-Saint-Henri): À titre d'information, M. l'Orateur, de quelle façon pourra-t-on procéder pour attirer l'attention de l'Orateur quand on voudra répondre à une fausseté attribuée par un orateur adversaire?

M. l'Orateur: Si l'honorable député veut venir à mon bureau demain matin, je lui donnerai un cours de droit parlementaire.

M. Lapointe (Wolfe): Le député de Frontenac n'avait pas le droit de critiquer le gouvernement, au sujet de la Colonisation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur: le député de Frontenac a parlé sur l'adresse.

M. l'Orateur: Jusqu'ici, j'ai été plus large sur ce point. Si le chef de l'opposition insiste, je serai obligé d'appliquer le règlement à tout le monde.

M. Lapointe (Wolfe): Je demanderai maintenant au député de Frontenac de me citer un seul numéro de lot qui aurait été pillé depuis l'échange.

M. Tardif (Frontenac): Je l'ai dit tout à l'heure. On n'en a pas coupé parce qu'il n'y a plus rien à couper.

M. Lapointe (Wolfe) veut faire répéter le député de Frontenac.

M. Tardif (Frontenac): J'ai parlé assez fort que le député de Wolfe a évidemment compris. Il veut abuser de ma bonne volonté. Je ne me répéterai pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je soulève un point d'ordre. Le député de Frontenac n'a pas le droit de parler de cette façon, et surtout il n'a pas le droit de s'adresser directement à un autre membre de cette Chambre.

M. Drouin (Québec-Est): Parlant sur le point d'ordre du premier ministre. Il y a 15 minutes que le député de Wolfe parle directement au député de Frontenac.

M. l'Orateur: Pour faire plaisir à tout le monde, on devra s'adresser directement à moi.

M. Lapointe (Wolfe): Les députés de Frontenac et de Mégantic ont prétendu qu'avant l'échange de lots, la Brompton Pulp les avait pillés. C'est faux: ces gens-là ne connaissent même pas leur comté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Un député n'a pas le droit de qualifier de fausseté l'affirmation d'un collègue.

M. l'Orateur: Un député peut déclarer qu'un collègue a été mal renseigné, mais non qu'il a dit des faussetés. Je suis sûr que le député de Wolfe se rendra de bonne grâce à ces raisons.

M. Lapointe (Wolfe) continue son discours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, que le député de Wolfe se rétracte.

M. l'Orateur: Le député de Wolfe ne refusera pas.

M. Lapointe (Wolfe): Je vais les retirer, mais le chef de l'opposition s'en souviendra. J'ai été plus poli que vous quand vous avez parlé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La rétractation comporte une injure. C'est une aggravation d'injures.

M. Lapointe (Wolfe): Je vais maintenant parler des élections de 1935. Nos amis ont crié qu'ils

avaient fait ces élections sans boisson. J'ai ici à peu près 72 affidavits assermentés montrant que de la boisson a été distribuée dans le comté de Wolfe et dans Wright, par les amis de l'opposition.

M. Tardif (Frontenac): Je demanderais au député la permission de lui poser une question.

(Le chahut devient plus fort dans la Chambre)

Je suis informé que, dans le comté de Wright, de la boisson a été apportée du comté de Wolfe par l'organisation libérale.

M. Lapointe (Wolfe): J'ai ici des affidavits qui prouvent le contraire. Les voulez-vous?

Des voix à gauche: Oui. Oui.

M. Tardif (Frontenac) lit alors l'un de ces affidavits⁵ qui dit que lors d'une assemblée d'un candidat de l'Action libérale nationale, ce candidat avait offert à un électeur de lui remettre une dette de \$10 avec remboursement des frais s'il voulait voter pour lui.

(On envoie un page pour demander les affidavits du député de Wolfe, mais à droite, on dit à ce dernier de ne pas les donner, s'il n'en a pas d'autres copies en sa possession)

M. Lapointe (Wolfe): C'est ça les gens qui font des élections sans boisson.

M. Tardif (Frontenac): J'avais compris que l'honorable député de Wolfe avait parlé de mon comté. S'il veut continuer à lire ses affidavits. Ça m'intéresse.

M. Lapointe (Wolfe): C'est ça les gens qui font des élections "à prier le chapelet".

(Rires dans la Chambre)

M. Lorrain (Papineau): Je soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur: Quel article du Règlement a été violé, d'après vous?

M. Lorrain (Papineau): Je ne sais pas si les faits qu'on vient de mentionner sont vrais, mais je dis que l'honorable député n'a pas le droit de dire: Ce sont les gens... Qu'il retire ses paroles.

(On insiste à gauche pour que le député de Wolfe retire ses paroles, et l'incident est clos)

M. Lapointe (Wolfe): Le gouvernement fait ses octrois de graines de semence à tous, bleus ou rouges sans distinction dans le comté de Wolfe. Chez nous, les amis des députés de la gauche sont aussi protégés que les nôtres.

M. Trudel (Saint-Maurice): Ils sont bien chanceux.

M. Lapointe (Wolfe): Dans mon comté, il n'y a pas de politique avec l'agriculture. Les octrois de \$300 aux fils de cultivateurs ont été donnés plus à des conservateurs qu'à des rouges.

M. Larouche (Chicoutimi) présente ses hommages à l'Orateur et il remercie le premier ministre, le chef de l'opposition et toute la Chambre des sympathies qui lui ont été offertes au commencement de la session, à l'occasion de la mort de son père.

Nous ne pouvons plus parler du discours du trône; tant mieux. Nous n'en parlerons pas, mais, je me demande si le discours du budget est de nature à changer quelque chose dans la province et si le gouvernement a l'intention de donner un coup de barre décisif, pour orienter enfin la province vers une situation plus prospère. Il me semble que la situation dans la province exigeait un programme de restauration sociale, économique et nationale très élaboré, très étudié, et appliqué conformément à nos besoins.

On a dit avant la session que le gouvernement avait l'intention de s'emparer du programme de l'Action nationale!

Une voix à droite: Oh! Non!

M. Larouche (Chicoutimi): Oh! Oui. Pour ma part, je ne suis pas inquiet. La tâche que 80 députés ministériels n'ont pu accomplir les années dernières, ce n'est pas les 47 qui restent, malgré qu'ils réalisent autant d'intelligence que les 80, ce n'est pas, dis-je, le petit groupe qui reste, qui entreprendra cette tâche.

Voix à droite: J'accepte ça!

M. Larouche (Chicoutimi): Ce n'est pas un compliment pour les disparus!

Les compagnies forestières ont profité de la crise pour se faire concéder des droits de coupe, sous prétexte de donner de l'ouvrage aux bûcherons. Elles ont coupé tout le bois possible et n'ont donné qu'un

salaire de misère aux pauvres pères de famille qui travaillaient pour elles. Dans notre région, les salaires des bûcherons sont tellement bas que, dans 50 % à 75 % des cas, les conseils municipaux étaient obligés de faire vivre les familles dont le chef était dans la forêt. Et Dieu sait quel travail dur ces bûcherons étaient obligés de fournir.

Le gouvernement n'a pas voulu comprendre son devoir, et il a laissé dans l'esclavage 50,000 des nôtres, qui travaillent pour assurer des dividendes sur un capital mouillé. Un député de la droite a dit que la moyenne des salaires a été de \$2 par jour. Depuis 1931, ils ont reçu des salaires de \$10 à \$12 par mois, et c'est le petit nombre qui a atteint \$25. La Commission a fixé pour ce printemps le salaire des flotteurs à \$2.25 par jour - c'est cela que voulait l'Union catholique des cultivateurs - mais elle a fixé celui des bûcherons au salaire ridicule de \$36 par mois.

Toutefois, je ne crois pas que les bûcherons retireront l'an prochain le salaire de \$36 par mois fixé par la Commission. Les bûcherons retireront tout au plus \$30. Beaucoup hésiteront même à retourner dans la forêt; connaissant les méthodes des compagnies et les moyens d'éviter une loi trop peu rigoureuse, ils aiment encore mieux les secours directs que ces salaires de famine. C'est pour cela que les sans-travail des villes ne veulent pas aller dans la forêt.

Que voyons-nous dans nos villes depuis 1931? La majorité de nos travailleurs inactifs, soucieux, se demandent si demain ils auront de quoi soutenir leur famille. Que voit-on dans les familles au secours direct? De la pauvreté, de la très grande pauvreté, de la misère; toute une génération de rachitiques qui se prépare; des enfants au développement incomplet; des mères de famille affaiblies par les privations et des pères de famille, la tristesse dans l'âme, regardant venir des misères semblables à celles qu'ils ont passées. On ne donne pas assez au secours: on manque des choses les plus nécessaires, dans ces maisons, et faute de ressources, les familles nombreuses s'entassent dans des logements trop exigus. Ou bien, afin de diminuer un peu le coût du loyer ou du chauffage, on entasse plusieurs familles dans des logis qui ne pourraient n'en contenir qu'une.

Et, pendant tout ce temps, le nombre de nos petits propriétaires diminue dans nos villes. Les propriétés sont vendues pour les taxes impayées et les accapareurs, ceux qui possèdent encore de l'argent, mettent la main sur ces mêmes demeures et créeront, si cela continue, d'ici quelques années, le

monopole de la propriété. Nous en viendrons à ce système qui a conduit certains peuples à la déchéance, système qui consiste, en certains pays, à mettre la propriété dans les mains de quelques-uns.

L'honorable ministre de l'Agriculture s'est appliqué avec habileté, pendant plusieurs heures, à prouver que, dans la province de Québec, l'agriculture était prospère. Il a tâché de prouver également, toujours avec habileté, que nos cultivateurs, pour se sortir de l'impasse présente n'avaient pas besoin de l'aide du gouvernement. Pourquoi se morfondre ainsi à essayer de faire croire à la population, et aux cultivateurs en particulier, que tout est prospère. Terres abandonnées, terres hypothéquées et possédées, en somme, par des gens de la ville, vieux cultivateurs transplantés dans les régions éloignées de colonisation ou dans les villes, c'est ça la prospérité?

Le député parle ensuite de colonisation et dit que tout ce qui aurait pu être fait dans ce domaine n'a pas été fait. Le ministre de la Colonisation, dit-il, s'il veut s'atteler à la tâche de faire de la colonisation, s'attirera la reconnaissance de toute la province.

Depuis 1935, l'on a fait miroiter, à grands renforts d'annonces dans des journaux payés pour le faire, les résultats et les avantages du plan Vautrin. Je ne voudrais pas froisser la pudeur toute nouvelle de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier); je sais qu'il veut se donner entièrement à la tâche, il peut mériter la reconnaissance de toute une province. Mais le plan Vautrin, lancé par une propagande coûteuse des journaux ministériels, n'a servi qu'à masquer les déficiences qui ont marqué la colonisation de 1931 à 1935.

On colonisait alors sans programme, sans organisation préalable. On envoyait des colons dans des cantons qui n'étaient même pas aptes à la culture. Et le colon s'y rendait souvent dans le seul but de retirer quelques avantages immédiats. Pour établir au moyen du plan Vautrin quelques milliers de familles sur nos terres colonisables, dont un bon nombre sont déjà revenues dans nos villes, on a négligé plusieurs milliers de familles de colons établies les années précédentes. Ces dernières disséminées ici et là dans la province, sur des lots incultes trop souvent, ont pour tout héritage, aujourd'hui, le secours direct du chômeur des villes.

Le secours direct est rendu non seulement dans nos villes, mais dans nos villages, chez les petits cultivateurs, et dans la colonisation. Lorsqu'un colon reçoit chaque mois un petit chèque et qu'on ne lui donne qu'à condition qu'il soit strictement nécessaire, pensez-vous que ce colon peut avoir

l'ambition d'améliorer sa condition? S'il l'améliore, il ne recevra plus de secours. S'il ne l'améliore pas, il en recevra, mais après cinq ans, il ne sera pas plus avancé.

Les colons sont restés dans la misère dans plusieurs cantons. La colonisation de 1931 à 1935 s'est faite trop vite, bien trop vite, sans programme; tout ce qui devait être fait n'a pas été fait.

M. Dumaine (Bagot): Nommez les cantons!

M. Larouche (Chicoutimi): Je dis que cette situation existe dans presque tous les cantons de mon comté. Ce n'est pas le petit branlement de tête du député de Bagot qui me fera dire le contraire. J'invite le député de Bagot à venir visiter les cantons de mon comté au cours de l'été et je dis que, s'il est satisfait de ce qu'il voit là, il ne sait pas ce que c'est un colon.

Jusqu'ici, les députés ministériels ne se sont pas montrés colonisateurs; ils se sont montrés avant tout politiciens. Il y aurait de grands changements à apporter dans l'administration de la colonisation. Je crois que ce serait un coup d'état, bien vu par l'honorable député de l'Abitibi, de sortir de nos cantons de colonisation tous ces petits politiciens qui font passer la politique avant l'intérêt du colon. Ces inspecteurs, dans la majorité des cas, n'ont pas la compétence voulue pour interpréter les lois de la colonisation. 99 % ne sont pas capables de distinguer entre l'esprit de la loi et la lettre de la loi, et pour observer la lettre de la loi, ils iront jusqu'à laisser mourir de faim des familles entières de colons. Parce qu'ils sont malhonnêtes, volontairement ou involontairement, qu'ils sont loin de rendre service à la colonisation et à l'administration qui les emploie, il faut les destituer. Il faudrait aussi donner plus de latitude aux fonctionnaires honnêtes. Je n'en tiens pas responsables les nouveaux ministres, car cela existe depuis longtemps, mais je dis que l'inspecteur de mon comté tient les colons sous sa tutelle. L'inspecteur a distribué des chèques aux colons la veille du jour de la votation!

Je demande au gouvernement d'établir un système de classification sur une période de cinq années. Cela donnerait des résultats et on cesserait de marcher à l'aveuglette.

On prétend qu'il n'y a plus de centres de colonisation chez nous, au Saguenay. Il reste pourtant dans nos trois comtés de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Roberval, 80 cantons qui n'ont pas encore été arpentés ni classifiés. Je crois qu'au lieu de prendre les gens de Chicoutimi pour les envoyer dans l'Abitibi, on pourrait faire un relevé de nos lots

de colonisation et établir les aspirants colons près des vieilles paroisses où ils seraient moins dépayés qu'à 600 milles de chez eux. Ces cantons sont à la même latitude que ceux de l'Abitibi et la formation géologique du sol est la même.

Je le répète, le gouvernement provincial prétend faire de la colonisation depuis 35 ans, et depuis 35 ans, il prétend qu'il n'y a plus de colonisation à faire au Saguenay. Ne serait-ce pas pour obéir à l'instigation de certaines compagnies forestières, qui voulaient conserver leur emprise sur la région, qui voulaient empêcher son développement ainsi que celui de l'agriculture? En somme, colonisation de bascule, politique à recul depuis 35 ans.

Et dans la situation sociale comme dans le domaine de la colonisation, ceux qui ont administré la province n'ont-ils pas, depuis plusieurs années, conservé cette politique de bascule et de recul?

Si l'administration veut réellement augmenter notre domaine agricole, pourquoi ne fait-elle pas inspecter ces cantons? Si on les déclare propres à la culture, qu'on les sorte du domaine forestier, qu'on les enlève des mains des compagnies et qu'on donne la chance aux fils de cultivateurs de notre région de s'y établir. Proches de leurs familles, ils se sentiraient soutenus et recevraient d'elles plus de secours qu'à 600 milles de distance. Le comté de Chicoutimi est plus grand que la Suisse et il ne réussit pas à faire vivre ses 60,000 habitants. C'est que le gouvernement n'a jamais voulu se rendre compte de la valeur des territoires inconnus qu'il comprend.

Je reproche au gouvernement de s'objecter à l'institution d'un crédit agricole provincial. J'admets, dit-il, toutefois que le gouvernement entend appliquer le prêt agricole fédéral. Or, le système fédéral est fait pour les provinces de l'Ouest où l'agriculture est industrielle et non familiale comme chez nous; et il ne convient pas à nos besoins.

S'il n'y avait pas de malaise comme on le prétend, 55 des 210 familles de la paroisse de Chicoutimi n'auraient pas été obligées d'abandonner leurs terres pour se réfugier dans les villes où elles sont sous le secours de l'État. La plupart des vieilles terres sont hypothéquées, et ces hypothèques pour la plupart sont détenues par des gens des villes. On s'en va ainsi de plus en plus vers le petit nombre des cultivateurs propriétaires.

Je demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) d'appliquer une politique de drainage dans mon comté; nous en avons besoin. Je me demande s'il ne serait pas possible de donner à Chicoutimi une école d'agriculture qui remplirait une lacune.

Dans notre région plus qu'ailleurs, nous souffrons de la toute puissance des trusts. Tout est contrôlé par quelques hommes. Comment voulez-vous que nous fassions face à une telle situation? Je vais faire l'historique de ma région, dit-il, rappelant que les pionniers qui sont partis de La Malbaie se sont établis à la Baie des Ha! Ha!. Ces premiers colons se sont heurtés à la compagnie de la Baie d'Hudson, à la Cie des Price, qui ne voulaient pas de colonisation, dit-il, ou voulaient empêcher tout développement agricole. Vers 1900, un Canadien français, M. Dubuc, a implanté une industrie de la pulpe à côté de la Cie Price. Or, cette industrie n'a pas reçu de nos gouvernants tout l'appui qu'elle aurait dû recevoir. En 1926, on a arrangé les choses pour fermer cette industrie. De ce fait, 1,500 familles ont été jetées sur le pavé. Le trust a ainsi mis la main sur une industrie vitale de la région du Saguenay.

Sans doute, en passant, nous coûtons cher aux pouvoirs publics; sans doute, les gouvernants ont raison de dire que les secours directs coûtent cher chez nous, mais la faute n'est pas uniquement à la région. Que le gouvernement se rappelle tout ce qu'il a tiré, en certaines années d'abondance, de notre région; et je serais curieux de connaître tous les millions qui sont venus grossir les recettes du gouvernement.

Et pendant qu'il y a de la misère un peu partout, pendant que des villes comme Saint-Joseph-d'Alma, Jonquière, Kénogami, Chicoutimi, la Baie des Ha! Ha! ont un surplus de familles amenées chez nous à force de réclame, pendant qu'un fort pourcentage des nôtres cherchent à gagner misérablement leur vie, pendant ce temps-là, les trusts dans notre région renforcent leur position.

Nos pouvoirs d'eau, parmi les plus puissants du monde, leur ont été concédés. Ils sont les maîtres de nos forêts. Et l'on a vu, à un moment donné, les trusts des moulins à papier se tendre la main et, avec l'aide de l'administration provinciale, fermer la seule pulperie canadienne-française dans la province, et jeter 1,500 familles sur le pavé. Cette compagnie qui a acheté la Cie de pulpe de Chicoutimi laisse accumuler chaque année ses redevances à la Commission des eaux courantes et, malgré une dette de \$700,000, l'administration la tolère quand même.

Serait-il vrai que le gouvernement provincial détient la première hypothèque sur l'actif de la Cie de pulpe et refuse quand même de se faire payer ou de s'emparer de ces moulins? On dit qu'il y a quelques années seulement, il restait à cette compagnie \$5,000,000 en bons du gouvernement fédéral.

Est-il vrai que les anciens clients de la Cie de pulpe de Chicoutimi, voyant que cette dernière compagnie leur refusait la matière première pour leurs moulins à papier d'Angleterre et de France, se sont tournés vers la Suède et la Norvège, et que non seulement notre région, mais la province et tout le pays ont perdu de ce fait une exportation de 150,000 tonnes de pulpe mécanique chaque année? Si c'est vrai, et ce l'est, pourquoi l'administration a-t-elle permis et permet-elle encore au trust de la pulpe et du papier cette mainmise sur une industrie dont la fermeture cause tout un désordre social?

On nous accusera de nationalisme outrancier et de radicalisme. Louis-Hippolyte LaFontaine fut accusé dans son temps d'être un radical à tous crins. Pourtant aujourd'hui, on l'appelle le Père du gouvernement responsable, et nos compatriotes lui doivent une partie des libertés dont ils jouissent aujourd'hui.

Vous les connaissez mieux que moi, Messieurs de la droite, vous tout particulièrement du parti du pouvoir, vous êtes à même de savoir par quels moyens la haute finance étrangère a pu obtenir de vous ces privilèges d'exploitation. Si c'est le sénateur Webster qui perçoit son droit régulier sur les consommateurs de cette province, ceux de Québec et de Montréal savent comment de ce côté ils sont exploités. Chez nous même, sur nos immenses quais déserts, cet exploitateur accumule chaque année des montagnes de charbon qu'il revend à des nécessiteux à des prix trop élevés, et on le laisse faire. Ailleurs, c'est le trust de l'électricité qui nous tient, et même dans notre région, l'une des plus riches en ressources hydrauliques, nous payons l'électricité et la force motrice plus cher que les étrangers qui viennent la chercher chez nous.

Loin de nous la pensée de vouloir la mort du capitalisme. Ce que nous voulons, c'est le maintenir dans l'ordre en lui enlevant des privilèges excessifs. Malgré lui, malgré son travail contre nous, nous aidons à le maintenir tel qu'il devrait être.

Nous en sommes à nous demander aujourd'hui si le gouvernement est responsable au peuple, ou aux financiers et trustards. Nous voulons nous inspirer de l'idéal de LaFontaine et reconquérir les libertés perdues.

Il reproche au gouvernement de n'avoir rien fait pour mettre la main sur l'industrie de la pulpe dans son comté, pour mettre fin au chômage.

Les forêts, dit-il, les pouvoirs d'eau, les services d'utilité publique, l'industrie de la pulpe du papier et de l'aluminium sont aux mains de quelques hommes, dans ma région, et je veux mettre le

gouvernement en garde contre ce qui pourrait se produire dans la région de Chibougamau. J'espère que le gouvernement verra à ce que cette région qui promet s'approvisionne dans les comtés de Lac-Saint-Jean, de Roberval et de Chicoutimi.

Il fait ensuite un appel au secrétaire de la province (l'honorable M. David). Plusieurs familles, dit-il, ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école, parce que les parents sont trop pauvres. Les municipalités sont obérées. Elles ne peuvent payer leurs institutrices. Le gouvernement ferait un beau geste en payant des salaires raisonnables aux institutrices.

On a fait des élections en 1930 avec la voirie, dit-il, celles de 1935 avec la colonisation et la voirie, et je crois que l'on veut faire les prochaines avec le programme du chômage préconisé par le ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard). Son plan me va tout à fait, à condition que l'on fasse ce programme de travail pour les chômeurs sans partisanerie politique.

M. Sauvé (Beauharnois) commence ses remarques par des félicitations à l'Orateur, puis il parle de crédit agricole.

Il cite quelques cas où des cultivateurs n'ont pu obtenir de crédit; il nous faut absolument un crédit agricole, dit-il, pour tirer nos cultivateurs de la situation très embarrassée qui est la leur. Si, comme le dit le gouvernement, la province a le meilleur crédit au monde, pourquoi ne pas emprunter à de bas taux d'intérêt, pour établir ce crédit à l'agriculture et prêter aux cultivateurs? Il se prononce d'abord en faveur d'un crédit agricole provincial. La prospérité reviendrait si on protégeait l'agriculteur et l'ouvrier, déclare-t-il.

Je trouve, dit-il, que la loi des accidents du travail est bien peu généreuse pour les ouvriers et il conviendrait de l'amender. Puis je signale que les employés du gouvernement ne touchent pas des salaires convenables. C'est, dit-il, un bien mauvais exemple à donner aux industriels de même qu'aux entrepreneurs, qui bénéficient de plantureux contrats du gouvernement.

Des journaux sérieux ont dit, poursuit-il, que le discours du trône est vide, excepté en ce qui se rapporte aux pensions de vieillesse. Il nous faut une pension pour nos vieillards, et je crois qu'on pourrait abaisser la limite d'âge à 60 ans. Si les pensions de vieillesse étaient accordées aux vieillards de 60 ans, et non pas seulement à ceux de 70 ans, une telle politique créerait une rareté de main-d'œuvre et contribuerait à résoudre le problème du chômage.

Notre motto, c'est repos aux vieux, travail aux jeunes. Je me demande ce que le gouvernement doit faire des hommes de 60 à 70 ans...

M. Lapointe (Wolfe): Les laisser travailler, les laisser gagner leur vie!

M. Sauvé (Beauharnois): Un homme ne peut plus travailler à partir de 45 ans à cause de la loi des accidents du travail. Le premier ministre, pour sa part, devrait se reposer et céder sa place à MM. Duplessis et Gouin!

On dit en cette Chambre que les agents d'assurances allaient drainer les économies des cultivateurs vers les villes. Les assurances et les agents d'assurances sont nécessaires à la société. En toute justice pour les compagnies et pour les agents, il faut insister sur les services qu'ils rendent à la société, et il n'est pas une seule compagnie qui ait sombré pendant la crise. Il n'est pas un seul cultivateur, un seul assuré, qui ait perdu un sou. Ce n'est pas avec les agents d'assurances que les cultivateurs ont perdu leur argent, mais avec certains vendeurs d'obligations, d'actions dans les compagnies fictives, des parts de mine.

Personne n'est satisfait de cette loi. J'ai ici un cas récent. Un jeune homme a perdu un œil, il a de continuels maux de tête qui l'empêchent de travailler, il est menacé de perdre l'autre œil. On lui a accordé seulement \$7.45 par mois.

Il passe ensuite au problème de l'établissement des jeunes.

M. Lapointe (Wolfe): Le député n'a pas le droit de lire son discours.

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Cette pratique a été fort en honneur des deux côtés de la Chambre. Je ne crois donc pas que je doive intervenir.

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai remarqué que le député de Wolfe n'avait pas lu son discours, mais qu'il ne peut parler sans ses lunettes, car il les a mises pour parler et il ne les a pas quittées.

(Rires)

M. Sauvé (Beauharnois): Je réclame une loi du salaire minimum pour les hommes, et, en ceci, je revendique les droits des ouvriers de Beauharnois.

Il faudrait aussi une révision des listes électorales. Dans le comté de Beauharnois, il manquait sur les listes électorales près de 500 noms,

des vieux citoyens du comté dans bien des cas, et pour la plupart, évidemment, des adversaires du régime. Voilà ce qui explique le vote donné contre l'amendement Tremblay.

Il n'y a pas de meilleure preuve de l'impopularité du régime Taschereau que le fait que les organisateurs du député oppositionniste de Beauharnois représentaient la crème des organisateurs libéraux, et cela, en dépit de l'influence du député fédéral qui a dû faire son indignation pour des raisons de discipline. La population de Beauharnois a manifesté son approbation pleine et entière du programme de l'Union nationale et son représentant n'aura de cesse tant que nous n'aurons pas bouté dehors le régime et ses suppôts.

M. Gagnon (Kamouraska): Nos amis de l'opposition disent sans cesse qu'il faut légiférer le plus tôt. Or, depuis sept semaines nous siégeons ici. On a fait des discours, mais cela n'a pas avancé d'un iota ce qu'il faut faire dans cette province. On a dit que les cultivateurs de cette province n'étaient pas traités comme ils devraient l'être. Je me lève comme cultivateur et comme représentant d'un comté agricole, le plus beau de la province, et je dis que, s'il est un gouvernement qui s'est occupé de la classe agricole, c'est le gouvernement libéral de la province de Québec.

Je croyais que l'opposition présenterait un nouveau programme de restauration pour le cultivateur, mais elle n'a rien fait. Elle n'a fait que prédire la défaite du gouvernement. Elle a prétendu qu'elle serait au pouvoir dans six mois, après, elle a dit dans six semaines, mais je dis que nous sommes ici pour quatre ans.

(Applaudissements à droite)

Nos adversaires ont parlé de la jeunesse. Savez-vous ce qu'un jeune homme me disait dernièrement? C'est un bon libéral, celui-là. Il me disait: "Je remercie la Providence de nous avoir conservé le gouvernement libéral et de nous avoir préservé des calamités d'un régime actionniste que nous aurait amenées un gouvernement conservateur."

(Applaudissements à droite)

Nous traversons un temps solennel. Toutes les classes de la société attendent quelque chose de pratique qui devra les aider à traverser le courant.

(Applaudissements des deux côtés)

Je me demande, M. l'Orateur, ce que l'opposition a suggéré de pratique depuis le début de la session. Toute la population attend de cette session quelque chose de pratique qui va l'aider à remonter la côte.

(Applaudissements à gauche et à droite)

Voix à gauche: Ça s'en vient.

M. Gagnon (Kamouraska): Qu'a fait la gauche pour la population?

Voix à gauche: Nous avons donné les pensions de vieillesse.

M. Gagnon (Kamouraska): La pension de vieillesse, elle a été promise par le premier ministre, et nous l'aurons.

(Applaudissements à droite)

Une voix: Vous avez voté contre hier.

M. Gagnon (Kamouraska): Je suis en faveur de la pension des vieillards, mais ce n'est pas une loi pour laquelle je me glorifierai d'avoir voté. Où va-t-on prendre l'argent? Est-ce qu'il n'y a pas assez de taxes? On dit: on prendra l'argent des trusts. C'est encore le cultivateur et l'ouvrier qui vont payer. Nous avons des hospices qui ont toujours secouru les vieillards nécessiteux.

De l'autre côté de la Chambre, il n'y en a pas un seul qui sait ce qu'est un trust. Les trusts, c'est le petit capital, c'est l'argent de tout le monde. J'en connais de l'autre côté de la Chambre qui ont joué à la Bourse, qui se sont ruinés et qui, aujourd'hui, s'en prennent au gouvernement.

(Applaudissements à droite)

Voix à gauche: C'est ça!

M. Gagnon (Kamouraska): On ne peut plus parler du discours sur l'adresse. Mais je dois dire qu'il y a des paroles, qui m'ont fait mal, qui ont été prononcées sur l'adresse. L'honorable député de l'Assomption (M. Gouin), que j'estime et pour qui j'ai beaucoup de respect, a dit des paroles malheureuses.

Le député de L'Assomption a dit que la province a été "crucifiée". Si la province a été ainsi crucifiée, je me demande qui a planté le premier clou. S'il y avait eu crucifiement, le père du député de L'Assomption aurait planté le premier clou.

(Applaudissements à droite)

On a parlé de l'influence des trusts, mais c'est le gouvernement qui les a mis à raison. Non. Il n'y a pas eu de crucifiement dans la province. C'est encore le gouvernement qui a fait assurer un salaire raisonnable aux ouvriers. J'en suis pour de bons salaires aux ouvriers, mais à la condition que ces derniers donnent un rendement raisonnable.

En maintes circonstances, c'est le gouvernement libéral qui a sauvé la classe ouvrière. Il rend grâce à l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) d'avoir réglementé le travail des ouvriers. L'ouvrier, dit-il, doit être rémunéré proportionnellement au prix du bois. Je veux une équité raisonnable entre l'employeur et l'employé. Quant à moi, j'ai commencé comme ouvrier à 10 cents par jour. J'ai toujours été satisfait des salaires qu'on m'a donnés, proportionnellement au prix du bois. J'admets que je ne suis pas un optimiste ni un pessimiste.

Il (M. Gagnon) parle du beurre. Il dit que les promesses de M. Bennett ont causé la désolation chez les cultivateurs. Il reproche à l'ancien premier ministre du Canada d'avoir fait de l'immigration.

Je veux, dit-il, un prêt agricole efficace dans la province de Québec. Je veux que le gouvernement fédéral nous fasse une part plus large dans ce domaine.

Parlant ensuite de la colonisation, le député de Kamouraska rend hommage aux inspecteurs du département, disant qu'ils sont pour la plupart fils de cultivateur et qu'ils connaissent bien ce problème. Il exprime ses regrets de constater que la gauche ait qualifié d'ignorants les membres de ce service d'inspection.

Il fait alors l'éloge de notre système de voirie et il rend hommage au nouveau ministre de ce département (l'honorable M. Côté). La politique de voirie du gouvernement, en dotant notre province d'un magnifique réseau routier, procure du travail à des milliers d'ouvriers et de journaliers, déclare-t-il. Il souligne que, dans son comté, on a partagé les octrois pour travaux de voirie, afin d'aider le plus grand nombre de cultivateurs possible. Je suis fier de dire que, dans Kamouraska, un grand nombre d'ouvriers trouvent le salaire de leurs familles sur les chemins. Et l'on vient dire ensuite que l'ouvrier est mal payé. J'aime mieux que l'argent soit distribué entre plusieurs ouvriers plutôt que d'aller en gros salaires à quelques-uns seulement.

Le député de Kamouraska dit que la gauche a critiqué la politique de colonisation mais que, parmi ces colonisateurs, il n'y en a pas un seul qui connaisse le problème de la colonisation. Les députés de l'opposition parlent sans cesse de colonisation sans avoir défriché seulement deux arpents de terre.

(Se tournant vers la gauche) Je parle comme un citoyen libre, dit-il. Vous autres, les publicains, au lieu de critiquer la colonisation et de vous cacher en arrière des robes des prêtres, allez donc consulter

Mgr Boulet, le président de la Société diocésaine, pour savoir quel est le nombre de gens qu'il a placés sur des lots. Allez donc vous renseigner au lieu de "placoter".

(Rires et applaudissements à droite)

On a parlé de l'honorable M. Ernest Ouellet, le grand patriote...

(Applaudissements prolongés à gauche, applaudissements à droite)

M. Gagnon (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Thisdel), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

lui ai dit que je devais voter pour M. Thomas Lapointe, il m'a dit qu'il n'avait pas d'argent dans ses poches, mais que, si je voulais voter pour lui, de me rendre au garage Roy, après avoir été chercher mon garçon à son domicile. Il s'est rendu avec moi au garage Roy, m'a fait livrer par Achille Roy, propriétaire du garage, six gallons de gazoline et une pinte d'huile à moteur. Il m'a quasiment promis de me donner quatre piastres le soir ou la prochaine fois que je le rencontrerais, à la condition expresse que je vote en sa faveur.

"(signé) Raoul Henry

"Assermenté devant moi, à Garthby,
"le 21 décembre, 1935"

A. Jacques, juge de paix

NOTES

1. 3 h 15, selon *L'Événement* du 8 mai 1936, à la page 3.

2. \$160,000,000, selon *La Presse* du 8 mai 1936, à la page 19.

3. *Le Devoir* du 8 mai 1936, à la page 6, signale que M. Lesage est également commissaire de la ville de Montréal.

4. *La Presse* du 8 mai 1936, à la page 19, signale que M. Labbé est également maire de Thetford Mines.

5. *Le Canada* du 8 mai 1936, à la page 1, fait état d'un des affidavits produits par M. Lapointe. En voici la teneur:

"Garthby, le 21 décembre 1935

"Je soussigné, Raoul Henry de Garthby, étant dûment assermenté sur la Sainte Évangile, déclare que le lundi, 25 novembre dernier, dans le cours de l'avant-midi, à Garthby, je me suis rendu à la salle du comité National en faveur de M. Henri Vachon. J'ai rencontré M. Henri Vachon personnellement qui m'a demandé pour qui je devais voter et, comme je

Séance du vendredi 8 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 118 constituant en corporation le Conseil armorial de la noblesse de Québec;
- bill 84 constituant en corporation la ville de Val-d'Or.

**Composition du comité permanent
spécial des comptes publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), que M. Bergeron (Matane) remplace M. Lawn (Pontiac) comme membre du comité permanent spécial des comptes publics.

Le député de Pontiac (M. Lawn) demeure très loin, et comme le comité siège mardi matin, il pourrait se trouver dans l'impossibilité d'être ici à temps. Je comprends d'ailleurs que le chef de l'opposition aura une motion semblable à présenter.

Adopté sur division.

**Établissements industriels
et commerciaux**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 10 modifiant la loi des établissements industriels et commerciaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Le but de ce projet de loi est d'amender la loi pour que l'âge d'admission des enfants dans les industries soit de 16 ans. Actuellement, cette limite est de 14 ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition partage l'avis du gouvernement et elle s'accorde à dire qu'il ne faut pas admettre les enfants trop jeunes dans les ateliers. Toutefois, je crois que, dans le cas présent, cette limite d'âge devrait être de 18 ans. Ceci permettrait aux jeunes de continuer leurs études et de compléter leur formation.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Dans le cas des industries considérées comme insalubres, la limite d'âge est de 16 ans, mais dans les autres cas, elle est de 18 ans.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que nous trouvons mal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaire minimum
des femmes**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)

demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 12 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le but?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Cette loi a pour but de défendre aux employeurs d'accorder aux employés du sexe masculin un salaire inférieur à celui fixé par la Commission du salaire minimum des femmes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Extension de
convention de travail**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)

demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le

bill 14 relatif à l'extension collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1729.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Cette loi a pour but de ratifier une convention dans l'industrie de la boulangerie à Montréal. La loi confirme simplement que cette convention a été prolongée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le but principal de votre bill est d'écarter un jugement de la cour sans trop d'inconvénients.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Pas du tout.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Aide aux chômeurs

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi attribuant certains pouvoirs aux corporations municipales pour venir en aide aux chômeurs.

Il s'agit de prolonger la loi qui permet aux municipalités d'emprunter pour des fins d'aide au chômage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Pouvoirs de la cité de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) demande, appuyé par le représentant de Richmond (M. Goudreau), la permission de présenter le bill 163 donnant certains pouvoirs à la cité de Sherbrooke.

Voix à droite: Expliquez... expliquez!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Explications.

M. Bourque (Sherbrooke): Il s'agit de donner certains pouvoirs à la cité de Sherbrooke relativement au chômage.

(Rires et applaudissements à gauche)

D'ailleurs, ce projet de loi se rapporte à celui que vient d'exposer le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bouchard)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les aviseurs légaux nous ont dit que ce bill était un bill essentiellement privé, et nous ne pouvons pas le considérer comme un bill public.

Je suggérerais à l'honorable député de Sherbrooke de s'entendre avec le ministre des Affaires municipales et lui démontrer que ce projet est nécessaire dans l'intérêt public. Il se fera un plaisir d'adopter un enfant mis au monde par le député de Sherbrooke.

(Rires à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon collègue a le droit de choisir son père adoptif, n'est-ce pas?

(Rires à gauche)

Le député de Témiscouata a fait la même chose l'autre jour en présentant un bill, divisant un certain territoire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je l'avais présenté comme un bill privé, et les juristes nous ont dit que nous ne pouvions amender une loi publique par bill privé, et de là le changement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a certains règlements que nous devons suivre. Ce bill est essentiellement un bill privé, et encore une fois que le député de Sherbrooke s'entende à ce sujet avec le département des Affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demande et dépôt de documents:

Département des Mines, remboursement

M. Smart (Westmount) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Dans les *Comptes publics*, état "B.C.", page 6, apparaît un montant de \$12,115.95 en remboursement par le département des Mines;

1. Quels sont les noms des individus ou des compagnies à qui ces remboursements ont été faits?

2. Quel est le montant exact remboursé dans chaque cas individuel et pour quelle raison ces remboursements ont-ils été faits dans chaque cas?

Adopté.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) dépose sur le bureau de cette Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date de ce jour, demandant un état indiquant: Dans les *Comptes publics*, état "B.C.", page 6, apparaît un montant de \$12,115.95 en remboursement par le département des Mines;

1. Quels sont les noms des individus ou des compagnies à qui ces remboursements ont été faits?

2. Quel est le montant exact remboursé dans chaque cas individuel et pour quelle raison ces remboursements ont-ils été faits dans chaque cas? (Document de la session no 41)

Questions et réponses:

Taxe sur la gazoline, remboursements

M. Smart (Westmount): Référant à l'item de \$391,081.08 qui apparaît à l'état "B.C.", page 6 des *Comptes publics*, comme remboursements en vertu de la loi de la taxe sur la gazoline:

Quels sont les détails du susdit montant et quel est le nom de la compagnie ou de l'individu dans chacun des cas et la raison de chaque remboursement?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Tous les remboursements compris dans l'item \$391,081.08 ont été faits à un grand nombre de personnes répandues dans la province en conformité de la section 14, telle que remplacée par 21 George V, chapitre 30, section 5, (19 février 1932) de la loi concernant la gazoline, chapitre 36, Statuts refondus de Québec, 1925, se lisant comme suit:

14. Tout cultivateur, pêcheur, industriel ou autre personne qui utilise la gazoline pour une autre fin que celle de faire fonctionner un véhicule automobile pourra être remboursé par le bureau du revenu du droit qu'il a payé et qui a été transmis au bureau du revenu, sur l'achat de la gazoline ainsi utilisée.

Ladite section était en vigueur depuis le premier juillet 1934 au 18 mai 1935, et a été modifiée, devenant en vigueur le 18 mai 1935, en vertu de la section 6 du chapitre 18, 25-26 George V, qui se lit en partie comme suit:

14. Les personnes suivantes ont droit au remboursement de la taxe, savoir:

a. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fermier, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* dans un tracteur pour l'exécution seulement du travail de la ferme;

b. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de pêcheur, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour le fonctionnement d'un bateau servant à la pêche;

c. Toute personne, sur la gazoline achetée et employée par elle *bona fide* au fonctionnement d'un engin stationnaire;

d. Toute personne dont l'occupation habituelle est celle de fabriquer des produits qui requièrent de la gazoline comme un ingrédient, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* comme un ingrédient dans ces produits fabriqués;

e. Toute personne qui se sert de pompe pour combattre les feux de forêts, sur la gazoline qu'elle achète et qu'elle emploie *bona fide* pour cette fin seulement.

Municipalités, paiement à la province

M. Leduc (Laval): Depuis l'organisation du département des Affaires municipales de cette province, jusqu'au 30 avril 1936, inclusivement, à part la somme totale de \$264,960.44, mentionnée aux *Journaux de l'Assemblée législative 1931-32*, page 68, aux *Journaux de l'Assemblée législative, 1935*, pages 204 et 205, combien a été payé à la province, par les conseils municipaux ou les corporations municipales à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis, certifié ou approuvé par le ministre des Affaires municipales ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouvernement en conseil ou par une personne quelconque, en rapport avec les affaires municipales?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): \$14,234.15.

Commission municipale, sommes dues et payées par les municipalités

M. Duplessis (Trois-Rivières): À part la somme de \$36,087.74, payée à la Commission municipale de Québec, à quelque titre que ce soit, par les corporations municipales et scolaires de la province, et la somme de \$35,723.82, due à la Commission municipale de Québec par lesdites corporations, d'après une réponse consignée dans les *Journaux de l'Assemblée législative* en date du 5 mars 1935:

Depuis le 15 février 1932, jusqu'au 30 avril 1936, inclusivement:

1. Combien a été payé à la Commission municipale de Québec, à quelque titre que ce soit, par toutes et chacune des corporations municipales et scolaires?

2. Combien est dû, à quelque titre que ce soit, à la Commission municipale de Québec, par toutes et chacune des corporations municipales et scolaires?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
(Voir le tableau ci-dessous)

<i>Corporations municipales</i>	1. <i>Dû au 1^{er} mars 1935</i>	2. <i>Charges depuis le 1^{er} mars 1935</i>	3. <i>Total</i>	4. <i>Payé du 1^{er} mars 1935 au 30 avril 1936</i>	5. <i>Dû au 30 avril 1936</i>
Amherst, canton.....	.....	\$ 164.05	\$ 164.05	.....	\$ 164.05
Aylmer, ville.....	\$ 218.40	1,492.95	1,711.35	\$1,401.05	309.90
Saint-Augustin, paroisse.....	289.78	279.14	568.92	544.17	24.75
Sainte-Anne-de-Chicoutimi, village..	598.49	493.05	1,091.54	.....	1,091.54
Saint-Ambroise, paroisse.....	362.62	297.29	659.91	.....	659.91
Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, village.....	827.34	517.65	1,344.99	597.70	747.29
Bagotville, ville.....	943.52	711.00	1,654.52	714.15	940.37
Black-Lake, ville.....	16.35	353.48	369.83	351.50	18.33
Bégin, canton.....	659.22	314.26	973.48	.....	973.48
Bourget, canton.....	452.77	342.98	795.75	.....	795.75
Saint-Benoit-Joseph-Labre, village....	1,610.84	652.72	2,263.56	859.16	1,404.40
Bagot, partie nord-ouest, canton.....	545.43	212.72	758.15	.....	758.15
Bergeronnes, canton.....	10.44	190.22	200.66	68.53	132.13
Saint-Camille-de-Lellis, paroisse.....	10.44	146.40	156.84	152.67	4.17
Saint-Cœur-de-Marie, village.....	613.15	344.09	957.24	.....	957.24
Cap-Chat, village.....	370.31	184.74	555.05	517.45	37.60
Chicoutimi, cité.....	2,487.79	1,887.76	4,375.55	2,142.11	2,233.44
Chandler, village.....	223.80	1,028.11	1,251.91	653.14	598.77
Chicoutimi, rurale.....	26.00	345.00	371.00	323.00	48.00
Cap-de-la-Madeleine, cité.....	Cr. 56.46	2,163.23	2,106.77	2,142.12	Cr. 35.35
Delisle, canton.....	1,150.13	381.59	1,531.72	.....	1,531.72
Escoumains, rurale.....	20.65	194.04	214.69	180.89	33.80
Saint-Fulgence, paroisse.....	570.37	352.25	922.62	181.25	741.37
Saint-François-de-Pabos, rurale.....	286.77	165.21	451.98	.....	451.98
Greenfield Park, ville.....	3,213.00	1,036.55	4,249.55	.....	4,249.55
Grande-Baie, rurale.....	63.60	213.50	277.10	262.85	14.25
Saint-Henri-de-Taillon, paroisse.....	434.62	268.93	703.55	.....	703.55
Saint-Honoré, paroisse.....	956.56	360.15	1,316.71	.....	1,316.71
Saint-Joseph-d'Alma, ville.....	249.83	1,318.07	1,567.90	.....	1,567.90
Saint-Joseph-d'Alma, rurale.....	173.41	595.44	768.85	479.71	289.14
Saint-Jérôme, village.....	569.23	447.44	1,016.67	.....	1,016.67
Saint-Joseph-Rivière-Bleue, village ..	953.22	320.54	1,273.76	.....	1,273.76
Saint-Jérôme, paroisse.....	274.64	396.83	671.47	251.47	420.00
Saint-Joachim-de-Tourelle, paroisse..	202.91	184.56	387.47	174.80	212.67
La Sarre, canton.....	19.76	.....	19.76	.....	19.76
Laval-des-Rapides, ville.....	169.15	926.90	1,096.05	1,000.85	95.20
Sainte-Lucie-de-Beauregard, rurale...	413.54	135.89	549.43	.....	549.43
La Tuque, ville.....	1,931.28	219.61	2,150.89	2,147.75	3.14

<i>Corporations municipales</i>	1. <i>Dû au 1^{er} mars 1935</i>	2. <i>Charges depuis le 1^{er} mars 1935</i>	3. <i>Total</i>	4. <i>Payé du 1^{er} mars 1935 au 30 avril 1936</i>	5. <i>Dû au 30 avril 1936</i>
Laterrière, village.....	46.00	203.46	249.46	90.46	159.00
Macamic, village.....	74.47	222.71	297.18	228.99	68.19
Saint-Michel-de-Mistassini, rurale	20.75	317.04	337.79	283.52	54.27
Notre-Dame-de-la-Doré, paroisse.....	20.20	328.86	349.06	296.39	52.67
Québec-Ouest, ville.....	1,875.71	382.70	2,258.41	220.55	2,037.86
Rivière-du-Moulin, village	26.00	346.99	372.99	80.00	292.99
Saint-Siméon, village.....	10.44	194.18	204.62	189.90	14.72
Taché, canton	88.30	386.39	474.69	.....	474.69
Tremblay, canton	26.00	370.15	396.15	373.15	23.00
Villeroiy, rurale.....	237.48	178.12	415.60	94.60	321.00
Val-Barrette, village.....	672.69	336.41	1,009.10	.....	1,009.10
Farnham, partie ouest, canton .....	.....	633.88	633.88	410.79	223.09
Sainte-Anne-de-Chicoutimi	457.58	205.50	663.08	.....	663.08
Aylmer, ville	128.40	843.41	971.81	550.15	421.66
Saint-Augustin, paroisse	136.13	181.74	317.87	232.33	85.54
Bagotville, ville.....	641.79	280.72	922.51	262.72	659.79
Black-Lake, ville.....	10.44	154.43	164.87	160.70	4.17
Bourget, canton	698.95	230.47	929.42	.....	929.42
Saint-Camille	10.43	140.94	151.37	147.21	4.16
Chicoutimi, cité.....	3,427.34	413.00	3,840.34	415.00	3,425.34
Saint-Cœur-de-Marie, village	399.68	215.33	615.01	.....	615.01
Escoumains	10.44	194.04	204.48	200.32	4.16
Garnier	187.04	173.13	360.17	.....	360.17
Saint-Honoré, paroisse.....	781.24	167.50	948.74	.....	948.74
Harvey.....	313.54	167.48	481.02	.....	481.02
Saint-Jérôme, village.....	489.80	393.70	883.50	.....	883.50
Saint-Jean-l'Évangéliste	419.26	196.91	616.17	.....	616.17
Saint-Joseph-d'Alma, village	58.09	492.23	550.32	389.78	160.54
Labrecque, canton.....	388.57	168.63	557.20	.....	557.20
Saint-Michel-de-Mistassini.....	36.37	308.89	345.26	293.65	51.61
Préribonka	105.25	213.04	318.29	282.03	36.26
Québec-Ouest, ville.....	62.46	135.89	198.35	85.60	112.75
Saint-Rémi-d'Amherst	202.90	436.96	639.86	.....	639.86
Royal-Roussillon.....	.....	222.88	222.88	218.72	4.16
Rivière-Bleuw	891.78	319.27	1,211.05	.....	1,211.05
Saint-Siméon, village.....	31.24	193.96	225.20	221.03	4.17
Suffolk.....	369.15	10.00	379.15	10.00	369.15
Taché, canton	417.34	197.63	614.97	.....	614.97
Villeroiy	31.21	169.93	201.14	186.48	14.66
	\$35,667.36	\$30,366.84	\$66,034.29	\$21,070.79	\$44,963.41

J.-Edmond Robert

M. Pouliot (Missisquoi): M. J.-Edmond Robert a-t-il été ou est-il à l'emploi de la province?

Dans l'affirmative:

a. Pendant ou depuis combien de temps?

b. Quelles étaient ou sont ses fonctions?

c. Combien la province lui a-t-elle payé à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, jusqu'au 30 avril 1936, inclusivement?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Oui.

a. 3 mai 1922 jusqu'au 31 octobre 1935 et du 1^{er} janvier 1936 à date.

b. Agent de la colonisation et d'immigration.

c. \$44,530.70, dont \$41,528.22 en salaire et \$3,002.48 en dépenses de voyage.

Office des recherches scientifiques de Québec

M. Lauriault (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort):

Que cette Chambre émet l'opinion que le gouvernement devrait:

1. Créer un laboratoire de recherche, afin de trouver de nouveaux emplois pour les ressources naturelles;

2. Créer un office de renseignements pour nos commerçants et nos industriels;

3. Coopérer avec les industriels pour améliorer l'industrie.

M. Lauriault (Montréal-Saint-Henri):

M. l'Orateur, je tiens à dire qu'en acceptant de porter ma candidature à la députation, je n'ai pas obéi à un sentiment d'ambition personnelle. J'ai examiné mon bagage de connaissances et je me suis posé la question suivante: Est-ce que, dans tout ce que j'ai appris durant ma formation d'ingénieur et mes expériences dans la vie technique, quelque chose de mes connaissances peut être utile au gouvernement de ma province et aider au bien-être de mes compatriotes?

Je me suis livré à un examen critique qui m'a donné la conviction très ferme que, si j'avais la chance d'être élu membre du Parlement de Québec, je pourrais jouer un rôle utile en dépensant mon énergie à la résolution des grands problèmes économiques et sociaux, qui doivent être la préoccupation dominante et exclusive d'un parlementaire.

La compréhension de ces problèmes et, surtout, les possibilités d'appliquer à leur résolution des solutions avantageuses m'ont apparu comme étant, dans bien des cas, exactement de même nature que les préoccupations qui caractérisent l'exercice de ma profession d'ingénieur-conseil.

J'ai eu la bonne fortune d'être élu. Je n'exposerai pas ici sur quel programme mes électeurs m'ont fait confiance; mettons que leur désir qui se confond avec le mien, soit bien le relèvement et le développement économique rationnel de notre

province, envisagé du point de vue des Canadiens français d'abord.

La vie de notre jeune génération est aujourd'hui bien plus subordonnée à son économie qu'à une politique simplement parlementaire.

L'étude des questions économiques, pour être complète et profitable, doit être faite à la lumière des connaissances techniques qui seules peuvent permettre des réalisations. Et c'est sur ce terrain que je crois devoir me placer, sans forfanterie, pour servir ma province.

Tous les problèmes qui sont du ressort du parlementaire se présentent sous un triple aspect.

L'aspect social d'abord, parce que c'est l'homme qui nous intéresse le plus, puisqu'il s'agit pour nous de vivre et de prospérer.

L'aspect économique, auquel se rattachent les questions d'ordre scientifique et technique, puis en dernier lieu, mais en dernier lieu seulement, l'aspect politique.

M. l'Orateur, je m'en tiendrai à considérer l'aspect scientifique et technique des problèmes parlementaires dont l'étude s'impose dans notre province.

On a avancé plusieurs fois qu'il était nécessaire de dresser un inventaire de nos ressources totales, afin de pouvoir étudier les moyens les plus appropriés pour en tirer parti. Un inventaire quantitatif est sans doute relativement facile à faire, mais comme le remarque un de mes anciens professeurs de l'École polytechnique dans un récent article paru dans la *Revue Trimestrielle Canadienne* à propos d'une "Étude des charbons de bois canadien", il faut pousser la connaissance de nos ressources au-delà d'un simple inventaire; c'est-à-dire qu'il nous faut faire un inventaire non seulement quantitatif, mais même qualitatif.

Connaître nos ressources signifie pour nous: savoir leurs qualités et leurs défauts. Voilà le premier pas à faire pour orienter l'économie nouvelle vers les réalisations fructueuses. La tâche est déjà assez difficile dans l'état actuel, à cause du manque de coordination des différents services publics, qui, je veux bien le croire, sont en mesure, grâce aux compétences qu'ils possèdent, de se mettre au courant des choses de leur domaine. Seulement, il n'y a personne qui jusqu'ici ait tenté d'obtenir une coopération systématique par un plan d'ensemble du développement de la province.

Voilà pourtant un projet qui mérite attention et qui apparaît bien préférable à la politique de ce déversement au petit bonheur du trop plein de la population des villes dans les régions trop éloignées

des lieux de consommation, pour qu'un commerce profitable puisse s'établir. Notre pays actuellement trop grand pour nous, ne réclame pas tant des défricheurs ou des semeurs de blé, dont il y a surproduction, que des maraîchers, par exemple, qui, aux alentours des villes, cultiveraient des légumes que nous importons d'Ontario et d'ailleurs.

Cependant, pour justifier le défrichement de terres éloignées, on apporte comme argument l'exemple de nos ancêtres. La belle histoire! C'est une chose louable que d'invoquer l'exemple de nos ancêtres, mais les conditions de nécessité qui les contraignaient à "faire de la terre" d'abord sont bien modifiées et, si notre pays demeure foncièrement agricole, il y a urgence pour que les industries agricoles s'installent dans nos petites villes, afin d'y stabiliser la population.

Mais quelles industries faut-il recommander aux bonnes volontés? Il est assez évident qu'il n'appartient pas à un gouvernement de créer lui-même des entreprises pour son profit, pas plus d'ailleurs qu'il ne lui appartient de dire d'une façon précise: faites telle chose et de telle manière. Ce qui est de son ressort, c'est de mettre à la portée de l'initiative privée des documents véridiques, abondants, sans autre souci que celui du bien public. Son rôle consiste à rétablir l'esprit constructif de l'individu et à lui apporter un appui moral et même, si la chose est possible, une idée matérielle à toute entreprise qui mérite une tutelle.

Nous venons de lâcher un grand mot: une tutelle. Dans le domaine fédéral, tutelle prend le nom de tarif protecteur. Il ne peut être question d'une semblable mesure dans la plupart des cas qui se posent dans la province. Et si j'ai parlé de tutelle presque comme une nécessité à la croissance d'industries dont l'établissement serait intéressant, c'est parce que la situation économique actuelle favorise nettement la grande entreprise; quant à la petite entreprise, prônée par un bon nombre, elle n'est pas viable, en raison des sacrifices financiers du début et des charges fiscales trop lourdes qui entravent ses premiers pas.

Il importe donc de soulager le fardeau des frais généraux et des taxes, au début de l'établissement des entreprises; c'est de ce côté qu'un gouvernement peut manifester sa tutelle matérielle.

La tutelle morale, il peut la fournir sous forme de renseignements, de campagnes éducatives de tourisme, de concours, d'expositions et même, disons-le franchement, d'un certain favoritisme dans ses achats, à condition de toujours mettre les produits faits dans la province en première ligne pour son choix.

Pour ce qui est des industries, le gouvernement doit fournir des documents et une aide technique à peu près analogue à celle qui est si bien dispensée aux agriculteurs ou aux prospecteurs et entreprises minières. Tout ce qui a un caractère national d'exploitation doit être favorisé. Vous savez, par exemple, qu'il est loisible à un cultivateur ou à un prospecteur de faire faire l'analyse de sa terre ou d'un minerai pour une somme bien inférieure au coût d'une analyse. Il faut étendre cette pratique au domaine industriel.

Pourquoi, par exemple, faire une différence au point de vue gratuité de renseignements entre le cultivateur, qui demande au ministère de l'Agriculture quel engrais il doit mettre sur sa terre, et le simple particulier, qui voudrait connaître une recette pour fabriquer une colle de bonne qualité? N'oublions pas notre situation d'éparpillement sur un vaste territoire. Si dans les grandes cités il suffit d'aller consulter la bibliothèque, la chose est impossible pour plus d'un million d'habitants qui sont répartis en dehors des grandes villes. Je prétends qu'il y a une foule de renseignements qui peuvent être aisément fournis aux curieux et que la satisfaction de cette curiosité est un ferment d'activité capable de susciter des initiatives.

Je sais bien qu'on peut objecter qu'il n'est pas dans les attributions d'un gouvernement de satisfaire les curieux, et que bien souvent l'on fera des mécontents parce que certaines questions ne pourront recevoir de solutions. Il y a moyen de limiter le service des renseignements qui peuvent être donnés, et il y a aussi moyen de répondre aux questions trop vastes ou embarrassantes. C'est affaire de tact et surtout de compétence.

Comment réaliser l'introduction de la technique et de la science dans le gouvernement: c'est ici que le parlementaire doit intervenir.

Je sais que, pour certains ministères, le caractère technique existe et a même donné des preuves de son utilité. Je me tourne donc uniquement vers ce que l'on n'a pas encore envisagé.

Nous, de l'Action libérale nationale, réclavons l'inventaire quantitatif et qualitatif de nos ressources: l'élaboration d'un plan d'ensemble de développement économique par l'exploitation rationnelle de la province, l'encouragement aux initiatives privées par la fourniture gratuite de renseignements techniques oraux ou écrits, et nous réclavons, enfin, la possibilité d'obtenir moyennant de modiques déboursés l'analyse des produits de notre sol ou des produits résultant de leur transformation par une technique industrielle.

À cet effet, l'organisme à créer est un Office des recherches scientifiques de Québec. Sans doute, il existe à Ottawa un Conseil national des recherches doté de laboratoires importants et dirigé par un personnel scientifique de grande valeur. Les services déjà rendus par ce Conseil sont très nombreux et s'étendent à presque tous les domaines de la science. Il ne s'agit pas de copier cette organisation, il n'est pas non plus à craindre que notre office fasse double emploi. Le pays est si grand et nos intérêts dans Québec si particuliers que nos petits problèmes doivent être étudiés par nous d'abord et, si leur importance dépasse le cadre provincial, il sera toujours possible de faire appel à l'organisme fédéral.

Je sais par expérience que bien des questions qui se posent dans la fabrication des fromages, du cidre, le cidre dont on a tant parlé et qui tourne en vinaigre..., l'utilisation de nos ressources forestières, de nos sables, de nos argiles, de nos déchets de bois et d'amiante, de nos sources d'eau minérale de nos quelques plantes textiles ne sont pas de nature à intéresser le gouvernement fédéral.

Ce sont la plupart du temps des problèmes locaux auxquels des solutions simples peuvent être apportées; ces problèmes, il faut les résoudre chez nous, par nos propres moyens, pour notre profit immédiat, car nous sommes en retard dans le domaine industriel, et depuis 20 ans, nous avons vu trop d'entreprises canadiennes-françaises disparaître ou passer entre les mains de ceux qui ont l'habitude de manger les marrons que nous tirons du feu.

Il ne me semble pas nécessaire de développer toute une argumentation pour justifier la thèse que l'organisme ainsi préconisé ne fera pas double emploi.

Il ne faut pas s'imaginer qu'il soit ici question de réclamer des constructions et de demander des crédits, pour réaliser des installations somptueuses et entretenir à l'engraisement un nombreux personnel. Non, M. l'Orateur. Il suffira d'un budget très restreint - et je parle ici en technicien. Il suffira d'un budget très restreint pour mettre en fonction l'organisme dont il s'agit. Presque tout existe. Il reste simplement à agencer, à ordonner les organismes élémentaires qui végètent un peu partout et vivent médiocrement dans l'ombre. Je veux justement qu'on commence par organiser d'une manière rationnelle ce qui sera appelé à aider les autres à s'organiser.

Je fais allusion en ce moment aux laboratoires, aux installations d'enseignement supérieur, utilisés pour la plupart seulement sept mois par année. Le matériel existe pour étudier nos matières premières, le personnel existe pour faire

exécuter des travaux; il manque la coordination des efforts, l'orientation vers un même but, qui doit s'élever bien au-dessus de mesquines satisfactions d'amour propre.

Vous ne m'en voudrez pas de passer aujourd'hui sous silence les détails d'organisation de cet Office... des recherches scientifiques de Québec.

Sans doute, les merveilles ne viendront pas sans effort et il faudra escompter une période préliminaire d'ajustement. Nos grandes industries se supportent elles-mêmes et entretiennent leurs techniciens, mais les petites, qui elles aussi ont besoin de techniciens, ne savent pas encore s'en servir. Pour ce qui concerne les chimistes de langue française, par exemple, déjà une centaine sont formés, quelques-uns occupent des postes de premier plan, les autres ne rendent pas au pays ce que leurs connaissances peuvent laisser espérer, et cela, parce que nos industriels comprennent mal le rôle qu'un chimiste et même un ingénieur bien formé peuvent jouer dans presque toute industrie.

C'est au gouvernement qu'il appartient de montrer à nos industriels, surtout aux petits, quels services peuvent leur rendre les techniciens. Quand un industriel aura pris goût d'être bien renseigné par un office public, il comprendra que les procédés en usage dans son entreprise peuvent s'améliorer, que les déchets ou les sous-produits sont peut-être utilisables sous une forme commerciale et que son attention d'homme d'affaires doit être soutenue par un technicien, qui lui signale des défauts de sa manufacture et lui indique les améliorations qui s'imposent.

Je sais que bon nombre de petites entreprises attendent toujours que les plus grandes aient fait des expériences avant de modifier leurs procédés défectueux. Cette timidité qui nous met si souvent à la remorque des États-Unis, par exemple, peut et doit cesser, car il est notoire que quand le petit imite le gros, c'est avec un retard tel que le gros a déjà trouvé mieux. Et dans le domaine industriel, il faut penser à renouveler et les méthodes et les produits, au rythme de l'invention. Il est des choses du passé qu'il est souhaitable de rénover.

Il en est beaucoup d'autres qui sont périmées et qu'il serait économiquement dangereux de vouloir sortir du musée. Soyons prudents et que nos désirs soient passés au crible, que nos directives ne montrent pas un chemin qui peut amener à la faillite. Seules les considérations techniques et économiques peuvent nous éclairer sur l'avenir. Le conseiller qui nous empêche de perdre de l'argent est plus utile que celui qui nous en fait gagner.

Méfions-nous donc dans le domaine de la construction d'une économie nationale, des études superficielles et des jugements hâtifs ou de parti pris. Étudions. C'est à cette discipline qu'ont été formés les hommes de science, nos ingénieurs, nos techniciens. J'en reconnais toute la puissance, je sais que son application demande du travail. Mais rien ne vient de rien.

D'aucuns pourront dire, M. l'Orateur, que de telles pensées enthousiastes sont le propre d'un jeune député qui vient d'être élu; ça sent le vert. C'est possible, mais au moins, si je veux essayer de diriger mon esprit et mon énergie vers ce que d'autres n'ont pas fait, ça ne sent pas le vermoûlu.

Puissé-je, en tout cas, par ma formation d'ingénieur, apporter une collaboration nouvelle dans l'étude des problèmes spécifiquement nôtres dans la province, car je n'ai qu'une ambition en politique: Être utile à ma province et à mon pays.

(Applaudissements prolongés de toute la Chambre)

L'honorable M. David (Terrebonne):

M. l'Orateur, je suis heureux que l'honorable député de Saint-Henri me fournisse l'occasion de le rencontrer sur un terrain où nous nous entendons parfaitement. Que des tentatives soient faites, dans la province de Québec, pour favoriser la petite industrie, l'artisanat paysan, par des recherches de laboratoire, ou par des expériences scientifiques, je crois que la chose est non seulement utile, mais j'ose espérer qu'elle deviendra nécessaire avant longtemps, si nous voulons développer un nouvel artisanat.

Il y a plusieurs années, au moment où la mauvaise période que nous traversons commençait, le projet avait été conçu de créer dans Québec des laboratoires qui auraient servi à la fois les fins de la santé, de l'hygiène, en même temps que des fins scientifiques de recherche et d'application. Malheureusement, ce projet a dû être suspendu jusqu'à ce que la situation se soit améliorée.

Je ne puis parler d'un sujet comme celui-là sans dire combien je regrette qu'un des grands savants du monde, un des grands chercheurs des temps actuels, n'ait pas trouvé, il y a une quinzaine d'années, le moyen de s'établir dans la ville de Montréal. L'institution à laquelle il s'adressa dans le temps n'avait pas les moyens financiers qui lui auraient permis de donner, à ce chercheur, le moyen de poursuivre des travaux qui auraient, dans l'avenir, jeté un lustre éclatant sur cette institution et auraient fait d'elle un objet d'envie dans les autres pays.

Alexis Carrel était prêt, il y a 15 ou 18 ans, à accepter une position, je dirai, de chercheur car, avec

sa modestie, il n'a sûrement pas posé au savant, il aurait été prêt à accepter une position, dis-je, à l'Université de Montréal. Malheureusement, à cause de notre manque de richesse individuelle et collective, l'Université a été forcée de laisser passer l'aubaine... Alexis Carrel est allé aux États-Unis et aujourd'hui sa gloire, si elle rejaillit sur la France, à cause de son origine française, rejaillit aussi sur le monde scientifique américain.

L'Ontario, notre voisine, a elle aussi trouvé moyen d'inscrire le nom d'un de ses enfants dans le registre de la gloire scientifique mondiale. Il cite à la Chambre le nom glorieux du Dr Banting, le découvreur de l'insuline, qui a fait rejaillir une telle gloire sur sa province que le Canada est maintenant reconnu dans le monde entier dans le domaine de la science.

Je me suis un peu écarté de mon sujet. La création de laboratoires scientifiques, encore une fois, a été jugée nécessaire il y a déjà plusieurs années, pour le développement de la petite industrie. On a dit avec raison de ne pas faire par ses propres moyens les recherches nécessaires. Je serai pour ma part heureux le jour où nous aurons de ces laboratoires où les savants pourront s'attarder à la recherche des infiniment petits, afin de rendre notre pays plus grand.

Le Dr Georges Baril, que le député de Saint-Henri connaît et estime sans doute, un de mes confrères pendant les belles années passées au Collège Sainte-Marie, disait que le seul progrès possible dans la petite industrie reposait sur des expériences de laboratoire, afin qu'elles puissent lutter victorieusement contre la concurrence commerciale. Les laboratoires de recherche sont l'organisme tout désigné pour coordonner les efforts des entreprises trop faibles pour supporter seules le coût des recherches de laboratoire. Je constate que le Dr Baril et le député de Saint-Henri partagent la même opinion.

Il n'y a aucune personne qui regrette plus que moi que nous n'ayons pas encore ces laboratoires. J'ose espérer que l'on ne transportera pas cette question dans le domaine politique. On sait la campagne qui s'est faite à Montréal en faveur de l'artisanat. On sait la part que j'y ai prise et que le député de L'Assomption (M. Gouin) a prise lui-même. Je crois qu'il fut l'un des premiers à porter un superbe complet d'étoffe du pays à la suite de cette campagne...

(Applaudissements de toute la Chambre)

Un peintre canadien-français, qui laissera son nom dans l'histoire canadienne-française de la peinture, dans l'histoire canadienne tout court et, j'ose

même dire, dans l'histoire mondiale, M. Clarence Gagnon, s'est rendu à Paris, il y a quelques années, pour faire des recherches, aux fins de retrouver les secrets des teintures végétales dont on se servait autrefois, par exemple pour donner un lustre et de la beauté à nos ceintures fléchées, que l'on a portées récemment, en certaines occasions.

(Rires à gauche)

M. Gagnon a eu du succès; ses études l'ont amené à la découverte d'ingrédients végétaux qui lui permettront bientôt de mettre sur le marché une teinture végétale qui remplacera les anilines commerciales.

Inutile de dire que plus tôt nous aurons des laboratoires de recherche scientifique pour aider notre artisanat, le mieux ce sera.

La petite industrie pourra envoyer dans ces laboratoires ses matières premières, ou ses produits pour examen, ou encore, elle pourra s'adresser à eux pour en obtenir des formules. Le député de Saint-Henri avait raison tantôt, lorsqu'il disait que l'on devrait souvent être plus reconnaissant à celui qui nous évite des pertes d'argent qu'à celui qui nous fait faire des sous.... Ce sont les recherches de laboratoire qui empêcheront la petite industrie de faire des pertes parfois douloureuses à cause du manque de connaissances.

Que l'on me permette de donner un exemple de ce que peuvent accomplir des recherches bien conduites. Dernièrement, nous avons fondé à Montréal, une école de céramique. Il y a trois ans, j'ai eu le plaisir d'envoyer à Sèvres un de nos diplômés de l'École des beaux-arts, M. Normandeau, avec mission d'étudier la céramique. M. Normandeau est allé dans la plus grande école de France, dont je n'ai pas à faire l'histoire, il y a appris son métier ou plutôt sa profession de céramiste, et il nous est revenu de là-bas avec des connaissances qui nous permettent d'accomplir de belles choses dans ce domaine. M. Normandeau avait emporté avec lui plusieurs échantillons d'argile de la province de Québec.

Comme résultat de ses recherches, nous avons maintenant à Montréal une école de céramique qui a fait de fort belles choses avec l'argile de la province de Québec. L'argile de Québec s'est classée parmi les argiles excellentes, et les produits ouverts sont déjà très bien. Il y a tout lieu d'espérer que nous pourrons bientôt produire des potiches, des porcelaines et des faïences de Québec, qui pourront figurer avec honneur dans toutes les demeures de la province.

Tout ceci pour dire que j'appuie des deux mains les demandes faites par le député de Saint-Henri, et je fais, dit-il, une révélation à la Chambre.

Je puis dire à mon honorable ami que nous avons récemment formé le comité de la petite industrie à Montréal. Le directeur de ce comité est M. le professeur Esdras Minville. Le but de ce comité, c'est de permettre aux professeurs d'aller passer leurs vacances pour étudier la situation au point de vue de la petite industrie dans les divers coins de la province de Québec, afin de se rendre compte de leur existence et des besoins locaux.

Par exemple, s'il y a déjà une industrie du terroir dans les Cantons-de-l'Est ou dans une région du bas de Québec, si cette industrie suffit aux besoins locaux, il serait bien inutile d'y créer une industrie concurrente, qui signifierait la ruine de la première ou de la seconde, ou peut-être des deux. Ces chercheurs pourront aussi dire si telle ou telle industrie pourrait s'implanter dans tel ou tel endroit au bénéfice du groupe qu'elle serait appelée à desservir.

À l'automne, ces professeurs feront leur rapport au comité de la petite industrie et nous tâcherons de diriger vers ces industries nécessaires nos diplômés des écoles techniques, polytechniques, des hautes études commerciales, de l'École des beaux-arts.

Nous leur dirons: allez dans les endroits où l'industrie que vous pourriez créer pour vous faire vivre et faire vivre l'artisanat de l'endroit, tout en servant les besoins d'une population.

L'honorable député de Saint-Henri, qui est diplômé de Polytechnique, n'ignore pas que le laboratoire de l'École est très bien outillé, qu'il n'y a sûrement pas à Montréal de laboratoire mieux outillé que le sien. Évidemment, il lui est parfois difficile de faire certaines recherches qu'on lui demande de faire, à cause de la dépense matérielle que la chose entraîne. Parfois, on s'adresse à l'École pour lui demander d'examiner telle pièce, tel matériel. On le fait souvent, mais il arrive que le laboratoire serait obligé d'encourir de telles dépenses qu'il ne peut le faire.

C'est évidemment ces services que rendent les laboratoires de nos écoles que le député de Saint-Henri voudrait voir intensifier. Il voudrait que ces travaux, au lieu d'être confiés à une seule école, fussent confiés à plusieurs. Il dit que nous avons plusieurs maisons d'enseignement qui ont de ces laboratoires et qui ne les utilisent pas pendant la période des vacances, soit pendant cinq mois sur douze.

Je crois que sa suggestion est excellente. Jusqu'où ces laboratoires pourraient-ils se lancer dans l'examen des pièces qui leur seraient soumises

par l'industrie? Je l'ignore; j'admets que cela dépendra des chimistes au service du laboratoire, des professeurs, des physiciens, etc. Mais je souscris avec plaisir à son projet et je souhaite le jour où nous pourrions avoir quelque chose de mieux encore: des laboratoires scientifiques provinciaux.

Toutefois, à cause de la période que nous traversons, il nous faut procéder avec prudence. Si un plan d'ensemble était conçu, qui n'entraînerait pas trop de dépenses au gouvernement, je crois que l'on pourrait intéresser plusieurs ministères. Par exemple, le ministère de l'Agriculture, le service des mines, l'hygiène et conséquemment, le secrétariat de la province. Cela coûterait peut-être peu de chose à chacun et il serait peut-être bon de faire l'expérience.

J'ai voulu signaler à la Chambre l'effet pratique que pourrait entraîner la motion du député de Saint-Henri. Mon honorable ami a parlé avec logique, avec calme. Je le remercie, et à mes remerciements je joins mes plus vives félicitations.

(Applaudissements de toute la Chambre)

M. Leduc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Loi du Barreau de la province de Québec

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 modifiant la loi concernant le Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Rochon (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochon (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Contrat entre Donnacona et la Donnacona Paper Company

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 ratifiant un règlement et un contrat passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un bill extraordinaire. La compagnie Donnacona Pulp a été fondée en 1912. De 1912 à 1922, elle a bénéficié d'une exemption de taxes municipales et scolaires complète, soit pendant 20 ans. Au bout de 20 ans, elle a obtenu une réduction égale aux 15/16 de l'évaluation de ses biens. Cette compagnie exploite nos ressources naturelles, et puisqu'on oblige les petits propriétaires à payer leurs taxes, les grosses compagnies devraient payer elles aussi et assumer leur fardeau de taxes. Depuis un quart de siècle, cette compagnie a bénéficié d'une exemption. C'est une invitation au désordre social, et cette situation est de nature à laisser croire au public que les lois sont faites pour exploiter les pauvres et favoriser les riches.

Cette compagnie, de plus, a englouti en quelques années des millions de l'épargne populaire, à ce point que le Dr Arthur Rousseau, qui ne faisait pas de politique, a dénoncé ses manœuvres dans des lettres retentissantes, où il invitait les législateurs à intervenir. Dans ce bill, aucune clause ne garantit des salaires raisonnables pour les ouvriers au service de la compagnie; il n'y a rien qui oblige la compagnie à employer de la main-d'œuvre canadienne. Je ne conçois pas qu'il n'y ait rien dans ce projet pour assurer ce principe élémentaire que les ouvriers doivent être protégés. Ce que nous voulons, c'est que nos compétences aient toute la préférence, et que les nôtres aient toute la chance de faire valoir leurs talents.

(Applaudissements prolongés)

Il est temps que les industries qui exploitent nos ressources naturelles comprennent que les ouvriers de chez nous doivent avoir la préférence, quand il s'agit d'exploiter nos ressources. Sans vouloir faire de nationalisme étroit, nationalisme que nous condamnons, nous pouvons dire qu'il ne faut pas oublier que tout en rendant justice à nos frères

séparés, nous avons des droits de pionniers et que nous entendons les sauvegarder et les faire garantir. Il paraît souverainement inutile d'avoir des écoles supérieures pour former des compétences, si nous ne leur fournissons pas l'occasion d'en faire bénéficier la province. Il semble bien que la meilleure façon de le faire serait de poser dans tous les contrats les conditions essentielles que je viens de mentionner.

(Longs applaudissements)

La Législature a aujourd'hui une belle occasion de poser des principes d'équité. Si la compagnie veut obtenir des garanties, c'est notre devoir de mettre des garanties pour ceux qui doivent être protégés. Les puissants n'ont pas besoin de protection. C'est pour les faibles que nous réclamons.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je profite de l'occasion, M. le président, pour poser un principe. Je suis opposé entièrement aux exemptions de taxes pour les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles, nos ressources forestières ou autres. Je pose le principe parce que je représente un comté où les exemptions de taxes accordées aux compagnies ont été encore plus nombreuses qu'ailleurs. Il est malheureux que, dans le présent cas, on n'ait pas songé à insérer une clause pour assurer un salaire minimum aux ouvriers. Au comité des bills publics, le secrétaire de la Donnacona Pulp nous a dit que 30 % des ouvriers obtenaient moins de \$0.40 de l'heure et que plusieurs d'entre eux gagnaient beaucoup moins.

Je veux également faire remarquer que, dans le cas des exemptions de taxes aux compagnies, la clause concernant la préférence à donner aux ouvriers de la localité n'a pratiquement pas été observée. À River Bend, par exemple, ce printemps même, lorsqu'on a mis une troisième machine en marche, on s'est permis de faire venir de Montréal, Québec, Shawinigan et ailleurs, plus de 20 ouvriers. C'est surtout pour cette raison que je m'oppose catégoriquement au bill tel qu'il est.

(Applaudissements)

M. Delagrave (Québec-Ouest): Je suis le parrain de ce bill et je dois donner quelques mots d'explication. En principe, moi aussi je suis contre les exemptions de taxes aux compagnies, mais la situation est différente dans ce cas. Il s'agit d'un cas qui remonte à 1912, comme l'a fait remarquer le chef de l'opposition. Dans le passé, les villes ont cru pouvoir amener des industries chez elles et leur donner des privilèges exorbitants.

Cette année, les deux corporations de Donnacona, la corporation municipale et la corporation scolaire, ont passé des règlements qui ont été approuvés à l'unanimité.

Ces règlements ont été soumis par voie de plébiscite aux électeurs, et ceux-ci ont ratifié par une majorité en nombre de 94 % et en valeur de 89 %, si je ne fais erreur.

La situation de Donnacona est une situation particulière. Si la Donnacona Paper et la petite industrie qu'il y a à côté n'avaient pas existé, la ville de Donnacona n'existerait pas.

Il n'y a pas de fermiers à cet endroit. Il s'agit en somme de ratifier une entente de cinq ans qui rencontre les vues de tous les intéressés à Donnacona.

M. Leduc (Laval): Est-ce que la compagnie n'a pas consenti à une augmentation de son évaluation?

M. Delagrave (Québec-Ouest): Oui, l'évaluation pour fins de taxes a été augmentée de \$1,200,000 à \$2,000,000.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terres du Séminaire de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 92 distrayant un certain nombre de terres, possédées par le Séminaire de Québec, de certaines municipalités et paroisses.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Lachine**

M. Monk (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 83 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Monk (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 4 h 40.

Séance du mardi 12 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 112 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Arpenteurs-géomètres

M. Lauriault (Montréal-Saint-Henri) demande, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), la permission de présenter le bill 164 modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs-géomètres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Épargne populaire

M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), la permission de présenter le bill 166 pour protéger l'épargne populaire relativement à l'émission de bons, obligations et débentures pour des fins industrielles et commerciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des habitations salubres

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi des habitations salubres.

Le bill vise à permettre au gouvernement de verser l'argent promis aux municipalités qui ont emprunté de l'argent relativement au problème sus-

mentionné, et ceci s'appliquera particulièrement à la ville de Saint-Lambert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai été informé par l'honorable député de Laurier (M. Lesage) que la ville de Montréal serait prête à faire étudier son bill mardi prochain.

M. Lesage (Montréal-Laurier): C'est entendu.

Dépôt de documents:

Creusage d'un fossé, Saint-Bruno

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 avril 1936, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, ainsi que copie de tout document, depuis le 1^{er} janvier 1935, jusqu'au 10 avril 1935, le tout se rapportant au creusage d'un fossé, dans la municipalité de Saint-Bruno, comté du Lac-Saint-Jean, d'après l'acte d'accord portant le No 33-0-65, ainsi que celui portant le No 33-E-1425. (Document de la session no 42)

Creusage d'un fossé, Saint-Bruno

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 avril 1936, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, ainsi que copie de tout document, depuis le 1^{er} janvier 1936, jusqu'au 10 avril 1936, le tout se rapportant au creusage d'un fossé, dans la municipalité de Saint-Bruno, comté du Lac-Saint-Jean, d'après l'acte d'accord portant le No 33-0-65, ainsi que celui portant le No 33-E-1425. (Document de la session no 43)

Questions et réponses:**Route 14,
Saint-Jean-États-Unis**

M. Fisher (Huntingdon): Concernant la route 14, pour la partie s'étendant de la cité de Saint-Jean à la frontière des États-Unis:

1. En quelle année ce chemin a-t-il été d'abord amélioré comme route générale?
2. Quel en a été le coût total?
3. Combien chaque municipalité a-t-elle fourni?
4. En quelle année ledit chemin a-t-il été reconstruit en ciment?
5. Quelle somme d'argent la province a-t-elle payée pour la reconstruction de ce chemin?
6. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer à améliorer ce chemin?
 - a. Dans l'affirmative, combien coûtera cette amélioration?
 - b. Quelle sorte de pavage le gouvernement a-t-il l'intention d'employer dans la réfection de ce chemin?
 - c. Quelle était la largeur de ce chemin lorsqu'il a été recouvert de ciment?
 - d. Quelle en sera la largeur lorsqu'il sera terminé?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): 1. De 1920 à 1924 inclusivement.

2. \$367,472.30.
3. Paroisse de Saint-Jean, \$8,742.78; Paroisse de Saint-Blaise, \$4,524.41; Paroisse de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, \$10,466.80; Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, \$4,081.66.
4. En 1927, 1928 et 1929.
5. \$613,959.95.
6. Oui.
- a. et b. À l'étude.
- c. La chaussée en gravier avait une largeur de 22 pieds.
- d. À l'étude.

**Droits de coupe
et rentes foncières**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le 30 avril 1936, à combien s'élevait le total:

- a. Des droits de coupe payables à la province et impayés?
- b. De la rente foncière payable à la province et impayée?

L'honorable M. Mercier (Châteauguay): a. Droits de coupe, \$1,294,010.66.

b. Rentes foncières, \$39,647.24.

Passages à niveau

M. Leduc (Laval): Concernant la somme de \$300,000 prévue par la loi relative aux passages à niveau, 19 George V, chapitre 8, depuis le 9 janvier 1935, inclusivement, jusqu'au 30 avril 1936, inclusivement:

1. Combien la province a-t-elle dépensé?
2. À combien s'élève le total des contributions assumées par les municipalités, en vertu de l'article 5, de ladite loi?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): 1. et 2. Rien.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 7 mai, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Gagnon (Kamouraska): M. l'Orateur, avant de continuer mon discours, je désire tout d'abord, faire une mise au point en marge d'une déclaration de l'organe conservateur *Le journal*.

Ce journal, un organe de l'opposition, a dit que j'étais contre les pensions de vieillesse. C'est faux et je proteste contre une telle affirmation. J'ai déclaré que j'étais en faveur des pensions de vieillesse, que j'allais voter pour, que c'était le gouvernement libéral qui nous l'avait promise et qu'il allait nous la donner. Ce qui a pu porter ces gens à changer mes paroles, c'est que j'ai dit que j'étais satisfait de voter pour les pensions de vieillesse, mais que ce n'était pas la loi pour laquelle je me glorifierais le plus d'avoir voté. J'aurais été plus favorable à la contribution d'une somme égale par le fédéral et le provincial, pour aider non seulement les vieillards, mais encore tous les miséreux de cette province, tous ceux qui souffrent.

Je suis cependant pour la pension de vieillesse, et il n'est pas honnête ni juste de la part d'un journal de venir me prêter une opinion contraire. Je ne sais pas si c'est le journal ou son reporter. Celui qui est responsable de cette petite vilénie devrait bien se soigner.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, j'avais presque terminé mon discours jeudi dernier. Mais, depuis, j'ai eu l'occasion d'aller dans mon comté en fin de semaine; j'ai rencontré mes électeurs, et aujourd'hui, j'ai d'autres remarques à faire. Je veux dire à la Chambre les opinions que l'on m'a exprimées. Je veux parler particulièrement du chômage. La crise remonte en 1931, alors que les promesses de 1930 sont devenues difficiles à remplir, et que nos amis d'Ottawa n'ont pas pris les bons moyens pour remédier à la situation que nous devons alors envisager.

M. Tremblay (Maisonneuve): Que dites-vous des promesses de Saint-Raymond?

M. Gagnon (Kamouraska): Je dis qu'elles ont pratiquement toutes été réalisées.

(Applaudissements à droite)

S'il est un gouvernement qui s'est saigné pour aider notre population depuis, qui a travaillé pour remédier au chômage et qui n'a rien négligé pour aider les chômeurs, c'est bien le gouvernement libéral de la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

Dans les comtés ruraux comme celui que je représente, on se plaint d'avoir à payer pour le coût du chômage dans les villes. Nous sympathisons beaucoup avec ceux des villes qui souffrent le plus de la crise, mais les deux gouvernements devraient s'entendre, on devrait modifier le système actuel, non pas pour donner encore des secours directs, mais afin de réclamer du travail pour les secours donnés. Les municipalités ne peuvent plus supporter le fardeau du secours au chômage.

Je veux suggérer aux gouvernements de mettre fin au secours direct et de le remplacer par des travaux publics utiles. À la campagne, on peut entreprendre nombre de travaux de voirie et de drainage. L'argent dépensé en secours directs est de l'argent perdu, et, si on avait songé à ces travaux, on aurait laissé un actif précieux à nos campagnes. Il me semble qu'il pourrait y avoir entente pour entreprendre des travaux de drainage. Dans mon comté, il y a d'immenses plaines qui pourraient être drainées, ce qui rapporterait de meilleurs revenus aux cultivateurs dans la suite. Le fédéral pourrait contribuer à ces entreprises. Je suis bien sympathique aux chômeurs des villes, mais il ne faut pas oublier qu'il y a des chômeurs même à la campagne et qu'une politique de travaux publics soulagerait beaucoup des municipalités rurales. Les travaux publics devraient aussi bien aider les campagnes que les villes.

J'ai remarqué l'autre jour une parole du député de L'Assomption (M. Gouin) qui disait que son programme devrait être exécuté étape par étape. C'est la politique qui a été suivie par le gouvernement libéral depuis 30 ans. Comme première étape, il s'est occupé de la voirie, et s'est occupé ensuite de la construction des ponts, une charge dont il a débarrassé les municipalités. Le gouvernement s'est chargé ensuite de rembourser les municipalités des argents qu'elles avaient à payer sur les argents empruntés pour travaux de voirie. Le gouvernement s'est aussi intéressé davantage en augmentant le budget de ce département.

Aujourd'hui, il franchit encore une autre étape dans l'application de son programme, en nous donnant les pensions de vieillesse et en améliorant le prêt agricole. Le programme de rénovation prêché par nos amis de la gauche est déjà depuis longtemps dans le programme du Parti libéral, et le gouvernement l'exécute à mesure que les finances de la province le lui permettent.

On dit que les ouvriers n'ont pas reçu ce qu'ils désiraient. Mais le gouvernement n'a-t-il pas fait voter des lois généreuses pour les ouvriers? On a aussi parlé du gouvernement et des trusts. S'il y a un gouvernement qui a su mettre à la raison certaines compagnies, c'est bien le gouvernement libéral. Lorsque l'activité est revenue dans le domaine de l'exploitation forestière, les compagnies avaient dit qu'elles donneraient un salaire raisonnable à l'ouvrier. Lorsque le gouvernement a vu que les compagnies voulaient s'enrichir en ne payant pas les salaires raisonnables, il a créé une commission - j'étais de ceux qui ont réclamé cette commission avec le député de Wolfe (M. Lapointe) - et aujourd'hui, à mesure que le prix du bois augmente, les salaires augmentent.

Dans son discours, le député de L'Assomption a dit que les noms des grands hommes de son parti allaient être inscrits dans un livre d'or. J'ai entendu deux des grands hommes dont il a parlé. Ceux-là, ils aspiraient à de hautes fonctions et approuvaient dans le temps toutes les mesures du gouvernement. Plus tard, les ambitions les ont dominés, et tous deux se sont trouvés candidats à la position de ministre de l'Agriculture. J'en sais quelque chose car, en 1929, l'un d'eux m'a demandé d'aller rencontrer le premier ministre pour appuyer sa candidature comme ministre de l'Agriculture.

Dans le temps, le gouvernement était un gouvernement qui donnait justice à tous, parce que ces messieurs avaient des aspirations. Ces candidats à une position acceptaient toutes les mesures du

gouvernement pour servir leurs ambitions, mais maintenant que ça n'a pas marché à leur goût, ils ont tourné le dos à leurs amis. Ce n'est pas une bien belle page d'histoire politique. S'il n'y a que les noms de ces hommes dans le grand livre du député de L'Assomption, c'est peu.

Il y en a une autre page qui a été écrite par un de mes homonymes...

M. Tremblay (Maisonneuve): Nommez-le... nommez-le!

M. Gagnon (Kamouraska): C'est l'honorable Onésime Gagnon.

(Applaudissements à gauche)

Sa page, elle est dans le livre du pays, et le comté de Dorchester lui a dit aux dernières élections fédérales ce qu'il pense de lui. M. Gagnon a voulu me faire des remontrances, et il s'est mis les pieds dans les plats.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, si ce sont là les pages d'histoire du parti national, je dirai ceci: il y aura peut-être un gouvernement libéral national un jour dans la province de Québec, mais il sera formé de libéraux. Il fut un temps où l'on me disait que j'étais un mauvais libéral. Ceux qui me disaient cela ont tourné dos à leur parti. Ils nous avaient annoncé des élections pour le mois de mai. Maintenant, c'est pour le mois de juillet. Mais ils vont mourir à petit feu.

(Applaudissements à droite)

Il (M. Gagnon) rappelle ensuite ses débuts dans la politique active. Il parle de ce que le gouvernement a fait pour la jeunesse.

M. l'Orateur, je fais appel aux hommes de bonne volonté de l'autre côté de la Chambre. Ce n'est plus le temps des longs discours. Hâtons-nous de terminer la session en votant le budget, afin que le gouvernement puisse donner à la population ce qu'elle attend de lui. Je sais qu'il y a des hommes de bonne volonté de l'autre côté de la Chambre. Je leur demande de faire ce que la province réclame de nous: voter le budget pour que nous aidions les miséreux en attendant le retour de la prospérité et afin que nous retournions tous au plus tôt dans nos comtés respectifs pour aller encourager nos électeurs qui ont besoin de réconfort.

Nous allons marcher encore dans les vrais principes du libéralisme, nous rallierons un jour les libéraux non satisfaits. Quant à moi, je suis parfaitement satisfait et je me sens amélioré du seul fait que je suis du côté de la droite.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Goudreau (Richmond): Je me joins à mes collègues pour vous offrir mes félicitations de l'honneur qui vous est fait d'avoir été choisi Orateur de cette Chambre. Vu que c'est la première fois que je parle en cette Chambre, j'offre aussi mes félicitations aux proposeur et secondeur de l'adresse au discours du trône.

M. Lapointe (Wolfe): Plus fort s'il vous plaît.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quand bien même vous entendriez, vous ne comprenez rien.

M. Goudreau (Richmond): Le peuple n'a pas confiance à un gouvernement dont un des partisans est élu par 110 % du vote. Passons en revue les questions suivantes: chômage, colonisation, agriculture, loi des contrats collectifs, conditions de travail où la loi des contrats collectifs n'est pas en vigueur.

Le chômage est un grand problème à résoudre. Depuis cinq ans, les gouvernements se sont creusé la tête, afin de trouver des solutions, mais combien sont demeurées infructueuses.

On préfère plutôt donner de l'ouvrage aux jeunes filles, afin qu'elles gagnent de l'argent qui ne sert qu'à se toiletter, fumer la cigarette et suivre la marche mondaine. Dans notre province, dit-il, on voit la femme à l'atelier, l'homme à la maison et les enfants courir les rues. Pendant ce temps, le jeune homme, lui, chôme, va rencontrer son amie aux portes de l'atelier, et comme résultat de ces désordres provoqués par l'incurie du gouvernement, les vols se font plus nombreux, la démoralisation de la population se fait rapidement et on perd la foi. L'oisiveté est en train de démoraliser notre peuple.

Le meilleur remède serait le salaire familial, les assurances de prévoyance, les pensions des veuves et des orphelins.

N'est-il pas honteux de constater la pénurie de lois sociales qui régissent cette province? En ne venant pas en aide à la mère nécessiteuse, à la veuve, on les oblige à abandonner leurs enfants à se traîner de porte en porte et à laver les planchers. On donne des pensions aux fonctionnaires publics, aux juges, au président de la Commission des liqueurs, de \$10,000 à \$12,000 par année, à des gens qui sont encore capables de continuer leur travail dans leur profession et qui sont riches, mais on n'a rien pour les veuves, rien pour les vieillards, rien pour les mères nécessiteuses. Comment être surpris que le chômage ait causé tant de "malheurs". C'est là la fameuse sociologie si avancée de notre province.

Parlons maintenant de la loi d'extension juridique des contrats collectifs. Cette loi a été passée en avril 1934 et copiée sur des lois en vigueur dans d'autres pays. Je suis prêt à donner crédit au ministre et au sous-ministre les bonnes intentions qu'ils avaient, mais le manque d'énergie du gouvernement, lorsqu'il s'est agi d'obliger les grandes compagnies à s'assujettir à cette loi, a été désastreux pour les employés de certaines industries. C'est notamment le cas des ouvriers de l'amiante.

Dans l'industrie de l'amiante, j'en parle en connaissance de cause puisque, à Asbestos, où je demeure, existe, d'après les experts, la mine la plus riche en amiante qui soit au monde, et très facile à opérer. L'ancien ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) et le procureur général (l'honorable M. Perrault) d'aujourd'hui qui était alors ministre des Mines, sont venus à Asbestos au mois d'octobre 1934. L'ancien ministre du Travail a dit à nos ouvriers: "Il y a une loi pour vous protéger et servez-vous en".

Dociles aux paroles de l'ancien ministre, nos ouvriers se sont tous syndiqués et ont formé le syndicat des ouvriers d'amiante. Ainsi unis, nos ouvriers, toujours guidés par les conseils du sous-ministre et la Fédération des syndicats catholiques de la province, ont envoyé une délégation des officiers du syndicat au bureau du ministre du Travail et ont rencontré les gérants des mines d'amiante.

Pendant cette entrevue, la question des salaires et d'une entente des ouvriers avec les compagnies d'amiante a été discutée, mais les gérants des compagnies ont refusé de se rendre aux demandes des officiers du syndicat, en prétextant leur situation financière. Le gouvernement s'est aussi prévalu de l'article 11 de la loi qui dit que "le lieutenant-gouverneur en conseil pourra refuser d'appliquer les dispositions de la présente loi à une industrie susceptible, d'après son estimation, de subir par leur mise en application de graves inconvénients du fait de la concurrence des pays étrangers ou d'autres provinces", et les compagnies ont continué à payer des salaires dérisoires. De nombreux ouvriers ne gagnent que 12, 13, 14 et 15 sous de l'heure; des électriciens, des mécaniciens ne gagnent que 25 sous de l'heure.

C'est une honte! Si l'on ne veut pas nous donner les avantages de la loi des contrats collectifs, qu'on fixe au moins un salaire minimum convenable. Les ouvriers des mines d'amiante veulent que nous leur assurions justice pendant la présente session. S'ils n'obtiennent pas de meilleurs salaires, je vous prédis la plus grosse grève d'amiante qu'il y ait eu dans la province.

La compagnie minière, qui est une compagnie américaine, laisse entendre aux ouvriers qui travaillent pour elle qu'elle fait une faveur aux Canadiens français qu'elle prend à son service, comme si les Canadiens français n'étaient pas chez eux dans cette province.

De plus, on ne respecte pas la loi du dimanche. Une centaine d'hommes sont forcés à peu près tous les dimanches à travailler. Et ces ouvriers n'ont jamais eu aucune protection de l'ex-député qui est lui-même intéressé dans la Diva Shoe de Richmond, qui vient d'être condamnée par les tribunaux pour ne pas payer ses employés. Actuellement, la Diva Shoe fait travailler les jeunes filles une heure et 10 minutes par jour de plus que la loi le permet, d'après des renseignements qui m'ont été donnés.

À Asbestos, il y a environ une cinquantaine de familles qui vivent sous les secours directs. Or, à part les salaires de famine payés à ceux qui travaillent en plus de nombreux chômeurs qui vivent sous le secours, l'ancien ministre des Mines, procureur général d'aujourd'hui, pour empirer la situation, envoie des gens de son comté avec des lettres de recommandation, pour prendre la place des gens d'Asbestos dans les mines.

Pour remédier au chômage, dans mon humble opinion, il faut d'abord donner à l'ouvrier des salaires raisonnables, légitimes tels que recommandés par les encycliques et la loi naturelle. S'il faut adopter une loi du salaire minimum des hommes, il ne faut pas hésiter. Si l'ouvrier est bien payé, il achète les produits du cultivateur et tout s'améliore. Le commerçant voit aussi son commerce grossir et l'argent circule.

Pour décongestionner les villes, on parle d'envoyer des colons sur des terres. Colonisation depuis longtemps, colonisation de patronage, colonisation fausse, colonisation électorale. Je fais partie du comité paroissial du retour à la terre d'Asbestos, pour la division de Sherbrooke. Voici comment on procède chez nous.

Nous choisissons les familles qui semblent les plus aptes à la colonisation: nous soumettons au comité central diocésain de Sherbrooke nos projets; le comité à Sherbrooke fait de nouveau enquête et réfère au département de la Colonisation à Québec qui se charge d'envoyer le colon sur une terre, dans les centres non organisés, où il n'y a pas de secours directs; le colon qui s'y achemine est laissé à lui-même, sans aide du gouvernement, et se voit obligé de recourir aux municipalités, comme tel est le cas d'un colon, père de 12 enfants, obligé de faire trois

milles et demi pour chercher du lait gelé pour ses petits enfants, et qui doit vivre de chasse et de pêche sans un sou.

Dans mon comté, des abus sont commis par l'inspecteur du chômage, qui a refusé de donner des bons et de les retourner à Québec, à cause que certaines gens ont voté contre le gouvernement. C'est toujours de la politique, de la petite politique.

J'ai vu par les journaux, en date du 6 novembre 1935, que le gouvernement a échangé des terrains appartenant à la Brompton Pulp & Paper Co. 110,000 acres dans les Cantons-de-l'Est, 118,000 acres au Lac-Frontière, et en retour, il accordait à cette compagnie une concession forestière dans le nord de la province. Est-ce que le gouvernement peut passer une transaction de cette importance sans passer un arrêté en conseil? Nous avons cherché en vain le document dans la *Gazette officielle* sans le trouver. Des experts nous affirment que les 228,000 acres cédées par la Brompton ne sont pas propres à la culture. Les lots ne valent rien pour la culture, puisque la compagnie a le droit de piller jusqu'à la dernière bille de bois commercial avant de les livrer.

En retour, on nous dit que la Brompton a exigé deux acres pour une. C'est-à-dire qu'elle s'est taillé un domaine de 457,200 acres dans les plus belles forêts de la province dans le bassin de la Rivière-aux-Outardes, sur la Côte-Nord. Que le ministre des Terres et Forêts nous dise ce qu'il en est. Qu'il nous dise aussi s'il est vrai que la Brompton n'aura plus de droits de coupe à payer. Est-il vrai que ces forêts ayant un rendement minimum de 10 cordes l'acre, la province perd ainsi la somme de \$6,168,500 et que la compagnie reçoit une valeur totale de \$20,000,000, en comptant le bois à \$4 la corde et la terre à \$3 l'acre?

Est-ce un don que le gouvernement a fait à une compagnie chère à M. Nicol? Je le demande au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Est-ce que les terres échangées ont été divisées et classées? Au lieu d'envoyer les gens loin de leur famille et les priver des conseils de leur famille, qu'on classe donc ces lots et qu'on laisse les pères donner des conseils à leurs fils: cela leur vaudra souvent plus que de l'argent.

Dans mon humble opinion, pour encourager la colonisation, vu que la plupart des colons n'ont presque pas de bois qui a été généralement réservé aux compagnies, je soumettrais qu'on augmente le montant des primes de défrichement.

M. le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a brossé un tableau brillant de la situation du cultivateur. Le ministre a prétendu que

les obligations du cultivateur étaient de 20 % à 30 %. Il se peut que les méthodes de culture ne soient pas les mêmes dans les différentes parties de la province. Mais, pour ce qui regarde mon comté, je sais fort bien que, dans la plupart des cas, les obligations du cultivateur, loin d'avoir diminué, ont augmenté.

On dit que le cultivateur n'est pas taxé. Si le cultivateur est la base de la structure sociale et économique, il faut prendre les moyens pour ne pas désagréger cette base. Bien qu'on ne l'admette pas, le cultivateur est surtaxé: la liste des taxes frappant le cultivateur serait trop longue à énumérer. Les produits du cultivateur se vendent à des prix dérisoires, et surtout, il prend ce qu'on lui offre. Il faut donc le protéger en lui accordant des primes sur le prix du beurre et du fromage. Que le gouvernement prenne donc à ses charges les travaux dispendieux de drainage, et qu'on laisse donc le cultivateur faire seul les petits travaux de ferme, tels que creusage de fossés, etc., qui ne sont souvent que des causes de favoritisme politique et de chicane.

On a bien jeté au cultivateur une branche d'olivier en passant la loi du moratoire. La loi du moratoire ne suffit pas au cultivateur. Cette loi a permis peut-être au cultivateur de conserver une partie de son roulant, sur lequel les banques avaient seules un recours; mais maintenant, le crédit du cultivateur est nul vis-à-vis des banques et il ne peut plus emprunter de personne. Aux yeux des banques, il est comme les gens qui se mettent sous la loi Lacombe.

C'est pourquoi seul un crédit agricole provincial, à long terme, sortirait le cultivateur de sa situation difficile. À l'heure actuelle, il y a des cultivateurs prêts à donner leurs terres pour bénéficier de la loi des pensions des vieillards.

Je veux terminer en disant pourquoi je suis en cette Chambre. Le comté de Richmond était un comté libéral. Mais maintenant, mes électeurs ont compris que l'esprit de parti ne les faisait pas vivre et ne réglerait pas les situations difficiles que nous traversons. Comme dans bien d'autres comtés, on a bien essayé, pour me vaincre, d'user de chantage, de corruption de piastres et de boisson, mais le nouvel esprit, apporté par le programme de nos deux chefs, d'une restauration sociale et économique l'a emporté et a eu pour effet de me donner une majorité dans 13 des 16 paroisses du comté. Et je profite de l'occasion pour remercier de tout cœur mes électeurs. À l'heure actuelle, chacun sait que si nous avions de nouvelles élections, l'Union nationale Duplessis-Gouin remporterait la victoire haut la main.

(Applaudissements de la gauche)

M. Côté (Gaspé-Nord): M. l'Orateur, je vous félicite de votre élection. Ce que le comté de Joliette vous a donné en confiance, vous le lui rendez en honneur. Je m'excuse tout d'abord de souffrir d'une mauvaise grippe. Je féliciterai ensuite l'honorable premier ministre, qui est une force et une gloire pour notre province, pour le magnifique résultat qu'il a remporté, ainsi que les députés de la droite qui, malgré les assauts d'une opposition furieuse et déconcertée par le verdict populaire, ont gardé une liberté d'esprit et une grandeur d'âme assez hautes pour reconnaître et proclamer les mérites d'un homme qui est une force, une gloire, pour notre province.

Je ne crois pas qu'un seul député pourrait se lever dans cette Chambre sans éprouver au préalable le besoin d'adresser au premier ministre un témoignage d'admiration. Je continuerai mes félicitations pour dire à l'honorable premier ministre qu'il fit un choix excellent de ministres en la personne des députés de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), de Bonaventure (l'honorable M. Côté), d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) et d'Abitibi (l'honorable M. Authier).

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, l'honorable député de Gaspé-Nord lit son discours. Est-ce que l'honorable député de Wolfe a des objections?

M. Côté (Gaspé-Nord): L'honorable député de Québec-Centre a été le premier à lire son discours.

M. Hamel (Québec-Centre): Mais je n'ai aucune objection à ce que vous le lisiez.

M. Côté (Gaspé-Nord): Eh bien! Moi, je ne lis pas et je ne lirai pas mon discours. Et je ne suis pas un professionnel. Je ne suis allé qu'à la petite école.

(Applaudissements à droite)

Un mot des dernières élections. Nous avons eu la visite dans Gaspé-Nord de l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin), ce grand homme.

(Applaudissements à gauche)

Dans mon comté il y avait sept candidats en lice: un conservateur, un actionniste et cinq libéraux. L'honorable député de Québec-Est a demandé qu'on lui organise une grande assemblée à Sainte-Anne des Monts. Il y avait 125 personnes, 40 libéraux, 20 jeunes gens, et la balance, des femmes. L'honorable député de Québec-Est a déclaré que le premier ministre était un voleur et un malhonnête homme.

M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. J'ai combattu l'honorable premier ministre, comme plusieurs autres l'ont fait, mais je n'ai jamais dit, ni dans Gaspé-Nord ni dans aucun comté de la province, que l'honorable premier ministre était un voleur et un malhonnête homme. Je demande au député de Gaspé-Nord de retirer ses paroles.

M. Côté (Gaspé-Nord): C'est ce que vous avez dit à peu près.

M. Drouin (Québec-Est): Je soulève un autre point d'ordre.

M. l'Orateur: L'honorable député de Gaspé-Nord doit accepter la déclaration de l'honorable député de Québec-Est.

M. Côté (Gaspé-Nord): Eh bien! Je l'accepte. L'honorable député de Québec-Est a voulu parler à Cap-Chat, ma paroisse. On lui a dit: "Nous allons vous laisser parler, mais n'attaquez pas le premier ministre et le député du comté." À l'assemblée suivante, l'honorable député de Québec-Est avait 18 auditeurs.

M. Drouin (Québec-Est): 19.

M. Côté (Gaspé-Nord): J'aperçois en face de moi le député du Lac-Saint-Jean (M. Duguay) qui a eu l'audace de parler de bandits dans nos rangs pendant les élections. Il y en avait des bandits dans plusieurs paroisses où il a tenu des assemblées, l'honorable député de Québec-Est: à Saint-Joachim des Tourelles et à la colonie de l'Enfant-Jésus. J'avais convoqué une assemblée à ce dernier endroit, et le député de Québec-Est, à Saint-Joachim. Les actionnistes n'avaient personne, tandis que 600 à 700 personnes étaient rendues pour notre assemblée.

Alors, nos adversaires se sont transportés chez nous et demandèrent la parole. Je ne les connaissais pas; de plus, j'avais une autre assemblée, de sorte que je ne pouvais pas facilement consentir à une double réplique. Je les priai donc de se retirer pour éviter le trouble. Le député de Québec-Est était accompagné de jeunes orateurs, entre autres un jeune professeur du nom de Dufresne, un M. Cormier, un M. Miquelon, un avocat de Québec, armés de revolvers qui ont voulu terroriser la population.

Ils sortirent, mais une fois dehors, quand ils constatèrent qu'ils ne pouvaient organiser d'assemblée, l'un d'eux sortit un revolver pour abattre

celui de nos orateurs qui parlait. Ce sont là les amis de l'Action libérale nationale. Malgré tout, j'ai battu tous mes adversaires et mon adversaire actionniste; M. Roland English, a reconnu lui-même que j'avais fait quelque chose pour mon comté.

(Applaudissements à droite, rires à gauche)

J'ai aussi entendu, dans mon comté, un autre membre de la gauche. Le député de L'Assomption (M. Gouin) y est venu, avec un conseiller législatif, avec M. Jacques Pinaud, l'honorable M. E. Ouellet et le député de Québec-Est. Ils ont fait le tour du comté, et j'ai réussi à battre les six candidats adverses.

M. Élie (Yamaska): Par quelle majorité?

M. Côté (Gaspé-Nord): Si on multipliait par sept, il en resterait cent.

De 1867 à 1920, le budget provincial de la colonisation était en moyenne de \$146,000 par année. Sous le régime Taschereau, de 1920 à 1935, la moyenne des budgets annuels de la colonisation fut de \$2,000,000.

De 1920 à 1935, le gouvernement a dépensé en primes de défrichement, de labours et de résidence \$3,000,000, et nous avons donné en distribution de graines de semence, de 1920 à 1935, une somme de \$581,681.58. En somme, depuis la crise, de 1929 à 1934, le gouvernement Taschereau a placé sur des terres 12,591 colons, et, après l'adoption du plan Vautrin, en quelques mois seulement, le gouvernement a réussi à placer d'une façon définitive sur la terre 5,000 colons et 7,000 fils de cultivateurs, ce qui fait en tout, de 1930 au printemps de 1936, 24,591 colons et fils de cultivateurs établis sur la terre, grâce aux soins du gouvernement de Québec.

Dans mon comté, on a commencé la colonisation en 1932, alors qu'une délégation est venue convaincre le ministre qu'il y avait des terres se prêtant bien à la colonisation. Aujourd'hui, on trouve des groupes parfaitement organisés. Je proteste contre les critiques de l'opposition à l'effet que les colons ont de la misère. On finira par décourager ces braves. Pourtant, dans les vieux centres, on trouve des colons qui pourraient peut-être prêter de l'argent à certains membres de la gauche qui n'en ont pas.

Et, M. l'Orateur, on me permettra bien, à titre de député de Gaspé, de rappeler d'une façon spéciale le nombre de colons placés dans quelques colonies de mon comté. À Cap-Chat, 24 familles; à Courcellette et à Faribault-Lemieux, 40 familles; à Saint-Octave-de-l'Avenir, 67 familles: ce qui fait

131 familles établies sur le plan des colons groupés, avec leur église, leur école bâties aux frais du gouvernement, l'institutrice payée par le gouvernement. Nos colons sont heureux. Dans le canton de Cap-Chat, 17 familles sous le plan des colons isolés; dans le canton de Cloridorme, 53 familles; dans le canton Duchesnay, 3 familles; dans le canton Romieux, deux familles; et dans le canton Tourelle, 12 familles. Dans la colonie de Saint-Octave-de-l'Avenir, le nombre des familles établies à date est de 127.

Voilà des chiffres qui valent mieux que des discours, voilà des faits qui valent mieux que des critiques.

Je pourrais rappeler, M. l'Orateur, tout ce que le gouvernement a fait pour le développement de la voirie de notre province. Je pourrais rappeler tous les bénéfices nets que nous avons retirés du tourisme, qui rapporte en moyenne \$60,000,000 par année à notre province, depuis 1929.

Il (M. Côté) fait ensuite état de ce que le gouvernement et spécialement le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) ont fait pour son comté au point de vue du drainage des terres. Le ministre, dit-il, a beaucoup fait pour améliorer les terres, et les cultivateurs lui en sont reconnaissants, comme d'ailleurs de tout ce qu'il a fait pour améliorer leur sort, malgré la crise qui sévit toujours. Je veux protester contre le fait que les députés de cette Chambre ne sont pas unanimes à reconnaître l'œuvre accomplie par le ministre de l'Agriculture.

(Applaudissements à droite)

Il offre ensuite ses félicitations au secrétaire de la province (l'honorable M. David) pour ce qu'il a fait en faveur de l'instruction publique dans son coin de pays. Le comté, explique-t-il, a reçu de nombreux octrois pour la construction des écoles, et, dans les régions nouvelles, les écoles ont été construites entièrement aux frais de la province. De la sorte, les pères de famille ont eu toutes les facilités possibles pour faire instruire leurs enfants. Grâce à l'honorable secrétaire provincial, nous avons de belles écoles dans nos campagnes et notre nationalité s'instruit. L'instruction, on l'a déjà dit, est la plus grande richesse d'une nation, et nous préparons une génération de gens encore plus instruits que celle qui l'a précédée.

Il reste peut-être encore quelques lacunes à combler, mais le gouvernement les comblera comme il en a comblé bien d'autres.

Le gouvernement a beaucoup fait pour l'instruction, tous le savent, et les critiques de l'opposition sont injustes. Je ne comprends pas

pourquoi nos collègues d'en face n'approuvent pas des hommes aussi dévoués à leur province. Il n'y a que deux raisons qui puissent faire ainsi parler les députés de gauche: soit la soif du pouvoir, ou la haine qu'ils ont dans le cœur pour tout ce qui touche au gouvernement libéral.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous dites que le comté est satisfait de ce qu'il a reçu de l'instruction publique. Les maîtresses d'écoles sont-elles satisfaites de leur salaire?

(Applaudissements à gauche)

M. Côté (Gaspé-Nord): Dans mon comté, elles sont satisfaites de ce que fait pour elles le département de l'Instruction publique.

Des voix à gauche: Oh! Oh!

M. Côté (Gaspé-Nord): Le gouvernement a compensé pour la partie de leur salaire que les commissions scolaires ne pouvaient pas payer.

(Applaudissements à droite)

Le député de Gaspé-Nord parle ensuite des pêcheries. Il remercie le nouveau ministre (l'honorable M. Rochette) de tout ce qu'il a fait et le félicite de tout ce qu'il entend faire pour les pêcheurs. Les pêcheurs sont la classe la plus affectée par la crise. Malgré la crise, qui a fait disparaître bien des marchés pour les produits des pêcheries, le gouvernement a trouvé moyen d'aider les pêcheurs. Il a fait beaucoup pour eux l'année dernière, et il fera encore davantage.

Je suggère d'établir un service de camions réfrigérateurs, qui pourraient transporter du poisson frais de Grande-Vallée, par exemple, jusqu'à Lévis. On pourrait ainsi assurer du poisson frais aux hôtels, aux touristes et aux consommateurs, et les pêcheurs pourraient y écouler leurs produits. Ce service pourrait se faire une fois la semaine.

Le député remercie le ministre de nombreux octrois qu'il a votés pour les pêcheurs et il remercie le gouvernement d'avoir construit des entrepôts où le poisson se conserve frais jusqu'à la mise sur le marché. Le fédéral et le provincial, grâce aux instances du ministre des Pêcheries (l'honorable M. Rochette), vont s'entendre pour améliorer encore le sort des pêcheurs, et j'ai pleine confiance, dit-il, aux initiatives du ministre.

Il est maintenant temps de s'organiser pour les pêcheurs et je fais appel à la gauche pour que l'on vote immédiatement les crédits du ministère, afin que l'on puisse accorder sans retard additionnel les

primes habituelles qui leur permettent de s'équiper pour la saison, qui est à la veille de commencer.

Pourquoi l'opposition critique tant le ministre de la Voirie (l'honorable M. Côté), un de ceux qui ont le plus fait pour permettre aux cultivateurs de gagner quelques sous, alors qu'il y a morte-saison sur la ferme. Avec ces quelques dollars gagnés à la confection ou à la réfection des routes, les cultivateurs peuvent s'acheter beaucoup de choses dont ils ont besoin et qu'ils ne sauraient se procurer autrement. Dans la Gaspésie, par exemple, le gouvernement a construit le boulevard Perron et, grâce à cette artère, plusieurs touristes viennent dans Gaspé, et les cultivateurs ont un moyen facile de transport pour leurs produits.

Les actionnistes conservateurs ont tort de croire que la province est aussi mal administrée qu'ils le disent. Les conservateurs devraient entendre ce que le public dit de leurs critiques. Depuis six semaines que cela dure, les gens se demandent comment il se fait qu'ils ne trouvent rien de bon à dire au sujet du gouvernement. Il faut entendre les conversations dans les trains, alors que ceux qui connaissent la province, les voyageurs de commerce, par exemple, causent entre eux et se disent que tout ne va pas si mal qu'on le prétend aux endroits mentionnés dans les discours.

Le gouvernement a beaucoup fait pour la colonisation, par exemple. Plus de 1,500 nouvelles âmes ont été établies dans le comté de Gaspé. Le gouvernement a non seulement établi ces familles, il en a pris soin, il leur a donné des octrois et des secours. Plusieurs sont maintenant en état de se suffire à eux-mêmes. La gauche a tort de toujours critiquer. Elle sait bien que le peuple n'admet pas toutes ses critiques.

Je vois en face de moi l'honorable député de L'Assomption (M. Gouin).

(Applaudissements à gauche)

Je lui fais remarquer que le siège à sa gauche (celui de M. Gault) est vide et qu'il le restera longtemps². L'honorable député a pour voisin le chef de l'opposition (M. Duplessis), qui est en train de lui enlever des amis libéraux. Je l'avise que le chef de l'opposition est en train de "passer au bleu" les libéraux mécontents qui ont été élus en même temps que lui. Il y a actuellement trois partis en Chambre et c'est trop. Je conseille aux libéraux fourvoyés avec les bleus de rentrer le plus vite possible au bercail. Je ne sais pas ce qui nous sépare, l'honorable député de L'Assomption et nous, et j'espère que tous les libéraux de cette Chambre s'uniront dans l'intérêt de la province. Je demande à ceux de la gauche qui

étaient autrefois des libéraux pourquoi ils n'appuient pas plus souvent leurs anciens amis de la droite qui se dévouent pour la province. Ils aimeront peut-être s'y trouver un jour ou l'autre.

Voix à gauche: Nous y serons avant longtemps, mais ça ne sera pas de votre faute.

M. Côté (Gaspé-Nord): On m'a accusé, de l'autre côté de la Chambre, dit le député, de frapper sur mon bureau en guise d'approbation quand les orateurs parlent. Un député m'a demandé si c'était là tout ce que je savais faire. Je lui réponds que je sais aussi défendre les intérêts de la province de Québec et tout ce que fait le gouvernement, pour le pays et pour notre population.

(Applaudissements à droite)

M. Larivière (Témiscamingue): M. l'Orateur, je n'envisagerai pas la situation avec des lunettes bleues ou rouges, mais des lunettes claires.

(Applaudissements à gauche)

Je ne veux pas faire perdre inutilement le temps de la Chambre. Je ne féliciterai certainement pas ceux qui n'ont pas le droit de siéger en cette Chambre.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, je vous souhaite d'être impartial dans vos décisions. Je souhaite aux nouveaux ministres de travailler dans l'intérêt de la province et, si mes souhaits se réalisent, les félicitations ne tarderont pas. Je remercie mes électeurs de Témiscamingue. La majorité de 1,342 voix que j'ai obtenue, en faisant perdre leurs dépôts à trois adversaires, \$600, est une gifle magistrale que les électeurs ont administrée au gouvernement libéral, très vieux et chancelant, et à son plan de colonisation, le plan Vautrin.

Le comté de Témiscamingue, qui a eu l'honneur d'être traversé par l'expédition de Pierre LeMoyne d'Iberville, il y a 250 ans, a une superficie totale de 8,900 milles carrés, soit près des deux tiers de la superficie des terres cultivées de la province, et son sol est des plus fertiles. Il est très propice à la colonisation.

J'ai l'honneur de représenter le comté où il y a le plus de mines. Cette vaste étendue de terrains miniers, une fois développés, feront la richesse de cette région et assureront un excellent marché aux nouveaux colons, en plus d'assurer du travail à une nombreuse main-d'œuvre. L'exploitation minière n'offre plus les risques d'autrefois. Il cite ce que Lord Tweedsmuir a dit à ce sujet, le 19 mars dernier.

J'espère que l'honorable ministre des Mines (M. Francoeur) viendra visiter nos développements miniers.

Les compagnies de l'Ontario pour la plupart, paient assez bien leurs ouvriers, mais ne rendent pas justice complète aux Canadiens français. Elles semblent favoriser davantage les Polonais et les étrangers. Les exploiters de nos ressources naturelles devraient pourtant donner la préférence aux nôtres. Maintenant que l'on sait la richesse de nos ressources minières, on devrait se hâter de nous donner des moyens de communication, plus particulièrement par chemin de fer.

Il est intéressant de faire un exposé comparatif des actes du gouvernement, lorsqu'il s'agit de favoriser les étrangers et les grosses corporations, ou promouvoir les intérêts de la masse.

La loi des mines est peu propre à favoriser le petit prospecteur, mais bien plutôt les grandes compagnies. Il (M. Larivière) fait les mêmes remarques au sujet de la loi des compagnies et sociétés. Il suggère que l'on abolisse la taxe de 50 centins l'acre sur les "claims" miniers et sur les renouvellements de permis d'exploitation minière. Il réclame l'émission des lettres patentes à ceux qui ont fait 200 jours de travail sur un "claim" de 40 acres, lorsqu'ils l'auront fait arpenter et maintenu pendant une période de cinq ans.

Il est étonnant de voir ou constater avec quel empressement le gouvernement a consenti de construire la route Arntfield à Cheminis, ouvrant ainsi un excellent moyen de favoriser la province d'Ontario, et Toronto en particulier, en lui facilitant davantage la possibilité de s'accaparer le commerce de notre région, au détriment de Québec et Montréal.

Depuis des années, les citoyens du nord-ouest de la province, de concert avec la ville de Montréal et toutes les municipalités sur le parcours du projet en question, ont réclamé fortement l'ouverture avec diligence de la route Mont-Laurier, Rouyn et Senneterre, et à date, relativement peu de travail a été accompli. Il aurait été et serait encore si important de faire des travaux de cette nature pour fournir du travail aux nombreux chômeurs d'un peu partout, tout en comblant une lacune, qui s'impose depuis longtemps, d'avoir une route toute québécoise reliant notre riche région minière et agricole aux principaux centres industriels de la province.

Le commerce d'une population d'au-delà de 50,000 âmes n'attend que les facilités nécessaires pour converger vers le centre de la province, au lieu de s'en aller à 80 % près vers la province voisine. Il ne faut pas perdre de vue le fait que cette route

racourcirait la distance de 250 à 200 milles entre Montréal et chez nous.

Il est évident que le gouvernement actuel continue sa politique de toujours, c'est-à-dire de plaire et accommoder les étrangers d'abord et favoriser les intérêts des grosses corporations avant ceux du peuple. Il faut que la population souffre et réclame longtemps, avant d'obtenir l'essentiel et la logique.

Permettez-moi de citer une autre instance à l'appui de ce que j'avance. Vers 1925 ou 1926, le gouvernement n'a pas hésité à consentir des privilèges spéciaux et des subsides de \$250,000 pour la construction d'un embranchement de 44 milles de chemin de fer entre Taschereau et Noranda, pour desservir la seule mine prouvée d'alors, la Mine Noranda. Je ne veux pas critiquer l'attitude du gouvernement en cette circonstance, parce que ceci a permis le développement prodigieux qui s'est accompli dans notre district; mais le gouvernement n'aurait pas dû s'arrêter là.

Depuis bientôt 10 ans, l'actif le plus précieux de la province, la classe agricole de mon comté, réclame, mais toujours sans succès, la continuation du chemin de fer Pacifique Canadien du Témiscamingue rural à nos villes devenues importantes, pour leur permettre de vendre et liquider leurs produits de la ferme dans la province de Québec et non dans la province d'Ontario. Ils sont présentement dans l'impossibilité de profiter d'un marché qui leur appartient à tous les points de vue. J'espère que la Chambre approuvera ce projet lorsqu'il nous sera présenté.

Voyez-vous le contraste? Pour favoriser le développement des intérêts de la Corporation Noranda, des privilèges spéciaux et des subsides d'un quart de million de piastres, mais pour favoriser la classe agricole et développer l'agriculture dans un des comtés les plus fertiles de la province, rien de tangible n'est offert. À ma connaissance, aucun subsides de cette importance ou près de cette importance n'ont été offerts pour venir en aide à la classe laborieuse, qui ne demande qu'à avoir l'avantage de disposer de ses produits du sol.

Lorsque le gouvernement a consenti tous ces sacrifices pour assurer le succès d'une mine, n'a-t-il pas gravement manqué à son devoir en n'exigeant pas certaines concessions en retour? La courbette habituelle devant les gros intérêts a dû se faire avec toute la grâce et le moins de résistance possible.

N'aurait-on pas pu du moins exiger de cette compagnie qu'en retour, elle s'efforce de donner la préférence à des fils natifs du pays, sinon de la

province, pour exécuter son travail. Je demeure dans la province de Québec et à Rouyn depuis 11 ans. Je suis désolé de voir que les compagnies emploient des étrangers de l'Europe centrale de préférence à nos ouvriers canadiens, dont quelques-uns qui ont fait la guerre. Ces étrangers envoient des milliers de dollars en Europe chaque mois, le fruit de leur travail. Il est très pénible, très pénible en vérité, pour un homme bien né, et qui a à cœur l'intérêt de ses semblables, les compatriotes, de les voir traîner les rues en quête de travail, pour un morceau de pain, pour assurer la survivance corporelle de ceux que la providence a confiés à leur garde.

J'ai vu, dit-il, des Canadiens français obligés de s'affubler du nom de Jones pour obtenir un emploi dans leur province. Il a vu, poursuit-il, des nôtres traîner dans les rues de nos centres miniers du nord, tandis que les immigrants de l'Europe centrale travaillaient à pleine capacité. C'est parce qu'il a protesté contre cet état de choses qu'on l'a envoyé à la Législature de Québec. On l'a envoyé pour réclamer en faveur des nôtres ce à quoi ils ont droit chez eux.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait depuis 15 ans pour le développement de nos jeunes gens, dans la métallurgie moderne et dans les nouvelles professions? Les nôtres sont pourtant bien doués, de ce côté. Les frères Timmins n'étaient-ils pas des Canadiens français?

Ce sont les autres provinces qui, en grande partie, sont responsables de l'immigration de l'Europe centrale. C'est donc à elles qu'il reviendrait d'en prendre soin. Je propose, dit-il, que le gouvernement oblige les compagnies à employer de Canadiens d'abord.

En parlant de nos citoyens de provenance de l'Europe centrale, je me réserve le privilège d'en parler de nouveau, lorsque nous serons appelés à voter les subsides de la police provinciale.

Il sera peut-être intéressant pour la Chambre de savoir ce qu'il nous en coûte de soigner à la cuillère ces étrangers et leur donner une préférence qui appartiendrait de droit à nos paisibles concitoyens.

J'ouvre une parenthèse ici, pour dire que je ne suis pas contre tout ce que le gouvernement a pu faire pour aider à l'industrie minière dans la province, quand je constate l'essor qu'a pris cette industrie dans la province depuis quelques années; mais c'est mon devoir de protester énergiquement contre cet état de choses que l'on a semblé vouloir favoriser, cet état de choses qui a permis à Toronto de s'emparer du meilleur du commerce de notre région,

au détriment de Montréal, Québec et le reste de la province en général, en procurant à nos voisins des moyens de transport et communication plus favorables, et en se laissant tirer l'oreille pour mener à bonne fin un projet de route qui s'impose non pas seulement depuis que notre district minier a pris naissance, mais depuis le jour même là où il fut décidé, initiative des plus louables, de coloniser le Témiscamingue et l'Abitibi.

L'on aurait aussi dû faire quelque chose pour donner un coup de main aux mineurs d'expérience de la région de Thetford par exemple, qui sont venus sans succès chercher un emploi quelconque chez nous. Si le gouvernement avait suivi une politique de donnant à donnant, une fois de plus, les nôtres auraient eu l'avantage de contribuer en juste mesure à l'exploitation d'une de nos ressources naturelles, l'exploitation minière.

De la somme dépensée à même les \$10,000,000 votés par le dernier Parlement pour fins de colonisation, quelle proportion aura en définitive été bénéficiaire aux colons?

D'après certaines informations que j'ai en ma possession, il appert que, pour gratifier le colon directement ou indirectement du montant de \$45, il en a coûté en frais d'administration seulement la bagatelle de \$55. Simple calcul, lorsque les \$10,000,000 auront été dépensés, les colons auront bénéficié d'environ \$4,500,000; l'administration nécessaire qui aurait dû coûter peut-être, en étant très prodigue, la somme \$1,500,000, en aura coûté \$5,500,000, soit une bagatelle de quelque chose comme \$5,000,000 à même les fonds de la province, pour le favoritisme, le gaspillage, en un mot, pour les amis du régime. Un gros pourcentage de ce montant a servi aux dernières élections. Si, pour dépenser 45 cents, il faut en dépenser 55, il est temps que nous changions de gouvernement, estime M. Larivière.

(Applaudissements)

Il serait peut-être surprenant d'apprendre qui était l'ami de Québec à favoriser, lorsque l'on a cru équitable et de bonne administration d'expédier le printemps dernier par messagerie des quantités de patates et de farine de Québec à Angliers et autres points dans le Témiscamingue, avec le résultat que le coût de transport seulement représentait le coût réel de huit à 10 fois plus de patates en les achetant sur place.

De plus, ce n'était sûrement pas un compliment à faire aux excellentes patates de chez nous qui se vendaient dans le temps à moins de 50 cents la poche chez les cultivateurs.

Et la farine se vend à peu près au même prix chez nous qu'à Québec; pourtant, elle venait d'ailleurs.

Pourquoi la Mine Noranda a-t-elle été exemptée de payer des taxes à l'école du chemin Granada, après le voyage de deux représentants de cette mine, qui sont venus à Québec, quand la loi permet en territoire non organisé de taxer toute propriété située dans un rayon de cinq milles?

Il parle ensuite de la situation qui est faite aux Canadiens français dans son comté. Dans Témiscamingue-Sud, dit-il, les manuels scolaires sont faits en Ontario, et certains inspecteurs d'école viennent aussi de la province voisine. On anglicise graduellement les nôtres et ils ne peuvent pas protester parce qu'ils sont dans une ville fermée, comme il en existe malheureusement trop dans notre province.

(Applaudissements)

Cette ville est celle de la Canadian International Paper.

Je regrette de déclarer que dans le cas auquel je viens de faire allusion, il s'agit d'un club de golf, propriété de la compagnie Noranda, lequel a coûté quelque quarante à cinquante mille piastres, pour fins d'amusement seulement, lorsqu'on s'objecte de payer une taxe minime pour permettre à un grand nombre de petits enfants pauvres de recevoir l'instruction nécessaire. Une fois de plus, le gouvernement se prête à créer un état de choses inconcevable: comme toujours, il décide en faveur du puissant, du gros, contre l'intérêt du faible et de l'opprimé.

Ce que le gouvernement a dépensé pour le développement des mines lui est revenu en taxes des compagnies. Les frères Timmins ont laissé en mourant à la province plus que le gouvernement a dépensé pour nos mines - et ils avaient fait de l'argent dans les mines d'Ontario.

Il (M. Larivière) réclame une meilleure loi des sociétés par actions et une école pratique pour les mines, comme l'Ontario en a une. Revenant à l'ostracisme contre les Canadiens français, il parle de cas typiques.

Un nommé Foisy, répète-t-il, a dû changer son nom en celui de Jones pour obtenir du travail. En passant, je dirai que lorsque nous avons eu une grève, on a donné de l'emploi aux Canadiens français et il y a eu chez nous une véritable épidémie de mariages. Maintenant, on dit: "No French Canadian Wanted". Je ne suis pas anti-Anglais et anti-étranger mais, comme mes chefs, je suis pro Canadien français. Ce sont les autres provinces qui, en grande partie, sont responsables de l'immigration de l'Europe centrale. C'est donc à elles qu'il reviendrait d'en prendre soin.

(Applaudissements à gauche)

S'il faut légiférer pour assurer du travail aux nôtres, j'en suis.

(Nouveaux applaudissements)

N'est-il pas vrai que nous aurions besoin de 90,000 lots de colonisation en ce moment? Avec la superficie de la province, nous devrions avoir 360,000 lots. Or, le gouvernement n'a que 10,000 lots disponibles. Le plan Vautrin ne résoudra pas le problème, car il n'a pour objet que le placement de 10,000 colons, dont 4,584 étaient placés à la fin de 1935. Le plan Vautrin est insuffisant. Pour résoudre le problème, il ne faudrait par \$10,000,000, mais \$90,000,000. Le plan Vautrin aura une faillite retentissante, car il faudrait pouvoir placer 90,000 fils de cultivateurs, et le plan n'y pourvoit pas. Je ne parlerai pas des malheurs des colons, afin de ne pas décourager ceux qui veulent faire de la colonisation. Il me semble qu'il y a tant de choses à faire dans un jeune pays comme le nôtre que nous ne devrions pas avoir de chômeurs.

Il cite des lettres écrites par une femme de colon, qui a demandé à un épicier de Montréal de lui envoyer des sacs vides de sucre pour vêtir ses enfants.

L'honorable M. Authier (Abitibi): L'honorable député de Témiscamingue me permettra-t-il de lui demander de déposer ces lettres?

M. Larivière (Témiscamingue): C'est une découpe de journal que je lis. J'essaierai de me procurer ces lettres. Je veux maintenant parler des bûcherons. Mais il est 6 heures.

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lauriault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

Droits de coupe et rente foncière, Compton et Wolfe

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 avril 1936, pour la production de copie de tout acte de vente ou d'échange, projet de vente ou d'échange, promesse de vente ou d'échange, option de vente ou d'échange, relatifs aux biens sur lesquels la province a des droits de coupe, rente foncière ou propriété, dans les comtés de Compton et Wolfe,

depuis le 1^{er} mars 1935, jusqu'au 10 avril 1936. (Document la session no 44)

Questions et réponses:

Arpentage

M. Sauvé (Beauharnois): Depuis le 1^{er} janvier 1920 jusqu'au 30 avril 1936 inclusivement, à part la somme globale \$5,213,637.88 qui, d'après une réponse du gouvernement en date du 5 mars 1931 et du 11 avril 1935, a été dépensée par la province, sans demande de soumission, à même les crédits du département des Terres et Forêts, pour arpentage:

a. Combien la province a-t-elle payé ou dépensé, à même les crédits du département des Terres et Forêts, pour arpentage?

b. Quel est le montant total de tous les contrats intervenus entre la province et toute personne, compagnie ou corporation, au sujet d'arpentage?

c. Tous les contrats ont-ils été accordés sans demande de soumission?

L'honorable M. Mercier (Châteauguay): Du 27 mars 1935 au 30 avril 1936.

a. \$4,525,059.10.

b. \$341,144.47.

c. Oui, suivant la coutume suivie depuis 1867.

Rente foncière, réductions

M. Duplessis (Trois-Rivières): À partir du 24 février 1935, inclusivement, jusqu'au 30 avril 1936, inclusivement:

1. Le gouvernement cette province a-t-il accordé des réductions quant à la rente foncière payable à cette province?

Dans l'affirmative:

2. Quand?

3. À qui?

4. À combien se chiffre le montant total des réductions ainsi accordées, dans chaque cas?

L'honorable M. Mercier (Châteauguay): Aucune réduction n'a été accordée quant à la rente foncière payable pour la location des concessions forestières, durant la période mentionnée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise la séance 8 h 30**Contrat entre les commissaires d'écoles
et la Donnacona Paper Company**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 ratifiant une résolution et un contrat passés entre les commissaires d'écoles pour la municipalité la ville Donnacona, comté Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Adopté.

En comité³:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit encore d'accorder une commutation de taxes à la Donnacona Paper. Je ne crains pas de dire que les municipalités scolaires et les municipalités ordinaires perdent au moins \$2,000,000 par année par suite de privilèges de ce genre aux grosses compagnies, alors que les petits propriétaires sont toujours appelés à payer. Ainsi, à Donnacona, la taxe scolaire est de \$1.20 alors qu'à Trois-Rivières, elle est de \$0.90. Les corporations scolaires subissent également une diminution de revenus par suite de cette politique. Après cela, on se plaint que les institutrices ne reçoivent pas un traitement raisonnable.

Depuis 24 ans, cette compagnie ne paie pas de taxes. Elle a obtenu tout d'abord une exemption pour 20 années. Cette exemption a été prolongée ensuite de cinq ans, et aujourd'hui, on vient nous demander d'accorder un autre délai de cinq ans. Ce n'est pas le temps d'accorder des réductions de taxes scolaires aux compagnies. C'est un abus et c'est le devoir de la Législature de cesser cette pratique dangereuse d'établir des injustices flagrantes. Je dis que ceci n'a aucun sens, et que les compagnies de ce genre devraient être appelées à payer tout comme les citoyens.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il y a une question trop vitale en jeu pour la population de notre province pour adopter ce bill à la vapeur. Nos instituteurs et institutrices ne sont pas rémunérés à leur juste valeur. Or, voilà des financiers qui s'en viennent chez nous, et tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de s'enrichir avec nos ressources naturelles. Ces gens qui relèvent de la haute finance ne semblent pas comprendre leurs responsabilités. Non seulement ils viennent ici pour exploiter nos ressources naturelles, mais encore, ils viennent nous demander de ne pas payer de taxes.

Est-ce que ces messieurs ne pourraient pas au moins payer leurs taxes? Est-ce qu'ils ne pourraient pas, par exemple, nous dire ce qu'ils retirent de l'exploitation des industries dont la base repose sur l'utilisation de nos ressources naturelles? Ils devraient nous dire aussi combien leurs officiers reçoivent. Quand ils veulent avoir des avantages, ils devraient nous fournir ces renseignements. Le ministère prend de graves responsabilités en ne protégeant pas la population contre les façons d'agir de ces grandes compagnies.

On a profité des textes, des lois, des circonstances, pour ne pas remplir leurs obligations. Si ces compagnies désirent être protégées, avoir du rendement pour leur capital, elles doivent prendre leurs responsabilités, participer aux besoins de la province.

Pourquoi le parrain de ce bill ne pourrait-il nous dire le montant de capital investi par la compagnie demandant des faveurs, combien de fois les parts de cette compagnie ont été mouillées, quels sont les dividendes qui ont été payés aux actionnaires, et quels sont les salaires de ses principaux officiers? Alors, nous pourrions discuter de ses demandes avec connaissance de cause.

Nous verrions s'il y a lieu d'accorder des exemptions de taxes au détriment des corporations scolaires, et partant, au détriment des institutrices. La population saurait à quoi s'en tenir. S'ils ne veulent pas que le peuple se soulève - et il est près de le faire - ne serait-il pas mieux de montrer ce qu'ils retirent de nos ressources naturelles? On procède d'une façon non honnête.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) n'a pas le droit de rester sur son siège ce soir. Plutôt que de faire des discours, je dis que le secrétaire provincial devrait protester contre un tel état de choses. Il devrait prendre ses responsabilités, et dire qu'il n'approuvera pas ce bill en autant que les institutrices ne recevront pas le salaire qu'elles sont en droit de recevoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le député de Maisonneuve désire tout à l'heure connaître le salaire du président de la compagnie.

Je lui ferai remarquer que ce renseignement n'a pas été demandé au comité des comptes publics. Le député de Maisonneuve n'était pas au comité quand ce bill fut discuté. Je n'ai aucune objection à référer ce bill de nouveau au comité; mon honorable ami pourra obtenir les renseignements dont il a besoin. Que le comité rapporte progrès, et nous allons le référer aux bills publics.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), que le bill 106 ratifiant une résolution et un contrat passés entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Charte de Val-d'Or

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 84 constituant en corporation la ville de Val-d'Or.

Adopté.

En comité⁴:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'étais pas au comité quand le bill y fut discuté car j'étais occupé à un autre. J'ai depuis parcouru le bill et constaté qu'il n'était pas conforme à la pétition. De plus, j'ai eu l'occasion de tenir une assemblée à Val-d'Or. Il m'a été donné de constater que la compagnie Read-Authier exerce à cet endroit un pouvoir considérable. Des gens se sont établis à cet endroit, c'est très loin, et ils se sont installés sur des terrains sans aucune protestation. Aujourd'hui, on veut les forcer à accepter les conditions de la compagnie ou s'en aller.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Le chef de l'opposition a-t-il bien vérifié les informations qu'il donne en ce moment?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je dois déclarer que la compagnie Reid-Authier n'a pas un seul intérêt dans Val-d'Or.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis allé sur les lieux et j'ai rencontré des gens qui s'y sont établis. La compagnie Read-Authier a une subsidiaire qui est propriétaire de la majorité des terrains. J'ai téléphoné au ministère des Mines, pour

demander de protéger les gens de chez nous qui étaient établis sur les terrains de la compagnie, car cette dernière demandait plusieurs centaines de dollars pour accorder, par exemple, des titres au sujet des lots et pour le droit de passer un fil. M. Dufresne, qui est le sous-ministre des Mines, apparemment, m'a dit que la compagnie était reine et maîtresse là-bas, et que ceux qui étaient établis sur les lots de la compagnie devraient payer le prix exigé par la compagnie ou s'en aller ailleurs.

L'honorable M. Authier (Abitibi): M. Dufresne ne peut avoir dit cela. M. Dufresne a-t-il dit que c'était la Read-Authier?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont les renseignements que j'ai obtenus. Je sais comment on organise ces compagnies: les compagnies de mines ont des compagnies d'immeubles. Il y a ici trop de compagnies qui sont la doublure des autres. À Val-d'Or, la compagnie d'exploration minière est la doublure d'une compagnie immobilière. Aujourd'hui, on nous demande d'incorporer une ville fermée, afin d'obtenir des exemptions de taxes en faveur de certaines compagnies.

Je ne sais pas si le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier) est intéressé à retarder l'incorporation des municipalités, afin d'établir des polls volants, mais des retards ont été apportés à ces incorporations. J'ajoute que le ministre de la Colonisation ne devrait pas participer à un débat auquel il est intéressé non dans l'intérêt public, mais dans son intérêt personnel.

L'honorable M. Authier (Abitibi): On me permettra de rectifier certaines remarques du chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition a affirmé que la Read-Authier ou une subsidiaire possède des intérêts considérables à Val-d'Or. Il s'étonne que je me sois levé pour parler sur cette question, et il m'accuse d'être moi-même intéressé. Il est vrai que je suis un actionnaire de la Read-Authier, dont j'ai été l'un des fondateurs, mais je puis confirmer que cette compagnie n'a aucun intérêt dans le territoire du village actuel ou dans celui qui sera incorporé par ce bill. La Read-Authier ne détient pas une seule action de la compagnie qui possède la zone dont il est question à Val-d'Or. Dans le cas qui nous occupe, voici comment l'on procède.

Le chef de l'opposition s'étonne de ce que des gens s'établissent sur les terrains de compagnies minières. Une compagnie ne sait jamais où sont les

gisements miniers. Elles font l'acquisition d'un terrain, et si les recherches sont heureuses dans la suite, on y voit une population affluer. Ces gens aiment à se loger près de la mine, et ils choisissent de préférence les terrains qui appartiennent aux compagnies minières elles-mêmes. C'est évidemment toujours de cette façon que naissent ces villages. Ce fut le cas pour Noranda, la Sullivan, Malartic et Val-d'Or. Le cas s'est présenté dans un grand nombre de centres miniers. Ces compagnies étaient établies là depuis des années. Elles avaient des titres, et il était raisonnable qu'elles fissent elles-mêmes la vente des terrains à ceux qui désirent s'y construire. C'est le cas qui nous occupe présentement, et le chef de l'opposition n'a aucune raison de nous adresser des reproches.

On a dit que l'on retardait à incorporer le village. Mais ces villes poussent dans l'espace de quelques mois et il faut un peu de temps pour les organiser. Un an avant que le chef de l'opposition aille à Val-d'Or, il n'y avait pas une seule maison. Aujourd'hui, Val-d'Or va s'agrandir par l'annexion d'un territoire voisin. C'est une ville qui s'est développée en quelques mois. Aujourd'hui, elle a une population de 3,000 âmes, et il n'y a aucun doute que le chef de l'opposition ne voudra pas créer d'embarras pour paralyser son développement. Pour calmer ses inquiétudes, j'admets que je suis actionnaire dans la compagnie Sigma qui a obtenu le droit d'acquérir certains terrains, et pour faire plaisir au chef de l'opposition, je m'abstiendrai de voter sur cette mesure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les déclarations du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier) confirment en grande partie ce que je viens de dire. Le ministre avoue être un des principaux actionnaires de la compagnie Sigma, mais j'ai ici les noms d'autres compagnies dans lesquelles il est intéressé.

Il (M. Duplessis) ouvre l'annuaire canadien et se met à lire une liste de six ou sept compagnies minières où M. Authier apparaît comme directeur.

Je veux dire que, quand on établit une municipalité, le gouvernement devrait imposer des conditions pour garantir l'emploi à nos compatriotes de préférence aux étrangers, et aux gens de la province de préférence à ceux du dehors, ainsi que des salaires raisonnables; mais encore, laisser une partie du territoire de côté pour ceux qui veulent s'établir sur les lieux. Le ministre a dit que ces villes se développent rapidement. C'est justement une raison pour faire des réserves, quand on passe un bill. Des gens ont fait des dépenses considérables pour se

construire. Personne n'a protesté alors, et maintenant, on voudrait les forcer à se soumettre au prix de la compagnie. Je dis que ceci n'est pas raisonnable. Ce bill apporterait une sanction à cet état de choses déplorable. Ce n'est pas juste, ce n'est pas équitable, et nous n'avons pas le droit de ratifier cela en approuvant le bill.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si le chef de l'opposition avait assisté à la séance du comité, il aurait pu poser les questions qu'il voulait. Il aurait vu que les intéressés sont repartis satisfaits. Je ne vois pas pourquoi, ce soir, on fait tant de chichis...

(Rires)

Voix à gauche: Ce mot n'est pas parlementaire.

M. Leduc (Laval): Le chef de l'opposition ne peut pas être partout à la fois: il était au comité des comptes publics. C'est extraordinaire le travail que le chef accomplit présentement.

(Applaudissements à gauche)

Ce soir, il nous montre ce bill sous un aspect nouveau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À qui appartient le terrain de la ville?

L'honorable M. Authier (Abitibi): La compagnie minière a transporté ses droits sur la surface du terrain, mais non pour l'exploitation du sous-sol, à une autre compagnie. Et je crois qu'il y a maintenant environ 400 maisons, c'est-à-dire 400 propriétaires à peu près.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le ministre vient de dire qu'il n'a aucun intérêt, et maintenant, il dit que sa compagnie a vendu ses droits à une autre. Il devrait être conséquent avec lui-même.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je donne des renseignements d'une manière générale, car je ne connais pas tous les détails. Je ne connais pas les vendeurs.

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que le ministre veut dire qu'il n'a aucun intérêt quand il dit qu'il ne connaît pas les vendeurs?

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je comprends que la compagnie Sigma a passé ses droits à une autre pour la vente des terrains.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Comme je l'ai dit, la Sigma a vendu ses droits de surface sur une partie de son terrain. Mais je crois qu'il y a deux compagnies qui vendent des terrains.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): À quel prix avez-vous vendu ces droits?

M. Caron (Îles-la-Madeleine): Il est regrettable qu'à ce stage l'on soulève un pareil débat. Si le chef de l'opposition et d'autres avaient été présents au comité, ils auraient entendu les gens qui étaient à la barre et auraient pu leur poser des questions. M. Savard, qui représentait la ville projetée, a accepté les arrangements suggérés, et tout le monde a été d'accord au comité.

M. Leduc (Laval): J'ai assisté à la discussion en comité et j'ai entendu les arguments. Voici ce qui est arrivé. Le chef de l'opposition ne peut pas se multiplier en quatre. Il était à un autre comité. Ici en Chambre, il nous présente un nouvel aspect du problème. S'il avait pu être en bas, il aurait pu poser des questions différentes de celles qui furent posées. Vraiment je ne comprends pas la position du président du comité des bills privés. Il y a un comité plus important pour la province, c'est celui qui enquête sur les comptes publics, et c'est là que se trouvait le chef l'opposition quand le bill de Val-d'Or fut étudié.

Je crois que le chef l'opposition fait plus que son devoir en nous indiquant ce soir un nouvel aspect. Il fait un travail extraordinaire.

Je demanderais au ministre à qui appartient le territoire de Val-d'Or.

L'honorable M. Authier (Abitibi): La compagnie Read-Authier ne possède pas de mines. C'est ce que l'on appelle communément un "holding Company". Elle n'a pas de mines elle-même, mais elle détient des actions. Elle n'en a pas dans les environs de Val-d'Or plus qu'ailleurs.

M. Leduc (Laval): Ce n'est pas nouveau cela. Ceci permet la superposition des compagnies, et cela est mauvais. La superposition des pouvoirs a déjà été condamnée ailleurs, et je ne pense que, nulle part, elle ait obtenu des progrès quelconques. À Montréal, la multiplication des compagnies a eu des effets regrettables.

Mais n'est-il pas remarquable que l'on veuille déposséder des gens qui ont fait des dépenses considérables pendant les recherches minières, quand

les mines produisent? C'est pourquoi je dis que le chef de l'opposition est parfaitement justifiable de protester. Il devrait y avoir une loi au cours de la session, une loi pour dire que les premiers occupants ont droit au sol.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons une législation considérable. On recommence, dès le préambule du bill, toute la discussion qui a été faite au comité. Au moins, lisons le bill, nous verrons s'il y a lieu de poser ces questions.

Il prie le président de lire le bill. (Quand ce dernier a fini, le chef de l'opposition reprend le débat.)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis pris devant les comités le matin, et il faut que j'étudie les bills en Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je félicite le chef de l'opposition pour son assiduité et son amour du travail. Il est incontestable que l'ouvrage que nous avons, comme chefs, des deux côtés de la Chambre, ne nous permet pas d'être partout. Moi-même, je n'étais pas au comité quand le bill fut étudié. C'est pourquoi nous l'apprécierons clause par clause. Ce travail, cette discussion, peuvent se faire au comité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le député de Laval et je remercie bien cordialement le premier ministre de ses bonnes paroles. Le député des Îles-la-Madeleine a demandé où j'étais. C'est la première fois que j'entends un député de cette Chambre poser une question pareille.

M. Caron (Îles-la-Madeleine): J'ai dit que c'était regrettable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas le don d'ubiquité. Je l'ai dit, il ne nous reste pas d'autre alternative, dans ce cas, que de discuter le préambule du bill.

L'honorable député d'Abitibi dit que la Read-Authier est une "holding company", c'est justement une des vipères financières qu'il faut faire disparaître. Elles sont prétextes à la surcapitalisation et à toutes sortes de "finasseries". Nous en avons trop de ces "holding companies" en cette province.

Ce système est un mauvais procédé, qui encourage tous les abus. C'est un encouragement malsain à tous les points de vue. Je serais surpris si la

compagnie Read-Authier n'avait pas d'intérêt dans les terrains de Val-d'Or. Nous devrions profiter de cette occasion pour protéger les gens qui sont établis à Val-d'Or.

Je l'ai déjà déclaré que, quand il s'agit d'incorporer une municipalité de ce genre, je n'ai pas d'objection, mais je ne veux pas que l'on fasse ce que l'on a déjà fait: nommer des conseillers qui sont des étrangers à la province, accorder des exemptions de taxes. Mais je veux que l'on protège ceux qui s'y sont déjà bâtis.

On a demandé jusqu'à \$700 pour un lot dans Val-d'Or: C'est deux fois plus cher que dans les villes. Ce n'est pas juste de laisser nos pionniers exposés à l'exploitation.

Il faut accorder plus de protection à ceux qui ont été les pionniers du nord.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je me permets de dire au chef de l'opposition que les véritables pionniers de cette région, ce sont ceux qui ont formé la compagnie Read-Authier, autrefois, qui l'ont maintenue dans les années difficiles et qui se sont efforcés de faire surgir de nouvelles mines dans cette partie du Québec, dont une s'est classée comme la deuxième productrice du Canada. S'il n'y avait pas eu de Read-Authier, il n'y aurait pas eu de Val-d'Or, ni le merveilleux développement que nous constatons dans les mines. Nous n'aurions pas le développement de ce beau centre. Si ces pionniers doivent passer pour des finassiers, ce n'est pas encourageant.

On a dit que des lots se vendent \$700. Il y en a qui se vendent \$2,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pire.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Il en est toujours ainsi dans les jeunes villes appelées à un brillant avenir et ce ne sont pas des compagnies immobilisées qui les vendent. On ne reproche pas à la mine Noranda d'avoir construit une ville près de son exploitation. Le chef de l'opposition n'a pas protesté contre l'incorporation de la ville de Bourlamaque.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. J'ai protesté aussi contre l'incorporation de Duparquet et au comité et à la Chambre.

L'honorable M. Authier (Abitibi): J'accepte les déclarations du chef de l'opposition. Je regrette que mes souvenirs ne concordent pas avec les siens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le ministre veut que je lui fasse venir des journaux du temps?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je ne crois pas qu'il y ait lieu de recommencer tout un débat au sujet d'un cas qui est loin d'être unique en cette Chambre. Je crois que l'incorporation ne présente aucun problème difficile qui mérite que l'on prenne le temps de cette Chambre.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Hull (M. Caron) s'est fait le parrain d'un bill qu'il ne connaissait pas.

M. Caron (Hull): Le député de Maisonneuve était-il présent au comité?

M. Tremblay (Maisonneuve): Non.

M. Caron (Hull): J'y étais moi.

M. Tremblay (Maisonneuve): Laisser venir à moi les petits enfants. De l'ignorance, on en a trop faite dans cette Chambre. La droite a toute la presse ministérielle à son service et elle empoisonne l'opinion. Je n'endurerai pas cela, M. le président. Je fais trop mon devoir pour accepter une accusation comme celle-là. J'offre une collaboration pleine et entière, mais je ne souffrirai pas des accusations qui seront répétées demain dans la presse ministérielle. Je ne veux pas être sévère, mais il y a une limite. C'est un avertissement pour l'avenir. Nous allons être ici pour bien longtemps.

Voix à droite: Oui! Oui! On peut vous "toffer".

M. Tremblay (Maisonneuve): Les jappeurs peuvent sortir de la Chambre. Que les parrains des différents bills présentés sachent au moins le nom de leurs enfants.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre poursuit le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Larivière (Témiscamingue): J'ai été colon moi-même, et quand je parle de colonisation, j'en parle avec connaissance de cause. Si j'ai dû laisser mon lot, c'est que j'ai été chassé par une compagnie, la Canadian International Paper. Nous avons voté \$10,000,000, mais les colons ne recevront que \$4,500,000. Le reste sert pour l'administration. Je sais aussi que cet argent est dépensé de façon bien peu sérieuse.

Le 17 mai 1935, on a expédié pour \$266 de marchandises, de Québec, de chez Rioux et Pettigrew, et le transport a coûté aussi cher que la marchandise, alors que le gouvernement pourrait l'acheter sur les lieux. Je voudrais aussi savoir pourquoi le fonctionnaire a montré au colon le chèque auquel il a droit, en lui disant: "tu l'auras plus tard, si tu appuies le gouvernement", pendant qu'il avait une caisse de champagne dans son auto.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Quel est le nom de ce fonctionnaire?

M. Larivière (Témiscamingue): Je donnerai son nom au ministre: c'est le fils d'un ancien député, et il était officier-rapporteur aux dernières élections.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Il n'est plus fonctionnaire.

M. Larivière (Témiscamingue): Il l'était dans ce temps-là. Je ne veux pas que les fonctionnaires fassent chanter les colons. On dirait que le gouvernement fait de la colonisation en parachute. Il y a des colons qui ne peuvent sortir du bois l'hiver. On établit les colons au milieu la forêt quand les routes devraient précéder le colon, et on devrait laisser aux colons le bois qu'il y a sur leurs lots. Si la colonisation a réussi en Abitibi, dans le passé, c'est parce qu'on agissait ainsi.

On devrait donner des primes au colon, en raison du travail effectué sur son lot. Il (M. Larivière) n'est pas en faveur du travail collectif. Il croit qu'on devrait commencer à coloniser le sol favorable du nord-ouest, avant de se diriger vers le nord.

Le député parle ensuite du salaire des bûcherons. Il réclame pour le bûcheron un salaire d'au moins \$2 par jour. Il faut, dit-il que les gros descendent une marche de l'échelle, afin que les petits montent un peu.

Un grand nombre de bûcherons, 1,400, n'ont pas pu voter dans mon comté, et dans le comté au Nord, il y a des morts qui ont voté.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Le député sait-il que, dans le comté au nord, il y eut 300 télégraphes?

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une confession que fait le ministre?

(Applaudissements à gauche)

M. Larivière (Témiscamingue): Je ne puis pas le savoir, parce que cela n'est pas arrivé.

Il parle ensuite de la situation qui est faite aux Canadiens français dans son comté.

Il dit qu'il est de descendance acadienne, natif de l'Ontario et qu'il s'est rendu dans l'Ouest pour y trouver un emploi. Lorsqu'il a voulu entrer dans la gendarmerie royale, quelques années après la guerre, on lui a répondu qu'il aurait plus de chances s'il parlait allemand. Je me demande si nous continuerons bien longtemps à être des parias dans notre pays, et même dans notre province.

(Applaudissements prolongés)

Il estime que la crise n'est pas mondiale, puisque des pays comme le Portugal, le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande ne la subissent pas.

(Applaudissements)

Dans un pays jeune comme le nôtre, où il y a tant à faire, il n'y a pas de raison pour qu'on fasse vivre tant de gens à ne rien faire. Il y a des travaux de voirie, de reboisement. Il (M. Larivière) réclame la continuation immédiate de la route devant conduire de Montréal dans le nord. Il y a à faire des travaux de drainage, des développements hydroélectriques.

En terminant, le député du Témiscamingue déclare qu'il restera fidèle à l'Union nationale. Il affirme sa loyauté à ses chefs, MM. Duplessis et Gouin. On lui a offert \$25,000 pour passer du côté ministériel, mais je ne suis pas à vendre, dit-il, et si on a de l'argent, on devrait le donner aux colons.

(Longs applaudissements)

Il proteste contre le patronage qui est exercé dans son comté par un Croate et un Belge.

Je n'ai pas été attiré, dit-il, par la politique, mais par le côté national de la situation. Je ne suis pas né dans cette province. Lorsque j'y suis arrivé, je croyais que la province de nos ancêtres était gouvernée par des Canadiens français, fidèles à leurs traditions. J'ai entendu nos amis de la droite parler de leur croyance, l'honorable premier ministre dire qu'il était le fils d'une sainte. Mais une chose m'a étonné. On reproche au premier ministre Anderson, de la

Saskatchewan, d'avoir fait disparaître les costumes religieux dans sa province. Comment se fait-il - c'est ce qui m'a étonné - que dans un parlement catholique, où le premier ministre proclame que sa mère était une sainte, qu'il n'y ait pas de crucifix au-dessus du fauteuil du président. On sourira peut-être de cette suggestion, mais je suis un homme de foi. Si nous avions devant nous le signe de la croix, nous cesserions peut-être nos luttes fratricides.

Avant de s'asseoir, il (M. Larivière) dit un mot des jumelles Dionne, ses compatriotes, puisqu'il est né en Ontario. Ces enfants, dit-il, ont été enlevées à leurs parents. Je suggère au gouvernement d'inviter cette famille canadienne-française à venir habiter dans la province de Québec. Ce serait un bon moyen d'assurer une éducation française à ces jumelles, et aussi d'attirer les touristes.

(Rires et applaudissements)

Il contesta fortement le fait que les quintuplées venaient apparemment de Callendar et il indiqua que leur réel lieu de résidence et de naissance était Corbeil, mais que les gens de l'Ontario semblaient vouloir ignorer le nom français et faire un mauvais usage du nom anglais.

M. Caron (Hull): Depuis le début du débat, on entend à gauche rien autre chose que des plaintes et des gémissements. Ces messieurs font entendre des plaintes en raison du résultat des élections, et des gémissements, parce qu'ils demeurent toujours dans l'opposition. Je comprends cette attitude. Depuis un an, ces gens-là ont parcouru la province en disant qu'avant longtemps ils seraient au pouvoir, qu'ils appliqueraient leur programme. Ils voyaient alors briller une lumière qu'ils n'ont pu atteindre. Je conçois facilement qu'aujourd'hui ils soient de mauvaise humeur et soient désappointés de voir que le peuple a plus confiance au Parti libéral qui a de l'expérience et qui, jusqu'ici, a tant fait pour le bien la province.

(Applaudissements à droite)

Ils ont prétendu que leur seul intérêt était celui de la province et de protéger le pauvre. Ils ont prétendu qu'ils voulaient sauver ceux qui souffrent en ces années de crise, mais, même s'ils prétendent que le premier ministre a appelé un peu tard la session, s'ils sont de bonne foi, s'ils veulent travailler, qu'ils cessent de faire de l'obstruction, qu'ils cessent de faire des discours inutiles, et qu'ils demandent le vote sur le budget, de façon à ce que nous puissions passer en comité plénier, afin que nous puissions donner les crédits dont la population a besoin, et de faire de la véritable législation.

(Applaudissements à droite)

On a reproché au premier ministre d'avoir convoqué la session trop tard. Que serait-il arrivé si la session avait été convoquée au début de janvier? Ces messieurs auraient dit que nous allions trop vite et que nous prenions des moyens pour empêcher les contestations de suivre leur cours.

(Rires)

Si des élections avaient lieu demain comme ils le prétendent, je serais sûr d'être réélu et je suis également certain que le Parti libéral reviendrait au pouvoir avec une majorité écrasante.

Depuis lors, on ne fait que de la critique non constructive, et la population comprendra maintenant que si le travail de la session n'avance pas, c'est précisément à cause de cette obstruction de la gauche.

Depuis le début de cette session, nous avons entendu bien des plaintes au sujet des listes électorales truquées, de la boisson, des télégraphes et des méthodes de corruption. Dans mon comté, il n'y a rien eu de tout cela, mais d'après l'opposition, c'est Montréal qui aurait été le théâtre de cette prétendue fraude électorale. Alors, comment se fait-il que ce sont pour la plupart des candidats actionnistes qui ont été élus dans cette ville? C'est à se demander qui a passé ces télégraphes. Est-ce à dire que leurs propres députés auraient été élus par des méthodes de parjures et de falsifications?

(Rires)

Est-ce que ces méthodes ont été utilisées par eux ou par nous? Veulent-ils nous faire porter leur péché maintenant?

Le député de Wolfe disait l'autre jour...

Voix à gauche: Wolf... wolf...

M. Caron (Hull): Vous pouvez japper, ça vous va très bien. Le député de Wolfe a produit l'autre jour 72 affidavits démontrant que ces hommes vertueux de l'opposition ont dû se servir de la boisson dans leurs élections, et la province sait maintenant de quel bois nos amis de la gauche se chauffent. Le chef de l'opposition a parlé lui aussi sans cesse de manœuvres électorales. Il a semblé oublier son élection comme chef du Parti conservateur. Dans le temps, ceux qui ne partageaient pas ses vues ont été écartés par des manœuvres électorales. Mon prédécesseur, le député de Hull est l'un de ceux qui n'ont pu s'entendre avec le chef de l'opposition. Dans le temps, j'ai été porté à l'accuser, mais depuis que je connais le député de Trois-Rivières, je comprends que le député de Hull avait raison, et pourquoi il ne s'accordait pas avec le chef de l'opposition.

(Rires)

Je trouve malheureux que nos anciens amis libéraux, intelligents pour la plupart...

M. Tremblay (Maisonnette): Nommez-les!

M. Caron (Hull): ... se soient laissés séduire par les bleus et qu'ils soient maintenant les outils des bleus. J'aurais cru qu'ils étaient nés pour beaucoup mieux, mais espérons que la Providence qu'ils ont si souvent invoquée les ramènera au bercail.

M. Leduc (Laval): ... le bercail aux moutons!

M. Caron (Hull): On n'aura pas la peine de les peindre.

M. Leduc (Laval): On pourra les peindre avec du noir.

M. Caron (Hull): ... ce sera avec la peinture du pont de Montréal!

Le peuple n'a pas confiance en l'alliance Duplessis-Gouin. Une alliance qui veut monopoliser les partis politiques n'est pas prête à administrer la province de Québec. Ces messieurs ont formé le pire trust qui soit: ils ont réuni tous les adversaires d'un parti, afin de renverser le Parti libéral qui, n'en déplaise à nos amis de la gauche, a fait un bien énorme dans la province. C'était le cas de 1911 qui se répétait, mais au moins, en 1911, le groupe dirigé par Henri Bourassa avait été trompé. Le peuple de Québec a souffert pendant cinq ans de la dictature de M. R. B. Bennett à Ottawa, et il n'est pas prêt à se soumettre à une dictature bleue dans la province. Car enfin, M. Duplessis n'a-t-il pas monopolisé la direction des deux partis?

(Applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonnette): Puisque le député veut sortir de la politique provinciale, j'aimerais savoir ce qu'il pense de la dictature de M. King, lorsque celui-ci dit à ses partisans: "Drop it or get out"?

(Applaudissements à gauche)

M. Caron (Hull): Je lui parlerai plutôt de la réponse du premier ministre Bennett à ses partisans qui se révoltaient contre lui pendant un caucus: "After all, who paid for your election?"

(Applaudissements à droite)

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, je soulève deux points d'ordre. Le premier, au sujet du Règlement qui défend à un député de référer à un

débat antérieur; le deuxième, on devrait s'en tenir à la politique provinciale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Barré (Rouville): De plus, le mot "dictateur" devrait être déclaré non parlementaire, parce qu'aujourd'hui, il a pris un sens péjoratif, et il me semble qu'il devrait être interdit en cette Chambre. Je crois que l'on ne peut employer ce terme à l'adresse du premier ministre, du chef de l'opposition, d'un député ou du premier ministre du pays. Dans la province, cet adjectif est considéré comme insultant. Je crois que ce mot devrait être déclaré hors l'ordre.

M. l'Orateur: Au sujet du deuxième point d'ordre d'abord, l'opportunité de parler de la politique fédérale, je dois dire qu'il s'agit là tout simplement d'une question d'appréciation. Au sujet du premier, il est entendu que l'on ne peut faire allusion à un débat antérieur.

Toutefois, tous les députés qui ont parlé aujourd'hui ont référé à des débats antérieurs. Si l'on veut que j'applique les règlements avec rigueur, je vais les appliquer pour la gauche et la droite. Si la Chambre est d'avis que l'on devrait s'en tenir strictement au débat sur le budget, je suis à sa disposition pour rappeler à l'ordre tout député, mais encore une fois, je dis que tous les députés ont fait allusion à un débat antérieur.

M. Barré (Rouville): Mais au sujet de l'appellation injurieuse?

M. l'Orateur: Cela n'est pas prévu dans les règlements. L'article 245 dit qu'on ne doit pas manquer de révérence envers le roi, ou envers un membre de la Chambre. Mais on ne peut manquer de révérence à une personne qui n'est pas en Chambre.

(Rires)

M. Caron (Hull): Ces messieurs de la gauche se plaignent des journaux qu'ils appellent les journaux ministériels: *Le Soleil*, *L'Événement*, *Le Canada*, qu'ils prétendent être à la solde du parti. Les journaux donnent des comptes rendus de la Chambre et il n'y a pas à les blâmer s'ils font des titres qui peuvent être en rapport avec ce qui se rapporte à leur parti. Il y a un journal, je ne dirai pas à la solde de ..., car je ne sais pas qui paye, mais dévoué aux intérêts de l'Action libérale nationale, je veux dire *La Province*. L'autre jour, en rapportant un débat, il a

laissé planer des doutes sur le ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard). Il a dit que le ministre avait loué un magasin à des "chain stores". Il ne rapporte pas la fin du débat. Allons messieurs, soyez plus sérieux que cela.

Voilà de quelle manière nous traitent ces gens qui réclament justice. Tous les journaux feront toujours de plus gros titres avec les choses qui font l'affaire de leur parti. Un journal qui supporte un parti fait ressortir du débat ce qui peut le servir, *L'Action catholique*, *Le Devoir*, et d'autres périodiques font cela tous les jours, mais il ne faut pas tronquer le débat.

M. Hamel (Québec-Centre): On a dit qu'un sur quatre des magasins de M. Bouchard était loué à un magasin à chaîne.

M. Caron (Hull): J'ai compris qu'il était loué à une unité sanitaire.

Des voix à gauche: Non! Non!

M. Caron (Hull): Cela est possible, mais encore une fois, que cette bonne presse qui s'appelle *La province* aurait dû donner le compte rendu au complet.

J'ai trouvé drôle que le député de Témiscamingue, (M. Larivière), qui a dit qu'on lui avait offert \$25,000 pour passer à droite, n'ait pas dit qui lui avait fait cette offre.

M. Larivière (Témiscamingue): Vous auriez accepté, vous? Cette personne est tombée tellement bas depuis que je ne veux pas ajouter encore à son malheur en la nommant.

(Rires)

M. Caron (Hull): Ce n'est pas la première fois qu'il fait cette affirmation. Il l'a faite lors d'une assemblée à Québec et aussi ailleurs. Il l'a lancée dans le journal.

Pourquoi n'a-t-il jamais eu le courage de nommer celui qui lui aurait fait cette offre? Je pourrais bien dire, moi aussi, que le chef de l'opposition m'a offert \$50,000 pour passer à gauche, mais je ne le dirai pas, parce qu'il ne l'a pas fait.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. L'insinuation est injuste. Connaissant le député de Hull, je n'aurais même pas offert un centin.

(Rires et applaudissements)

M. Caron (Hull): Ce point d'ordre dénote l'intelligence de celui qui l'a soulevé. Le député de Témiscamingue a aussi dit, avec un air scandalisé en regardant vers le siège du premier ministre, qu'il était surpris de voir qu'il n'y avait pas de crucifix en Chambre. Je prétends que cela, c'est de la pure démagogie.

Voix à droite: Oui! Oui!

M. Larivière (Témiscamingue): Je n'étais pas en Chambre tantôt.

M. Caron (Hull): Ce n'est quand même pas ma faute!

M. Larivière (Témiscamingue): Le député a-t-il affirmé que j'avais dit que le premier ministre est un incroyant?

Voix à droite: Non! Non!

M. Larivière (Témiscamingue): Au sujet du \$25,000, je réaffirme que l'on me les a offerts. Je n'ai pas nommé la personne qui m'a fait l'offre parce qu'elle est tombée tellement bas depuis, que ça ne vaut pas la peine que je la nomme.

(Applaudissements)

M. Caron (Hull): C'est une excuse. Je l'accepte, mais cela prouve que le député n'a pas le courage de prouver ce qu'il avance!

(Applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vous en nommerai un! M. l'Orateur...

M. Caron (Hull): S'il vous plaît, fermez cette porte, il y a des bruits qui s'en échappent.

Il (M. Caron) cite alors des extraits d'une conférence faite par le R.P. Lévesque, sociologue dominicain, au sujet de ceux qui se servent de certains moyens pour arriver.

Depuis que le monde est monde, l'homme est un dieu qui se souvient des cieux...

Voix à gauche: Pas vrai?

M. Caron (Hull): L'homme n'est jamais content de son sort, cela existe depuis nos premiers parents, et il n'y a pas lieu de s'étonner que les députés de gauche ne soient pas satisfaits des œuvres du gouvernement. Depuis que l'homme est

homme, il veut toujours s'élever, mais il est constamment retenu par son imperfection. C'est précisément cette imperfection humaine qui nous a fait perdre quelques sièges au cours des dernières élections.

L'opposition voulait ardemment le pouvoir. Pour atteindre ce but, elle fit toutes sortes de promesses au peuple. Et parce que le peuple n'est pas dénué d'imperfection humaine, il a cru en toutes ces promesses et il s'est fait jouer. C'est à cause de cette imperfection humaine que le monde se débat dans le chaos. C'est à cause de cela que s'est fait l'exode de la campagne vers les villes, exode qui a rompu la balance économique qui existait autrefois...

M. Tremblay (Maisonneuve): Il est 11 heures. Que le député mette donc la balance de son discours sur la glace pour jusqu'à demain!

(Rires)

M. Caron (Hull) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Beaulieu), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

"Le député de Montcalm s'est envolé hier matin pour passer quelques heures à New York, puis il est retourné à Montréal où il a pris un dîner tardif. Ensuite, il s'est à nouveau envolé pour arriver à Québec en fin d'après-midi et il a repris son siège à l'Assemblée, hier soir.

"Les temps changent réellement, ont commenté quelques anciens membres en Chambre lorsqu'on les a informés des exploits de M. Daniel, et ils se sont remémoré les jours, pas si anciens que ça, où les députés de certaines circonscriptions éloignées, particulièrement en hiver, devaient parcourir de longues distances en attelage de chiens et prenaient parfois 10 jours pour atteindre Québec."

2. Allusion au fait que M. Gault a récemment voté avec le gouvernement, selon *Le Soleil* du 13 mai 1936, à la page 12.

3. Le comité se réunit sous la présidence de l'Orateur suppléant, M. Casgrain (Rivière-du-Loup).

4. Voir note 1.

NOTES

1. Le *Quebec Chronicle Telegraph* du 13 mai 1936, à la page 12, nous rapporte l'anecdote suivante relativement à la présence en Chambre, ce jour, du député de Montcalm, M. Jean-Gaétan Daniel. Évidemment, cette anecdote doit être comprise dans le contexte du temps, soit l'année 1936:

"Il vole avec la plus grande aisance.

"Les paroles de la chanson populaire pourraient s'appliquer à Gaétan Daniel, le jeune député de Montcalm qui est le seul pilote professionnel en Chambre.

"M. Daniel, qui était à Montréal hier matin, se préparait à retourner à Québec pour la séance de l'après-midi, lorsque ses employeurs lui ont demandé inopinément de se rendre immédiatement à New York.

Séance du mercredi 13 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Commissaires d'écoles
de Montréal-Est et de Saint-Jules**

M. Thurber (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval, corporation ayant son siège social dans la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est et de Saint-Jules, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités, et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval, corporation ayant son siège social dans la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est et de Saint-Jules, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités, et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 150 modifiant la loi de la division territoriale concernant la municipalité du comté de Témiscouata.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 157 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisissabilité de certains traitements, salaires ou gages.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 109 concernant la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce, contre l'incendie de Saint-Hyacinthe.

Votre comité a aussi examiné le bill 114 modifiant la charte de la cité de Verdun, y a fait certains amendements et a retranché du préambule les paragraphes 1, 3, 8, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21.

**Charte
de Baie-Comeau**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), que l'ordre adopté jeudi le 7 mai courant, renvoyant au comité permanent des bills privés en général le bill 123 constituant en corporation la ville de la Baie-Comeau, soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), que le bill 123 constituant en corporation la ville de la Baie-Comeau soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Incidents à Shawinigan

M. Trudel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, je désire attirer l'attention de l'honorable procureur général (l'honorable M. Perrault) sur un incident qui s'est déroulé à Shawinigan samedi soir. Je n'ai pas à

apprécier l'attitude de la police provinciale. Je sais que la police provinciale était justifiable d'intervenir et il y a même longtemps qu'elle aurait dû faire son devoir. La police provinciale a arrêté 132 personnes¹ et on les a transportées à Trois-Rivières, en camions, pour les faire admettre à caution. Nous avons une organisation judiciaire complète du département du procureur général à Shawinigan, et je ne vois pas pourquoi on n'a pas admis ces 132 personnes à caution à Shawinigan et pourquoi on n'a pas procédé avant la fermeture de la maison en question.

On a causé des ennuis considérables à certaines personnes qui se trouvaient de bonne foi dans les lieux visités. C'est ainsi qu'on a arrêté un citoyen respectable qui était en train de téléphoner tout bonnement dans un établissement ouvert depuis des années et dont le tenancier n'a jamais été inquiété. Si l'on avait gardé les prisonniers à Shawinigan, ces mêmes personnes ainsi surprises, malgré leur bonne foi, auraient pu fournir un cautionnement et être remises en liberté au bout d'une demi-heure à peine. Je demande au procureur général pourquoi on les a conduites à Trois-Rivières?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je sais que des arrestations ont été faites dans la nuit de samedi à dimanche, à la suite de plaintes reçues dans la semaine, dans une maison où l'on vendait de la boisson sans permis. Mais, depuis dimanche, je n'ai eu aucune nouvelle de l'événement. Je savais que l'arrestation devait avoir lieu, mais je ne savais pas que les gens seraient transportés à Trois-Rivières au lieu de faire cette procédure à Shawinigan. Je dois avoir un rapport à ce sujet aujourd'hui et je pourrai donner les raisons à la Chambre et à mon honorable ami de Saint-Maurice ce soir ou demain.

Questions et réponses:

J.-Émiliani Toupin, ferme de démonstration

M. Sauvé (Beauharnois): Relativement à la ferme de démonstration régie par J.-Émiliani Toupin, dans la municipalité de Saint-Isidore, comté de Laprairie:

1. Quand ladite ferme a-t-elle été instituée?
2. Depuis son institution, jusqu'au 30 avril 1936, inclusivement, combien ladite ferme a-t-elle coûté à la province, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. 1^{er} janvier 1924.

2. \$9,409.97.

Département de l'Agriculture, automobiles utilisées

M. Élie (Yamaska): Relativement aux automobiles utilisées par le département de l'Agriculture, à part la somme de \$288,354.24 payée par la province pour achat, réparations, entretien et utilisation desdites automobiles, au 23 mars 1935, d'après une réponse consignée dans les *Journaux de l'Assemblée législative* en date du 2 avril 1935, à combien s'élève le total des dépenses occasionnées à la province, depuis le 23 mars 1935, jusqu'au 1^{er} janvier 1936:

- a. Pour achat?
- b. Pour les réparations?
- c. Pour l'utilisation?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): a. \$51,930.00.

b. \$17,446.75.

c. \$104,134.73.

Charles-A. Harrison

M. Élie (Yamaska): À part la somme globale de \$98,866.05, payée par la province à M. Charles-A. Harrison, depuis le 1^{er} juillet 1925, d'après une réponse consignée dans les *Journaux de l'Assemblée législative* en date du 27 mars 1935:

À combien s'élève le total des argents payés ou payables par la province audit Charles-A. Harrison, à quelque titre et pour quelque raison que ce soit, jusqu'au 30 avril 1936?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): \$18,373.96. Pour salaires de M. Harrison et de ses employés, loyer, et tous autres frais pour le maintien de son bureau.

Moulins à farine

M. Pouliot (Missisquoi): Le 1^{er} janvier 1936:

1. Quel était le nombre des moulins à farine, en cette province?

2. Quels sont les nom et adresse des propriétaires de chaque moulin?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les statistiques sur les moulins à farine de la province de Québec sont compilées et publiées par le Bureau fédéral de la Statistique à Ottawa.

Les renseignements demandés se trouvent contenus dans les deux publications suivantes du Bureau fédéral: "Report on the Flour and Feed Milling Industries in Canada 1934" et "Flour Mills and Grist Mills in Canada", lesquelles sont annexées à la réponse à la présente question et déposées avec cette question. (Documents de la session nos 45 et 46)

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 12 mai 1936, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu des articles du Règlement, on doit procéder selon l'inscription des articles à l'ordre du jour. Or, il s'agirait de discuter les motions inscrites au nom des députés de la gauche. La motion du député de Beauharnois devrait être appelée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'article 122 que le député de Trois-Rivières vient de citer règle le cas. Le gouvernement a le droit de donner préséance aux affaires inscrites au nom des ministres dans l'ordre que le gouvernement juge à propos. La mesure que j'ai appelée est inscrite au nom du secrétaire trésorier de la province, et nous sommes parfaitement justifiés de la faire. Cette question n'est d'ailleurs pas nouvelle. Elle a été inscrite au cours d'autres sessions. Le gouvernement est parfaitement justifiable d'appeler l'ordre du jour comme il le fait. C'est le privilège du chef du gouvernement d'appeler l'item qu'il veut mettre en discussion.

La saison est avancée, et ce qui presse le plus à l'heure actuelle, c'est le vote du budget et l'étude des crédits.

M. Drouin (Québec-Est): Le travail de la Chambre est réglé par des règles immuables. L'ordre du travail doit être suivi à la lettre. On devrait suivre le *Feuilleton* dans l'ordre qu'il nous est présenté. À Ottawa, c'est ce qu'on a fait et il y a des jours fixés pour les motions des députés. Le mercredi, les députés ont droit, d'après l'article 111, à la discussion de leur motion. Il est temps que la question soit réglée une fois pour toutes.

M. l'Orateur: D'après l'article 4 et la coutume suivie en cette Chambre, la procédure suivie est la

bonne pour ne pas rompre avec la tradition. Si l'argument du député de Québec-Est était vrai, il faudrait que le gouvernement répondît à toutes les questions posées par l'opposition, ce qui ne saurait être fait. C'est la décision que je rends pour le moment. Si le chef de l'opposition veut soulever la même question lors d'une autre séance, je m'engage d'ici là à consulter les auteurs parlementaires, de façon à être en mesure alors de donner une décision fondée non seulement sur la tradition, mais sur les précédents et la jurisprudence parlementaires.

La parole est au député de Hull.

M. Caron (Hull): Hier soir, lors de l'ajournement, j'étais à noter que, depuis que le monde est monde, les gens souffrent d'insuffisance. Jamais l'homme ne fut satisfait de son sort parce qu'il fut placé dans un état d'imperfection depuis la chute de nos premiers parents. "L'homme, a-t-on dit, est un dieu tombé qui se souvient des cieux." Et c'est bien vrai. Il a des goûts quasi divins, l'horizon le plus vaste ne lui suffit pas, il veut tout posséder, il veut tout avoir, il veut s'élever toujours, et toujours le poids de son imperfection le retient à la terre. C'est à cause de cette imperfection que les gouvernements ne peuvent, par les lois les plus sagement mûries, satisfaire la demande toujours grandissante.

Chaque loi fait des heureux et des malheureux: c'est à cause de cette imperfection que le gouvernement actuel a perdu de nombreux sièges aux mains de ces nouveaux messies qui, connaissant la nature humaine, promettaient tout ce qui était demandé dans le seul but de régner. C'est à cause de cette imperfection humaine que, lors des dernières élections, les soi-disant purs ont enseigné à la foule comment pratiquer l'injure, le mépris des hommes et des choses. C'est à cause de cette imperfection humaine que certains adversaires du régime libéral ont oublié la vertu de charité chrétienne qui est à la base même de notre religion, en salissant les réputations. C'est à cause de cette imperfection humaine que, même dans la province de Québec, cet exode de la campagne vers la ville a fait disparaître cette balance qui doit exister dans une société bien organisée.

C'est même à cause de cette imperfection humaine que l'on rencontre tant d'opposition à cette loi de colonisation qui est appelée à rétablir cette balance disparue, opposition de la part de ces gens mêmes qui devraient être les premiers à vouloir en bénéficier. C'est à cause de cette imperfection humaine que la loi merveilleuse de l'extension juridique des conventions collectives de travail, que

cette loi, si parfaitement inspirée par les enseignements chrétiens et basée sur les meilleurs enseignements des papes, rencontre encore de l'opposition. Cette loi constituée pour que les différentes classes de la société s'entendent sans qu'une impose ses vues à l'autre, pour que patrons et employés se rapprochent et ne forment qu'une même et grande famille qui sait comprendre que le capital sans travail ne peut exister et que le travail a besoin du capital pour prospérer.

Mais à cause de cette imperfection humaine, souvent l'employeur dit que, par cette loi ouvrière, l'État empiète sur ses droits, tandis que le travailleur trouve que cela ne marche pas assez vite. Toujours à cause de l'imperfection humaine, nos adversaires politiques trouvent les défauts de la loi sans en apprécier les mérites. Cette fameuse loi exige la compétence et demande qu'elle soit justement rémunérée, autant par les gros employeurs que par les petits, et pourtant, à cause de l'imperfection humaine, toujours tous cherchent à s'y soustraire.

On reconnaît que la loi est bonne jusqu'au moment où elle nous affecte personnellement. Alors, elle devient vicieuse, mauvaise, inapplicable ou inopérante. Et dans tous les domaines, toujours à cause de l'imperfection humaine, les mêmes difficultés se présentent, et c'est parmi ces difficultés que doit administrer le gouvernement. Mais soyons sérieux et admettons que le régime libéral à Québec a, durant 38 ans de son règne, administré avec une sagesse et une prévoyance presque incomparables.

Avant Honoré Mercier, qu'était Québec sinon la sœur pauvre et dédaignée des autres provinces? Et les plus âgés de ceux qui m'écoutent s'en souviennent. Depuis, voyez de quelle manière extraordinaire elle s'est développée; elle est maintenant passée au premier rang dans tous les domaines. Comme le chantait Sir George-Étienne Cartier pour le beau Saint-Laurent, nous pouvons dire que l'étranger voit, avec un œil d'envie, de notre province, la majestueuse position.

Pour être honnête, il faut, en présence de cette extraordinaire métamorphose, donner crédit à tous ces grands hommes qui ont marqué leur passage dans la vie publique, tels les Mercier, les Marchand, les Gouin et les Taschereau. Voyez un peu de quelle manière s'est développée cette province. N'est-ce pas sous Mercier que la race canadienne-française a pris conscience de sa puissance et de son pouvoir? Elle s'est affirmée dans tous les domaines et, même depuis ce temps, dans le domaine purement politique, c'est toujours Québec qui a décidé qui administrerait la chose publique à Ottawa.

Sans l'acte posé par Mercier, lors de la fameuse pendaison de Riel, peut-être que le Parti libéral, sous la direction de Sir Wilfrid Laurier, n'aurait pas pris le pouvoir en 1896. Et depuis ce temps, chaque fois que la province de Québec est passée à un parti ou l'autre, chaque fois ce parti a été victorieux. Si nous prenons 1911 comme exemple, avec le succès remporté par le Parti nationaliste, nous voyons le Parti libéral être renversé dans un temps de prospérité, dans un temps où nous n'avions pas de raison de nous défaire d'une administration plus que d'une autre. La province de Québec en avait décidé ainsi.

En 1921, 1925, 1926, 1935, la province de Québec a donné son allégeance au Parti libéral et il fut porté au pouvoir. En 1930 comme en 1911, la province de Québec a donné son appui au Parti conservateur et le Parti conservateur a régné. C'est donc dire que, depuis Mercier, c'est la province de Québec qui a guidé la politique canadienne.

Dans le domaine financier, économique et industriel, ce sont les Marchand, les Parent et les Gouin qui ont ressuscité la province de Québec: de pauvre qu'elle était, ils en ont fait une province indépendante, enviée par toutes les autres. Et le premier ministre actuel (l'honorable M. Taschereau) a continué dans cette voie du progrès, tout en y mettant une grande prudence. Il nous a empêchés de tomber dans les erreurs commises par la plupart de nos sœurs de la Confédération. Pendant que les autres provinces ont profité de cette ère de prospérité, plus apparente que réelle, pendant qu'elles se jetaient dans toutes sortes d'entreprises, la province de Québec marchait lentement, établissant ses finances sur une base plus solide, de manière à ce que le capital étranger ne craigne pas de venir chez nous faire bénéficier notre population des bienfaits qu'elle peut produire.

Oh! Je comprends que certains diront: "C'est exactement à cause de cette finance étrangère que nous sommes aujourd'hui dans les difficultés que nous avons à traverser." Qu'on le veuille ou non, la province de Québec est, par son étendue et par sa situation géographique et à cause de son climat, obligée, faute de finances locales pour se développer et donner tout le rendement qu'on a droit d'attendre, d'accepter la finance qui nous vient de l'extérieur.

Et qu'on le veuille ou non, tant que le système économique actuel n'aura pas varié dans tous les grands pays du monde, il nous est impossible, pour nous dans Québec, comme il est impossible dans toutes les autres provinces, de nous faire un système à nous-mêmes, parce que nous devons vivre avec les

autres nations du monde. L'Alberta vient d'essayer depuis un an un nouveau système économique. On avait promis qu'avec ce système le pauvre disparaîtrait, que tout le monde vivrait sur un pied d'égalité, avec une prospérité comme il ne s'en est jamais vu.

Depuis ce temps, le premier ministre de cette province de l'Ouest cherche du crédit et ne peut en trouver. Et justement à cause de ces conditions extraordinaires, nous devons féliciter le premier ministre actuel d'avoir eu autant de prévoyance et d'avoir maintenu le crédit de la province, lorsqu'il est arrivé dans le temps de prospérité, d'avoir passé la crise en maintenant la province avec la plus petite dette de toutes les provinces du Canada, et l'avoir maintenue surtout comme la moins taxée des provinces du dominion.

Si nous considérons la province au point de vue d'éducation, nous voyons que la province de Québec a pris un essor extraordinaire sous l'habile direction du secrétaire provincial (l'honorable M. David): les écoles se multiplient à travers la province. Il n'y a pas un comté habité qui ne puisse fournir à ses enfants cette nourriture intellectuelle, qui est absolument nécessaire dans la société actuelle.

Nous avons vu surgir dans toute la province des écoles normales, des écoles de beaux-arts, des écoles d'agriculture, des écoles techniques, des écoles polytechniques, et nos universités, avec le support du gouvernement, se sont développées, au point de les compter aujourd'hui parmi les plus importantes institutions du genre que nous puissions trouver.

Encore sous la même direction de l'honorable secrétaire provincial, la province de Québec entreprit de combattre le fléau du cancer, de la tuberculose, de la mortalité infantile et tous les fléaux qui étaient pour la plupart dus à une mauvaise hygiène, si bien qu'aujourd'hui, le taux de mortalité diminue.

Que l'on regarde à présent les réseaux de routes qui serpentent la province. Encore dans ce domaine, nous pouvons le comparer à ce qu'il y a de mieux au Canada. Mais surtout, nous voyons que nos administrateurs, l'honorable député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) plus particulièrement, ont tenu compte du fait que ces routes servaient beaucoup plus aux étrangers et aux gens de la ville qu'aux agriculteurs et, contrairement à ce qu'a fait l'Ontario, au lieu de faire supporter le coût de la construction et de l'entretien de ses routes par la municipalité, ce sont les automobilistes eux-mêmes, ceux qui s'en servent, qui en payent les dépenses.

Si nous prenons notre province au point de vue social, la province de Québec est la première qui ait institué et amélioré cette loi bienfaisante des accidents de travail et nous le devons au premier ministre lui-même d'avoir établi cette loi, qui fut ensuite imitée par les États-Unis et par les autres provinces du dominion. Dans ces derniers temps, nous avons reçu de l'honorable M. Arcand² cette fameuse loi de l'extension juridique, dont j'ai parlé plus haut.

Nous avons à part cela, quand presque tous les pays du monde se votaient la prohibition absolue, qui a causé tant de désordre ailleurs, et même chez nous par ricochet, nous avons vu l'honorable premier ministre ne pas se laisser emporter par cette même vague de puritanisme qui entraînait les autres provinces et les États-Unis, mais a établi dans la province de Québec cette loi de la Commission des liqueurs, laquelle a reçu bien des critiques, mais qui a servi, tout de même, de modèle à toutes les autres provinces et aux États-Unis. Si nous voyageons à l'extérieur, nous voyons que la province de Québec, ignorée qu'elle était avant l'avènement du Parti libéral, est aussi bien connue que le Canada lui-même.

Si nous lisons les journaux étrangers, surtout depuis la crise, nous voyons que la province de Québec est citée comme modèle en Angleterre aussi bien qu'aux États-Unis. Dans l'agriculture, comme dans les autres provinces, notre province est tenue en haute considération par ceux qui nous visitent. Et je lisais dernièrement qu'un professeur d'Angleterre, M. Adams, qui parcourait notre province, se dit surpris de voir jusqu'à quel point l'agriculture s'est développée et quelle ère de prospérité dénotaient toutes les choses qui passaient devant lui. Il a visité plusieurs paroisses, spécialement celles du bas de la province, et il ne se tarissait pas d'éloges à l'adresse de notre ministre actuel de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout).

La province a évolué, mais lentement, sans se faire emporter par ces tourbillons de nouveautés, qui sortent pour la plupart du temps des cerveaux trop jeunes pour établir des œuvres durables, n'ayant pas été éprouvés par l'expérience des années.

La situation vraiment merveilleuse dans laquelle Québec se trouve par rapport aux autres provinces du dominion, et malgré tout ce que pourront dire et faire nos adversaires, malgré les campagnes qu'ils pourront entreprendre, ils ne réussiront jamais à détruire l'œuvre accomplie. Ils se piquent d'avoir obtenu une victoire morale lors des dernières élections; mais qu'on considère la situation

présente, cette crise à laquelle pas un autre gouvernement n'a pu résister, cette coalition de toutes les forces conservatrices unies aux libéraux mécontents et aux indépendants jamais satisfaits, genre de coalition qui, en 1911, a renversé le Parti libéral à Ottawa, dans un temps de prospérité, nous constatons que la victoire morale est plutôt de notre côté que du leur.

Nous sommes surpris de voir que tant d'adversaires coalisés n'aient pas mieux réussi, et, après cette épreuve de 1935, nous pouvons être assurés que le Parti libéral de Québec est d'une puissance qui n'a jamais été égalée dans l'histoire et que cette puissance, établie sur des œuvres, et non pas sur des paroles, maintiendra le prestige du Parti libéral et le prestige de la province, car les deux sont intimement liés. C'est le Parti libéral qui le maintiendra dans cette voie encore pour de longues années à venir.

M. l'Orateur, l'on cite souvent la province d'Ontario comme un modèle. C'est une maladie qui n'est pas nouvelle. C'est à tort que l'on cite Ontario en exemple. M. Joseph Beaubien, maire d'Outremont, un conservateur, disait que c'est Québec qui doit être citée en exemple, car 16 % des municipalités d'Ontario n'ont pu honorer leurs engagements tandis que, dans Québec, il n'y en a eu que 6 %. Même les hommes les plus en vue de la province de l'Ontario, même nos adversaires sont forcés de dire que notre province est encore dans la meilleure posture possible au point de vue économique. N'est-ce pas M. Bennett qui disait à Ottawa que la seule province solvable du dominion était Québec?

(Applaudissements à droite)

Nous avons des taxes certes. Et la gauche admettra qu'elles sont nécessaires. Mais dans notre province, les taxes sont imposées sur le luxe. Ce sont ceux qui ont des automobiles, qui vont au théâtre, ou au restaurant, qui payent pour ceux-là qui n'ont pas le moyen de le faire. Qui osera contester l'excellence d'une telle méthode.

(Applaudissements à droite)

Eh! bien, je dis au gouvernement: continuez à répartir la taxe de cette façon et le peuple aura confiance en vous.

En Ontario, les taxes municipales s'élèvent à \$125 par personne, tandis qu'elles sont à seulement \$52 au Québec. Il y a une répartition meilleure et plus équitable des taxes au Québec, comparativement aux autres provinces du Canada.

L'on a beaucoup parlé des déficiences du plan de colonisation Vautrin. Et cependant, si l'on

compare l'échelle d'évaluation des provinces d'Ontario et du Québec, l'on remarquera que celle du Québec est beaucoup plus favorable à l'agriculture et au colon.

L'honorable député de Témiscamingue (M. Larivière) a dit dans son discours que le plan Vautrin était un fiasco et que les colons sont mécontents. Il est faux de déclarer que la colonisation est un fiasco. Plusieurs colons du comté de Hull sont partis de chez nous pour aller s'établir dans le Témiscamingue, le comté de mon honorable ami de la gauche. Une enquête sur leur sort a été faite dans *Le Droit* d'Ottawa, par un journaliste. *Le Droit* n'est pas particulièrement dévoué aux intérêts du Parti libéral de Québec, s'il est sympathique aux gouvernements libéraux d'Ontario et d'Ottawa. Or, ce journal a dit, à la suite de son enquête, que dans une proportion de 97 % les colons partis de Hull pour le Témiscamingue sont satisfaits de leur sort.

(Applaudissements de la droite)

L'honorable député de Shefford (M. Choquette) nous a bien dit qu'un colon est mort de faim, mais il a été démontré qu'il avait succombé à un cancer. Pourquoi ces exagérations? J'ai un parent qui est établi comme colon depuis trois ans. Avec son esprit de travail et le dévouement d'une noble compagne, il a réussi et il ne reviendrait pas à Hull, car il est heureux sur la terre.

Certes, quelques colons s'ennuient de leur patelin qu'ils ont dû quitter pour aller coloniser. Mais de là à dire que le gouvernement les laisse crever sur leurs terres, il y a une marge considérable. Il est également certains hommes qui ne réussiront jamais à faire de bons colons parce qu'ils n'ont jamais pu réussir ailleurs.

Le député de Hull lit trois lettres de colons du comté de Montmagny qui se disent heureux eux aussi. Une des lettres vient d'un homme qui dit: "Nous sommes 24 colons et nous sommes satisfaits."

Il peut y avoir des plaintes, dit-il, mais on le voit, les colons sont satisfaits. Il n'y a que l'opposition qui n'est pas satisfaite.

L'on a prétendu que le ministre des Terres et Forêts avait permis aux compagnies de dilapider nos forêts. Les chiffres présentés ici même par l'honorable ministre devraient suffire à prouver le contraire.

Je terminerai en disant que nos législations comptent parmi les meilleures. Le gouvernement nous a donné des lois sociales que les autres provinces nous envient. Ainsi, c'est le procureur général de l'Ontario, M. Roebuck lui-même qui disait récemment que, si quelqu'un cherchait un

modèle pour la législation sociale, il n'avait qu'à porter les regards vers la province Québec.

Malheureusement, plusieurs parmi nos honorables amis de l'opposition ne cherchent qu'à déprécier notre belle province aux yeux des autres provinces canadiennes, en la faisant passer pour la dernière d'entre elles.

On a là une idée de la campagne que font les actionnistes à travers la province. Ils ne peuvent rien voir de bon dans l'œuvre du gouvernement. Cela, toutefois, n'empêchera pas la province d'être favorable au gouvernement qui dirige ses destinées depuis 38 ans. Si la province a été mal gouvernée, ce fut bien sous le régime des conservateurs, avant 1897, et la population n'a jamais voulu redonner sa confiance à des incompetents.

Les députés de la gauche disent que la province de Québec est à la queue de la Confédération. Cela fut vrai un jour, alors qu'ils la gouvernaient, mais les statistiques actuelles prouvent qu'ils ont tort de croire que les choses sont demeurées dans l'état où ils les avaient laissées, il y a 38 ans. Elle est aujourd'hui à la tête du dominion.

Nous le devons en bonne partie au père de l'honorable député de L'Assomption. Nous le devons en grande partie au premier ministre actuel et à ses collègues, et je serai toujours heureux de les appuyer. Moi, je suis fier de siéger aux côtés du premier ministre, dans ce Parti libéral qui a tant fait pour la province de Québec dans tous les domaines de l'administration gouvernementale.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

M. l'Orateur, mes premiers mots seront des paroles de reconnaissance envers la Providence et à l'adresse des électeurs du comté qui m'ont élu et de la marque de confiance qu'ils m'ont témoignée, malgré les manœuvres électorales de mes adversaires; en résistant à la corruption électorale. Je renouvelle au comté de Saint-Jacques la promesse de faire mon devoir, de défendre les intérêts de la province avec impartialité et de n'avoir qu'une politique, celle de l'Union nationale.

Maintenant, je me tourne vers cette Chambre et je lui déclare que je suis profondément déçu de ce que le gouvernement n'ait pas présenté de législation et que je me sens profondément blessé dans son honneur, parce qu'il n'y a rien sur la réforme électorale. Et pour comble, refus complet de la part des ministériels de condamner la malhonnêteté électorale. Je croyais et le peuple de notre province s'attendait que le premier ministre de la seule

province française de l'Amérique revendiquerait hautement la dignité parlementaire de cette Chambre mais, à la surprise générale, l'honorable premier ministre, dans son discours, a gardé un silence inquiétant à ce sujet. C'est pour cela que je ferai quelques observations sur la question.

De tout temps, les assemblées législatives ont été très jalouses de leur honneur. Nous voyons les Romains expulser du Sénat les sénateurs coupables d'une vie de luxe excessif. Sans continuer aussi loin dans l'histoire, on n'a qu'à jeter un coup d'œil au-delà de la ligne du 45^{ème}, chez nos voisins, les Américains, pour voir dans l'histoire politique de ce pays qu'un sénateur a été empêché de siéger parce que ses dépenses électorales étaient trop élevées.

Mais, pour ne prendre les exemples que dans les limites de notre pays, on n'a qu'à traverser la rivière Ottawa, dans la province-sœur d'Ontario, pour constater cette délicatesse de dignité parlementaire, que nous rougissons de voir absente chez les administrateurs actuels de la plus vieille province du continent américain, de la seule française et de la seule à se proclamer catholique.

On me permettra sans doute de citer des exemples.

En 1858, dans le comté d'Essex, d'après les *Journaux de l'Assemblée législative*, on voit que, dans l'élection du candidat McLeod, des fraudes électorales ont été commises et que, dans plusieurs cas, des gens se sont imposés de force dans les polls et ont voté. Il y eut de la violence aux polls et plus de votes que de noms inscrits sur les listes électorales.

Alors, la Chambre ordonne des poursuites au criminel contre des sous-officiers rapporteurs et autres personnages.

À la page 581 des *Journaux de l'Assemblée législative* de 1858, on voit que, dans le comté de Russell, parce qu'il y eut 300 votes grossièrement et frauduleusement enregistrés dans les polls, il a été ordonné d'intenter des poursuites au criminel contre les parties concernées dans ces fraudes.

Ici, dans Québec, on laisse parler les organisateurs d'émeutes.

Mais de nos jours même, on a des exemples remarquables de cette délicatesse de dignité parlementaire. Ainsi voyons.

Le 24 octobre 1929, l'honorable F. G. Ferguson, premier ministre d'Ontario, sacrifia l'amitié personnelle d'un collègue à son devoir et voici comment.

L'honorable M. Sinclair, chef de l'opposition d'Ontario, accusa l'honorable Dr Forbes Godfrey, ministre de la Santé et du Travail, d'avoir influencé

une personne, en vue de la campagne électorale, dont la votation était fixée au 30 du même mois, de la manière suivante: Dans une réponse du ministre à une lettre de M. Allen, demandant la pension de Mme Callaghan, de Long Branch, Ontario, l'imprudent ministre avait ajouté, en post-scriptum, ceci: "See her if you can and get her support for the 30th... and we will be able to take more time with the case." (Voyez-la, si vous le pouvez, et obtenez son vote pour le 30, et nous pourrions accorder plus de temps à ce cas).

La chose n'était pas excessive, je crois, si on la compare avec l'organisation électorale du régime actuel.

L'honorable F. G. Ferguson, le premier ministre, qualifia de son siège en Chambre l'acte de son ministre de regrettable et d'inexcusable, et il proclama que le gouvernement et la Chambre ont toujours été jaloux de leur réputation et de la dignité de ses membres. Et dans les comptes rendus des journaux du temps, on mentionne que, pendant que M. Ferguson faisait cette déclaration, le ministre accusé cachait sa figure entre ses mains et ne pouvait supporter sa faute sans regrets.

Aussi, quelques jours plus tard, M. Ferguson recevait la démission de son collègue, M. le Dr Forbes Godfrey, comme ministre de la Santé et du Travail.

Est-ce qu'il n'est pas regrettable de constater que les administrateurs actuels de la plus vieille et de la seule province française et catholique du continent américain ne soient pas aussi soucieux de leur dignité parlementaire que nos voisins d'Ontario?

Mais pourquoi vous donner plus de citations de dignité parlementaire de l'extérieur quand il y a, dans notre province, des exemples où l'Assemblée législative de Québec a tenu à défendre son honneur.

Elle a cité, à la barre de la Chambre, des journalistes, pour avoir insinué certains faits, mettant l'honneur de l'Assemblée législative en jeu.

Il y a plus de 135 ans, l'Assemblée législative expulsa par quatre fois, puis déclara inéligible M. C.-B. Bouc, député du comté d'Effingham, parce qu'il avait subi une condamnation d'une cour civile pour une offense peu grave. Exclusions: en janvier 1800, le 24 janvier et le 20 mars 1801, et le 22 mars 1802. (Voir *Bulletin des Recherches Historiques*, vol. 7, no 2, page 53).

Je rappellerai à cette Chambre que le comté d'Effingham d'alors est le comté de Terrebonne d'aujourd'hui. Il est vrai qu'à cette époque, on ne se contentait pas dans le comté de Terrebonne d'une seule voix, d'un seul vote pour déclarer un candidat élu "député".

Plus tard, en 1829, M. Robert Christie, député de Gaspé, fut expulsé plusieurs fois, pour avoir fait de faux rapports, entraînant la démission de juges de paix (voir Bourinot page 195).

En 1858, M. O'Farrell, député du comté de Lotbinière, fut expulsé pour fraudes électorales, parce qu'il avait été prouvé, au comité des privilèges et élections, que dans la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, il s'était donné plus de votes qu'il n'y avait d'électeurs enregistrés sur les listes électorales.

En somme, de nos jours, nous avons mis une fois de plus Saint-Laurent sur le grill.

Tout récemment encore, on a vu quelques sénateurs canadiens exclus du Sénat, pour avoir été accusés d'avoir reçu des pots de vin, et tout le monde a trouvé l'exclusion naturelle.

Il est vrai que, pour être logique, il aurait fallu les loger ailleurs, mais le Sénat s'est contenté de sauver son honneur.

M. l'Orateur, en présence de semblables faits historiques, à la suite de toutes ces citations sur la dignité parlementaire, n'avons-nous pas raison de rougir de l'attitude des chefs du régime actuel et d'être dégoûtés du banditisme et des émeutes électorales organisées par de vils escamoteurs d'élections, qui ont élevé la façon de capter les votes à la hauteur du système?

Eh! bien! Que faut-il penser des candidats ministériels de la dernière campagne électorale provinciale qui organisent leurs élections, de manière à faire voter plus de voteurs qu'il n'y a d'électeurs inscrits sur les listes électorales officielles?

Que faut-il penser de ces candidats ministériels qui laissent bourrer les boîtes de scrutins, de bulletins non fournis par l'officier en charge du bureau de votation?

Que faut-il penser de ces candidats ministériels qui laissent prendre d'assaut les polls et qui laissent diriger la votation à coups de garcette et sous la menace de revolver?

Que faut-il penser de ces candidats ministériels qui laissent distribuer des liqueurs fortes et des billets de banque aux électeurs, pour influencer des voteurs antipathiques à leur régime?

En laissant faire ces escamoteurs de votes, en n'empêchant pas cette corruption effrénée, en n'empêchant pas ces vilénies de manœuvres électorales et en étant élus par elles, est-ce que ces députés peuvent dire qu'ils doivent leur élection à la libre volonté de leurs électeurs, ou qu'ils ne sont pas plutôt des intrus, des usurpateurs d'une place due à un autre?

Si nous voulons gouverner ou simplement parler au nom de nos collègues électoraux, n'est-il pas nécessaire que nous soyons des représentants élus librement par ces mêmes divisions électorales, et non pas par des intrus imposés par la machine électorale?

Sont-ce là des gens honnêtes intègres qui peuvent élever le niveau moral des électeurs de cette province et dignes de participer à la confection des lois? Car enfin, nous sommes ici réunis pour faire des lois que le peuple devra observer; et pour qu'il se plie à cette contrainte, il est absolument nécessaire que les soumis à la loi soient persuadés de l'honorabilité de leurs législateurs.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer à l'honorable député qu'il ne peut attaquer l'honorabilité d'un membre de cette Chambre sans faire une motion de fond.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Jacques a posé une question à la Chambre, je ne vois pas comment l'Orateur y voit une insinuation. L'honorable député de Saint-Jacques n'a nommé personne. Je ne sais à qui va le bonnet.

M. l'Orateur: J'ai fait une remarque à l'honorable député et je n'ai pas soulevé de question d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de critiquer ma décision.

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Des clameurs montent de la foule et ont trouvé un écho persistant dans les journaux du pays, allant à dire que certains députés, qui actuellement sont dans cette enceinte et se préparent à participer à la délibération publique, ne doivent leurs élections qu'à des pratiques condamnables, stigmatisées par notre Prince de l'Église, dans une lettre aux fidèles, et qui peuvent s'assimiler à du brigandage, à un vol de grand chemin, au banditisme électoral le plus éhonté.

M. l'Orateur: À l'ordre. L'honorable député ne peut attaquer l'honneur d'un député sans une motion de fond.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la première fois que je vois l'Orateur qui, je le sais, doit maintenir l'ordre, intervenir sans qu'un point d'ordre soit soulevé. Je demanderais à l'Orateur de ne pas se prononcer avant d'entendre les deux côtés. Je comprends qu'il veut rendre des décisions avant que des objections n'aient été soulevées. Mais le député de Saint-Jacques n'a même pas fini sa phrase.

M. l'Orateur: L'honorable chef de l'opposition est hors d'ordre. L'honorable député de Saint-Jacques est aussi hors d'ordre depuis cinq minutes. Il est en violation directe des règlements. Les auteurs recommandent, dans ces cas particulièrement, à l'Orateur d'intervenir, afin qu'il n'y ait pas de désordre et que la dignité de la Chambre soit maintenue.

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Puis-je finir ma phrase?

M. l'Orateur: Non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la première fois que j'entends dire qu'un député ne peut pas finir sa phrase.

M. l'Orateur: Je suis ici pour assurer le maintien de l'ordre à l'Assemblée législative et je vais faire mon devoir avec la plus grande impartialité. J'ai prévenu l'honorable député de Saint-Jacques qu'il ne pouvait attaquer l'honneur d'un député sans une motion de fond. J'ai un devoir ici à remplir et je vais le remplir. Je suis obligé d'agir ainsi, afin de maintenir la dignité de la Chambre.

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Je m'incline devant votre décision. Le bulletin de vote que je tiens dans ma main est un bulletin de vote du comté de Saint-Jacques, imprimé chez O. Foisy, limitée, 1009 boulevard Saint-Laurent, Montréal, portant le nom de mon adversaire, l'ex-ministre de la Colonisation et le nom de l'humble député qui vous parle en ce moment. Ce bulletin de vote a été confié à M. C. Cormier, candidat de l'Union nationale, dans le comté de Mercier, dimanche, le 24 novembre 1935, vers 8 h 30 p.m., et le soir même, dans la grande salle Montcalm de Montréal, M. C. Cormier l'exhibait à une assemblée d'environ 4,000 personnes.

Je ne vous cacherai pas que j'ai été surpris d'entendre l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), à la suite du député de Kamouraska (M. Gagnon) déclarer que les élections provinciales du 25 novembre dernier avaient été faites aussi honnêtement du côté ministériel que de la part des candidats de l'Union nationale. Cette comparaison est aussi grossière et aussi fausse que de comparer le jour avec la nuit, et le bien avec le mal.

Qu'il se soit glissé quelques irrégularités dans certains comtés, chez des candidats de l'Union nationale, la chose est possible, mais en admettant le fait, on admettra avec moi sans doute qu'il y a une

marge, une très grande marge entre des irrégularités électorales et un système d'organisation électorale immoral et corrompue établi en permanence.

Ainsi voyons.

Sont-ce les adversaires du régime actuel qui ont eu l'idée d'introduire et de faire adopter par les membres ministériels le fameux bulletin sans talon?

Alors, pourquoi dire que les élections ont été faites pareillement des deux côtés?

Sont-ce encore les adversaires du régime actuel qui ont fait imprimer des milliers et des milliers de bulletins de vote sans talon, en surplus, et qui les ont fait distribuer les jours précédant la votation, aux passeurs de télégraphes dans toutes les divisions de Montréal, pour escamoter les élections?

Alors, pourquoi dire que les élections ont été faites aussi honnêtement d'un côté que de l'autre?

Sont-ce aussi les adversaires du régime actuel qui ont fait inscrire plus de 25,000 faux noms sur les listes électorales de Montréal, dont plus de 1,200 dans mon propre comté, en faisant faire de faux serments en série aux dernières élections?

Alors, pourquoi dire que les élections ont été faites aussi honnêtement d'un côté que de l'autre?

Sont-ce aussi les adversaires du régime qui ont masculinisé les électrices du fédéral en électeurs au provincial?

Alors, pourquoi chercher à faire croire au public que l'organisation électorale est aussi corruptrice d'un côté que de l'autre? Sont-ce aussi les adversaires du régime qui ont changé les noms de Simone en Simon, de Françoise en François, de Jeanne en Jean, d'Henriette en Henri, de Pauline en Paul, etc.?

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant, bas à M. Auger) Lucien en Lucienne.

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Et cependant les professeurs de droit enseignent qu'un gouvernement peut tout faire, excepté changer une femme en homme et vice versa. Alors, pourquoi faire répandre dans le public qu'il y a autant de corruption électorale d'un côté que de l'autre?

Est-ce l'opposition qui a fait voter plus de voteurs qu'il y avait d'électeurs inscrits sur la liste électorale aux dernières élections provinciales? Alors pourquoi chercher à vous blanchir en noircissant les autres?

Est-ce l'opposition qui a fait prendre d'assaut les polls, et qui a fait diriger la votation à coups de garcettes et sous la menace du revolver? Alors, pourquoi chercher à voiler ces turpitudes, ces forfaits en calomniant l'Union nationale?

Est-ce l'opposition qui a transformé la police provinciale en un Guépéou politique, pour protéger la canaille et chercher à compromettre les honnêtes gens, durant la dernière campagne électorale? On aura l'audace de dire de l'autre côté de cette Chambre que les élections n'ont pas été escamotées.

Si les élections avaient été faites honnêtement, le 25 novembre dernier, il n'y aurait pas 15 députés libéraux dans cette Chambre et, si l'honorable premier ministre avait été élu - ce qui est douteux - il serait de ce côté-ci de la Chambre et nous serions à droite de l'Orateur.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable premier ministre doit se rappeler que le 24 novembre dernier était la veille de la votation, et il n'est pas surprenant, par ce fait, qu'un grand nombre de bulletins de vote circulaient dans toutes les divisions de Montréal, parmi les passeurs de télégraphes, pour assurer l'élection des amis du régime.

Comme cette honorable Chambre doit être soucieuse de sauvegarder son honneur, je ne doute pas que tous mes collègues - à quelque parti qu'ils appartiennent - sont unanimes à blâmer la malhonnêteté, où qu'elle loge, et que le désir de sauver quelques partisans accusés dans les assemblées publiques, aux postes de la radio et dans les journaux libres, de pratiques corruptrices, de suppositions de personnes, de votes obtenus par fraude, par la force et d'autres faits infamants portant atteinte à la dignité de cette auguste Assemblée, je ne doute pas, dis-je, que tout cela n'aveuglera pas tous les libéraux au point de braver l'opinion publique en favorisant, par un mutisme coupable ou par des manœuvres en sous-main, des hommes que toute une ville et que tous les électeurs bien pensants de toute la province représentent comme des escamoteurs d'élections.

Si le premier ministre considère qu'il est à la tête d'une administration honnête, il répondra d'une manière directe, claire, précise, concise et avec franchise, mais non pas par des à-côtés, comme il le fait depuis le début de la session. Il importe, je crois, que l'honorable premier ministre de la province de Québec condamne toutes ces manœuvres électorales corruptrices et qu'il aide à faire la lumière sur toutes ces graves accusations, afin de nous assurer que notre honneur est sauf.

Serions-nous, nous, députés de la seule Législature française du Canada, moins scrupuleux que nos voisins des États-Unis et d'Ontario? Il y a quelque chose de plus grave encore chez la plupart des tenants du régime actuel, c'est la persistance d'un

état d'esprit arriéré, d'un véritable fossilisme politique, lequel consiste à croire qu'elle peut empêcher à sa guise, les citoyens d'avoir un gouvernement selon leur goût et qu'elle peut gouverner, sans ou contre l'assentiment de l'électorat de cette province.

M. l'Orateur, toutes ces erreurs procèdent d'une ignorance présomptueuse de la mentalité du peuple, ignorance soigneusement entretenue par une presse vénale et stipendiée qui trompe ignominieusement la politique; ignorance qui s'épanouit avec une insouciance ou une imprudence scandaleuse chez ceux qui dirigent présentement les destinées de notre province. On me permettra sans doute de vous citer l'acte d'un grand parlementaire anglais.

Un célèbre homme d'État d'Angleterre, un ministre, apprit une nouvelle politique qui devait faire subir aux fonds publics une baisse considérable. Quelques minutes après, son père entre, et lui annonce qu'il est engagé dans une grande spéculation à la hausse et qu'une partie notable de sa fortune y est engagée, mais que, s'effrayant de quelques bruits qui circulent, il vient lui demander ce qu'il en est, afin de vendre, si ces bruits sont fondés.

Il est évident qu'en avertissant son père, il savait sa fortune. Mais non, sa dignité d'homme d'État lui interdit de parler, et il répond tout simplement à son père: "qu'il ne pouvait répondre".

Alors son père n'a pas vendu et il a tout perdu; ils ont tout perdu, car le fils était son seul héritier. Que dis-je, ils ont tout perdu, mais ils ont sauvé leur honneur.

Voilà de la dignité dans l'administration qui relève un Parlement. Mais il est évident que cet honorable ministre ne détenait pas 13 directorats de compagnies.

Dans notre pays même et récemment, nous trouvons un exemple semblable dans la province d'Ontario.

Le 24 mars 1926, à une séance de la Chambre ontarienne, le premier ministre de la province d'Ontario, l'honorable F. G. Ferguson demandait et recevait la démission de son collègue M. James Lyons, ministre des Terres et des Forêts. Voici dans quelles circonstances:

Des questions avaient été posées par certains députés sur les relations d'affaires de la "Lyon Fuel and Supply Company Ltd" avec le gouvernement; le ministre des Terres et Forêts, M. James Lyons, répondit qu'en effet il était actionnaire et président de ladite compagnie. Et il expliqua qu'il avait fondé cette compagnie en 1913, mais qu'il n'avait jamais, en sa qualité de ministre, tenté de lui faire accorder des contrats.

Cependant le premier ministre d'Ontario lui demanda et obtint sa démission, considérant qu'il n'est pas convenable qu'un président ou un directeur de compagnie fût en même temps ministre de la couronne, et il déclara en cette circonstance ceci: "Le principe de l'indépendance du parlement est un des plus fermement établis et doit être la sauvegarde de nos institutions représentatives." Inutile de dire que ce premier ministre n'était pas directeur d'un trust dans lequel il aurait placé ou fait placer \$170,000,000 d'hypothèques affectant le domaine forestier de cette province.

Cette détermination de la part du chef de gouvernement envers un collègue peut paraître sévère, mais M. Ferguson, agissait ainsi pour sauvegarder la dignité administrative et parlementaire de son gouvernement.

Aussi, il est évident qu'un ministre ne peut être intéressé dans les grosses compagnies, sans être dans l'occasion continuelle de protéger ces compagnies au détriment du public et de ses engagements. C'est ce que le premier ministre d'Ontario a compris.

M. A. R. McMaster, alors député libéral du comté de Brome, à la Chambre des communes, à la session fédérale de 1921, présenta un bill pour empêcher les ministres d'être directeurs des compagnies.

Le 4 mars 1921, de son siège au parlement, l'ancien trésorier provincial du premier ministre du Québec, disait que le projet de loi qu'il présentait avait pour objet d'obliger toute personne acceptant un portefeuille du ministre, à se démettre de la charge d'administrateur qu'elle occuperait dans une compagnie. Supposons, dit-il, qu'il arrive que le ministre des Travaux publics ait un contrat de \$5,000 à donner pour la construction d'un quai, composé en grande partie de ciment, puis, supposons que cette compagnie soit l'adjudicataire de l'entreprise, n'y aurait-il pas un grand nombre de gens dans le pays qui diront: "La raison pour laquelle cette compagnie a obtenu le contrat, c'est que le ministre qui avait à en disposer était aussi directeur de la compagnie."

M. MacKenzie King, premier ministre du Canada, et M. Lapointe, ministre, se sont toujours opposés aux ministres directeurs de compagnies, et d'ailleurs, il n'y a pas encore très longtemps, M. Dunning abandonnait tous ses directorats de compagnies, avant d'entrer dans le ministère de l'honorable M. King, comme ministre des Finances.

Quelques mots maintenant dans le domaine administratif du présent gouvernement. Je regrette de constater que l'administration actuelle offre de pénibles contrastes.

L'honorable député de Rouville (M. Barré) a parlé avec raison des salaires maximums en plus des salaires minimums et mon voisin de droite, l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel), a aussi appuyé cette question. Le gouvernement paie \$1,000,000 en dépenses de voyage à ses employés, chaque année. Avec un peu d'esprit de justice, les administrateurs actuels du gouvernement pourraient, en enlevant ceux qui sont sur la liste de paye et qui ne travaillent que le jour de la paye et en diminuant les honoraires de \$1,500 par jour à un avocat pour le représenter à Ottawa devant la Cour suprême, d'après le compte-rendu des journaux...

M. Hamel (Québec-Centre): Ça doit comprendre les billets de tramways.

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): De \$1,500 par jour à un avocat, alors que le gouvernement fédéral a même hésité de payer \$100 par jour à un avocat distingué pour une des plus grosses poursuites qui aient été intentées dans le pays; à l'avocat J.-J. Penverne, dans la cause des Bronfman. Les salaires de certains fonctionnaires sont de \$15 et \$18 par semaine.

M. l'Orateur, maintenant, on me permettra sans doute de faire quelques réflexions sur le discours de l'honorable premier ministre, en réponse à celui de l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable premier ministre, jaloux sans doute des succès remportés aux dernières élections provinciales par l'Union nationale, lance des épines à tel chef, présente des fleurs à tel autre chef, puis dans son discours à jets continus, fait des invitations fallacieuses aux autres, croyant ainsi pouvoir briser cette Union nationale.

Erreur, M. l'Orateur, erreur, et comme la plupart de nos ancêtres sont des Normands, on pourrait dire: que ces roueries de maquignon et ces habiletés de camelots ne prendront pas de ce côté-ci de la Chambre, et quand même on se servirait de la police politique du guépéou gouvernemental, on n'arrivera pas à effriter notre forteresse avec sa garnison appuyée et soutenue par le peuple.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable chef de l'opposition et l'honorable député de L'Assomption méritent les félicitations bien sincères et bien cordiales de toute la population pour avoir formé cette "Union nationale".

(Applaudissements à gauche)

L'histoire couvrira de gloire ces deux hommes, pour avoir eu le courage dans le temps où nous sommes, de faire passer l'intérêt public avant

l'intérêt de parti et avant leur intérêt personnel. Ils ont compris que leur devoir était de s'unir pour sauver la province du marasme dans lequel l'administration actuelle l'a plongée, et que dans les cas de danger surtout, on doit tout sacrifier au devoir et ne sacrifier le devoir à rien. Ils ont laissé de côté leur drapeau de parti, pour embrasser le drapeau de l'idée, et aujourd'hui le peuple les honore.

En 1914, lorsque la France et la Belgique connurent les heures sombres de l'invasion, ces deux pays firent appel à l'union nationale, c'est-à-dire qu'on a demandé à tous les citoyens de faire trêve de leurs partis politiques, de leurs discussions religieuses et de leurs rancunes personnelles, afin de présenter un front uni et solide, pour chasser l'ennemi et conjurer le danger.

Or, M. l'Orateur, s'il est un temps où nous avons besoin de nous unir et de nous soutenir, c'est bien en ce moment, où la province de Québec est en danger et menacée par des ennemis intérieurs; c'est bien en ce moment où la chose publique est devenue en quelque sorte le marchepied de l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt général; c'est bien en ce moment où l'administration gouvernementale actuelle se plaît à des dilapidations honteuses; c'est bien en ce moment où le régime actuel est en train de livrer aux étrangers notre domaine provincial, ce domaine qui a coûté tant de sacrifices, tant de peines et tant de vies à nos ancêtres; c'est bien en ce moment où ce triste régime donne, entre autres, à un individu du nom de Grunstein le permis d'hypothéquer notre domaine provincial pour la jolie somme de \$483,000,000.

M. l'Orateur, n'est-ce pas encore un danger national que de voir le régime actuel, pour le maintenir au pouvoir, faire les plus malpropres élections connues dans l'histoire politique de la province de Québec: listes électorales truquées, distribution de boisson et d'argent, organisation de télégraphes, intimidations, prises d'assaut des polls par des bandits politiques, faire voter plus de voteurs que d'électeurs inscrits?

N'est-ce pas aussi un danger national que de voir un gouvernement transformer une police provinciale en guépéou politique, qui protège la canaille et cherche à compromettre les honnêtes gens?

N'est-ce pas toujours un danger national de voir ce régime néfaste primer les trusts et taxer les petits, les faibles, les humbles, les pauvres, tellement que l'opinion publique qui est parfois maligne va jusqu'à transformer le nom historique du premier ministre, en remplaçant la première syllabe de son nom par le mot "Taxe"?

N'est-ce pas enfin un danger national que de voir les dirigeants actuels de la province corrompant les journaux et chercher à censurer la radio, parce qu'ils sont dans l'impossibilité de répondre aux graves accusations qu'on porte contre eux?

M. l'Orateur, oui, ce sont tous ces dangers qu'il faut conjurer par l'Union nationale, qui, elle, après avoir établi un régime de justice, mettra fin à l'âge d'or du favoritisme et des trusts, pour faire rayonner dans la province de Québec une politique qui soit celle du peuple et qui, par un régime de loyauté et de fidélité, mettra fin à tout jamais à un régime de trahison qui dure hélas depuis trop longtemps.

(Applaudissements à gauche)

Un ministre de la terre, en cette Chambre, s'est majestueusement cabré en disant: que le clergé de notre province regarde et cherche de ce côté-ci de la Chambre, c'est encore dans le Parti libéral que le clergé trouvera ses meilleurs amis.

Mais lorsque le député du comté de Témiscamingue, mû par un sentiment qui l'honore, a simplement, justement et vaillamment suggéré de faire place ici à l'image du premier ministre de tous les chrétiens dignes de ce nom, du divin fondateur du vrai culte religieux en ce monde, il a été tristement dévolu à un membre de la droite, narquois et grisé par sa vaine éloquence, d'ironiser au milieu des ricanements d'un certain groupe de partisans atrophiés par la fièvre de l'esprit de parti invétéré et de clamer de façon aussi prétentieuse que tonitruante, avec l'aplomb de la véritable démagogie, que la proposition du député du Témiscamingue n'était pas autre chose que de la plus pure démagogie religieuse.

Triste spectacle à la vérité et peu édifiant pour le peuple de la province. Triste spectacle que l'honorable député de Hull devrait regretter d'avoir provoqué par ses boutades inconsidérées et malséantes au sujet qu'il traitait.

J'espère pour l'honorable député qu'il ne s'est pas rendu compte de la portée de ses paroles et qu'il mérite plutôt que l'on pense de lui: "Seigneur, pardonnez-lui; il ne sait peser ce qu'il dit."

M. Castonguay (Roberval): M. l'Orateur, je vous félicite tout d'abord et je tiens à déclarer que j'ai quitté les rangs du Parti libéral pour suivre mon chef, M. Paul Gouin, et servir ma province dans ceux de l'Union nationale de MM. Duplessis et Gouin.

(Applaudissements à gauche)

Qu'il me soit permis ici de saluer mes électeurs du comté de Roberval, et de remercier tous

mes fidèles collaborateurs de leur aide et dévouement, aide et dévouement qui m'ont permis de faire triompher dans mon comté l'idée patriotique, l'idée nationale, et le programme qui la concrétise; j'ai le programme de l'Action libérale nationale qui est aujourd'hui celui du parti de l'Union nationale, de tous les vrais patriotes, de tous ceux qui ne craignent pas de délaisser un parti pour ses principes, programme qui est celui de votre humble serviteur.

À l'exemple d'un de nos chefs, Paul Gouin, je ne crains pas d'affirmer ici que ce n'est ni la rancune, ni un sentiment de vengeance qui m'a fait me détacher du vieux Parti libéral, mais parce que j'avais conscience que ce parti avait dévié, qu'il ne conduisait plus la province selon les principes non seulement d'une saine économie, mais selon les principes nationaux. C'est sous la bannière nationale que je servirai ma province, sous les ordres de mes chefs, Maurice Duplessis et Paul Gouin que je combattrai pour le triomphe des doctrines du parti actuel de l'Union nationale.

M. l'Orateur, dans l'actuelle crise où se débat la province, toutes les classes de la société sont sans doutes éprouvées. Seulement, je ne crois pas qu'il soit une classe qui ait plus souffert que la classe agricole.

Quoi qu'en dise l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Godbout), la situation agricole est loin d'être brillante dans mon comté et la jeunesse agricole comme la jeunesse en général est loin d'avoir les ouvertures dont il a parlé d'une manière abstraite et peut-être distraite...

Les statistiques exposées au public par le président général de l'U.C.C. démontrent que la situation de l'agriculture est pire de près de moitié depuis 1929 et, pourtant, l'honorable M. Perron, ministre de l'Agriculture d'alors déclarait publiquement et officiellement que l'agriculture était dans le marasme.

Pour relever cette situation lamentable, le gouvernement affirme par la voix de son ministre que la situation est brillante. Brillante en effet si l'on constate, pour le seul comté de Roberval, la liste incroyablement longue des cultivateurs sous le concordat. Brillante en effet si l'on compte le nombre de cultivateurs qui ne demeurent sur leurs terres que par tolérance et parce que, en vertu de vente au conseil de comté ou d'un acte de vente à réméré, leur terre appartient à un autre. Le gouvernement a bien rendu insaisissable le roulant de la ferme, mais pour avoir quelque emprunt pour payer des dettes criantes, le cultivateur a dû vendre à réméré tout ce roulant insaisissable.

La cause de tout cela? La présence d'un crédit agricole qui jamais ne prêtait et l'absence d'un crédit rural réel et sérieux. Pour ce qui est de mon comté, la grande majorité des créanciers auraient réglé avec le cultivateur s'il avait eu l'appui d'un vrai crédit agricole. La nécessité d'un prêt agricole provincial est donc très grande.

(Applaudissements à gauche)

Que fait le gouvernement? Promesse; promesse... Le gouvernement, à la dernière minute, se rappelant ses promesses, s'appuie sur le prêt agricole fédéral qui n'a jamais rendu les services que l'on attendait. On a prêté \$15,000,000 à la Banque Canadienne Nationale, beaucoup moins importante que la classe agricole, pour sauver une institution destinée à n'aider que le grand commerce, la grande industrie et à drainer vers les villes l'épargne rurale, et on ne fait rien pour apporter une aide efficace à nos caisses populaires. Le prêt agricole fédéral sera un fiasco comme dans le passé, parce que l'on ne tient pas compte du prix d'achat d'une terre, du prix des constructions du roulant, de la valeur de défrichement et des améliorations, mais seulement du revenu brut. Et l'on sait ce que c'est que le revenu brut d'une exploitation agricole à l'heure actuelle. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a déclaré que ce qui tuait le cultivateur, c'était le crédit, les emprunts. Dans ce cas, le gouvernement actuel se suicide puisqu'il vit de crédit et d'emprunts depuis des années.

Je voudrais, dit-il, que le crédit rural s'applique aux petits propriétaires et aux artisans au même titre qu'aux cultivateurs. Pour emprunter aux banques, il faut être riche. Le prêt agricole s'impose donc. Quel est le revenu d'une ferme? L'honorable ministre de l'Agriculture devrait consulter les cultivateurs de mon comté et non ses agronomes. Enlevez la taxe foncière d'une terre et vous verrez qu'il reste peu de revenu au cultivateur.

Le gouvernement n'aurait pourtant jamais aussi bien employé les deniers publics qu'en sauvant l'agriculture; il ne l'a pas fait, et s'il était sérieux, il aurait voté une loi créant un crédit agricole, ou encore mieux, un crédit rural.

Je ne veux pas critiquer par parti pris, mais ne trouvez-vous pas que le gouvernement aurait mieux à faire, pour remédier au chômage de notre jeunesse et de nos ouvriers, que de préconiser la création d'un bureau de placement? Dépenses inutiles des deniers publics: multipliez par cent, par mille les bureaux de placement, qu'est-ce que cela va donner à notre jeunesse désœuvrée, à nos ouvriers qui battent le pavé des villes à la recherche d'emploi introuvable et inexistant. Aucune entreprise ne manque de main-

d'œuvre. Quel travail au bureau de placement peut-il donner même si ce bureau est un bureau de placement gouvernemental?

À qui fournira-t-il de l'emploi sinon aux fonctionnaires de ce bureau? Et quel ouvrage créera-t-il sinon ouvrage d'écriture, de paperasse, de correspondance, de fonctionnarisme, ouvrages improductifs, nuls, vides au point de vue général de la province. De plus, ce bureau sera machine de partisannerie politique. Voyez notre jeunesse nationale arriver à ce bureau avec comme brevet un vote d'opposition, un vote national. Sans exagérer: on peut concevoir l'empressement des préposés dudit bureau à trouver emploi à cette jeunesse...

Je soutiens, M. l'Orateur, que cette mesure en est une de chantage, une mesure politique non productive, tout à fait impuissante à faire face à la crise, car sont-ce les offres de travail qui manquent? Quelle compagnie ignore que les villes, et les villages et les campagnes débordent de chômeurs? Les salaires payés en sont la plus belle preuve. Quelle compagnie manque d'employés?... Alors pourquoi dépenser l'argent du peuple à telle institution? Ce qu'il faut, c'est non de chercher, mais de créer des emplois.

Pourquoi, au lieu d'un bureau de placement, ne pas établir un rouage destiné à promouvoir le développement de nos richesses naturelles? Pourquoi ne pas s'occuper de développer nos mines? Dans ma région, nous sommes aux confins d'un des plus grands centres de la province. Le développement de l'immense région de Chibougamau s'impose. Pourquoi n'avoir pas plutôt empêché dans le passé les compagnies étrangères d'employer des étrangers? Pourquoi ne pas avoir établi un contrôle sérieux du paiement de nos bûcherons, au lieu de ce bureau de placement? Les étrangers exploitent nos richesses pour s'enrichir et traitent nos compatriotes comme des parias.

Pourquoi, au lieu de payer le secours direct et d'établir un bureau de placement, ne pas créer des emplois en décrétant la construction immédiate d'une route carrossable de mon comté à cette région, pourquoi ne pas construire non plus un chemin de fer; la province serait agrandie d'une région nouvelle et les richesses apportées de là seraient productives pour la race canadienne-française. L'honorable ministre de la Voirie a promis que la route pour gagner Chibougamau se ferait par mon comté. Le gouvernement va-t-il tenir parole? J'espère que le gouvernement tiendra sa promesse. Quand le gouvernement va-t-il créer de nouveaux emplois, au lieu de dépenser l'argent stérilement à en chercher?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Demandez cela à M. Bennett.

M. Castonguay (Roberval): La confection de telles routes et le développement de telle région seraient une œuvre nationale et patriotique, car nous garderions chez nous nos richesses de nos riches.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je demande pardon à l'honorable député de Roberval, mais je me suis entendu avec l'honorable chef de l'opposition pour que la séance soit suspendue un peu avant 6 heures. (Souriant) La session tire à sa fin.

(Rires)

Nous voulons nous réunir pour mettre la dernière main à certaines mesures législatives que nous présenterons à la Chambre.

M. Castonguay (Roberval): Très bien.

Je propose, dit-il, appuyé par le représentant de Champlain (M. Rousseau), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

À 5 h 30, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Charte de Victoriaville

M. Gaudet (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 érigeant en municipalité de cité la ville de Victoriaville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Castonguay (Roberval): Puisque nous parlons de route, pourquoi le gouvernement a-t-il permis la réalisation de si gros profits à certains

constructeurs de chemins à la "job". Le gouvernement ne peut-il rien faire lui-même sinon que d'amender ou de confectionner certaines lois telles que le bill Dillon? Que lui manque-t-il? Des ingénieurs compétents? Des inspecteurs honnêtes? Des contremaîtres expérimentés? Des ouvriers habiles? Pourquoi donc recourir aux contracteurs qui se paient salaire et profit fabuleux et scandaleux dans un grand nombre de cas?

On fait du patronage avec la voirie dans mon comté sur une grande échelle, c'est à même les deniers publics; M. l'Orateur, on en a fait également et surtout dans la colonisation. Les \$10,000,000 votés, où sont-ils? Le ministère a fait une réclame terrible parce qu'en vertu des fameux plans Vautrin, il a établi quelque cent colons; à l'entendre toute la province serait colonisée. S'il était sérieux, pourquoi n'avoir pas séparé la province en zones?

Pourquoi n'avoir pas fait examiner, arpenter, classer tous les lots propres à la culture dans cette province? Pourquoi le gouvernement répond-il si souvent aux colons: "Pas de lots disponibles pour le moment". Ce n'est jamais le moment avec lui: il faut des années pour mettre en branle une organisation qui semble destinée à empêcher la colonisation, et durant ce temps, les meilleures terres arables du domaine colonisable restent à l'entier bénéfice des marchands de bois et des fabricants de pulpe et de papier. Il faut que les étrangers qui se sont installés ici pour exploiter nos richesses sachent que la terre ne leur appartient pas. Ils ne doivent pas retarder notre expansion agricole. Le gouvernement n'avait pas le droit d'abandonner les régions colonisables aux exploiters de nos forêts.

Nous sommes à un tournant de notre histoire, dit-il. Il faut que les étrangers qui se sont installés ici pour s'enrichir sachent qu'ils ne peuvent posséder à eux seuls toutes les richesses, et que la province de Québec ne peut pas demeurer fief privé. Il faut qu'ils sachent que la terre doit aller aux colons canadiens-français et qu'ils ne peuvent indéfiniment retarder le défrichement et la marche de la civilisation. C'est au gouvernement qu'il appartient de le leur faire comprendre et d'adopter un programme sérieux de colonisation. Il doit établir les colons sur de bons lots. Il faut pénétrer au besoin en pleine concession forestière. Le bien du peuple doit être au-dessus des prétentions légales.

Le gouvernement a parfois une curieuse façon d'aider le colon. Dans Roberval, on a sommé de déguerpir certains colons qui avaient eu l'initiative de s'établir eux-mêmes, de défricher et de bâtir certains lots propres à la culture, sous le prétexte

qu'ils n'avaient pas observé les nombreuses exigences administratives.

On a brûlé et démolé les campements si illégalement que ces agents du gouvernement ont été condamnés par les tribunaux à payer des centaines de piastres de dommages. Le président du tribunal n'a pu s'empêcher de dire que l'acte commis équivalait au crime d'incendiat. Pourquoi le gouvernement a-t-il payé la somme de près de \$900 en capital et frais aux lieu et place de ses agents? Dans la cause Ad. Tremblay "Césaire" Saint-Félicien contre Ovide Hébert de la même place, garde-forestier, sinon parce que c'était lui le coupable. Loin d'être domptés, les agents du régime menacent d'autres colons du même traitement. Est-ce que le gouvernement veut gaspiller son argent à payer des incendiats et des frais? Serait-ce sa nouvelle politique de colonisation?

Je disais plus haut qu'il fait du patronage dans mon comté avec la colonisation. Pourquoi, sinon par favoritisme indu, les inspecteurs distribuent-ils des bons de secours, primes de terre à des gens qui n'en ont nullement besoin, quand l'on refuse ces mêmes dons à des colons pauvres et nécessiteux pour la raison - excusez-moi, M. l'Orateur, de répéter l'expression - pour la raison dis-je que ce sont des "maudits Castonguay"? Tous les Castonguay et ceux qui sont soupçonnés de l'être sont exclus de travaux de voirie.

Comment se fait-il qu'à même les deniers publics dans la distribution des grains de semence, bois de construction et autres objets: vieux chevaux, vieux harnais, vieux instruments aratoires, ferrailles et vieilleries de toutes sortes, le gouvernement ait toujours eu besoin de deux ou trois intermédiaires qui réalisent du 50 % ou du 100 % de profit? Comment se fait-il que le premier ministre, alors procureur général, n'ait pas fait rembourser les \$250,000 qui, de propre aveu, ont été volés à la colonisation dans le seul comté de Roberval, Lac-Saint-Jean? Qui sont les voleurs? Et pourquoi jouissent-ils de l'impunité?

Je crois M. l'Orateur, qu'en face de la crise actuelle et de la misère trop générale qui règne dans cette province, un redressement économique, une orientation nouvelle de notre législation s'impose et que ce redressement, cette orientation nouvelle, cette nouvelle politique, nous ne l'aurons qu'en réalisant intégralement le programme de l'École sociale populaire, programme des chefs du Canada français, programme du parti de l'Union nationale, et que ce programme sera mis en vigueur lorsque nous aurons vu l'écrasement du présent régime et l'abolition de l'emprise des trusts qui ont ruiné notre peuple et détruit notre économie.

(Applaudissements de la gauche)

Il (M. Castonguay) parle du traitement des bûcherons dans sa région. Puis il donne lecture d'un affidavit, en date du 30 avril, signé par MM. Léo Tardif et Fernand Brassard, tous deux employés au flottage du bois pour la Consolidated Paper Corporation:

"Les soussignés, flotteurs de bois d'expérience, déclarent ce qui suit:

"Léo Tardif, de Roberval, âgé de 24 ans, bûcheron et flotteur de bois:

"Fernand Brassard, de Roberval, chasseur et flotteur de bois, âgé de 25 ans, étant dûment assermentés sur les saints Évangiles, déclarent qu'ils sont des hommes d'expérience dans le flottage du bois; qu'ils sont en parfaite santé, de constitution physique très forte et capables de faire le travail exigé par les compagnies, tel qu'un bon homme de bois doit le faire. Le 3 avril, Léo Tardif s'est engagé pour le compte de la Consolidated Paper Corporation Limited pour faire la réparation d'écluse au prix de \$37.50 par mois, plus pension. Il en est de même pour Fernand Brassard. En vertu de ces engagements, ils ont travaillé sur la rivière Le Lièvre, dans le district de Roberval, jusqu'au 16 avril, soit 12 jours de travail.

"Le 16 avril, un représentant de la compagnie fit venir les hommes, leur demandant de remettre la copie d'engagement qu'ils avaient en main à \$37.50, et leur offrant un autre engagement à \$30, remplaçant l'engagement de \$37.50 à partir du 3 avril et leur offrant un règlement pour le travail fait à date pour le prix de \$30, et que s'ils ne voulaient pas accepter cela, qu'ils étaient congédiés immédiatement.

"Nonobstant leur engagement à \$37.50, les soussignés étant dans un besoin pressant de travailler, plus particulièrement Tardif qui est le soutien de sa famille, son père étant infirme, et se trouvant rendus sur les lieux, soit à 40 milles dans le bois, et se voyant forcés d'être privés de travail d'une heure à l'autre, ont accepté un règlement sur le prix de \$30 par mois à venir au 16 avril et ont donné reçu: lors de ce règlement la compagnie a chargé aux soussignés le transport de Roberval au lieu du travail et les repas nécessairement pris en cours de route.

"Le lendemain, 17 avril, les soussignés sont de nouveau appelés au bureau de la compagnie, toujours dans les bois, et on leur offre à signer un engagement comme "drivers" au prix de \$2.25 par jour, plus pension. Les soussignés ont accepté cet engagement et l'ont signé sous le no 18 quant à Fernand Brassard, et sous le no 56 quant à Léo Tardif.

"Les soussignés ont travaillé en vertu de cet engagement du 17 avril au 28 avril à midi.

"Le 28 avril, le commis de la compagnie fit venir les hommes parmi lesquels se trouvaient les soussignés et leur demanda de remettre l'engagement signé du 17 avril au prix de \$2.25 par jour, leur disant que cet engagement serait remplacé par un autre au prix de \$30 par mois, pour le temps fait depuis le 17 avril et le temps à venir, et que s'ils ne voulaient pas se conformer à sa demande, qu'ils étaient congédiés immédiatement et que ceux qui ne se conformeraient pas ont été avisés par la suite qu'ils seraient placés sur la "black list" et que dorénavant ils n'auront plus jamais de travail, ni l'été ni l'hiver, soit pour la compagnie susdite, soit de leurs grands contracteurs ou de toute autre filiale relevant de la susdite compagnie.

"Les soussignés, toujours dans le bois, et étant disposés à travailler, ont alors offert au représentant de la compagnie ceci:

"Payez-nous sur le prix de \$2.25 en conformité de notre engagement du 17 avril à venir à date, et nous sommes disposés à continuer à travailler dans l'avenir pour le prix de \$30 par mois que vous nous offrez."

"Sur ce, l'employé de la compagnie leur a répondu: "Si vous ne voulez pas accepter ce que je vous offre, j'ai les ordres de vous "clairer" immédiatement et allez-vous-en." Devant ces représentations, les soussignés n'ayant d'autres alternatives à prendre ont quitté le travail.

"Le cas des soussignés est celui d'un certain nombre de leurs compagnons de travail, pour ne pas dire tous, car les employés de la compagnie ont agi différemment dans différents cas, et selon que l'employé voulait consentir à continuer son travail même à un prix très bas, vu qu'il se serait trouvé sans travail.

"En descendant de leur travail susdit, en cours de route, les soussignés ont demandé de l'emploi au représentant de la St. Maurice Forest Protection Association et celui-ci leur a répondu qu'ils étaient sur la "black list".

"Et les soussignés ont signé la présente à Roberval, le 30^e jour d'avril 1936."

"(Signé) Léo Tardif

"Fernand Brassard

"Assermenté devant moi à Roberval, ce 30^e jour d'avril 1936,

"Me Lindsay, N.P."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député me permettra-t-il une question?

Le député de Roberval est-il informé que ce M. Brassard a envoyé au chef de l'opposition l'affidavit que voici?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
lit alors l'affidavit suivant:

"Canada

"Province de Quebec

"District de Roberval

"Re: Flottage de bois pour la compagnie de la Consolidated Paper Corporation Limited, sur la rivière Le Lièvre.

"Je soussigné, Fernand Brassard, de Roberval, chasseur et flotteur de bois, âgé de 25 ans, étant dûment assermenté sur les saints Évangiles, déclare ce qui suit:

"1^o Que j'ai pris lecture d'une déclaration assermentée, dûment signée par Léo Tardif et moi-même, et datée du trente avril, mil neuf cent trente-six;

"2^o Que cette déclaration a, en réalité, été signée et assermentée le premier mai courant au lieu du trente avril dernier (1936);

"3^o Que j'ai signé ladite déclaration à la suite d'instances réitérées de la part de gens intéressés à la critique;

"4^o Que j'entends bien, par la présente, retrancher et annuler ma signature sur cette déclaration en date du trente avril dernier (1936), voulant et entendant que tous les allégués me concernant soient considérés comme nuls et de nul effet;

"5^o Que, le deux mai courant (1936), j'ai reçu à mon entière satisfaction, de Consolidated Paper Corporation tout le salaire qui m'était dû par cette compagnie à raison de \$2.25 par jour de travail.

"Et, j'ai signé à Roberval, ce quatre mai, 1936.

"(Signé) Fernand Brassard

"Assermenté devant moi à Roberval, ce quatre mai, 1936.

"(Signé) R. Boissonneault,

"Protonotaire C.S.

"Roberval."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Se tournant vers M. Castonguay): Est-ce le même M. Brassard?

M. Tremblay (Maisonneuve): Combien est-ce que ç'a coûté au gouvernement ça?
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami peut être sûr que ça n'a pas coûté un seul sou. C'est un citoyen indigné qui me l'a envoyé, et je suis surpris que l'honorable député en parle ainsi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, vous me permettrez de rappeler que le premier ministre est obligé de produire purement et simplement le document, et qu'il n'a pas le droit de faire de discours.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non seulement je vais produire le document, mais encore je vais produire copie d'une lettre disant que cet affidavit vous a été envoyé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas comme le premier ministre. Je ne conçois pas une personne qui ne dit pas deux fois la même chose sous serment. J'affirme que je n'ai pas reçu cette lettre. En vertu des règlements, le premier ministre doit prendre ma parole. Il doit aussi déposer cette lettre sur la table.

De plus, je dirai à l'honorable procureur général qu'il devrait prendre les mesures nécessaires pour faire arrêter ceux qui jurent blanc et noir dans la même semaine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il va falloir faire arrêter les amis du chef de l'opposition. Voulez-vous que je lise copie de la lettre qui vous a été envoyée?

M. Hamel (Québec-Centre): Je remarque qu'il a signé sa déclaration après avoir reçu de l'argent de la compagnie.

M. Castonguay (Roberval): Qui vous a envoyé cette lettre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est M. Léonce Lévesque, notaire à Roberval.
Le premier ministre veut lire la lettre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste et lui demande de la déposer sur la table. Si le procureur général n'a pas le courage de faire arrêter les parjures, dit-il, nous allons y voir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je la déposerai à condition que je la lise.

Voix à droite: Lisez-la... Lisez-la!

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Pendant que l'honorable M. David va parler à M. Taschereau). Le secrétaire provincial va perdre sa voix! Le premier ministre a lu un document; qu'il le dépose devant la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami peut-il me dire quelle objection il a à ce que je lise cette lettre-là?

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je n'ai pas d'objection, mais je demande que vous fassiez respecter les règlements pour tout le monde. Le premier ministre a un document en main, qu'il le dépose sur la table. Vous n'avez pas le droit de lui laisser faire un discours quand le député de Roberval fait un discours bien plus intéressant. Il a lu un prétendu affidavit, ou partiellement, qu'il le dépose devant la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On m'accuserait de donner seulement une partie du document; alors je vais lire toute la lettre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le premier ministre se complaise plus dans la production de documents basés sur des parjures que dans la présentation des pensions de vieillesse.

Voix à droite: Ah! Ah!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) veut lire le document.

M. Tardif (Frontenac) demande à l'Orateur de faire respecter sa décision.

M. l'Orateur reprend son siège pour laisser la parole au premier ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand l'Orateur se lève et qu'il constate que le premier ministre est debout, je suis surpris de voir qu'il se rassit aussitôt. Ce n'est pas ce qu'il fait avec les membres de la gauche.

M. l'Orateur: Les règlements demandent que quand un document est lu, il soit déposé. Mais, quand on doit produire un document, le député a certainement le droit de le lire d'abord.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
procède à la lecture du document.

"Roberval, le 4 mai, 1936
"M. Maurice-L. Duplessis,
"Chef de l'opposition,
"Hôtel du gouvernement,
"Québec.

"Monsieur,

"Vous avez dû recevoir, le 3 mai courant (1936), de M. J.-E.-M. Boivin, de Roberval, une déclaration assermentée, dûment signée par moi-même et Léo Tardif, le 30 avril dernier (1936), date erronée, car cette déclaration a été signée, en réalité, le premier mai 1936.

"Je vous prie de noter que cette déclaration a été signée par moi à la suite d'instances réitérées de la part de gens intéressés à critiquer les actes du gouvernement provincial.

"J'entends par la présente lettre, retrancher et annuler ma signature sur cette déclaration du 30 avril 1936, voulant que tous les allégués me concernant soient considérés comme nuls et de nul effet.

"Je me permets d'ajouter que j'ai reçu, à mon entière satisfaction, de "Consolidated Paper Corporation", tout le salaire que cette compagnie me devait, à raison de \$2.25 par jour de travail.

"Espérant, Monsieur le chef de l'opposition que vous vous conformerez à ma demande, je vous remercie d'avance et vous prie de me croire.

"Votre tout dévoué,
"(signé) Fernand Brassard"

Dépôt de documents:

Consolidated Paper Corporation

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
dépose sur le bureau de la Chambre:

Une lettre à l'adresse du premier ministre, datée de Roberval, le 4 mai 1936, et signée par Léonce Lévesque, notaire. (Document de la session no 47)³

Copie d'une déclaration sous serment signée par MM. Léo Tardif et Fernand Brassard, de Roberval, le 30 avril 1936, devant Me Errol Lindsay, notaire. (Document de la session no 48)

Une déclaration sous serment signée par M. Fernand Brassard, de Roberval, le 4 mai 1936, devant M. R. Boissonneault, protonotaire. (Document de la session no 49)

Copie d'une lettre à l'adresse du chef de l'opposition, datée de Roberval le 4 mai 1936 et signée par Fernand Brassard. (Document de la session no 50)

Le débat se poursuit sur le discours du budget.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déclaré que cette lettre-là ne m'est jamais parvenue. Ce n'est pas le procédé d'un honnête homme de laisser entendre qu'une lettre a été reçue par quelqu'un qui déclare ne l'avoir jamais reçue. Je dis que le premier ministre pas plus qu'un autre n'a le droit de violer les règlements de cette Chambre, et il doit accepter la parole d'un collègue, surtout quand elle vaut au moins celle du premier ministre. Le premier ministre a évidemment reçu une lettre; il doit la produire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai produit tout, et votre lettre et la mienne.

M. l'Orateur: L'honorable député de Roberval a permis une question. Le premier ministre a lu un document et il l'a déposé. Il n'y a rien autre chose devant cette Chambre.

M. Castonguay (Roberval): Le premier affidavit était signé par MM. Léo Tardif et Fernand Brassard. Est-ce que le premier ministre a aussi une lettre de M. Tardif?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
De M. Brassard seulement.

M. Castonguay (Roberval): J'avais raison de croire que ce garçon était sérieux. D'ailleurs, il était sous serment. Plusieurs sont venus me dire verbalement comment ils étaient traités, et cela confirme bien les avancées de l'affidavit. Je puis dire qu'il y a d'autres cas semblables dans mon comté. MM. Gagnon et Frères, par exemple, paient régulièrement leurs hommes \$1.50 par jour. Je le sais personnellement, et le premier ministre va avoir de la difficulté à dire que ce n'est pas vrai. À part cela, je crois que j'ai encore un ou deux autres documents à ma chambre.

Voix à droite: Allez les chercher...

M. Castonguay (Roberval): J'irai, mais je veux prendre mon temps, je vais faire comme vous autres. Vous savez, des grands hommes courts, j'en ai déjà rencontrés.

M. Beaudry (Stanstead): Comme tous les débutants, j'éprouve une certaine gêne à participer à ce débat qui a permis déjà à tant d'esprits sérieux et réfléchis de traduire leurs pensées et d'exprimer leurs vues sur la situation financière de notre province. Cette gêne est d'autant plus logique que je suis encore à l'âge⁴ où l'on devrait se contenter d'écouter, d'apprendre et parfois même de se taire.

Les événements que nous traversons ont cependant remué profondément la face de l'univers. Les générations qui montent prennent de plus en plus d'importance dans la vie. Dès leur majorité elles sentent le besoin de poser les fondements de leur avenir, et elles refusent d'attendre que les neiges de la vieillesse tombent sur leurs cheveux et ensevelissent du même coup leurs plans et leur idéal.

Voilà, M. l'Orateur, un fait dont j'ai moi-même bénéficié. Voilà pourquoi, lors des récentes élections provinciales, des légions de jeunes se sont levées un peu partout dans la province, pour participer à la chose publique, et lui apporter le concours de leurs ardeurs, de leurs enthousiasmes et de leur désintéressement.

Voilà pourquoi, la députation s'est elle-même rajeunie dans tous les sens du mot, imitant par là l'exemple des pays européens qui, au lendemain de la guerre, ont voulu refaire leurs cadres et leurs constitutions.

Ce trait particulier à notre époque, je le trouve d'ailleurs dans la nomination du député de Joliette à la présidence.

De la part du gouvernement actuel, ce choix m'a cependant paru étrange. C'est un peu comme un poste de télévision qu'on aurait la fantaisie d'installer dans un cimetière. À quoi cela rimerait-il? Serait-ce là un moyen logique de faire renaître un cadavre, dont les membres sont déjà disloqués, à qui il reste à peine le crâne et les os? Voyez d'ici le spectacle?

Avant de pénétrer dans cette Chambre, je portais en moi-même toutes les illusions de mon âge. J'avais l'impression de ne rencontrer que des hommes vierges de tout préjugé politique, ayant encore des préférences pour leurs couleurs, mais susceptibles de placer au-dessus de tout l'intérêt supérieur de la province. Je me disais: après tout, nous sommes tous des compatriotes, et les étiquettes qui nous séparent ne font pas partie de notre État civil. Pourquoi nous éloigneraient-elles les uns des autres? Ne serait-ce

pas le temps de remettre en honneur le mot du grand patriote: "Cessons nos luttes fratricides".

Voilà, M. l'Orateur, les véritables dispositions dans lesquelles je suis entré en cette Chambre. Voilà dans quel esprit je croyais trouver mes collègues, à quelque côté de la Chambre qu'ils appartiennent. Mais quelle ne fut pas ma stupéfaction d'entendre le discours du chef même du gouvernement! Il était bien comme on me l'avait dit. Ce n'était pas le chef de ma nationalité qui parlait; mais bien le prêtre d'une religion néfaste, la religion du parti et de ses nécessités.

Comment, dans le Québec, il n'y aurait de place que pour les disciples de la pourpre, que pour les tenants du parti ministériel? Le gouvernement, au lieu d'être l'affaire de tout le monde, ne serait plus que l'affaire d'un groupe, d'une caste privilégiée? Je n'aurais droit au partage des honneurs et des bénéfices qu'à condition de fermer la voix de ma conscience? En somme, le libéralisme voudrait dire désormais contrainte, asservissement, obscurantisme volontaire?

Et pourtant, ce ne sont pas que les libéraux qui font vivre le gouvernement, qui lui fournissent des subsides, qui paient les impôts exigés par la loi. Si les contribuables risquaient le même raisonnement; si les adversaires du gouvernement le disaient un bon jour; à l'avenir, nous refuserons de verser nos taxes. Que la caste voit elle-même, et seule, à ses frais d'entretien! Ne serait-ce pas là une réponse logique au discours du premier ministre?

(Applaudissements)

Cette conception singulière de la politique, qui d'ailleurs nous a valu toutes les infamies, n'est plus de notre époque. Je suis d'autant à l'aise pour m'en exprimer que je suis de souche libérale, et que j'ai toujours eu une tendance à voter rouge. Mais avant tout, je suis de mon temps et de ma province. J'ai horreur des étiquettes insignifiantes et des ornières où trop souvent nous sommes tombés, y laissant à chaque fois quelque chose de nos biens, de notre honneur et de notre patrimoine national.

Notre patrimoine national: voilà ce qui m'a conduit dans cette Chambre, avec le généreux assentiment de mes électeurs de Stanstead: voilà pourquoi, le 25 novembre dernier, je comptais parmi les 42 élus de l'alliance Duplessis-Gouin; voilà la grande cause à laquelle nous devons employer tous nos efforts, déployer nos talents et nos activités.

Ce patrimoine national comporte, au premier rang, nos valeurs spirituelles et morales, valeurs que nos ancêtres ont apportées dans leur sang de la vieille France, et qu'ils se sont efforcés de nous transmettre

par l'hérédité, par l'éducation, par l'exemple, et surtout par l'enseignement et la pratique du catholicisme, de son dogme et de sa morale. Or, qu'a-t-on fait, dans notre province, de cette partie de notre héritage?

Que sont devenus la justice, la charité chrétienne, le respect dominical, la famille, la paroisse, toutes ces institutions qui ont fait la force de notre race et qui en ont assuré la survivance?

Qu'est devenue surtout la sainteté du serment? Quel triste et volumineux bilan que celui des parjures qui furent commis dans la ville de Montréal, lors de la confection des listes électorales pour la province! Et lorsque le député de Maisonneuve (M. Tremblay) se leva l'autre jour pour proposer sa motion, qui n'en était pas une de non-confiance, j'imaginai candidement que pas une seule voix ne s'élèverait pour la combattre et que le procureur général lui-même s'engagerait à poursuivre les coupables devant les tribunaux. Mais non; il fallut déchanter. Et voilà comment tomba une autre illusion dont je m'étais bercé jusque-là.

Ces procédés m'ont convaincu d'une chose: c'est que l'esprit de parti est un carcan nuisible et dangereux, fait non pas pour des hommes, mais pour des brebis; c'est que ces étroitesse d'esprit sont absolument incompatibles avec les ardeurs et les enthousiasmes des jeunes: c'est qu'il ne reste plus au peuple de cette province qu'une solution pour sortir définitivement de l'ornière, avoir à sa tête non pas un mélange d'hommes aux idées contradictoires, même s'ils sont de même couleur; mais avoir à sa tête un gouvernement franchement et complètement national. Qu'elle est lourde et difficile la besogne que devront abattre nos législateurs de demain!

Notre maison a été abandonnée: elle tombe en ruines. Elle ne peut plus supporter les orages, les temps difficiles. L'eau et le vent pénètrent de toutes parts, par la toiture, par les murs, par les fenêtres. Tout est à refaire. Il faut reconstruire en neuf de fond en comble.

Souvent, je me prends à me demander si nos premiers ancêtres n'étaient pas plus riches que nous ne le sommes nous-mêmes.

Si l'on faisait aujourd'hui l'inventaire de nos biens, l'estimation de nos richesses, à quoi cela se résumerait-il?

J'estime, M. l'Orateur, que nous ne sommes plus maîtres chez nous. Le gouvernement lui-même le sait et ne le veut pas reconnaître. Pourquoi, en effet, dans un discours sur le budget, ne pas nous fournir l'inventaire de notre domaine, des richesses qui nous restent en propre?

Nous ne sommes plus maîtres chez nous. Évidemment, les documents officiels se gardent bien de nous le signaler, parce qu'ils marqueraient par là jusqu'à quel degré d'insouciance et d'imprévoyance est descendu le régime qui, depuis trop longtemps, gouverne la province.

Pourquoi cacher les faits, passer sous silence les noms des personnes et des corporations qui détiennent en cette province le véritable pouvoir, celui de l'argent, précisément à cause de cette cour trop prolongée faite par nos gouvernements auprès des puissances capitalistes? Il est bien beau et bon de se comparer à l'Ontario et de faire ressortir que notre dette provinciale est de beaucoup moins élevée que là-bas. Mais à quoi se résume cet avantage lorsqu'on songe que ce que nous avons de plus précieux, nos richesses hydroélectriques, ne nous appartiennent plus, tandis qu'en Ontario, elles constituent encore la part la plus importante et la plus substantielle de leur patrimoine?

Quand nous voulons reprendre la part de notre héritage, ce n'est pas pour obéir à un simple caprice ou à un motif de fierté nationale, bien que ce serait sûrement notre droit. Quand nous voulons redevenir maître chez nous, nous avons d'abord le souci de protéger les nôtres contre l'esclavage et le colonialisme. Il faut voir comment sont traités nos ouvriers, avec quelle désinvolture les emploie le capitalisme étranger, pour nous rendre compte de la gravité de la situation. Il faut voir surtout les difficultés qu'éprouve le gouvernement lui-même à lui faire respecter ses lois, les mille et une manières qu'il lui faut déployer à son endroit.

Ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, qu'un gouvernement fort en face de ces puissances étrangères, un gouvernement qui n'aurait pas été leur complice sinon leur bienfaiteur, un gouvernement proprement national ne pourrait-il pas exiger le respect intégral de la loi du repos dominical? Ne croyez-vous pas qu'il lui serait plus facile d'imposer des conditions de travail qui permettent à l'ouvrier de vivre convenablement, et de donner le pain et l'abri à sa femme et à ses enfants?

Actuellement, dans la province, se poursuit une enquête dont les constatations devraient faire rougir de honte le régime actuel. Devant la commission Turgeon, il a été prouvé que des ouvriers, dans mon comté de même que dans le comté de Québec, recevaient à peine \$12 par quinze jours pour 100 heures de travail dans l'industrie textile. Il a été prouvé qu'on avait refusé à ces ouvriers de se former des syndicats, suprême recours de défense contre les appétits trop voraces des

patrons. Il a été prouvé que certaines catégories d'ouvriers en étaient réduites à subir une chaleur de 115 à 120 degrés, 10 à 12 heures par jour, pour gagner leur pain quotidien, au risque d'être congédiés.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il jamais réagi? Comment se fait-il que nous soyons obligés de subir ces humiliantes conditions? Pourquoi faut-il que le capital humain ait moins d'importance chez nous que le capital-argent? Le gouvernement de cette province est-il tellement engagé à l'endroit de la dictature financière qu'il lui est totalement impossible d'esquisser le moindre geste de protection?

Voilà pourquoi, M. l'Orateur, il nous faut réagir. L'heure des demi-mesures est passée. Il ne s'agit plus de composer, de jeter ici et là du baume, d'apaiser simplement les souffrances. Il faut y aller plus courageusement et plus profondément. Ce qu'il faut à la province et ce que réclame le peuple tout entier, c'est une opération chirurgicale, qui nous débarrassera complètement et à jamais du mal qui nous ronge.

Ce qu'il nous faut à la province et ce que réclame le peuple tout entier, c'est un renouveau du sens national dans tous les domaines de notre activité. Ce qu'il faut à la province et ce que le peuple réclame à grands cris, c'est un gouvernement qui piétinera les couleuvres, pour ne se laisser guider que par le souci de l'intérêt collectif. Pour concrétiser davantage ma pensée: ce qu'il faut en somme à la province et ce que le peuple réclame à grands cris, c'est un gouvernement national sous la direction de nos chefs: Maurice Duplessis et Paul Gouin.

(Longs applaudissements de la gauche)

M. Rousseau (Champlain): M. l'Orateur, un membre du cabinet a parlé de justice et de charité. La charité bien placée est une excellente chose, mais faire la charité dans le but d'encourager le vice, voilà qui est une mauvaise chose. Après les élections, on aurait pu espérer que les députés de la droite qui survivaient auraient quelques regrets et manifesteraient leur contrition parfaite en élaborant un programme nouveau. Mais c'est toujours la même vieille chanson: des promesses. Je me demande si cette chanson n'est pas éternelle.

Il (M. Rousseau) commente quelques discours qui ont été prononcés depuis le début de la session, puis il déclare que, s'il a tenu à participer au débat sur le budget, c'est qu'il veut démontrer combien il est attaché à ses chefs et qu'il désire faire son devoir comme ses collègues de la gauche.

Il fait alors l'éloge de ses collègues de l'Action libérale nationale et en vient à la conclusion que la gauche est convenablement représentée à la Chambre. Il exprime ensuite son intention de surveiller et défendre au Parlement les intérêts des ouvriers et des cultivateurs, car il dit reconnaître que ce sont ces classes qui ont le plus besoin que l'on s'occupe d'elles à l'heure actuelle.

Il passe ensuite à la question des opérations forestières et il proteste parce que la Consolidated Paper, établie au Cap-de-la-Madeleine, bénéficie d'une exemption de taxes attribuée au gouvernement provincial. Il se demande pourquoi le gouvernement a permis aux conseils municipaux d'accorder des exemptions des taxes aussi considérables à des compagnies d'exploitation forestière. Dans la crainte de perdre une industrie, dit-il, les conseils municipaux ont été obligés de se soumettre aux exigences des compagnies, mais il appartenait au gouvernement provincial de les protéger, à l'heure où le fardeau des taxes est porté par les petits propriétaires. La compagnie Consolidated Paper, formée de capitalistes étrangers, s'en venait ici pour soutirer des millions aux nôtres et les envoyer à l'étranger et laisser ensuite les charges aux petits propriétaires du Cap-de-la-Madeleine.

La Consolidated est aujourd'hui une des rares usines qui soient fermées dans l'industrie du papier. Pourtant, le gouvernement est encore disposé à accorder des avantages à d'autres industries semblables qui viennent pour s'établir, tandis qu'il y en a dont les portes sont fermées.

La St. Maurice Paper n'a pas été seulement un désastre pour les ouvriers qu'elle jeta sur le pavé, mais dans le temps de la prospérité, on usa d'influence pour amener les employés à acheter des actions à \$35 ou \$40, qui tombèrent par la suite à 50 centins.

Il passe à l'administration du chômage au Cap-de-la-Madeleine. Ma ville, dit-il, est sous la tutelle du gouvernement provincial. Jusqu'à un certain point, on peut le comprendre, si l'administration des secours qui y est fait n'avait pas donné lieu à une juste critique. Je suis obligé de déclarer qu'elle a été nulle, complètement nulle.

Par exemple, on y accorde le paiement de loyers pour chômeurs à des propriétaires à l'aise, mais on refuse tout secours au petit propriétaire, qui s'est érigé une maison à force du travail de plusieurs années.

Quand les gros propriétaires menacèrent de jeter les chômeurs sur le pavé, l'administration des secours décida aussitôt de leur payer du loyer, mais il

ne fait absolument rien pour le petit propriétaire qui a peiné des années pour se gagner une maison et qui va la perdre, parce que la crise l'a affecté plus que bien d'autres.

On vend des maisons à vil prix non pour répondre aux exigences des créanciers hypothécaires, mais pour taxes municipales et scolaires. C'est injuste, et je ne crois pas qu'il y ait une chose plus ridicule que d'abandonner ainsi les petits propriétaires. C'est un vrai désastre et c'est pour ça que la majorité des chômeurs ont voté contre le gouvernement.

M. Rousseau traite de la façon dont sont administrés les secours directs par la commission nommée par le gouvernement au Cap-de-la-Madeleine. Il dit qu'il connaît des cas d'inhumaine sévérité. Alors que des familles n'avaient absolument rien à manger, sous prétexte de respecter un article quelconque du règlement, on refusa de leur accorder tout secours. Il explique qu'après bien des interventions, il s'est même rendu à Québec, pour intercéder auprès des autorités, mais, ici encore, on s'est appuyé sur les règlements.

Cette semaine encore, j'essayai, ajoute-t-il, de toucher les officiers, mais c'est toujours la même réponse. On prétend que l'on ne peut créer de règlement. Pourtant, je vous demande s'il est un seul contrat où, si on s'en tenait à l'interprétation stricte, sans user de son jugement, on ne pourrait pas faire mettre le détenteur en prison, malgré toute sa bonne foi.

Il critique la façon dont on a donné les contrats de voirie dans le comté de Champlain et en particulier au Cap, depuis quatre ou cinq ans. Le gouvernement, dit-il, a manifesté une indifférence coupable à l'égard des ouvriers. Il n'a pas pensé à les protéger, et des entrepreneurs qui faisaient de 35 % à 40 % de profit payaient leurs employés 20 centins de l'heure. Des pères de famille gagnant 20 sous de l'heure, c'est injuste et intolérable.

Après les élections de 1931, ces messieurs ne se sont plus occupés du tout des ouvriers, et ceux-ci devaient voyager plusieurs milles à pied, dans des cas. Il y eut encore des interventions pour essayer d'obtenir du gouvernement de l'aide, pour voyager ces gens au moins soir et matin. Moi-même, sans vouloir me donner comme meilleur qu'un autre, je ne pouvais pas endurer de voir des hommes ainsi traités, et je me suis mis à en transporter, espérant que le gouvernement était pour organiser un service quelconque.

Mais il n'en fit rien. Plus tard, les ouvriers montaient sur les camions chargés de pierre, malgré

la défense faite aux chauffeurs de prendre des passagers.

Il s'élève contre une autre pratique des entrepreneurs du gouvernement. Il dit qu'au Cap-de-la-Madeleine, pendant qu'ils réalisaient de gros profits avec leurs contrats, ils plantaient aussi des réservoirs à gazoline, obligeant les camionneurs à s'y alimenter, sous peine de congédiement. Ces camionneurs, des gens pauvres, étaient ainsi forcés d'acheter là leur essence, mais d'aller pour le "service" sur leur véhicule aux stations équipées pour ce faire, qui étaient ainsi privées d'un commerce auquel elles avaient normalement droit.

Il accuse le gouvernement de négligence grave au sujet de contrats donnés à la journée. Il dit que des camionneurs ne furent payés que six ou sept mois en retard; ils avaient été obligés de s'endetter pendant ce temps pour vivre. Là encore, dit-il, le gouvernement n'a aucune excuse pour retarder ces paiements.

Le premier ministre a prétendu, un jour, en réponse à des accusations du chef de l'opposition, qu'il gardait ses directorats de compagnies dans l'intérêt de la province, des communautés en général et de la classe ouvrière, afin que son influence lui serve à soulager les misères. Il a passé une bonne partie de sa vie comme ça. Comment se fait-il alors que le soulagement n'arrive pas plus vite?

En terminant, je voudrais donner un conseil aux députés de la droite. Je suis convaincu qu'il y en a qui sont dans de bonnes dispositions. Quand ils pourront se débarrasser de la grosse machine, je sais qu'ils n'auront pas de misère à reconnaître le bon chemin.

Les autres, je leur conseille une tournée au Cap-de-la-Madeleine. Ce n'est pas un lieu ordinaire, mais un endroit de grand pèlerinage, un lieu de conversion. Je suis convaincu qu'ils devraient s'y rendre en auto, ils y trouveraient leur profit. S'ils veulent bien m'en avertir, je serai heureux de leur souhaiter la plus cordiale bienvenue.

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. 110 personnes, selon *L'Événement* du 14 mai 1936, à la page 3. C'est le seul journal qui avance ce chiffre.

2. Ancien ministre du Travail dans le gouvernement libéral, de 1931 à 1935.

3. L'honorable M. Taschereau a fait lecture à la Chambre de la copie d'une lettre adressée à M. Duplessis, en date du 4 mai 1936, lettre que le notaire Léonce Lévesque aurait transmise au premier ministre et que M. Duplessis nie avoir reçue.

Or, une certaine confusion vient du fait que selon la description du document de session no 47, déposé à la demande de M. Duplessis, cette lettre aurait été adressée au premier ministre M. Taschereau, et non à M. Duplessis.

On peut formuler l'hypothèse que le document de session no 47 comporte une lettre adressée au premier ministre M. Taschereau, ainsi qu'une copie jointe de la lettre lue en Chambre par ce dernier et adressée à M. Duplessis. Seule la consultation des documents de session nos 47, 48, 49 et 50, nous aurait permis de valider avec certitude ces éléments. Cependant, aucun de ces documents de session n'a pu être retracé aux archives.

Si, selon notre hypothèse, la lettre adressée à M. Taschereau, dont nous n'avons aucune trace, constituait le document de session no 47, par contre, la copie de la lettre lue en Chambre par M. Taschereau, et adressée à M. Duplessis, correspondrait au document de session no 50, selon l'inscription qui figure à la page 111 des *Journaux de l'Assemblée législative*.

4. *Le Soleil* du 14 mai 1936, à la page 3, indique que M. Beaudry est le benjamin de la Chambre.

Séance du jeudi 14 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Quebec-Saguenay
and Chibougamau Railway**

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Castonguay), que les articles 510, 511 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Le Sun Trust limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence la pétition de Le Sun Trust limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 117 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 121 concernant la succession de feu Tancred Bienvenu.

Incidents à Shawinigan

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Avant de passer à l'ordre du jour, on me permettra de répondre à une question posée hier par le député de

Saint-Maurice (M. Trudel). À la suite de plaintes, la police provinciale s'est rendue à Shawinigan Falls où elle a procédé à l'arrestation de 137 personnes. La police m'a informé par la suite qu'à Shawinigan, il n'y a pas de prison et qu'on a dû amener les inculpés à Trois-Rivières où il y a un greffe de la paix.

Il y a une Cour de magistrat à Shawinigan, mais le juge et le greffier demeurent à Trois-Rivières. Dimanche, et ça a pris presque toute la journée, ces personnes ont été admises à caution. Plusieurs ont comparu devant le tribunal lundi et il y en a une bonne majorité qui ont payé l'amende. Les autres ne se sont pas présentées et leur cautionnement n'a pas été forfait.

Conditions de travail

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il a reçu une lettre établissant que les conditions de travail sont inhumaines dans certains établissements de Québec.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) informe le chef de l'opposition qu'il a également reçu cette lettre.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 13 mai, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Bourque (Sherbrooke): M. l'Orateur, permettez-moi de vous féliciter de votre élection à la présidence. Le gouvernement s'infuse du sang jeune, mais il est malheureusement trop tard. La gangrène s'est introduite.

(Applaudissements à gauche)

Je remercie mes électeurs de la confiance qu'ils m'ont témoignée. J'ai eu affaire à des adversaires sans scrupule, mais Canadiens français et Canadiens anglais se sont unis pour mettre dehors le représentant du régime actuel.

(Applaudissements à gauche)

Le discours sur le budget est éloquent, surtout par ce qu'il laisse entendre et par ce qu'il ne dit pas. Évidemment, l'honorable trésorier n'a pas insisté sur l'augmentation des dettes de la province ainsi que

celles des municipalités et des commissions scolaires. Voici un aperçu de la situation actuelle des finances provinciales.

En ce qui concerne la dette de la province, il faut tenir compte de l'augmentation de la population qui a été de 21.7 %, de 1921 à 1931. La dette consolidée a été augmentée de \$40,708,000 en 1920 alors qu'elle se chiffrait à \$149,740,000 en 1935. En 15 ans, elle a augmenté de \$109,039,000 soit de 267 %.

En 1920, la dette consolidée nette était de \$38,531,751; en 1935, elle était de \$118,935,749, ce qui fait une augmentation de 208 %.

Le service de la dette a augmenté de \$2,029,000, en 1920, à \$5,843,000, en 1935, c'est-à-dire une augmentation de 187 %.

On se rend compte facilement par les quelques chiffres que je viens de vous donner que, sous le régime actuel, la situation de la province n'est pas aussi brillante que voudraient nous le faire croire certains scribes du régime payés à tant de la ligne à même les fonds publics et certains "radiomans" (sic) payés à tant la louange.

La dette des corporations scolaires a été augmentée de \$42,638,000 en 1920-21 à \$83,681,000 en 1932-33¹, soit une augmentation dans leur passif de \$41,043,000 et de 96 % en 12 ans. Pendant ce temps, on continue à accorder des exemptions de taxes scolaires aux grosses compagnies - nous avons même actuellement une demande semblable devant le comité - et on paie aux institutrices des salaires de famine. L'opposition s'y est déjà objectée et j'espère que, de l'autre côté de la Chambre, on réfléchira longuement avant d'accorder cette exemption demandée.

Le député de Sherbrooke dit aussi un mot des corporations municipales dont il fixe le passif à \$220,207,000, en 1920, et à \$532,946,000 en 1933², ce qui fait une augmentation de 145 %. On dit souvent que Québec est la province où la dette *per capita* est la plus basse. C'est une mauvaise base de calcul; ce ne sont pas les têtes qu'il faut compter, mais les contribuables. On sait très bien que, dans nos belles familles canadiennes, il arrive très souvent qu'il n'y ait qu'un seul contribuable, le père, tandis que le nombre des enfants en bas âge se chiffre souvent à la dizaine. De plus, le gouvernement semble oublier, dans son arithmétique, que les contribuables provinciaux, municipaux et scolaires sont les mêmes et que c'est dû à l'imprévoyance de toutes sortes si les municipalités se sont endettées à ce point. Et voilà la brillante situation de la province après 15 ans de régime libéral.

(Applaudissements à gauche)

La province a établi un système de drainage des revenus...

M. Lapointe (Wolfe): Un bon système!

M. Bourque (Sherbrooke): Je vais vous le montrer tout à l'heure. D'ailleurs...

M. Lapointe (Wolfe): Je n'ai pas lu mon discours, moi.

M. Bourque (Sherbrooke): Je cite des chiffres et je ne puis pas les donner tous de mémoire. Du 3 avril 1934 au 8 juin 1935, les comptes de banque ont été soutirés de \$6,012,000. Toujours fidèle à sa politique d'économie, le gouvernement s'efforce de laisser ses comptes de banque soutirés, afin de payer le plus gros montant d'intérêt possible. Ainsi, pendant une période de 387 jours, du 3 avril 1934 au 23 avril 1935, le gouvernement a payé aux banques en intérêts sur ses comptes soutirés la jolie somme de \$313,648.63. De plus, du 1^{er} février 1934 au 29 janvier 1935, les montants non placés du fonds d'amortissement se chiffraient comme suit: 28 février, \$879,994.29; 31 mars, \$2,656,500.19; 30 avril, \$2,887,070.64; 31 mai, \$2,599,705.89; 30 juin, \$2,009,221.90; 31 juillet, \$1,933,885.40; 31 août, \$1,862,062.07; 30 septembre, \$1,873,932.07; 31 octobre, \$1,778,380.81; 30 novembre, \$1,999,665.21; 31 décembre, \$2,476,227.72. Voilà nos génies financiers qui laissent leurs capitaux improductifs.

Si la province avait vu à maintenir ses finances en bon ordre et à montrer plus de diligence dans le règlement de ses problèmes financiers, elle aurait pu payer un nombre considérable de pensions de vieillesse.

(Applaudissements à gauche)

Le trésorier provincial, pour montrer un moins gros déficit, a recours à un petit tour de passe-passe qui ne prend personne. Il emprunte de l'argent de la Commission des liqueurs, dont l'année fiscale se termine deux mois plus tôt que celle du gouvernement. Le Trésor provincial, afin de camoufler le budget, emprunte à la Commission des liqueurs des sommes de \$2,500,000 et \$3,000,000 que la Commission des liqueurs elle-même doit emprunter aux banques à raison de 5 % et 5½ %.

Ainsi, le tour est joué et on ne montre aux contribuables de cette province qu'un budget camouflé, ou un déficit rogné de quelques millions qu'on remettra quelques jours plus tard à la Commission des liqueurs. L'honorable trésorier ne peut nier ces faits.

L'honorable M. Stockwell (Brome): L'honorable député veut-il que je lui réponde?

M. Bourque (Sherbrooke): Avec plaisir.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Il est vrai que les années fiscales ne se terminent pas aux mêmes dates. Mais au 30 juin, l'argent de la Commission des liqueurs qui paraît dans les revenus du gouvernement représente les profits de la Commission des liqueurs pour l'année écoulée.

M. Bourque (Sherbrooke): Mais le 30 juin 1932, le gouvernement a emprunté de la Commission des liqueurs une somme de \$3,000,000, et il aurait fait la même chose en 1933 et 1934. Le 30 juin 1934, en particulier, la Commission empruntait plus de \$3,000,000 à la Banque de Montréal. Et le lendemain, 1^{er} juillet, elle remettait \$2,500,000 au gouvernement.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Nous n'avons pas emprunté d'argent de la Commission des liqueurs. La Commission nous a donné de l'argent qui représentait ses profits et qui appartenait à la province.

M. Bourque (Sherbrooke): Vers le même temps, la Commission empruntait aux banques une somme de plus \$1,000,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était pour ses achats.

M. Bourque (Sherbrooke): Le gouvernement s'est opposé à une motion du chef de l'opposition l'an dernier, motion voulant que les revenus de l'assistance fussent versés au fonds consolidé du revenu.

J'appuie fortement afin que nous ayons un système de comptabilité uniforme, clair et que nous sachions où nous en sommes au point de vue de nos finances. Le gouvernement devrait payer ses dettes le plus vite possible.

Il (M. Bourque) aborde le sujet de la colonisation.

Sherbrooke a une société diocésaine de colonisation qui a choisi 14 familles représentant 97 personnes, il y a un an et demi. Les colons attendent depuis un an et demi le moment de se diriger vers les lots qui devaient leur être réservés. J'ai demandé à l'honorable ministre (l'honorable M. Authier) hier quand ils pourraient partir, et il m'a

dit qu'il valait mieux leur laisser entendre qu'ils ne pourraient pas partir cette année. Pourquoi n'installe-t-on pas ces colons sur les lots de la Brompton Pulp?

M. Bourque (Sherbrooke): Le député de Wolfe a déclaré l'autre jour que les lots de la Brompton Pulp n'ont pas été pillés; peut-être pas aux environs de Disraëli, mais est-ce qu'ailleurs les lots ne l'ont pas été?

M. Lapointe (Wolfe) se lève.

Des députés de la gauche: Wouf! Wouf! Wouf!

M. Lapointe (Wolfe) Tout d'abord, je dirai au député de Beauce que je suis aussi respectable que lui.

M. Cliche (Beauce): Je n'ai pas dit un mot... (Rires)

... et je demanderais au député de retirer ses paroles.

M. Tremblay (Maisonneuve): On dirait qu'à chaque fois qu'on crie: "Wouf!" le député de Wolfe attrape la "cliche".

M. Lapointe (Wolfe): Pour attraper la "cliche", il faut aller à Montréal. J'ai dit que les lots échangés avec la Brompton Pulp n'ont pas été pillés et je le répète.

M. Bourque (Sherbrooke): Les lots vendus à des particuliers, voisins de la Brompton Pulp, et qui ont été transportés au gouvernement pour fins de colonisation, est-ce qu'ils n'ont pas été pillés?

M. Lapointe (Wolfe): Non.

M. Bourque (Sherbrooke): Je vais parler à l'honorable député de Wolfe de M. Oliver Besette, de Sainte-Edwidge. Est-ce que Sainte-Edwidge est dans la province de Québec?

M. Lapointe (Wolfe): Oui monsieur, c'est près de Sherbrooke.

M. Bourque (Sherbrooke): C'est entre Sherbrooke et Disraëli.

M. Lapointe (Wolfe): Ah! Non, c'est plus près de Sherbrooke d'un grand bout.

M. Bourque (Sherbrooke): Sur un lot appartenant à M. Bessette, le bois a été coupé et il est au bord du chemin et, dans Clifton, sur des lots transportés au gouvernement depuis deux ans, on a coupé 200 cordes de bois qu'on peut voir sur le bord du chemin. Lorsqu'on vend une marchandise, on n'a pas le droit de s'en servir.

M. Lapointe (Wolfe): J'ai vendu moi-même en 1933 environ 1,500 acres au gouvernement à raison de \$1 l'acre, mais il ne s'agit pas de la Brompton Pulp que vous avez désignée. Ces lots n'étaient pas pillés. Tout le monde en vendait en autant que ces lots étaient propres à la culture, près d'une route. Il n'y avait pas de mal à cela.

M. Bourque (Sherbrooke): Vous avez vendu des lots \$1? Mais comment se fait-il ensuite que le gouvernement achetait, l'année suivante, des lots à \$3 l'acre?

M. Lapointe (Wolfe): C'est plus tard. Il y a une loi pour fixer ce montant. La Législature a adopté une loi à cet effet.

M. Bourque (Sherbrooke): C'est-à-dire que ce sont des particuliers qui ont fait le tour du comté pour acheter des lots à \$1, et les revendre ensuite au gouvernement pour \$3. Je demanderais au député de Wolfe combien MM. Paradis, Dougall et le sénateur Tobin ont retiré de l'échange de lots entre le gouvernement et la Brompton?

M. Lapointe (Wolfe): L'échange a été demandé par tous les curés des paroisses intéressées. Je pourrais citer des lettres de curés à cet effet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je soulève un point d'ordre. Je crois que nous nous éloignons du budget. Nous ne sommes pas en comité plénier et le député de Sherbrooke n'a pas le droit d'interroger ainsi le député de Wolfe. Je demande au président de faire observer les règles.

M. Tremblay (Maisonnette): Ça m'a tout l'air que ça fait longtemps que les règlements sont disparus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le député de Sherbrooke n'a fait que répondre aux questions qui lui étaient posées. Le premier ministre n'a pas le droit d'empêcher le député de Wolfe de renseigner la

Chambre sur les profits réalisés par le sénateur Tobin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Sherbrooke n'a pas le droit d'interroger ainsi le député de Wolfe.

M. l'Orateur: D'après l'article 559, le député de Sherbrooke n'a pas posé de question et il doit continuer ses remarques. Je demanderais à l'honorable député de Sherbrooke de continuer son discours sur le budget.

M. Bourque (Sherbrooke): Les mandats autorisés et non payés, à la date du 31 décembre 1934, s'élevaient à la somme de \$3,337,692.08; les chômeurs et les colons n'avaient qu'à attendre.

Si la dette publique provinciale a augmenté d'une façon effarante depuis 1920, les taxes et les dépenses, loin de baisser en proportion, ont aussi augmenté prodigieusement. Depuis 1920, les taxes concernant l'assistance publique ont augmenté de 622 %; celles concernant la gazoline et les licences, de 571 %, passant de \$1,214,000 en 1920 à \$10,027,000 en 1935; celles concernant les transferts de valeurs, de 567 %.

Les dépenses ont suivi le même crescendo. En 1920, les dépenses ordinaires de la province étaient de \$13,520,740; et en 1935, elles étaient de \$36,024,121, soit une augmentation de 171 %.

Les salaires et les dépenses de bureaux ont augmenté de 213 %; les dépenses de voyage se chiffrent maintenant à \$1,200,000 par année; les seules dépenses de voyage pour une période de trois ans, de 1932 à 1934, se sont élevées à la somme de \$3,495,687.56.

Il y a trop de commissions, trop d'ingérence de l'État dans les départements qui n'en valent pas la peine. C'est vrai qu'il faut bien placer les amis et les anciens députés défaits, mais c'est le peuple qui paie pour ces extravagances, et on dit après que nous n'avons pas d'argent pour les assurances sociales ni pour l'aide aux mères nécessiteuses.

Et les routes nous coûtent énormément trop cher.

Comme la guerre, selon Mirabeau, est l'industrie nationale des Allemands, il semble que la voirie, sous notre ancien ministre des routes, soit devenue notre industrie nationale à nous. On a négligé la colonisation et l'agriculture au bénéfice de la voirie et des entrepreneurs. Il est remarquable que c'est surtout en temps d'élection que l'on fait une sorte d'inflation, en votant des montants

extraordinaires, sans être assuré qu'ils seront dépensés ou s'il y a de la demande. Du 1^{er} avril 1931 au 31 octobre 1931 - les élections provinciales ont eu lieu le 24 août 1931 - le coût des travaux de voirie s'est élevé à \$18,332,544.18, tandis que dans les années ordinaires, ce coût varie entre \$6,000,000 et \$9,000,000. Les dépenses des travaux de route sont une véritable influence indue.

(Applaudissements à gauche)

D'après l'ancien ministre Perron, les routes faites à \$30,000 du mille conduisent la province à la banqueroute. On se demande ce qu'il aurait dit s'il avait vécu au temps du boulevard Taschereau, qui a coûté à la province la jolie somme de \$232,570 du mille. L'on fait de la véritable influence indue avec la voirie.

Les ponts nous ont aussi coûté beaucoup trop cher et les ponts de péage nuisent au commerce.

M. Lapointe (Wolfe): Très bien.

M. Bourque (Sherbrooke): M. l'Orateur, j'ai été approuvé par l'honorable député de Wolfe.

M. Lapointe (Wolfe): Ça arrive des fois entre voisins.

(Rires)

M. Bourque (Sherbrooke): Ça doit être pour cela.

Il (M. Bourque) propose l'établissement d'un comité d'experts chargé d'étudier la méthode de taxation qui convient le mieux à notre province.

J'ai vu, dans *La Presse* du 29 août, un rapport de l'Office fédéral des statistiques, établissant que notre dette est la plus élevée dans le Canada, après la Colombie-Britannique: Nouveau-Brunswick, 67; Québec, 161; Ontario, 155; Manitoba, 132; Saskatchewan, 67; Alberta 120; et la Colombie-Britannique, 248.

Il cite un rapport des vérificateurs Price, Waterhouse & Co. qui a noté des lacunes dans certains services.

Pendant la dernière campagne électorale, poursuit-il, un journal de Sherbrooke, *La Tribune*...

M. Lapointe (Wolfe): Un bon journal.

M. Bourque (Sherbrooke): Oui. Ce journal a dit que le comté de Sherbrooke avait reçu du gouvernement, dans un an, une somme de \$234,000. C'est vrai, mais durant le même temps, Sherbrooke a payé \$364,268 au gouvernement.

Je proteste fermement, dit-il, contre le fait que le gouvernement a facturé la centrale électrique de la ville de Sherbrooke pour l'utilisation de l'eau. C'étaient les gens de Sherbrooke qui avaient investi l'argent de leur propre centrale électrique, pour s'occuper des chômeurs et qui, de plus, ont économisé \$75,000 par année en éclairage des rues.

Le gouvernement a donné comme raisons de la création de la Commission des liqueurs: contrôler la vente, vendre moins de liqueurs fortes et plus de vin. On ne parlait pas de revenus. Le but a-t-il été atteint? À ce point de vue, c'est une faillite complète. Le nombre des débits est beaucoup trop considérable. Les tavernes en particulier ont contribué de beaucoup à abaisser le niveau moral de notre peuple.

Il y a 15 ans, vous ne voyiez pas de femmes et de jeunes filles dans les tavernes. Ce qui abaisse le moral de la population, c'est la taverne. On a aussi créé des grills. Les grills me dégoûtent. Non seulement on a manqué le but de diminuer la consommation des liqueurs, mais on l'a augmentée. On a fabriqué de petites bouteilles de boisson forte que l'on vent 50 sous. Résultat, les gens apportent ces petites bouteilles dans les tavernes, commandent de la bière et y ajoutent de la boisson forte. Des scènes se déroulent dans les grills. Je ne vous les dirai pas.

M. Lapointe (Wolfe): Dites-le, dites-le.

M. Bourque (Sherbrooke): Je n'ai pas besoin de raconter ce qui se passe dans les grills. On le sait. Pour ce qui est de l'administration de cette Commission, j'y vois, dit-il, des choses révoltantes. Je pourrais lire à la Chambre de nombreux affidavits à propos de la Commission des liqueurs. Je ne citerai que le cas d'un "bootlegger" qui a sorti 250 gallons de whisky de la Commission des liqueurs et les a transportés en camion, accompagné de policiers de la Commission, qui devaient les protéger au cas où les officiers de la Gendarmerie royale surgiraient. Ces officiers sont encore en devoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas en devoir.

M. Bourque (Sherbrooke): En fonction. J'ai d'autres informations.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Est-ce que mon honorable ami de Sherbrooke lit des affidavits?

M. Bourque (Sherbrooke): Oui.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
L'honorable député voudrait-il les déposer?

M. Duplessis (Trois-Rivières): À quoi bon les déposer? Nous avons déposé une motion condamnant la corruption électorale et l'honorable procureur général a dit que ça ne l'intéressait pas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai jamais dit que ça ne m'intéressait pas. J'ai dit que ce n'était pas la manière de procéder pour condamner les manœuvres électorales.

M. Bourque (Sherbrooke): Je vais citer un autre cas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
L'honorable député nous lit-il un affidavit?

M. Bourque (Sherbrooke): Ceci est une tribune libre au *Patriote*, en date de 1934.

Le député de Sherbrooke lit une autre accusation contre un bootlegger, contenue dans cette lettre. J'en ai assez dit, M. l'Orateur, pour que l'honorable procureur général intervienne.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Élie (Yamaska): M. l'Orateur...

M. Lapointe (Wolfe): Pas de lecture.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, l'honorable député de Wolfe fait une obstruction systématique.

Les règlements ne sont pas faits pour un seul côté de la Chambre, mais pour les deux côtés. Il faut que les règlements soient respectés.

Je ne soulève pas de point d'ordre pour le plaisir de la chose. Ce n'est pas mon habitude, mais je vous demande de rappeler le député de Wolfe à l'ordre. Depuis le commencement du discours du député de Yamaska, il passe son temps à grogner.

M. Lapointe (Wolfe): Il y a des députés qui lisent leurs discours et l'honorable député de Rouville (M. Barré) - je suis d'accord avec lui sur ce point - a été le premier à protester contre la longueur des débats. Voilà huit semaines que nous écoutons des discours. On parle longuement pour rien et j'ai hâte comme les autres agriculteurs de retourner chez moi.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous allez vous en aller, ça ne sera pas long.

M. Élie (Yamaska) commence son discours par des félicitations au Président et à ses braves électeurs de Yamaska. Mon comté, dit-il, est essentiellement agricole, et quoi que l'on ait dit à droite, ce sont des cultivateurs qui ont voté contre le gouvernement.

Une voix à droite: Il y a des exceptions...

M. Élie (Yamaska): Je remercie l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) d'être venu dans Saint-Guillaume. Il a contribué à faire augmenter ma majorité. MM. Duplessis et Gouin ont fait du beau travail, pour lequel je les félicite. Ce sont eux qui ont remporté la victoire au mois de novembre, n'en déplaie aux partisans du gouvernement. Je suis venu en Chambre à titre de représentant de la classe agricole et je suis moi-même un cultivateur pratiquant, un des rares cultivateurs pratiquants de la Chambre.

Je m'élève contre tous ces gens, dit-il, qui viennent dans les comtés ruraux et tâchent de se faire passer pour des fils, ou des frères, ou des cousins, ou des pères de cultivateurs, dans le seul but d'obtenir la sympathie des électeurs.

Je ne suis pas un cultivateur de hasard. Je cultive depuis ma jeunesse. Je représente le plus beau comté de la province...

M. Lapointe (Wolfe): À part Wolfe!

M. Élie (Yamaska): Yamaska est un comté essentiellement agricole et c'est pour cela qu'il est le plus beau. Nos amis de droite font de beaux discours dans les campagnes. Ils disent aux cultivateurs: vous êtes les rois de la terre. Je demande à mes amis de la droite de cesser de faire des farces sur la classe agricole. Triste royaume que celui où les cultivateurs ne peuvent payer leurs dettes, ne peuvent établir leurs fils...

M. Lapointe (Wolfe): Je vous approuve là-dessus.

M. Élie (Yamaska): Le député de Wolfe a dit quelque chose que l'on n'entend pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements ne sont pas faits pour un seul côté de la Chambre, mais pour les deux côtés. Il faut que les règlements

soient respectés. Je ne soulève pas de point d'ordre pour le plaisir de la chose. Ce n'est pas mon habitude, mais je vous demande de rappeler le député de Wolfe à l'ordre. Depuis le commencement du discours du député de Yamaska, il passe son temps à grogner. Je demande encore que l'honorable député de Wolfe cesse ses grognements.

M. Lapointe (Wolfe): J'ai autant droit de parler que le chef de l'opposition. Il n'a pas plus le droit de parler que moi. Si je suis grognon, je l'ai appris de vous!

M. Élie (Yamaska): C'est une farce! Je demande à mes amis de la droite de cesser de faire des farces sur la classe agricole. Ils disent que le cultivateur est le roi de la terre. Vraiment, c'est un triste roi! Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a fait un grand discours. Il nous a parlé pendant une heure et demie de la science agricole, de la nécessité des écoles d'agriculture. C'est bien beau cela. Nous en sommes et nous ne désirons rien tant que l'agriculture soit établie sur une base plus scientifique, c'est-à-dire plus conforme à notre époque.

Mais il y a autre chose que ça. Encore faut-il assurer l'essentiel avant le secondaire. Et l'essentiel, dans le cas qui nous occupe, c'est de rendre l'agriculture lucrative. Que l'on commence d'abord par rendre l'agriculture payante, et les cultivateurs sauront produire des choux, des carottes, des radis, tout ce que vous voudrez. Tant que le cultivateur ne pourra obtenir un prix rémunérateur pour ses produits, il ne lui servira à rien de produire. Il ne veut pas produire du lait à \$0.50 le 100 livres. Il ne veut pas produire des œufs à \$0.15 la douzaine.

Le cultivateur n'est pas si ignorant qu'on veut bien le faire croire en certains milieux. Que l'on cesse donc une bonne fois de se renvoyer la balle d'Ottawa à Québec. Rien ne sert de se le cacher: ça va mal chez le cultivateur. Je demande aux ministres de descendre de leur piédestal; qu'ils viennent voir les gens de la campagne; qu'ils entrent donc dans la maison du cultivateur et ils verront autre chose que la richesse. Ils constateront qu'il y a de la souffrance. Il y a une foule de cultivateurs qui sont dans l'impossibilité d'ensemencer leur terre ce printemps, parce qu'ils n'ont pas de graines de semence. Le ministre de l'Agriculture le sait bien et il doit avoir une pile de lettres haute comme ça.

On dit que ça va bien. Que l'on consulte donc ce volume (il montre *l'Annuaire statistique*) qui est comme le thermomètre du gouvernement. On y verra

que le nombre des fermes a diminué de 1,662 en 10 ans, que les récoltes diminuent, que la superficie ensemencée est moins considérable, que le nombre des animaux de ferme est plus petit, que la production du fromage a diminué de 45,000,000 de livres en une seule année, dans une province où l'industrie laitière a l'importance qu'elle a chez nous; il y a diminution de la population agricole qui s'en va vivre en ville...

M. Gagnon (Kamouraska): L'honorable député de Yamaska me permet-il une question?

M. Élie (Yamaska): Certainement.

M. Gagnon (Kamouraska): Le député de Yamaska veut-il nous dire si ce n'est pas parce que les fabriques de fromage se sont mises à faire du beurre qu'il y a diminution dans la production de fromage?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas une question.

M. Élie (Yamaska): Ce n'est pas dû à cela du tout. C'est dû aux bas prix et à la fermeture des marchés.

M. Gagnon (Kamouraska): N'est-ce pas dû à la fermeture des fabriques de fromage?

Voix à droite: Puis-je poser une question?

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, je veux soulever un point d'ordre et je vais même être brutal. Le député de Yamaska parle en ce moment au nom des cultivateurs. Le député de Wolfe a dit au commencement qu'il n'avait pas le droit de lire son discours. Or, le député de Yamaska parle sans notes, sans texte. On veut maintenant essayer de l'embarrasser par toutes sortes de questions qui n'en sont pas. Je proteste contre cette tactique, qui consiste à interrompre un député, un cultivateur, qui doit avoir le droit de parler, qu'il lise ou ne lise pas son discours, bien que ce soient les gens les plus instruits qui lisent leurs discours. Je demande que l'on fasse observer les règlements et que les orateurs ne soient pas interrompus à tout moment, sous toutes sortes de prétextes futiles.

(Applaudissements prolongés de la gauche)

M. Gagnon (Kamouraska): Je parle sur le point d'ordre. J'ai demandé au député de Yamaska la

permission de lui poser une question. Je n'ai pas dit que le député de Yamaska lisait son discours. Je lui ai demandé tout simplement de nous dire s'il n'est pas vrai que c'est parce que l'on a converti en fabriques de beurre les fabriques de fromage, que la production du fromage a diminué.

Des voix à gauche: À l'ordre! À l'ordre! Pas de discours.

M. Tremblay (Maisonneuve): La Chambre se montre bien indulgente pour le député de Kamouraska. Je veux lui appliquer un qualificatif qu'on a employé en cette Chambre pour d'autres. Les deux discours qu'il a faits sont des discours de placotage.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le député de Kamouraska ne sait-il pas qu'à cause de la prime accordée par M. Bennett sur la production du fromage, cette production a augmenté à 1 %? Or, tous les ans la production du fromage diminuait de 10 %. Donc, la prime a contribué à augmenter cette production de 11 %.

Des voix à gauche: À l'ordre! À l'ordre! Pas de discours.

M. Rajotte (Drummond): Le député de Yamaska a dit que...

Des voix à gauche: À l'ordre! À l'ordre! Pas de discours. Ce n'est pas une question.

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Il n'y a pas de point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Dans le cas actuel, je crois qu'il est de mon devoir de féliciter le député de Rouville qui a soulevé un point d'ordre qui s'imposait. Le député de Yamaska, qui fait honneur à notre classe agricole, qui est un lauréat du Mérite agricole...

(Longs applaudissements à gauche)

... est en train de faire un discours pour dire que...

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Ce n'est pas un point d'ordre. Le député de Kamouraska a demandé au député de Yamaska la permission de lui poser une question, et le député de Yamaska a consenti.

M. Barré (Rouville): Une question, mais pas un discours.

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Il est peut-être allé un peu loin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Drummond est debout; c'est contre cela que...

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): J'ai rappelé le député de Drummond à l'ordre. Les règlements sont pour les deux côtés de la Chambre et les deux côtés devraient les respecter mieux. L'honorable député de Yamaska a maintenant la parole.

M. Élie (Yamaska): Je continue. Si les députés veulent bien regarder, ils vont se rendre compte que non seulement la production du beurre, mais aussi la production du fromage ont diminué depuis 1921.

Je disais que ça va mal chez les cultivateurs. D'ailleurs, je ne suis pas le premier à me plaindre de cet état de choses. Lorsque l'honorable J.-L. Perron a été nommé ministre de l'Agriculture en 1929, il a fait faire une enquête et il a dit: L'agriculture est dans le marasme; la province de Québec est nourrie par l'étranger.

Lorsque l'honorable député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) est arrivé au ministère de l'Agriculture, nous avons eu confiance.

(Applaudissements à droite; à ce moment, l'honorable M. Godbout revient à son siège et on lui fait une ovation)

La population de la province de Québec avait mis tous ses espoirs dans la nomination de l'honorable député de L'Islet, professeur au collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

(Longs applaudissements à droite)

Mais l'honorable ministre de l'Agriculture a subi l'ambiance du régime Taschereau. Sa politique agricole en est une de routine et de patronage. Il s'est appliqué à créer une mentalité en vertu de laquelle le cultivateur s'accroche au ministère de l'Agriculture pour avoir plus d'octrois. Voilà sa politique agricole. On tient les cultivateurs dans la pauvreté pendant quatre années et, à la veille de l'élection, on vient lui offrir sur un plateau d'argent des bouts de chemins, des bouts de ponts et des bouts de fossés. Pendant quatre ans, on laisse souffrir le cultivateur...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député me permettra-t-il une question?

M. Élie (Yamaska): Certainement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député vient de nous dire que nous avons attaché le cultivateur par des octrois; comment peut-il concilier cette déclaration avec celle de ses amis qui disent que le gouvernement ne donne pas assez d'octrois aux cultivateurs?

M. Élie (Yamaska): Certainement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas une question, c'est un discours. Le député de Wolfe n'a pas le droit d'interrompre le discours à tout moment; l'on n'a pas laissé parler le député de Yamaska...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai tout simplement posé une question. L'honorable ministre de l'Agriculture doit avoir le droit de parler en cette Chambre.

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): À l'ordre! À l'ordre!

Voix à gauche: À l'ordre! À l'ordre!

M. Lapointe (Wolfe) se lève.

Voix à gauche: Wouf, wouf, wouf.

M. Gagnon (Kamouraska): Je soulève un point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Le député de Yamaska a consenti à ce que le ministre de l'Agriculture lui pose une question...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Personne ne me bâillonnera dans cette Chambre...

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'employer des paroles comme celles-là. Je suis ici pour faire observer les règlements. Le ministre de l'Agriculture n'avait pas fini de poser sa question lorsqu'on a soulevé un point d'ordre. Je ne vois pas où est le point d'ordre.

M. Tremblay (Maisonnette): Une question, pas un discours!

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Le député n'est pas obligé de répondre à une question, mais s'il permet une question, il doit l'écouter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (S'adressant aux députés ministériels) S'il vous plaît, ne posez donc plus une seule question à droite: on fait le jeu de ces gens-là!

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur...

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Il n'y avait qu'un point d'ordre et j'ai décidé qu'il n'y avait point de point d'ordre. Je suis prêt à faire observer les règlements, mais il faut que tout le monde manifeste de la bonne volonté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, il y avait un autre point d'ordre.

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Le chef de l'opposition, pas plus qu'un autre, ne peut toujours avoir le dernier mot.

M. Élie (Yamaska): Je répondrai plus tard, dit-il, à la question du ministre de l'Agriculture. Il reproche ensuite au gouvernement d'avoir diminué les crédits de l'Agriculture de \$823,000 en un an, et ceux de la Colonisation de \$525,000. Le gouvernement, dit-il, s'est félicité d'avoir voté \$3,000,000 pour l'Agriculture en un an et il se vante de dépenser 13 % du budget pour l'Agriculture. Où va cet argent? Dans la poche des fonctionnaires publics. Je dis que les cultivateurs n'en reçoivent qu'à peu près un tiers. Les *Comptes publics* qui sont épais de trois pouces sont remplis de noms de fonctionnaires.

On dit en cette Chambre et on se plaint à le répéter que les cultivateurs ne sont pas taxés. Je ne comprends pas pourquoi on a dit ça. Le député de Hull le répétait encore hier. Je lui réponds qu'il n'est pas à même de juger cela, car il n'est pas un cultivateur.

Je suis cultivateur et je paie des taxes. Mes taxes sont même tellement considérables que les députés de la droite ne voudraient pas les payer. L'honorable député de Hull (M. Caron), qui a affirmé cela, devrait bien payer les miennes. Lorsque j'ai acheté ma terre, il y a 20 ans, je payais \$28 de taxes. Aujourd'hui, j'en paye \$175. La principale taxe du cultivateur, c'est celle de la voirie. Il est surchargé à cause de la politique de voirie. Le remède au mal, c'est un prêt agricole provincial.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement soutient qu'il n'a pas d'argent, mais il y en a de l'argent pour les gros entrepreneurs, la voirie, pour le tourisme. Le tourisme nous en sommes, mais l'agriculture doit être au moins sur un pied égal.

On n'a pas d'argent pour un crédit agricole, mais on en a pour M. Bériau, qui a dépensé \$100,000 pour les arts domestiques et qui fait venir des étrangers pour montrer à nos femmes comment faire des tapis, pour M. Harrison, de Londres, qui a coûté jusqu'ici \$117,000, pour *Le Soleil* de Québec qui coûte \$330,000 par année, pour la Coopérative fédérée, l'enfant gâté du régime, qui a coûté en octroi \$1,191,619.07 pour faire le commerce, pour les dépenses des ministres qui ont coûté \$3,723,253.29 en trois ans et trois mois, pour garantir une manufacture de conserves à Napierville, à qui on a avancé \$66,000 parce que le directeur est un favori du régime.

Il y a de l'argent pour le Jardin zoologique, à Charlesbourg, qui a coûté \$200,000 à la province et qui coûte de \$20,000 à \$22,000 par année d'entretien. On y trouve à peine 203 têtes d'animaux sauvages, en comptant les écureuils et les bêtes puantes, mais le gouvernement n'a pas d'argent pour le crédit agricole. Cependant, le gouvernement a de l'argent pour les dépenses de voyage du service civil - \$3,000,000 en trois ans - pour le pont de l'Île d'Orléans, qui a coûté \$3,500,000, pour le boulevard Taschereau, qui a coûté \$236,000 du mille et pour le pont de Caughnawaga, qui a coûté \$2,000,000. Si on englobait toutes ces dépenses, nous pourrions facilement avoir le crédit agricole provincial.

Nous sommes en faveur d'un crédit agricole qui prête. Toutefois, si l'on consulte les records de la Chambre, on voit que, l'an dernier, il a voté contre cette mesure. Quand on est pour, on vote pour.

M. Gagnon (Kamouraska): L'honorable député me permettra-t-il une question?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, le premier ministre ne veut pas.

(Rires)

M. Élie (Yamaska): On a parlé aussi du drainage, mais le gouvernement n'est pas sincère avec sa politique du drainage des terres. Qu'a-t-il fait des terres inondées dans Labelle, Papineau, au Lac-Saint-Jean et dans mon comté où il y a un territoire de 8,000 acres qui est inondé? Depuis cinq ans, nous avons demandé au département de l'Agriculture de nous aider, mais on a donné toutes sortes de raisons,

et on a laissé traîner les choses. Toujours, le ministère de l'Agriculture s'est retranché derrière des règlements municipaux, jusqu'aux dernières élections.

Toutefois, quand les élections sont arrivées, on a envoyé chez nous la machine pour creuser la rivière Landroche et un contrat de \$8,500 a été accordé à cette fin. Je crois que, sur ce montant, il est allé au moins de \$2,500 à \$3,000 dans la caisse électorale.

Les agronomes font de la politique, mais je sais que ce n'est pas par ordre du ministre de l'Agriculture. Quand l'agronome de chez nous veut louer une maison, acheter de la gazoline, chercher un garage, il va chez des libéraux. S'il va chez des conservateurs, il est dénoncé. La même chose se fait à la voirie et ailleurs. Je vais donner des noms. Un M. Martel de Saint-Pie, qui s'en allait voter, a rencontré des chefs libéraux. On lui a dit: "Si tu ne votes pas pour le candidat libéral, tu n'auras pas le chèque de \$100 pour l'établissement de ton fils."

Il y a un autre mot dont on abuse sur des tréteaux politiques, c'est le mot liberté. Les cultivateurs ne jouissent pas de leur liberté. Le cultivateur ne peut aller porter son lait où il le désire; il lui faut un permis pour préparer des conserves, pour circuler dans le chemin, pour aller au marché; il doit aller prendre de la bière dans un endroit licencié par le gouvernement; s'il est victime d'un accident, il n'a pas le droit de choisir son médecin, d'après la loi des accidents du travail; et même s'il veut faire l'élevage du cheval, il est obligé d'aller chez l'étalement du gouvernement.

(Rires dans la Chambre)

Voix à gauche: Nommez-le... nommez-le.
(Hilarité générale)

M. Élie (Yamaska): Cette liberté-là n'aide pas la classe agricole.

(Applaudissements à gauche)

Nous réclamons un crédit agricole provincial. Nous réclamons une véritable politique agricole. Nous réclamons encore l'établissement, dans nos campagnes, de l'industrie familiale, de l'industrie domestique, de l'industrie rurale; des petites industries, telles les industries du lait condensé, du lait en poudre, du bacon, du cidre, etc., industries qui permettraient au cultivateur de vivre chez lui, peut-être pas dans le luxe, mais au moins dans une aisance convenable. Nous réclamons un peu de la liberté tant réclamée par toutes les classes.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Monk (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

À 5 h 45, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Questions de privilège:

Pupitres des députés, vols de matériel

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je désire attirer l'attention du procureur général sur des actes de sabotage et de vols qui se commettent à nos pupitres. L'encre, les crayons, les calepins disparaissent. Un seul jour, il y a, je crois, 27 pupitres qui ont été défoncés. Je suis soupçonneux et je me demande si c'est aux crayons et aux autres petits objets qu'on en veut, ou bien aux documents que nous y mettons. J'espère que ce n'est pas aux documents; toutefois, si cela continue, je serai forcé de penser que c'est cela. J'aimerais bien que ce que nous mettons dans nos pupitres y reste.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Est-ce que les actes dont se plaint l'honorable député sont récents? Car j'ai donné instructions pour qu'il y ait un gardien ici toute la nuit pour surveiller les pupitres des députés.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est ce matin que je m'en suis aperçu. J'ai constaté qu'on avait pris mes timbres, mon calepin et des crayons. Je ne sais pas si c'est arrivé dans la soirée ou dans la nuit.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je vais y voir de nouveau.

Succession Eusèbe Labelle

M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Leduc (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon collègue le député de Verdun (M. Lafleur) a accepté de piloter ce bill, mais il s'est réservé sa liberté d'action sur certaines clauses moins acceptables. Je désire enregistrer mes objections contre une commutation de taxes que l'on accorde à la Montreal Light, Heat & Power, car, s'il y a une compagnie qui doit payer, c'est bien celle-là. Elle possède à Verdun des propriétés considérables qui valent certainement plus que le million.

C'est toujours la même politique que le gouvernement suit: il exempte de taxes les compagnies et fait retomber le fardeau sur le petit propriétaire. Je comprends que le bill a été étudié en comité et je ne veux pas recommencer une discussion inutile. Mais je tiens à faire enregistrer mon objection. Si ce bill constitue une amélioration pour Verdun, il ne comporte pas cependant certaines obligations qu'il devrait imposer. Encore une fois, j'enregistre ma dissidence pour ce qui regarde les privilèges accordés à la Montreal Light, Heat & Power.

Je vois des ministres qui sourient parce que le chef de l'opposition s'attaque à une compagnie qui fournit des fonds électoraux. Ils ne comprennent pas sans doute que je puisse m'attaquer à des compagnies puissantes qui peuvent verser de gros montants aux fonds électoraux. Quant à nous, nous n'avons pas besoin de leurs souscriptions et nous n'en voulons pas.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Vous n'êtes pas capables de dire cela sans rire!

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est parce que nous avons la satisfaction du devoir accompli que nous sourions, et nous avons le sourire au nom de la population qui espère sa délivrance du régime actuel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ça devait venir aujourd'hui, la délivrance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que pensait M. Charles Lanctôt ce matin, mais ce n'est pas venu.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Victoriaville

M. Gaudet (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 érigeant en municipalité de ville la corporation de Victoriaville.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 22 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 23 qui se lit comme suit:

"23. L'article 525 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"525. Le conseil peut imposer et prélever sur tout habitant [des deux sexes], âgé de vingt et un ans et plus, [ayant un emploi dans la municipalité et y ayant] résidé [depuis plus de] six mois et qui n'est chargé d'aucune taxe en vertu de la présente loi, une taxe annuelle de deux dollars. [Ne seront pas sujettes à l'imposition et au paiement de cette taxe, les jeunes filles travaillant comme servantes dans les maisons privées.]"

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre le fait qu'on a refusé à la ville, en comité, le droit d'imposer une taxe d'affaires de 7½ %.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Plusieurs autres taxes affectent les établissements de commerce à Victoriaville.

M. Duplessis (Trois-Rivières) offre le concours de l'opposition au parrain du bill (M. Gaudet), si celui-ci veut remettre en considération la clause biffée.

M. Gaudet (Nicolet) ne bouge pas.

M. Tremblay (Maisonnette) proteste parce que cette ville imposera une taxe de \$2 sur les ouvrières employées dans les usines de la localité, alors qu'elle ne s'appliquera pas aux servantes employées à domicile. Je n'en connais pas de ces jeunes filles qui gagnent \$5,000 par année. Il me semble qu'elles sont déjà assez exploitées, sans qu'on leur impose de nouvelles charges.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste également contre cet article.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce sont des représentants de la ville qui ont exigé cette taxe.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): C'est une taxe sur la classe ouvrière. On taxe directement le salaire d'ouvrières qui ne gagnent pratiquement rien et ce sont encore les petits qui vont être appelés à payer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À Victoriaville, toutes les manufactures ont des contrats qui assurent aux ouvriers et aux ouvrières un salaire raisonnable. On me dit que les employés sont satisfaits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de l'attitude du ministre. Quand il s'agit de taxer les banques, il n'y est pas. Mais quand il s'agit de taxer les ouvrières, ce n'est plus la même chose.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): La clause d'ailleurs affecterait même les jeunes filles qui travaillent dans les restaurants. Il y en a parmi elles qui travaillent 65 heures par semaine et qui sont payées \$3.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): On peut se dispenser de taxer les petits salaires. J'en profite pour rappeler que le gouvernement laisse travailler des pères de famille à \$6 par semaine dans son propre restaurant: le Café du Parlement.

M. Lapointe (Wolfe): Donnez-leur des "tips".

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Cet article vise seulement les gens qui ne paient aucune taxe. Le conseil de Victoriaville nous a

demandé de faire payer les personnes du sexe féminin qui n'ont aucune taxe à payer et qui travaillent dans la municipalité. Il y a au moins 40 % des personnes de ce sexe qui travaillent là-bas. Plusieurs ne demeurent pas dans la municipalité et elles prennent la place des célibataires de Victoriaville. Il n'est pas juste de les exclure d'une obligation commune à ceux qui ont charge de famille. Il s'agit d'aider la ville qui maintient des industries à recevoir quelque chose de ces personnages qui ne paient aucune taxe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un mauvais principe de taxer le travail.

L'honorable M Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tous ceux qui paient des taxes les paient avec leur travail.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill va encore plus loin. Un chômeur va être obligé de payer.

L'honorable M Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a un article dans la loi qui dit qu'une municipalité peut faire une remise à un indigent.

M. Labbé (Mégantic) proteste contre la clause.

L'article 23 est adopté.

Les articles 24 à 28, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gaudet (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Primes et octrois, Sainte-Monique, Lac-Saint-Jean

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Depuis le 1^{er} janvier 1935, inclusivement, jusqu'au 31 décembre 1935, inclusivement, des primes ou octrois ont-ils été accordés à des personnes de la municipalité de Sainte-Monique dans le comté du Lac-Saint-Jean?

Dans l'affirmative:

a. Quelles sont ces personnes?

b. Quelle est la nature de chaque prime ou octroi?

c. À combien s'élève le montant de chaque prime ou octroi?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

a.	b.	c.
A. Gilbert	Fromagerie	\$125.00
Ch.-Eug. Bolduc	Engrais chimique	3.50

L'honorable M. Authier (Abitibi): (Voir le tableau ci-dessous)

a.	b.	c.
Brisson Edmond, primes d'abattis et de labour.....		\$ 100.00
Prescott Joseph, primes d'abattis et de labour.....		100.00
Conseil municipal de Sainte-Monique, chemin de front, lots 10 à 15, rang XII de Taillon.....		199.98
Jean Maltais, travaux dans la route du rang XII de Taillon.....		300.00
Conseil municipal de Sainte-Monique, ponceau dans la route des rangs XI et XII de Taillon.....		150.00
Pitre Gilbert, travaux dans le chemin de front, lots 5 à 9 du rang VIII de Taillon.....		299.60
Siviard Larouche, travaux dans le chemin de front, lots 19 et 20 du rang VII de Taillon.....		100.00
Siviard Larouche, ponceau sur le lot 26 des rangs VI et VII de Taillon.....		99.94
Joseph Prescott, travaux dans le chemin lot 26 du rang VI de Taillon.....		25.00
Ferdinand Fortin, fossé sur les lots 6, 7 et 8 du rang VII de Taillon.....		100.00
Arthur Tremblay, travaux dans le chemin de front, lots 15 à 20 du rang VI de Taillon.....		799.17
Élie Simard, travaux de chemin, vis-à-vis les lots 8, 9, 10, 11 et 17 à 23 du rang VII de Taillon.....		1,500.00
Joseph Gaudreault, travaux de chemin, vis-à-vis les lots 15 et 16 du rang VIII de Taillon.....		599.87
Elzéar Morel, travaux dans la route du rang X de Taillon.....		1,198.58
Jean Maltais, travaux dans la route du rang XI de Taillon.....		800.00

Ouvrières de la Valley Shoe

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de passer au débat sur le budget, je voudrais attirer l'attention du ministre du Travail sur une lettre que j'ai reçue de la Beauce, dans laquelle des ouvrières de la Valley Shoe disent qu'elles travaillent comme des nègres et sont payées comme des chiens.

Je ne lirai pas toute la lettre parce qu'on y trouve des expressions que quelques-uns pourraient ne pas trouver parlementaires.

Pourtant, la Commission du salaire minimum y a fait déjà plusieurs enquêtes. On y dit qu'il y a des choses louches parmi les têtes des inspecteurs de la loi du salaire minimum des femmes, que ces inspecteurs ont fait des enquêtes et que rien n'a changé.

Il paraît que cette lettre a également été adressée au ministre du Travail. J'attire son attention et je lui demande d'intervenir.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):
Elle est signée par qui?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Par les ouvriers et ouvrières de la Valley Shoe.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):
Pourriez-vous me donner certains noms?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez le nom de la compagnie, c'est suffisant pour faire enquête.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):
Nous avons un service d'inspection très bien organisé qui surveille toutes les industries dans tous les districts dans lesquels la loi du salaire minimum est appliquée.

Il peut arriver des cas où les plaintes ne se sont pas rendues au département. À tout événement, si le chef de l'opposition veut bien me donner les noms, je ferai faire enquête immédiatement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la Valley Shoe, c'est suffisant.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):
Des noms d'ouvriers, je veux dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suppose que les ouvriers sont dans la manufacture.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Je suis prêt à faire faire une enquête et vous l'aurez le plus tôt possible. Nous y verrons.

M. Tremblay (Maisonnette): Que les propriétaires de la manufacture ne soient pas avertis avant l'enquête des inspecteurs!

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Monk (Jacques-Cartier)³: Nous allons terminer la troisième semaine de débat sur le budget et ce n'est pas sans hésitation que je me lève aujourd'hui pour parler en Chambre. Mais je crois de mon devoir de souligner au conseil de la trésorerie un ou deux symptômes alarmants que je découvre dans les finances de cette province.

Dans les déclarations soumises à cette Chambre par mon honorable ami le trésorier provincial, je vois que la dette fondée, plus les comptes du Trésor provincial au 30 juin 1935 se chiffraient à un total de \$132,000,000 approximativement. Et, de plus, la réserve pour le fonds d'amortissement s'élève à \$4,000,000 pour l'année courante.

Les déclarations du trésorier démontrent aussi qu'à la fin de l'année se terminant le 30 juin 1935, la dette nette de la province avait augmenté de plus de \$21,000,000.

On s'alarme déjà dans la presse du fait que, avec une réserve du fonds d'amortissement d'environ 3 % de toute la dette, les citoyens de cette province et de cette génération contribuaient considérablement à justifier ce principe "Pay as you go".

Si je me rappelle bien, un journal a même annoncé qu'un fonds d'amortissement de 1 % amortirait une dette en 40 ans. Il convient, je pense, de présenter cette question sous un autre angle devant cette Chambre.

Indépendamment de cette question du fonds d'amortissement, il reste quand même vrai que la dette de la province s'est accrue de \$20,000,000 en une année.

À cette allure, la dette provinciale doublera en sept ans et, lorsque nos enfants, nés en 1936, seront âgés de 40 ans, la dette de la province aura atteint la somme affolante de \$950,000,000.

L'intérêt sur ce montant, fixé à 3 %, plus 1 % de fonds d'amortissement, serait donc de \$38,000,000, ce qui est une somme légèrement plus grosse que le budget total de l'année courante. Il va sans dire que l'administration de cette province ne peut pas continuer d'accroître la dette à l'allure actuelle, sans contribuer pour une large part à la banqueroute nationale, particulièrement si aucun revenu qui vaille la peine qu'on en parle ne vient neutraliser cet accroissement d'obligation.

Nous savons tous que nous traversons une période difficile, une période de dépression économique qui a maintenant duré sept ans et dont on ne peut pas encore prévoir la fin.

Les autorités dans tout le Canada semblent toutes se trouver à l'intérieur d'un cercle vicieux.

Et cependant, il paraît difficile d'amener nos législateurs à prendre des mesures légèrement radicales pour éviter ce qui semble s'annoncer: un désastre. L'inflation monétaire s'est abattue sur les autres pays, qui sont des pays dont les ressources sont pourtant plus grandes que les nôtres. Nous n'aurons pas besoin d'inflation et, d'après moi, nous pourrions l'éviter.

Mais lorsqu'on fait une suggestion au gouvernement provincial et qu'on lui propose de coopérer avec le gouvernement fédéral, ici, on ne veut rien entendre. L'honorable premier ministre de cette province base toutes ses objections à cette coopération sur la sainteté des contrats. En principe, je m'entends avec lui; mais ce que je crains, et ce que je crois de mon devoir d'informer le gouvernement, c'est que l'accroissement incessant des obligations imposées sur les citoyens du Canada en général et de cette province en particulier, aura pour effet de nous acheminer vers l'inflation monétaire.

J'estime donc qu'il est bien mieux pour les détenteurs de bons et de titres d'accepter une réduction de 25 % ou plus dans leur taux d'intérêt que d'être forcés dans quelques années à accepter l'inflation et, par conséquent, une situation aggravée qui réduira leurs intérêts probablement de 50 % et attaquera même leur capital.

On peut me demander: qu'est-ce que vous entendez faire pour remédier à cela? Et je dois avouer que je ne pourrais corriger la situation complètement, mais je suis sûr que mes honorables amis de la droite voudront bien accepter mes suggestions dans l'esprit avec lequel elles sont présentées à cette Chambre. Pour commencer, les estimés de 1936-37, tels que soumis récemment, indiquent une dépense de \$37,000,000 en chiffres ronds, ce qui indique donc un déficit \$1,000,000 dans le compte courant des dépenses.

Cherchons donc à faire quelques économies par là. Ma prétention est qu'en intérêts seulement, d'après une base raisonnable de conversion, nous pouvons économiser disons \$1,000,000 par année sur les dépenses ordinaires. Dans les divers départements, sans qu'on ne soit obligé de réduire les dépenses des services essentiels et sans affecter les gages et les salaires des employés en général, nous pouvons faire davantage attention aux ouvrages donnés par contrat et aux acquisitions et achats contractés. En gardant bien en vue l'idée d'économie, nous pourrions facilement économiser environ 10 % des dépenses ordinaires, mettons \$3,000,000.

Maintenant, cherchons ailleurs des revenus, c'est-à-dire cherchons à les augmenter. En considérant bien les déclarations du Trésor et en supposant que les affaires de cette province fussent administrées par un gouvernement qui ne serait pas un si grand ami des corporations, je soumettrais les suggestions suivantes:

Éliminons les intermédiaires dans tous les achats faits pour la Commission des liqueurs; dans ce seul service nous pourrions facilement obtenir \$1,000,000 d'économies. Dans l'imposition de la taxe sur la gasoline, une taxe additionnelle sur les compagnies de carburant (d'huiles), nous arriverions à un autre revenu de \$3,000,000.

En développant le véritable système hydroélectrique de la province, tel que nous l'avons déjà suggéré à mon honorable ami, le ministre du Commerce, nous aurions un revenu supplémentaire de \$5,000,000 au Trésor. Le ministre du Commerce a déjà mentionné ce chiffre imposant dans les bonnes années où les questions d'électricité le passionnaient.

Finalement, je recommanderais un système plus sévère de taxation et une surveillance plus étroite des corporations exploitant nos ressources naturelles dans la province, ainsi qu'un contrôle plus serré des compagnies d'utilité publique et des compagnies dont nous dépendons pour obtenir les choses nécessaires à la vie; de cette façon, je pense que le gouvernement pourrait, sans trop nuire à personne, obtenir un autre revenu fixe de \$3,000,000 par an. Et tous ces revenus supplémentaires que je suggère de trouver forment l'intéressant total de \$16,000,000.

Avec ce montant en caisse, nous pouvons retrouver l'équilibre du budget un de ces jours en procédant ainsi: d'abord, nous comblons le déficit, \$1,000,000 par année, et il nous reste encore \$15,000,000.

Puis, avec ces \$15,000,000 qui nous restent, par année, nous réduirions le coût des permis

d'automobile. Nous soulagerions la taxe de la gazoline d'environ \$3,000,000 par année. Nous écoulérions enfin les \$12,000,000 qui nous restaient encore en caisse dans diverses œuvres sociales. Nous pourrions, par exemple, songer à augmenter le salaire de l'institutrice. Tout cela demande beaucoup de courage, mais il s'agit aujourd'hui de prendre le taureau par les cornes. Voilà les suggestions que j'ai à faire à l'honorable trésorier de la province.

(Longs applaudissements à gauche)

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je suis heureux d'entendre les députés de la gauche parler avec tant de précisions. Les discours des députés de l'Union nationale ont démontré que, si la province est prospère, c'est seulement pour nos amis de la droite. Notre province est celle qui retire les plus gros revenus et qui les dépense le plus mal.

Le député de Wouf...

Plusieurs députés de la gauche applaudissent, rient en disant: "Très bien."

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le député de Wolfe, poursuit le député de Saint-Sauveur, a été le gérant de la Cie Brompton Pulp.

M. Lapointe (Wolfe): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de faire d'insinuations. Je n'ai pas fait comme le député à la Commission du havre.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): À l'entendre, c'est un surhomme. Il a parlé de la Brompton. Il la connaît très bien. Il en a été le gérant et je crois qu'il y a trouvé son compte.

M. Lapointe (Wolfe): Je soulève un point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député n'a pas le droit. Il n'est pas à son siège.

M. Lapointe (Wolfe): (De retour à son siège) Je défie le député de Saint-Sauveur de prouver ce qu'il avance. Je n'ai pas fait ce qu'il a fait. Ce sont mes hommes qui m'ont élu!

Voix à gauche: Wouf, Wouf.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le député de Wolfe...

(Rires)

... a fait des affirmations que je ne suis pas à admettre. Dans Wolfe, on n'a pas voulu voter pour l'Action libérale nationale parce qu'on avait peur des représailles du député de Wolfe. Quand le député de Wolfe se vante d'être l'ami et le protecteur de l'ouvrier, il aurait dû entendre dire ce que j'ai entendu. Les gens m'ont dit: "On voudrait bien voter pour vous autres, mais M. Lapointe a les secours directs et, si on vote contre lui, on va crever de faim cet hiver."

Le député de Wolfe a dit que nous n'avons pas fait des élections honnêtes. D'abord, même si on avait eu l'idée de donner de l'argent, on ne le pouvait pas. Nos finances laissaient à désirer...

(Rires)

Je parle franchement. Il n'avait pas de raison de parler de cela.

Il a parlé de la boisson! Il y a eu de la boisson dans Disraëli. Nous, nous ne pouvions pas en donner. Je parle franchement!

(Rires)

L'adversaire du député de Wolfe n'a pas dû dépenser beaucoup d'argent, comme on l'a dit, parce qu'il n'est pas riche.

On sait que le député de Wolfe, qui a parlé de corruption électorale, est un brave homme, mais il a la conscience un peu élastique. Il ne fait pas un scrupule d'un petit coup.

On a parlé de colonisation. Je ne m'y connais pas autant que lui en colonisation, mais...

M. Lapointe (Wolfe): Non, mais vous en connaissez assez à la Commission du havre pour spéculer sur les salaires des ouvriers!

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le ministre de la Colonisation nous a parlé l'an dernier. Le gouvernement paye le transport des colons, puis les fait travailler dans les chemins à \$1.60 par jour, en gardant \$1 pour leurs dépenses. Les colons ne peuvent pas être riches. Le colon est obligé de manger, s'acheter des chaussures: il ne peut pas aller nu-pieds.

Il y a des roches, des souches. Donc, il ne gagne pas assez pour manger. On sait que ça coûte cher en vêtements pour travailler sur un lot en friche! Les secours directs, ce n'est pas un avenir pour les colons. Il y en a qui disent que les colons sont bien; mais ils ne voudraient pas être à leur place, par exemple.

Il (M. Bertrand) rappelle le débat qui eut lieu en Chambre l'an dernier, lors de la discussion du plan Vautrin. Le député de Wolfe, demande-t-il, approuve-t-il tout ce que le ministre disait alors?

M. Lapointe (Wolfe): Parlez donc du député de Wolfe, ça vous va mieux!

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le secrétariat provincial parle bien des braves colons qui portent des haches sur le dos. Le secrétaire de la province n'aurait pas pris la place des colons qu'il vantait. Il n'y a pas de danger qu'il aille dans le bois. Il ne serait pas parti avec une poche sur le dos et deux haches!

(Rires)

Nous avons évolué depuis 50 ans, et on ne doit pas exiger des colons d'aujourd'hui ce qu'on exigeait des colons d'autrefois. Les colons ne vont plus sur la terre que parce qu'ils sont obligés d'y aller. Ils y vont certains d'avance de manger de la misère. C'est dommage de voir les colons manger de la misère. Le colon est obligé, quand viennent les élections, de voter pour des gens qu'ils détestent de tout leur cœur. C'est ça la colonisation du gouvernement.

Le député de Wolfe aurait dû parler d'autre chose, car ce n'est pas ce que le gouvernement a fait de mieux que la colonisation. Je suis en faveur de la colonisation bien faite, mais pas de les envoyer dans l'Abitibi, une place impossible. On aurait pu les envoyer coloniser dans le parc national des Laurentides, tout près d'ici. Non, on les a placés, les colons, dans les rangs en arrière, où ils vivront pauvres et mourront de faim. Il y en a qui sont venus me demander s'ils pouvaient s'en aller coloniser. Je leur ai dit: "Si tu veux mourir de faim, vas-y!"

La plupart des gens de mon comté, qui sont partis pour les lieux de colonisation, sont revenus en haillons et nu-pieds dans leurs chaussures. En les envoyant loin, on était certain qu'ils ne reviendraient pas. Nous avons de beaux territoires près d'ici.

Le député de Wolfe n'aurait pas dû non plus parler des bûcherons. Il y a au moins 10 ans que les bûcherons sont exploités. Nous avons protesté. Le ministre des Terres et Forêts a fait une enquête. On a prouvé que les bûcherons étaient parqués dans des camps. Finalement, on a décidé de leur donner \$30 par mois. Ce n'est pas un salaire épouvantable, ça fait \$1 par jour. Si le gouvernement a passé des lois pour les bûcherons, c'est parce qu'il a été forcé par l'opinion publique.

M. Lapointe (Wolfe): \$1.15.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): \$1. Le dimanche, ils ont soin de leur butin. Ces gens-là ont du courage.

M. Lapointe (Wolfe): Plus que vous!

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Quand vous étiez "foreman", ça allait bien, mais pas maintenant. Les "foreman", ça allait bien, mais les ouvriers ne perdent pas connaissance en le recevant.

M. Lapointe (Wolfe): La Commission du havre.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): La Commission du havre, ça ne me fatigue pas le diable. J'ai été élu, moi aussi. On le savait pour la Commission du havre et j'ai été élu quand même.

Il (M. Bertrand) parle ensuite de la loi des pensions de vieillesse et dit qu'il la réclame depuis longtemps. Il rappelle qu'il a déjà voté avec le Parti libéral. Il accuse les députés ministériels de rester à droite jusqu'à la mort.

Il reproche aux députés ministériels de faire de la politique. Je leur demanderais de voter librement, de ne pas attendre de voir si le premier ministre se lève, comme ils font. Je dis ces choses, M. l'Orateur. Vous savez que c'est vrai, hein!

(On rit des deux côtés de la Chambre et dans les galeries!)

J'invite les ministériels à venir dire chez moi que ce que je dis n'est pas exact. Ils vont avoir une belle réception.

Il s'adresse au ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard).

(On rit de nouveau de part et d'autre)

J'ai été élu quand j'ai quitté le Parti libéral; j'ai été élu échevin, député.

M. Caron (Îles-de-le-Madeleine): Vous avez failli être maire!

(Rires)

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je l'oubliais. J'ai été bien reçu partout.

M. Lapointe (Wolfe): Vous avez été bien reçu chez nous.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): (Hésitant)
Oui.

À mon avis, le gouvernement est de mauvaise foi avec la loi des pensions de vieillesse. Il n'a pas du tout l'intention de la donner. Lorsque nous avons proposé la loi des pensions de vieillesse, la droite a voté contre. Le ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard) a tenu le plancher une heure de temps pour attendre les députés, afin de battre la motion. Il y en avait même un qui était à Limoilou; on est allé

le chercher en vitesse. Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux. Depuis ce temps-là, le gouvernement a fait passer des bills pour exempter les grosses compagnies, comme la Donnacona Paper, mais n'a pas fait passer les pensions de vieillesse. Évidemment, les compagnies passent les premières.

Il parle ensuite de la loi des accidents du travail et reproche au gouvernement d'avoir trop changé la loi initiale passée il y a quelques années. Il défie le premier ministre de donner une loi complète aux ouvriers. Si le gouvernement avait voulu, déclare-t-il, la loi serait rendue au Conseil législatif. Le régime actuel est mal disposé envers la classe ouvrière et il aime mieux favoriser les grosses compagnies.

La classe ouvrière aurait dû bénéficier de la loi des pensions de vieillesse depuis 1927. (Il parle longuement de cette question mais, soudain, l'Orateur M. Dugas intervient)

M. l'Orateur: Le député de Saint-Sauveur ne doit parler dans le discours du budget d'une mesure inscrite dans le discours du trône. J'ai toléré pendant un quart d'heure, mais vous aurez le loisir de continuer quand le bill sera discuté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Sauveur ne discute pas la loi, mais des retards et des montants que la province a perdus.

M. Drouin (Québec-Est): On ne peut pas parler de la loi des pensions de vieillesse?

M. l'Orateur: Certainement.

(On argumente pendant quelques minutes)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dois-je comprendre que le gouvernement va empêcher de discuter sur cette loi? Il n'aurait qu'à inscrire une loi ou une motion au *Feuilleton* pour empêcher toute discussion.

M. l'Orateur: Actuellement, vous n'avez pas le droit d'en parler. Il lit un article des règlements pour appuyer sa décision.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): J'ai eu le plaisir au moins d'en parler un peu.

(Rires)

Il parle du comité des comptes publics.

M. l'Orateur prend le livre des règlements...

M. Bertrand (Saint-Sauveur) s'empresse d'ajouter au milieu des rires qu'il n'en parlait qu'en passant.

Il continue son discours et plaide alors la cause de l'agriculture. Il réclame des primes sur le beurre et le fromage et un crédit agricole provincial. Après avoir longuement traité de cette question du crédit agricole, il s'écrie: nous le demandons le crédit agricole. J'estime, dit-il, que le ministre a fait un beau discours, mais les cultivateurs ont besoin d'autre chose.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Dussault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 15 mai 1936, à la page 3, présente d'autres chiffres: "La dette consolidée a été augmentée de \$30,250,000, en 1920, à \$118,935,000, en 1935, soit une augmentation de 203 %."

2. 1934, selon *L'Événement* du 15 mai 1936, à la page 3.

3. Le *Quebec Chronicle* du 15 mai 1936, à la page 3, indique que M. Monk a fait son discours en anglais, alors qu'il s'était adressé à la Chambre en français, lors du débat sur l'adresse.

Séance du vendredi 15 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Chiens
errants**

M. Barré (Rouville) demande, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), la permission de présenter le bill 167 modifiant le Code municipal concernant les chiens errants.

Des voix: Woof! Woof!

Voix à droite: Explications.

M. Barré (Rouville): Le but du projet est de permettre aux conseils municipaux de passer le règlement nécessaire pour se débarrasser des mauvais chiens qui errent sans muselières.

(Applaudissements prolongés à droite)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droit de vote,
élections municipales et scolaires**

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 16 modifiant la loi concernant le droit de voter aux élections municipales ou scolaires nonobstant le non-paiement des taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saint-Lambert,
règlement 224**

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 19 ratifiant le règlement no 224 de la cité de Saint-Lambert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ouvrières
de la Valley Shoe**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

M. l'Orateur, je désire répondre à une question que le chef de l'opposition m'a posée hier au sujet de la Valley Shoe, de Vallée-Jonction, dans la Beauce. Cette compagnie est régie en vertu d'une ordonnance émanant de la Commission du salaire minimum des femmes. C'est l'organisation qui nous a donné le plus de trouble depuis 1932, date de son début.

Depuis cette date, nous avons dû faire de plus de 40 enquêtes. Malgré ces enquêtes, elle a continué à payer des salaires inférieurs à ceux prévus par la loi, et à garder une plus grande proportion d'ouvrières inexpérimentées qu'il n'est prévu par l'ordonnance de la Commission du salaire minimum des femmes régissant la compagnie. On sait que les compagnies doivent employer tant d'apprenties pour tant d'ouvrières expérimentées.

De plus, le 3 novembre¹ dernier, une grève a éclaté parce que la compagnie ne voulait pas reconnaître le syndicat catholique des ouvrières. Nous avons fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour régler ce différend, avec la coopération du ministère fédéral du Travail, mais la grève dure toujours. Nous avons tenté des démarches directes. Nous avons envoyé sur les lieux M. Pierre Gosselin, officier des justes salaires, et ses démarches n'ont pas eu de succès. Voici d'ailleurs ce que dit M. Gosselin dans son rapport:

"À ma demande - dit M. Gosselin - le gérant, qui est aussi le directeur de la compagnie - et qui siège sur le même bureau de direction que le député de Beauce, commente M. Rochette - a convoqué une assemblée des directeurs, à laquelle j'ai obtenu la présence de M. l'abbé Campana, aumônier du syndicat, et du révérend père Turcotte, curé. À cette assemblée, il a été impossible d'obtenir quoi que ce soit des directeurs; ils ont tout refusé ce que nous leur avons proposé et ils ont même refusé de traiter avec moi; ils nous ont dit qu'ils se rassembleraient de nouveau et qu'ils donneraient leur réponse à monsieur le curé, mais pas à l'officier du gouvernement."

Cette grève, poursuit le ministre, dure donc depuis le 3 novembre 1935, et elle n'est pas encore réglée. Nous avons pris de procédures contre la compagnie chaque fois que les enquêtes les justifiaient. Le 11 avril 1933, la compagnie a été

poursuivie, trouvée coupable et condamnée à payer le minimum de l'amende, soit \$10 et les frais. Ici, je fais remarquer que le gouvernement ne désire pas percevoir des amendes pour enrichir le Trésor, mais il veut le respect de la loi du salaire minimum. Le 12 juin 1933, nous avons pris une nouvelle poursuite, après de nombreux avis. Nous ne voulions pas tant les amendes, encore une fois, que de faire rembourser les arrérages de salaires dus en vertu de la loi du salaire minimum aux ouvrières. La compagnie, cette fois-là, a été condamnée à payer \$50 d'amende.

Le 14 mars 1935, il fallut poursuivre la compagnie de nouveau. La poursuite fut retirée dans la suite, grâce aux démarches faites par l'Association rurale des manufacturiers de chaussures. La compagnie promit au département que les arrérages de salaire seraient payés aux ouvrières. Ce fut peine perdue.

Le 7 janvier 1936, nouveau rapport d'infraction et nouvelle poursuite. Toutefois, nous avons consenti à laisser les procédures en suspens. Nous avons écrit à la compagnie pour réclamer et, après un échange de lettres, nous avons consenti à un délai, dans l'espoir de régler la grève malheureuse qui dure depuis novembre et de faire rembourser les ouvrières.

Si vraiment le chef de l'opposition veut nous aider à régler cette malheureuse grève, il a parmi ses députés un des directeurs de la Valley Shoe, le député de Beauce (M. Cliche). Peut-être qu'avec sa coopération, nous pourrions faire quelque chose.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a fait certaines déclarations et il a apporté des explications qui indiquent clairement que le gouvernement n'a pas procédé comme il aurait dû le faire, puisque des procédures ont été prises, puis retirées.

Il a montré que des abus se commettent et la carence de la législation pour les supprimer. Il a dit que le député de Beauce est un des directeurs de la compagnie. Le député de Beauce a été le premier à me demander d'attirer l'attention de la Chambre sur cette affaire, car, de ce côté-ci de la Chambre, nous mettons l'intérêt public au-dessus de l'intérêt privé.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Au contraire! Mon sous-ministre, M. Gérard Tremblay, a eu la visite du député de Beauce qui lui a demandé de voir à ne pas intervenir davantage dans les relations entre les patrons et les ouvriers!

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment, lorsqu'il s'agit de mesures pour priver les ouvriers de leurs droits, tout le monde a de l'influence sur le ministère du Travail. Mais peu importe le nom du directeur, je dis que le député de Beauce m'a demandé d'intervenir et je répète que, de ce côté-ci de la Chambre, nous plaçons l'intérêt public au-dessus de l'intérêt privé.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Encore le 11 mai 1936, nous avons eu une communication d'un M. Tardif qui est directeur de la Valley Shoe avec le député de Beauce. Il nous demandait d'augmenter la proportion des ouvrières inexpérimentées, afin de payer moins de salaire. Cela lui a été refusé par la Commission. Je reçois justement une communication qui va montrer à la Chambre que le gouvernement emploie ses meilleurs efforts à régler cette grève de la Valley Shoe Company.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Beauce n'est pas en Chambre... L'honorable ministre ne pourrait-il pas attendre que l'honorable député de Beauce soit présent.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oh! Il s'agit d'un renseignement pour compléter l'information que j'ai donnée à l'honorable chef de l'opposition. La Commission du salaire minimum des femmes a écrit à la Valley Shoe Company pour la sommer de lui remettre immédiatement les sommes qu'elle doit aux ouvrières qui n'ont pas été payées le salaire prévu par la loi. En date du 11 mai, M. Crowe, secrétaire de la Commission, a écrit à M. Tardif comme suit:

(Le ministre lit des extraits de la lettre de M. Crowe) "... En réponse, je vous informe que la Commission ne peut accepter le règlement de cette affaire sur la base proposée par vous-même, lors de votre entrevue à nos bureaux, c'est-à-dire appliquer le 20 % aux ouvrières et non sur le total des réclamations, tel que proposé par la commission comme moyen terme.

... "En conséquence, prenant pour acquise cette expérience, les ouvrières mentionnées dans le tableau que je vous ai fait tenir le 1^{er} mai dernier ont droit à un total de \$63.23, 20 %, formant une balance de \$52.98, que vous devez me faire tenir d'ici au 18 courant et que la Commission se chargera de distribuer à vos ouvrières au *pro rata* des ayants droit de chacune d'elles.

"Inutile d'ajouter que, dans les circonstances, la Commission ne peut faire davantage, et si ces

circonstances ne sont pas acceptées par vous, elle se verra dans l'obligation de continuer les procédures judiciaires."

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Avant que nous procédions à l'ordre du jour, je voudrais que nous nous entendions sur le travail de la semaine prochaine. Jeudi, c'est la fête de l'Ascension, mais ensuite, il y a vendredi et samedi, et lundi, c'est la fête de la reine. Je me demande si nous ajournerons mercredi soir jusqu'à vendredi, ou si nous ajournerons jusqu'à mardi suivant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous n'avons pas d'objection à ajourner mercredi prochain jusqu'à mardi la semaine suivante.

M. Barré (Rouville): Pour ma part, cela me prend une nuit pour aller chez moi et une journée pour en revenir. Je crois que nous ne devrions pas être obligés de revenir la semaine prochaine pour ici pour siéger seulement une journée et demie, car c'est le temps des semences et 90 cultivateurs qui sèment font plus de travail que 90 députés qui parlottent à la Chambre. Pour ma part, si c'est le bon temps pour les semences la semaine prochaine, on ne me verra pas à la Chambre.

M. Lamoureux (Iberville): Si l'honorable député de Rouville veut paier avec moi, nous resterons chez nous tous les deux la semaine prochaine.

M. Barré (Rouville): C'est une question difficile. Comme l'honorable député d'Iberville et moi, nous avons les mêmes idées sur plusieurs questions, nous ne devrions pas paier ensemble, puisque nous pouvons voter assez souvent du même côté.

(Applaudissements des deux côtés de la Chambre)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) L'honorable député de Rouville peut se réserver le droit de voter pour le gouvernement.

(Applaudissements à droite)

M. Barré (Rouville): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit que l'honorable député d'Iberville et moi, nous étions souvent d'accord sur certains sujets et

que nous pourrions voter du même côté. Il n'est pas question de voter bleu ou de voter rouge. Il est des mesures que je trouve bonnes et pour lesquelles je voterai, il en est d'autres que je trouverai mauvaises et contre lesquelles je voterai. Ce n'est pas une question de voter pour ou contre le gouvernement, mais pour ou contre les mesures qui nous seront soumises selon que je les jugerai bonnes ou mauvaises.

Demande et dépôt de documents:

Remboursements en honoraires payés

M. Smart (Westmount) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état référant à l'item de \$5,320.44 qui apparaît à l'état "B.C.", page 6, des *Comptes publics*, comme remboursements en honoraires payés par divers départements; Quels sont les détails de cet item démontrant par département le montant remboursé par chacun dans chaque cas individuel et la raison de ce remboursement?

Adopté.

L'honorable M. Stockwell (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie d'un état référant à l'item de \$5,320.44 qui apparaît à l'état "B.C.", page 6, des *Comptes publics*, comme remboursements en honoraires payés par divers départements; Quels sont les détails de cet item démontrant par département le montant remboursé par chacun dans chaque cas individuel et la raison de ce remboursement? (Document de la session no 51)

Questions et réponses:

Huile et gasoline vendues à la province

M. Leduc (Laval): Depuis le 11 mars 1934, inclusivement, jusqu'au 30 avril 1936, inclusivement, quelle quantité:

1. D'huile?
2. De gasoline, a été vendue à la province par chacune des compagnies suivantes:
 - a. Excel Petroleum, Limited?
 - b. Imperial Oil Limited?
 - c. McColl-Frontenac Oil Co. Limited?
3. À quel prix?

L'honorable M. Stockwell (Brome): (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Excel Petroleum Limited</i>	<i>Imperial Oil Company</i>	<i>McColl- Frontenac</i>	<i>Prix payé par gallon</i>
<i>Département:</i>	<i>Gallons</i>	<i>Gallons</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montant</i>
<i>Colonisation:</i>				
Gazoline.....	Aucun	15,910	3,038	De \$0.187 à \$0.345
Huile combustible.....	Aucun	90	Aucun	\$0.13
Huile à moteur	Aucun	1,397½	88	De \$0.1175 à \$1.373
<i>Service de la Chasse et des Pêcheries:</i>				
Gazoline.....	Aucun	1,411	271	De \$0.21½ à \$0.30
Huile combustible.....	Aucun	3,345	12,846	\$0.13 et \$0.14
Huile à moteur	Aucun	257	1,087	De \$0.75 à \$1.50
<i>Terres et Forêts:</i>				
Gazoline.....	Aucun	90,281¼	Aucun	De \$0.195 à \$0.53
Huile.....	Aucun	7,134¾	Aucun	De \$0.115 à \$1.60
<i>Agriculture:</i>				
Gazoline.....	Aucun	42,953	24,840	De \$0.175 à \$0.29
Huile.....	Aucun	2,241.5	548	De \$0.13 à \$1.50
<i>Travaux publics:</i>				
Gazoline.....	Aucun	356	22	De \$0.16 à \$0.30
Huile combustible.....	Aucun	758,500	Aucun	De \$0.0565 à \$0.0615
Huile à poêle	Aucun	5,016½	Aucun	De \$0.125 à \$0.145
Huile à dynamo.....	Aucun	10	1	De \$0.445 à \$0.60
Huile à gargoyle.....	Aucun	29	½	De \$0.70 à \$1.29
<i>Voirie:</i>				
Gazoline.....	1,500	490,127	149,658	De \$0.10 à \$0.33
Huile à moteur	Aucun	9,437½	12,304	De \$0.68 à \$1.60

Obligations de la province

M. Smart (Westmount): Quel est le montant total des obligations de la province qui ont été vendues depuis le dernier jour de l'année fiscale 1935?

2. Quels ont été les montants de chacun des emprunts, le terme de chaque emprunt, le prix de vente et le taux d'intérêt dans chacun des cas?

3. Est-ce que tous ou chacun de ces emprunts ont été mis à l'enchère publique ou ont-ils été vendus

en vertu d'une convention privée et quels ont été les acheteurs dans chaque cas?

4. Des commissions ont-elles été payées à des courtiers ou à des banquiers et dans l'affirmative à qui et quel en est le montant?

L'honorable M. Stockwell (Brome):

1. \$15,428,000.

2. \$10,000,000. 2 ans - Au pair et à intérêt couru 2¼ %; \$5,000,000. 3 ans - Au pair et à intérêt couru 2¼ %; \$428,000. 25 ans - Au pair et à intérêt couru 3½ %.

Ceci représente le remboursement des emprunts émis en vertu des lois 54 et 59 Victoria, chapitre 2, \$292,000 et 6 George V, chapitre 2, 136,400 lesquels sont devenus échus le 1^{er} mai, 1936, la balance de \$400.00 ayant été payée à même le fonds des biens en déshérence conformément à la loi.

3. \$15,000,000 - Par vente privée à nos banquiers, la Banque de Montréal et la Banque Canadienne Nationale; \$428,000 - Achetées par le moyen des disponibilités du fonds d'amortissement de la province.

4. Non.

Réductions, commutations et exemptions de taxes

M. Sauvé (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort):

Que cette Chambre,

Vu les question et réponse suivantes consignées à la page 95 des *Journaux* de la session de 1931:

"Question par M. Duplessis: Dans cette province, quelle est la valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des compagnies ou corporations industrielles ou commerciales et qui bénéficient: a. d'une exemption de taxes municipales; b. d'une commutation de taxes municipales; c. d'une exemption de taxes scolaires; d. d'une commutation de taxes scolaires?"

Réponse par l'honorable M. Taschereau: "Le gouvernement l'ignore".

Vu les question et réponse suivantes consignées à la page 98 des *Journaux* de la session de 1934:

"Question par M. Duplessis: Relativement à la loi imposant des taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes (S.R.Q., 1925, chapitre 26, et ses amendements), à combien s'élève le total des remises ou réductions de taxes ou pénalités imposées par lesdites lois:

"1. Du 1^{er} janvier 1930, inclusivement, au 31 décembre 1930, inclusivement?"

"2. Du 1^{er} janvier 1931, inclusivement, au 31 décembre 1931, inclusivement?"

"3. Du 1^{er} janvier 1932, inclusivement, au 31 décembre 1932, inclusivement?"

"4. Du 1^{er} janvier 1933, inclusivement, au 31 décembre 1933, inclusivement?"

"Réponse par l'honorable M. Stockwell: "Aucune remise des taxes dues n'a été faite durant ces années, mais des ajustements ont été accordés en vertu des dispositions de cette loi. Il est impossible cependant de dire à quelle somme totale ces réductions se sont élevées, car les livres de comptes ne mentionnent au débit que le montant auquel la taxe a été réduite par le lieutenant-gouverneur en conseil. Aucune pénalité n'a été imposée durant ces années."

Considérant qu'il importe de connaître de façon précise l'étendue et la valeur des réductions, commutations et exemptions de taxes provinciales, municipales ou scolaires accordées aux compagnies, corporations, sociétés ou associations commerciales ou industrielles ayant des établissements en la province de Québec;

Considérant qu'il convient de sauvegarder, de protéger et de garantir les droits de la population de notre province;

Exprime l'opinion que le gouvernement de la province devrait, sans délai, prendre des mesures appropriées, pour établir l'étendue et la valeur des réductions, commutations et exemptions de taxes provinciales, municipales ou scolaires accordées aux compagnies, corporations, sociétés ou associations commerciales ou industrielles qui ont des établissements dans la province de Québec, et, sans reconnaître le bien-fondé desdites exemptions, commutations ou réductions de taxes, pour faire décréter que ces compagnies, corporations, sociétés ou associations commerciales ou industrielles ne pourront bénéficier desdits avantages et privilèges à moins de maintenir leurs établissements en fonctionnement régulier et normal, de payer des salaires raisonnables à leurs employés et d'assurer à ceux-ci de bonnes et justes conditions de travail.

M. l'Orateur, la motion qui est actuellement soumise à la considération de la Chambre est très claire et très précise. Les remèdes qu'elle suggère s'imposent et doivent être appliqués sans délai additionnel. Toutes les industries de chez nous bénéficient de commutations, de réductions ou d'exemptions de taxes, tant au point de vue municipal que scolaire.

Nous sommes en faveur de donner à l'industrie tous les droits qui lui appartiennent, et même de lui accorder les facilités nécessaires en certains cas, mais il ne faut pas oublier que le progrès de l'industrie ne pourra jamais se réaliser sans que le bien-être et la prospérité de l'ouvrier ne soient garantis.

Les bâtisses et la machinerie n'ont pas la valeur complète que représentent le travail et le travailleur. Dans l'échelle des valeurs, le capital humain dépasse de beaucoup les biens matériels qui ont été donnés, non pas pour asservir, mais plutôt pour servir l'homme.

Le capital honnête mérite l'encouragement et la considération sympathique de la population. Inutile d'ajouter que le capital honnête recevra toujours pleine et entière justice des membres de l'Union nationale; et le capital, on l'a dit, c'est le travail d'hier comme le travail d'aujourd'hui dit être le capital de demain.

Mais le meilleur moyen de préserver, de conserver le capital sain, c'est de faire disparaître le capital malsain, et de faire cesser les abus qui constituent un danger constant et une provocation continuelle, à l'encontre de la paix sociale qui est bien chère à notre brave population de Québec et tout particulièrement à la brave population du comté de Beauharnois.

Il résulte des réponses données à des interpellations que le gouvernement n'a pas de données précises en matière d'exemptions, de réductions ou de commutations de taxes en faveur des industries ou du commerce. Il me paraît clair que le seul moyen d'apprécier parfaitement une législation, c'est d'en connaître et d'en mesurer toutes les conséquences. En prenant les mesures pour connaître d'une façon précise l'étendue et la valeur de ces privilèges, il sera plus facile d'adopter les mesures requises pour réparer, dans la pleine mesure du possible, les erreurs du passé, pour sauvegarder le présent, et surtout pour garantir l'avenir.

L'honorable chef de l'opposition a déclaré plusieurs fois que la valeur des biens appartenant à des compagnies industrielles ou commerciales, et qui bénéficient de ces privilèges, représente au moins \$300,000,000. \$300,000,000, en prenant la base minimale de 2 % comme le total de toutes les contributions scolaires et municipales, ceci représente annuellement \$6,000,000 dont sont privés les Trésors municipaux et scolaires.

Les petits propriétaires, qu'il faut protéger parce que la petite propriété est un facteur de progrès et de sage économie, doivent payer 100 % des impôts publics, et ce sont eux qui subissent le contre-coup des privilèges ainsi accordés. Il me paraît raisonnable que les compagnies qui bénéficient de ces avantages devraient être obligées de fonctionner régulièrement, de payer des salaires raisonnables, et de procurer à leurs employés des conditions de travail justes et raisonnables.

Ceux qui préconisent ces privilèges prétendent que ces avantages assurent du travail. Les compagnies veulent la garantie d'une loi pour garder leurs privilèges. Il est donc d'élémentaire justice de donner à l'ouvrier et au travail au moins les mêmes garanties d'une loi pour sauvegarder leur salaire, leur travail et les conditions de travail.

Je veux que les ouvriers de Valleyfield, de la ville de Beauharnois, de mon comté comme de toute la province en général reçoivent au moins des pensions équitables, pour que les privilèges qu'ils sont appelés à payer, en définitive, soient rétribués par des emplois réguliers, rémunérateurs et humains.

On l'a dit avec raison, il est juste d'accorder aux riches honnêtes une garantie raisonnable que leurs droits seront respectés, mais il est non seulement juste, il est absolument nécessaire d'accorder aux ouvriers la pleine garantie de leurs droits au travail, à des salaires raisonnables et à des conditions de vie humaines.

Le riche peut toujours se protéger. Le législateur doit surtout protéger le faible, et c'est pour protéger le faible que je propose la motion qui est dans des termes qui n'offrent aucun caractère politique et qui devrait être acceptée, à mon humble avis, par toute la Chambre sans distinction. En présentant cette motion, j'ai accompli un devoir qui m'est bien agréable et j'ai en même temps fourni à mes collègues des deux côtés de la Chambre l'occasion d'accomplir leur devoir.

(Applaudissements à gauche)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):

M. l'Orateur, cette question m'intéresse beaucoup. Je crois que nous avons poussé trop loin l'habitude d'exempter de taxes les grosses compagnies.

(Applaudissements à gauche)

Je comprends que le capital étranger aime à venir s'installer chez nous, tellement la main-d'œuvre est docile et pacifique et tellement les municipalités sont disposées à faire des concessions. Toutefois, on aurait dû surveiller beaucoup plus attentivement les opérations financières des compagnies. Si nous avions surveillé la capitalisation de ces compagnies, nous aurions assuré de meilleurs salaires aux ouvriers qui sont les véritables artisans de la richesse. Il n'y a pas que les exemptions de taxes qui peuvent attirer des industries dans notre province. Il faut penser aussi que l'électricité à bon marché sourirait beaucoup à ceux qui voudraient établir ici une industrie, et l'électricité n'est pas spécialement bon marché ici.

(Applaudissements à gauche)

Je l'ai dit, je ne suis pas ici comme un partisan. Les municipalités ont fait la part tellement large aux industries qui venaient s'établir chez elles que la ville de Montréal s'en est trouvée considérablement affectée. Les industries ont déserté Montréal et ont jeté leurs ouvriers sur le pavé. Je crois que les exemptions de taxes constituent une perturbation sociale, qui peut devenir dangereuse et je suis heureux que la ville de Montréal ait mis fin à ce système des exemptions de taxes.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous n'avons pas en main tous les documents nécessaires pour établir l'étendue des exemptions de taxes. Mais nous n'avons aucune objection à faire de statistiques sur les exemptions de taxes dans la province de Québec et à les faire aussi complètes que possible.

Il faudra du temps pour faire la compilation que l'opposition demande, parce qu'il faudra s'adresser à chacune des 1,400 municipalités de la province. Néanmoins, nous n'avons aucune objection à essayer de faire des statistiques aussi complètes que possible.

Quant à l'autre partie de la motion, c'est un problème plus difficile à résoudre. Les municipalités sont plus capables que nous de mettre fin aux exemptions, car c'est aux municipalités de spécifier les conditions d'après lesquelles une industrie aurait le droit de s'établir chez elle.

Quant aux salaires raisonnables, cela relève du ministère du Travail et de la loi des contrats collectifs de travail; et chaque industrie a un moyen de faire surveiller le problème des salaires par un comité conjoint. Même chose pour les conditions du travail.

Quant aux exemptions de taxes, je m'y oppose carrément lorsqu'elles ne sont pas raisonnables. Malgré ce qu'a dit l'honorable député de Sainte-Marie, les industries de Montréal n'ont pas à se plaindre d'une concurrence déloyale puisqu'elles sont exemptées de payer les taxes sur la valeur de leur machinerie.

M. Leduc (Laval): Lorsque la ville de Montréal accorde une exemption de taxes, elle y met des conditions spéciales.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce que je prétends, c'est que les petites municipalités n'accordent pas plus d'exemptions de taxes que Montréal. Quant à la motion, le gouvernement n'a aucune objection à l'accepter.

M. Leduc (Laval): Le système d'évaluation est tellement peu à la page dans la ville de Montréal, au conseil de laquelle j'ai l'honneur de siéger, qu'il me paraît souvent fantaisiste. Il mentionne entre autres celui de la Bronfman Distilleries, située dans ville Lasalle, où les propriétaires doivent payer \$1.35 par \$100 de taxes immobilières, au lieu de \$0.60. C'est toujours le petit propriétaire qui paye, déclare-t-il.

La Chambre doit accepter le principe que les exemptions de taxes sont contraires à l'intérêt public. Ces privilèges ont une influence sur le prix de revient de la marchandise, et il ne faut pas laisser porter tout le fardeau des taxes sur les épaules du petit propriétaire qui n'en peut plus. Une entente faite en 1924 a démontré que les compagnies qui s'établissent dans les petits centres engagent des recruteurs pour obtenir de la main-d'œuvre paysanne par des méthodes plus que répréhensibles, avec le résultat qu'on encourage l'exode de nos campagnes. Les répercussions de cette décentralisation sont terribles pour les grands centres. Il a résulté de ce départ des industries des grands centres vers les municipalités rurales qu'à Montréal, actuellement, 11,000 ouvriers et ouvrières de l'aiguille chôment. C'est dû en grande partie à la désertion des industries qui ont voulu profiter des avantages que les municipalités rurales leur concédaient.

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, le gouvernement a su dégrever les compagnies d'électricité de leurs taxes, pour imposer de nouvelles taxes aux petits. L'honorable ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard) a dit qu'il n'y avait pas de statistiques sur les exemptions de taxes. Je m'étonne du fait que le gouvernement ne connaît pas l'étendue exacte des exemptions de taxes. Ce sont des statistiques importantes. C'est une lacune. Le gouvernement devrait se hâter de combler cette lacune. Mais il existe des statistiques fédérales. Je suis étonné que le gouvernement ne nous éclaire pas davantage sur le nombre des industries qui bénéficient des exemptions de taxes, mais avant que nous remplacions ce gouvernement, ce qui ne sera pas long...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On vous a déjà dit que ça prendrait du temps.

M. Hamel (Québec-Centre): Au cours du débat sur l'adresse, j'ai dit à l'honorable député de Bellechasse (M. Taschereau) que la Quebec Power s'était arrangée avec la cité de Lévis pour ne pas

payer de taxes. Je veux démontrer que j'avais raison. On n'a aucune statistique sur les montants remis aux compagnies hydroélectriques, on les exempté de taxes...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, mon honorable ami exagère. On a dit tout cela tout à l'heure. Pourquoi recommencer? L'honorable ministre du Commerce l'a dit, nous sommes prêts à accepter la motion de l'honorable député de Beauharnois. Je ne crois pas que l'honorable député de Québec-Centre puisse faire allusion à un débat antérieur et ramener toute la question sur le tapis. Mon honorable ami, M. le député de Québec-Centre, aura l'occasion de parler de cette question s'il le veut, mais je ne pense pas qu'il puisse le faire à propos de cette motion. Il est inutile de discuter puisque nous nous accordons avec les députés de la gauche sur le principe de la motion...

M. Hamel (Québec-Centre): Dois-je comprendre que le gouvernement accepte la motion?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui, l'honorable ministre du Commerce l'a déclaré. Nous l'acceptons sans amendement, telle que rédigée, sans vote.

(Applaudissements à gauche)

M. Hamel (Québec-Centre): Alors, très bien.

La motion est adoptée.

Demandes de documents:

**René Tremblay
et Joseph-Georges Gagnon**

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Auger), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} novembre 1935, inclusivement, jusqu'au 7 mai 1936, entre Joseph Fillion, ex-député, de Saint-Joseph d'Alma, comté du Lac-Saint-Jean, se rapportant au non-réengagement de M. René Tremblay, ex-cantonnier, et ayant rapport à la nomination de M. Joseph-Georges Gagnon, cantonnier, de la municipalité de Saint-Bruno, comté du Lac-Saint-Jean.

M l'Orateur, je regrette de présenter cette motion, mais je suis forcé de le faire parce que j'y vois une preuve que le gouvernement exerce des méthodes d'intimidation dans mon comté. Un vote contre le régime Taschereau fait persécuter de pauvres gens qui ne peuvent qu'à peine gagner leur vie. Il s'agit d'un cantonnier, père d'une famille qui vient de s'augmenter, il y a quelques mois, qui a été renvoyé du service parce que son frère a commis le crime d'être organisateur de l'Union nationale lors des dernières élections. M. Tremblay lui-même ne s'est pas du tout occupé de politique et il a toujours rempli ses fonctions à la satisfaction du gouvernement. Pour avoir du travail, il faut être libéral. Chez nous, un homme qui veut être employé à la voirie doit déclarer sur son honneur qu'il est libéral. La même chose se fait dans Roberval et même dans Bonaventure. C'est une honte qu'un individu, pour gagner sa vie, soit obligé d'appartenir à un parti politique plutôt qu'à un autre. Si encore, c'était un parti politique honorable.

Le gouvernement a donné une position de \$2,500 à M. Jos Fillion, ancien député. Je ne m'oppose pas à cela. Au contraire, je félicite le gouvernement d'avoir donné à M. Fillion un moyen de gagner sa vie. Mais j'ai demandé à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Côté) de réengager M. René Tremblay comme cantonnier, et j'espère que l'honorable ministre lui donnera justice. Je ne comprendrais pas qu'un gouvernement libéral fût si mesquin. J'espère que le ministre aura le courage de donner sa place à M. René Tremblay.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je ne veux pas offenser l'honorable député du Lac-Saint-Jean, mais je suis bien à l'aise pour lui répondre. M. l'Orateur, en 1931, M. Gaudreault était cantonnier dans la région dont l'honorable député du Lac-Saint-Jean a parlé. Nous l'avons remplacé par M. René Tremblay, l'ami de l'honorable député du Lac-Saint-Jean. Les cantonniers ne sont pas engagés pour un temps indéfini. Les cantonniers sont engagés à l'heure. Aucune loi, aucune coutume ne peut nous empêcher de remplacer un cantonnier. Où voit-on là une manœuvre politique? Je suis d'ailleurs si peu enclin à la partisanerie politique. Cette année, nous avons nommé comme cantonnier M. Gagnon, qui était sous la loi des concordats...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): C'est son père.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Ce sont les renseignements que l'on m'a donnés. Je présume que l'on ne m'a pas trompé. M. Gagnon

avait des obligations pour \$5,000 à \$6,000. Nous avons cru devoir lui donner une chance à son tour.

On a parlé du comté de Bonaventure et je répondrai sur ce point. Oh! Très brièvement. Dans mon comté, j'ai toujours donné du travail à ceux qui en avaient besoin, qu'ils fussent libéraux ou conservateurs. Le résultat est qu'en 1927 mes électeurs m'ont donné une élection par acclamation, ce qui est un cadeau des adversaires généralement. Où je demeure, réside une population qui est conservatrice depuis la Confédération. En 1931, j'y ai pris toutes les voix, moins 31.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est mieux que le secrétaire provincial.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): En 1935, aux dernières élections dans ma paroisse de New Carlisle qui est un centre conservateur, après 12 ans de vie politique, il n'y a eu que 14 voix contre moi.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): L'honorable ministre de la Voirie dit que M. René Tremblay a remplacé M. Gaudreault. Je l'ignorais. J'espère que l'honorable ministre, avec l'esprit d'indépendance qu'il sait montrer dans son comté, rendra maintenant justice à M. Tremblay.

La motion est adoptée.

Division territoriale de Témiscouata

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 modifiant la loi de la division territoriale concernant la municipalité du comté de Témiscouata.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saisissabilité de salaires

M. Chouinard (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 157 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisissabilité de certains traitements, salaires ou gages.

Adopté.

En comité:

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Il s'agit des salaires autrefois insaisissables et qui pourront l'être dans l'avenir sur présentation d'une requête devant un juge. Le bill a été présenté à la demande du Barreau de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne s'agit pas ici, comme on l'a prétendu, de l'indemnité payée aux chômeurs et qui est insaisissable. La loi est faite pour atteindre les salaires de certains fonctionnaires fédéraux, et les autres provinces ont déjà une loi semblable. Un juge pourra ordonner à un fonctionnaire fédéral de verser telle ou telle partie de son salaire à celui qui aura un jugement contre lui. Il est arrivé que les fonctionnaires qui avaient de gros salaires ont abusé de la loi, suivie jusqu'ici.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Les salaires des ministres sont-ils insaisissables?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, c'est la même chose que pour les salaires des députés.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Quand on les reçoit!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un danger dans ce bill. On procédera par enquête et ceci est une procédure extraordinaire. Quand on veut prendre une saisie, on doit procéder par saisie-arrêt. Par cette mesure, un juge pourrait décider qu'un fonctionnaire qui reçoit \$50 par mois devra verser \$49.50 à celui qui aura jugement contre lui. Supposons, par exemple, le cas d'une saisie contre un membre de la magistrature. C'est son collègue qui sera appelé à en décider. Je crois que la procédure dont il est question dans ce bill comporte plus d'écueils que d'avantages.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

Directorats de compagnies

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 relatif aux directorats de compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, j'aurais aimé donner toute l'ampleur nécessaire à ce débat important, mais malheureusement, un surcroît de travail m'empêche de lui accorder tout le temps nécessaire. Le travail de la session m'en empêchera peut-être. Néanmoins, par les faits que j'exposerai ci-dessous, on verra que cette mesure est nécessaire, non seulement dans l'intérêt de la moralité publique, mais encore pour amener la fin de la dictature économique en cette province.

L'objet de ce bill est clair et précis. Si ce bill est adopté, aucun ministre du gouvernement provincial ne pourra être directeur ou administrateur d'une compagnie faisant affaire dans la province de Québec. J'ai cherché à donner aux termes de ce bill la portée la plus générale. Mon intention est de ne laisser aucun échappatoire, afin d'amener toutes les compagnies sous la portée de cette mesure et pour que personne ne puisse y échapper plus tard, sous différents prétextes.

Les compagnies dont il est question dans ce bill sont celles qui font affaire directement ou indirectement avec le gouvernement de la province de Québec, et celles qui sont sous la surveillance du gouvernement. Je crois que ces deux catégories englobent toutes les compagnies que nous trouvons ici, car dans notre province, toutes les compagnies sont sous la surveillance du gouvernement.

Nous sommes à la deuxième lecture de ce bill. Nous sommes à soumettre le principe, mais si au comité où il sera référé on veut en resserrer la portée, si l'on trouve des termes pour rendre la loi plus formelle, je serai heureux d'accepter tout amendement qu'on voudra y greffer, pourvu que ces amendements aient pour but direct de ne laisser aucun échappatoire, et pour but d'empêcher les ministres d'être directeurs de compagnies.

Cette mesure est réclamée depuis longtemps par l'opinion publique, je dirai même depuis plusieurs années, et la crise a accentué cette demande et rendu cette mesure plus urgente. C'est une tentative pour améliorer notre système gouvernemental. Les raisons qui ont motivé en faveur de cette mesure, c'est la situation intolérable de ministres dans le gouvernement et qui sont directeurs de compagnies. Je fais une tentative pour améliorer notre système gouvernemental. Cette

réforme a été demandée, également, par des économistes distingués, et après les abus, les soupçons, il ne reste pas autre chose à déclarer que le fait d'être directeur de compagnie, pour un ministre, c'est incompatible avec les fonctions publiques.

(Applaudissements)

J'ai dit que cette réforme avait été demandée depuis plusieurs années, et je dirai tout à l'heure quelle a été l'attitude des éléments de l'Action nationale libérale sur ce point. Dès le 24 mars 1926, l'opposition a proposé une motion pour dénoncer le paiement par le gouvernement de certaines sommes à des compagnies qui comptaient parmi leurs directeurs des membres du gouvernement, telles que la Canada Cement, la Metropolitan Life.

L'an dernier, alors que je siégeais de l'autre côté de la Chambre, M. Paul Sauvé, député des Deux-Montagnes, secondé par M. Béique, a présenté une motion censurant les ministres faisant partie de compagnies qui font des affaires avec le gouvernement. J'ai été le seul libéral à voter en faveur de cette mesure.

(Applaudissements à gauche)

L'Action libérale nationale, de son côté, a réclamé cette mesure comme l'un des principaux articles de son programme. Ses orateurs ont parcouru la province en demandant que les ministres ne fissent pas partie des compagnies. (Ici, M. Drouin lit l'article du programme de l'Action libérale nationale à ce sujet)

L'Action libérale nationale a inscrit dans son programme l'interdiction aux ministres d'être intéressés dans une compagnie faisant affaire avec le gouvernement, ou dans une compagnie de fiducie, de chemin de fer ou dans une banque. Pour le moment, nous laisserons de côté les actionnaires, afin de nous occuper des directeurs comme le veut le bill. Vu notre programme, nous sommes donc bien placés pour discuter la question. Nous croyons que le temps est venu pour le gouvernement d'approuver une telle réforme. Si on ne nous donne pas cette réforme, on n'enrayera jamais l'emprise des grosses compagnies sur le ministère et sur la députation en général.

(Applaudissements à gauche)

La question des directorats de compagnies ne relève pas seulement du domaine provincial, mais déjà, elle a eu des échos ailleurs. Ainsi, un ancien député libéral de cette Chambre, M. McMaster, présentait à Ottawa, en 1921, un bill semblable à celui que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui, car il voulait empêcher les ministres du fédéral d'être directeurs de compagnies. M. McMaster disait notamment qu'un homme ne peut servir deux maîtres. M. McMaster disait alors qu'en 1911, Sir

Robert Borden avait abandonné tous les directorats de compagnies qu'il occupait et que, de tradition britannique, un ministre ne peut être directeur de compagnie car c'est servir deux maîtres. Lors de ce débat, l'honorable Rodolphe Lemieux, un autre libéral, disait: "L'honneur de faire partie du conseil privé est une belle récompense par lui-même et un homme qui sert son pays doit mettre de côté ses intérêts privés."

(Applaudissements à gauche)

Je suis depuis quelques minutes au point de vue historique, dans le domaine fédéral. Qu'il me suffise de dire que l'honorable Ernest Lapointe, un autre grand libéral vota pour le projet de M. McMaster. Qu'il me suffise de dire que l'honorable M. Dunning a abandonné tous ses directorats lorsqu'il est entré dans le cabinet King, comme ministre des Finances, imitant M. Borden, M. Meighen et d'autres. Si nous allons dans la province d'Ontario, nous constatons que la même question s'est présentée.

Le député de Québec-Est cite le cas de l'honorable M. J. A. Lyons qui était directeur d'une compagnie qui faisait affaire avec le gouvernement, démissionna comme ministre, dans le cabinet Ferguson.

Avant de terminer l'historique de cette question, poursuit-il, je veux signaler le cas de M. Smith, ex-gouverneur de l'État de New York, qui résigna comme directeur de l'assurance "Metropolitan" parce qu'une compagnie d'immeubles sollicitait un emprunt de la compagnie d'assurances. Toutes ces opinions démontrent le souci de cet homme d'État de protéger leur honneur.

(Applaudissements à gauche)

Au point de vue public, il n'y a rien de fini lorsque le doute et le soupçon règnent. Or, le doute et le soupçon règnent d'un bout à l'autre dans la province et cette mesure donnera le coup de grâce à cette dictature économique.

(Applaudissements à gauche)

Je ne veux attaquer aucun ministre du gouvernement en particulier. Quels sont les ministres du gouvernement qui sont directeurs de compagnies? J'ai ici le *Directory of Canadian Directors*. Le premier ministre, dit M. Drouin, est directeur de...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je soulève un point d'ordre, car mon honorable ami veut entrer dans les détails du bill. Il s'en est tenu jusqu'à ce moment au principe du bill et il a eu raison. En vertu des règlements de la Chambre, l'article 455, tout ce qu'il peut discuter, c'est le

principe général lors de la deuxième lecture d'un bill. Dans le cas présent, il s'agit de savoir si, d'une manière générale, un ministre peut être directeur de compagnies.

M. Drouin (Québec-Est): Cet article auquel réfère le premier ministre défend d'entrer dans la considération des clauses du bill. Ce n'est pas non plus ce que je fais. Si j'entrais dans les détails, on aurait droit de m'arrêter. Mais J'ai le droit de dire ce qui motive le projet que je présente. Je ne suis pas entré dans les détails du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Vous ouvrez la porte; je vous vois venir.

M. Drouin (Québec-Est): Ah non! Il y a d'autres portes pour entrer. Je n'entrerai pas dans les détails du bill, mais il serait singulier de ne pouvoir discuter les raisons qui nous amènent à présenter un bill. Je comprends que le premier ministre veuille arrêter la discussion parce qu'il sent que ça va chauffer pour certains membres du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Mon honorable ami confirme bien naïvement que mon point d'ordre est bien soulevé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la première fois que je vois un point d'ordre aussi peu solide. Le député de Québec-Est a présenté un bill pour défendre aux ministres d'être directeurs de compagnies. Il s'attache au principe du bill et il a cité des précédents en Angleterre, à Ottawa, en Ontario, et aux États-Unis. Il en vient à Québec; c'est le moyen qu'il emploie pour dire que le principe du bill est bon. Un des moyens de démontrer que le principe du bill est bon, c'est de montrer que, dans notre province, le premier ministre et d'autres ministres détiennent des directorats. Si l'on décidait qu'il n'est pas permis dans cette Chambre de faire ce qui s'est toujours fait dans tous les Parlements, citer des exemples concrets, il vaudrait aussi bien dire que la liberté de parole est un vain mot et qu'il est inutile de convoquer le Parlement et de présenter des lois.

Nous avons le droit et c'est notre devoir d'invoquer toutes les raisons qui militent en faveur du projet. Nous avons le droit et le devoir d'invoquer toutes les raisons à l'appui du principe du bill et de dire à la Chambre les ennuis qui résultent du fait que les ministres sont directeurs de compagnies. Nous présentons une loi qui intéresse toute la province de Québec, et nous n'aurions pas le droit de citer des

exemples, et de dire que les ministres sont directeurs de telle ou telle compagnie faisant affaire avec le gouvernement, et que cela est de nature à ébranler la confiance populaire. On aurait le droit de parler des ministres d'ailleurs, mais pas de ceux de Québec.

Le moyen de le démontrer est de dire ce qui se passe dans la province de Québec. C'est la coutume qui a été suivie dans tous nos débats et je ne comprends pas que l'honorable premier ministre veuille s'y objecter.

Le premier ministre, le ministre de la Voirie et le secrétaire provincial sont directeurs de compagnies qui font affaire avec le gouvernement. Il est élémentaire que nous ayons le droit de le dire pour exposer le principe du bill. Réellement, jamais personne ne s'est ingénié à soulever un point d'ordre semblable depuis près de 10 ans que je siège ici. Je défie qu'on me cite un précédent. Je n'ai jamais vu un point d'ordre si peu solide.

M. Tardif (Frontenac): Je me demande pour quelle raison le premier ministre soulève un point d'ordre.

M l'Orateur: L'honorable député n'a pas le droit de demander des motifs avant que la décision ne soit rendue sur le point d'ordre. Il faut s'en tenir au point d'ordre et dire pourquoi on s'objecte.

M. Tardif (Frontenac): Pourquoi s'objecte-t-on à ce que l'honorable député de Québec-Est cite un document et donne la raison pour laquelle il présente ce projet. C'est uniquement ce qu'il fait. Il a le droit de prouver qu'il y a des ministres qui sont directeurs de compagnies et que cela est incompatible avec leurs charges.

M. Trudel (Saint-Maurice): Je crois qu'en vertu des règlements, l'honorable député de Québec-Est est parfaitement dans l'ordre. Selon le paragraphe 2 de l'article 455 du Règlement, je crois que le député de Québec-Est aurait le droit même de discuter un article du bill, en autant que le principe est en jeu. Or, actuellement, il ne fait pas même cela, il ne donne que des faits. À mon avis, le point d'ordre du premier ministre n'est pas fondé.

M. Hamel (Québec-Centre): Il me semble que pour appuyer le bill, il faut démontrer les inconvénients qu'il y aurait à voter contre. Nous devons avoir le privilège de dire qu'un ministre ne peut être intéressé dans une compagnie qui loue des bureaux au gouvernement. Sinon, à quoi cela sert-il?

Le gouvernement a tellement bien admis ce principe que lors de la loi sur l'électricité, on a décrété qu'il est défendu aux membres de la Commission, non seulement d'être directeurs des compagnies avec lesquelles ils peuvent être appelés à transiger, mais encore de posséder des actions dans ces compagnies. Il en est de même pour la Commission des services publics. Le principe du bill de l'honorable député de Québec-Est est donc reconnu dans la législation sur l'électricité. Est-ce que l'on a deux poids, deux mesures?

M l'Orateur: Nous sommes sur le point d'ordre. L'honorable député de Québec-Centre discute sur le fond du bill et non sur le point d'ordre.

M. Tremblay (Maisonnette): Le premier ministre sourit. Je crois que son point d'ordre est mal fondé, et selon sa propre déclaration, il a dit, en effet, que le député de Québec-Est avait ouvert la porte et qu'il le voyait venir. Je crois que tout le point d'ordre est là. En est-on rendu, en cette Chambre, à soulever des points d'ordre sur des supposées intentions? On ne doit pas interrompre le débat avec des suppositions comme celle-là. J'espère que le premier ministre se rendra compte qu'il a fait un faux pas, du ridicule où son point d'ordre mettra cette Chambre et qu'il le retirera.

M. Leduc (Laval): L'honorable député de Québec-Est a certainement le droit de donner la raison pour laquelle il présente ce projet et les arguments qui militent en sa faveur. Il allait démontrer les inconvénients des ministres directeurs de compagnies par des exemples concrets pour étayer sa thèse. Je crois que le point d'ordre devrait être rejeté.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Le député de Québec-Est a démontré le principe du bill en citant des exemples extérieurs à la province. Il va parler maintenant de notre province. Le député de Québec-Est n'a pas fait autre chose que cela. Dans mon opinion, l'honorable premier ministre devrait retirer son point d'ordre.

M l'Orateur: Comme il est près de 6 heures et que plusieurs députés ont donné leur opinion, je rendrai ma décision à la prochaine séance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le débat est suspendu et que la discussion reprendra ce soir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, dès que l'Orateur aura rendu sa décision.

Le débat est ajourné.

Pouvoirs de la cité de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 donnant certains pouvoirs à la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Arpenteurs-géomètres

M. Lauriault (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 modifiant le Code civil concernant le privilège des arpenteurs-géomètres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Subvention Ernest Harnois & Fils

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils limitée.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Dugas (Joliette): (Ayant quitté son fauteuil) Le préambule de ce bill est très long, et je vais essayer de le résumer. Au 1^{er} janvier 1936, une industrie importante de la ville de Joliette a été incendiée. Dans la suite, elle a demandé à la ville de l'aider et il y eut entente pour lui accorder \$660 par année pendant 10 ans. Il ne s'agit pas d'une industrie qu'on a attirée chez nous, mais d'une industrie purement locale, d'une petite industrie familiale.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): La compagnie n'avait pas d'assurances?

L'honorable M. Dugas (Joliette): Sa propriété était évaluée à \$50,000 et elle avait \$30,000 d'assurances, soit une perte de \$20,000. La compagnie Harnois & Fils est une petite industrie familiale qui emploie au-delà de 125 personnes et paie des salaires raisonnables. Il y a de plus dans le bill une clause disant que la compagnie paiera \$25,000 en salaires annuellement, sans tenir compte des salaires de ses officiers. Je crois que la ville s'est protégée sagement en accordant cet octroi.

M. Leduc (Laval): On va créer un précédent dont d'autres industries pourraient s'inspirer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aurais aimé mieux voir dans le bill une clause pour assurer des salaires raisonnables aux ouvriers.

L'honorable M. Dugas (Joliette): J'en ai parlé aux autorités municipales. On m'a dit que cette industrie traitait bien ses employés et qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter cette clause.

M. Hamel (Québec-Centre): Si on force les compagnies à payer leurs taxes, mais qu'en retour on leur donne de l'argent sous forme d'octrois, la situation est la même. Ce cas est regrettable, mais si cet industriel a omis de se protéger, ce n'est pas nous qui devons payer. Pour moi, la clause des \$25,000 en salaires ne veut rien dire. On aurait été mieux d'exiger un salaire raisonnable.

J'aimerais savoir combien la compagnie dépense de chevaux-vapeur en électricité, et quel est le montant qu'elle paie. Peut-être que la différence du coût de l'électricité pourrait la sauver.

L'honorable M. Dugas (Joliette): Le député de Québec-Centre ignore que nous avons chez nous notre propre système de distribution.

M. Leduc (Laval): La compagnie a construit avec l'assurance d'avoir cet octroi. Elle comptait donc sur l'influence de quelqu'un en cette Chambre. C'est une forme d'influence indue.

L'honorable M. Dugas (Joliette): Quand on est venu me consulter avant de faire les démarches auprès de la ville, j'ai répondu que le bill n'avait à peu près pas de chance de passer en cette Chambre, mais j'ai promis de le présenter quand même.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): C'est une petite industrie et on nous demande de l'encourager. Mais, une petite industrie qui m'a laissé perplexe hier, c'est l'industrie Bériau.

J'ai peur qu'il y ait quelque chose de semblable dans ce bill, car j'appelle cela une petite industrie gouvernementale.

Je sais que le député de Joliette est honnête, loyal et sincère.

(Longs applaudissements à droite)

Je compte qu'il usera de toute son influence pour assurer que les ouvriers auront un contrat collectif et des salaires raisonnables?

L'honorable M. Dugas (Joliette): (Souriant) C'est une de mes promesses électorales de faire passer un contrat collectif dans ce milieu.

(Rires)

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule et la cédule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Tremblay (Maisonneuve) et M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) expriment des doutes au sujet de la mesure.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Tancredé Bienvenu

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 concernant la succession de feu Tancredé Bienvenu.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des accidents du travail

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, soit maintenant lu une deuxième fois.

C'est un bill de décentralisation. Nous voulons que les jugements de la Commission des accidents du travail soient homologués à l'endroit où le débiteur a son domicile.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Est-il question de remettre à l'accidenté le droit de choisir son médecin dans le bill de mon honorable ami?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez vous-même un bill dans ce sens-là.

M. Tremblay (Maisonneuve): On pourrait faire du "deux dans un"!

(Rires)

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Office des recherches scientifiques de Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 8 mai, sur la motion proposée le même jour par le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lauriault):

Que cette Chambre émet l'opinion que le gouvernement devrait:

1. Créer un laboratoire de recherche afin de trouver de nouveaux emplois pour les ressources naturelles;

2. Créer un office de renseignements pour nos commerçants et nos industriels;

3. Coopérer avec les industriels pour améliorer l'industrie.

M. Leduc (Laval): Si nous voulons développer notre industrie domestique, il faut créer des laboratoires de recherche.

Nous, de la droite, dit-il...

(On rit à droite et la gauche applaudit)

Je félicite le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lauriault) d'avoir proposé sa motion. Je remercie, dit-il, également le secrétaire provincial

(l'honorable M. David) qui a parlé en faveur du projet.

Cette motion est rédigée dans des termes modérés, mais c'est une véritable condamnation du gouvernement. L'autre jour, le secrétaire provincial a parlé des professeurs. Ces pauvres professeurs ne peuvent faire des recherches dans les laboratoires parce qu'ils n'en ont pas le temps. Certains d'entre eux donnent quelquefois 40 à 45 heures de cours par semaine. Pourquoi, une fois le secrétaire provincial ne descend-il pas des nuages pour voir la réalité comme elle est? On lui indique une ligne à suivre, un problème à résoudre: est-ce qu'il faut donner un prolongement pratique à notre suggestion? Voici ce qu'il faudrait faire. Développer nos richesses naturelles, non pas au détriment de l'initiative privée, mais en s'occupant, par exemple, de tous les problèmes de l'industrie textile.

J'entendais l'autre jour l'honorable secrétaire de la province parler de tout ce qu'on pourrait faire pour favoriser l'artisanat canadien-français. Pourquoi s'arrêter en si bonne voie? Pourquoi ne pas dire: à l'avenir, tous les uniformes destinés à des employés du gouvernement provincial seront fabriqués en étoffe du pays? Encourager l'artisanat de façon pratique, voilà la ligne de conduite que nous devrions suivre.

L'honorable secrétaire de la province félicitait l'honorable député de L'Assomption (M. Gouin) parce que celui-ci portait un superbe complet d'étoffe du pays. Plusieurs des députés de la gauche possèdent un semblable complet. Nous devrions tous en avoir, car c'est là une forme pratique que nous pourrions donner à la motion du député de Saint-Henri.

Je fais appel au secrétaire provincial. Je le fais de façon amicale. Je sais qu'il porte beaucoup d'intérêt aux étudiants. Voici pour lui une belle occasion de le démontrer. J'attire encore une fois l'attention sur la nécessité qu'il y a de ne pas tuer l'initiative privée: de simples individus ne peuvent lutter contre les départements de l'administration gouvernementale. Pour les grands travaux, le gouvernement devrait ouvrir un concours qui permettrait à nos techniciens de se faire valoir.

Il devrait ouvrir un concours pour tous les techniciens lorsqu'il s'agit de l'exécution des grands travaux. On aurait ainsi des œuvres valables. Le plan le plus original serait choisi. Ainsi, au lieu de construire en série des édifices sans style et sans personnalité, on donnerait à ceux qui ont du talent une chance d'attacher leur nom à des chefs-d'œuvre. Le fonctionnarisme nous a déjà fait trop de mal.

Le ministre de la Voirie a développé nos routes au petit bonheur, faute d'une bonne organisation technique. À cause de cela, on fait des dépenses inutiles. Le laboratoire de recherches naturelles est un organisme qui nous permettrait d'améliorer le pavage de nos routes, tout en diminuant les dépenses.

Nous n'avons pas profité des recherches de laboratoire et Québec n'est pas à la page dans ses travaux de pavage. Nous payons \$9 la tonne pour le matériel qui sert à paver les routes, tandis qu'on ne paie que \$3 la tonne au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Cela n'arriverait pas si nous avions des laboratoires bien outillés pour étudier les questions des pavages. Le laboratoire de recherches naturelles est un organisme qui nous permettrait d'améliorer le pavage de nos routes, tout en diminuant les dépenses.

Les ministres devraient meubler les bureaux avec des meubles faits par des artistes de chez nous avec des bois de chez nous. C'est là un moyen d'encourager la construction du meuble dans notre province. On devrait mettre à plus grande contribution encore les laboratoires de l'École technique.

L'honorable M. David (Terrebonne): On le fait actuellement. On est en train de faire, à l'École technique, tout un mobilier pour le bureau du ministre de l'Agriculture.

M. Leduc (Laval): Je suis heureux de l'apprendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça vient trop tard. C'est insuffisant.

M. Leduc (Laval): Depuis 25 ans, bien des petites industries ont disparu. Ces laboratoires de recherche n'auraient pas pu sauver toutes nos industries, car les causes de cette déchéance sont encore plus profondes que cela. Nos gens n'ont pas eu l'orgueil de laisser un nom à une grande industrie, ils n'ont pas eu l'ambition de créer et de conserver.

Il (M. Leduc) dit qu'il n'a pas toute la documentation sous la main et qu'il voudrait bien ajourner le débat.

M. l'Orateur suppléant (M. Casgrain): Le débat sera-t-il ajourné?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes déjà convaincus et nous sommes prêts à adopter la motion.

M. Lauriault (Montréal-Saint-Henri): C'est bien, mais j'avais encore quelques remarques à ajouter après celles du député de Laval.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, est-ce que mes honorables amis comprennent? Nous partageons vos opinions à ce sujet et nous approuvons vos idées. Nous sommes tous prêts et désireux d'adopter votre motion immédiatement, telle quelle.

Alors, est-ce que vous voulez dire que nous ne voulons pas adopter votre opinion lorsque nous le voulons? Alors, ajournons le débat, mais nous pouvons changer d'idée d'ici là.

(Rires)

M. Leduc (Laval): Je voudrais créer une profonde impression. Elle est profonde.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle est profonde.

M. Leduc (Laval): Elles ne sont pas assez profondes vos convictions.

La motion est adoptée.

Directorats de compagnies

M. l'Orateur déclare qu'il rendra sa décision sur le point d'ordre soulevé par le premier ministre dès mardi prochain, comme il n'a pas eu tout le loisir d'étudier le cas à l'ajournement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer qu'il trouve singulier que ce débat ne soit pas continué pour toutes sortes de raisons.

(Finalement, il est entendu qu'on reprendra mardi prochain le débat sur le bill de M. Drouin concernant les directorats de compagnies)

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 14 mai 1936, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Tardif (Frontenac) se lève.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) qui a ajourné. Dois-je comprendre qu'il ne parle pas?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Sauveur a fini.

M. Tardif (Frontenac)² déclare qu'il s'intéresse avant tout au sort des cultivateurs et de l'ouvrier, et qu'il parlera surtout des problèmes qui intéressent ces deux classes. En 1929, dit-il, les choses allaient normalement pour les cultivateurs, mais la crise est arrivée dans la suite.

Plusieurs avaient contracté des obligations; ils n'ont pas été plus prévoyants que les autres, et cependant, ils sont aujourd'hui dans une situation qui les gêne. Les cultivateurs, qui n'avaient pas prévu la crise plus que les autres, avaient contracté de lourdes obligations. Le gouvernement lui-même n'avait pas prévu la crise, et cependant, gouverner c'est prévoir.

Nous ne pouvons donc pas faire de reproches aux cultivateurs. Aujourd'hui, ils ont sur les bras des obligations deux fois trop lourdes pour leur capacité. Tous les prix sont tombés, de façon considérable. Les prix des produits agricoles ont diminué de moitié, parfois même plus de la moitié, telles les machines agricoles. Les taxes et autres obligations sont loin de diminuer.

Nos revenus diminuent et nos dépenses augmentent. Comment pouvons-nous équilibrer notre budget et attacher les deux bouts? Pendant ce temps, les compagnies obtenaient des faveurs au détriment de la classe agricole, cette classe qui est la nourricière du monde.

(Applaudissements)

Il ne sert à rien au cultivateur de se faire dire qu'il est à la base de notre vie économique, qu'il est le nourricier du genre humain; il faut réaliser le fait: il y a un écart trop considérable entre les prix des produits que nous achetons et de ceux que nous vendons. Lorsque nous avons à payer nos taxes, à renouveler nos accessoires, nous ne trouvons pas l'argent qu'il nous faut.

Il y a un programme qui pouvait nous aider, et c'est le crédit agricole provincial. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) dit qu'il n'est pas réfractaire. Un cultivateur me disait: ce n'est pourtant pas son parti, il me semblait qu'il était libéral. Je comprends que le ministre de l'Agriculture n'est pas assez partisan des nouveaux partis pour fonder le parti non réfractaire.

(Rires et applaudissements)

Nous devons l'avoir pour plusieurs raisons. Je ne dis pas que le gouvernement sera longtemps au pouvoir, mais en attendant, les cultivateurs ont besoin du crédit agricole. Le crédit fédéral convient mieux aux provinces de l'Ouest, me dit-on, où les besoins ne sont pas du tout les mêmes qu'ici; il ne peut s'appliquer efficacement chez nous, on n'y fait pas les mêmes cultures. Bref, les conditions ne sont pas les mêmes. Je suis d'opinion qu'un crédit uniforme pour toutes les provinces n'est pas praticable. Le crédit provincial ferait mieux notre affaire. Le crédit agricole provincial pourrait s'appuyer sur les caisses populaires. Il faut en tout cas un crédit agricole pour favoriser le cultivateur.

Notre intention n'est pas d'enrayer le gouvernement. Nous travaillons dans l'intérêt de la classe agricole. Avec le crédit agricole provincial, je comprends que le gouvernement a peut-être peur de perdre quelque chose, mais qu'il ne craigne rien, nos cultivateurs sont foncièrement honnêtes. Si les cultivateurs le pouvaient, ils paieraient et, quand on les aidera, ils pourront rencontrer leurs obligations.

(Applaudissements)

Supposons un cultivateur qui a acheté une terre de \$4,000 avec \$2,000 comptant, et la balance à \$150 par année. Avec un crédit agricole provincial, il se débarrassera de sa dette plus vite. Ce crédit l'aiderait à payer ses dettes et l'empêcherait, partant, d'abandonner sa terre et de venir grossir en ville l'armée des chômeurs. Un cultivateur qui laisse sa terre, c'est autant de charges qui tombent sur ceux qui restent. Souvent, cela force un autre cultivateur qui n'en avait pas de reste à partir à son tour, et ainsi de suite.

Actuellement, les cultivateurs profitent du concordat, mais cette mesure peut faire à défaut d'une autre, et elle ne répond peut-être pas entièrement aux désirs de la classe agricole. Ce n'est pas une bonne chose quand il y a moyen de faire autrement. Cette classe ne pourra pas survivre si nous ne lui en fournissons pas les moyens. Nous, les cultivateurs, nous exigeons le droit de vivre et de penser, que nous parlions pour ou contre le gouvernement, que nous soyons bleus ou rouges, ou même ni l'un ni l'autre. Comme disait l'abbé Groulx, nous n'exigeons rien de plus, mais nous n'accepterons rien de moins. Le ministre de l'Agriculture devrait dire si, oui ou non, il est pour un crédit agricole provincial.

Le député de Frontenac parle ensuite de la voirie et signale au ministre de la Voirie qu'il y a beaucoup de chemins qui ne sont pas faits dans son comté. Il réclame la réfection de certaines routes dans sa région pour le bénéfice de la population

rurale, et dit qu'il aura l'occasion de revenir plus longuement sur ce sujet.

Il parle du gaspillage du gouvernement et revient à l'agriculture. D'après lui, de 50 % à 60 % des cultivateurs ne sont pas capables de rencontrer leurs obligations et un grand nombre d'entre eux devront laisser leurs terres. Il demande aussi une prime pour la fabrication du beurre et du fromage.

Parlant ensuite de la colonisation, certains lots, dit-il, ont été pillés dans le canton Dorset et la compagnie Breakey demande trop cher pour lesdits lots. J'estime que l'on devrait forcer les compagnies à se faire moins reines et maîtresses dans la province. On leur a donné trop de corde. Cette politique est désastreuse pour la colonisation et la province. Il souligne la chose au ministre de la Colonisation et lui demande de la prendre en considération.

Il (M. Tardif) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), par voie d'amendement:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits nécessaires à Sa Majesté, recommande au gouvernement d'instituer immédiatement un système de crédit d'urgence pour venir en aide à la classe agricole de cette province."

M. Gagnon (Kamouraska)³: Je ferai d'abord remarquer que cet amendement est un peu tardif...

(Rires)

J'ai étudié avec beaucoup d'attention l'amendement du député de Frontenac. La question du prêt agricole est plus sérieuse qu'on ne le pense. Je me demande si on doit avoir un prêt agricole. Nous avons, avez le prêt fédéral, un excellent système que nous avons amélioré en payant une partie de l'intérêt. Y a-t-il un cultivateur et un ouvrier qui peut emprunter à 4 %? Si on veut faire un don agricole, qu'on le dise, et qu'on n'appelle pas cela un prêt. C'est regrettable dans cette province de voir des gens faire de la politique en Chambre avec cette question. Depuis un mois⁴, l'opposition fait ici de la petite politique. Allons donc franchement et honnêtement. Je défie n'importe qui de venir parler de cela dans mon comté. Je suis un cultivateur représentant la classe agricole...

M. Tremblay (Maisonnette): Il ne parle pas, il gronde.

(Rires)

M. Gagnon (Kamouraska): L'opposition veut retarder les affaires de la province, mais nous allons rester debout. Le cultivateur a besoin de nous. Il attend que nous votions le budget nécessaire à l'administration. Il veut autre chose que des cris, il veut que nous coopérons avec Ottawa. Nous avons à Ottawa un gouvernement qui a les yeux tournés vers la classe agricole. Demandons-lui de coopérer. Allons-y donc!

Si vous voulez venir en aide à la classe agricole, votez donc le budget. Nous avons du drainage à faire. Pensez-vous nous intimider avec votre petite tactique? Vous vous trompez! Pensez-vous que vous allez tromper la population comme vous avez fait depuis un mois? Pensez-vous que vous allez la tromper toujours?

Pensez-vous tout renverser, vous autres de la gauche. Vous avez menti.

(Rires)

Vous avez dit à la radio que nous aurions des élections, nous n'en avons pas. Cessez de tromper la population; s'il faut vous mettre le bâillon, on va vous le mettre.

(On frappe sur les pupitres et on applaudit à gauche)

Une voix: C'est le caucus qui sort.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il faudrait savoir à quoi s'en tenir si on lance des défis. Il est vrai que la parole du député n'a pas grand valeur. Est-ce que le premier ministre les approuve?

M. Gagnon (Kamouraska): Je proteste. Il y a assez longtemps que l'on veut faire passer les cultivateurs pour un tas de bons à rien. Celui qui parle n'en connaît pas plus qu'un boucher.

M. Drouin (Québec-Est) veut se lever.

M. Gagnon (Kamouraska): Je veux dire ma façon de penser comme cultivateur. Je vois le bout d'homme, là, le député de Québec-Est...

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Malgré qu'il ait employé des expressions qui sont une disgrâce pour cette Chambre, comme "menti", je n'ai pas interrompu l'orateur. Il est hors d'ordre depuis le commencement. Mais il y a des limites. Il vient d'injurier le député de Québec-Est et je vous demande, M. l'Orateur, pour le décorum et le bon renom de la Chambre, de rappeler le député de

Kamouraska à l'ordre et de lui faire retirer des expressions intolérables pour l'honneur de cette Législature.

M. Caron (Hull): Je ne vois pas pourquoi le chef de l'opposition proteste. Il n'y a pas d'injures. Le député n'a nommé personne. Il a tout simplement dit le bout d'homme.

M. Drouin (Québec-Est): Puisque je suis intéressé, je puis dire que nous n'avons pas l'habitude de nous occuper des mots du député de Kamouraska. Autant en emporte le vent. Mais ce soir, il est une disgrâce pour la Législature...

M. Caron (Hull): Je soulève un deuxième point d'ordre. Le député doit retirer ses paroles. Il n'a pas le droit de dire que le député de Kamouraska est une disgrâce.

M. l'Orateur: L'expression "disgrâce" est dans le manuel. Je demande au député de la retirer; l'expression "bout d'homme" n'y est pas, mais le député de Kamouraska est allé trop loin et il devrait retirer son expression.

M. Gagnon (Kamouraska): Je puis toujours dire qu'il est un grand homme, ça ne serait pas vrai, parce qu'il n'est pas si long que quelques-uns le pensent. Je retire mes paroles, mais ça me fait bien de la peine.

M. Drouin (Québec-Est) retire ses paroles.

M. Gagnon (Kamouraska) poursuit son discours et revendique l'honneur de la classe agricole. Je proteste, dit-il, contre ceux qui disent que nous sommes, nous, les cultivateurs, des porteurs de bois et des scieurs d'eau...

(Rires et longs applaudissements)

M. Tremblay (Maisonneuve): Il est 11 heures, allons scier la rivière.

(Rires)

M. Gagnon (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Thisdel), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Le 11 novembre dernier, selon *La Presse* du 16 mai 1936, à la page 15.
2. Il est 10 heures lorsque M. Tardif prend la parole, selon *L'Événement* du 16 mai 1936, à la page 4.
3. La motion d'amendement de l'opposition, proposée par M. Tardif, vise à provoquer un vote. M. Gagnon intervient donc pour permettre au whip du gouvernement de rassembler ses troupes. De toute façon, M. Gagnon parlera 15 minutes, ce qui sera suffisant pour ajourner le débat à une autre séance et éviter un vote au gouvernement.
4. Trois mois, selon *Le Soleil* du 16 mai 1936, à la page 9.

Séance du mardi 19 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Fédération des scouts

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Rajotte), que les articles 510, 511 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Monseigneur Eugène-C. Laflamme, protonotaire-apostolique, archiprêtre du diocèse de Québec, et curé de la paroisse Notre-Dame de la cité de Québec, district de Québec, Jean-Marie Bureau, avocat, de la cité et du district de Trois-Rivières, et le major Vincent A. Curmi, de la cité de Québec, district de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Monseigneur Eugène-C. Laflamme, protonotaire-apostolique, archiprêtre du diocèse de Québec, et curé de la paroisse Notre-Dame de la cité de Québec, district de Québec, Jean-Marie Bureau, avocat, de la cité et du district de Trois-Rivières, et le major Vincent A. Curmi, de la cité de Québec, district de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bergeron (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de dame Alice Amyot, épouse de Albert Paquet, écuyer, médecin, dame Gabrielle Amyot, épouse de Henry Bray, financier, tous quatre de la cité de Québec, district de Québec, et de Horatio-Euclide-Joseph Amyot, industriel de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Georges-Élie Amyot.

**Succession
Georges-Élie Amyot**

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 126 concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

**Ouvrières
de la Valley Shoe**

M. Cliche (Beauce): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège, car je veux répondre aux accusations de l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), accusations qu'il a faites sur le parquet de la Chambre, alors que j'étais absent, et lors d'une assemblée tenue par le ministre à Saint-Sauveur la semaine dernière.

L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a déclaré à la Chambre, ces jours derniers, qu'une grève avait éclaté chez les ouvrières en chaussures de la Valley Shoe Company, pour des raisons de salaires. Je dirai d'abord qu'il est absolument faux qu'une grève des ouvrières en chaussures à Vallée-Jonction ait eu lieu. Jamais il n'y a eu de grève à Vallée-Jonction sur une question de salaire.

En novembre dernier, deux jours après que j'eusse été choisi comme candidat libéral national dans la Beauce, une quinzaine d'ouvriers ont laissé l'ouvrage et se sont joints à une quinzaine d'autres qui ne travaillaient pas, pour protester contre le renvoi d'un ouvrier de Québec pour être remplacé par un ouvrier de Vallée-Jonction.

M. l'Orateur: Ceci n'est plus une question de privilège. L'honorable député de Beauce peut s'expliquer, mais il ne peut discuter les causes d'une grève sur une question de privilège. L'honorable

député devrait se contenter d'expliquer que son honneur a été attaqué.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

M. l'Orateur, si l'honorable député de Beauce y tient...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a fait trois discours l'autre jour sur cette question. Il a porté des accusations. L'honorable député de Beauce doit avoir le droit de lui répondre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Il serait plutôt dans l'ordre de faire une motion demandant la production de documents, et je serai heureux de produire tout le dossier. Je désire déposer tous les documents, afin qu'on entende les deux versions et non pas une seule. Si l'honorable député de Beauce veut inscrire une motion sur l'ordre du jour, je lui donnerai des renseignements complets et nous discuterons toute l'affaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve singulier que le ministre fasse des déclarations qui sont publiées dans les journaux payés à même l'argent de la province, et qu'un député attaqué n'ait pas le droit de se défendre.

M. l'Orateur: L'honorable député de Beauce a droit de s'expliquer au sujet de ce qui le concerne personnellement. Mais je lui ai fait observer qu'il ne pouvait discuter les causes de la grève en question. La cause de la grève, ce n'est plus la même question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il me semble, M. l'Orateur, que l'on abuse un peu des questions de privilège. Le député de la Beauce a soulevé une question, et le ministre a répondu. Ce n'est pas une question de privilège. Je crois que la suggestion du ministre à l'effet de faire une motion est à point, car autrement, nous n'entendons qu'une version. Si l'honorable député de Beauce inscrivait une motion sur l'ordre du jour, il pourrait discuter l'affaire et l'honorable ministre pourrait lui répondre et lui donner tous les renseignements dont il a besoin. L'autre jour, ce n'est pas l'honorable ministre qui a soulevé cette question, c'est l'honorable chef de l'opposition qui l'a soulevée et l'honorable ministre lui a répondu le lendemain.

M. Drouin (Québec-Est): Je trouve les prétentions du premier ministre étranges. Le ministre

du Travail a parlé de la grève. En l'absence du député de Beauce, il a raconté que celui-ci était allé à son bureau et avait fait des déclarations. Le député de Beauce a ainsi été attaqué pendant son absence; il se lève pour se défendre et c'est son droit.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

J'ai tout simplement répondu à la question de l'honorable chef de l'opposition...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre, le ministre n'a pas le droit de parler deux fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le ministre du Travail a le droit de rectifier. (Puis montrant M. Duplessis) C'est la deuxième fois que vous parlez, vous!

(Rires)

M. Hamel (Québec-Centre): Le premier ministre dit que le ministre du Travail a le droit de rectifier les faits, et qu'autrement nous n'aurions qu'une seule version. C'est précisément pour cela que nous voulons entendre le député de Beauce.

M. Trudel (Saint-Maurice): Vous avez déclaré, M. l'Orateur, que la question de privilège est pour permettre à un député de rectifier les faits concernant un député. Je crois que le député de Beauce est dans l'ordre. On a dit qu'il était directeur de la manufacture de chaussures. Il a le droit de rétablir les faits qui l'intéressent personnellement. Il est intéressé parce que le ministre du Travail a rapporté une conversation qu'il aurait eue avec le député de Beauce à son bureau.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Pardon, avec le sous-ministre.

M. Tremblay (Maisonnette): Je crois que la question de privilège, c'est pour permettre à un député d'expliquer une situation ou de refuser certaines assertions. Le ministre, dans ses remarques l'autre jour, a voulu tourner la question à la politique en attaquant le député de Beauce. On a ainsi lancé une accusation directe, et le député de Beauce a le droit de se défendre, d'expliquer sa situation et de donner ses arguments. Il serait injuste de l'empêcher de s'expliquer.

M. l'Orateur: Je crois que la confusion provient du fait qu'on ne semble pas faire la

différence entre une question personnelle, une interpellation, et une question de privilège. La question a été soulevée quand le chef de l'opposition a demandé au ministre du Travail ce que le gouvernement entendait faire, et le ministre du Travail a répondu. Si dans la réponse il y a quelque chose contre la personne du député de Beauce, celui-ci a le droit de parler, et encore faut-il l'assentiment unanime de la Chambre. Si on a prétendu qu'il était directeur, il a le droit de dire: "Je ne le suis pas", mais il n'a pas de droit d'engager un débat; il ne peut discuter les causes d'une grève. S'il a été attaqué, il peut saisir la Chambre d'une motion.

M. Cliche (Beauce): Le ministre du Travail a fait des déclarations absolument fausses.

M. l'Orateur: L'honorable député de Beauce ne peut employer cette expression en cette Chambre. Il n'a pas le droit de dire que tel ou tel membre a fait des déclarations fausses. L'article 245 défend l'emploi de telles expressions.

M. Cliche (Beauce): Je suis capable de démontrer à cette Chambre que ceci est faux.

M. l'Orateur: Que le député de Beauce retire ses paroles, ou je vais être obligé de le rappeler à l'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Beauce dit que les déclarations du ministre du Travail ne sont pas conformes aux faits ni basées sur la vérité.

Voix à droite: Aie! Aie! Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Cliche (Beauce): Les déclarations faites par le ministre du Travail ne sont pas conformes aux faits et, si on m'en donne l'avantage, je vais le prouver.

(Applaudissements à gauche)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. l'Orateur: Le député de Beauce peut nier une déclaration, mais encore une fois quel que soit le motif de la grève, ceci ne relève pas du député qui a la parole.

M. Cliche (Beauce) continue à lire sa déclaration.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre en disant qu'il a rendu sa décision.

M. Leduc (Laval): Il me semble...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La décision est rendue. Est-ce un point d'ordre?

M. Leduc (Laval): Oui.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Vous avez bien peur qu'il parle!
(Rires des deux côtés)

M. Leduc (Laval): Je comprends que la décision n'est pas rendue, et que vous nous avez dicté une ligne de conduite, M. l'Orateur. Si on veut savoir si un député a été attaqué dans son honneur, il faut savoir ce qu'il va dire. C'est beau d'avoir le don de l'intuition, mais il faut laisser le député de Beauce exposer la question.

M. l'Orateur: Le député de Beauce a parlé des motifs de la grève. Il était à dire que la grève n'avait pas été causée par une question de salaire.

M. Cliche (Beauce): On a laissé entendre que j'étais directeur de cette compagnie. Oui, je suis directeur, mais sans salaire, directeur pour payer et pour endosser à la Banque Canadienne Nationale. Celui qui m'a empêché de régler cette grève, c'est l'organisateur du gouvernement tashereautiste dans la paroisse.

M. l'Orateur: À l'ordre, l'honorable député de Beauce doit s'en tenir à ses explications personnelles.

M. Cliche (Beauce): À tout événement, si je ne puis continuer, je vais tout dire dans les journaux¹.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): M. l'Orateur, je regrette...

Voix à gauche: À l'ordre!

Réponses aux demandes de documents

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le 15 avril, soit depuis près de cinq semaines, la Chambre a ordonné production d'ordres en conseil dans trois motions distinctes. La première demandait ces documents du 1^{er} septembre au 1^{er} décembre 1935,

soit trois mois; la seconde du 1^{er} décembre au 12 avril 1936, et la troisième, du 1^{er} mars au 1^{er} septembre. Or, à part le ministre des Terres qui a fait son possible comme toujours, aucun de ses documents n'a été produit. Ce sont des documents publics. L'opposition est fatiguée d'attendre, et, si le gouvernement ne les produit pas, qu'il en porte les conséquences.

(Longs applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il y a dans ceci 3,000 ou 4,000 ordres en conseil. S'il y a des ordres en conseil spéciaux que le chef de l'opposition veut obtenir, nous sommes prêts à les lui donner au plus tôt s'il veut bien nous les indiquer. Il y a, par exemple, toute une série de ces ordres en conseil qui se rapportent aux nominations de juges de paix, aux salaires. Nous en passons près de 100 à 125 à chaque séance. Encore une fois, plusieurs des documents demandés sont prêts, mais je vais demander au docteur Morisset, le greffier du Conseil exécutif, de nous fournir les autres le plus tôt possible, et je les ferai parvenir à l'honorable chef de l'opposition sous peu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre m'a posé la même question il y a 15 jours. Je lui ai répondu que je ne voulais pas les nominations des juges de paix, mais les ordres en conseil se rapportant aux pensions, et autres semblables. On a produit un ordre en conseil des Terres et Forêts, mais à part cela, on n'en a pas produit un seul. Je veux qu'on produise, par exemple, ceux se rattachant aux emprunts et aux réductions de taxes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Très bien, les emprunts et les réductions de taxes. Nous allons hâter la production de ceux-là.

Questions et réponses:

Pension des institutrices

M. Smart (Westmount): Le premier ministre ou aucun autre membre du gouvernement a-t-il reçu une pétition, de l'une ou de l'autre des organisations catholiques ou protestantes représentant les maîtresses d'écoles recevant une pension, protestant contre une réduction importante de leur pension à cause de modifications apportées à la loi des pensions, lors de la dernière session de la Législature.

2. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'au nombre de celles recevant des pensions, il y a plusieurs femmes maintenant âgées, dont quelques-unes ont enseigné dans les écoles de cette province durant 40 ou 50 ans, et qui, durant cette période, ont régulièrement souscrit au fonds de pension, et qui aujourd'hui ont de la difficulté à subvenir à leurs besoins à cause de la pension réduite qui leur est maintenant payée?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1.

Oui.

2. Oui.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement du vendredi 15 mai, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits nécessaires à Sa Majesté, recommande au gouvernement d'instituer immédiatement un système de crédit d'urgence pour venir en aide à la classe agricole de cette province."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que l'Orateur doit rendre sa décision sur un point d'ordre et que nous devrions continuer le débat sur le projet de loi de l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) interdisant aux ministres d'être directeurs de compagnies.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ah! Non, pas du tout. Aujourd'hui, c'est le jour du gouvernement dont les motions ont préséance et nous devons continuer le débat sur le budget. Demain, ce sera le jour des députés et nous pourrions revenir au projet de l'honorable député de Québec-Est.

Si M. l'Orateur est prêt à rendre sa décision, nous n'avons aucune objection, mais nous continuerons ensuite le débat sur le budget, demain peut-être.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous aviez dit que le débat reprendrait mardi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas du tout. Le débat aurait continué si la décision avait été rendue.

Le débat est suspendu.

Décisions de l'Orateur:

Directorats de compagnies

M. l'Orateur rend la décision suivante sur la question d'ordre soulevée, le 15 mai courant, par l'honorable M. Taschereau relativement à la motion de deuxième lecture du bill 151 relatif aux "directorats de compagnies" comme suit:

Lors de l'étude en deuxième lecture d'un projet de loi, ayant pour but d'interdire aux ministres de la couronne de faire partie d'aucun bureau de direction de compagnies ou corporations privées faisant affaire avec le gouvernement ou étant sous la surveillance de celui-ci, un point d'ordre a été soulevé; l'honorable député de Québec-Est, après avoir fait l'historique de la question et mentionné que le Parlement du Canada en avait un jour été saisi, entreprit d'établir des faits particuliers pour tenter d'établir, je suppose, l'opportunité de la mesure. C'est alors qu'on s'est objecté, prétendant appuyer sur l'article 455 que l'honorable député allait laisser la discussion du principe du bill pour en attaquer l'exposé détaillé, ce qui est prohibé.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute, en présence du texte de l'article 455 et des décisions des Orateurs qui m'ont précédé, qu'à ce stage de la procédure, il ne peut et ne doit être question que du principe du bill et qu'il est irrégulier d'entrer dans les détails du projet de loi.

"The second reading" says May, "is the most important stage through which the bill is required to pass for its whole principle is then at issue... though it is not regular on this occasion to discuss, in its several clauses"... "The discussion ought to be confined to matters of principle." "On general principles, public bills ought only to be discussed by members who ought only to urge consideration of public expediency"². (Redlich, Vol. 111, p. 88)

Mais dans le cas actuel, la règle a-t-elle été violée? L'honorable député s'en est-il tenu à l'étude du principe de son projet de loi et s'en est-il tenu à des considérations d'intérêt public? Je suis d'opinion que oui, et que le point d'ordre est prématuré. Et, en conséquence, je le renvoie tout en espérant qu'on

saura, au cours de la discussion, s'en tenir au principe du bill et n'avoir en vue que l'intérêt public.

Subsides

La Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur l'amendement du vendredi 15 mai, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits nécessaires à Sa Majesté, recommande au gouvernement d'instituer immédiatement un système de crédit d'urgence pour venir en aide à la classe agricole de cette province."

M. Gagnon (Kamouraska): Je voudrais donner une opinion franche et nette sur cette question qui intéresse non seulement les cultivateurs, mais toute la province. Lorsque l'ajournement a été décrété vendredi soir dernier, j'étais à expliquer le fonctionnement du prêt agricole fédéral. M. l'Orateur, depuis quelques années, on semble vouloir faire du capital politique avec la question du prêt agricole. Le résultat, c'est que les cultivateurs payent de nouveaux frais d'administration. On essaie de trouver des raisons pour blâmer le gouvernement de la province, bien qu'il ait fait beaucoup déjà pour aider la classe agricole et qu'il ait l'intention de faire davantage. Des circonstances incontrôlables ont empêché le crédit agricole de fonctionner comme nous l'espérons. Il est reconnu que le crédit agricole fédéral ne rend pas les services que l'on en attend, à cause de certaines lacunes de la loi.

Le gouvernement de la province veut faire disparaître ces lacunes. Depuis un an, le crédit du cultivateur a beaucoup évolué, mais au début de cette session, les ministres du gouvernement ont fait des déclarations bien nettes. On veut payer tout l'intérêt au-dessus de 3 % et on veut payer, de plus, 1 % du fonds d'amortissement. Je me demande quel est le gouvernement qui pourrait donner un crédit agricole aussi généreux dans les circonstances. Après tout ce que le gouvernement de cette province a fait pour le mettre à la portée des cultivateurs de Québec, je dis qu'on n'a pas raison de réclamer un système nouveau.

Je me demande également pourquoi l'ouvrier des villes ne demanderait pas la même faveur. Le

gouvernement fédéral a amendé la loi pour la rendre, sans doute, plus intéressante, mais je crois qu'il ne serait pas pratique de maintenir ici deux institutions qui rempliraient le même rôle. Avec le crédit agricole provincial, nous laisserions de côté une institution existante. Les cultivateurs ne sont pas très favorables à l'idée d'avoir deux prêts. Mais ils ont besoin de crédit et ils comptent sur un prêt agricole qui leur permettra de faire face à des obligations urgentes, qui les embarrassent. Si nous laissons de côté une organisation déjà existante pour en adopter une nouvelle, les cultivateurs savent que les deux systèmes fonctionneront avec les deniers publics, et qu'ainsi ils seront privés d'autres revenus.

Je veux que l'on me comprenne bien. Qu'on n'aille pas dire que je suis contre le crédit agricole, car je suis en faveur d'un crédit agricole tel que présenté par le gouvernement actuel. Mais je dis qu'il ne serait pas juste d'avoir l'un à côté de l'autre deux prêts agricoles. Ce serait créer deux administrations à la charge des cultivateurs. La Chambre doit donc se hâter. Nous avons perdu beaucoup de temps avec des points d'ordre. Les cultivateurs ne comprennent pas cela, les points d'ordre. Ce qu'ils veulent, c'est de l'aide. Hâtons-nous donc d'adopter la législation qui va nous être présentée par le gouvernement. Je demande à tous les gens de bonne volonté en cette Chambre de travailler à hâter l'approbation de cette mesure, afin que nous puissions aider les cultivateurs qui ont besoin de crédit. C'est une question de salut pour la classe agricole.

(Longs applaudissements à droite)

M. Barré (Rouville): (Applaudissements de la gauche) M. l'Orateur, le 12 avril 1933, j'ai proposé une motion semblable à celle de l'honorable député de Frontenac (M. Tardif). La seule différence, c'est qu'il y avait alors 79 députés ministériels et que je me battais sans espoir pour la reconnaissance d'un principe et d'un besoin. Tandis qu'aujourd'hui, j'ai espérance que la motion pourra être adoptée.

Je me défends, dit-il, de vouloir simplement gagner du temps. Si la session est longue, ce n'est pas de ma faute. Nous sommes ici dans une quasi-prison; nous respirons une atmosphère sépulcrale; les volets sont fermés et nous sommes éclairés d'une lumière artificielle, alors que l'été chante déjà à la campagne. L'appel de la terre crie si fort à mes oreilles que sans la mauvaise température, je ne serais pas ici aujourd'hui.

Puisque je suis présent, je veux dire ce que je pense.

(Applaudissements à gauche)

Nous sommes pour un crédit qui prête, peu importe le nom qu'on lui donne. J'ai déjà proposé des lois nouvelles. Le gouvernement les a battues et les a lui-même proposées par la suite sous un nom nouveau.

Il en est ainsi de la loi du moratoire. Qu'on donne un autre nom si l'on veut à la mesure contenue dans la motion. L'important, c'est qu'il y ait quelque chose qui se fasse.

On nous parle du crédit fédéral. Pour ma part, je ne veux pas d'un crédit qui marchande mieux que les juifs. Car il y a deux inconvénients principaux dans le système fédéral: le système ne fonctionne que quand les gens sont morts et il marchande sur une question de trois trente sous.

Il (M. Barré) cite le cas d'un cultivateur, propriétaire d'un domaine valant environ \$8,000, qui a fait une demande d'emprunt de \$3,500. On lui répond tout d'abord sans avoir fait aucune enquête qu'on lui prêterait \$3,000. Notre homme calcule, réduit le montant des dépenses qu'il veut faire et accepte finalement les \$3,000.

On fait enquête et voilà qu'on lui annonce qu'il sera impossible de lui prêter plus de \$2,600. Il modifie encore son budget, coupe dans ses plans de réparations et demande l'argent.

On lui annonce maintenant qu'on lui donnera \$2,300 comptant et la balance lorsqu'il aura terminé ses réparations. Résultat, la femme propriétaire de la ferme a déclaré: "Allez au diable, je n'emprunte pas."

Marchandage! Marchandage inutile! Ce marchandage doit cesser.

L'honorable député de Kamouraska a dit: "On blâme le gouvernement." Non, mais nous ne voulons plus de surenchère électorale.

(Applaudissements à gauche)

Le fait, dit-il, pour le gouvernement de vouloir payer 1 % du taux de l'amortissement n'est qu'une manœuvre de marchandage électoral. De la surenchère électorale, je n'en veux pas. C'est une mesure de justice que je réclame.

Depuis trois ans que j'ai proposé la création d'un prêt agricole provincial, le mal s'est aggravé. La motion de l'honorable député de Frontenac n'est pas un remède au mal dont souffrent les cultivateurs. On dit en médecine que c'est un stupéfiant.

M. Lesage (Montréal-Laurier): Un calmant.

M. Barré (Rouville): C'est cela. Une piqûre de morphine. Ça ne guérit pas, ça calme. C'est tout simplement un engourdissement. C'est de la glace qu'on met sur le ventre de celui qui a l'appendicite.

Ce que je réclame, c'est donc une mesure d'urgence. C'est un calmant nécessaire, mais un calmant qui ne peut guérir. Le problème agricole, on ne l'aura réglé définitivement que lorsqu'on aura empêché les cultivateurs de se faire voler sous le couvert de la loi.

J'ai naguère réclamé une loi du moratoire. J'ai attrapé autant de bêtises qu'on peut en manger. La loi a été passée; c'est même la seule loi votée par la Chambre en deux mois de session. Nous l'avons passée de nouveau cette année. Je réclame maintenant un crédit agricole, sachant que ce n'est pas un remède.

M. Élie (Yamaska): Très bien.
(Applaudissements à gauche)

M. Barré (Rouville): C'est la seule loi que le présent Parlement ait votée depuis huit semaines qu'il est en session.

La loi du moratoire ne s'applique qu'à ceux qui peuvent payer leurs intérêts et leurs taxes: le créancier, alors, n'a pas le droit d'exiger le capital prêté. Mais il y a une foule de cultivateurs qui ne peuvent payer tous leurs intérêts ou toutes leurs taxes. C'est pour ceux-là que le prêt agricole est nécessaire.

Les cultivateurs - un grand nombre d'entre eux - peuvent être sauvés de la banqueroute avec \$50 par année. Le cultivateur qui ne peut payer ses taxes devient un découragé. S'il sent qu'il va perdre sa terre, il ne pense pas à l'améliorer. Je lis sur une figure de l'autre côté de la Chambre: "Barré exagère, ce n'est pas comme cela." J'ai dit que 40 % des cultivateurs étaient dans l'embarras. J'ai fait une enquête autour de moi sur cinq milles de chemin et j'en suis arrivé à la conclusion que ce n'est pas 40 %, mais 50 % qui ne peuvent pas payer. J'ai examiné les redevances de chacun. Un cultivateur me disait: "Ça ne coûte pas cher pour vivre, mais ce qui coûte cher, ce sont les taxes et les redevances."

Ce n'est pas une question de gros montants: c'est une question de gros sous. Je connais des cultivateurs qui ont été acculés à la faillite à cause d'un déficit annuel de \$25. C'est peu, \$25. Mais lorsqu'on a gratté sur tout, qu'on a travaillé de toutes ses capacités et qu'à la fin de l'année il manque \$25, je vous dis que c'est décourageant. Il n'y a pas un membre de cette Chambre qui ne se découragerait pas dans des conditions semblables.

Quand la bonne ménagère a fait tous les "racoins" avec son balai, on pourrait difficilement lui demander de gratter encore pour trouver une

cuillère de poussière. C'est une chose impossible. De même, à l'enquête des comptes publics, quand on aura fini, on ne trouvera plus rien de répréhensible. Il faut que le gouvernement contribue un certain montant pour l'agriculture. Mais on me dira: "Pourquoi pas un crédit industriel pour citadins alors?" Non. Notre argent à nous, cultivateurs, sert à faire vivre les citadins et les chômeurs des villes. Pas besoin de crédit pour eux.

M. Élie (Yamaska): C'est vrai.

M. Barré (Rouville) Les municipalités ont payé pour le chômage et elles n'ont rien retiré.

Et le fait brutal, c'est que nous sommes dans un besoin d'urgence. Ce n'est pas faire la charité au cultivateur, c'est lui faire justice. C'est en même temps procéder à une bonne affaire. D'ailleurs, voici un cas concret qui montre bien l'avantage qu'ont les ouvriers sur les cultivateurs. Voici Baptiste N'importe-Qui. Il a cinq enfants. Avec le père et la mère, cela fait une famille de cinq personnes. S'il était chômeur, il retirerait \$10 par semaine, soit \$520 par année. Mais il est cultivateur et il lui manque tout juste \$50 pour boucler son budget. Il y a des milliers de cultivateurs à qui il manque moins de \$50.

Baptiste se décourage. Il lui faut boucler les deux bouts. Il y a un signe dans toute la province, il y a un signe évident de ce découragement. Il vend sa terre. Pour vivre à la campagne, il faut nécessairement être cultivateur. Sa terre vendue, Baptiste doit donc prendre le chemin de la ville. Avec le peu d'argent qui lui reste et les petites entreprises qu'il peut trouver, il réussit à vivre un an. Après un an, il redevient chômeur à \$520 par année. \$50 les auraient sauvés. Et voilà ce que le pays a gagné à marchander avec le prêt agricole!

Il (M. Barré) cite un autre cas. Un cultivateur doit \$4,000 sur la terre. Cela lui fait \$200 par année à payer en intérêts. Il fait \$30 par mois avec ses vaches, vend quelques bêtes, quelques minots de patates, un peu de sucre et voilà tous ses revenus. Il paye \$200 en intérêts, \$50 en taxes, \$15 pour les sauvages et vit avec le reste. Rien de surprenant si, après 20 ans de mariage, il va encore à la messe avec ses bottines de noces.

(À ce moment, on transmet une communication à M. Barré. Après avoir lu la lettre, le député de Rouville reprend son discours.)

C'est encore une plainte entre 1,000, dit-il. Celle d'un cultivateur obligé d'aller au chantier l'hiver. Et il parle des colons obligés de prendre ce qu'ils ont de meilleur d'eux-mêmes et de leurs chevaux

pour faire un peu d'argent l'hiver. Pendant ce temps-là, c'est la terre qui en souffre. Mais la femme et les enfants ne peuvent pas attendre pour manger.

Je suis peut-être sévère, mais ce que je dis est la vérité. Je voudrais mettre dans l'esprit de tous les membres de la Chambre ce que j'ai dans le cœur. Tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen d'arrêter le vol qui se fait dans la province sous le couvert des lois.

(Applaudissements à gauche)

Tant que l'on n'aura pas pris les moyens pour permettre aux cultivateurs de garder leurs revenus pour eux, il faudra des remèdes et des palliatifs. Une piqûre de morphine empêche le malade de mourir de douleur. Le prêt agricole est un de ces remèdes. Nous avons besoin de ce prêt comme du moratoire. Une loi est le complément de l'autre. J'ai l'espérance qu'on discutera cette question à son mérite. Il n'est pas question de mettre le gouvernement dans l'embarras, mais de venir au secours de ceux qui ont besoin de secours, d'empêcher que la terre se vide. Il s'agit d'une question de principe, d'intérêt national, de justice. Le bien de la classe agricole est en jeu, le bien des miens, de la classe à laquelle j'appartiens.

(Applaudissements à gauche)

M. Lamoureux (Iberville): M. l'Orateur, je veux donner à la Chambre les raisons pour lesquelles je voterai contre l'amendement de l'honorable député de Frontenac. J'ai toujours été pour un prêt agricole provincial. Je voterai contre l'amendement qui m'a l'air cousu de fil blanc, parce que le gouvernement nous a annoncé dans le discours du trône qu'il présenterait à la Législature un projet de loi du prêt agricole.

J'ai toujours été en faveur d'un crédit agricole provincial, mais pas un crédit pour endormir le monde, mais pour faire vivre les cultivateurs. Le gouvernement a une loi au *Feuilleton*. Si le projet du gouvernement n'est pas satisfaisant, je voterai contre. Je ne suivrai pas l'honorable député de Rouville dans tout ce qu'il a déclaré, mais je veux dire qu'il n'a pas été extravagant quand il a décrit les maux des cultivateurs.

M. Leduc (Laval): Je représente un comté rural et urbain. Je suis en faveur d'un crédit agricole provincial. Même si je ne représentais pas un comté mi-urbain mi-rural, je parlerais sur l'amendement. Les gens des villes ne sont pas indifférents au sort de leurs compatriotes ruraux. Personne plus que l'homme de la ville réalise que la prospérité reviendra quand l'équilibre aura été rétabli.

À Montréal, les ouvriers réclament des droits. Les échevins les écoutent et appuient leurs demandes

sachant que, si l'ouvrier est prospère, le cultivateur s'en ressentira en vendant mieux ses produits.

L'opposition veut un crédit agricole provincial, car les villes sont acculées à des dépenses considérables à cause du chômage. Lorsque de pauvres malheureux de la campagne viennent cacher dans les villes leur détresse, ils s'adressent à nous, les échevins de la ville de Montréal. L'échevin qui remplit une grande mission sociale, ne peut leur refuser son aide. Celui-ci les écoute.

Pour les raisons invoquées par l'honorable chef de l'opposition, nous demandons que la Législature mette de côté toutes les autres questions pour adopter une loi du crédit agricole, afin d'aider les cultivateurs, ceux qui sont à la campagne et ceux qui viennent cacher leur détresse en ville. Il est peut-être, dit-il, des gens imbus de l'esprit de parti, des gens qui croient qu'ils sont tenus de faire toutes les concessions pour maintenir au pouvoir un régime qui ne peut être maintenu autrement; ceux-là devraient réfléchir. Ceux-là préféreraient que l'on vote les subsides. Qu'ils songent donc à la situation du cultivateur.

L'opposition veut que l'on donne un crédit agricole provincial de façon à dégager les villes. Je regrette qu'à cause du grand nombre de miséreux, les villes soient obligées d'élever des barrières. La cause à mon avis, dit-il, est que l'on n'a pas aidé la campagne quand il en était temps.

Le prêt provincial devrait réaliser trois conditions: 1. s'appliquer sur le fond, être un prêt foncier; 2. être à long terme; 3. être à un taux raisonnable. Voilà les trois conditions que je réclame pour ce prêt rural. On pourrait ajouter une quatrième condition: celle du remboursement facile.

Le cultivateur a-t-il besoin de ce prêt? Oui, car ses revenus diminuent et ses obligations augmentent. Le besoin du cultivateur est tel aujourd'hui qu'il peut difficilement lutter contre la faillite. Sa dette foncière est trop élevée. Bref, ses charges sont trop lourdes. Ceux qui lisent les revues économiques savent que l'inflation se développe et qu'il faudra investir ses capitaux dans la propriété. Notre devoir n'est-il pas d'aider les cultivateurs à garder leurs terres, puisque l'inflation s'en vient?

Le cultivateur en a-t-il réellement besoin? Oui. Le besoin de ce cultivateur aujourd'hui, est tel que le crédit agricole est nécessaire. La situation devient intenable pour lui. C'est une nécessité sociale. Il faut prévenir l'inflation que nous prédisent les économistes. Cela s'en vient. On doit sauver le "petit avoir" du cultivateur si nous voulons lui éviter les contrecoups de l'inflation.

Les idées les meilleures sont souvent inopérantes parce que nous n'avons pas les capitaux nécessaires pour les faire valoir; mais un crédit agricole vient en aide au cultivateur et l'aide à reconstituer des revenus. Ce n'est pas une chose perdue. M. l'Orateur, actuellement, les obligations sont trop lourdes à supporter pour tous. Les cultivateurs veulent demander des facilités de crédit; mais dès qu'ils en demandent, tout le monde, j'entends les autres classes, demande des solutions à leurs problèmes. Les propriétaires de Montréal, qui ont le même sort que les cultivateurs, demandent que le taux d'intérêt sur les hypothèques soit réduit à 5 %. Les préoccupations des cultivateurs sont les mêmes qu'un grand nombre d'autres classes. Mais laissez-moi vous donner quelques chiffres à ce sujet. Au cours de l'année 1933, sur 189 faillites enregistrées au Canada, il y en a eu 88³ dans Québec, soit 42 %. Si le gouvernement avait adopté les suggestions de ce côté-ci de la Chambre, un grand nombre de faillites auraient été évitées.

Il rappelle ensuite que nos cultivateurs avaient le souci de l'économie, mais que les potentats de la finance se sont emparés de ces épargnes qui auraient aidé les cultivateurs à traverser la crise actuelle.

Si la crise a atteint la classe agricole, dit-il, c'est que le cultivateur n'est pas assez secouru. Le prêt agricole fédéral est inopérant. Il faudrait aussi multiplier les caisses populaires, en faveur de l'agriculteur. Seul le cultivateur peut sauvegarder non seulement notre patrimoine agricole, mais aussi nos ressources naturelles. Il y a quelques années, on se réjouissait que le Canadien français prît contact avec l'industrie.

En 1927, 1928 et 1929, il y a eu un déluge d'argent soutiré de la campagne par la vente d'obligations et de parts dans des industries. À ce moment, il nous manquait des hommes d'affaires au sens social développé; par conséquent, l'épargne rurale fut drainée. Tous ces capitaux ont été anéantis par la crise. Si le gouvernement avait été plus clairvoyant, une pareille chose ne se serait pas produite. Si on avait été sage, on ne serait pas obligé de venir demander à cette Chambre un prêt agricole.

L'agriculture, c'est l'industrie basique qui sauvegarde toute la race. Si nous ne donnons pas suite aux demandes des cultivateurs, ils finiront par prêter une oreille attentive à certaines doctrines. En certains endroits, l'État a détruit toute initiative chez les individus, et il ne faudrait pas que nous agissions de manière à laisser nos cultivateurs accepter certaines théories subversives.

Des statistiques récentes, dit-il, démontrent l'affaiblissement de l'industrie agricole, d'année en année. Il faut que la Chambre se hâte de faire quelque chose pour nos cultivateurs qui sont dans le besoin.

Pourquoi faut-il agir sans retard, avec urgence? Pour éviter un désastre. On peut se dispenser d'apporter ici des statistiques: c'est une chose si évidente que l'agriculture cède devant l'attraction urbaine.

Il faut appliquer sans retard les remèdes nécessaires pour éviter la désertion des campagnes, favoriser l'établissement des jeunes sur des terres et éviter l'encombrement des villes.

Il (M. Leduc) parle du déséquilibre entre la population rurale et la population urbaine. La population rurale, dit-il, n'est plus que de 36.9 %. Tout ce que nous ferons, pour éviter l'encombrement des villes, ne sera pas peine perdue et, dans ce sens, nous devons favoriser la reprise des terres abandonnées.

Ce que nous ferons pour aider la campagne aura une heureuse répercussion en ville. Il faut permettre aux cultivateurs de rester chez eux. Ces arguments m'ont été apportés par des gens de la campagne qui connaissent mieux que moi la question agricole.

On se demande pourquoi nous aurions besoin d'un crédit provincial quand il en existe déjà un qui est fédéral. Il y a au pays neuf provinces dont les besoins ne sont pas les mêmes et il y a des réactions dont il faut tenir compte.

Il explique comment on aide le cultivateur par des prêts de l'État en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en France.

Les besoins de chez nous sont différents d'ailleurs, et ils doivent être traités différemment. Nous ne recevons pas la même formation ici que dans les autres provinces. Il y a des caractères tout à fait spéciaux dans le Québec et nous voulons les pousser jusqu'aux derniers développements possibles. Il faut un crédit agricole provincial à côté du système fédéral parce que celui-ci ne convient pas à notre mentalité.

Je propose, dit-il, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Lesage), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

À 5 h 45, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Questions et réponses:

Chemin Bas Saint-Rémi, comté de Napierville

M. Élie (Yamaska): Relativement à l'élargissement et au gravement du chemin Bas Saint-Rémi, à partir de chez M. Émile Lefrançois jusqu'au village de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville.

1. Quelle somme la province a-t-elle dépensée de ce fait?

2. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée à date?

3. Quelle somme le gouvernement a-t-il convenu de payer à chacun des propriétaires riverains en expropriation pour terrain, déplacement de bâtisses ou autrement?

4. Quelle somme chacun desdits propriétaires riverains avait-il reçue le 31 décembre 1935?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): 1. \$11,846.90.

2. \$11,846.90.

3. Aucune, les terrains pour l'élargissement ayant été fournis gratuitement.

4. Répondu au no 3.

19 George V, chapitre 32

M. Leduc (Laval): Depuis le 4 avril 1929, date de l'entrée en vigueur du chapitre 32, 19 George V, modifiant la loi de voirie, et jusqu'au 12 mai 1936 inclusivement, à même la somme de \$17,000,000 qui fait l'objet de ladite loi, combien la province a-t-elle dépensé?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): \$11,549,291.55.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 77 modifiant la loi constituant en corporation les sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception;

- bill 108 constituant en corporation La Villa Saint-Jean de la Lande;

- bill 154 modifiant la loi du Barreau et la loi de l'admission à l'étude de certaines professions.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement du vendredi 15 mai, sur la motion proposée le jeudi 30 avril courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits nécessaires à Sa Majesté, recommande au gouvernement d'instituer immédiatement un système de crédit d'urgence pour venir en aide à la classe agricole de cette province."

M. Leduc (Laval) continue ses explications sur les différents systèmes de crédit agricole adoptés par d'autres pays, ajoute-t-il, il y a certainement de l'inquiétude chez les cultivateurs. Ils se demandent si le gouvernement va leur donner le crédit agricole. Le fédéral vote une somme considérable pour aider les municipalités.

Pourquoi le provincial ne se met-il pas à l'œuvre? Nous demandons au gouvernement de se mettre rapidement à l'œuvre pour nous donner cette législation. Le premier ministre dit que, si la population des villes votait pour ceux qui ont promis le crédit agricole, elle serait appelée à payer. Au contraire, lorsque les campagnes sont prospères, les villes le sont, elles aussi.

La population urbaine connaît trop les besoins de la classe rurale pour ne pas approuver une telle réforme. Ce crédit devrait avoir la préférence: c'est ce qui presse le plus. Je voterai donc en faveur de l'amendement.

(Applaudissements à gauche)

M. Bégin (Dorchester): M. l'Orateur, l'amendement présenté par l'honorable député de Frontenac relativement à l'établissement d'un crédit agricole d'urgence, revêt à mon sens une importance qui n'échappe probablement à personne.

La situation des cultivateurs de cette province n'est pas bonne, et les gens de bonne foi l'admettent sans réticence.

Vivant au milieu d'un comté largement agricole, et ayant été mêlé aux affaires depuis bon nombre d'années, je n'ai pu manquer de me rendre compte du manque de crédit chez nos cultivateurs.

Mais si à l'ouverture la session, si j'avais eu encore quelques doutes sur la nécessité d'un crédit agricole en cette province, je conviens qu'il m'eût été facile de les dissiper tous, en glanant ici et là des opinions exprimées à ce sujet et qui, presque toutes, s'accordent sur ce point que les cultivateurs ne peuvent se passer de crédit. Et je me propose bien d'en citer quelques-unes le long des remarques plutôt brèves que je me propose d'offrir maintenant à cette Chambre.

Je pose comme base qu'aucune classe de la société ne peut se passer de crédit.

J'allègue aussi que le crédit étant nécessaire à toutes les catégories de notre communauté, il s'en suit logiquement que le crédit et l'épargne doivent aller de pair et qu'il importe absolument que chacune des professions qui composent la population soit organisée de manière à être infailliblement maîtresse de son épargne et de son crédit.

M. l'Orateur, c'est pour avoir oublié cette loi économique que notre peuple agricole et notre peuple ouvrier souffrent aujourd'hui de n'avoir pas ou à peu près d'épargne ni de crédit.

Vers 1907, c'est-à-dire au-delà d'un quart de siècle, un homme de haute vision, un modeste pourtant, mais un citoyen éclairé et brûlant du désir d'être utile à sa province et l'humanité, M. Alphonse Desjardins, homme du peuple, mais remarquable par son sens des affaires, sa droiture et la sûreté de son jugement, avait compris, lui, qu'il manquait quelque chose à notre armature sociale et économique, et il résolut immédiatement de consacrer sa santé, ses efforts et ses talents à l'organisation d'un système qui, sans sa pensée, apporterait à notre province un élément économique, de paix sociale et de puissance génératrice inconnues jusque-là dans notre province.

Alphonse Desjardins, après avoir vu et étudié, chez nous et aux pays d'Europe, différentes situations et divers systèmes, conçut alors et appliqua lui-même en notre province, en Ontario et même aux États-Unis, ce système d'épargne et de crédit généralement appelé "Les caisses populaires Desjardins".

L'épreuve du temps a fait subir au système Desjardins une analyse dont la conclusion saute aux yeux de tous ceux qui se sont occupés de nos

problèmes économiques, et il convient de signaler ici que l'efficacité des caisses Desjardins est présentement admise, en autant qu'il s'agit des endroits où l'on a cru devoir recourir à ce système.

Des autorités financières et administratives, qui autrefois doutaient de leur opportunité, se sont ralliées aux vues du fondateur et proclament maintenant que le développement de ces caisses d'épargne et de crédit aurait pu prévenir bien des maux, et devenir pour nous une planche de salut.

Pour notre malheur, l'œuvre de Desjardins fut sourdement combattue par les uns, et ouvertement négligée par les autres. La haute finance ne se souciait guère de favoriser le nouveau-né et la population elle-même, insuffisamment préparée à le recevoir, montra en certains milieux une indifférence dont les conséquences n'apparaissent que trop bien maintenant.

La Fondation des caisses populaires marcha à pas d'oie; l'ère des débentures arriva; les classes populaires furent éblouies par le mirage des conditions offertes par les placiers de débentures; l'épargne populaire énormément accrue au cours de quelques années plus prospères s'engouffra dans le drainage financier et industriel, de telle sorte que lorsqu'est venue la crise, nous nous sommes trouvés sans armature sociale et sans défense proportionnée au danger.

Voilà, M. l'Orateur, la cause de fond: le drainage de l'épargne vers les industries étrangères à l'agriculture, et le manque d'organisation de ladite épargne.

Pendant longtemps, le gouvernement même de la province s'est désintéressé des caisses populaires, et ce n'est que depuis trois ou quatre années qu'il contribue substantiellement à la propagation de ces caisses.

Le gouvernement, en ces dernières années, a versé à la Fédération des caisses populaires une subvention de \$20,000. C'est quelque chose; c'est le moins que le gouvernement pouvait accorder.

Tous ceux qui connaissent la nécessité et les frais de l'inspection qu'assume la fédération, savent que l'octroi du gouvernement ne devrait pas être moindre que \$30,000.

Je n'ai aucune hésitation à dire que le gouvernement n'est aucunement justifiable de mesurer aussi parcimonieusement son assistance relative à l'inspection des caisses populaires, et j'insiste avec vigueur pour que cette année le gouvernement assure à la fédération un subside plus proportionné à ce service.

Pourquoi ne pas y aller avec un peu plus d'entrain?

Est-ce que l'on oublie, ou est-ce que l'on ignore que, dans les localités où fleurissent les caisses populaires, la question du crédit agricole se pose avec beaucoup moins d'urgence ou d'acuité?

Ainsi, pour ne parler que de mon comté, je mentionnerai les caisses populaires de Sainte-Claire, Saint-Isidore, Saint-Léon de Standon, et Sainte-Germaine du Lac Etchemin, ma paroisse, où les caisses populaires opèrent depuis 1907 et 1912, lesquelles caisses ont prêté plus de deux millions de dollars depuis leur fondation, et où encore actuellement les prêts en cours aux cultivateurs se lisent comme suit:

Sainte-Claire, 102 prêts formant un total de \$74,138.66;

Saint-Isidore, 99 prêts formant un total de \$70,662.25;

Saint-Léon de Standon, 99 prêts formant un total de \$47,557.33;

Sainte-Germaine, 211 prêts formant un total de \$80,211.14.

Laissez-moi ajouter que ces caisses populaires ont à peu près rempli le besoin de crédit et qu'autour d'elles bien peu de cultivateurs ont fait appel au concordat fédéral. Les demandes de concordats et les applications au prêt agricole sont plutôt exceptionnelles dans ces paroisses et se résument pour:

Sainte-Claire, 4 concordats et demandes C.P.A.C.;

Saint-Isidore, 6 concordats;

Saint-Léon de Standon, 3 concordats;

Sainte-Germaine, 2 concordats.

Et cela suffit, il me semble pour établir que le véritable système d'épargne et de crédit n'est autre que le système Desjardins.

C'est le système professionnel, corporatif et coopératif.

C'est le système idéal et permanent capable d'assurer à la classe agricole et à la classe ouvrière l'indépendance économique, si nécessaire à la prospérité d'un peuple.

C'est le système ici établi, approuvé et accrédité maintenant.

Mais je m'empresse d'ajouter qu'il n'est présentement pas agencé pour couvrir la province, sans que de nouvelles dispositions soient prises pour lui assurer une complète efficacité.

Si je ne me trompe, c'est bien ici qu'intervient opportunément la motion de l'honorable député de Frontenac, demandant la création d'un crédit agricole d'urgence.

Un crédit agricole d'urgence, et pourquoi?

Pour deux raisons principales et qui ne souffrent guère de discussion.

a. L'insuffisance immédiate du système Desjardins.

b. Le péril immédiat dans lequel se trouvent environ 40 % des cultivateurs de la province de Québec.

J'affirme de nouveau ce que j'indiquais au début, qu'il appartient à la classe agricole de se pourvoir en temps normal et de garder entre ses mains ses épargnes et ses possibilités de crédit.

Je prétends qu'en temps normal, l'on doit éviter de donner dans le crédit d'État, qui porte en lui-même les inconvénients de l'intervention gouvernementale.

Mais, par contre, c'est sans doute à une heure grave comme celle que nous passons qu'il est permis et qu'il devient impérieux pour un gouvernement d'accourir au secours et d'encaisser des mesures d'urgence et temporaires, susceptibles de parer aux dangers et d'empêcher que les faillites continuent de s'accumuler et de provoquer infailliblement une nouvelle désertion de nos campagnes.

À des conditions et à une situation exceptionnelle, la Législature de Québec se doit d'adopter des mesures exceptionnelles.

Et ces mesures exceptionnelles ne pouvaient assurément être mieux traduites que dans la motion de mon honorable ami du comté de Frontenac, savoir: un crédit d'urgence.

Un crédit d'urgence, comme la province de l'Ontario s'était donnée et qu'elle a maintenant abandonné, après que les besoins urgents eussent été couverts, ce qui constitue bien à mon sens un crédit temporaire et d'urgence.

Ainsi conçu et préparé, un crédit temporaire et d'urgence viendrait épargner un désastre à nos agriculteurs et permettrait à la Fédération des caisses populaires de s'étendre davantage, de préparer l'avenir, et qui sait, si dans un délai relativement court, les caisses populaires ne pourraient assumer seules la continuité des avantages offerts par le crédit agricole temporaire et d'urgence que cette Législature aurait édifié.

Le crédit d'urgence est nécessaire pour les raisons suivantes:

a. Pour sauver du naufrage 50,000 cultivateurs;

b. Pour aider à l'établissement des fils du sol, y compris nos jeunes gens qui passent par nos écoles d'agriculture.

Et j'aimerais à citer à l'appui de ce paragraphe un extrait de *La terre de chez nous*, en date du 22 avril 1936, intitulé les "Fils du Sol, Rimouski";

c. Pour rendre l'achat possible ou le règlement des hypothèques en souffrance, de même que le règlement des diverses créances soumises à la juridiction du concordat fédéral.

M. l'Orateur, j'espère ne scandaliser personne en disant qu'il y a des précédents à un tel projet.

N'est-il pas vrai que la province engage \$15,000,000 en faveur d'une banque qui, après tout, ne représentait qu'une portion restreinte de la population?

Et n'est-il pas vrai qu'à cette occasion le gouvernement intervint prestement et d'un tour de main, afin que soient protégés les intérêts qui se trouvaient en jeu?

N'est-il pas vrai que notre province a bien contribué au chômage pour un montant qui doit se chiffrer à environ \$25,000,000?

N'est-il pas vrai aussi que la voirie, depuis son premier jour, n'a pas absorbé moins que \$60,000,000 qui ont été investis à la construction de notre réseau de voirie, à l'invitation expresse du gouvernement qui s'était fait, vers 1912, le champion indiscuté de cette entreprise?

N'est-il pas vrai, et j'en appelle ici au témoignage de tous mes collègues, que par rapport à tout cela, qu'il est arrivé que la voirie a pris le pas sur l'agriculture, tandis que ç'aurait dû être l'inverse, c'est-à-dire l'agriculture précède la voirie?

Nous avons donc d'une part, négligé de bâtir un système économique pour notre province, un système d'épargne et de crédit pour nos cultivateurs; et d'autre part, pendant que nous laissons les cultivateurs perdre leurs économies et s'appauvrir, le gouvernement, sans hésitation et sans remords, a prodigué pour la voirie la meilleure et la plus large part du Trésor provincial, tout comme si la voirie devait être considérée comme un actif productif et préférable à une agriculture stable et progressive.

C'est une erreur fatale que nous avons commise, et il importe aux pouvoirs publics de réparer autant que possible les conséquences de la politique à rebours que nous avons suivie.

Peu importe que la faute pèse ici ou là, que la faute soit simplement gouvernementale ou collective.

Ce qui importe, c'est que la Législature ne tarde pas plus longtemps et qu'elle prenne sans plus temporiser les mesures qui s'imposent à notre plus immédiate attention.

Il est une chose singulière, c'est l'inquiétude apparente du moins, c'est la réticence que manifestent nos honorables amis de la droite, lorsque de ce côté-ci, nous parlons de crédit agricole.

Chaque fois, l'on dirait que les coffres du Trésor sont menacés d'assaut, et l'on voit l'anxiété se peindre sur les figures de nos ministériels vis-à-vis, quand ce n'est pas par une furieuse riposte que l'on répond à nos avancées et à nos réclamations.

Pourtant, à certaines heures, le gouvernement lui-même ne manque pas de faire semblant de penser un peu comme nous.

À Victoriaville, l'honorable premier ministre disait que s'il fallait un crédit provincial, son gouvernement l'accorderait.

C'est évidemment la clause la plus laborieuse, la plus longue du discours du trône qu'il ne s'agit pas pour moi de considérer ici.

Mais je cite ce passage d'un document officiel, pour rappeler à cette Chambre l'indécision du gouvernement relativement à cette question du crédit agricole, et je me demande tout bonnement si l'honorable premier ministre pense encore de la même façon en ce moment-ci.

Si l'honorable premier-ministre et son gouvernement s'exprimaient aujourd'hui de la même façon, je me permettrais de faire remarquer tout d'abord qu'il a raison, quand il dit: que pour vivre et grandir, notre classe agricole a besoin d'un système de crédit large et facile, mais je m'objecterais à ce qu'il dise que la loi fédérale, dans sa conception a été un effort généreux.

Il cite les extraits suivants:

Extrait de *La terre de chez nous*
(Reproduction du *Soleil*)
27 février 1936

"Si l'on ne parvient pas à corriger autrement les défauts du système actuel, imputables à des fonctionnaires plutôt qu'à la loi elle-même, nous demandons instamment aux autorités provinciales de créer un système provincial de prêt agricole, sans quoi, les cultivateurs du Canada français seront bientôt dans une position défavorable pour concourir avec leurs compétiteurs des provinces anglaises. Le ministre de l'Agriculture a le prestige et l'influence nécessaires pour obtenir de la Législature le crédit indispensable à cette mesure remédiate."

Extrait de *La terre de chez nous*
4 mars 1936
(Article de M. Albert Rioux)

"Le prêt agricole canadien, comme il fonctionne présentement, est un attrape-nigaud. L'U.C.C. a fait une enquête pour vérifier le bien fondé des plaintes

entendues de côté et d'autre à ce sujet. Près de 1,000 cultivateurs ont répondu à son questionnaire; de ce nombre, trois seulement ont réussi à contracter un emprunt, et encore à quelles conditions! On invente les prétextes les plus futiles pour refuser de prêter. Par exemple, on a répondu à un cultivateur qu'il avait trop d'enfants; il n'en avait que treize!"

Si la loi fédérale a été un effort généreux dans sa conception, je dois dire que, dans son application, elle n'a été qu'un effort limité et très restreint, injuste même pour la province de Québec, j'opine que si le gouvernement de Québec s'y est promptement associé, sa participation ne se trouvait guère compromettante, puisque Ottawa n'a prêté à Québec qu'un montant total insignifiant, relativement aux besoins; et il est facile de s'en convaincre si l'on songe que Québec n'a touché environ que \$4,000,000.

Et pendant le même temps, Ontario avec son crédit temporaire a prêté à ses administrés environ \$40,000,000.

Et l'on appellerait cela un généreux effort?

Non, ce n'est pas un généreux effort, c'est une espèce de subterfuge et de passe-temps dont s'accommodent le gouvernement central et le gouvernement provincial, pour prêter le moins possible à nos agriculteurs.

On dort sur ses deux oreilles pendant que se prépare l'exode des terriens de Québec. On dirait que la détresse n'est pas encore assez grande pour émouvoir le gouvernement qui nous fait exprimer, par son ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), que le crédit est dangereux, que le crédit fédéral est le meilleur et que nous devrions continuer d'attendre que des améliorations nouvelles soient apportées.

Le gouvernement nous dira, nous pouvons faire davantage et nous paierons l'excédent de 4 % quant aux intérêts et une part de l'amortissement du capital. Cela est vrai et n'est pas vrai. Il est vrai qu'on le promet, mais il n'est pas vrai que les cultivateurs bénéficieront, parce que l'on peut dire que le fédéral ne prête pas.

Si le gouvernement de la province, comme il le laisse entendre, est consentant à payer une large portion des intérêts et même du capital, pourquoi ne s'arrange-t-il pas comme il faudrait pour que son gouvernement soit appelé à remplir cette promesse qui restera stérile comme les précédentes.

Pourquoi, par exemple, ne dit-il pas à une institution de Québec, par une loi à cet effet, procurez-vous des fonds et prêtez, et nous paierons le surplus de 3 % quant aux intérêts.

La Fédération des caisses populaires serait trop heureuse probablement de recevoir semblables offres et, du coup, la Fédération des caisses populaires, encouragée, dans cette province serait à l'ordre du jour, même s'il n'était pas question d'une aussi forte tranche gouvernementale en remboursement du capital prêté. Il serait encore peut-être temps de tenter un effort de ce côté et d'accorder à une institution provinciale tous ces avantages que l'on prétend offrir au gouvernement fédéral.

En tous cas, la loi fédérale est et restera sûrement inadéquate et quasi inopérante dans notre province de Québec, et la motion de l'honorable député de Frontenac ne pouvait être plus opportune quand il s'agit, comme la motion l'explique, d'un crédit agricole d'urgence, c'est-à-dire temporaire.

La classe agricole supplie depuis longtemps le gouvernement à ce sujet. L'Union catholique des cultivateurs a maintes fois répété ses enquêtes, et le gouvernement ne semble pas plus pénétré qu'il était de l'obligation qui lui incombe relativement au crédit agricole.

Mais ce qui est renversant, c'est qu'à peine l'honorable député de Frontenac avait-il fini de proposer son amendement à la motion principale, qu'une opposition d'apparence formidable se dessinait du côté ministériel, comme pour informer, si cela était possible, toutes les déclarations faites antérieurement par le gouvernement et à l'effet que le gouvernement est disposé à faire adopter toute la législation nécessaire pour remédier aux lacunes de la loi fédérale du crédit.

Ils ont dû être énormément surpris à ce moment, ceux qui du côté de la droite pouvaient s'imaginer, peut-être, que la proposition de l'honorable député de Frontenac était en accord avec les besoins et les désirs du peuple de cette province;

Ils ont dû déchanter à l'instant même, au spectacle qui s'est offert à cette Chambre, à cette heure où toutes les bonnes volontés auraient dû se rallier autour d'une proposition si heureuse, tant par la forme que par le fond.

L'honorable député de Frontenac avait tenu à remplir un rôle que lui prescrivait le mandat reçu des électeurs de son comté; il avait fait entendre les raisons qui, d'après lui, militaient en faveur d'un crédit d'urgence; il avait terminé, un discours sincère et une solide argumentation en faveur du projet couché dans l'amendement.

Un moment de silence s'écoula lorsqu'il eut repris son siège.

La droite semblait embarrassée; les galeries étaient anxieuses, et nous de l'opposition interrogeons

l'horizon ministériel, quand tout-à-coup se fit entendre le représentant de Kamouraska.

L'honorable député de Kamouraska s'est levé, flamberge au vent, la crinière en bataille, véhément et tristement sarcastique, il a voulu entreprendre, à cause d'une proposition qui tendait à favoriser les siens, de pulvériser à la fois tous les membres de la gauche de cette Chambre. Tonitruant et gesticulant de façon appropriée au niveau de ses sombres pensées, il a tenté de foudroyer instantanément ces mauvais nationaux que nous sommes, parce que nous commettions l'impertinence de suggérer en cette Chambre une législation remédiatrice tant désirée du peuple.

Se retrouvant lui-même et maniant fidèlement un langage qui lui est particulier, il a porté l'anathème sur nos têtes et il a lancé à travers nos rangs ses foudres de haut voltage qu'il nous réservait apparemment depuis longtemps.

Avec cette puissance de projection à nulle autre pareille en cette Chambre, et que lui vaut sa stature et sa conformation qui n'a rien du "bout d'homme" dont il a parlé avec tant d'élégance, il a su porter contre des gentils hommes, ses collègues en cette Chambre, ses gazes oratoires qui devaient dans son esprit, je suppose, asphyxier sans pitié les vaillants soldats d'un peuple négligé, les membres de l'opposition siégeant à votre gauche, M. l'Orateur.

Mais, M. l'Orateur, l'orage a passé, les éclairs fulgurants de l'exécuteur des hautes œuvres n'ont eu pour effet que de mettre en juste lumière, devant les galeries et la Chambre assemblées, l'oracle improvisé et si justement courroucé.

À la surprise du premier moment succéda l'hilarité que provoque invariablement le discours qui s'échafaude sur le vulgaire emportement et l'esprit du parti rancunier.

Et malgré tout ce déploiement, pour le moins superflu, l'honorable député de Kamouraska n'a su que démontrer simplement que le tonnerre ne tombe pas à chaque fois qu'il tonne, qu'un homme grand peut être en réalité qu'un tout petit nain; que le vitriol ministériel devient par lui de plus en plus inoffensif...

M. l'Orateur, celui qui veut maintenant nous appliquer le bâillon parlementaire, ferait bien de réfléchir mûrement sur l'avertissement qu'il a bien voulu donner et sur le but avoué qu'il poursuit.

Il vaudrait mieux pour tous qu'il mesure plus sagement ses déclarations et ses menaces de bâillon.

Qu'il soit en tous cas convaincu, celui-là, qu'il a encore loin du mot d'ordre qu'il a lancé à l'exécution qu'il suggère, et que nous ne sommes

nullement intimidés par l'ultimatum qu'il avait peut-être mandat de nous jeter à la figure.

Situés, M. l'Orateur, que nous sommes, nous de l'opposition, tout près "Des porteurs de bois et des scieurs d'eau" mentionnés par l'honorable député de Kamouraska, nous continuerons sans faiblesse et sans crainte, de réclamer ce que nous croyons être les droits de nos commettants, les droits des masses laborieuses, des bûcherons et des cultivateurs de notre province.

Plus d'un pénitent, assure-t-on, a trouvé le repentir dans une bonne pensée, à sa dernière heure.

Le gouvernement qui laisse dire à ses partisans qu'aider aux cultivateurs au moyen d'un crédit d'urgence serait les diminuer dans l'estime qui leur est due, ne réalise donc pas que son entêtement peut lui être funeste et l'entraîne graduellement, mais plus vite qu'il ne le pense, vers l'échéance définitive et vers ses fins dernières.

Que pour une fois, le gouvernement fasse donc confiance à la classe agricole; qu'il ne craigne donc pas de perdre ses capitaux avec elle; qu'il prenne donc pour acquis que jamais les cultivateurs n'ont fait perdre, à la province ni au pays, autant d'argent que certaines compagnies industrielles et commerciales ont fait perdre au pays et à la province.

Il cite les extraits suivants:

Extrait du *Hansard*

25 février 1935

(Discours de M. Coote)

"Jusqu'à la déflation actuelle, je ne crois pas qu'il y ait eu d'autres domaines de placement, au Canada, avec meilleur passé, excepté sans doute les obligations du gouvernement, pour ce qui est des pertes subies par les portefeuillistes, que les hypothèques agricoles. Mais depuis cinq ans, nous avons connu des conditions qui, très souvent, ont rendu le remboursement tout à fait impossible. Même aujourd'hui je ne crois pas, que les hypothèques agricoles aient causé autant de troubles que les titres des compagnies. J'ai en main un état portant que les valeurs des compagnies au Canada ont, depuis quatre ans, fait perdre plus de \$500,000,000, soit environ 25 % de tous les emprunts des compagnies au Canada, je crois. J'ai aussi un état des pertes subies sur les obligations municipales, soit plus de \$118,000,000 en 1934, divisées ainsi qu'il suit. (Voir le tableau à la page suivante)

Colombie-Anglaise	\$11,000,000
Alberta.....	427,000
Saskatchewan.....	4,000,000
Manitoba.....	14,000,000
Ontario.....	77,000,000
Québec.....	11,500,000
Maritimes.....	Nil

"Et même s'il y avait un certain risque."

Extrait du *Hansard*
15 février 1935
(Discours de M. Rhodes)

"Bref, il est incontestable que, lorsqu'il s'agit d'un risque de première classe, dans le cours ordinaire des choses, les compagnies de prêt ou les gens qui ont des capitaux à placer consentiraient volontiers à un prêt. Il ne s'ensuit pas nécessairement que le gouvernement doit être appelé à assumer les risques de second et de troisième ordres; je prétends, toutefois, que le gouvernement serait justifiable, en tenant compte de la nécessité, de venir en aide au cultivateur et de le faire rester sur sa ferme, d'assumer des risques plus considérables que ne consentirait à le faire un particulier dont l'unique motif consentirait à placer son argent d'une manière profitable. Je ne sais si j'ai répondu convenablement, ami; sinon, je serai heureux d'essayer de répondre aux questions supplémentaires qu'il désirera peut-être me poser."

Que le gouvernement veuille donc, pendant ces jours qui lui sont encore donnés, réparer un tant soit peu le désastre financier qu'il n'a pas su prévoir ni prévenir.

Qu'il fasse donc, ce gouvernement qui se vante d'avoir placé la province à la tête de la Confédération, qu'il fasse donc, au lieu d'une nouvelle promesse aux agriculteurs, un geste vraiment généreux que la province accueillerait, non pas comme une faveur, mais comme une réparation *ante mortem* qui siérait bien, dans la circonstance au gouvernement déjà anémié que nous avons devant nous, et qui n'attend, évidemment que celui qui le conduira à son dernier repos.

M. Castonguay (Roberval): Permettez-moi de vous soumettre bien humblement mes idées sur le crédit agricole que nous devrions avoir, nous les cultivateurs, les petites industries, les petits commerçants et autres. Il nous faut un prêt qui assure au moins 90 % des cas de ceux qui ont besoin

d'emprunt, en donnant la première hypothèque en faveur du prêteur, les autres privilèges devant être enregistrés ensuite par ordre d'ancienneté.

Ce qui est très important, c'est l'évaluation raisonnée, sensée, de la propriété, dans la province de Québec, car, selon moi, la valeur réelle d'une chose ne doit pas être basée sur le prix qu'on pourrait trouver dans une vente forcée, en temps de crise ou en période normale.

On devrait se baser sur la valeur approximative, en temps normal, d'après ce qu'il en coûterait pour bâtir la même chose en payant des salaires raisonnables.

On sait que l'évaluation municipale est faite, en général, par des hommes dont on n'a pas le droit de mettre l'esprit de justice en doute; or, ils trouvent une valeur trois ou quatre fois supérieure au montant qu'on pourrait emprunter, si toutefois on peut trouver. Comment se fait-il que, si un propriétaire, sous prétexte que sa propriété est surévaluée, ne payait pas le montant total des taxes, nos lois ordonnent d'en faire exécuter la vente? Avec ce système, nous allons vite devenir un peuple de prolétaires, au lieu d'un peuple de propriétaires.

Si la propriété n'a plus de valeur, comment se fait-il que des compagnies d'assurances paient convenablement les pertes pour incendies? C'est donc que la propriété a de la valeur. On a prêté de l'argent à la Banque Canadienne Nationale. Que serait-elle devenue si on lui avait prêté \$2,000,000 de moins qu'elle n'avait besoin?

Je connais un homme qui, pour une hypothèque de \$3,000, a dû abandonner sa terre pour se mettre sous les secours directs. On a dit que le cultivateur dépensait trop et ne savait pas faire de l'argent. Les cultivateurs n'ont pas gaspillé au temps de la prospérité. Mais pourquoi n'ont-ils pas les mêmes avantages qu'ont par exemple les banques? On a vu des banques passer à deux doigts de la faillite; pourquoi donc blâmer les cultivateurs s'ils ont des difficultés financières.

Le gouvernement n'a pas besoin d'avoir peur des cultivateurs. Il reste encore beaucoup de cultivateurs honnêtes qu'il faudrait aider sans tarder. Quand on a voulu aider la Banque Canadienne Nationale, on n'a pas attendu des années, mais on est tout de suite venu à son secours. L'agriculture est la plus féconde des activités humaines. Sinon, qu'il l'aide sans tarder. On aurait dû prêter aux cultivateurs depuis au moins sept ans.

L'agriculture est la seule industrie basique et vitale qu'on ne peut pas changer. Le gouvernement admet-il la banqueroute de notre principale richesse

nationale? Si non, qu'on accorde le prêt agricole provincial, et que l'on procède de suite, car l'heure est grave.

On a commencé par nommer des agronomes. J'en suis, mais je mets le gouvernement en garde contre certains qu'on veut nommer à ce poste, et qui ne sont que de petits politiciers.

Il est une raison particulière pour laquelle le prêt agricole fédéral ne convient pas à notre province. Lorsqu'un cultivateur emprunte de l'argent d'Ottawa, il donne une première hypothèque, qui n'est en réalité qu'une troisième et même une quatrième, car les taxes municipales, scolaires, les répartitions d'église et frais de vente par le shérif et bien d'autres privilèges passent avant.

La culture du sol doit être à la base de la prospérité de notre race. Quand l'agriculture est prospère, il est facile aux autres industries de se maintenir. La nourriture est le plus essentiel de nos besoins. La principale question de l'heure, c'est le retour à la terre, c'est la fidélité au sol pour tous les cultivateurs.

On ne saurait trop répéter que l'agriculture est la première profession au monde. Non seulement elle est à la base de toutes les autres professions et industries, mais le succès de ces dernières ne fait que suivre le sien. Quand l'agriculture est prospère, il est facile aux autres industries de se maintenir, de se développer et grandir. La nourriture est le plus essentiel de nos besoins.

Les conditions ont changé. Autrefois, les cultivateurs se prêtaient entre eux. Pour le règlement de leurs difficultés, intérêts, dettes, etc., ils transigeaient en prenant la charité comme base. Ces traditions ont hélas vécu, mais il est injuste de prétendre, d'un autre côté, qu'il n'y a plus d'honnêtes gens.

Il (M. Castonguay) termine en protestant contre l'affirmation de ceux qui prétendent que, si le cultivateur québécois est un peu dans la gêne, c'est parce qu'il a trop dépensé.

J'ai exprimé les idées des cultivateurs de Roberval, dit-il en terminant.

M. Choquette (Shefford) croit de son devoir de prendre part au débat pour aider ses confrères cultivateurs. Il s'attaque au gouvernement dont c'est la faute si nous n'avons pas de crédit agricole. Si ce n'est pas la faute du gouvernement, que nos cultivateurs manquent de crédit, à qui la faute? L'opposition a toujours eu la même réponse: "Nous n'avons pas d'argent." Il est regrettable d'entendre des députés de la droite dire que les cultivateurs sont

prospères. Il faudrait les obliger à vivre sur une terre. Il devrait bien venir voir cela; près de 40 % des cultivateurs sont dans le besoin.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a dit que le crédit agricole fédéral ne donnait pas satisfaction. C'est son avis. Pourtant, on veut le laisser subsister. Ce n'est pas un prêt de fonctionnaires qu'il nous faut, mais un système qui prête aux cultivateurs.

Il appuie, dit-il, en tous points les remarques du député de Rouville (M. Barré) sur cette question du prêt agricole. Le cultivateur est dans le besoin. Il manque de crédit. Le ministre de l'Agriculture disait que le cultivateur souffrait d'une abondance de crédit. Si pour vivre, il n'avait que sa ferme de Frelighsburg, il s'empresserait pourtant de loger une demande auprès de la Commission du prêt agricole.

Nous voulons un prêt agricole qui aidera le cultivateur et qui ne sera pas un marchandage. Le discours du trône admet que le système actuel ne répond pas aux besoins des cultivateurs, et il importe de trouver un remède efficace qui rencontrera les exigences de la classe agricole. Avec le nouveau système, on va augmenter le nombre des fonctionnaires et c'est tout. Nous ne voulons pas de ce système parce qu'il ne rencontre pas les exigences de cultivateurs.

Les ministériels chantent que l'industrie agricole est fondamentale et qu'ils aiment la classe agricole. Quand on aime quelqu'un, on fait tout ce qui est nécessaire pour l'aider. On dit que l'on veut aider le cultivateur, mais que l'on se hâte. Plusieurs ne sont plus capables de payer les taxes municipales et scolaires: il y a 50 % des cultivateurs du canton de Granby qui ne peuvent pas payer leurs taxes municipales et scolaires. Et le gouvernement prétend que les cultivateurs sont prospères. S'ils ne rencontrent pas ces obligations, c'est qu'ils n'en sont point capables. Si la classe agricole était si prospère, comme le prétendent nos amis de la droite, soyez assurés qu'elle paierait ses taxes. Toutes leurs propriétés n'ont pas été vendues, parce que des parents et des amis leur sont venus en aide. C'est pourquoi nous réclamons le crédit agricole provincial.

Cet après-midi, le député d'Iberville (M. Lamoureux) a approuvé le député de Rouville (M. Barré), mais il a dit se trouver dans l'impossibilité de voter avec nous. Est-ce que l'esprit de parti doit passer avant l'intérêt des différentes classes?

Le gouvernement n'a pas d'argent pour le crédit agricole, mais il en a pour construire des ponts, pour capter les votes des contribuables en dépensant

des milliers de piastres dans les chemins, pour faire sortir en temps d'élections la neige des fossés, pour faire vivre les journaux, pour donner des contrats de voirie sans demander des soumissions, pour acheter des camions, pour faire faire des bouts de chemins qui coûtent excessivement cher, pendant que les cultivateurs ne peuvent trouver de l'ouvrage à la voirie.

On manque de sincérité en prétendant que le cultivateur n'a pas besoin de crédit. Une foule de cultivateurs vont être dépossédés si on ne leur vient pas en aide. Lorsque les députés ministériels disent que le cultivateur n'a pas besoin d'un crédit provincial, ils parlent du bout des lèvres, et leurs affirmations ne concordent pas avec leur opinion intime. Il comprend que les ministériels ont beaucoup à voir pour conserver le pouvoir. Avant longtemps, nous retournerons devant le peuple et nous verrons si le cultivateur approuve cette prétention. Le peuple élira un gouvernement qui saura comprendre ses besoins et lui donner les réformes nécessaires.

(Applaudissements à gauche)

M. Sherman (Compton): Si vous me le permettez, je vais parler en français, la langue de la majorité.

(Applaudissements à gauche)

Il n'est pas en faveur d'un prêt agricole pour acheter des terres. Il approuve les caisses populaires et préconise ce système.

La situation dans laquelle se trouvent nos cultivateurs est déplorable, dit-il. Je trouve triste que des cultivateurs n'aient pas d'argent, au printemps, pour entreprendre leurs semences. Et il cite quelques cas venus à sa connaissance. Le crédit agricole fédéral, dit-il, peut avoir du bon, mais il n'est pas adéquat aux besoins particuliers de la province de Québec.

Le gouvernement, en plus de donner à l'agriculture du Québec le crédit nécessaire, devrait aussi encourager le grand public à utiliser et à consommer les produits de la ferme. Il (M. Sherman) fait allusion à certains cas de fermiers et de colons, particulièrement dans son propre comté, qui ont été honteusement négligés par les libéraux.

M. Larouche (Chicoutimi): Comme représentant d'un comté mi-urbain, mi-rural, je crois qu'il est de mon devoir de me lever en cette Chambre, afin de plaider la cause compromise de notre agriculture.

On a parlé très souvent depuis le début de cette session de crédit agricole; les cultivateurs de ce

côté-ci de la Chambre me paraissent unanimes à réclamer un système de crédit agricole provincial, tandis que nos amis de l'autre côté paraissent s'entendre pour louer les avantages du système présent, qui est du contrôle fédéral, avec l'aide provinciale de 2 %.

Il me semble M. l'Orateur, que les honorables députés de la droite ont pris sur cette question une voie qui n'est pas la bonne et qui probablement ne correspond pas au fond intime de leurs opinions; laissés à eux-mêmes et libres de tout préjugé ou partisanerie politique, il me semble qu'au lieu de lancer, comme quelques-uns l'ont fait, l'injure à l'opposition, ils penseraient et agiraient comme nous, c'est-à-dire dans le meilleur intérêt des cultivateurs de notre province.

Commençons par nous demander si la situation du cultivateur exige un tel remède; examinons ce qui se passe un peu partout dans nos régions d'agriculteurs et voyons si la situation est tellement mauvaise qu'elle exige de nos gouvernants une action prompte qui apportera une solution bienfaisante à ce problème angoissant de l'industrie du sol, base de notre système économique et l'un des facteurs indéniables de notre vie nationale.

Quelle est au juste la situation matérielle de nos agriculteurs? Que se passe-t-il présentement dans ce domaine? Depuis 10 ans, un exode de ruraux vers les villes, une dépréciation de la valeur des produits du sol qui, dans la dégringolade générale, ne trouvent preneur qu'à des prix ridiculement bas; les dernières années ont considérablement déprécié la valeur de nos terres à culture et, pourtant, ce n'est pas le sol qui nourrit les familles de nos campagnes, qui soutient la vie des gens de la ville, n'est-ce pas le sol seul qui peut permettre à un couple de connaître l'indépendance au point de vue économique et national?

Le nombre de nos ruraux a diminué depuis plusieurs années et la proportion des urbains a considérablement augmenté. La crise n'est pas seule responsable de ce désordre, de cette disproportion entre la population de nos villes et de nos campagnes: les années de prospérité de 1920 à 1930 en sont également la cause.

Dans les années de prospérité, on a vanté les avantages de la ville, on a fait miroiter aux yeux de notre jeunesse rurale le bonheur de celui qui vivait près de la grande cheminée qui fume, le bonheur de celui qui, chaque soir, à heure fixe, finit son travail et qui, le dimanche, n'a pas besoin de faire les travaux du ménage. De grands travaux de voirie, en faisant travailler dans nos municipalités rurales, même

éloignées des villes, les fils de cultivateurs, ont donné à ces derniers le goût du luxe et de l'argent, les ont fait délaisser ou négliger la vieille terre qui avait toujours fait vivre la famille depuis des générations, pour venir en ville.

Même le gouvernement, par ses journaux de parti, qui alors étaient les seuls à pénétrer dans nos campagnes, a pris une part active à cet exode et l'a encouragé dans la province et, particulièrement dans ma région, nous avons eu un exemple frappant de ce fait où un gouvernement a été la cause presque immédiate de la situation mauvaise de nos agriculteurs.

Des étrangers sont venus, se sont emparés, à coup de dollars ou d'illégalités protégées par le régime, de nos meilleures terres à culture. Arvida s'est construit sur l'un des meilleurs sols agricoles de la province, la compagnie Duke-Price a noyé illégalement et sans arrangement préalable des milliers d'acres de nos terres arables, propriété de vieux terriens, de défricheurs et de Canadiens français qui croyaient bien, après les sacrifices imposés, pouvoir finir de vivre et mourir sur un sol qui leur appartenait; un grand nombre de ces expropriés sont aujourd'hui dans nos villes sous les secours de l'État, tandis que la plupart des autres, ruinés par leur procès avec la compagnie Duke-Price, attendent que le gouvernement qui a permis ces choses leur aide par un crédit agricole approprié à sauver les restes de leurs biens et permettre à leurs fils de vivre où eux-mêmes ont vécu.

Les autres ont vendu leur terre aux compagnies à un prix trop élevé et qui, pour les quelques milliers de dollars qu'il leur reste à payer, se voient exposés à tout perdre; ou bien, ils ont investi dans les villes leur argent qu'ils ont perdu. Cependant, ces déracinés momentanés ont encore dans les veines leur sang de terriens; la ville ne leur a pas donné ce qu'ils croyaient y trouver et aujourd'hui quantité de terres libres leur sont offertes par les gens de la ville et les compagnies de finance qui en sont devenues les propriétaires. Seulement, faute de quelques cents dollars qui leur manquent, ils restent avec leurs grands garçons, des secourus de nos pouvoirs publics et augmentent le nombre des nécessaires de nos villes.

Un peu partout dans la province, et on ne peut le nier, le nombre de nos agriculteurs a diminué; un fort pourcentage de ceux qui sont encore présentement sur leurs terres, n'en sont plus propriétaires et négligent leur profession ou perdent courage devant les difficultés d'une créance élevée due à quelques prêteurs des villes, eux-mêmes dans le besoin.

Pour ces raisons, un grand nombre quittent leur domaine et auraient pourtant repris courage si le gouvernement, avec les pouvoirs paternels qu'il est en droit de se donner, était venu à leur secours.

La seule paroisse de Chicoutimi, et c'est là l'un des nombreux exemples qui existent, comptait en 1930 200 cultivateurs propriétaires de magnifiques domaines; en 1935, 52 de ces cultivateurs avaient perdu leurs propriétés, soit 25 %. La ville de Jonquière, autrefois prospère, compte au nombre de ses chômeurs quantité d'anciennes familles de cultivateurs, dont plusieurs auraient conservé leurs terres si un crédit agricole provincial ou approprié était venu à leur secours. Dans notre région, cet exode vers les villes ira en s'accroissant, j'en suis certain, si le gouvernement provincial ne prend pas un moyen d'urgence, afin de protéger et d'aider cette classe de nos gens que je considère non seulement comme la plus utile, mais encore comme la plus digne d'intérêt.

On dira peut-être, M. l'Orateur, que la situation mauvaise de nos agriculteurs n'est pas générale. Cependant, si l'on consulte les statistiques fédérales, on trouve qu'en 1931, nos fermes étaient hypothéquées pour une somme de \$96,000,000; on ne peut nier décemment que, depuis ce temps, ce montant ne soit augmenté de plusieurs millions et que le pourcentage de nos fermes exploitées, grevées, qui était, toujours en 1931 de 31 %, ne soit maintenant près de 50 %.

À ces hypothèques, ajoutez les redevances annuelles des taxes municipales et vous arriverez à la situation suivante: le cultivateur de notre province ne peine, depuis quelques années, que pour payer ses taxes et l'intérêt de ses hypothèques. S'il y a chez nous des gens qui pensent que c'est là une situation encourageante pour l'agriculteur, qu'ils se mettent à leur place; qu'ils vendent leurs produits au prix dérisoire accordé; qu'ils élèvent leur famille; qu'ils regardent sur les routes qui leur ont coûté les yeux de la tête les magnifiques automobiles des citadins, ou encore celle de l'ancien ministre de la Colonisation soulever des nuages de poussière et leur enlever la seule chose qu'ils puissent faire librement, respirer un air pur; regardez-les dans leurs champs, de bonne heure le matin et tard le soir; demandez-vous ce que cela leur rapporte et, si après cela, vous trouvez qu'on ne doit pas prendre les moyens à notre disposition pour les aider, j'ose dire que nous ne comprenons pas notre devoir.

On veut améliorer notre agriculture et l'on oublie que l'agriculture, dans notre province, n'est pas une industrie comme dans les provinces de l'Ouest, mais qu'elle est chez nous familiale et que,

par conséquent, il faut la conserver telle. Pour obtenir ce résultat ou plutôt garder la situation acquise, regardons donc ce qui se passe. N'est-ce pas que notre domaine agricole, de plus en plus, se concentre dans les mains des courtiers et des prêteurs des villes? N'est-ce pas que l'homme qui sait n'être jamais capable de payer sa dette se décourage et néglige son domaine?

À quoi auront servi la politique de drainage, que j'approuve, et nos octrois divers à l'agriculture, si l'on perd d'un côté ce que l'on peut momentanément gagner de l'autre? Savez-vous que, présentement, il existe des anomalies curieuses? Savez-vous qu'un colon sérieux, après quelques années de défrichement, lorsqu'il est en mesure de passer de la colonisation à l'agriculture proprement dite, ou si vous le voulez, lorsqu'il cesse d'être colon pour devenir petit cultivateur, est obligé de s'endetter, d'hypothéquer le fruit d'années de travail et de labeur? Nous nous trouvons encore là en face de l'homme forcé d'avoir recours aux courtiers. Où est donc cet homme libre d'autrefois?

Pour ma part, M. l'Orateur, il me semble que notre agriculture s'en va vers la banqueroute et que c'est notre devoir de sauver, si possible, cette industrie nationale qui nous a permis de traverser des siècles de luttes, de conserver le peu d'indépendance économique qui nous reste encore. C'est pratiquement la seule de nos ressources vraiment nationales qui nous appartient; les autres sont dans des mains étrangères.

L'on parle de restauration économique, de reprendre un peu de ce domaine et de ces ressources qui nous échappent, et l'on va laisser mourir peut-être, affaiblir grandement du moins, le seul facteur capable de nous aider dans une restauration sociale qui s'impose et vers une indépendance économique qu'il est bien permis à toute âme bien née d'ambitionner pour ses compatriotes.

L'on ne se cache pas non plus pour dire que le cultivateur n'est pas à la page, et que, s'il ne réussit pas, c'est un peu de sa faute. Je n'admets pas cette théorie; s'il fallait toujours attribuer l'insuccès à l'incompétence ou au manque de travail, nous risquerions fort de nous tromper lorsqu'il s'agit d'agriculture; on ne peut reprocher, dans la majorité des cas, à un cultivateur, son insuccès. Que le régime réfléchisse un peu, qu'il regarde en arrière et il verra que tout n'a pas toujours été pour lui succès. Qu'il se rappelle le 25 novembre dernier et il verra que, dans les circonstances, il avait fortement besoin lui-même d'une assurance contre l'insuccès avant de se payer une pension de vieillesse!

Je sais très bien, M. l'Orateur, que l'on répondra que le crédit agricole fédéral suffit pour corriger ce malaise qui existe dans notre province. Pour ma part, je ne le crois pas. Examinons rapidement ce qu'il offre aux cultivateurs de notre province.

N'oublions pas que l'Ouest ne présente pas les mêmes situations agricoles que celles du Québec, et que le crédit fédéral a été surtout fait pour les provinces de l'Ouest où l'agriculture est industrialisée, et non pour nous de cette province où l'agriculture est familiale.

Ottawa prête sur les revenus nets et ne considère pas assez la valeur morale et les qualités physiques de nos cultivateurs; il ne fait pas de cas du fait que, dans l'Ouest, le cultivateur est nomade, tandis que, chez nous, les nôtres sont sédentaires. L'on exige des nôtres un bilan qui montre un revenu net lorsque les taxes et le coût de la vie de la famille ont été déduits du rendement de la ferme. Si le cultivateur répond: "Mais j'ai justement besoin de quelques cents dollars pour réorganiser ma ferme, faire un peu de drainage, acheter de l'engrais chimique, améliorer mon troupeau", l'inspecteur du crédit agricole fédéral se voit forcé de lui faire cette réponse: "Faites les améliorations et si vos revenus augmentent, nous vous prêterons." Or, comme c'est justement pour faire ces améliorations que le cultivateur désire emprunter, nous tournons dans un cercle vicieux.

D'ailleurs, si le crédit présent était "opératif", verrait-on tant de cultivateurs perdre leurs terres et réclamer un système provincial?

De plus, par le fait que l'on pense améliorer le crédit fédéral, on reconnaît la nécessité et le principe d'un tel système; alors pourquoi pas un crédit à nous, au lieu de payer une partie de l'autre qui s'en va à Ottawa? Serait-ce parce qu'on ne veut pas engager le crédit de la province? Pourtant, M. l'Orateur, on l'a déjà engagé ce crédit et pour des causes moins belles et pour des situations moins urgentes, moins pressantes que celle qui est actuellement en jeu.

Lorsqu'on a prêté \$15,000,000 à une banque en faillite et qu'on a autorisé une hypothèque de plusieurs cents millions sur notre domaine forestier, on ne s'est pas laissé tirer l'oreille. Pour sauver de la banqueroute la classe méritante, on hésiterait à faire ce sacrifice.

L'heure est trop grave pour qu'il nous soit permis de mesquiner. Il se déroule sous nos yeux, dans notre province, une tragédie qu'on refuse de voir ou qu'on ignore.

Pour nous de la province de Québec, le salut de notre agriculture dépasse le plan individuel, il appartient au plan social et national. C'est tout notre agencement économique qui est en jeu et qui menace de s'écrouler, parce que la base n'est plus solide, parce que notre agriculture menace ruine. Pour sauver notre classe paysanne, il faut de l'aide matérielle, il faut le concours du gouvernement. Je ne prétends pas qu'un gouvernement en temps ordinaire doit tout faire et relever tout à coup les octrois; l'éducation par les hommes publics entre en jeu. Mais présentement, dans notre situation agricole, dans l'impasse où elle se trouve, impasse qui n'est pas normale, ce concours est exigé et est nécessaire. Ce n'est pas une charité que le gouvernement ferait aux cultivateurs, ce serait tout simplement leur fournir le moyen de pouvoir continuer leur œuvre.

Ce que l'agriculture nous demande, ce n'est qu'en somme, que nous lui rendions un peu des services qu'elle-même a rendus à notre race. On accuse l'opposition d'être radicale, de demander des mesures que dans le passé seules les révolutions ont pu obtenir; n'empêche que, selon le mot d'André Maurois, la révolution nécessaire à notre époque doit être une révolution toute spirituelle. Commençons à la faire dans l'agriculture, en laissant de côté toutes mesquineries politiques et en ne considérant que la valeur et la portée de la cause en jeu. Et, M. l'Orateur, il ne faudrait pas que chez nous l'on puisse nous appliquer cette avancée de Lucien Romier: "Il y a une industrie qui est toujours sacrifiée, c'est l'agriculture."

C'est pourquoi, M. l'Orateur, je crois qu'il est de mon devoir de voter pour l'amendement du député de Frontenac, amendement appuyé par un autre brave cultivateur, le député de Rouville.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Barré, Beaudry, Bégin, Bélanger, Bertrand, Bourque, Castonguay, Choquette, Cliche, Drouin, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Goudreau, Gouin, Grégoire, Hamel, Labbé, Lafleur, Larivière, Larochelle, Larouche, Laurialt, Leduc, Lesage, Lorrain, Monk, Pouliot, Rochefort, Rousseau, Sauvé, Sherman, Smart, Tardif, Tremblay, Trudel, 39.

Contre: MM. Authier, Bastien, Beaulieu, Bercovitch, Bergeron, Bouchard, Bouthillier, Byrne, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Connors, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Daniel, Dansereau,

David, Delagrave, Dufour, Dumaine, Farand, Francoeur, Gagnon, Gaudet, Gault, Godbout, Lamoureux, Lawn, Mercier fils, Merleau, Messier, Moreault, Perrault, Rajotte, Rochette, Rochon, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Bellechasse) Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, 46.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté⁴.

Et le débat se continue sur la motion principale.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Devoir* du 20 mai 1936, à la page 7, reproduit la déclaration "que M. Cliche avait préparée et qu'il n'a pu lire en Chambre:

"M. l'Orateur,

"Je me lève sur une question de privilège, car je veux répondre aux accusations de l'honorable ministre du Travail, accusations qu'il a faites sur le parquet de la Chambre lorsque j'étais absent et lors d'une assemblée tenue par l'honorable Rochette à Saint-Sauveur la semaine dernière.

"Je dirai d'abord qu'il est absolument faux qu'une grève des ouvrières en chaussures à Vallée-Jonction ait eu lieu.

"Jamais il n'y a eu de grève à Vallée-Jonction sur une question de salaire.

"En novembre dernier, deux jours après que j'aie été choisi comme candidat libéral national dans la Beauce, une quinzaine d'ouvriers ont laissé l'ouvrage et se sont joints à une quinzaine d'autres qui ne travaillaient pas, pour protester contre le renvoi d'un ouvrier de Québec pour être remplacé par un ouvrier de Vallée-Jonction.

"Reconnaissance des syndicats catholiques

"J'ai accepté immédiatement l'arbitrage de M. le curé, de M. l'abbé Champagna, aumônier des

unions catholiques. J'ai aussi rencontré M. Charpentier à Montréal, président des Travailleurs catholiques du Canada, avec qui je me suis entendu comme suit: la compagnie devait reprendre au fur et à mesure du besoin la main-d'œuvre locale et reconnaître les syndicats catholiques.

"J'ai trouvé que les représentations de M. le curé, de l'abbé Champagna et de M. Charpentier étaient raisonnables, et, comme preuve de ma sincérité, voici la résolution que j'ai proposée à une séance du bureau de direction de la Cie de chaussures de Vallée-Jonction, le 6 décembre 1935, à laquelle séance était présent M. l'abbé Champagna, aumônier des Syndicats catholiques de la Beauce.

"Une résolution

"Ma résolution se lit comme suit:

"Proposé par M. Vital Cliche, secondé par ... que la Cie reprenne la main-d'œuvre locale au fur et à mesure du besoin et laisse les ouvriers libres d'appartenir aux Syndicats catholiques dans un but de collaboration mutuelle.

"M. V. Cliche dépose les principaux points de la constitution des Syndicats de la Beauce, lesquels sont signés par le révérend Joseph Campagna, aumônier régional.

"Beauce, daté du 21 novembre 1935.

"Syndicats autonomes

"Les principaux points de la Constitution sont les suivants, datés du 12 novembre 1935:

"Les Syndicats de la Beauce seront indépendants, autonomes, c'est-à-dire que les Syndicats de la Beauce régleront ici, dans la Beauce, les questions locales particulières à la Beauce; par exemple, les conditions de travail, l'échelle de salaire, seront discutées au syndicat local, indépendamment de quiconque.

"Les syndicats de la Beauce n'auront pas le droit d'aller se mêler aux difficultés des syndicats des autres centres, pas plus que ceux-ci n'auront le droit de venir se mêler aux difficultés qui peuvent surgir dans la Beauce.

"Par exemple, les Syndicats de la Beauce n'auront pas d'affaire à se mêler des difficultés des ouvriers de Thetford Mines et de Québec. De même, ceux de Québec et de Thetford n'auront rien à voir dans la Beauce.

"Les Syndicats de la Beauce ne seront pas affiliés au Conseil général des syndicats du Québec. Au contraire, le Conseil général des Syndicats de la

Beauce sera formé en conseil où seront discutés les intérêts généraux des ouvriers de la région.

"Par conséquent, les ouvriers des Syndicats de la Beauce ne seront pas plus assujettis aux Syndicats de Québec que ceux de Québec le sont à ceux de Montréal ou de Sherbrooke.

"Les syndicats de la Beauce ne seront affiliés qu'à la Fédération provinciale, chacun dans sa catégorie, Fédération de la chaussure ou Fédération du bâtiment. Mais cette affiliation ne concerne que les questions provinciales, par exemple, quand il s'agit d'obtenir des amendements aux lois ouvrières. Même explication pour l'affiliation de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada.

"Les constitutions et règlements des Syndicats de Beauce seront rédigés et étudiés par un comité composé d'ouvriers de la Beauce seulement, afin que ces constitutions et règlements répondent aux besoins et s'adaptent aux circonstances de la région.

"Signé: Abbé Campagna.

"Ceux qui ont empêché le règlement des difficultés

"Après avoir discuté de 8 h 30 à 12 h 30, je n'ai pu gagner mon point. J'ai appelé au témoignage de M. l'abbé Campagna, qui a toujours été témoin pendant la discussion.

"Celui qui s'est opposé le premier à ce que ma proposition soit acceptée est le chef taschereautiste de ma paroisse. Il a en plus dit publiquement qu'il ne fallait pas que ce soit Vital Cliche qui règle cette grève.

"La population de ma paroisse sait parfaitement comment a été montée cette grève, et la preuve, c'est que mon adversaire n'a reçu que 62 votes, tandis que j'ai reçu 266 votes.

"Témoignage

"Une autre preuve. Voici une lettre que j'ai reçue de M. l'abbé Georges Côté en date du 18 novembre 1935. Elle se lit comme suit: M. Vital Cliche, je vous remercie, à titre d'aumônier des Syndicats catholiques, des efforts que vous avez faits pour concilier la difficulté de Vallée.

Signé: l'Abbé Côté.

"Il est absolument faux que j'aie assisté à une assemblée du bureau de direction pendant ma campagne électorale. Il fallait battre le régime d'abord.

"Il est absolument faux que je sois intervenu auprès de M. Tremblay, sous-ministre, pour lui demander de ne pas intervenir. Au contraire, je lui ai demandé de faire payer les ouvriers ou ouvrières au lieu de payer des frais d'avocats. Sur cela, il m'a répondu qu'il n'avait pas le droit. Je lui ai dit de faire amender la loi de manière à ce que les ouvriers ou ouvrières aient leur dû, au lieu de payer des frais d'avocats.

"Quant à la grève, il m'a dit: "Je sais, M. Cliche, que vous avez fait tout ce qu'il était possible de faire pour régler cette grève."

"Je suis directeur sans salaire

"Nous avons toujours travaillé de manière à employer le plus de main-d'œuvre locale possible, car il ne faut pas oublier que le capital de la compagnie est souscrit par 79 actionnaires de la paroisse.

"Que le ministre du Travail vienne dire dans la Beauce ce qu'il a dit à Saint-Sauveur, et vous allez voir qu'il va avoir une belle réception des ouvriers et des ouvrières.

"Je suis directeur sans salaire pour payer et endosser à la banque. (La Banque Canadienne Nationale en sait quelque chose).

"Je ne reçois aucun dividende.

"Les difficultés de la petite industrie

"Nous avons fondé cette petite industrie pour donner de l'ouvrage à nos chômeurs et nous employons 125 personnes.

"Depuis que cette manufacture est en marche nous n'avons reçu aucun argent du chômage; nous avons réglé nos propres difficultés. Depuis trois ans nous avons payé \$146,983.59 de salaires, et je demande au ministre du Travail d'en faire autant dans son comté.

"Le ministre du Travail n'a pas encore répondu à la question que je lui posais l'autre jour dans cette Chambre, lorsque je lui demandais quelle est la petite industrie qui peut partir sans violer les lois.

"L'industrie beauceronne

"Personne n'a répondu du côté de la droite. Nous comprenons, nous de la Beauce, qu'il y a plusieurs personnes intéressées à faire disparaître les industries que les Beaucerons ont mises en marche

dans mon comté, pour donner de l'ouvrage à la population.

"Je prie le ministre du Travail de bien croire que nous allons continuer à manufacturer des marchandises supérieures, avec une main-d'œuvre locale et que nous continuerons à aider notre population.

"Je crois, M. l'Orateur, que le ministre du Travail devrait plutôt s'appliquer à rendre les lois plus pratiques pour une petite industrie qui commence, plutôt que d'essayer de détruire une industrie de la Beauce.

"Quant aux salaires, M. l'Orateur, le ministre du Travail et le ministre de la Voirie devraient au moins dans leur département payer des salaires égaux à ceux payés par les industries beauceronnes.

"Je suis en faveur des ouvriers et des ouvrières de mon comté et de ma province, et je ne tolérerai pas que le ministre du Travail ou d'autres essayent de discréditer les petites industries beauceronnes.

"Je remercie le ministre du Travail et M. Parizeau de m'avoir donné l'occasion de faire cette mise au point."

(signé) Vital Cliche, M. A. L.

2. *Traduction*: "La deuxième lecture, dit May, est l'étape la plus importante par laquelle le bill doit passer, car c'est là qu'on en discute du principe... bien qu'il ne soit pas dans les règles, à ce moment, de discuter de ses nombreuses dispositions"... "La discussion devrait se limiter aux questions de principe." "Pour ce qui est des principes généraux, seuls les députés devraient discuter des bills publics, et ils devraient s'en tenir à des considérations d'intérêt public." (Redlich, vol. III, p. 88)

3. 81, selon *Le Soleil* du 20 mai 1936, à la page 9.

4. *L'Événement* du 20 mai 1936, à la page 4, note que: "Du côté de la gauche, deux députés sont absents pour cause de maladie: M. C.-R. Ducharme et M. le Dr Paquette; M. C.-E. Gault vote avec le gouvernement." Relativement à M. Gault, le *Quebec Chronicle* du 20 mai 1936, à la page 3, écrit: "M. C. E. Gault (Montréal-Saint-Georges) a reçu une grande ovation de la droite lorsqu'il a voté avec le gouvernement pour la deuxième fois en cette séance."

Séance du mercredi 20 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bergeron (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 16 juin inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 23 juin prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 16 juin inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 23 juin prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

M. Barré (Rouville): Je ne sais pas si je suis dans l'ordre, mais je me conformerai à la décision du président. M. l'Orateur, cet avant-midi, le comité des bills privés a étudié divers projets de modifications au système d'administration de Montréal, et on avait décidé de former un sous-comité. Je crois que pour avoir un meilleur fonctionnement, il faudrait que certaines personnes, en plus des députés, soient membres de ce sous-comité; le sous-comité devrait s'adjoindre des

représentants de la cité de Montréal et des corps publics. Le Parlement, il est vrai, ne peut déléguer ses pouvoirs, mais il est souverain et peut s'adjoindre, sûrement, quelques membres. C'est peut-être une innovation, mais ce serait consacrer en quelque sorte le principe que le Parlement est souverain. En conséquence, je propose que MM. Guillaume St-Pierre, avocat en chef de la ville de Montréal; Honoré Parent, directeur des services publics; Adhémar Raynault, conseiller municipal; W. H. Biggar, conseiller municipal et président de la Commission métropolitaine; et J.-M. Savignac, président du comité exécutif, fassent partie du sous-comité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Pendant les deux dernières séances du comité, nous avons entendu plusieurs suggestions, différents projets; des citoyens de Montréal nous ont soumis des projets pour amender la constitution municipale de Montréal. Le comité a décidé de nommer un sous-comité pour étudier ces différents projets, et cela, à l'unanimité sur la proposition du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Bouchard). La proposition du député de Rouville n'a pas été accueillie au comité. Je ne vois pas comment le sous-comité pourrait ainsi s'adjoindre des gens qui formeraient peut-être la majorité. Les noms suggérés sont ceux de personnes qui nous seront certainement utiles, mais nous ne pouvons leur laisser la décision. C'est à nous à prendre nos responsabilités. La Chambre sera appelée à régler la question en définitive et elle ne peut déléguer ses pouvoirs à des citoyens qui ne sont pas membres de la Législature. Ils pourront venir devant le sous-comité et nous dire ce qu'ils pensent, mais on ne peut les adjoindre à un corps délibérant de la Chambre. Ils ne peuvent en faire partie officiellement.

M. Barré (Rouville): Il n'y a pas eu de vote, mais seulement une acceptation motivée par une impossibilité légale de faire autrement. Ce que le comité des bills privés ne peut faire, la Chambre peut le faire. Sur des questions techniques, on devrait demander l'avis des spécialistes.

M. l'Orateur: L'honorable député de Rouville a le droit de proposer un amendement au rapport du comité des bills privés qui est actuellement devant la Chambre.

M. Barré (Rouville): (Après avoir consulté le rapport) Le rapport ne parle pas de la nomination du sous-comité. Il est donc incomplet et je ne proposerai pas d'amendement.

M. l'Orateur: Le rapport est adopté.

M. Barré (Rouville): Dissident.

Le rapport est adopté sur division.

Explications sur des faits publiés:

Article de *L'Événement*

M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, je veux relever une inexactitude qui a paru dans un journal du matin. *L'Événement* a dit dans un sous-titre qu'hier soir, lorsque le vote a été pris, il y avait deux députés de la droite qui étaient absents et un de la gauche. C'est le contraire qui est vrai. Je proteste contre ce sous-titre insidieux qui me rappelle les nouvelles tendancieuses publiées par ce journal¹.

Déclaration de M. Pierre Gagnon député de Kamouraska

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Je veux tirer une situation au clair. D'après les journaux, le gouvernement a pris des mesures pour empêcher les députés d'exprimer librement leur opinion. Le premier ministre, je crois, va me comprendre. Ce n'est pas lui-même qui a parlé de cela, il l'a fait faire par un autre, par le député de Kamouraska.

M. l'Orateur: Le député de Maisonneuve peut poser une question, mais sans faire de discours.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je ne pose pas de question, je me suis levé sur une question de privilège.

M. l'Orateur: Alors je voudrais bien savoir quel est le privilège qui a été violé. Ce n'est pas une question de privilège et le député n'a pas le droit d'en poser une à ce moment-ci.

M. Tremblay (Maisonneuve): Comment, M. l'Orateur, vous affirmez que, moi, je n'ai aucun privilège en cette Chambre? Je n'ai pas le privilège de me lever ici?

(Rires)

Si vous dites que nous n'avons pas le privilège de parler en cette Chambre, si je ne puis me lever ici, je vous préviens, M. l'Orateur, vous allez avoir à assister à des scènes.

M. l'Orateur: Nous n'avons pas l'intention de molester le député. Je n'ai pas besoin de rappeler à l'honorable député que les menaces sont hors d'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ai-je le droit de parler en cette Chambre, M. l'Orateur?

M. l'Orateur: Oui, mais pas de la façon dont vous parlez, et mon devoir est de maintenir l'ordre. Vous pourrez peut-être parler comme vous l'entendez à un autre stage.

M. Tremblay (Maisonneuve): Citez-moi un article, une parole qui soit hors d'ordre. Si vous voulez m'empêcher de parler, M. l'Orateur, je vais vous écouter et je vais m'asseoir.

M. l'Orateur: Je ne veux pas vous empêcher de parler, mais si vous dites qu'un privilège d'un député a été violé, le député doit me dire quel privilège, quel règlement a été violé.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'ai le droit de débattre ici n'importe quelle situation. Je crois que si l'Orateur veut référer aux décisions rendues à Ottawa et à Londres, sur lesquelles nos règlements sont basés, il sera de mon avis.

(Rires à droite)

M. l'Orateur: Si le député veut parler d'une question de privilège, je l'écouterai.

M. Tremblay (Maisonneuve): Très bien, M. l'Orateur. Soyez persuadé que je ne veux pas sortir des règlements de la Chambre. J'ai dit qu'une déclaration a été faite en cette Chambre dont l'honorable premier ministre est responsable.

Une voix: À l'ordre.

M. l'Orateur: Le député est hors d'ordre en référant à un débat antérieur. Encore une fois, si le député veut poser une question, qu'il la pose, mais il n'a pas le droit de faire un discours.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'y viens, à l'ordre! continue M. Tremblay. Il s'est prononcé ici, M. l'Orateur, des paroles que vous avez permises.

M. l'Orateur: Le député est hors d'ordre. S'il veut poser une question, qu'il la pose.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur...

Des voix à droite: À l'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve): Eh ben! Les jeunes.
(Rires de toute la Chambre)

M. l'Orateur rappelle au député qu'il est hors d'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous m'appelez hors d'ordre!

Je vais essayer d'améliorer mon langage. Est-ce que le gouvernement endosse les paroles du député de Kamouraska qui veut nous imposer le bâillon? Allez-y. Je veux savoir ce que cela veut dire.
(Protestations à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y a pas lieu de faire un débat à ce sujet. J'aurai l'occasion de répondre à cela. L'Orateur a décidé que cette question est hors d'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous reniez vos gens!

Anniversaire de M. Paul Gouin

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, comme la Chambre le constate, il y a sur le pupitre de mon voisin distingué un fer de fleurs. C'est le symbole de la chance. Ce fer avec ses roses rappelle que la vie passe vite. Mais si la vie passe vite, il y a des choses qui survivent. Ces choses-là sont à base de sentiments et de traditions. L'honorable député de L'Assomption (M. Gouin) célèbre aujourd'hui le 38^e anniversaire de sa naissance.

(Applaudissements de la Chambre)

On a dit que vieillir est le meilleur moyen de vivre longtemps. Je trouve que la formule n'est pas exacte ici. Le meilleur moyen de vivre longtemps est d'accumuler les années, sans vieillir. Le député de L'Assomption est le symbole de la jeunesse et de la vitalité. L'avenir, à cause de ses talents et de ses connaissances, lui réserve des choses merveilleuses, dans l'intérêt de la province et de son comté. Je crois me faire l'interprète non seulement de l'opposition mais de tous les membres de la Chambre en

formulant, avec nos meilleurs vœux de santé, de bonheur et de prospérité, le désir sincère que les succès qui ont couronné jusqu'ici ses efforts s'accroissent pour le bien de la province.

(Longs applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, l'opposition s'est toujours montrée si aimable pour moi, le jour de mon anniversaire, que je ne puis laisser passer cette occasion et que je m'empresse de me joindre à mon honorable ami de Trois-Rivières pour offrir des félicitations à l'honorable député de L'Assomption.

(Applaudissements prolongés)

Les années se sont accumulées sur ma tête, plus nombreuses et plus lourdes que sur celle de notre estimé collègue de L'Assomption. Je suis heureux de lui souhaiter moi-même tout ce que l'honorable chef de l'opposition lui a souhaité. Mon honorable ami (M. Duplessis) a dit qu'il y avait des choses qui ne s'oubliaient pas, qu'il est des choses qui survivent. Oui, M. l'Orateur. Une chose qui survit ici, c'est le souvenir du père du député de L'Assomption.

(Applaudissements prolongés)

Quand même il n'aurait que ce titre à notre amitié que le nom qu'il porte, ce serait suffisant pour qu'il ait de nous le respect et l'amitié que ce nom mérite, car son père a rendu des services inestimables à sa province, et son souvenir nous sera toujours cher. Je souhaite à l'honorable député de L'Assomption une belle carrière. Je suis certain que mes souhaits se réaliseront. Il a du talent, de l'esprit public et je sais qu'il aime sa province comme nous l'aimons. Nous l'avons entendu en cette Chambre et je n'ai aucune hésitation à dire que nous avons admiré sa manière de faire les choses.

(Applaudissements)

Il est vrai que nous ne comprenons pas toujours de la même façon certaines questions politiques et que nous n'avons pas toujours les mêmes opinions sur la manière de servir la province, mais cela ne m'empêche pas de reconnaître son talent. Il est souvent question du retour à la terre. Il y a d'autres retours que l'on peut espérer.

(Rires et applaudissements)

M. Gouin (L'Assomption) sourit.
(Applaudissements de la droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je souhaite à l'honorable député de L'Assomption une bonne santé, un foyer heureux - je sais qu'il l'a - et que ses efforts contribuent à donner à sa province

la place qui lui revient. Je serai toujours heureux de collaborer avec le député de L'Assomption pour réaliser le rêve que nous partageons de donner à la province tout le bonheur que nous lui voulons.

(Applaudissements prolongés)

M. Gouin (L'Assomption): (Longs applaudissements) M. l'Orateur, je remercie vivement l'honorable premier ministre et le chef de l'opposition de leurs bonnes paroles. J'ai souvent parlé des grandeurs et des misères de la vie publique. Le geste que l'on a bien voulu faire aujourd'hui est certainement un des plus agréables de la vie publique et me touche profondément.

Il efface un peu ce que la politique a parfois d'amer et d'acérbe. Évidemment, il est certaines choses dans le discours du premier ministre que je pourrais relever.

Mais je me sens bon garçon, aujourd'hui, et je les passerai sous silence. Je ne voudrais pas mêler trop d'épines à mes roses. Je remercie aussi ceux qui m'ont offert ce beau bouquet. Comme il ne vient pas de la fille d'un chef libéral de mon comté (dit en souriant M. Gouin, faisant allusion à la contestation de son élection), je l'accepte avec plaisir.

(Rires)

Je regrette aujourd'hui de n'avoir que 38 ans. C'est un vœu - n'en déplaise à l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Monk) - que ne pourrait faire une femme-députée. Si j'avais 42 ans, je pourrais fleurir la boutonnière de tous les députés de l'opposition et, si j'en avais 89, à chaque député de cette Chambre.

(Applaudissements prolongés)

Ne le pouvant, la Chambre trouvera sûrement convenable que j'envoie ce bouquet à l'honorable député de Laviolette (M. Ducharme) avec tous nos vœux de rétablissement. Mon honorable ami de Laviolette n'aura sans doute pas d'objection si j'enlève quelques fleurs de ce bouquet pour en offrir une d'abord à mon voisin, l'honorable chef de l'opposition, une pour le député de Maisonneuve à qui je l'ai promise, et je tiens toujours mes promesses, et une pour ma femme, une autre pour mon fils. J'en garderai une autre pour moi-même en souvenir de cette charmante manifestation.

(Longs applaudissements)

(Aussitôt ce discours prononcé, M. Gouin fait choisir une rose à M. Duplessis, et M. W. Tremblay accourt choisir la sienne)

Une voix: C'est son privilège.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire des dépenses, 1935-1936

L'honorable M. Stockwell (Brome) transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1936, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 2)

Hôtel du gouvernement

Québec, le 20 mai 1936

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Adopté.

Dépôt de documents:

Ordres en conseil, 1^{er} mars 1935 au 1^{er} septembre 1935

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 avril 1936, pour la production de copie authentique de tous les ordres en conseil depuis le 1^{er} mars 1935, inclusivement, jusqu'au 1^{er} septembre 1935. (Document de la session no 52)

Ordres en conseil, 1^{er} décembre 1935 au 12 avril 1936

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 avril 1936, pour la production de copie authentique de tous les ordres en conseil depuis le 1^{er} septembre 1935, inclusivement, jusqu'au 12 avril 1936. (Document de la session no 53)

**Ordres en conseil,
1^{er} septembre 1935 au 1^{er} décembre 1935**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 avril 1936, pour la production de copie authentique de tous les ordres en conseil depuis le 1^{er} septembre 1935, inclusivement, jusqu'au 1^{er} décembre de la même année. (Document de la session no 54)

Questions et réponses:

**Dépôt de la province
à la Banque Royale du Canada**

M. Smart (Westmount): Relativement à l'item de \$32,000.00 qui apparaît aux *Comptes publics* de 1935 comme dépôt au crédit de la province, à la Banque Royale du Canada, sur lequel l'auditeur général de la province de Québec a attiré l'attention du trésorier provincial, démontrant qu'alors que le bilan du gouvernement établissait le montant en question comme un actif de la province, la Banque Royale du Canada, succursale de Québec, soutient qu'elle a une réclamation contre le gouvernement pour ce montant. Ce montant est en suspens depuis 1890, d'après une réponse donnée par le trésorier de la province, telle qu'enregistrée dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, en date du 21 mars, 1935.

Quelle action, s'il y en a eu, a été prise par le trésorier de la province, depuis la session de 1935, pour régler ce cas et corriger les *Comptes publics* en conséquence?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Les officiers en loi du département sont à faire l'étude de la question.

**Directorats
de compagnies**

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 relatif aux directorats des compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Je félicite, dit-il, l'Orateur de la Chambre de sa décision, qui me permet de nommer les compagnies dont des ministres peuvent être directeurs.

M. l'Orateur fait signe au député de Québec-Est qu'il ne doit pas le féliciter.

M. Drouin (Québec-Est): Je désire déclarer d'abord que le présent débat est considéré, de ce côté-ci de la Chambre, comme très important. Je souhaite que l'on ne s'objecte pas à ce que j'ai à dire, car si on invoque les règlements de la Chambre pour m'empêcher de parler, je dirai ce que j'ai à dire ailleurs, mais pas loin du parlement.

(Applaudissements à gauche, sourires à droite)

Faisant un bref retour sur ce que j'ai dit l'autre jour, je déclare que de tous côtés me viennent des témoignages que mon bill arrive à son heure. C'est un moyen de mettre fin à la dictature des compagnies. J'ai établi qu'au point de vue moral, social, économique et politique, aucun ministre n'a le droit d'être directeur de compagnie. J'en étais rendu à dire quels sont les ministres actuels qui détiennent des directorats.

En nommant des compagnies dont des ministres sont directeurs, il n'est pas question d'accusations pour le moment. Il s'agit de constater des faits. Tout le monde a droit d'être directeur de compagnie sans que l'on critique. Il n'est pas défendu d'être directeur de compagnie, mais je pose le principe que tout citoyen, du moment qu'il prend place au Conseil des ministres, doit abandonner ces directorats.

M. L.-A. Taschereau² est directeur de la North American Life, de la Sun Life Assurance, de la Barclay's Bank, de la Caisse d'économie, de la London & Liverpool & Globe Insurance, du Seignior Club, du Royal Trust, de la Liverpool-Manitoba Assurance, du Crédit Foncier Franco-Canadien, de la Globe Indemnity, de la Metropolitan Investment Fund et de la Canadian Investment Fund.

M. Hector Authier, ministre de la Colonisation, est président de la compagnie Reid-Authier, et directeur de la Tiblement Island Mining, Malartic Mining, de la Canadian-Malartic Gold Mines, de la Beaufort Gold Mines, de la Lamarque Gold Mines et du Nu-Sigma Gold Mines. L'honorable ministre de la Colonisation, qui n'est pas en Chambre en ce moment, a fait une déclaration il y a quelques semaines; il pourra rectifier ce que je dis présentement.

M. Jacob Nicol, président du Conseil législatif, est président de la Missisquoi & Rouville Fire Insurance, de *La Tribune*, de la Stanstead and Sherbrooke Fire Insurance, du *Soleil*, directeur du Sherbrooke Trust et du Trust général du Canada, et de la Banque Canadienne Nationale.

M. Athanase David, secrétaire provincial, est directeur de la Trans-Canada Insurance et de l'Administration and Trust Company.

M. J.-E. Perrault, procureur général, est directeur du Trust général du Canada, de la Mutual Life Assurance et de Fashion-Craft.

Ce sont là les directorats mentionnés dans l'ouvrage que je viens de citer. Y en a-t-il d'autres? Je l'ignore, mais pour les besoins de ma thèse que je défends, je m'en tiens à ceux-ci. À l'heure actuelle dans la province de Québec, la position de directeur de compagnies n'est pas compatible avec le poste de ministre dans le cabinet provincial.

(Applaudissements à gauche)

Les problèmes qui nous confrontent exigent manifestement cette incompatibilité. Je ne tiens pas à porter des accusations contre qui que ce soit; je ne tiens pas à dire ou affirmer que dans tel ou tel cas, tel ministre de la couronne aurait pu être influencé dans ses décisions dans telle ou telle circonstance, parce qu'il était directeur d'une compagnie, mais je prétends qu'en cette province, avec notre système économique, il est dangereux qu'un ministre, directeur de compagnies, puisse être influencé dans les décisions qu'il a à prendre chaque jour. Les ministres ont souvent à décider entre des intérêts contradictoires: ceux des compagnies auxquelles ils appartiennent, et ceux du public. Je dis qu'il est impossible pour un ministre qui est directeur de compagnies de ne pas être influencé dans ses décisions.

À l'heure actuelle, qu'on le veuille ou non, tout ce qui constitue une dictature économique chez nous cherche à exercer, et exerce en fait une emprise extraordinaire sur le gouvernement, et le moyen dont les trusts se servent pour augmenter cette emprise c'est de confier des directorats de compagnies à des ministres. Pour bien saisir toute la vérité de cette thèse, il faut tout d'abord considérer les principaux problèmes que nous avons à résoudre.

Tout d'abord, il y a le trust de l'électricité. Depuis quelques années, à toutes les sessions, soit au point de vue législation ou administration, les ministres ont été appelés à décider de questions qui intéressaient le bien-être de la population. Nous avons été ainsi appelés à considérer des demandes de municipalisation, d'exemptions ou commutations de taxes, et ces demandes venaient de compagnies qui exploitaient nos ressources naturelles. Il y a eu des débats retentissants. Regardons ce qui s'est passé ailleurs. Prenons la question des contrats de l'électricité avec l'Ontario, que le gouvernement Hepburn a annulés. On a demandé à la province de

Québec d'intervenir. Je ne veux pas me prononcer sur le mérite de la question, mais je dis que c'est un autre problème sur lequel la Législature peut être appelée à légiférer. Voici un des cas où les ministres sont appelés à prendre des décisions, à légiférer. Nous nous sommes battus pour la réduction des taux d'électricité, le droit à la municipalisation, l'installation d'une centrale électrique à Beauharnois. Qu'on me permette ici de rendre hommage à un citoyen éclairé, au véritable champion des droits populaires sur la question de l'électricité, le député de Québec-Centre (M. Hamel).

(Longs applaudissements de la gauche)

Nous, qui nous sommes battus sur cette question et qui avons demandé maintes réformes, comment pouvons-nous avoir confiance que le gouvernement va nous accorder les réformes demandées, quand il y a des ministres dans le gouvernement actuel qui sont directeurs de compagnies, et qui détiennent des "stocks" fabuleux de débentures émises par ces mêmes compagnies? Si vous référez au rapport d'Ottawa sur les compagnies d'assurances, vous constaterez que la Sun Life of Canada, dont le premier ministre est directeur, a un actif considérable en fait de débentures de compagnies d'électricité. Elle possède \$75,000 de débentures de la Quebec Power, \$35,000 de la Shawinigan Power, ainsi que des tranches de \$50,000, \$570,000 et \$200,000 dans la même compagnie.

La Sun Life a pour \$10,190,545 de débentures de la Montreal Light, Heat & Power. À New York, avec la City Bank Farmers Trust Co., elle détient \$43,000 d'obligations de la Shawinigan; avec le Old Colony Trust Co., de Boston, elle détient \$67,000, de Quebec Power et des tranches, de \$35,000 - \$50,000 - \$71,000, de la Shawinigan. Avec le Montreal Trust, elle détient des obligations pour \$757,000, valeur au livre, de la Shawinigan, plus une autre tranche de \$455,000 de la même compagnie.

Avec le Montreal Trust, elle a des actions de la Montreal Light, Heat & Power pour \$445,000. Avec la Bank of Scotland, elle a des actions de la Montreal Light, Heat & Power pour \$3,256,561 et \$164,512. Elle a aussi pour \$227,000 de la Shawinigan.

Passons maintenant à la Metropolitan Life dont le premier ministre est directeur. Nous trouvons dans son actif pour \$4,800,000 d'obligations de la Gatineau Power; \$975,000. de la Montreal Light, Heat & Power; \$500,000. de Quebec Power; des tranches de la Shawinigan Water & Power pour \$600,000 - \$460,000 - \$500,000 - \$240,000.

M. Tremblay (Maisonnette): Ils sont bien riches ces gens-là!

M. Drouin (Québec-Est): Examinons maintenant l'actif de la North American Life dont le premier ministre est directeur. Elle détient dans son actif pour \$100,000 d'obligations de la Beauharnois; pour \$100,000 de la Duke-Price; \$250,000 de McLaren Quebec Power; \$150,000 de l'Ottawa Valley Power; \$100,000 de la Shawinigan; \$50,000 de la Southern Canada; \$300,000 de l'Abitibi Power and Paper.

Voyons à présent la Mutual Life of Canada, dont le procureur général est directeur. Nous trouvons dans son actif, \$350,000 de la Beauharnois; \$486,000 de la Duke-Price; \$500,000 de la Gatineau Power; \$500,000 de McLaren Quebec Power; \$13,800 de la Montreal Light, Heat & Power; \$500,000 de l'Ottawa Valley Power; \$300,000 de l'Ottawa Light, Heat & Power, \$50,000 de la Quebec Power; des tranches de la Shawinigan, de \$100,000 - \$65,000 - \$60,000 - \$225,000 - \$95,000 - \$250,000; une tranche de \$96,000 de la Duke-Price; \$650,000 de l'Abitibi Power; \$125,000 de l'International Power and Paper.

Encore une autre compagnie dont le premier ministre est directeur: la Liverpool-Manitoba. Elle a dans son actif, des obligations de la Montreal Light, Heat & Power pour \$25,000; elle en a pour \$10,000 de la Winnipeg Electric.

Enfin, la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie a dans son actif pour \$18,000 d'obligations de la Beauharnois Power; elle détient aussi 83 parts de la Beauharnois, 330 parts de la Montreal Light, Heat & Power, soit pour \$10,560 et pour \$30,580 de la Shawinigan Water and Power.

M. l'Orateur, je crois avoir démontré que des ministres sont directeurs de compagnie, et que ces compagnies détiennent parmi leur actif les montants fabuleux que je viens de citer d'obligations de compagnies d'électricité. C'est une véritable emprise économique que les compagnies peuvent exercer sur le gouvernement.

Je prends ces renseignements dans le rapport fédéral du surintendant des Assurances. Je pose la question - je n'irai pas plus loin qu'il faut - je pose la question à la Chambre: N'est-il pas vrai que le ministère, par les ministres intéressés, qu'ils le veuillent ou non, est sous l'emprise du trust de l'électricité?

Avec ces chiffres, M. l'Orateur, j'ai le droit de dire que, quand il s'agit de décider au cabinet provincial, ou en Chambre, des questions, concernant

les droits populaires sur l'électricité, concernant le droit de municipaliser, l'opinion publique ne peut en venir à d'autres conclusions que les ministres, quand bien même ils feraient tout leur possible pour demeurer indépendants, même s'ils veulent être impartiaux, subissent l'influence des compagnies dont ils sont les directeurs et qui ont des sommes fabuleuses, comme actif, d'obligations des compagnies hydroélectriques.

Je passe maintenant à un autre trust qui constitue un des éléments de la dictature économique dans notre province, celui du charbon. Je n'ai pas besoin de revenir sur ce que j'ai dit à ce sujet. Qu'il me suffise de dire qu'une des compagnies condamnées à l'amende parce qu'elle faisait partie d'un trust, c'est la Montreal Coal Manufacturing Company. Ce trust du charbon est représenté par quelques compagnies dont certains ministres sont des directeurs...

Eh bien!, la Sun Life dont le premier ministre est directeur détient dans la Montreal Coke and Mfg Company, l'une des compagnies condamnées pour avoir violé la loi des combines, divers montants pour débetures et bons, soit comme valeur au pair \$625,000; \$35,000; avec le Montreal Trust: \$163,000; \$102,000; \$28,000; \$17,000 et \$150,000; avec le National Trust, \$26,000; \$59,000.

La Sun Life, dont le premier ministre est directeur, possède dans l'Imperial Oil: avec le Bankers Trust, de N.Y., des actions pour \$1,381,545, valeur au livre; avec City Bank Farmers Trust de N.Y., des actions pour \$245,017, valeur au livre; avec la Cleveland Trust Co., \$325,903, valeur au livre; avec la Pennsylvania Co. for Insurances of Philadelphia: des actions dans l'Imperial Oil pour \$681,326, valeur au livre; avec le Bankers Trust of N.Y., des actions pour \$218,449, valeur au livre.

La Sun Life, dont le premier ministre est directeur, possède dans la Standard Oil, avec le Bankers Trust of N.Y., des actions pour \$80,299, valeur au livre; avec la Chase National Bank of City of N.Y. des actions pour \$992,369, valeur au livre, et \$253,253, valeur au livre également; avec la Cleveland Trust Co., des actions pour \$369,357, valeur au livre; avec la Fidelity Union Trust Co. of Newark, des actions pour \$395,323, \$61,769, et \$1,063,570, valeur au livre; avec le Old Colony Trust, des actions pour \$67,945, valeur au livre.

La Sun Life, dont le premier ministre est directeur, possède dans la McColl Frontenac des débetures pour \$526,000, valeur au pair.

De même, la North American Life, dont le premier ministre est directeur, possède des débetures

et bons dans la British American Oil pour \$20,000, valeur au pair; \$25,000 dans la McColl Frontenac.

La Mutual Life of Canada, dont le procureur général est directeur, possède dans la McColl Frontenac des bons et débentures pour \$175,000, valeur au pair.

Lorsque ces compagnies, dont certains ministres sont directeurs, détiennent des intérêts dans les compagnies de gazoline ou de charbon, comment voulez-vous que le gouvernement puisse trancher impartialement les questions entre le public et les trusts?

On a vu comment ces compagnies étaient intéressées dans l'industrie de la gazoline. Mais ce n'est pas tout, car en plus de posséder des intérêts dans l'exploitation des ressources électriques de la province, du commerce du charbon et de la gazoline, elles sont aussi, intéressées dans les compagnies papetières qui exploitent nos ressources naturelles.

La Sun Life, dont le premier ministre est directeur, possède des actions dans l'Abitibi Power and Paper pour \$2,900,000, pour \$87,500, valeur au pair; pour \$109,146, valeur au livre.

La Mutual Life, dont le procureur général est directeur, possède des débentures dans l'Abitibi Power and Paper, pour \$325,000 valeur au livre; \$34,000 de débentures dans l'International Paper; \$125,000 de débentures dans l'International Power and Paper, valeur au pair.

La North American Life possède des débentures pour \$50,000, valeur au pair, dans la Canadian International Paper, et des débentures pour \$300,000, dans l'Abitibi Power and Paper, plus un autre bloc de \$50,000, valeur au pair.

La Trans Canada Insurance, dont le secrétaire provincial est directeur, a à son actif des débentures pour \$10,000, de l'Abitibi Power and Paper; \$12,000 de débentures de la Canada Power and Paper, et \$5,000 de débentures de la Donnacona Paper.

Dans le cas de l'électricité comme dans celui du charbon, on peut constater jusqu'à quel point il est dangereux pour un ministre d'être directeur de compagnies. Or, si pour le gouvernement de la province de Québec, il est une question brûlante, s'il y a des compagnies qui font affaire avec le gouvernement, ce sont bien les compagnies papetières dont le premier ministre a dit qu'elles avaient surcapitalisé d'une façon condamnable. Ces compagnies viennent constamment trouver le gouvernement pour obtenir des exemptions de taxes, des réductions des droits de coupe et de rente. Les ministres directeurs de compagnies, qui possèdent de si gros intérêts dans les compagnies papetières, ainsi

qu'on l'a vu, s'exposent à être pris entre l'intérêt de ces compagnies et leurs devoirs de ministres.

Et ce n'est pas tout.

La Législature a déjà été appelée à légiférer sur la Montreal Tramways. La Sun Life, dont le premier ministre est directeur, détient des débentures dans la Montreal Tramways pour \$740,000, et des actions pour \$125,000; elle détient avec le Montreal Trust des débentures du Montreal Tramways, pour \$360,000.

La Mutual Life, dont le procureur général est directeur, détient des débentures de la Montreal Tramways, pour \$125,000, et pour un autre bloc de \$118,000.

La Trans-Canada Insurance, dont le secrétaire provincial est directeur, possède des débentures de la Montreal Tramways, pour \$15,000.

Et quand la population de Montréal va venir demander de lui rendre justice contre le Tramway, dans quelle situation vont se trouver les ministres directeurs des compagnies qui possèdent tant d'intérêts dans la Montreal Tramways?

Prenons le cas des mines. Le département des mines et le gouvernement sont souvent obligés à trancher des difficultés concernant les mines et les conditions de travail dans les régions minières. Prenons la position d'un ministre dans ces cas. L'autre jour, mon collègue de Westmount (M. Smart) a posé une question au sujet des remboursements. Ainsi, un jour, la Sigma Mines a été remboursée d'une somme de \$147.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Si mon ami me permet une remarque, je vais faire une déclaration dès maintenant. Lors de mon entrée dans le cabinet provincial comme ministre de la Colonisation, j'ai fait parvenir ma démission à tous les conseils d'administration - sept ou huit, je crois - dont je faisais partie, de sorte que je ne suis directeur d'aucune de ces compagnies.

M. Drouin (Québec-Est): J'accepte avec plaisir cette déclaration du ministre de la Colonisation.

M. Hamel (Québec-Centre): Je suppose que l'honorable ministre a jugé plus convenable.

M. l'Orateur: Ceci n'est pas une question. Le député de Québec-Est a le droit de poser des questions...

M. Drouin (Québec-Est): N'est-ce pas une belle leçon que le ministre de la Colonisation a

donnée à ses collègues du cabinet provincial, qui s'obstinent à rester directeurs de compagnies?

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Authier (Abitibi): Si mon honorable ami me permet une autre remarque...

M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai aucune objection, pourvu que le ministre ne fasse pas un discours.

L'honorable M. Authier (Abitibi): J'ai démissionné parce qu'il s'agissait de compagnies qui peuvent avoir à traiter avec le gouvernement, et ensuite, parce que mes fonctions de ministre ne me laissaient pas le temps de m'en occuper. Je voulais consacrer tout mon temps à la Colonisation.

M. Drouin (Québec-Est): Oui, mais est-ce que les compagnies d'assurances, de gazoline, de papeterie ne font pas des affaires avec le gouvernement? Ceci n'est pas seulement une leçon que vient de donner à ses collègues le ministre de la Colonisation, mais une désapprobation de la conduite de ses collègues. Ces paroles et ce geste sont un blâme pour les autres ministres.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Lorsque j'ai abandonné mes directorats de compagnies, je n'avais nulle intention de blâmer qui que ce soit. Le député de Québec-Est doit savoir la différence qui existe entre les compagnies de papier, minières et autres, qui détiennent leurs droits du gouvernement de la province de Québec, et une compagnie d'assurances et une banque qui font affaire avec le gouvernement.

M. Drouin (Québec-Est): Mais le principe est le même. Le ministre est très délicat envers ses collègues et je l'en félicite. Mais quelles que soient ses paroles, c'est son acte même qui est une désapprobation. Le ministre dit aussi qu'il n'avait plus le temps de s'occuper de ses compagnies; est-ce que ses collègues, et le premier ministre ont plus de temps que lui?

Le ministre a paru laisser entendre que la direction des compagnies de banque n'entraîne pas les mêmes inconvénients que celle de compagnies incorporées à Québec. M. l'Orateur, qu'on le veuille ou non, les banques sont le levier de commande de la dictature économique chez nous. Dans l'imbrication des compagnies, c'est la banque qui est en arrière pour fournir l'armature financière. Plusieurs ministres sont directeurs de banques. S'ils n'étaient

pas ministres, je n'aurais aucun reproche à leur adresser, car c'est une position enviable, mais ceci est absolument incompatible avec leurs fonctions ministérielles.

Quelle chance le peuple peut-il avoir quand les compagnies sont contre lui et que les banques qui soutiennent ces compagnies ont les ministres du gouvernement provincial pour directeurs? Il vit dans la gêne et dans la misère pendant que se forme chez nous un groupe qui contrôle tout. Il s'est constitué un petit groupe d'hommes qui contrôlent toute notre richesse; c'est la dictature économique protégée par le gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

Ça me fait bien de la peine que le premier ministre ne soit pas à son siège, car je viens de faire une découverte que j'aimerais à servir comme dessert, à cette Chambre. Je n'aime pas attaquer quelqu'un en Chambre, lorsqu'il est absent, mais je suis obligé de compléter mon argumentation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) revient à son siège.

M. Drouin (Québec-Est): Je constate que le premier ministre est directeur d'une compagnie de gestion, la Canadian Investment Fund Limited. C'est une compagnie qui achète des actions de différentes compagnies, pour le profit de ses actionnaires. J'ai ici le dernier rapport de *l'Économiste Canadien* qui dit, en particulier, ce qui suit au sujet de la Canadian Investment Fund Ltd.

Les actions spéciales comportent le privilège suivant: le porteur de ces actions peut en exiger le rachat à même le surplus disponible, à la valeur de liquidation.

Avantages que procurent les actions spéciales de la Canadian Investment Fund Limited:

Celui qui achète des actions de la Canadian Investment Fund obtient une participation proportionnelle dans tous les titres détenus par la compagnie. Sa part, si petite soit-elle, lui permet de tirer profit du développement d'entreprises judicieusement choisies dans les diverses branches de l'industrie et du commerce au Canada. Cette diversification est encore accentuée par une participation dans quelques compagnies importantes des États-Unis.

Or, si je consulte ce même numéro de *l'Économiste Canadien*, je constate que la Canadian Investment Fund Ltd, dont le premier ministre est directeur, détient 1,400 parts de la compagnie des magasins à chaîne Dominion Stores; 3,200 parts des Loblaw Groceries A et B, qui est aussi une

compagnie analogue; 5,500 parts de l'Imperial Oil; 3,300 parts de la Dominion Bridge; 5,000 parts de la British American Oil; 2,500 parts de la Montreal Light, Heat & Power Co.; 3,200 parts de la Noranda, et ainsi de suite; parts de banques, mines, industries, fer et nickel.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous allez nous faire croire que le premier ministre est un trustard.

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): Voici un cas clair: je serai heureux d'avoir des explications du premier ministre. Celui qui détient des parts dans l'Investment prend part à celles dont les parts sont détenues par elle. Je n'ai aucune objection à ce que quelqu'un soit directeur de la Sun Life, mais comme citoyen. D'ailleurs, je suis moi-même un assuré de cette compagnie. Quand il s'agit cependant de quelqu'un qui fait partie d'une administration publique, c'est différent. Un des grands articles de notre programme, c'est l'incompatibilité complète entre les directeurs de compagnies et les ministres de la couronne, car vous êtes administrateur de la chose publique.

Je crois que nous sommes sous une emprise économique qui n'a fait que s'accroître depuis quelques années. Encore une fois, ce n'est pas un mal de détenir des parts, à titre de citoyen, mais je dis qu'il est incompatible pour un ministre de la couronne d'être en même temps directeur de compagnies. Notre peuple, au lieu de trouver des défenseurs contre la dictature économique, dans le gouvernement actuel, constate que ses ministres sont précisément devenus directeurs des compagnies qui constituent la dictature économique.

On nous dira que c'est un honneur, pour les Canadiens français, de faire partie des grosses compagnies. À ceci, nous répondrons comme nous l'avons déjà fait: nous sommes autant contre les trusts canadiens que contre les autres trusts. Il faut que les ministres soient au-dessus de tout soupçon. Il faut qu'ils soient juges impartiaux. Un Canadien français ne peut être ministre et directeur de compagnie.

(Applaudissements)

On a vu par ces directorats ce qui s'est passé dans la province de Québec depuis quelques années. Nous avons voulu renvoyer les trusts, mais le gouvernement ne l'a pas fait parce qu'il était pris par la dictature économique. Nous disons que ces ministres directeurs de compagnies ne peuvent pas

enrayer le trust, sous ses formes multiples, parce que, malgré eux, consciencieusement ou non, ils sont pris dans cette chaîne et subissent la pression de ces directorats de compagnies. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas mis à la raison le trust de l'électricité du charbon, des magasins à chaînes? Parce qu'il était pris par les directorats de compagnies de quelques-uns de ses membres.

Aujourd'hui, si nous assurons le triomphe de nos réformes, il y aura moins de gens fortunés et nous aurons une meilleure distribution des richesses. Nous voulons en finir avec la dictature économique qui laisse le peuple dans la misère, et nous en finirons. Nous voulons la fin de cette domination des trusts. Ce n'est pas le seul article de notre programme, mais nous y attachons beaucoup d'importance. Nous lutterons jusqu'à ce que les directorats soient interdits aux ministres.

Le premier ministre, à Victoriaville, en réponse à nos arguments, a lancé un défi: "J'ai des directorats de compagnies et je vais les garder tant que je pourrai." Nous n'avons pas d'objection à ce que M. Taschereau, comme citoyen, ait tous les directorats qu'il voudra, mais nous sommes opposés à ce qu'il détienne ces directorats tant qu'il occupera la charge de premier ministre. L'opinion publique, elle, dit que les ministres devront choisir entre l'une ou l'autre de ces situations. Le peuple, avec son gros bon sens, voit ce qui se passe, sait où est le mal. Et je dis à l'honorable premier ministre et aux bons ministres: si vous voulez garder vos directorats, cessez d'être ministres.

Il y a quelques années, une compagnie s'est formée pour construire les appartements Baldwin-LaFontaine. Un ministre était directeur de cette organisation, et la majorité des parts ont été souscrites dans son comté, un comté agricole. C'était du soufflage. On a bâti sans un centin, je crois même que le terrain n'était pas tout payé. La faillite est venue et l'épargne a été perdue. Des cultivateurs qui passent à cet endroit aujourd'hui ne comprendraient peut-être pas grand-chose si on leur disait que c'est l'édifice du Claridge, mais, si on leur disait que c'est le Baldwin-LaFontaine, plusieurs pourraient se retrouver et dire: voilà où mon argent est allé. Le ministre a dit qu'il avait mis seulement son nom dans cette compagnie, mais n'est-il pas vrai qu'en mettant ainsi son nom, il donnait confiance aux cultivateurs de son comté? Même s'il n'a pas fait de mal, des citoyens de son comté ont perdu de l'argent dans cette compagnie.

Le grand mal en cette matière, c'est, pour les ministres, de prêter leurs noms aux compagnies.

D'autres exemples: un ministre a déjà admis qu'il était directeur d'une compagnie à Montréal qui a fait faillite. Sûrement, bien des gens n'avaient investi de l'argent dans cette compagnie qu'à cause du nom du ministre.

Il ne s'agit pas d'une motion de censure, mais d'une garantie pour l'avenir. J'en appelle à la députation ministérielle, surtout aux nouveaux députés. Je leur dis: Que penser si vous parlez contre une telle mesure! Je leur dis: Vous avez une bonne occasion de rompre avec le passé. Le passé peut avoir eu du bon, mais nous ne sommes plus les hommes du passé, nous sommes les hommes du présent. Les nouveaux députés ministériels ont une belle occasion de montrer leur sincérité.

(Applaudissements à gauche)

Nous sommes en faveur de la démocratie, mais d'une démocratie saine. D'ici quelques mois, sinon maintenant, cette mesure sera adoptée. Nous voulons corriger un mal. Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, cette mesure sera dans les Statuts de la province de Québec.

(Applaudissements à gauche)

Nous ne sommes plus à une époque de routine. Il faut aller de l'avant. C'est une mesure essentiellement nationale que je suis fier de présenter au nom du plus beau mouvement national que nous ayons eu dans toute l'histoire de la province de Québec, le mouvement Duplessis-Gouin.

(Applaudissements à gauche)

M. Caron (Hull): M. l'Orateur, comme nouveau député en cette Chambre, je veux prendre part au débat sur la question des directorats de compagnies. La question peut être considérée à deux points de vue: l'idéal et le pratique.

Du point de vue idéal, il faut admettre qu'il y a du bon dans le bill Drouin, comme il y en a dans toutes les mesures élaborées sans tenir compte de la nature humaine. Il reste à savoir si les lois peuvent modifier la nature humaine et changer les tendances et les caractères. Le bill du député de Québec-Est (M. Drouin), pour commencer, est incomplet en ce qu'il ne corrige pas les erreurs passées, les imperfections de la nature humaine, et qu'il n'enlève nullement à un ministre le droit de posséder des actions ou des obligations d'une compagnie, ni celui d'être représenté au conseil d'administration par un tiers.

Les ministres actuels ont été élus par le peuple, qui savait que plusieurs d'entre eux étaient directeurs de compagnies.

(Applaudissements à droite)

Cela n'a en rien diminué leur confiance en ces hommes que toute la province admire. La population savait aux dernières élections qu'il y avait des ministres directeurs de compagnies. Nos gens étaient éclairés et la majorité des électeurs ont voté en faveur de ces ministres, parce que personne n'a pu prouver, personne n'a même essayé de prouver qu'ils s'étaient rendus indignes de leurs hautes fonctions ministérielles. Certes, le député de Québec-Est a eu le plaisir de prononcer un autre discours électoral, mais il n'était pas imbu d'un idéalisme extraordinaire en essayant une fois de plus de miner et de rendre plus difficile la situation du gouvernement. Le gouvernement, c'est vrai, n'a jamais passé par des temps aussi difficiles.

Mais tant qu'il continuera à administrer la province avec la même honnêteté, la même clairvoyance...

(Au mot honnêteté, les députés de la gauche rient)

Je nie à la gauche, aussi longtemps qu'elle ne portera pas d'accusations spécifiques et qu'elle ne les prouvera pas, je lui nie le droit de rire ainsi, pour insinuer que le gouvernement n'est pas composé d'hommes honnêtes.

(Longs applaudissements à droite)

Une voix: Et Vautrin?

M. Caron (Hull): Au point de vue pratique, je me demande s'il est permis de priver la province des services d'hommes supérieurs en intelligence, parce que des compagnies puissantes ont cru nécessaire de réclamer leurs lumières, de les inviter à siéger à leurs conseils d'administration. Faut-il croire que le service de la province est moins supérieur en importance aux conseils que des ministres peuvent à l'occasion donner aux compagnies, aux avis dictés par l'expérience qu'on peut leur donner? Si les compagnies jugent un ministre digne qu'on lui demande conseil, pourquoi s'en offusquer? Ces compagnies, après tout, reçoivent elles aussi de l'argent du public qu'elles doivent administrer. Nos ministres, jusqu'à preuve du contraire, surveillent ces compagnies, protègent les intérêts aussi bien des grands que des petits épargnants.

Et puisque l'opposition est en faveur du corporatisme, n'est-ce pas là une forme du corporatisme? Si nous avions vraiment une Chambre corporative, est-ce que les grosses entreprises industrielles et commerciales n'auraient pas le droit d'être représentées elles aussi? Et est-ce que ces représentants n'auraient pas le droit d'être appelés au Conseil des ministres? Est-ce que le fait

d'empêcher les ministres d'être directeurs de compagnie les empêcherait d'avoir des prête-noms aux conseils d'administration, et de bénéficier de tous les avantages qui en découlent? Sont-ils honnêtes ou non?

M. Tremblay (Maisonneuve) (fait un geste)
Ils ne le sont pas.

M. Caron (Hull): Vous n'avez pas le droit de prétendre que le gouvernement est malhonnête si vous ne le prouvez pas!

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est prouvé.

M. Caron (Hull) met le député de Maisonneuve au défi de répéter cette assertion en dehors de la Chambre. Je vous invite à venir chez nous, dit-il.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quand vous voudrez.

M. Caron (Hull): Que le député de Maisonneuve vienne me rendre visite, et la population de mon comté verra qu'elle est plus difficile pour le choix de ses députés que la population de Maisonneuve.

(Applaudissements)

Je conseille aussi au chef de l'opposition (M. Duplessis) de ne pas aller d'un pupitre à l'autre donner des conseils aux députés de l'opposition. Ils diront peut-être moins de sottises.

Le principal point de vue à considérer, c'est de savoir si les ministres directeurs de compagnie sont honnêtes ou ne le sont pas. S'ils sont honnêtes, il n'y a rien à redire au fait que des compagnies les invitent à siéger à leur conseil d'administration. Ils ne doivent pas être considérés comme des ministres et députés.

Il ne devrait pas y avoir de classes, mais seulement des gens honnêtes, désireux d'agir pour l'avancement de leur province. Au même titre, tous, nous représentons le peuple.

Que l'on commence par prouver les abus avant de faire des insinuations à tort et à travers. Qui a jamais douté de l'honnêteté de l'honorable premier ministre de cette province? Si l'on prétend qu'il y a eu des abus dans le fait que des ministres étaient directeurs de compagnie, qu'on ose donc le dire.

Il est facile ici, où l'on jouit de l'immunité parlementaire, de lancer toutes sortes de rumeurs. Mais c'est une méthode malhonnête. On sait que ceux qui sont attaqués en Chambre ne peuvent forcer leurs détracteurs à aller devant les tribunaux.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Hull veut-il me faire dire si la preuve n'est pas faite de la différence des prix à Ottawa et à Hull sur l'électricité? Que l'on paie plus cher à Hull qu'à Ottawa?

M. Caron (Hull): M. l'Orateur, je crois que j'ai ici mon dernier compte, il n'y a qu'une différence d'un trentième de cent.

M. Hamel (Québec-Centre): Donnez-nous donc ceux d'Aylmer.

M. Tremblay (Maisonneuve) se lève de nouveau.

Les députés de droite: À l'ordre!

M. Caron (Hull) déclare au député de Maisonneuve qu'il ne répondra plus à ses questions trop fréquentes, et il fait remarquer au chef de l'opposition qu'il n'y a pas que les libéraux qui interrompent leurs collègues.

M. Tremblay (Maisonneuve): Si vous ne me répondez pas, c'est parce que vous n'en êtes pas capable.

M. Caron (Hull): On a dit que Sir Wilfrid Laurier n'avait jamais été directeur de compagnie. De 1881 à 1919, dit-il, Sir Wilfrid fut directeur de la Mutual Life Insurance Company³ et, à sa mort, il fut remplacé par Sir Lomer Gouin, puis par l'honorable procureur général (l'honorable M. Perrault) après la mort de M. Gouin.

Pour ne parler que des morts, ces hommes ont donné le meilleur d'eux-mêmes à la province et au pays. Sir Lomer Gouin a même accumulé une fortune assez replette grâce à ces directorats, et personne n'a songé à le lui reprocher, personne ne dira qu'il fut malhonnête.

M. Tremblay (Maisonneuve) fait à ce moment des gestes et du bruit.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre.

M. Caron (Hull): (Continuant à analyser le bill du point de vue pratique) La mesure que nous discutons, je le répète, est incomplète. Suivant les clauses qu'il contient, un ministre ne pourrait être marguillier, car il ferait ainsi partie d'une corporation légale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. D'abord, dit-il, un député ne peut discuter les détails de la loi, mais seulement le total. On discute en deuxième lecture le principe du bill. Et si le député de Hull l'avait lu ce bill, il verrait qu'il ne s'agit que des corporations commerciales et industrielles. (Applaudissements)

M. Caron (Hull) dit qu'il veut seulement expliquer le principe de la loi et qu'à tout événement, il a autant le droit de dire ce qu'il vient de déclarer que n'en avait le député de Québec-Est (M. Drouin) de lire une liste de compagnies.

M. l'Orateur: Le projet de loi parle de corporations privées faisant affaire avec le gouvernement. Le député peut citer l'article principal et le discuter.

M. Tremblay (Maisonneuve): Sur quel article du Règlement se base l'Orateur?

M. l'Orateur: L'article 455. Il lit le premier paragraphe du bill pour montrer que le député de Hull est bien dans l'ordre.

M. Caron (Hull): La mesure est impraticable. D'après le bill du député de Québec-Est, personne ne pourrait être ministre s'il fait partie d'une organisation sportive enregistrée ou incorporée, ni s'il fait partie d'une coopérative agricole ou de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou de toute autre société enregistrée ou incorporée.

En bref, presque tous les individus seraient exclus du Conseil des ministres, seuls les incompetents y seraient admis. Dans ce cas, il faudrait laisser la place à l'opposition.

(Rires et applaudissements à droite)

Et quel serait l'effet d'un tel bill dans les autres provinces? Nulle part on a voté de loi pareille. Il faudrait conclure que celui de Québec est le seul gouvernement...

M. Tremblay (Maisonneuve): Catholique.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Caron (Hull): Ce serait une insulte à la province de Québec que d'adopter un pareil bill. Je considère que la mesure est une insulte à l'honneur de notre province, car elle n'interdirait qu'aux ministres de la province de Québec le droit d'être directeurs de compagnie.

Je considère que la mesure est une insulte à la moralité de la seule province catholique du Canada, car elle tend à démontrer qu'un ministre de notre province ne peut être honnête s'il est directeur de compagnie.

Il en faudrait conclure que nous sommes une race inférieure, que tous nos hommes publics sont sans honneur et sans moralité, que notre sens de l'honneur est tombé si bas qu'il est impossible de cumuler des fonctions publiques et privées. Quant à l'incompatibilité, il est bon de savoir avec qui l'on traite.

M. Tremblay (Maisonneuve) demande la permission au député de Hull de lui poser une question.

M. Moreault (Rimouski): C'est toujours vous qui êtes debout.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est toujours le député de Rimouski qui est assis.

M. Caron (Hull) accepte.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable député de Hull parle de gouvernement catholique. Le député de Hull peut-il affirmer que le gouvernement a fait ses Pâques?

(Rires)

M. Caron (Hull): M. l'Orateur, je ne crois pas que cette question mérite une réponse. Mais le chef de l'opposition aura mauvaise grâce ensuite à dire que nous posons des questions pour le seul plaisir d'interrompre nos collègues.

Le député de Hull montre ensuite qu'il peut être d'intérêt public que les ministres soient directeurs de compagnie. Ainsi, dit-il, si M. Bennett était resté officiellement directeur du C.P.R. au lieu de démissionner officiellement comme il l'a fait, aurait-il osé prêter à la compagnie \$60,000,000 sans intérêt et laisser ensuite le C.P.R. prêter cet argent avec intérêt? Le Parlement d'Ottawa a refusé d'interdire aux ministres d'être directeurs de compagnie. Une mesure semblable à celle de l'honorable député de Québec-Est a été proposée à la Chambre des communes. L'honorable M. H. H. Stevens, un des hommes qui ont réclamé un ordre nouveau, a été un de ceux qui l'ont combattue. L'honorable M. Charles Murphy, ministre dans le cabinet Laurier, l'a également combattue.

M. Tremblay (Maisonneuve): 6 heures.

M. Caron (Hull) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Byrne), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Succession Georges-Élie Amyot

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

Chevaux importés

M. Barré (Rouville): 1. Le gouvernement est-il en état de dire quel est le nombre de chevaux importés dans cette province, de l'Ontario, des provinces de l'Ouest, ou d'ailleurs, pendant les cinq dernières années?

2. Si oui, quel est ce nombre?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 2. La préparation de la statistique du commerce relève du Bureau fédéral de la statistique à Ottawa.

Il n'est pas à notre connaissance que les chiffres aient été publiés sur ce sujet.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 87 amendant la charte de The Sterling Fire Insurance Company avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant à la onzième ligne le mot: "département", par le mot: "surintendant".

2. L'article suivant est inséré, à la suite de l'article 2, comme article 3:

"3. L'article 5 de ladite loi est modifié:

"a. En retranchant le mot "mille" à la seconde ligne dudit article;

"b. En ajoutant à la suite dudit article l'alinéa suivant:

"La valeur nominale desdites actions pourra, sans affecter le montant du capital social, être changé en actions de cinq piastres chacune ou de tout multiple de cinq piastres, mais ne dépassant pas cent piastres chacune, pourvu que la chose soit approuvée par au moins les deux tiers en valeur des actionnaires présents, ou représentés par procuration, à une assemblée générale spéciale, convoquée à cet effet, et pourvu aussi que le tout soit ratifié par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du surintendant des assurances."

3. Les articles 3, 4 et 5 deviennent les articles 4, 5 et 6.

Aussi, le bill 91 modifiant la charte de la ville de Hampstead, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. L'article 463 de ladite loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"463. Les propriétaires ou occupants de terrains dans la municipalité, sont tenus de laisser poser des fils aériens ou sous-terrains avec leurs accessoires, y compris les poteaux nécessaires pour les supporter, les tuyaux et conduites en usage ou nécessaires pour l'éclairage, l'approvisionnement de force motrice et de gaz, le service téléphonique ou autres services publics sur, au-dessous ou au-dessus d'une lisière de terrain d'une largeur de deux pieds et demi le long des lignes de côté et d'arrière d'un lot et de tous lots sur lequel ou lesquels de tels terrains peuvent avoir été ou pourront être à l'avenir subdivisés, soit qu'ils appartiennent à la municipalité ou à d'autres, le tout sujet, dans chaque cas, au paiement des dommages réels s'il y en a."

Il est ordonné que la première lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Directorats de compagnies

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 relatif aux directorats de compagnie soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Caron (Hull): M. l'Orateur, cette journée à la Chambre a débuté par des compliments à l'adresse du député de L'Assomption, à l'occasion de son anniversaire de naissance. Me sera-t-il permis

maintenant d'offrir nos félicitations au député de Gaspé-Nord (M. Côté) qui vient d'être élu par acclamation pour un quatrième terme, maire du village de Cap-Chat.

(Applaudissements à droite)

Cet après-midi, après avoir exposé une partie de mon argumentation, j'en étais rendu à citer des extraits de discours prononcés aux Communes, quand M. McMaster, député de Brome, a présenté une motion semblable à celle du député de Québec-Est.

J'ai cité M. Stevens, M. Murphy, et je veux citer maintenant M. Robb qui disait en substance: je ne crois pas que le député de Brome veuille atteindre ce but, car rien n'empêcherait un ministre qui démissionnerait comme directeur d'une compagnie de se faire remplacer par son chef comptable ou par un employé supérieur en qui il a confiance.

Cela sera encore plus dangereux. Avec le système actuel, on sait au moins à qui on a affaire. Il ne fait aucun doute, M. l'Orateur, que les opinions de ces autorités sont une réponse catégorique aux avancées du député de Québec-Est (M. Drouin).

Le député de Hull cite encore un extrait d'un discours de M. Cockshutt, dans lequel l'orateur soumettait que le pays n'a jamais souffert du fait que des ministres avaient été directeurs de compagnies. Un autre déclarait: le meilleur moyen de résoudre ce problème est encore de renforcer le sentiment du devoir public.

Ces hommes de valeur, dit-il, qui n'approuvaient pas la motion de M. McMaster, avaient autant leur pays à cœur que le député de Québec-Est peut avoir sa province à cœur. Mais, ces gens-là ne voulaient pas détruire. Ils avaient à cœur le bien-être de leur pays, comme les ministres du gouvernement provincial ont à cœur les intérêts de leur propre province.

(Applaudissements à droite)

Je cite maintenant l'opinion de l'honorable M. Guthrie qui disait, en résumé: je ne suis pas enclin à partager l'opinion du député de Brome; je crois qu'il fait erreur, car il n'a établi aucun cas semblable à ceux prévus par la motion en discussion.

Je cite encore le très honorable W. L. Mackenzie King qui disait en marge de cette question: "ceci peut être bon pour les compagnies privées, mais il ne faut pas enlever à l'État des hommes de valeur qui sont au service de la finance et du commerce. Le pays serait privé de gens d'affaires expérimentés à un moment où la connaissance approfondie des affaires est nécessaire à l'administration de la chose publique."

De son côté, l'honorable Arthur Meighen disait, toujours sur cette question, qu'il ne fallait pas exclure de l'administration des affaires publiques des hommes d'affaires capables de rendre de précieux services.

Je crois sincèrement que cette motion ne devrait pas être acceptée. Le bill qui est actuellement devant la Chambre devrait être étudié davantage par son proposeur. Elle est contradictoire sur plusieurs points, et le député de Québec-Est pourrait insulter ses amis de la gauche, afin de la rendre plus claire. Cet après-midi, le député de Québec-Est a parlé de l'attitude de l'honorable Ernest Lapointe. Si nous relevons les procès-verbaux, nous constatons qu'il y a une différence entre les votes donnés en 1922. En 1921, à Ottawa, plusieurs membres de la Chambre furent pris par surprise, mais l'année suivante, après avoir étudié la question, ils se sont repris.

En 1922, M. Bourassa, le fameux nationaliste, plus nationaliste que certains nationaux de la gauche, a voté contre cet amendement, et il en a été ainsi de MM. Cardin et Lapointe. C'est dire que la première année, peut-être un peu pris par surprise, peut-être pour encourager l'un de ses collègues, le ministre de la Justice a-t-il voté en faveur de l'amendement mais, dans la suite, il s'est ressaisi, et il a mis de côté son vote de l'année précédente.

D'autre part, le député actuel de Québec, le 2 avril 1931, quand l'honorable Arthur Sauvé a présenté une motion pour demander aux ministres de démissionner des compagnies qui font affaire avec le gouvernement, on a enregistré un vote de 28 voix contre la motion de M. Sauvé et 6 voix pour. Le député de Québec-Est a voté contre la motion du chef de l'opposition de cette époque.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Drouin (Québec-Est): Je puis dire à mon honorable ami que c'était en 1931 sur un vote de non-confiance contre le gouvernement avant les élections.

Voix à droite: Ah! Ah!...

M. Drouin (Québec-Est): J'ai connu l'état de péché, mais j'ai la contrition parfaite et, surtout, le ferme propos.

M. Caron (Hull): Je suis heureux de constater que le député de Québec-Est admet que dans certains cas, lorsqu'il s'agit d'un vote de confiance, il est permis de voter avec le gouvernement. Lui-même, plutôt que de risquer de provoquer un appel au

peuple quelques mois plus tôt, il a préféré voter avec le gouvernement.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): ... avant les élections.

(Rires à droite)

M. Caron (Hull): M. l'Orateur, je n'ai pas confiance aux conversions de la dernière heure, car je m'aperçois que le député de Québec-Est a mis ses convictions de côté à la veille des élections. On a parlé des directorats cet après-midi; on a dit que c'était un jeu dangereux et que les ministres s'exposaient à donner un mauvais vote. L'an dernier, on a présenté un bill pour permettre à une compagnie, les Lloyd's d'Angleterre, de faire des affaires en cette province. Le premier ministre était alors directeur de compagnies d'assurances. Il a dû être invité à voter contre cette demande, mais il n'a pas craint de donner à cette compagnie étrangère le droit de venir faire des affaires ici. Est-ce là l'attitude d'un homme qui se laisse guider par les compagnies dont il est le directeur?

On a dit, M. l'Orateur, que nous étions des scieurs de bois...

M. Drouin (Québec-Est): ... des scieurs d'eau!

M. Caron (Hull): Si le député de Québec-Est veut scier de l'eau, c'est son affaire mais, moi, je préfère scier du bois... (Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): Le député de Kamouraska est en train de scier la Mer rouge.

M. Caron (Hull): Nous sommes capables d'être autre chose que des porteurs d'eau et des scieurs de bois. Notre race possède des hommes intelligents, capables, supérieurs, des hommes de cœur et d'expérience. Allons-nous les priver de faire de la politique? Un certain nombre de démagogues, qui prennent tous les moyens pour arriver à leurs fins, n'ont pas le courage de leurs convictions et de dire ce qu'ils pensent; ils essaient de salir nos hommes d'État. Qu'on cesse donc de salir nos gouvernants. J'ai confiance dans notre gouvernement, j'ai confiance en ses ministres. Que l'on cesse donc de déprécier notre province et nos hommes d'État par tous les moyens.

J'ai confiance que la Chambre votera contre cette motion, afin que nous puissions continuer à avoir des hommes aussi compétents pour administrer notre province qu'il peut s'en trouver dans

l'administration des compagnies. Je demande à cette Chambre de voter contre le présent bill.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Le député de Hull a confiance en la province de Québec; nous aussi, mais nous manquons de confiance envers le gouvernement; voilà la différence.

(Applaudissements à gauche)

La province est une chose et le gouvernement en est une autre. Le malheur pour nous, c'est qu'on a trop longtemps confondu les deux.

(Applaudissements à gauche)

On a dit que c'était un honneur d'être directeur de compagnies. C'est parfois un déshonneur.

(Applaudissements à gauche)

On a rapporté des opinions de politiciens d'autrefois. C'est pour avoir suivi ces opinions désuètes, vieillottes, que le monde économique est aujourd'hui dans le marasme. Ce que veut le peuple, ce dont il a besoin, c'est d'un ordre nouveau. Nous voulons nous aussi des hommes d'affaires dans le conseil de la nation, mais des hommes qui savent penser à l'affaire du public, avant de songer à la leur. Nous avons eu, à l'Hôtel de Ville, de ces gens dont on parle, de ces hommes d'affaires et d'expérience; on a vu quel résultat ils ont obtenu. Voyez dans quel état sont les finances de la ville!

M. Côté (Gaspé-Nord): Il en a encore pour un an.

M. Hamel (Québec-Centre): Comment, vous parlez, c'est vous qui dites ça? Vous me surprenez.

Le député de Hull a dit que les ministres, si on leur défendait d'être directeurs de compagnies, pourraient bien, par exemple, se faire remplacer par des acolytes. Mais est-ce que l'on n'a pas passé une loi pour défendre aux juges d'être directeurs de compagnies? C'est que l'on a compris qu'ils devaient être indépendants.

Le gouvernement lui-même a senti le besoin d'appliquer ce principe, en passant la loi de la Commission des services publics et celle de l'électricité. Il a dit que les commissaires ne pourraient non seulement être directeurs de compagnies, mais pas même posséder des bons, obligations, débentures ou comptes dans ces compagnies.

Pourquoi une pareille législation si, au moyen de subterfuges, les commissaires pouvaient quand même être directeurs? C'est supposer que tous ces gens sont malhonnêtes! Est-ce que les hommes

publics seraient rendus si bas que cela, de se servir de pareils subterfuges?

De plus, on défend aux maires et aux échevins de transiger, directement ou indirectement, avec les conseils municipaux. C'est pour les protéger contre leur propre faiblesse. Comment voulez-vous qu'un homme public puisse être en même temps locataire et propriétaire de la même maison? Ainsi, nous avons un ministre directeur de la Sun Life, et la Sun Life loue, à Londres, un édifice au gouvernement provincial, à \$10,000 par année. Il y a là un conflit d'intérêts. Est-ce que le propriétaire n'est pas porté à louer le plus cher possible?

Le trust de l'électricité s'est arrangé pour drainer dans ses obligations l'épargne des petits, des veuves et des orphelins, par l'entremise des compagnies d'assurances. Il lui fallait se bien protéger; alors, il se mit à intéresser les banquiers et les compagnies d'assurances, de sorte que si, un jour, on voulait l'attaquer, il se trouverait à l'abri, derrière des milliers de petits épargnants; il s'est organisé pour que, si on voulait le mettre à la raison, on heurterait trop d'intérêts.

Vous avez, dans cette Chambre, un ministre qui est membre du conseil d'administration de la Metropolitan Life. On a parlé d'elle dans l'enquête de la Commission fédérale du commerce, à Washington. Son président, M. Haley Fiske, a fait des révélations intéressantes dans une lettre destinée à ses 21,000,000 de porteurs de polices:

"La compagnie Metropolitan Life Insurance, dit-il, a émis trente millions de polices et assure la vie de vingt-et-un millions d'individus. Son actif de près de \$1,500,000,000 appartient aux porteurs de polices, et une large portion de ce capital est placée dans des titres de compagnies d'énergie électrique. Vous, les porteurs de polices, vous êtes la base d'une puissance politique.

"Vous avez droit à un juste traitement de la part des administrateurs et législateurs publics. Quand une compagnie d'énergie électrique reçoit de mauvais traitements, c'est la communauté, les voteurs et leurs dépendants qui souffrent. C'est l'épargne, que l'on appauvrit."

M. Fiske dit encore: "La propriété des compagnies d'énergie électrique se trouve maintenant dans les mains de plus de deux millions d'individus qui ont placé directement leurs épargnes dans ces utilités publiques, et de plusieurs autres millions qui, indirectement, par dépôts en banque ou en étant porteurs de polices d'assurance-vie, sont ainsi intéressés à ces entreprises d'énergie électrique. Voilà le véritable moyen, pour le peuple,

d'administrer les entreprises publiques sous le contrôle de l'État. La fonction du gouvernement n'est pas de posséder de telles entreprises, mais de les réglementer."

En somme, on dit aux porteurs de polices: on ne touche pas aux compagnies d'électricité, parce que c'est dangereux pour vous-mêmes. C'est là, je le déclare, une déclaration qui est en contradiction aux enseignements de l'encyclique *Quadragesimo Anno*, qui est en contradiction aussi avec l'*Osservatore Romano*, dans un article que *Le Soleil* a tronqué, pour tromper ses lecteurs.

(Applaudissements à gauche)

Pour se protéger, les entreprises d'utilités publiques se cachent derrière l'argent des orphelins et des veuves. Car il a été prouvé que c'est M. Husley⁴, le directeur de la publicité de la National Electric Light Association, qui avait fourni les idées et les faits de cette lettre du président de la Metropolitan. Il (M. Hamel) cite des opinions, dont celle du président Roosevelt, pour conclure que c'est le trust des bandits aux États-Unis.

Voilà, ajoute-t-il, une démonstration des inconvénients qu'il y a, pour un ministre, d'être directeur de compagnies. Je veux croire qu'il y a des cas où on peut être directeur d'une compagnie malhonnête et être pris à l'improviste.

Mais le langage tenu en notre province pour défendre nos compagnies hydroélectriques ressemble singulièrement à celui de M. Fiske, président de la Metropolitan Life.

Dans le rapport de la discussion du bill de Québec au comité des bills privés, en ce Parlement même, entre la ville de Québec et la Quebec Power, l'honorable premier ministre disait: "Nous avons une compagnie, la Quebec Power, où il y a trente millions d'engagés, de l'argent du public et de l'argent des assurances. C'est votre réserve, cela, messieurs, engagée dans cette compagnie."

Plus loin, le premier ministre ajoutait: "Je le répète, ça ne me fait ni chaud ni froid que la Quebec Power obtienne ou n'obtienne pas son contrat, je n'y suis pas intéressé. Je ne suis pas son avocat, ça ne me fait ni chaud ni froid. Je me place au point de vue général de notre province, et je crois que nous avons tout l'intérêt possible à conserver intact le crédit de nos compagnies d'électricité qui jouent un grand rôle dans le développement, dans l'avenir de notre province."

C'est là le même langage que celui dévoilé lors de l'enquête de la Commission fédérale, à Washington.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer qu'en vertu de l'article 151, le député n'a pas le droit en discutant, de mettre en doute la conduite d'un membre de cette Chambre.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai pas fait de commentaires, j'ai simplement cité les paroles du premier ministre.

M. l'Orateur: Ça peut avoir le même effet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre fait une confession, sommes-nous obligés de la refuser?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas moi qui soulève l'objection. Les injures du député de Québec-Centre ne m'intéressent pas. Mais nous avons des règlements qu'il faut conserver, et l'Orateur veut les faire observer, comme c'est son devoir.

M. Hamel (Québec-Centre): Si le premier ministre est injurié par ses propres paroles...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Par les commentaires que vous faites.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'en ai pas encore fait, de commentaires. On parle d'insultes, alors que tous les jours à la radio, des amis de la droite reprochent au maire de Québec son modeste salaire, quand celui qui nous bave à la figure est un agent du gouvernement, dont le chef est directeur d'une compagnie, dont le président retire \$200,000 par année...

M. l'Orateur interrompt le député et lui rappelle de nouveau un article du Règlement. Il demande au député de Québec-Centre de s'éloigner le moins possible de la question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est élémentaire qu'un député ait le droit de répondre à une digression; or, il répond à une digression d'un député de la droite.

M. Hamel (Québec-Centre): La National Electric Association a fait la lutte contre l'Hydro. Quand on a fait enquête, en Ontario, pour savoir d'où venaient les critiques persistantes, on a découvert qu'elles venaient des États-Unis. Le *Mail and Empire*, de Toronto, a publié, le 17 octobre 1934, un

rapport où le premier ministre est cité comme ayant mis tous les obstacles possibles à la municipalisation de l'électricité dans la province de Québec.

Il a démontré quelles étaient les relations entre le trust de l'électricité et les banquiers. Le président de la Pacific Gas & Electricity Co. écrivait au président de la Philadelphia Co. de Pittsburgh - ce fut démontré à l'enquête - une lettre confidentielle dans laquelle il soulignait l'importance de s'assurer des sympathies des banquiers et était tout particulièrement, comme moyen de gagner un gérant de banque, pour l'ouverture d'un compte courant par les compagnies d'utilités publiques. Une somme d'environ \$1,500,000 a été distribuée dans 230 succursales pour dormir sans intérêt, afin "de cimenter l'amitié entre le banquier et l'Utilité publique". On y ajoutait que cela devait se pratiquer discrètement car "nous avons déjà été soupçonnés de connivence induite avec les banquiers".

Voilà l'inconvénient pour les ministres d'être directeurs de compagnie, de banque ou d'assurances. Comment voulez-vous que le procureur général empêche l'assistant-procureur général d'être l'avocat d'une compagnie, la Beauharnois, quand il en est lui-même un des directeurs? Elle peut se présenter à la Législature pour obtenir des privilèges.

Mais comment voulez-vous que le procureur général dise à l'assistant-procureur: Il serait mieux que vous ne fussiez pas l'avocat de cette compagnie? Cela crève les yeux.

Quand un ministre fut nommé directeur du Crédit foncier, vers le même temps, le frère d'un autre directeur était nommé au Conseil législatif. Je veux croire qu'il n'y a là rien d'immoral, mais on comprend les soupçons.

Quand on siège sur le même conseil d'administration qu'un monopoleur traduit pour violation de la loi des combines, cela place un ministre dans des situations embarrassantes. Il y a, au département du procureur général, des dossiers attestant que lors d'enquête sur le charbon, il y eut des parjures. Mais comment voulez-vous que le procureur général agisse, s'il siège au même conseil d'administration?

Ces exemples doivent suffire pour démontrer à l'évidence qu'il est grand temps que nous passions une législation qui mettrait les ministres sur le même pied que les juges et les commissaires du gouvernement.

Ici, le Dr Hamel lit l'article suivant des Statuts refondus:

Statuts refondus, 1925, chapitre 3, loi concernant la Législature, section 4, "De l'indépendance de la Législature", article 69.

"69. (1) Nul, entreprenant, exécutant ou ayant directement ou indirectement seul ou avec un autre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un préposé ou d'un tiers, un contrat ou marché avec Sa Majesté, ou avec un officier public ou un département du gouvernement de cette province, ou en vertu duquel des deniers publics de la province doivent être payés pour quelque service, ouvrage, matière ou chose, ne peut être nommé conseiller législatif, ou être élu député, ni siéger ou voter en l'une ou l'autre qualité.

"2. Rien dans le présent article ne rend cependant inéligible, ou inhabile à siéger ou à voter, comme conseiller législatif ou député, une personne qui est actionnaire d'une compagnie constituée en corporation ayant un tel contrat ou marché, à l'exception d'une compagnie qui entreprend l'exécution de travaux publics."

Je dis que, dans cette Législature, il y a des conseillers...

M. l'Orateur rappelle de nouveau au député de Québec-Centre qu'il n'a pas le droit de discuter la conduite d'un membre de la Chambre.

La façon, dit-il, dont le député de Québec-Centre a commencé ses dernières remarques indique qu'il allait mettre en doute la conduite de quelques-uns de ses collègues.

M. Hamel (Québec-Centre): La loi de mon collègue est certainement perfectible, mais la Chambre doit en adopter le principe, quitte à la modifier s'il y a lieu.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. l'Orateur, je tâcherai dans mes remarques de traiter la question que nous discutons, ainsi que l'a souhaité le député de Québec-Est, en me tenant à l'écart de toute partisanerie. Et je tâcherai surtout de parler sans parti pris, sans préjugé, essayant autant que possible de tirer les leçons qui se dégagent du présent débat. Dans mes remarques, je n'envisagerai pas seulement le passé, mais j'essaierai de voir ce que cette législation voudrait dire pour l'avenir.

M. l'Orateur, pour commencer, je ne me crois pas obligé de m'excuser de faire partie du conseil de la Société d'administration et de fiducie dont je suis l'un des administrateurs depuis cinq ou six ans si je ne m'abuse. Mes relations avec cette société n'ont jamais été telles, en aucune circonstance, qu'il m'ait fallu opter entre mon devoir de ministre et mon intérêt d'administrateur. Jamais, et l'on peut consulter les dossiers, jamais une question a été soulevée où

mon influence pouvait attirer des bénéfices à qui que ce soit au détriment du gouvernement.

Pour ce qui est de Trans-Canada, j'en ai été l'administrateur jusqu'à ce qu'elle ait été absorbée par La Prévoyance. Et là non plus je n'ai pas eu à choisir entre mon devoir et mon intérêt. On peut consulter le dossier et l'on verra que là encore, jamais je ne me suis vu dans l'alternative de faire le choix dont parlent nos amis d'en face. Quand il s'est agi d'assurances, j'ai cédé ma place.

Nos assurances étaient confiées à un ancien élève de l'École des hautes études commerciales - souffrez que je le nomme, car c'est une compétence - M. Gérard Parizeau, et il les distribue au meilleur de sa connaissance entre les compagnies intéressées. Jamais, au grand jamais je n'ai essayé de faire pression sur lui en faveur d'une compagnie.

(Applaudissements à droite)

Au cours de discours qui ont été prononcés en cette Chambre, et même dans ceux de nos amis de la gauche, on a regretté amèrement l'infériorité économique dans laquelle nous nous trouvons. Et j'ai cru, sans vouloir référer à un débat antérieur, donner certaines raisons qui sont les causes de notre piétinement. Que dans le passé nous ayons été dans une position, je ne dis pas prépondérante, mais enviable, personne ne le niera. Nous avons possédé d'importantes compagnies de navigation, d'éclairage, d'électricité, une de caoutchouc, une de savon, et presque tout le commerce d'épicerie en gros. Nous avons eu le commerce des marchandises sèches, et d'autres encore. Je n'ai pas à juger les raisons de la déconfiture, de la fusion ou de la vente de ces industries. Mais il reste certain que nous avions autrefois une centaine de grandes compagnies à notre actif. Je déplore la disparition de ce qui fait la base de l'économie de notre petit peuple.

Nous sommes à essayer - et je fais confiance en cela à certains députés de la gauche - de rétablir ce qu'un passé déjà trop éloigné a brisé dans l'agencement de notre force nationale. Certes, le patriotisme est beau et il convient de chercher les lumières d'en haut. Mais, si nous ne faisons qu'en parler et exalter le patriotisme, irons-nous bien loin, je vous le demande, dans les cinquante prochaines années? Dans cette œuvre patriotique, nous n'avons plus le droit de remettre à demain ce que nous devons faire aujourd'hui. L'avenir, c'est aujourd'hui que nous le préparons.

Nos actes d'aujourd'hui seront jugés demain. Et cette Législature sera jugée par l'histoire selon la sincérité et la modération que nous mettrons dans nos actes et décisions. Le jugement de l'histoire sur

la Législature dépendra de la bonne foi, de l'absence de parti pris et de préjugés que nous saurons manifester. Qu'est-ce que 25 ou 50 ans dans la vie d'un peuple comme le nôtre? Peu de chose et il faut aujourd'hui décider avec un grand soin de l'avenir. Cette législation de 1936 sera jugée dans l'avenir, et il convient donc de l'étudier complètement avant de lui donner son caractère officiel de loi.

J'admets que l'homme qui pourrait être si heureux dans la vie privée et se laisser tenter par la vie publique doit s'attendre à des coups s'il choisit de servir dans la politique. Si ces coups sont portés avec loyauté, il sera le premier à les rendre avec la même loyauté. Et s'il souffre quelquefois, il n'aura pas à se plaindre. Mais avons-nous le droit, et je m'adresse à la bonne foi de la Chambre, avons-nous le droit, pour frapper un homme, de porter un coup à tout un petit peuple, à toute une race?

Souffrez que je m'explique. Voulons-nous réparer dans l'avenir les désastres du passé récent? Voulons-nous redonner aux Canadiens français le pouvoir de reprendre l'influence et le prestige à peu près perdus dans le domaine économique?

Si on veut donner aux Canadiens français la chance de reprendre leur prestige dans l'économie, si nous avons le droit de diriger les jeunes vers le commerce et l'industrie, devons-nous leur dire: "Allez, travaillez, devenez compétents, mais les portes du Parlement vous seront fermées." La formule du commerce aujourd'hui, c'est la compagnie, la commission incorporée. Nous ne sommes plus au temps des petites corporations. Nous ne voyons plus d'enseignes "Un tel, père et fils". Et parce qu'un jeune aura pris l'initiative de s'orienter dans la vie économique, qu'il aura pu devenir directeur d'une compagnie, on devra lui répondre: "Parce que vous êtes devenu une compétence dans les affaires, vous n'avez pas le droit de siéger dans cette Chambre."

M. Hamel (Québec-Centre): Qu'est-ce que vous faites de la loi qui prohibe aux juges d'être directeurs de compagnie ou intéressés dans des industries d'une façon ou d'une autre?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'y a aucune analogie entre la charge d'un ministère, laquelle est élective, et celle d'un juge qui est nommé par le gouvernement de son pays. Un ministère est sujet à la critique - et Dieu sait si ceux d'aujourd'hui le savent - tandis qu'un juge, de par ses fonctions, est au-dessus de la critique. Je crois que ce manque d'analogie frappera quiconque qui, de bonne foi, regarde les faits.

Or, je disais, que le jeune directeur d'une entreprise industrielle ne pourrait jouer demain dans l'agencement politique et national le rôle qu'il lui serait essentiel de jouer. Que certains de la gauche, de grâce, mettent de côté leur rancune et leur aigreur, s'ils ne veulent pas être injustes envers les jeunes qui seront demain des hommes d'affaires et des financiers. Je leur demande s'il n'est pas vrai qu'ils aient désiré, en leur for intérieur, que nous ayons plus d'hommes d'affaires en Chambre! Dans le conseil de la nation, nous n'aurons jamais trop d'hommes formés par le heurt quotidien avec les réalités du commerce et de la finance, pour tempérer l'enthousiasme des autres, moins réalistes.

Si nous adoptons la mesure du député de Québec-Est, ne faudra-t-il pas qu'on aille jusqu'à défendre qu'un ministre soit actionnaire dans une compagnie? Parce qu'un homme posséderait une voix, j'entends une action...

(Rires)

... du capital d'une industrie quelconque, qui lui permettrait d'agir au sein de cette industrie comme directeur, il ne pourrait être ministre? Tandis qu'à côté de lui, un autre homme détenant 95 %⁵ des actions, sans cependant être directeur, pourrait être ministre?

Si vous voulez être logiques, poussez jusqu'au bout les conséquences de votre loi, et alors vous condamnez irrémédiablement les financiers de demain à ne jamais répondre à l'appel - qui peut quelquefois devenir pressant - de sa nation et vous l'empêchez à jamais de se mêler de la chose publique. Vous l'éloignez à jamais de la politique. Ce n'est pas seulement aujourd'hui qu'il faut envisager, c'est aussi le lendemain. Parce que le peuple souffre et qu'il est mécontent - je l'admets - il regarde souvent un ministre directeur de compagnie comme un millionnaire et croit qu'il cumule tout. Ne pensez-vous pas, M. l'Orateur, qu'on rendrait service à ce peuple, dans les moments où il murmure, en l'éclairant sur les besoins qui obligent parfois un homme à utiliser ses talents pour vivre sur un pied d'égalité avec ses semblables? En le dirigeant au lieu de le suivre, nous rendrons justice à ce peuple lui-même.

Qu'on me permette à ce sujet une réflexion au sujet de la critique que l'on fait dans le peuple pour le pousser contre le capitalisme - et je ne parle pas sur le débat actuel. Les hommes politiques qui s'attaquent à des hommes politiques, afin de les renverser, ceux qui pour des fins politiques détruisent les institutions politiques, regretteront souvent leurs critiques démagogiques, une fois

arrivés au pouvoir. Ils auront demain à subir les mêmes assauts et ils se rendront compte qu'il sera hélas! trop tard pour réparer.

M. Hamel (Québec-Centre): Parlez-vous de la critique fondée et raisonnable?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce serait si facile de répondre à mon honorable ami, que je ne le ferai pas. Je dirai seulement que je parlais de la critique destructive, haineuse, méchante, et, bien entendu, non fondée.

Nous avons eu dans le passé des hommes politiques directeurs de compagnie. Des premiers-ministres furent directeurs du Pacifique Canadien. Nous avons eu d'autres ministres qui faisaient partie de 15 ou 20 compagnies différentes.

Au point de vue influence et prestige, c'était très bien. Pourquoi ces hommes-là étaient-ils dans les conseils d'administration des compagnies? À cause de leurs talents. En leur qualité de directeurs, ils purent aider considérablement les nôtres.

Il cite le cas de Sir Lomer Gouin.

Combien de jeunes, aujourd'hui, doivent à l'un d'eux leur situation actuelle?

Il y trouvait son intérêt personnel, me direz-vous? Mais je vous réponds: Depuis quand un homme intelligent, brillant, n'a-t-il plus le droit de capitaliser ses talents? De réserver quelque argent pour l'avenir de ses enfants? Ce qui est injuste aujourd'hui l'était donc hier.

Est-ce pour son influence, pour son prestige que des compagnies l'invitaient à faire partie de leur bureau de direction? Non pas. Croyez-vous qu'il renonçait à ses devoirs de premier ministre pour servir ces compagnies? Non pas. On l'invitait, parce qu'on savait qu'il rendrait service à ces compagnies, grâce à sa connaissance du droit et des affaires.

(Applaudissements à droite)

Il (l'honorable M. David), à ce point de son discours, cite un texte de l'honorable Hugh Guthrie (débats de la Chambre des communes, session 1922): "Sir Wilfrid, alors premier ministre, était administrateur d'une de nos grandes compagnies d'assurances sur la vie: la Mutual Life of Canada. Personne ne prétendra que cette circonstance fut préjudiciable à la bonne gestion des affaires publiques; c'est le contraire qui est vrai, je puis bien l'affirmer. MM. Sutherland, Préfontaine, Sir Richard Cartwright, Charles Hyman étaient tous directeurs de compagnies.

Si la Chambre adoptait le projet, présenté alors par M. McMaster, le gouvernement se verrait

peut-être obligé de faire le sacrifice de celui de ses membres en qui les membres de notre groupe et nombre de nos compatriotes voient la seule garantie réelle de stabilité ministérielle! Bien entendu, je fais allusion à mon honorable ami, le ministre de la Justice, Sir Lomer Gouin. Si l'adoption de cette motion devait forcer le ministre de la Justice à remettre son portefeuille ou à se démettre de ses fonctions de directeur des diverses compagnies dans lesquelles il est intéressé et s'il décidait de sortir du cabinet, selon moi, ce serait presque une calamité pour le pays."

Il cite aussi le très honorable M. Meighen qui parla au sujet de ce même projet invoqué par M. Drouin. Citation de M. Meighen (débats de la Chambre des communes, session 1922): "Quand il s'agit de choisir des hommes pour conduire leurs affaires et qu'il y a à discuter et à traiter des sujets financiers d'une extrême importance, ne chercheront-ils pas à s'assurer les services d'hommes qui ont eu de l'expérience en ces choses? Ce qui s'applique à nos affaires privées doit être appliqué à nos affaires publiques."

Ces adversaires politiques, poursuit-il, n'avaient rien à gagner à faire cet éloge de Sir Lomer Gouin. Dans l'exercice de ses fonctions comme ministre, il savait reléguer au second plan ses intérêts personnels.

Il cite aussi l'honorable M. Ballantyne sur le même sujet: "N'est jamais élevé à un poste pareil (directeur) celui qui échoue dans les affaires et ne fait pas preuve de jugement.

"Peut-on légitimement demander que l'homme d'affaires entrant dans le cabinet se démette immédiatement de toutes les charges qu'il exerce? Le gouvernement passe, il ne faut pas l'oublier. Le point essentiel est celui-ci: tout Canadien qui a pratiqué les affaires et est devenu administrateur de compagnie doit, le jour où il est appelé à participer au gouvernement, de mettre ses intérêts privés de côté et l'on doit compter qu'il aura assez de probité et de droiture pour servir fidèlement l'État."

Voici des paroles de sagesse, continue-t-il, que chacun de nous peut avec profit méditer et apprécier. Me résumant en quelques minutes seulement, je dirai encore: qu'il serait de notre devoir, si nous votons cette loi, de dissuader notre jeunesse de réclamer sa place dans le domaine économique car aucun obstacle, même de nature politique, ne doit entraver sa route vers cet avenir. Et, en second lieu, il est mauvais d'être directeur et possesseur de peu d'actions dans une compagnie, et il serait par contre permis de siéger au Conseil des

ministres, si on possède la majorité des actions d'une compagnie de laquelle on a eu la présence d'esprit de ne pas se faire nommer directeur? On a parlé de remède à ces cumuls de ministres, directeurs de compagnies, mais je me souviens qu'on a déjà critiqué à Montréal le double mandat d'échevin-député.

Voix à gauche: Ah! Ah!

L'honorable M. David (Terrebonne): Qu'on se rassure, je réponds tout de suite. Non seulement je ne vois aucun inconvénient au double mandat, mais j'y vois un remède. Il est important d'avoir des compétences à la Chambre.

Ce sont là les quelques remarques que j'entendais faire. J'espère que la gauche sera convaincue de l'utilité de la proposition de mon honorable ami de Québec-Est; qu'elle apportera du moins de la bonne volonté dans l'étude de ce projet qui menace notre avenir économique de la façon que j'ai dit. Nous verrons bientôt si on votera à gauche selon sa conviction politique ou sa conviction de citoyen.

(Longs applaudissements à droite)

M. Pouliot (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

2. *Le Soleil* du 22 mai 1936, à la page 3, indique que M. Drouin se réfère à ce moment au *Financial Post*.

3. *L'Événement* du 22 mai 1936, à la page 4, écrit: "Montreal Life Insurance Co. of Canada".

4. *L'Événement* du 22 mai 1936, à la page 4, écrit: "M. Oxley".

5. 90 %, selon *L'Événement* et *Le Devoir* du 22 mai 1936, respectivement aux pages 13 et 10.

NOTES

1. *L'Événement*, dans son édition du 22 mai 1936, à la page 4, écrit ce qui suit à propos de cet article: "Nous devons dire qu'il s'agit ici d'une erreur typographique."

Séance du mardi 26 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ôtez votre chapeau! (dit l'Orateur à un auditeur qui entre dans la galerie avec son chapeau sur la tête).

Rapports de comités:

M. Bergeron (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Mercédès Laurence et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Céline Laurint alias Laurin, veuve de Antoine Laurence;

- de Le Sun Trust Limitée, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de monseigneur C. Laflamme, protonotaire-apostolique, archiprêtre du diocèse de Québec, et curé de la paroisse de Notre-Dame de la cité de Québec, district de Québec, Jean-Marie Bureau, avocat de la cité et district de Trois-Rivières, et le major Vincent A. Curmi, de la cité de Québec, district de Québec, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition, que cette pétition n'a pas été annoncée, que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

**Succession
Céline Laurint**

M. Trudel (Saint-Maurice) demande la permission de présenter le bill 78 concernant la

succession de dame Céline Laurint alias Laurin, veuve de Antoine Laurence.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fédération
des scouts**

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 128 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Quebec-Saguenay
and Chibougamau Railway**

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 127 modifiant la charte de Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Subside
aux sinistrés de Terrebonne**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), la permission de présenter le bill 20 concernant l'octroi d'un certain subside à la ville de Terrebonne pour ses sinistrés.

En 1923, la Chambre avait voté une somme de plusieurs milliers de dollars pour aider les victimes de l'incendie. Plusieurs fois depuis, on a modifié le système de distribution et de remboursement et il s'agit aujourd'hui de réduire le taux d'intérêt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés coopératives
agricoles**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 28 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Salaires des sténographes du
comité permanent spécial des comptes publics**

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai reçu de diverses parties de la province un grand nombre de lettres de personnes qui se plaignent que le gouvernement ne les paie pas. Les départements ne paient pas leurs employés. Cela occasionne de la misère.

Pourtant, nous avons voté le budget jusqu'au 30 juin de cette année. Il devrait donc y avoir dans le Trésor les sommes nécessaires pour payer les employés. Je ne comprends pas que la province ne paie pas ses dettes. De plus, ce matin, au comité des comptes publics, on nous a dit que le gouvernement n'avait pas l'argent nécessaire pour payer les employés. Il leur est dû de \$800 à \$900. Le gouvernement peut certainement payer cela.

Si le crédit de la province est si mauvais qu'il ne puisse même payer ses frais, je n'ai pas d'objection à déclarer, qu'en ce qui me concerne, je suis prêt à donner mon indemnité parlementaire pour la donner aux sténographes du comité des comptes publics, afin qu'ils puissent acheter le papier nécessaire pour faire les copies.

Le gouvernement a emprunté \$29,000,000¹ pendant les élections, il doit être capable d'emprunter l'argent voulu pour payer les salaires et les sténographes. Je suis pauvre, mais j'offre au gouvernement de lui avancer mon indemnité parlementaire pour payer les sténographes, s'il lui est impossible de trouver de l'argent ailleurs.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous sommes à une époque de l'année où la session est généralement finie...

M. Tremblay (Maisonnette): À qui la faute? D'habitude, nous avons toujours eu un budget supplémentaire pour pourvoir à diverses dépenses. La même chose se fait dans les autres administrations provinciales du pays. Si la Chambre veut voter le budget supplémentaire pour rencontrer les dépenses, tout va être réglé, et il n'y aura aucun retard dans les paiements. Si on le veut, nous sommes prêts à suspendre le débat sur le budget pour voter le budget supplémentaire.

Voix à droite: À vous autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Depuis un grand nombre d'années, nous avons

l'habitude de soumettre au commencement de chaque session un budget supplémentaire destiné à couvrir les dépenses qui doivent être faites avant la fin de l'année fiscale et qui n'ont pas été prévues dans le budget précédent. Ces estimés supplémentaires ont été soumis à la Chambre. Ceci n'est pas particulier à la province de Québec. Cela se fait à Ottawa et dans toutes les provinces.

Le gouvernement d'Ottawa et tous les gouvernements provinciaux votent des estimés supplémentaires. Si la Chambre veut voter ces estimés supplémentaires tout de suite, il n'y aura aucun retard quelconque. Nous sommes prêts à ajourner le débat pour cela. Pour ce qui est des comptes des sténographes, cela relève de l'Assemblée législative, et, là encore, il faudra des estimés supplémentaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai examiné le budget supplémentaire, et je vois qu'on y a mis divers items, sous une somme de \$48,631. Ce n'est pas notre intention de voter ce budget sans avoir le détail de cette dépense. Je suis prêt à voter une somme de \$5,000 pour payer les dépenses de sténographes et des comptes du comité des comptes publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous ne sommes pas prêts à voter \$5,000 pour un item particulier. Il faudrait une autorisation spéciale du lieutenant-gouverneur, et mon honorable ami devrait savoir que nos crédits sont épuisés à cette époque de l'année. Il faut voter l'item en entier...

M. Tremblay (Maisonnette): Pourquoi ne pas emprunter de Vautrin?

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à suspendre la séance pendant 15 minutes pour obtenir s'il le faut le consentement du lieutenant-gouverneur, ce que je ne crois pas nécessaire, afin de trouver l'argent pour payer les sténographes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous les aurez. Encore une fois, nous sommes prêts à voter les crédits supplémentaires de façon que la province puisse payer tous ses comptes. En ce qui concerne les comptes pour l'enquête du comité des comptes publics, je puis dire à mon honorable ami qu'ils seront payés sans retard. Il devrait être possible de s'arranger pour rémunérer les sténographes des comptes publics.

Route Trans-Canada

M. Drouin (Québec-Est): Le gouvernement a-t-il pris une décision au sujet de la route trans-Canada dont on s'inquiète beaucoup dans le Bas-du-Fleuve en ce moment? C'est une question qui intéresse l'opinion publique. Je sais que plusieurs parcours ont été suggérés et je voudrais connaître l'attitude du gouvernement.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Nous étudions présentement ce problème au département de la Voirie. J'ai reçu une correspondance volumineuse à ce sujet et nos ingénieurs consultent les intéressés.

M. Lesage (Montréal-Laurier): La route passera-t-elle par Montréal?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Oui.

Traduction des délibérations du comité permanent spécial des comptes publics

M. Fisher (Huntingdon): La Chambre ne devrait-elle pas faire traduire en anglais les dépositions des témoins à l'enquête du comité des comptes publics?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La demande du député d'Huntingdon est parfaitement justifiée. Nous sommes, dans la province de Québec, dans un pays bilingue où il convient que nous donnions l'exemple du bilinguisme si nous devons réclamer par ailleurs qu'on respecte nos droits. Nous croyons juste que ces dépositions soient traduites en anglais.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous les ferons traduire.

Questions et réponses:

Plaques de véhicules automobiles

M. Taschereau (Bellechasse): Quel est le montant total payé par le gouvernement pour achat de plaques d'enregistrement de véhicules automobiles:

a. Quel est le nom de la compagnie ou des compagnies qui ont fabriqué et vendu au gouvernement de la province ces plaques?

b. Quel est le coût des deux plaques pour l'enregistrement des véhicules automobiles?

c. Quel est le nombre de plaques que le gouvernement a achetées annuellement au cours de chacune des années fiscales suivantes: 1924-25, 1925-26, 1926-27, 1927-28, 1928-29, 1929-30, 1930-31, 1931-32, 1932-33, 1933-34 et 1934-35, inclusivement?

d. Quel est le montant payé par le gouvernement pour ces plaques durant la même période?

e. Quel est le montant perçu par l'honorable trésorier de la province pour l'enregistrement des véhicules automobiles sur livraison de ces plaques au public depuis l'année fiscale 1924-25, inclusivement, à 1934-35, inclusivement?

f. Quel est le profit réalisé par le gouvernement sur la vente de ces plaques d'enregistrement de véhicules automobiles depuis l'année fiscale 1924-25, inclusivement, à 1934-35, inclusivement?

L'honorable M. Stockwell (Brome): *a.* Sings of Canada Ltd., Québec.

b. Prix d'achat: pour les années 1924-25 à 1929-30 inclusivement, \$0.20 et \$0.22 la paire suivant le type du véhicule, et \$0.18 la paire durant les années 1930-31 à 1934-35 inclusivement, sans distinction des véhicules automobiles.

<i>c.</i> 1924-1925	111,780 paires
1925-1926	113,700 paires
1926-1927	124,700 paires
1927-1928	140,700 paires
1928-1929	164,400 paires
1929-1930	188,400 paires
1930-1931	209,000 paires
1931-1932	206,200 paires
1932-1933	206,500 paires
1933-1934	180,200 paires
1934-1935	<u>186,100 paires</u>

Total 1,831,680 paires

<i>d.</i> 1924-1925	\$ 29,330.31
1925-1926	30,296.96
1926-1927	31,920.74
1927-1928	37,853.91
1928-1929	38,306.65
1929-1930	49,085.10
1930-1931	43,756.85
1931-1932	32,654.21
1932-1933	38,253.69
1933-1934	31,410.12
1934-1935	<u>35,975.77</u>

Total \$398,844.31

e.	1924-1925.....	\$ 89,249.00
	1925-1926.....	104,004.00
	1926-1927.....	110,634.00
	1927-1928.....	131,876.00
	1928-1929.....	152,680.00
	1929-1930.....	174,687.00
	1930-1931.....	184,411.00
	1931-1932.....	183,621.00
	1932-1933.....	172,003.00
	1933-1934.....	167,280.00
	1934-1935.....	<u>173,122.00</u>
	Total	\$1,643,567.00
f.	1924-1925.....	\$ 59,918.69
	1925-1926.....	73,707.04
	1926-1927.....	78,713.26
	1927-1928.....	94,022.09
	1928-1929.....	114,373.35
	1929-1930.....	125,601.90
	1930-1931.....	140,694.15
	1931-1932.....	150,966.79
	1932-1933.....	133,749.31
	1933-1934.....	135,869.88
	1934-1935.....	<u>137,146.28</u>
	Total	\$1,244,722.69

Construction de routes, comté de Deux-Montagnes

M. Élie (Yamaska): Le gouvernement, aucun de ses ministres ou aucun de ses officiers a-t-il autorisé la construction de routes dans la municipalité de la paroisse ou dans la municipalité du village d'Oka ou de l'Annonciation d'Oka, comté des Deux-Montagnes, pour l'année 1936:

Dans l'affirmative:

- Qui a donné l'autorisation?
- Pour quel chemin?
- À quel coût?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Non.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Non.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 19 mai, sur la motion proposée le jeudi 30 avril dernier: "Que

M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Lafleur (Montréal-Verdun): M. l'Orateur, d'année en année, depuis que j'ai l'honneur de siéger en cette Chambre, j'entends des discours budgétaires de plus en plus attristants. La dette monte, les taxes augmentent, les déficits se multiplient et rien ne se fait de pratique pour remédier à la situation. Je comprends que les temps sont difficiles et je n'entends pas blâmer injustement le gouvernement de toutes les conséquences de la crise qui sévit depuis déjà plusieurs années. Mais il me semble que le peuple de cette province a tout de même le droit de s'attendre à ce que ses législateurs, ses administrateurs déploient quelque effort pour le sortir de sa misère.

Le gouvernement n'est pas tenu de réussir, mais il est obligé d'essayer, s'il a le devoir d'agir; et il est responsable de tout retard néfaste et irrémédiable. Alors que d'autres provinces et d'autres pays ont à tout le moins tenté de nobles expériences, le gouvernement de Québec, par la voix de son premier ministre, déclarait que la province pouvait remédier à la crise par ses propres ressources.

Ce n'est pas ainsi, M. l'Orateur, que les affaires publiques s'administrent. Aussi longtemps que le trésorier de la province viendra chaque année nous renoter la même antienne, il y a fort à parier que la situation continuera de s'aggraver. Nous ne lui demandons pas des miracles, mais nous constatons que notre bonne population commence à se fatiguer beaucoup de ses aveux d'impuissance.

Le gouvernement provincial administre non pas l'argent des ministres ni celui des députés. Il administre l'argent qui vient du peuple, qui provient des contribuables et, conséquemment, qui appartient au peuple, qui appartient aux contribuables. Le gouvernement ne pratique aucune économie et on semble attendre une intervention céleste qui suppléerait d'un coup à l'indolence, à la paresse et au mauvais vouloir.

La première économie et la plus importante serait la compression des dépenses administratives. Cette formidable machine qu'on appelle le gouvernement civil de la province coûte beaucoup trop cher. Pour une population d'un peu plus de deux millions et demi...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous sommes près de trois millions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant)
En ajoutant les zéros ministériels.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Nous sommes sur-administrés. Treize ministres, 90 députés, 24 conseillers législatifs, une foule de commissions extra-parlementaires et irresponsables; l'entretien d'une horde de favoris et de la parasite, d'organiseurs politiques qui nuisent plus qu'ils n'aident aux fonctionnaires consciencieux, honnêtes et nécessaires.

Dans ce domaine, de précieuses économies peuvent être pratiquées; cependant, le gouvernement actuel n'aura jamais le courage d'agir.

Du reste, M. l'Orateur, vous savez que cette constatation a été faite par des gens que leurs occupations tiennent éloignés de la politique active. Tous les présidents de nos banques, toutes nos chambres de commerce, toutes les organisations qui s'occupent de la chose publique ne cessent d'inviter les gouvernements à diminuer leurs frais d'administration. Partout, on nous donne l'exemple. Par malheur, le gouvernement de Québec n'a rien voulu entendre.

Une deuxième source d'économies dans laquelle le trésorier provincial n'a pas voulu puiser, c'aurait été la suppression pure et simple ou la suspension indéfinie de certaines dépenses publiques de pur patronage. Les besoins sont trop grands, M. l'Orateur, pour que l'on jette l'argent au petit bonheur.

On aurait pu économiser \$1,000,000 sur le coût du boulevard Taschereau. Il y a moins de raisons encore de gaspiller \$5,000,000 pour la construction du pont de l'Île d'Orléans, pont inutile entre tous, mais pont électoral parfait.

(Applaudissements de la gauche)

Avec ces \$6,000,000 seulement, le gouvernement aurait pu contribuer un prêt agricole provincial et prêter \$2,000 à 3,000 cultivateurs dans la misère, et leur fournissant ainsi le moyen d'en sortir. Et puisqu'on en est aux choses inutiles, pourquoi dans une année de crise détourner \$300,000 des fonds publics pour les donner au *Soleil*? Il me semble, M. l'Orateur, que rien de cela n'est nécessaire au bon gouvernement de la province.

On jette ainsi de l'argent par les fenêtres pour des choses qui n'intéressent en rien la restauration économique de notre province, et l'on rogne d'autre part sur le budget de l'agriculture et celui de la colonisation. On fait entendre les institutions charitables et on lésine sur les octrois les plus nécessaires.

M. l'Orateur, vous me permettrez de citer encore quelques exemples de gaspillage déplorable pratiqué par l'administration provinciale actuelle.

L'attitude du gouvernement d'emprunter aux banques à 5½ % quand il pouvait emprunter à 4 % est d'autant plus condamnable que le gouvernement, par ses pratiques de ne pas payer ses dettes, a entravé considérablement le commerce et l'industrie. En effet, les comptes de banque de la province sont soutirés à tous les jours depuis des années pour des sommes fabuleuses, fabuleuses, s'élevant même jusqu'à plus de \$20,000,000.

C'est le trésorier provincial qui le déclarait lui-même dans une réponse à une question de l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), tel que consigné dans les procès-verbaux de la Chambre en date du 8 février 1933. Au lieu d'emprunter, il préférerait ne pas payer les comptes de chômage, il ne donnait que les acomptes, et encore, en rechignant.

En fait, il faisait comme un débiteur en très mauvaises affaires et il diminue ainsi le crédit de la province ainsi que celui du pays. Depuis, le gouvernement a-t-il amélioré sa politique? Non, M. l'Orateur. Ce n'est pas ainsi qu'un gouvernement sauvegarde le crédit d'une province ou d'un pays.

Il (M. Lafleur) critique le système des pitons. En ne payant pas sa dette d'honneur, le gouvernement a donné un mauvais exemple aux municipalités et aux individus. À un moment, on pourra dire que, le député de Verdun a dit que le gouvernement devait plus de \$20,000,000 en "pitons", que cela a paralysé tout le marché de la province, que cela a mis d'innombrables foyers dans la misère, et que tout cela a créé des surplus fictifs.

Une comptabilité fictive, poursuit-il, délibérément embrouillée et manifestement fausse, voilà la ruse employée par le gouvernement actuel depuis des années pour tromper l'opinion publique, se maintenir au pouvoir, en faisant croire au peuple que l'administration provinciale est progressive.

Par sa législation, le gouvernement s'est ingénié à tenter de bâtir des surplus ou d'amoinrir des déficits sur des Statuts: ainsi, en vertu du chapitre 37, article 19, des Statuts refondus de Québec, 1925, le gouvernement s'est réservé le droit de retirer de la Commission des liqueurs n'importe quel montant et quand il le voudrait.

En 1931-32, le gouvernement a retiré de la Commission des liqueurs, \$8,569,725, soit un excédent de \$2,455,376 sur les recettes de la Commission.

Le gouvernement a retiré pas seulement tous les profits de la Commission des liqueurs, mais même le montant de \$2,455,376 ci-haut mentionné.

On voit facilement le but de la loi qui est de permettre au gouvernement d'entamer le capital de la Commission des liqueurs pour diminuer ses déficits.

Et depuis lors, le gouvernement a toujours retiré de la Commission des liqueurs des sommes considérables sur son capital. Si nous ajoutons cet excédent au déficit admis pour le dernier exercice financier, le déficit doit s'augmenter d'autant, car en s'appropriant une partie du capital ou de la réserve de la Commission des liqueurs, la province s'appauvrit d'un côté, pour paraître s'enrichir de l'autre.

De plus, voici ce qui assombrit davantage le tableau.

Grâce aux questions posées à la Chambre par le chef de l'opposition (M. Duplessis), nous constatons qu'avant la fermeture des livres de la province pour l'année fiscale se terminant le 30 juin de chaque année, le gouvernement, à la dernière minute, fait verser au Trésor de la province, par la Commission des liqueurs, les sommes suivantes, diminuant d'autant les déficits qu'il devait annoncer à la population.

Voici les montants versés par la Commission au trésorier de la province:

Le 30 juin 1932: \$3,000,000.00

Le 30 juin 1933: \$3,000,000.00

Le 30 juin 1934: \$2,500,000.00

Le 29 juin 1935: \$2,517,057.00

Vous permettez, M. l'Orateur, de dénoncer quelques autres habitudes condamnables que le gouvernement pratique pour falsifier le rapport annuel du trésorier, en vue de diminuer le déficit. Ainsi, pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1935, on a porté au compte du capital des dépenses telles que \$150,000 pour un pont qui n'appartient pas à la province, c'est-à-dire le pont Jacques-Cartier.

On a porté au compte du capital des dépenses pour chemins municipaux s'élevant, pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1935, à une somme de \$3,535,316.39; pour subventions, pour travaux municipaux la somme de \$1,340,353.30. De plus, on a capitalisé des dépenses pour chemins et aide à la colonisation jusqu'à concurrence de \$1,594,015.64.

Ces dépenses devraient être considérées comme des dépenses ordinaires, et il est évident et indéniable que, du fait, le déficit de la province, en 1935, serait augmenté considérablement.

Le devoir du gouvernement est de donner la véritable situation financière de la province, et non pas d'avoir une comptabilité plus habile qu'exacte, qui ne tient nullement compte des règles ordinaires et honnêtes d'une comptabilité irréprochable.

Il n'y a pas très longtemps, on remarquait que, dans ses redditions de comptes, le gouvernement ne

faisait aucune mention des comptes payables et des comptes recevables. La maison Price Waterhouse a condamné avec raison cette façon d'agir du gouvernement.

Il n'y a pas un bilan qui mentionnait les comptes payables et les comptes recevables. Le gouvernement se servait de ce moyen répréhensible pour donner l'apparence d'une situation financière brillante, mais inexacte, fallacieuse, et de nature à provoquer des demandes de la part de ceux qui croyaient aux états financiers de la province. Cette façon de profiter est un encouragement à la dépense publique et contraire à la pratique de l'économie justement prêchée aujourd'hui, mais qui n'est pas comprise par le gouvernement actuel.

Pour toutes ces raisons et tant d'autres encore, le gouvernement devrait songer à clarifier considérablement et à simplifier la comptabilité de l'administration provinciale. Le bilan de la province doit être établi non pas sur les encaissements et les déboursés seulement, mais tous les revenus et toutes les recettes, qu'il comprenne l'actif et le passif de la province, afin que les dépenses capitales soient déterminées non pas sur une législation, mais par les principes reconnus en comptabilité d'affaires.

De plus dans ses prévisions budgétaires, depuis plusieurs années, le trésorier provincial pourrait facilement être plus exact dans ses chiffres.

En effet, pour l'année fiscale 1931-1932, le trésorier provincial avait prévu un surplus de \$15,786.81; dans un rapport après le 30 juin 1932, il déclarait que la province terminait cette année fiscale avec un déficit de \$584,708.61. L'année suivante, il prévoyait encore un surplus de \$187,290.59, et après le 30 juin 1933, l'année fiscale terminée, la province réalisait un déficit de \$6,840,907.96. Et je note M. l'Orateur cette marge de \$7,000,000. N'est-elle pas en effet trop exagérée?

Même erreur pour le budget de 1933-1934; le trésorier provincial avait prévu un surplus de \$62,214.82 et la province assumait un déficit s'élevant à la somme de \$5,594,473.48. Pour l'année fiscale qui s'est terminée le 30 juin dernier, le trésorier provincial dans le discours qu'il prononçait dans cette Chambre, le 1^{er} février 1934, déclarait que d'après ses prévisions la province aurait un déficit de \$734,288.48; il s'est trompé considérablement et il a trompé la population de notre province, puisque d'après son dernier rapport, celui de l'année fiscale qui s'est terminée le 30 juin dernier, le déficit de la province se chiffrait à la somme de \$4,939,235.91. Encore une marge de \$4,000,000. De telles prévisions nous font évidemment conclure que les

deniers publics sont bien mal administrés en notre province.

On l'a souvent déclaré en cette Chambre, la dette de la province et celle des corporations municipales et scolaires ont augmenté d'une façon alarmante. Comparativement à ce qu'elle était en 1920, la dette publique a augmenté pour la somme de \$109,039,893.36, soit un pourcentage de 267 %. M. l'Orateur ce chiffre est désolant.

Pendant que notre dette augmentait d'une façon si alarmante, le gouvernement augmentait le nombre des taxes, en créant des nouvelles et en alourdissant les anciennes.

Voici quelques exemples de ces augmentations de taxes sous le régime actuel:

En 1921, concernant l'assistance publique, le gouvernement percevait une somme de \$581,539; 10 années plus tard, soit en 1931, le trésorier provincial percevait la somme de \$4,197,170, soit une augmentation de 622 %, alors que durant cette même période, M. l'Orateur, la population de notre province n'a augmenté que de 21.76 %.

Le gouvernement a également augmenté considérablement la taxe sur la gasoline, les licences d'automobiles, etc. En 1921, il y a 10 ans il est vrai, le gouvernement recevait de cette taxe la somme de \$1,494,022; mais en 1931, cette taxe se chiffrait à la somme de \$10,027,393, soit une augmentation de 571 %. Nous tenons compte de l'augmentation de la population, de l'augmentation des affaires, mais nous réalisons quand même que cette augmentation de 571 % est exorbitante, comparativement à l'accroissement de notre population.

Ce n'est pas tout, M. l'Orateur, la taxe sur les transports de valeurs, qui se chiffrait à \$99,378 en 1921, s'est élevée à la somme de \$661,874 en 1931, soit une augmentation pendant 10 ans de 567 %.

Les taxes ont augmenté, la dette a augmenté, les dépenses du gouvernement ont aussi augmenté. Je n'en citerai que quelques exemples, à la suite des déclarations déjà faites, à ce sujet par mes distingués collègues de ce côté-ci de la Chambre. Nous remarquons qu'au cours de la période des quinze dernières années de l'administration provinciale, soit de 1920 à 1935, les dépenses ordinaires de la province ont subi une augmentation qui s'élève à la somme de \$23,403,380.85, soit 173 % comparativement à 1920.

Et l'administration de la justice, dont le coût se chiffrait en 1920 à la somme de \$1,365,900.74, se chiffrait maintenant à la somme de \$2,442,649.69 en 1935, soit une augmentation de 80 %, et je vous prie de remarquer de nouveau, M. l'Orateur, que le

pourcentage de l'augmentation de notre population n'est que de 21.76 %, durant cette période.

En citant des chiffres aussi alarmants, je ne crois pas attenter au crédit de la province, mais je veux dénoncer des abus dont le gouvernement actuel est évidemment responsable. C'est au contraire travailler au bien de la province que de condamner le mal et les malfaiteurs. Ceux-là s'attaquent au crédit de la province et se rendent coupables d'extravagances semblables. Il faut économiser, mais l'économie bien entendue consiste à admettre ses dettes et à les payer d'abord. L'économie bien pratiquée sagement consiste à répondre aux besoins nécessaires et urgents. Il nous faut une comptabilité conforme à la véritable situation.

Il faut que la situation financière de la province soit, sans délai, examinée soigneusement, étudiée par des experts offrant toutes les garanties d'impartialité. Il faut, sans délai, faire un rajustement des impôts publics; une enquête doit être faite par des gens qualifiés à tout point de vue, enquête ayant pour but de rechercher les erreurs du passé, les causes du mal de la situation présente et les moyens de réparer ces erreurs, de répondre aux besoins du présent, de pourvoir à l'avenir et de l'assurer. Nos ressources naturelles également doivent être inventoriées; elles doivent être utilisées tout d'abord pour le bien public, et non pas au bénéfice des étrangers seulement ou des compagnies qui ne cherchent qu'à exploiter le capital humain.

À mon humble avis, les ministères devraient être distribués autrement. La colonisation et l'agriculture doivent être unies; les pêcheries, les mines, les forêts, les pouvoirs d'eau et la chasse devraient former le ministère des Ressources naturelles. Les travaux publics devraient être fusionnés avec la voirie. De ce fait, les frais d'administration seraient considérablement diminués. Dans ce temps de crise, le patronage politique devrait disparaître et céder sa place aux principes de la saine doctrine de la politique nationale.

(Applaudissements de la gauche)

Nos lois devraient être révisées de façon à empêcher la répétition des abus que nous déplorons tous. Nous devrions avoir moins de lois, moins de lois pénales entre autres, mais plus de bonnes lois. Les fondements de notre législation d'une manière générale doivent être conservés, mais ils peuvent facilement s'adapter aux conditions nouvelles.

En signalant les abus que nous avons indiqués, je n'ai d'autre but, M. l'Orateur, que de faire mon devoir, convaincu que c'est en indiquant le mal que

nous pouvons mieux l'empêcher et en prévenir les effets désastreux. D'ailleurs, M. l'Orateur, ce sont là quelques principes préconisés depuis longtemps en cette Chambre par l'honorable chef de l'opposition. Depuis la convention de Sherbrooke, tout particulièrement depuis que le député de Trois-Rivières est chef de l'opposition en cette Chambre, il a eu moins le souci des succès faciles que des véritables intérêts de sa province. Conscient des devoirs que lui imposent ses fonctions, ce chef de l'Union nationale oriente sa conduite en sacrifiant ses intérêts personnels, en vue du bien général. Toujours, il envisage les questions soumises en cette Chambre sous le seul angle de l'intérêt public. Il le fit si brillamment que sa personnalité a introduit ici un esprit nouveau qu'on avait perdu l'habitude d'y constater.

Est-il nécessaire de répéter que le chef de l'Union nationale connaît à fond la politique provinciale et qu'il est un parlementaire des plus distingués? Formé à l'école de son père qui, au cours de sa brillante carrière d'homme public, s'était fait une si belle réputation de talent, d'intégrité et de désintéressement, le député de Trois-Rivières a toujours vécu dans une ambiance qui l'entraînait à l'étude des affaires politiques pour le bien public. Elles lui étaient familières avant son entrée au Parlement; et depuis, il n'a cessé de les approfondir davantage.

Ainsi, son talent se trouve merveilleusement servi par des connaissances précieuses et pratiques que peu d'hommes publics peuvent se vanter de posséder aussi largement que lui. Sa réputation n'est plus à faire, et si l'électorat devait bientôt aller aux urnes avec la liberté de donner un vote honnête, je suis assuré que le député de Trois-Rivières serait le choix de notre population pour prendre la direction de l'administration de notre province.

(Applaudissements de la gauche)

En terminant, M. l'Orateur, je formule le vœu très sincère que le gouvernement daigne pour une fois adopter sans délai les mesures qui s'imposent pour le bien public et que préconisera le chef de l'Union nationale, pour le plus grand bien de la province et de sa population.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, dès mes premières remarques, j'entrerais dans le vif des sujets que j'ai à traiter. Depuis 15 ans en cette province, deux écoles politiques se font une lutte acharnée.

Il y a d'abord l'école libérale ou libérâtre, anxieuse d'imposer au peuple l'ignorance presque

totale de tous les événements législatifs et administratifs provinciaux. L'autre école, la nôtre, a pour but de renseigner le public de façon impartiale et de faire connaître à la population tous les événements survenus sur l'arrière-scène politique.

La première insistait et insiste encore sur le maintien du rideau baissé, tandis que l'autre réclame son entière disparition; la seconde est pour la lumière. Cette dernière école triomphera sans doute dans un avenir rapproché.

(Applaudissements)

On tente encore de réduire le contribuable au rôle exclusif, passez-moi l'expression si elle n'est pas parlementaire, de "cochon de payant" alors qu'il devrait être aussi entêté qu'une mule lorsqu'il s'agit de la reddition de comptes par les gouvernants, sans allusion aucune au sujet du comité des comptes publics.

D'ailleurs, les journaux nous apprennent que cette reddition de comptes est en train de s'accomplir au détriment de l'école ignominieuse du laisser-faire et surtout du silence éhonté pratiqué au sujet de l'administration des deniers publics.

Notre province est très riche et notre peuple est très pauvre. Il importe qu'il en connaisse les raisons. Depuis 15 ans, une presse stipendiée renseigne à rebours les contribuables. On a instauré en notre province un contrôle de la presse aussi nauséabond que certaines révélations scandaleuses publiées récemment dans les journaux. La presse, dans une province véritablement libre, se doit de renseigner ses lecteurs d'une façon honnête.

Grâce à certains journaux indépendants, qui se sont imposés des sacrifices méritoires, la lumière perce, au point que les journaux ministériels se trouvent maintenant dans l'obligation de publier des comptes rendus assez exacts des délibérations de cette Chambre, afin de maintenir tant soit peu leur tirage défaillant. J'attaque la direction de ces journaux stipendiés et non les journalistes. La tâche de ces derniers est suffisamment ardue et les rémunérations qu'ils reçoivent en retour sont si minimes que je m'incline devant leur dévouement. Ils sont des victimes du régime comme tant d'autres. Nous n'avons qu'à constater ici même l'immense somme de travail accomplie par les courriéristes parlementaires pour leur rendre à tous l'hommage qui leur revient de droit.

Dans les journaux stipendiés, à même les fonds de la province surtout, les journalistes ne reçoivent pas ce que l'on devrait qualifier une juste rétribution pour les nombreuses heures de travail qu'ils consacrent à renseigner la population. C'est

pourquoi, de concert avec mon collègue de Sainte-Marie (M. Rochefort), je réclame de cette Législature une loi de salaire minimum et d'heures maximums pour les journalistes dont on connaît la tâche ardue, sans me préoccuper pour un instant que ce geste pourrait nous procurer des avantages personnels.

(Applaudissements à gauche)

Avant de discuter le capital argent, nous allons parler capital humain.

M. l'Orateur, nous ne sommes qu'un petit noyau de 2,300,000 Canadiens français en cette province. Il nous semble odieux de réaliser aujourd'hui que des compatriotes détenant le pouvoir de par la grâce des nôtres aient pu se contenter d'un seul but, celui de se maintenir au pouvoir. Ils n'ont rien prévu au sujet du capital humain.

Ainsi, notre population rurale est demeurée à l'état stationnaire, malgré l'augmentation considérable de la population en général. En 1911, nos ruraux se chiffraient par 1,038,394 âmes, en 1921, 1,036,096 et, en 1931, 1,060,641 âmes, alors que la population urbaine n'était que de 966,842 âmes en 1911 et, en 1921, elle avait progressé à 1,322,569 pour en arriver à 1,831,606 en 1931. La disproportion entre la population rurale et urbaine en 1936 serait encore plus évidente s'il était possible d'établir des statistiques à ce sujet.

En 1911, nous possédions à peu près l'équilibre entre ces deux populations, c'est-à-dire 51.8 % et 48.2 %. En 1921, la population rurale ne se chiffrait plus qu'à 43.97 % et la population urbaine.

En 10 ans, de 1921 à 1931, la population de notre province a augmenté de 21.7 %; la population rurale de 22,553 âmes et la population urbaine, de 491,037. Il est facile de jouer avec les mots, de louer le prétendu grand dévouement exercé par notre gouvernement, seulement on ne saurait jouer avec des chiffres malheureusement trop éloquents.

Argenteuil avait une population de 17,000 en 1919 et aurait dû avoir plus de 20,000 en 1931, mais n'en avait que 18,000. Arthabaska - le comté de l'honorable procureur général - avait une population de 21,386 en 1919, et aurait dû avoir 25,663 en 1931 avec l'augmentation de 20 %. La population était de 27,159 en 1931, et il faut le dire, à l'honneur de l'honorable procureur général.

Il (M. Bélanger) cite des statistiques sur la diminution de la population dans une demi-douzaine de comtés qui n'ont pas eu 20 % d'augmentation de population de 1919 à 1931.

Je ne veux pas donner toute la liste parce que je craindrais d'endormir les honorables députés de la droite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce qu'ils font le mieux quand ils dorment.

Voix à gauche: Continuez.

M. Moreault (Rimouski): On peut lire cela dans les statistiques.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): L'honorable député de Rimouski dit qu'il connaît cela les statistiques.

M. Moreault (Rimouski): Je n'ai pas dit cela. J'ai dit qu'on peut les lire ces statistiques. Pas besoin de les entendre.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Bien oui, mais vous ne les lisez pas. Il continue l'énumération de ses statistiques.

(Lorsqu'un comté a eu une augmentation dépassant les 20 % qui sert de base au calcul, on entend un député dire "Oh! oh!" C'est le cas de Lévis, Sherbrooke, Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne.)

Nous ne saurions trop déplorer l'exode des campagnards parce que la terre fut l'une des plus grandes causes de notre survivance comme groupe ethnique.

(Applaudissements à gauche)

Lorsqu'on considère le manque de vision de certains politiciens de notre province, notre raison d'être à gauche, pour le moment, n'est point discutable. Le gouvernement a totalement manqué de prévoyance lorsqu'il s'est agi de protéger notre capital humain. L'exode de nos campagnards vers les villes est un désastre national. Notre population rurale est demeurée à l'état stationnaire depuis 20 ans en dépit de l'augmentation considérable de notre population totale. Au cours des années de prospérité, il aurait pourtant été facile, à l'aide des surplus, de prendre les moyens nécessaires pour enrayer l'exode rural.

Il est un autre aspect que je tiens à signaler, fait nullement imputable à l'honorable ministre des Travaux publics, c'est la baisse constante de la natalité en notre province. J'admets que le fait est général dans le pays, c'est une raison d'améliorer considérablement le service d'hygiène. À l'instar de la France, si cette situation continue, nous aurons, nous aussi, à déplorer dans un avenir prochain la crise des berceaux.

De 37.5 qu'il était en 1921, le taux de la natalité en notre province est tombé à 25.3 en 1934. Je suis à me demander s'il ne serait pas le temps propice d'établir l'octroi de primes aux familles nombreuses de 10 enfants et plus, par exemple.

Je tiens aussi à attirer l'attention de cette Chambre au sujet de la mortalité due à la tuberculose, car nous en sommes rendus à l'état épidémique. À Rimouski, les décès dus à la tuberculose représentent le taux fantastique de 312; Chicoutimi, 266; Victoriaville 209. Il nous semble que le gouvernement devrait enquêter sans tarder sur les causes réelles de ce pitoyable état de choses et y remédier par tous les moyens possibles. L'enquête démontrerait sans aucun doute que, parmi les causes, il y a les taudis et les salaires de famine payés aux travailleurs.

Des moyens efficaces ont été employés à bon escient en d'autres pays pour diminuer considérablement le taux de la mortalité due à la tuberculose. Il devrait à mon sens en être ainsi dans notre province.

Il nous est regrettable toutefois d'avoir à signaler à cette Chambre que les mortalités imputables à la tuberculose sont le double de celles d'Ontario, quoique la population de cette dernière comprend 500,000 âmes de plus que la nôtre. En 1934, d'après les statistiques, les mortalités à ce sujet étaient de 1,335 en Ontario et 2,679 dans Québec. On s'est parfois moqué de nous en cette Chambre lorsque nous avons parlé du capital humain. J'ose croire que ces statistiques dessilleront les yeux d'un grand nombre de nos amis de la droite.

Je dois cependant en toute justice louer le merveilleux travail accompli par le secrétaire provincial et ses officiers, au sujet de la baisse de la moyenne de la mortalité infantile en notre province, soit de 142 en 1926, à 97 en 1934. Toutefois, cette moyenne pourrait encore être abaissée si l'on s'occupait tout particulièrement de certaines régions où les taux sont de beaucoup trop élevés tels que Trois-Rivières, 286 par 1,000 naissances en 1934, Saint-Maurice, 180, Nouveau-Québec, 180, Matapédia, 143. Il semble que le gouvernement devrait enquêter sans tarder sur ce pitoyable état de choses et y remédier par tous les moyens possibles.

La question du budget est connexe à l'avenir de notre province. Tel que le déclarait l'éminent député de Jacques-Cartier jeudi dernier, si l'orgie des dépenses administratives et électorales se continue, les enfants nés en 1936, rendus à l'âge de 40 ans, devront faire face à une dette provinciale de \$950,000,000². On se complait à tort à la droite de

prétendre que la dette de la province de Québec est inférieure à celle d'Ontario.

S'il fallait ajouter, nous aussi, les obligations émises par les compagnies d'énergie électrique tel que le fait Ontario pour son Hydro, la différence entre les deux dettes serait minime. De plus, la province-sœur détient un actif merveilleux: son Hydro et le Témiscamingue et North Ontario Railway. Les pouvoirs hydrauliques d'Ontario appartiennent aux citoyens de cette province tandis que, dans Québec, nos plus grandes chutes d'eau ont été vendues à perpétuité.

Les chutes d'eau d'Ontario sont tellement exploitées au bénéfice de cette province qu'à Ottawa le coût de l'électricité est exactement la moitié de celui de Montréal. Les taux chargés par Ontario sont si avantageux pour les citoyens de cette province qu'en 1929, d'après les statistiques fédérales, il se trouvait, en Ontario, 223 villes ou municipalités favorisées par plus de trois industries tandis que dans Québec, nous n'en avons que 77.

Sait-on, par exemple, qu'au cours des dernières années, il s'est établi en Ontario trois fois plus d'industries que dans Québec? La province sœur a pratiqué une politique sage depuis 35 ans, celle d'établir des industries au milieu de centres agricoles, en plus de sa sage politique de conservation de ses ressources naturelles. L'établissement de petites industries près des centres agricoles produit inévitablement de la prospérité. Quand les deux grandes classes de notre société, le travailleur et l'agriculteur, produisent, il n'est rien de plus transcendant pour le bien-être général.

Qu'avons-nous fait dans Québec à l'exception de l'électoralisme vicié et vicieux? Rien de plus. Il est inutile de jouer avec les mots et surtout les faits.

J'accuse le régime tashereautiste d'avoir été jusqu'à un certain point le pire ennemi de ma race. J'accuse le régime d'avoir laissé les étrangers ruiner notre petit commerce, d'avoir permis à la haute finance internationale d'exploiter non seulement nos ressources naturelles, mais aussi notre population d'une façon dérogatoire à l'intérêt de ma province et de ma race.

M. l'Orateur, il est un principe d'économie politique que nos supposés grands hommes ont oublié, lorsqu'un gouvernement réalise que l'avenir de ses commettants risque d'être gravement compromis par l'absentéisme, il doit sans tarder, sans se préoccuper de ce qu'il en coûte, de sauvegarder cet avenir sans tergiverser inutilement sur des questions aussi futiles que le maintien au pouvoir d'avocats intéressés à défendre leurs clients, plus qu'ils ne le

sont de défendre les intérêts les plus chers de la nation.

(Applaudissements à gauche)

J'accuse aussi le régime d'avoir négligé non seulement les revendications populaires, aussi d'avoir fait la sourde oreille à celles d'un grand patriote, d'un citoyen éminent, d'un historien dont le nom restera gravé dans l'histoire tandis que celui des prévaricateurs sera l'objet, longtemps après leur mort, de la vindicte populaire. Ce grand patriote a nom M. l'abbé Groulx.

La jeunesse sacrifiée d'aujourd'hui à l'ambition de la "politi-chiennerie" n'oublie pas et n'oubliera pas. Elle saura transmettre à ses fils ce qu'elle ressent aujourd'hui. Je ne voudrais pas, au point de vue de l'histoire politique de ma province, être dans la situation de certains de mes amis de la droite. Le plus humble député en cette Chambre doit réaliser qu'après sa mort, il sera l'objet de commentaires soit favorables, soit défavorables. Sans vouloir commenter des faits historiques survenus en notre province depuis 50 ans, la merveilleuse bibliothèque du Parlement contient dans des volumes les faits et gestes de ceux qui nous ont précédés en cette Chambre. Il en sera ainsi pour nous dans l'avenir. Sachons laisser à nos enfants une réputation de civisme. Je n'ai pas à insister plus longtemps sur ce sujet.

L'établissement de la Commission des liqueurs, à la suite des preuves que j'avance, est un autre désastre national, désastre à tous les points de vue, surtout parce qu'on a détruit le crédit populaire si nécessaire en notre province.

Le gouvernement a refusé une enquête royale que réclamait le chef de l'opposition d'alors, M. Sauvé, en 1921. Il est étrange que le gouvernement ait oublié la question des salaires payés aux petits employés de la Commission des liqueurs.

L'honorable premier ministre déclarait un jour qu'il avait édicté la loi de la Commission des liqueurs, afin d'abolir un trust, quel trust, M. l'Orateur? Celui qu'un groupe de grossistes canadiens-français, Boivin-Wilson, Lawrence Wison, Laporte-Martin, Hudon-Hébert, Lacaille-Gendreau, Hudon-Orsali, Chaput & Fils, en concurrence les uns contre les autres, vendeurs de meilleures boissons que ne vend la Commission des liqueurs, prétendu trust qui accordait un crédit illimité aux petits épiciers du coin qui, nous le répétons, en retour, accordaient leur confiance aux ouvriers. Tout cela est chose du passé.

Puisque l'honorable premier ministre a voulu parler de trust des boissons, pourquoi a-t-il oublié

involontairement, je veux bien le croire, du trust de boisson des MM. Bronfmann et de la justice rose? Je défie le premier ministre de me déclarer en cette Chambre qu'il préfère le trust des MM. Bronfmann. D'ailleurs, le premier ministre me rendra ce témoignage que je n'ai pas mentionné une seule fois, la question de fonds électoraux.

Je trouve fort étrange qu'en établissant le principe du contrôle par l'État, le régime ait oublié la question des salaires payés aux petits employés de la Commission des liqueurs. J'ai dénoncé en cette Chambre les salaires de famine payés ici même au parlement aux employés du café. Il en est ainsi au sujet des employés de la Commission des liqueurs. Il est arrivé à ma connaissance personnelle qu'un officier haut placé à la Commission se soit déclaré honteux de percevoir un salaire assez élevé pendant que les petits employés de la Commission des liqueurs ne recevaient que de \$5 à \$10 par semaine.

Si j'ai dépassé le temps que j'avais dû prendre à discuter ce problème du contrôle de la vente des alcools, c'est parce qu'il démontre d'une façon catégorique les fautes et les péchés du régime actuel envers les nôtres. Il me serait inutile de citer d'autres exemples parce que celui que je viens de relater à la Chambre est concret, irréfutable et indéniable.

Parlons de l'augmentation des dépenses depuis 1920, à commencer par le Conseil législatif, nuisance publique, que l'Action libérale nationale veut remplacer par un Conseil économique composé des meilleurs cerveaux de la race qui coûtait \$76,925 en 1920 et a coûté \$109,752 en 1935. En 1920, le gouvernement civil nous revenait à \$877,985 et, en 1935, il nous coûte \$2,534,932. Vive la petite différence. Puis, il (M. Bélanger) énumère les dépenses de chaque ministère en en signalant l'augmentation.

Les dépenses de l'instruction publique ont augmenté de \$1,700,619 en 1920 à \$3,755,625 en 1935. À ce sujet, personne ne critiquera la dépense de millions en faveur de l'éducation. Toutefois, il nous sera permis de faire remarquer à l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) que ses véritables amis ne se trouvent pas trop près de lui. Nous savons pertinemment qu'il aurait pu accomplir beaucoup plus s'il n'avait pas eu à combattre certains éléments de son parti, fort peu enclins à favoriser le beau et le grand. D'ailleurs, l'honorable secrétaire provincial nous comprend. Inutile d'insister et surtout, à bon entendeur, salut.

Et maintenant, promenons-nous pendant quelques instants sur les routes de la province.

Une voix à gauche: Attention aux cahots.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Au cours de l'exercice financier 1920-1921, le ministère de la Voirie dépensait \$1,476,746. Il nous sera permis de signaler par exemple que, sous la direction de feu M. J.-L. Perron, les entrepreneurs de ce ministère étaient tous des Canadiens de naissance. Par une étrange coïncidence de fait sous le régime du procureur général actuel, ce ministère a tout particulièrement favorisé un M. MacDonald, un Américain de Long Island, New York, dans l'octroi des plus plantureux contrats de voirie.

Nous avons, au début de notre discours, signalé les torts du régime actuel à l'égard de nos grossistes en épicerie canadiens-français. Il nous sera permis, j'ose le croire, de dénoncer l'attitude de l'ex-ministre de la Voirie au sujet des nombreux contrats octroyés aux nombreuses compagnies subsidiaires de M. MacDonald, que ce soit la MacAsphalt, la McUrban Asphalt, la Canadian Rock Products ou toute autre compagnie dans lesquelles M. MacDonald est intéressé.

En temps et lieu, nous poserons les questions suivantes à l'ex-ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault). C'est afin de lui donner l'occasion d'y répondre que nous les lui soumettons actuellement:

L'ancien ministre de la Voirie pourra-t-il alors nous renseigner, par exemple sur les raisons pour lesquelles le contrat de la section Lapinière-Laprairie fut, après avoir été enlevé à la Compagnie des ponts et chaussées, octroyé à la compagnie Kennedy alors que des soumissionnaires avaient présenté des soumissions moins élevées que celle de la Kennedy Construction?

L'ancien ministre de la Voirie dira alors pourquoi ce contrat fut octroyé à la Kennedy Construction à la suite d'un appel téléphonique alors, nous le répétons, qu'il se trouvait des soumissions moins élevées.

L'ancien ministre de la Voirie pourra-t-il alors aviser la Chambre du coût réclamé par les autres soumissionnaires au sujet des terrassements à la verge cube et celui payé à la Kennedy Construction?

L'ancien ministre de la Voirie pourra-t-il alors donner à la Chambre les raisons pour lesquelles, 10 jours avant les élections de 1931, il a accordé un petit bonus de \$175,000 à la Kennedy Construction?

L'ancien ministre de la Voirie pourra-t-il alors nous renseigner sur les raisons pour lesquelles cette route qui, d'après les plans de l'ingénieur Béique, comportait l'exécution des travaux à 70 pieds, à raison de deux voies construites en béton à 20 pieds; une route carrossable de 20 pieds et deux

accotements de cinq pieds chacun fut soudainement réduite à la taille du contribuable?

L'ex-ministre de la Voirie voudra-t-il alors nous donner les raisons pour lesquelles cette route fut construite à 30 pieds au lieu de 70 pieds et pourquoi le béton armé fut remplacé par du bitume de son ami M. MacDonald?

L'ex-ministre voudra-t-il alors nous dire les raisons pour lesquelles les estimés des ingénieurs de son ministère compilés à l'effet de construire une route de 70 pieds à raison de deux voies en béton de 20 pieds s'élevaient à \$768,000, alors que le coût de cette section de route de 30 pieds en bitume a coûté près de \$1,250,000.

L'ex-ministre de la Voirie voudrait-il alors nous dire s'il n'aurait pu épargner \$2,800,000 à la province en élargissant la vieille route à 70 pieds au coût de \$500,000?

L'ex-ministre de la Voirie voudrait-il alors donner à la Chambre les raisons pour lesquelles son frère, Me Antoine Perrault, est chargé des causes importantes de ce ministère au détriment de nombreux avocats taschereautistes, fidèles serviteurs de son parti?

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet.

Je veux signaler à la députation la situation intenable des petits propriétaires. Il serait injuste de refuser de prendre leur cause en considération. Il ne faut plus que le citoyen économe soit privé de l'usufruit de son épargne et de sacrifices qu'il s'est imposés pour devenir propriétaire. C'est pourquoi je demande à tous les honorables députés de cette Chambre de légiférer en faveur du petit propriétaire.

On tente en certains milieux ministériels de briser les liens indissolubles qui unissent les députés unionistes. À l'instar du premier ministre qui, sous le pseudonyme de Turpin, écrivait le 27 juillet 1888 dans *L'Union libérale* ce qui suit: "On va fouiller la conscience de chacun..."

M. Tremblay (Maisonnette): Il y en avait encore des consciences dans ce temps-là.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): ... on sème les plus tristes divisions." L'histoire se répète. Le premier ministre ne m'en voudra pas de l'aviser à l'effet que les tristes divisions de 1888 n'ont plus cours en 1936. Les paroles s'envolent mais les écrits restent, dit un vieux dicton. Seulement, l'ex-premier ministre a assurément oublié que Turpin écrivait aussi: "Le peuple ne se laisse pas prendre à de pareils enfantillages."

(Applaudissements à gauche)

Si les articles du premier ministre avaient cours en 1888, ils sont doublement plus justes, en 1936, 48 ans après. Nous pourrions aussi rappeler au premier ministre qu'en 1890, il réclamait l'indépendance du Canada, qu'en 1910 il favorisait à Toronto la participation du Canada à l'Empire et le reste. Le premier ministre a assurément évolué sur ces questions. Les paroles s'envolent, mais les écrits restent. C'est pourquoi nous lui demandons de laisser la jeunesse exprimer ses libres opinions dans les meilleurs intérêts de notre race, en priant les directeurs des journaux ministériels de ne pas oublier que lui aussi fut jeune.

En terminant M. l'Orateur, nous déclarons qu'il faut de toute nécessité asseoir le gouvernement non plus sur des bases de politiciannerie, mais sur les assises profondes de la nation, les véritables forces organisationnelles. Le remède n'est pas de remplacer les libéraux par les libérâtres, c'est d'en finir avec le passé et de donner à l'État la base autoritaire nationale, familiale, populaire, provinciale et corporative sans laquelle il n'est que château branlant et construction de papier.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'opinion est excédée de ces questions de personne, de ces embûches et de ces coups de Jamar. La province est écoeurée du parlementarisme tashereautiste, elle est fatiguée de ce régime d'intrigues, de lâcheté, de camaraderie, de pourriture, de corruption, d'exemptions, de "family compact", de bêtise et de clans. Elle demande un régime qui repose sur les réalités de la vie: la famille, le métier, la province, la commune, le pays réel et non le pays légal, les hommes et non les partis, les familles et non les "Reform Clubs", les travailleurs et non les coulisiers. Ce faisant, j'exprime le désir de mes électeurs de Dorion.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

The Sterling Fire Insurance Company

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil

législatif a apportés au bill 87 amendant la charte de The Sterling Fire Insurance Company.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que les amendements soient maintenant lus une première fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Il semble que le chef de l'opposition devrait comprendre. La compagnie avait demandé au comité de bills publics de diviser son capital-actions en parts de \$5, mais le comité lui a refusé ce privilège. Dans la suite, le Conseil législatif a adopté l'amendement demandé par la compagnie. Cette compagnie demande d'assurer contre le feu et les accidents. Ce n'est pas là une nouvelle compagnie. Elle fait des affaires depuis longtemps et, si je ne me trompe, elle a même une vingtaine d'années d'existence. Elle s'est toujours conformée à la loi.

Elle prend des risques de tout premier ordre. Son pourcentage de taux est excessivement bas, et elle veut intéresser le plus grand nombre possible de citoyens dans son entreprise. Elle veut faire un fractionnement de ses parts en changeant chaque action de \$100 pour 20 actions ayant chacune une valeur nominale de \$5, pourvu que le changement soit approuvé par les deux tiers des actionnaires présents.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi la compagnie demande-t-elle le pouvoir de diminuer ses actions de \$100 à \$5?

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) dit un mot à son collègue de Québec-Sud.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai observé que le député de Saint-Laurent a soufflé quelque chose à l'oreille de son collègue. Le député de Saint-Laurent a assez soufflé son comté qu'il pourrait se tenir tranquille.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ça, c'est "cheap", ce que vous dites là.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est sans doute une expression de l'Académie française. Si le député des Îles-de-la-Madeleine veut absolument que nous parlions de lui...

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Tout de suite, si vous voulez!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Beaucoup de députés de droite font des interruptions déplacées. Alors nous examinerons sa conduite pour voir s'il est digne de son mandat, et plus vite qu'il ne le désirera peut-être.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Changez de propos.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député des Îles-de-la-Madeleine n'aime pas...

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Parlez encore si ça vous fait plaisir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un bill assez extraordinaire. Comme disait le député de Québec-Est, ce n'est pas une promotion, c'est une dépréciation. Voici une compagnie qui opère depuis 20 ans et qui demande à la Législature d'augmenter ses pouvoirs, et si elle augmente ses pouvoirs, elle pourrait au moins augmenter ses actions au lieu de les baisser à \$5.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) parle à mi-voix.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Peut-être que le député de Montréal-Saint-Louis a quelque chose à dire? Je suis prêt à l'écouter.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je n'ai rien à dire pour le moment, mais je dirai à mon honorable ami que demain matin... nous nous rencontrons dans les tranchées...

(Rires et applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, je demanderais au procureur général de faire respecter l'observance du dimanche dans la ville de Montréal et de passer la loi à cette fin.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Si mon honorable ami dit cela pour moi, cela ne m'affecte en aucune façon. Le plus tôt la loi sera présentée, plus j'en serai content.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, je suis prêt à suspendre l'étude de ce bill et à suspendre tous les règlements pour adopter la loi du dimanche en quelques minutes.

Il (M. Duplessis) attend en regardant le procureur général (l'honorable M. Perrault).

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) ne parle pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À tout événement, quant au bill en discussion, je veux faire remarquer qu'on nous demande encore de pratiquer le "mouillage" des stocks. Nous souffrons dans la province du maquillage des stocks des compagnies. Nous sommes les victimes de financiers bandits et je ne vois pas pourquoi nous accorderions à la compagnie les pouvoirs qu'elle demande. Toutes ces opérations financières sont cause de désordres sociaux. Ça complique, par exemple, l'établissement des jeunes sur le sol. L'heure est venue d'avoir une loi qui empêchera ces méthodes ainsi que l'inflation financière.

M. Leduc (Laval): Je tiens à souligner que, dans nos villes, il y a des promoteurs qui ont profité du mouillage des stocks pour demander des pouvoirs extraordinaires au détriment de ceux qui ont placé leurs épargnes dans ces compagnies. À Montréal, par exemple, on ne peut réussir à sévir contre certaines compagnies parce qu'elles ont trop de capital des veuves et des orphelins dans leurs stocks. Les gens qui ont le moyen de risquer leur argent dans des compagnies doivent être suffisamment riches pour y aller par \$100 et non par des \$5.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Charte de Hampstead

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 91 modifiant la charte de la ville de Hampstead.

Une voix à droite demande des explications.

M. Fisher (Huntingdon) ne se lève pas.

Des députés de la droite insistent.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le député ne connaît pas son bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste parce que l'on insulte ici un représentant de la minorité anglaise. Il a droit d'avoir une copie du bill

dans sa propre langue et c'est ce qu'il a demandé. M. l'Orateur, c'est extraordinaire comme nous n'avons pas dans cette Chambre le respect des minorités anglaises qui s'y trouvent. C'est une honte pour nous qui réclamons partout nos droits. Ce serait un exemple à donner de permettre au député d'Huntingdon de s'expliquer convenablement.

M. Caron (Hull): Il est étonnant d'entendre le chef de l'opposition s'exprimer ainsi.

Des voix à gauche: Oh! Oh!

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre.

M. Caron (Hull): Nous ne savons pas pourquoi le député qui est parrain de ce bill ne se lève pas, et ce n'est pas insulter un membre de cette Chambre que de lui demander des explications. Si le parrain connaît son bill, ce n'est pas au chef de l'opposition à parler pour lui.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève.

M. Caron (Hull): Si le parrain connaît son bill, ce n'est pas au chef de l'opposition à parler pour lui.

Des députés de la droite lancent "Adopté".

M. Fisher (Huntingdon) explique son bill en anglais, mais à voix basse.

L'honorable Taschereau (Montmorency): C'est tellement clair que nous sommes tous satisfaits... Adopté!

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides".

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, au début de ces quelques remarques, je désire offrir au député de Pontiac (M. Lawn) mes

plus sincères sympathies à l'occasion de la mort de sa mère.

Je veux maintenant relever quelques-unes des paroles de l'honorable député de Dorion (M. Bélanger). Je n'avais pas l'intention de prendre part à ce débat, mais cet après-midi, le député de Dorion m'a posé plusieurs questions. Qu'il me permette de lui dire tout d'abord que je ne partage pas son pessimisme au sujet de sa province et de sa race. Il s'est étonné que les centres ruraux aient perdu une grande partie de leur population au bénéfice des centres urbains. C'est un fait mondial. Les gens de la campagne se sont dirigés vers les villes où ils étaient attirés par les grandes industries.

Le député de Dorion (M. Bélanger) s'est étonné de constater que les dépenses de la province soient plus élevées en 1935 qu'en 1920. Dans toutes les sphères de l'administration, les dépenses ont augmenté comme les affaires de la province ont été plus considérables. Ainsi, pour ce qui est de la voirie, en 1920 nous n'entretenions aucun chemin, tandis qu'en 1935 nous en entretenons 15,935 milles au coût de \$3,000,000 environ. En 1920, nous n'avions pas eu à entreprendre les travaux qui ont été exécutés depuis quelques années. Nous avons alors le choix entre deux politiques: l'amélioration des chemins existants ou bien créer de grandes artères pour prévoir les besoins futurs. Le département a cru qu'il valait mieux améliorer les chemins existants et, aujourd'hui nous avons, au lieu de 5,000 milles de routes, des réseaux qui relient tous les centres de la province depuis Gaspé jusqu'à Hull, et du sud au nord.

L'augmentation de la circulation a fait qu'en 1929, nous avons dû apporter certains changements à cette politique. Nous avons commencé l'élargissement des routes et, depuis cette date, nous avons construit des routes de 66 pieds de largeur sur une distance de 608 milles³. On dit souvent que nos routes ne sont pas aussi larges qu'ailleurs et que les chemins coûtent cher. Il y a une raison pour cela. Il faut tenir compte du coût des expropriations. Nous sommes une vieille province, et suivant une coutume ancienne les gens se sont établis le long des chemins. Il nous a fallu acheter un grand nombre de propriétés pour élargir les routes et, naturellement, cela a coûté cher. Ces expropriations constituent une dépense que l'Ontario n'a pas à rencontrer. Dès le début en Ontario, on avait fixé la largeur des routes à 66 pieds, et on n'a eu aucune expropriation à faire.

Ici, nous n'avons pas été capables d'élargir un pied sans avoir à reculer une maison, une grange, ou à exproprier un terrain. Ce qui a coûté cher dans la

voirie, ce ne sont pas tant les pavages que les travaux préliminaires pour assurer la permanence des routes en béton.

Le député de Dorion m'a posé des questions au sujet du boulevard Taschereau qui conduit au pont de Jacques-Cartier entre Longueuil et Montréal. Dans le passé, il en a été question à la Chambre et j'ai donné les explications demandées. En 1929, le rapport du département de la Voirie, page 34, mentionnait que cette entreprise venait d'être décidée. Je suis prêt à prendre toutes mes responsabilités, mais je dois dire que ce n'est pas moi qui ai décidé le tout. Dès 1927, des plans avaient été préparés et des options avaient été demandées. En 1928, le fédéral a étudié le coût de la construction d'un deuxième pont entre Montréal et Longueuil. Des contrats ont été accordés à cette fin en 1925 ou 1926, et le pont devait être terminé en 1931.

Ce pont devait avoir une largeur de 30 pieds et 10 pouces. On y avait laissé un espace de 12 pieds pour les tramways. Cette partie du projet fut abandonnée. Le département de la Voirie a été appelé à décider de la construction des approches de ce pont. Dès 1926, mon prédécesseur avait mis cette question à l'étude. Un comité fut nommé pour l'étudier. En 1927, on décida la construction de la route. Plus tard, l'honorable M. Perron a chargé MM. Fraser et Paul Béique de préparer des plans pour un viaduc du C.N.R. Les plans furent préparés durant l'hiver de 1928 et la construction du boulevard Taschereau fut décidée en 1928.

De sorte, quand j'ai pris la direction de la Voirie, tout était décidé et les plans étaient prêts. Il ne restait plus qu'à demander des soumissions. La construction du pont a été terminée un an et demi avec l'expiration du contrat accordé par le fédéral. En mai 1929, nous avons demandé des soumissions pour la première partie des approches, le chemin de Laprairie à Lapinière. Ces soumissions ont été demandées dans les journaux. Nous avons reçu huit soumissions le 11 juin 1929. La Kennedy Construction avait fait parvenir la plus basse, soit \$410,853.51. La Kennedy Construction est une compagnie essentiellement canadienne. Elle a des bureaux à Montréal; avec son bureau principal à Montréal et est composée de Canadiens. Ses officiers, MM. French, Kennedy, et de Saint-Georges Harvey sont tous de Montréal.

Les soumissions se lisaient ainsi: Kennedy Construction Co. \$410,853.10; St. George Cartage and Cons. \$417,090.42; Robertson & Janin Paving Co., \$483,328.06; William P. MacDonald, \$510,331.14; Léger & Charlton Ltd., \$510,030.00;

Arcole Construction Ltd., \$521,687.84; Société générale des ponts et chaussées, \$522,683.47; Laganère, Houde et Cie, \$573,738.04. Il y avait un écart de \$160,000 entre la plus basse et la plus haute des soumissions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier contrat n'a-t-il pas été accordé à la Compagnie des ponts et chaussées dont M. Necker, ancien ingénieur de la voirie, était le président?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, j'y viens à cette question. C'est le troisième contrat qui a été accordé à cette compagnie. Au commencement de juillet, on demanda des soumissions pour la seconde partie du chemin, de Lapinière vers le pont Jacques-Cartier. Il y eut seulement deux soumissionnaires: Robertson & Janin Co. Ltd., \$307,600.22; Kennedy Construction Co., \$338,803.81.

Ce fut le plus bas, Robertson & Janin, qui obtint le contrat.

Le 23 juillet, des soumissions furent demandées pour l'autre section du chemin de Lapinière au pont du Havre et Longueuil. Le département reçut les soumissions suivantes: Société générale des ponts et chaussées, \$720,865.30; Laganère, Houde et Cie., \$728,249.86; Robertson & Janin Co. Ltd., \$737,506.08; St. George Cartage Co. Ltd., \$751,310.14; Kennedy Construction Co. Ltd., \$1,191,415.60.

Le contrat fut donc accordé à la Société générale des ponts et chaussées. Les travaux devaient se terminer le 30 novembre 1929. La Kennedy Construction et la Robertson & Janin allèrent très bien. La Robertson & Janin avait eu un sous-contrat pour le viaduc à Brosseau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Société générale des ponts et chaussées est la compagnie de M. Necker, ancien ingénieur en chef de la voirie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui. Ce contrat comme les deux autres a pris fin le 30 novembre 1929. Kennedy et Robertson & Janin procédèrent très bien dans l'exécution des deux premiers contrats, mais la compagnie des Ponts & Chaussée n'allait pas si bien. Les travaux commencèrent lentement, et ils ne procédaient pas dans l'ordre. À un moment, nous lui avons demandé pourquoi cela ne marchait pas. Il y a eu des procédures devant les tribunaux, et les événements nous ont dévoilé pourquoi on n'avait pas procédé rapidement.

La compagnie avait soumissionné trop bas pour les travaux de terrassement. Il y avait à faire 250,000 verges de terrassement, et la compagnie avait demandé \$0.547 la verge cube. Or, à l'enquête, devant l'honorable juge Gibsone, il a été établi qu'il était impossible de faire ce travail à moins de \$1.50⁴ la verge cube, ce qui aurait augmenté le contrat de la compagnie de \$375,000. C'est la raison pour laquelle elle ne pouvait procéder. Il y avait de la terre dans la section où la Kennedy Construction exécutait son contrat, mais la Compagnie des ponts et chaussées devait travailler sur le roc, et amener la terre sur les lieux par chemin de fer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que ce procès a pris fin. N'y a-t-il pas eu appel?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui. Nous avons obtenu jugement en notre faveur contre la compagnie devant l'honorable juge Gibsone et, à la Cour d'appel, les cinq juges ont confirmé unanimement cette décision. La compagnie est allée ensuite s'adresser à la Cour suprême, mais elle a retiré sa cause.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le ministre pourrait nous expliquer pourquoi M. Necker, le *factotum* de la Société Générale, fut si longtemps l'ingénieur en chef du département?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est évident que M. Necker n'avait pas fait l'enquête nécessaire, et cela explique la différence énorme dans sa soumission. Il est évident que les gens de la Société des ponts et chaussées ne se sont pas inquiétés de savoir où ils prendraient la terre pour le terrassement.

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce qu'il y avait un rapport des ingénieurs du département?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui. On évaluait les travaux à \$1,900,000 en tenant compte des dépenses imprévues.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que, M. Necker connaissait les habitudes du département, la Société n'espérait pas obtenir plus après coup?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. Fraser, l'ingénieur du département, s'opposait à l'octroi du contrat à la Société Générale, disant qu'elle ne pourrait le remplir. Mais j'étais nouveau à

la voirie et croyais qu'il valait mieux accorder un contrat au plus bas soumissionnaire. C'est en vertu de ce principe que je le donnai. L'expérience nous a montré qu'il ne faut pas toujours s'en tenir à ce principe. D'ailleurs M. Necker avait été longtemps l'ingénieur en chef de la voirie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment se fait-il que M. Necker, qui avait été ingénieur de la voirie, n'était pas plus compétent?

M. Leduc (Laval): Il n'était pas ingénieur: c'était toute une histoire.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'était pas ingénieur, mais s'était donné comme tel, et nous ne savions pas la vérité alors. Je l'ai su lors du procès.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment se fait-il que le département ait engagé comme ingénieur en chef un homme qui n'était pas ingénieur?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Quand je suis arrivé au département, M. Necker était parti. Ce n'est pas moi qui l'ai engagé, et je ne sais pas pourquoi il est parti.

Le contrat devait se terminer pour la fin de novembre. Au mois de novembre 1929, M. Necker m'a annoncé qu'il ne pouvait exécuter son contrat. C'était l'avis de l'ingénieur en chef du temps, M. Fraser, que la Société des ponts et chaussées ne serait pas capable de remplir son contrat. Voyant qu'on ne procédait pas, et que Necker était en déficit, le département lui permit d'abandonner son contrat. Il nous demanda ensuite de payer pour les matériaux qu'il avait employés et qu'il ne pouvait pas payer.

À tout événement, nous lui avons permis d'abandonner son contrat. Nous n'avions pas de temps à perdre. Le pont devait être inauguré en mai et il est vrai que j'ai téléphoné à la Kennedy, qui avait soumissionné et connaissait très bien le contrat et toutes les circonstances, et je l'ai consultée avec nos ingénieurs. La compagnie Kennedy avait exécuté le premier des contrats et je lui ai confié la troisième partie du boulevard.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Aurait-il été mieux de demander de nouvelles soumissions?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne le crois pas. Déjà, nous en avions eu six devant nous et le travail pressait. J'ai donc demandé à la

compagnie si elle pourrait se charger de l'exécution de cette partie. On nous a envoyé M. Saint-Georges Harvey et nous avons discuté avec lui. Cette compagnie avait terminé l'exécution du contrat de la Société générale des ponts et chaussées, avec l'entente qu'elle ferait le travail aux prix unitaires, sauf pour la partie où il n'y avait pas de terre. M. Fraser, notre ingénieur en chef, nous a suggéré, pour les endroits où il n'y avait pas de terre, de construire un viaduc en béton. Kennedy a fait son prix et nous avons consulté Monserrat et Pratley, les ingénieurs-experts bien connus. Ils nous ont dit que les prix demandés étaient bien raisonnables et qu'eux-mêmes nous chargeraient beaucoup plus cher pour un pareil travail. Le contrat fut signé. Nous avons alors donné le contrat, pour le prix de \$880,234, remplaçant le terrassement par du ciment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien est-ce que cela a coûté ce boulevard?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Deux millions deux... (Il feuillette à ce moment des documents).

M. Duplessis (Trois-Rivières): À \$227,000 du mille?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'en parlerai tout à l'heure. Ce n'est pas un chemin en gravier. C'est un boulevard de 150 pieds de largeur, qui relie aujourd'hui les routes de la rive sud et les routes américaines au nouveau pont. Il s'agissait d'une vaste entreprise. Pour éviter les terrassements, tous ont décidé de construire des viaducs et ce seul détail a augmenté le coût des travaux de \$195,000.

M. Tremblay (Maisonnette): Si nous pouvions scier de l'eau en bloc?
(Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Dans les devis primitifs, on avait prévu deux chemins de 20 pieds et 20 pieds au centre pour une voie de tramway. Nos travaux en marche, il fut décidé que les tramways ne circuleraient pas sur le pont Jacques-Cartier. Nous en fûmes informés un peu tard et il devenait inutile de laisser un espace libre. Aussi, nous avons changé nos plans, et au lieu de deux voies de 20 pieds, nous décidâmes d'en construire une seule de 30 pieds en béton armé. Le coût total du boulevard Taschereau a été de \$2,245,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça aurait payé bien des pensions de vieillesse.

M. Leduc (Laval): Combien ont coûté tous les viaducs?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): \$1,013,000. La Société des ponts et chaussées a poursuivi le ministère de la Voirie lui réclamant \$500,000. Les tribunaux, je l'ai dit, nous ont donné gain de cause.

Des députés de la gauche posent plusieurs questions au ministre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répète que la Société des ponts et chaussées avait exécuté des travaux pour \$69,614.66 quand elle abandonna l'exécution de son contrat. Elle intenta une action au gouvernement en réclamations de \$500,000 de dommages. La pétition de droit fut rejetée et l'appel fut abandonné en Cour suprême.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Est-ce parce que cette compagnie était insolvable que vous avez donné à l'autre un bonus de \$175,000⁵ à la compagnie Kennedy pour la troisième partie du boulevard, 10 jours avant les élections de 1931?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'y a pas eu de bonus. Tout simplement, les plans ont dû être changés. La soumission initiale de Kennedy, dit-il, était la plus haute, mais le contrat ne lui fut pas accordé au prix de cette soumission. Cette compagnie avait toujours donné satisfaction, et elle était dans la meilleure position pour terminer les travaux. Elle connaissait les lieux et pouvait faire le travail à meilleur compte.

M. Leduc (Laval): La compagnie était la plus haute soumissionnaire pour ledit contrat?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, mais nous ne lui avons pas accordé le contrat à son prix. La compagnie Kennedy y trouvait son avantage, car elle était sur les lieux avec son outillage pour l'exécution du contrat. Quant au détail du coût de l'entreprise, je le communiquerai à l'honorable député de Laval, s'il le désire.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): C'est parce que nous voulons la vérité. Ça ne va pas trop mal jusqu'ici. Nous voulons être justes, vous comprenez?

M. Leduc (Laval): Je remercie l'honorable procureur général, car je ne puis arriver au total de \$2,200,000. Nous discuterons d'ailleurs cette question en étudiant les crédits s'ils sont étudiés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout cela n'est pas très clair.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je l'admets bien volontiers. C'est compliqué parce que le ministère a eu des difficultés nombreuses à cause du défaut de la Société des ponts et chaussées. La première section du boulevard a coûté \$514,219.10, celle de Kennedy; la deuxième, de Robertson et Janin, \$398,439.20; les travaux de la Société, \$69,736.14; et la dernière partie, \$900,903.49, soit un total de \$1,883,287.93, ce qui représente une augmentation de \$432,707.15 sur le prix projeté. À ce montant-là, il faut ajouter \$132,875.44 pour l'expropriation de 7,300,000 pi² de terrain à 18 cents du pied.

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce que les soumissionnaires avaient déposé une garantie?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il y a sept ans de cela, je ne puis m'en rappeler, mais je sais que les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque.

Mais la province n'a rien perdu puisque, quand la Société décida d'abandonner son contrat, il fut convenu que nous ne paierions que la valeur réelle du travail accompli tel qu'évalué par nos ingénieurs: \$69,738.14.

M. Tremblay (Maisonnette): Necker était un exploiteur.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Est-ce que les ingénieurs qui vont examiner les lieux n'ont rien vu?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais oui, puisque notre estimation était de \$1,900,000. Mais, si la Société des ponts et chaussées voulait faire les travaux à forfait.

Il faut ajouter encore à cela le déplacement des lignes de télégraphe du C.N.R. du Québec, Montreal & Southern, qui a coûté \$28,365.

M. Tremblay (Maisonnette): Ils ont passé des télégraphes.
(Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, ils ont déplacé les télégraphes.

(Rires)

Les arpentages, les ingénieurs-conseils ont coûté \$107,331.

M. Leduc (Laval): Je tiens à dire au ministre que je n'ai pas d'objection à ce que le gouvernement emploie des experts en pareille matière. Bien au contraire, c'est une bonne pratique et j'espère que le gouvernement les utilisera davantage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre dort.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous regardais, vous comprenez?

(Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le boulevard Taschereau, c'est là que convergent les principales routes de la province. Après l'abandon des travaux par la Société des ponts et chaussées, le président n'était pas satisfait de notre évaluation. Voulant être de bon compte et pour éviter un procès, nous avons accepté l'arbitrage de M. F.-C. Laberge et, pour faciliter un arrangement, il nous proposa de porter le montant à \$130,000. Le gouvernement accepta, vu qu'il avait accepté l'arbitrage. Mais la Société ne voulut pas et continua les procédures et, comme je l'ai dit, nous eûmes gain de cause. Les tribunaux trouvèrent même que notre évaluation était généreuse et celle de M. Laberge trop élevée. C'est qu'il avait voulu favoriser un arrangement. Les tribunaux ont confirmé la décision de l'arbitre. C'est un coût additionnel de l'entreprise, et cela forme le total que j'ai mentionné.

M. Tremblay (Maisonnette): Le ministre admettra que quelque chose ne marche pas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La réputation de M. Laberge, mort depuis, a toujours été intacte. La cour a compris que nous avions voulu éviter un procès.

M. Tremblay (Maisonnette): Ça coûte cher à la province.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le député de Montréal-Dorion m'a demandé pourquoi on n'avait pas utilisé le boulevard Édouard VII. Notre ingénieur a invoqué deux raisons pour cela.

Premièrement l'accumulation des glaces sur le boulevard Édouard VII au printemps. Deuxièmement, la nécessité de construire cette route conduisant au pont à travers une région non habitée.

M. Leduc (Laval): Je crois que l'honorable ministre a raison. Je suis d'avis que les routes de grande circulation doivent être autant que possible dans des endroits inhabités. Ce n'est pas l'opinion du gouvernement, mais les idées peuvent différer. Il devrait convaincre son collègue du Commerce (l'honorable M. Bouchard) de la nécessité de faire passer les grandes routes comme celle-là par des régions non habitées.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Tout dépend des conditions. Il est difficile d'accepter un principe absolu sur ce point. Les circonstances varient.

Le boulevard Taschereau constitue les approches du pont Jacques-Cartier et il dessert un vaste territoire. Au moins 300,000 automobiles y passent chaque saison. Il y a plus de 5,080 pieds d'une largeur de 60 pieds.

Il ajoute qu'il est heureux de répondre aux questions qu'on lui a posées et qu'il n'a rien à cacher.

M. Leduc (Laval): Si l'honorable ministre avait un autre boulevard à construire, est-ce qu'il procéderait de la même façon?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons soumis les prix à des ingénieurs qui les ont trouvés raisonnables. J'ajoute que si les plans ont dû être modifiés à cause de l'abandon des voies de tramway, ce n'est pas moi qu'il faut blâmer.

M. Leduc (Laval): Une autre fois, vous ne ferez pas pareil. Une fois, cela peut faire.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne suis pas prêt à dire que nous ne ferons pas pareil. Je ne suis pas un ingénieur, c'est vrai, mais j'ai confiance aux rapports de notre personnel. Dans les mêmes circonstances...

M. Leduc (Laval): Je veux dire qu'en changeant les devis une autre fois, vous devriez demander d'autres soumissions.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il faut admettre que, quand nous avons commencé, les tramways devaient circuler. Ce n'est qu'à la fin de

1930 qu'on a changé cela. Dans les mêmes circonstances, il serait difficile de faire autrement. Nous avons déjà demandé des soumissions, nous connaissons les prix.

Quant à M. MacDonald, pour répondre à une autre question du député de Dorion (M. Bélanger), je dois dire à mon honorable ami que ce n'est pas moi qui l'ai importé dans la province de Québec. Bien avant que je ne sois ministre de la Voirie, ses compagnies obtenaient des contrats. L'année qui a précédé mon arrivée à la voirie, les compagnies de MacDonald avaient déjà une quinzaine de contrats.

Nous avons continué à lui en donner et à d'autres entrepreneurs. À une centaine d'entrepreneurs. Je ne suis pas plus ami avec M. MacDonald qu'avec un autre. Mais il a fourni un excellent travail pour la province et a donné entière satisfaction. Il contrôle des compagnies canadiennes installées à Montréal et a acheté récemment le "plant" de Robertson et Janin.

M. Leduc (Laval): Si vous êtes prêt à dire que d'autres entrepreneurs auraient donné satisfaction dans les mêmes conditions, nous serons d'accord.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne dis pas non.

Je regrette d'avoir retenu la Chambre si longtemps, mais je tenais à répondre aux questions du député de Dorion.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous avez été très intéressant.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si mes honorables amis de la gauche ont d'autres questions à me poser, je m'empresserai de leur répondre.

M. Leduc (Laval): Le ministre nous a parlé du passé. Que pense-t-il de l'avenir de la voirie? Nous aurons l'occasion d'en reparler, car je veux revenir sur cette question comme sur l'affaire de la Longue Pointe. Mais que pense l'honorable procureur général de la politique de voirie, de l'avenir du gouvernement?

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'avenir, on s'en chargera, nous. C'est nous qui allons régler cela. (Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons construit des chemins qui relient toute la

province. Nous sommes après faire le dernier tronçon Montréal-Senneterre. Maintenant, à cause de la densité du trafic, le ministère de la Voirie doit voir à élargir les grandes artères, comme la route Québec-Montréal et le chemin à l'ouest de Montréal, du côté de Sainte-Anne de Bellevue.

M. Leduc (Laval): Qui a obtenu les contrats pour cette route?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. Massicote, M. Charles Raymond et la Belmont Construction Company. La route Québec-Montréal devrait être refaite et élargie. Ce sont là, M. l'Orateur, les explications que j'ai à donner.

(Longs applaudissements à droite)

M. Pouliot (Missisquoi): M. l'Orateur, avant de proposer l'ajournement du débat, je veux joindre les sympathies de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre à celles que l'honorable procureur général a offertes à l'honorable député de Pontiac (M. Lawn) qui vient d'être éprouvé par la mort de sa mère.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous pourriez commencer votre discours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Constatant qu'il reste 15 minutes avant qu'il ne soit 11 heures) Pourquoi ajourner? Et les pensions de vieillesse? On pourrait prendre la loi des pensions de vieillesse. C'est suffisant d'un quart d'heure pour l'adopter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait signe au chef de l'opposition de s'entendre avec le député de Missisquoi.

M. Pouliot (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Choquette), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

Ordres en conseil,

1^{er} décembre 1935 au 12 avril 1936

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 avril 1936, pour la production de copie authentique de tous les ordres en conseil depuis le

1^{er} septembre 1935 inclusivement, jusqu'au 12 avril 1936. (Document de la session no 55)

René Tremblay et Joseph-Georges Gagnon

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 mai 1936, pour la production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} novembre 1935, inclusivement, jusqu'au 7 mai 1936, entre Joseph Fillion, ex-député, de Saint-Joseph d'Alma, comté du Lac-Saint-Jean, se rapportant au non-réengagement de M. René Tremblay, ex-cantonnier, et ayant rapport à la nomination de M. Joseph-Georges Gagnon, cantonnier, de la municipalité de Saint-Bruno, comté du Lac-Saint-Jean. 1936. (Document de la session no 56)

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. \$29,000,000, selon *Le Devoir* du 27 mai 1936, à la page 10. C'est le seul journal qui avance ce montant.

2. \$590,000,000, selon *L'Action catholique* et *La Presse* dans leur édition du 27 mai 1936, respectivement aux pages 9 et 14.

3. 1,100 milles, selon *L'Événement* du 27 mai 1936, à la page 4.

4. \$1 la verge cube, selon *L'Événement* du 27 mai 1936, à la page 4.

5. \$235,000, selon *L'Événement* du 27 mai 1936, à la page 4.

Séance du mercredi 27 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 86 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal;
- bill 98 relatif aux syndics de la paroisse de Saint-Germain d'Outremont;
- bill 120 concernant la succession de feu James McCready.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant:

- bill 76 validant le titre d'une propriété vendue par les héritiers de feu dame Mary Ellen Harrison, veuve de feu James Bryce, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 1 est amendé en retranchant, aux première et deuxième lignes, les mots suivants: "reproduit comme cédule de la présente loi".

La cédule "A" est retranchée.

Aussi, le bill 83 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est amendé en retranchant, aux quatre premières lignes de la page 3, tous les mots dudit article qui se trouvent à la suite de: "mai, 1936."

2. L'article 4 est amendé:

a. en retranchant, à la sixième ligne, le mot "annuellement";

b. en remplaçant, aux quatorzième et quinzième lignes, les mots:

"une taxe spéciale n'excédant pas cinq cents dollars", par les mots: "une taxe spéciale annuelle n'excédant pas deux cent cinquante dollars".

Aussi, le bill 85 refondant la charte de la cité de Magog, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 29 est amendé en corrigeant l'erreur typographique et en remplaçant "locaiaire" par le mot "locataire".

2. L'article 30 est amendé en remplaçant, aux dix-huitième et dix-neuvième lignes, les mots: "série d'établissements" par les mots:

"série de plus de deux établissements".

3. L'article 31 est amendé en remplaçant, à la quatrième ligne, les mots: "de l'un ou de l'autre sexe", par les mots: "du sexe masculin".

4. L'article 32 est amendé en insérant, à la dix-septième ligne, à la suite du mot: "judiciaires" les mots suivants: "ni aux personnes ou corporations ou compagnies payant certains droits annuels, ou taxes, ou licences, ou permis, si elles sont déjà affectées par l'article 526".

5. L'article 42 est amendé en insérant, à la première ligne, à la suite du mot: "dispositions" les mots suivants: "de la première partie".

Aussi, le bill 89 exemptant les commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame-de-Liesse dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, de l'application de certaines lois, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est amendé: a. en remplaçant le deuxième alinéa par ce qui suit:

"Que d'après les dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 47, section 1, tel que remplacé par la loi 17 George V, chapitre 42, section 2 et 18 George V, chapitre 51, section 1, et tel que remplacé par la loi 20 George V, chapitre 60, section 1, et remplacé par la loi 21 George V, chapitre 65, section 2, il est décrété qu'après le paiement effectué, par les autorités municipales à la commission scolaire catholique intéressée, du montant disponible pour les fins scolaires à même la taxe de la liste neutre, le surplus, s'il en reste, doit être remboursé immédiatement aux contribuables inscrits sur la liste neutre, dans la proportion prévue audit alinéa;"

b. en ajoutant, à la suite des mots: "dudit alinéa; et", à la seizième ligne de la page 2, les mots suivants: "que les commissaires d'écoles pour la Côte Notre-Dame-de-Vertu ont aussi besoin de tout le montant de la taxe imposée sur la liste neutre pour rencontrer leurs obligations; et".

2. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. Les dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 45, tel que modifié par la loi 16 George V, chapitre 47, section 1, tel que remplacé par les lois 17 George V, chapitre 42, section 2 et 18 George V, chapitre 51, section 1, et tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 60, section 1, et remplacé par la loi 21 George V, chapitre 65, section 2, obligeant les municipalités scolaires catholiques à rembourser certaines proportions de la taxe neutre aux corporations qui l'ont payée, ne se sont jamais appliquées et ne s'appliquent pas à la commission scolaire de la Côte Notre-Dame-de-Liesse, ni à la commission scolaire de la Côte Notre-Dame-de-Vertu dans le comté de Jacques-Cartier".

Aussi, le bill 92 distrayant un certain nombre de terres, possédées par le Séminaire de Québec, de certaines municipalités et paroisses, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 1 est amendé en ajoutant "et 640" à la suite des numéros "637, 638, 639", à la vingt-quatrième ligne de la page 3.

Aussi, le bill 95 modifiant la charte de la ville de Châteauguay, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est amendé en remplaçant, à la cinquième ligne, les mots: "ville Châteauguay" par les mots: "ville de Châteauguay".

2. L'article 12 est amendé en insérant, à la douzième ligne, à la suite de l'année 1938, une virgule",".

Aussi, le bill 104 constituant en corporation de ville la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 13 est amendé en remplaçant, à la quatrième ligne, le mot: "six" par le mot: "deux".

2. L'article 14 est amendé en remplaçant, à la cinquième ligne, le mot: "six" par le mot: "deux".

Aussi, le bill 111 modifiant la constitution des syndicats apostoliques des frères mineurs ou franciscains, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le titre du bill est amendé en remplaçant les lettres minuscules "a" et "f" dans les mots "apostoliques", "frères" et "franciscains", par des lettres majuscules.

2. Le préambule est amendé en remplaçant, aux lignes 1, 2, 10, 16 et 17, les lettres minuscules "a" et "f" dans les mots: "apostoliques", "frères" et "franciscains", par des lettres majuscules.

3. L'article 2 est amendé:

a. en retranchant, aux première et deuxième lignes, les mots: "reproduites dans la cédule de la présente loi";

b. en remplaçant, à la deuxième ligne de l'alinéa "15" de la page 3, le mot: "Elzéar" par le mot: "Edgar";

c. en ajoutant, à la fin de l'alinéa "19a". de la page 4, à la suite de l'année "1915", un point virgule "(:)";

d. en remplaçant, aux deuxième et troisième lignes de l'alinéa "30." de la page 5, "dollors", par le mot: "dollars";

e. en remplaçant la lettre minuscule "p" au mot: "province" à la deuxième ligne du chapitre "X" (page 5), par une lettre majuscule.

4. L'article 3 est amendé en remplaçant la lettre minuscule "f" dans le mot: "franciscains" à la quatrième ligne, par une lettre majuscule.

La cédule est retranchée.

Aussi, le bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 5 est amendé en retranchant, aux première et deuxième lignes, les mots suivants: "(reproduit comme cédule A de la présente loi)".

La cédule A est retranchée.

Succession

Mary Ellen Harrison

La Chambre procède à la prise en considération de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 76 validant le titre d'une propriété vendue par les héritiers de feu dame Mary Ellen Harrison, veuve de feu James Bryce.

L'amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Syndics apostoliques

des frères mineurs ou franciscains

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil

législatif a apportés au bill 111 modifiant la constitution des syndics apostoliques des frères mineurs ou franciscains.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Lachine

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Il est ordonné que la première lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Charte de Magog

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 refondant la charte de la cité de Magog.

Il est ordonné que la première lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Commissaires d'écoles de Jacques-Cartier

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 exemptant les commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame-de-Liesse dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, de l'application de certaines lois.

Il est ordonné que la première lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Terres du Séminaire de Québec

La Chambre procède à la prise en considération de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 92 distrayant un certain nombre de terres, possédées par le Séminaire de Québec, de certaines municipalités et paroisses.

Il est ordonné que la première lecture dudit amendement soit remise à la prochaine séance.

Charte de Châteauguay

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

Il est ordonné que la première lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Charte de Lac Saint-Joseph

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 constituant en corporation de ville la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph.

Il est ordonné que la première lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

Charte de Laval-des-Rapides

La Chambre procède à la prise en considération de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Il est ordonné que la première lecture dudit amendement soit remise à la prochaine séance.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 126 concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 79 modifiant la charte de la Compagnie de tramways Verchères-Chambly et Laprairie.

Boulevard Taschereau

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

M. l'Orateur, me serait-il permis de corriger un chiffre que j'ai donné hier soir au sujet des travaux sur le boulevard Taschereau? J'ai déclaré alors que nous avions acheté un terrain de 9,300,000 pieds pour une somme de \$132,875.44. Les honorables députés de Laval (M. Leduc) et de Compton (M. Sherman) m'ont demandé le détail de l'achat de ce terrain, et j'ai répondu qu'il avait coûté \$0.18 du pied. Ce chiffre est erroné, et c'est \$0.018, soit un sou et huit dixièmes qu'il aurait fallu dire.

Droit de vote des femmes¹

M. Monk (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements de toute la Chambre)

M. l'Orateur, je ne crois pas apporter d'arguments bien nouveaux. C'est la onzième fois, je pense, qu'un pareil projet de loi est présenté, et tous les arguments que je puis donner ont déjà été présentés; tous les arguments ont dû être donnés, pour ou contre, par les orateurs qui ont parlé sur la question. Mais depuis le 25 novembre, la Chambre est composée différemment. Il y a 42 nouveaux députés, et peut-être à cause des temps actuels, les raisons sont-elles plus nombreuses, qui militent en faveur du suffrage féminin. On pourrait par exemple reconnaître ainsi le travail formidable, héroïque parfois, et le courage des femmes pendant la crise.

(Applaudissements)

En récompense, nous pourrions leur permettre de voter. Il faut remarquer que la situation des femmes dans la province de Québec est curieuse. À Ottawa, c'est un peu après la guerre que le droit de vote fut accordé aux femmes, à la suite de leur dévouement à leur patrie pendant la guerre. Toutes les autres provinces ont aussi accordé ce droit aux femmes. La situation des femmes, au point de vue électoral, n'est pas la même qu'à Ottawa et dans les autres provinces, dans Québec.

Partout ailleurs, on a accordé aux femmes le droit de vote, et pourtant, il y a plusieurs questions provinciales qui les intéressent à un haut point, et il faut reconnaître que les femmes de notre province sont tout aussi qualifiées que celles d'ailleurs pour voter et s'occuper de politique active.

Nous, les représentants des citoyens et des citoyennes de notre province, devrions reconnaître que les femmes de Québec sont aussi aptes à entrer tout à fait dans la vie publique que les autres femmes des autres provinces. Plus on retardera à leur accorder ce droit plus longtemps, nous donnerons l'impression que nous ne savons pas apprécier les femmes du Québec. Nous n'avons pas assez bien reconnu - il me semble - le rôle social de la femme.

Faut-il croire que nous ne savons pas apprécier la valeur et les qualités de la femme canadienne? Dans cette Chambre déjà assez lente en son fonctionnement, dans l'exécution des projets de loi, je ne veux pas m'étendre trop longtemps sur cette question, en m'étendant sur une pareille question, mais je veux bien présenter mon bill de façon à rallier le plus grand nombre d'adhésions du côté de la droite comme de la gauche.

Voix à gauche: Très bien.

M. Monk (Jacques-Cartier): Le bill du suffrage féminin fut jadis discuté dans cette Chambre au point de vue logique, philosophique même. Un ministre d'aujourd'hui a résumé, l'an dernier, dans un discours prononcé ici, tout ce qu'il y avait de bon sens dans un pareil bill. Mais je veux dire qu'il y a des mesures importantes et nécessaires qui n'ont été obtenues ailleurs que du jour où les femmes ont obtenu le droit de vote. Au point de vue de l'éducation, de l'hygiène et de toutes les mesures sociales qui sont l'apanage de notre époque, il convient de reconnaître que la femme y joue un rôle prépondérant; que la plupart des mesures du genre que j'énumère plus haut ont été obtenues dans les autres provinces depuis que les femmes ont été appelées à se prononcer dans la vie politique des provinces où ces mesures sont maintenant en vigueur.

L'on dit souvent que nous sommes des étrangers ici, que nous ne sommes pas les maîtres au point de vue économique, et que les Canadiens français n'ont pas d'influence au point de vue économique. C'est assez vrai. Et il est vrai que si nous ne cherchons pas qu'à nous enrichir, il faut quand même reconquérir les positions que nous avons perdues.

Et, à cet égard, les femmes pourraient nous aider. Je crois que le droit de vote aux femmes aiderait à l'éducation des enfants au point de vue économique et social et nous aiderait à reconquérir la position que nous prétendons avoir perdue dans le domaine économique. Je suis moitié français, moitié anglais, et je dis cela en toute sincérité.

En France où les femmes ne votent pas, elles sont 45 % dans l'obligation de gagner leur vie. En Angleterre où le suffrage féminin est admis, il n'y en a que 25 %. On a avancé l'argument que cela augmenterait le coût des élections. Le coût en serait d'ailleurs assez modeste, et puis, une province qui dépense \$100,000 par année pour entretenir un Conseil législatif, peut bien dépenser la moitié de cette somme pour permettre aux femmes de voter. D'ailleurs, il y a tellement d'autres dépenses peu utiles. Si le principe est jugé bon, nous ne devons pas considérer l'argument des frais accrus.

Dans le passé, il n'a jamais été question, à Ottawa comme à Québec, de faire de ce bill une question de parti. Il y avait un gouvernement d'Union, à Ottawa, quand le vote fut accordé aux femmes. Et les raisons en sont bien évidentes. Que nos collègues de la droite n'oublient pas cependant que l'honorable M. Ernest Lapointe a dit que le Parti libéral ne faisait qu'un dans la province de Québec. Or, le Parti libéral à Ottawa est très favorable au droit de vote des femmes. À Ottawa et ailleurs, on a oublié les lignes de parti à cette occasion.

Les raisons sont assez claires. C'est que, si un parti, quel qu'il soit, se prononçait contre le vote, la femme obtenant droit de vote, elle aurait raison, dans une certaine mesure, de discontinuer son allégeance à un parti qui s'y serait opposé. Et ce serait un désastre pour celui des partis qui prendrait une telle attitude. Comme je l'ai dit, il y a 42 nouveaux députés en cette Chambre, qui font comme moi leur première session. Il sera intéressant tout à l'heure de voir quelle décision prendront les nouveaux députés.

Tout ce que je demande à mes honorables collègues de la droite et de la gauche, c'est de voter pour ou contre la mesure mais courageusement, sans amener d'amendement de faux-fuyant et que l'on n'ait pas recours à la procédure parlementaire pour éluder le problème. Je dis que nous devrions nous prononcer dès cet après-midi non seulement librement, mais carrément. Que l'on soit pour ou contre, mais que l'on se prononce. Je veux ajouter quelques mots en anglais et c'est tout ce que j'aurai à dire.

(Longs applaudissements)

Il (M. Monk) résume en anglais son discours.

M. Paquette (Labelle): M. l'Orateur, quand je regarde l'auditoire des galeries, je comprends tout ce qu'il y a de gêne et d'émotion dans l'être humain. Il y en a parmi les auditrices de cette séance qui ne me pardonneront jamais d'oser lever la main sur les privilèges et les droits de la femme. Je regrette

infiniment d'avoir promis de parler en faveur du vote des femmes en cette Chambre. L'heure est venue, j'ai presque envie de reculer, de m'asseoir. Je me sens petit pour parler d'une chose aussi délicate. Mais je m'enhardirai quand même. Je poserai comme préambule que la femme est certainement au moins l'égale de l'homme. Tout à l'heure, quand je me prononcerai contre le droit de vote pour elle, loin de moi l'idée qu'elle est inférieure à l'homme.

Nous avons trop d'exemples du beau dévouement féminin, dans notre histoire du Canada, pour que l'on ose penser ainsi. Par la finesse de son esprit, elle lui est même supérieure. S'il y a une différence entre l'homme et la femme - et je dis qu'il y en a - c'est que la femme est faite de lumière, de tendresse, d'abnégation, d'amour, de sagesse, de bonté, de tout ce qu'il y a d'admirable sur cette terre.

(Applaudissements de toute la Chambre)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous avez dit que la femme était l'égale de l'homme. Alors, nous sommes tous cela.

(Rires et applaudissements)

M. Paquette (Labelle): Et c'est parce que je constate la facture de la femme, de quels matériaux précieux elle est constituée...

(Rires)

... que je ne veux pas l'amener dans la politique. La politique est souvent sale, pourquoi l'y amener? Je ne puis me représenter cette fine fleur de l'humanité venant dans les sentiers de la politique y perdre une partie de ce qui fait sa beauté. Il me semble qu'avec sa flamme et sa beauté, on doit la garder bien tranquille au foyer, occupée à l'éducation des enfants, réchauffant le nid familial où le mari aimera, le soir, à se réchauffer.

(Rires)

Je la trouve bien à sa place dépensant ses énergies, sa bienveillance, et sa tendresse au service du foyer que Dieu lui a confié. Je me demande si vraiment sa place est dans la politique, sur des "hustings" ou dans cette enceinte parlementaire.

Je m'excuse d'avoir à donner mon opinion en public. Mais, on a dit que c'est la onzième fois que pareille mesure est présentée ici. Il me semble qu'il est temps que le sens commun prévale sur le cens électoral et que l'on ne vienne pas de nouveau, l'an prochain, nous demander de lancer nos femmes dans la politique.

On a dit que ce droit existe ailleurs, que les femmes ont le droit de vote dans les autres provinces. Fort bien. Mais est-ce que ça va mieux?

M. Tremblay (Maisonneuve): Ça ne va pas si mal que ça.

M. Rajotte (Drummond): On propose même que la femme puisse être candidate aux élections.

M. Tremblay (Maisonneuve): Pourquoi pas?

M. Rajotte (Drummond): Je ne suis peut-être pas bâti comme l'honorable député de Maisonneuve, mais mes sentiments pour la femme m'incitent à ne pas voter pour une mesure qui lui enlèvera un peu de son charme et l'éloignera de sa mission.

(Applaudissements)

M. Paquette (Labelle): Je me demande, quand la femme appuiera, par exemple, le candidat qui sera l'adversaire de celui de son mari, quand on discutera au foyer de ces questions brûlantes, si les petits seront mieux gardés à la maison.

S'il était possible de n'accorder que le droit de vote, un point c'est tout, je crois que je voterais pour le bill de l'honorable député de Jacques-Cartier. Mais si ce droit leur est accordé, il s'ensuit qu'elles pourront être députés, ministres, se lancer dans la politique. C'est pourquoi je refuse à participer à un geste aussi lourd de conséquences.

M. Leduc (Laval): Permettez-moi, M. l'Orateur, d'apporter dans ce débat quelques considérations générales, de nature à éclairer cette Chambre. Mon honorable ami de Labelle a exprimé avec élégance une opinion que je partage. Jamais il n'a été plus urgent de raviver le sens de l'autorité dans tous les milieux. Ce n'est pas à l'heure où partout l'on cherche à rétablir l'autorité qu'il faut donner aux femmes le droit de vote. Dans la famille particulièrement, c'est le père, c'est l'homme qui doit être le chef.

Et il ne faut pas contribuer à aucune division familiale, en risquant de faire provoquer des discussions inutiles et peut-être violentes entre les époux sous les yeux des enfants.

Depuis que le Parlement fédéral a voté le suffrage féminin, il s'est produit des incidents tout à fait regrettables. Les divisions et les disputes sont pénétrées dans certains foyers jusque-là unis. Si des gens se divisent dans leurs propres foyers, où irons-nous?

Si je ne veux pas donner à la femme le privilège de voter, c'est parce que l'autorité appartient de droit à l'homme. Or, je considère que si la femme

vote, l'autorité du chef de famille y perdra. Je me demande pourquoi les femmes cherchent tant à extérioriser leurs activités politiques. Je crois que la politique n'est pas une affaire pour les femmes. Dans mon comté, des scènes disgracieuses se sont produites aux dernières élections.

Si les femmes de cette province veulent influencer la politique, qu'elles le fassent dans des œuvres sociales, des discours, des causeries, qu'elles fassent école, mais non pas dans l'organisation politique, car j'y vois un danger pour la famille. C'est là que doivent se borner leurs activités dans ce domaine. Ainsi, les femmes peuvent servir leur province en s'intéressant à tous les problèmes. À l'heure actuelle, on parle du problème des jeunes. Que les femmes préconisent un système pour sauver les jeunes. Elles peuvent aussi s'intéresser au problème de la pension des vieillards.

Plusieurs voix: Vite, vite.

M. Tremblay (Maisonneuve): Si elles votaient pour renverser le gouvernement, ce serait beaucoup mieux.

M. Leduc (Laval): Je mets la question politique de côté, et je continue en disant que les femmes peuvent également s'intéresser aux questions concernant l'hygiène des enfants en s'inspirant des brochures du gouvernement qui a fait beaucoup dans ce domaine. En terminant, je crois que les femmes ont diverses manières de s'imposer à l'attention du public et d'approuver ou de désapprouver le gouvernement de la façon qu'elles l'entendent, sans que nous leur donnions le vote et que nous les mêlions à la politique qui est une chose de trop de portée pour elles. Qu'elles influencent le progrès autrement que par le droit au suffrage.

(Applaudissements)

M. Tremblay (Maisonneuve): Nous avons devant nous un bill qui laisse à la députation une liberté d'action qu'on ne semble pas vouloir comprendre dans une autre sphère. Pour ma part, je suis comme dans le passé, député de Maisonneuve. La partisanerie politique, bleue ou rouge, c'est zéro pour moi.

(Rires à droite)

J'ai fait mes preuves.

(Nouveaux rires)

L'honorable ministre à qui j'ai fait perdre son portefeuille peut rire de moi s'il le veut; je ne lui demande que d'en faire autant. Je voudrais que sur chaque question de cette nature, chaque député ait le

privilège d'étudier la mesure à son mérite, et non avec des lunettes bleues ou rouges. C'est particulièrement ce point que je veux discuter. Nos amis de la droite semblent penser qu'il s'agit encore d'une question de parti. Est-ce que ces messieurs ne sont pas capables de se détourner de l'esprit de parti?

On dit que ça va faire tort à un parti ou à l'autre. Quand on a donné le droit de vote à Ottawa, les conservateurs étaient au pouvoir. Il est vrai qu'ils ont été défaits aux élections suivantes, mais c'est parce que le parti était conduit par les imbéciles...

(Applaudissements)

... comme le Parti libéral tory de Québec est conduit par des hommes qui ne connaissent pas leurs affaires.

(Applaudissements à gauche)

Voix diverses: Oh! Oh!

M. Tremblay (Maisonnette): Je ne fais pas de politique.

(Rires)

Le premier ministre peut rire, il n'est pas là pour longtemps. On a fait des discours dans les nuées, des discours académiques (regardant MM. Paquette et Leduc). On semble vouloir se borner à faire sur cette question des discours et des envolées. Mes amis, descendez donc un peu sur cette terre.

Les efforts de rhétorique ne doivent plus s'appliquer ici. Ne vous bornez pas à dire que la femme est comme ci comme ça. On n'a plus besoin de décrire les femmes comme on l'a fait tout à l'heure en perdant beaucoup de temps. Je ne parle pas du député de Jacques-Cartier (M. Monk) qui a fait un discours très modéré. Prenez la vie de la femme avec toutes les obligations qu'elle a à rencontrer aujourd'hui. Prenez la femme quand elle est frappée dans son milieu, dans ce qu'elle a de plus cher.

(Éclats de rire)

Demandez-vous ce que le gouvernement se propose de faire pour améliorer le sort de la femme dans cette province.

Je remarque que nos amis de la droite rient continuellement. C'est sans doute parce qu'ils ne comprennent rien. Vous ne comprenez pas la femme d'aujourd'hui avec ses obligations, son cœur, son milieu. Et s'ils ne comprennent pas cette question, car s'ils comprenaient, ils seraient antichrétiens de rire comme ils le font.

(Bruits)

Est-ce que l'honorable ministre du Commerce m'a interpellé?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je n'ai pas dit un mot.

M. Tremblay (Maisonnette): Cette situation ne peut durer. Vous allez étudier ce bill sérieusement, et vous allez expliquer la situation faite à la femme de cette province.

Depuis quelques années, la femme de cette province a été frappée durement. Elle a été obligée de laisser ses enfants, parce que l'État n'a pas prévu suffisamment pour elle. Souvent, la femme est obligée de partir à bonne heure le matin pour aller solliciter un emploi. Cela n'est jamais arrivé au premier ministre. Les trusts voient venir cette victime, et souvent, pour réaliser de meilleurs gains, ils mettront sur le pavé un brave père de famille, afin d'exploiter cette victime.

C'est une scène que l'on voit souvent ici, et je crois que la question est suffisamment importante pour que nous la considérions à son mérite. La femme qui est obligée d'aller solliciter de l'emploi tous les matins, pour venir en aide à sa famille, a droit de voter.

Quand on aura accordé les pensions de vieillesse, quand on aura accordé des pensions aux mères nécessiteuses, et quand on aura pris tous les moyens pour protéger la femme à son foyer, on pourra venir nous demander de voter contre le suffrage féminin.

On prétend que cette question du vote des femmes peut entraîner des démêlés dans certains ménages. Pour ma part, je prétends que mon épouse est aussi intelligente que moi-même. Croyez-vous que nous nous sommes chicanés depuis que ma femme a obtenu le droit de vote aux élections fédérales? Nous avons souvent discuté les problèmes politiques; les enfants ont suivi la discussion entre le père et la mère, et aujourd'hui, ils s'intéressent plus à la politique qu'à aller au théâtre et au cinéma. Je suis père de famille. Je ne veux pas fermer à ma fille les portes de l'avenir qui sont ouvertes à mon fils. Si vraiment ce droit de vote est une question de discorde, citez-nous des statistiques. Depuis que la loi fédérale accorde le droit de vote aux femmes, citez-moi un cas de divorce invoqué à cause de la politique.

L'honorable député de Jacques-Cartier (M. Monk) a été modéré, mais logique. Il faut envisager la question à sa valeur.

On nous dit que les élections vont coûter cher, parce que la femme va voter. Savez-vous que la province a déjà payé certaines sommes pour prendre des femmes et des jeunes filles et en faire des hommes aux élections pour passer des télégraphes?

(À ce moment, M. Tremblay remarque que l'Orateur sourit et que le premier ministre jette un coup d'œil sur un journal.)

L'Orateur rit. Il trouve ça drôle, je suppose. Le premier ministre se cache en arrière du *Canada*.

(Rires des deux côtés de la Chambre)

On viendra dire ensuite que le vote des femmes, ça coûtera cher à la province. Mon Dieu, on fera moins de plaques d'automobile. La question financière ne doit pas entrer en ligne de compte dans ce bill.

Je vous demande, M. l'Orateur, si la Chambre va se prononcer contre l'amélioration de la situation des femmes de cette province. On nous dit que la femme ne veut pas de ce droit de vote, et s'il en est ainsi, c'est parce que celui qui est appelé à vivre avec elle ne comprend pas le genre humain. Quand on dit que la femme ne veut pas du droit de vote, on parle par ignorance, et on fait des discours pour la forme. Quand les esclaves noirs du sud des États-Unis ont été débarrassés de leurs chaînes, il y avait des esclaves qui voulaient retourner à leurs maîtres. Ce n'est pas un argument.

La Chambre va-t-elle se plaindre contre une mesure qui peut améliorer la situation actuelle? Je demande à mes collègues de descendre des nues. Je suis convaincu que, si la femme avait eu droit de vote depuis quelques années, elle n'aurait pas fait de partisanerie politique.

L'heure est venue de donner suite aux revendications de la femme. Les femmes doivent avoir cette année la majorité en cette Chambre, car elles ont droit à la justice. Quand cette dernière aura obtenu justice, elle travaillera à assurer des lois sociales qui s'appliqueront à son foyer.

On vient nous dire également que l'intelligence de l'homme est supérieure à celle de la femme, et que, pour cette raison, lui seul doit voter. Dira-t-on que la femme n'est pas assez intelligente pour s'intéresser à la chose publique? Voyez cette fameuse intelligence de l'homme, prenons le cas de notre province que la Providence a gratifiée d'immenses ressources naturelles.

Nous avions tout ce qu'il faut pour faire vivre 50,000,000 de citoyens dans un bonheur complet: mais nous avons à peine 3,000,000 d'habitants, et nous crevons de faim. Nous sommes trop bêtes et nous n'en profitons pas. Je ne veux pas m'exclure, et je dis que nous sommes trop bêtes pour partager nos responsabilités; et on viendra dire ensuite que nous sommes des hommes qui ont une intelligence supérieure à celle de la femme.

L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a voté une fois contre cette mesure et

une fois pour, alors qu'il était député. Est-ce qu'il va changer d'idée parce qu'il est devenu ministre? Est-ce que le premier ministre lui aurait dit: "Vous étiez libre de voter comme vous l'entendez, mais si vous votez pour le bill, ça va aller mal, il ne faut pas que ça passe?" Le premier ministre trompe la population en laissant croire qu'il donne toute la liberté de voter à ses députés.

M. l'Orateur: L'honorable député n'a pas le droit d'employer une telle expression et je le prie de la retirer.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je retire le mot trompe et je dis "induit la province"...!

(Rires des deux côtés de la Chambre)

Nous avons entendu l'honorable député de Labelle (M. Paquette). Je l'admire beaucoup. Je l'admire encore, mais je lui rendrai moins de services. Je demande à ceux qui invoquent le libéralisme de le montrer en accordant le droit de vote à celles qui le méritent.

Je pense donc, M. l'Orateur, que toute cette rhétorique au sujet du bill des femmes est un nonsens. De notre côté, la liberté entière existe, et pour ma part, je voterai afin d'assurer plus de liberté à la femme de cette province.

(Applaudissements)

M. Larochelle (Lévis): Je suis heureux, M. l'Orateur, de féliciter l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Monk) et l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) et d'appuyer la mesure que présente le député de Jacques-Cartier.

(Applaudissements)

Ce serait simplement un acte de justice que d'accorder aux femmes le droit de vote. La femme a droit à notre admiration au point que nous lui accordions le droit de vote. La femme remplit un rôle considérable.

Depuis des années et des années, elles font leur marque dans les sphères diverses de l'action sociale. Il faut étudier le présent bill en dehors de toute considération politique, et appuyer le député de Jacques-Cartier.

J'ai, poursuit-il, une grande confiance en la femme comme inspiratrice de l'homme, et par exemple, j'affirme que c'est l'intelligence de ma femme qui m'a guidé dans mes affaires et en politique. Je suis heureux de dire que j'ai reçu de ma femme d'excellents conseils dans les affaires. Si elle a été un bon guide dans les affaires, elle peut l'être dans la politique; c'est elle qui m'a incité à faire partie de l'Action libérale nationale.

Il faut donner justice à toutes les femmes de la province. Il est évident que les Canadiennes françaises ont tout aussi d'intelligence que les femmes des autres provinces. Je veux que ma province sache autant que les autres apprécier le dévouement de la femme et les services qu'elle est en mesure de rendre.

(Applaudissements)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

M. l'Orateur, je suis heureux de féliciter l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Monk) pour la façon brillante dont il a présenté cette mesure. Je félicite également l'honorable député de Labelle (M. Paquette) pour son discours empreint d'une modération à laquelle il nous a habitués depuis le début de la session. Deux fois, j'ai présenté moi-même la mesure qui est devant nous.

M. l'Orateur, au cours d'une session précédente, j'ai plaidé ici même en faveur du suffrage féminin. Je n'ai pas changé d'opinion quant à la question de principe. Je crois que la femme est apte à voter comme l'homme. Il serait puéril de ne pas avoir foi en son intelligence et en son cœur. Les vieux arguments invoqués contre les droits politiques de la femme ont été réfutés depuis longtemps.

Quand on a fait appel à la tradition, à la nature féminine, aux obligations particulières de la mère et de l'épouse, on a oublié que l'expérience était faite depuis longtemps, dans un monde évolué où les faits acquis détruisent graduellement les préjugés. Pour ma part, je suis convaincu que le suffrage féminin ne porte atteinte à aucun principe social ou familial; je suis persuadé que le vote de la femme, loin de nuire à l'intérêt public ou à l'intérêt privé, pourrait apporter à notre législation des correctifs importants et une collaboration précieuse.

Il y a certainement des domaines, tels l'éducation, l'assistance, la bienfaisance, le travail féminin, les arts domestiques et autres, où le concours féminin serait à souhaiter. D'ailleurs, il est un fait qui domine tous les autres, c'est que, dans les nombreux pays où la femme exerce son droit de vote, ni le foyer, ni la paix conjugale, ni la société, ni la politique n'en ont apparemment souffert. C'est là un fait, et aucun argument théorique ne saurait prévaloir contre les faits.

Cependant, M. l'Orateur, la politique est remplie de vicissitudes. S'il est un endroit où il faut tenir compte des circonstances et de l'opportunité, c'est bien là. Ce qui pouvait nous sembler désirable hier et qui le redeviendra peut-être demain ne l'est pas autant aujourd'hui. Nous vivons depuis quelque

temps une ère d'agitation sociale et politique qui doit nous inspirer plus de prudence et nous faire remettre à plus tard les projets qui, autrement, nous seraient chers. L'agitation forcenée et même déloyale à laquelle nous devons faire face à l'heure présente me fait croire qu'il vaut mieux, pour le moment, ne pas compliquer nos lois électorales en y apportant un élément nouveau qui ne contribuerait en rien à clarifier l'atmosphère.

À l'instant même où l'on foment des troubles, où l'on soulève des passions malsaines, où l'on cultive la haine et la colère, où des politiciens retors manient toutes les ficelles des préjugés dans un but purement électoral, nous croyons qu'il serait peu sage d'inaugurer le suffrage féminin.

M. Tremblay (Maisonneuve): Quels sont ces politiciens retors?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

L'honorable député de Maisonneuve les connaît mieux que moi. Les femmes elles-mêmes devraient ne pas désirer, dans les circonstances, commencer leur carrière politique au milieu de tant de haine, où l'on remue tant de boue qu'elles en seraient éclaboussées et que leur cœur en serait soulevé de dégoût.

Elles seraient mêlées à tous les faux patriotes qui cherchent à monnayer l'idée de patrie en calomniant leurs adversaires; elles seraient mêlées aussi à une meute d'hypocrites qui se servent de l'idée de religion pour brimer le peuple et déprécier leurs adversaires de façon inique; elles auraient même à faire face à des groupes de petits agitateurs qui ne parlent que d'émeute et de soulèvement et exercent ainsi leur métier de maîtres chanteurs.

Non vraiment, le temps est mal choisi. Nous avons eu une campagne politique avant le 25 novembre. Le peuple nous a donné le pouvoir, et malgré tout, la campagne politique que l'on devait, par loyauté et par respect pour la volonté populaire, terminer le lendemain même du scrutin général, s'est continuée plus sauvagement encore, plus âpre et plus haineuse jusqu'à cette heure même où je parle. Ce n'est pas au milieu de toutes ces violences que l'on doit introduire dans notre politique déjà troublée des éléments nouveaux.

C'est pourquoi, tout en croyant que la femme devrait avoir droit au suffrage et qu'elle l'obtiendra nécessairement et prochainement, je me vois forcé par les circonstances de me prononcer non pas contre le principe du projet de loi actuel, mais contre son application immédiate. Je professe pour la femme

canadienne-française le plus profond respect et la plus grande considération. J'ai appris à estimer les qualités de son cœur et de son esprit.

J'admire aussi la persévérance avec laquelle les apôtres de ce mouvement savent combattre. Les multiples échecs subis en cette Chambre depuis de nombreuses années n'ont pas découragé leur dévouement à la cause. Le zèle mériterait un meilleur sort. Je prévois l'heure où le succès couronnera leurs efforts. Je regrette que l'attitude de certains adversaires, devenus des perturbateurs, m'empêche, cette année, de collaborer avec ce mouvement.

J'ai bien mûri ma décision. J'aurais pu me retirer et ne pas voter. Mais j'ai toujours eu le courage de mes convictions. J'ajouterai qu'après avoir entendu le discours de l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay), je n'hésite pas à dire que tout en étant partisan du suffrage féminin, je n'en vois pas l'opportunité en ce moment, et je voterai contre la motion de l'honorable député de Jacques-Cartier (M. Monk).

(Applaudissements à droite)

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, je n'avais pas l'intention de prendre part à ce débat. Je ne suis pas un nouveau député et on connaît mon attitude sur cette question. Je regrette d'avoir à différer d'opinion avec mes deux voisins, les députés de Jacques-Cartier et Maisonneuve. Je demande pardon à l'honorable ministre du Travail (M. Rochette) de ne pas avoir les mêmes raisons que lui de voter contre la mesure.

Je ne crois pas à l'opportunité de cette mesure. Sous prétexte d'égaliser la femme à l'homme, on veut l'abaisser. L'homme a son rôle et la femme le sien; l'homme a ses qualités et la femme les siennes. Il n'y a pas de discussion possible à savoir qui est supérieur. Seulement, chacun a sa mission. Et la mission de la femme est au foyer. C'est la ravalier que de vouloir l'en sortir. Au foyer, elle est reine; ailleurs elle serait peut-être esclave.

Quand je suis malade, je consulte un médecin, par exemple comme le député de Saint-Maurice (M. Trudel), quand je dois aller en cour, je consulte un bon avocat comme le député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

(Applaudissements)

Lorsque j'ai eu à prendre une décision sur le droit de vote aux femmes, j'ai consulté ma femme et elle m'a dit: "Nous n'avons pas besoin du droit de vote." Je n'ai jamais parlé de ma femme. C'est la mère de six enfants bien vivants, et que nous élevons pour en faire de bons citoyens pour la province et le

pays. Et je crois que ma femme a raison de vouloir briller mieux comme mère de famille que comme citoyenne. Elle veut avoir son influence à la maison plutôt qu'au poll.

Ma femme, c'est une femme qui tient à garder sa cuisine propre au lieu de se traîner sur les "hustings". Laissons la femme à ce rôle magnifique. Et j'estime trop ma femme pour en faire une imitation d'homme. Je veux le bonheur de mes fils et de mes filles, mais ils ne le trouveront pas dans la vie publique. J'y ai goûté moi-même et je regrette que ceux qui m'ont élu au conseil municipal de mon village aient fait de moi un homme public.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dit un mot au député de Rouville.

M. Barré (Rouville): Je ne suis pas, dit-il, un marchand de religion, mais j'aime mieux prendre des directives de ceux qui sont chargés des questions morales et sociales que des gens préoccupés de l'assiette au beurre.

On a parlé d'égalité. Mais moi, je n'en ai jamais vu, d'égalité. Ce qui est nécessaire, ce sont de bonnes lois sociales, et il doit être possible d'en obtenir sans que les femmes aient le droit de vote. Les sessions sont bien longues, et je me demande si elles ne le seraient pas davantage en donnant aux femmes le droit de vote.

M. Drouin (Québec-Est): Ce serait agréable tout de même.

M. Barré (Rouville): Ce serait dommageable aussi. La femme a un aussi bon jugement que l'homme, mais le fait de leur présence nous induirait à rester ici, au lieu d'aller travailler chez nous. L'honorable ministre du travail a dit qu'à entendre certains politiciens, l'émeute est à nos portes. Qui a peur de l'émeute? Pas nous. Pas le député de Rouville, qui a réclamé depuis des années justice pour le faible, le petit, celui qui a besoin le plus de protection et de défense. Je ne lance pas d'accusations parce qu'une botte d'accusés ne fait pas un innocent. Mais ce n'est pas moi qui nous oblige à passer la porte du sauvage; ce n'est pas moi qui fais écrire partout: porte fermée.

Quand nous réclamons pour la femme et pour d'autres classes de la société ce qui leur est dû, ce n'est pas faire appel à l'émeute. Ceux qui provoquent l'émeute, ce sont ceux qui, par leur égoïsme, leur orgueil, leur ignorance, font d'indiscutables contrastes qui attirent des réactions violentes. Ceux qui vivent

insolemment du fruit de leurs rapines, ceux qui font placer des affiches provocatrices et exaspérantes, ce sont ceux-là qui fomentent la révolution. À mon avis, on devrait faire confiance à la population du Québec en supprimant les affiches qui annoncent que les portes du parlement seront fermées.

(Applaudissements à gauche)

On s'imagine assainir et assagir la politique en y admettant les femmes. C'est sur la mentalité qu'il faut travailler, et ce sont les mères qui peuvent le mieux faire le travail. Qu'elles commencent d'abord par inspirer leurs époux, et c'est ainsi qu'elles épureront nos mœurs politiques.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): M. l'Orateur, je suis en faveur de cette mesure. C'est mon opinion d'aujourd'hui et de demain. Si je prends part à ce débat, c'est pour dire que le droit de vote s'impose pour protester contre l'insouciance et l'hilarité du gouvernement, qui refuse des allocations aux mères nécessiteuses et aux orphelins. Il est de mon devoir de voter pour le bill présenté par le député de Jacques-Cartier afin de répudier l'attitude du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). Je prendrai une attitude autre que celle d'un simple petit politicien qui a peur des émeutes.

Le député de Charlevoix, qui s'est fait, l'an dernier, le parrain du bill, n'a pas eu le courage de dire les vraies raisons qui l'ont fait changer d'opinion. L'honorable ministre du Travail a changé d'idée, mais je m'explique son changement d'opinion, car il appartient maintenant à un gouvernement qui refuse de l'aide aux colons et à leurs familles.

On se demande qui a provoqué les émeutes, dit-il, mais ce sont vous autres, messieurs de la droite, qui avez empêché les colons de recevoir leurs chèques, et qui avez maltraité les ouvriers. Les injustices provoquent plus à la révolution que les appels à la justice. L'entrée de la femme dans la politique aurait justement pour effet de relever le niveau des discussions. Pour ma part, je suis en faveur d'une meilleure justice sociale, et c'est pour cette raison que j'approuverai le bill tel que présenté.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je tiens à expliquer le vote que je donnerai tout à l'heure. Ce n'est pas seulement depuis que j'ai été élu pour siéger à la Chambre le 25 novembre dernier, que je suis en faveur du suffrage féminin. J'ai toujours été en faveur de ce principe, et je voudrais aujourd'hui mettre en relief les motifs qui m'ont incité à agir ainsi. Je regrette la tournure que vient de prendre la discussion.

Je croyais que sur une question sociale, on saurait s'élever au-dessus de la partisanerie politique pour étudier cette mesure à son mérite. Il sera toujours difficile d'apporter une solution aux problèmes actuels si l'on en fait une question de partisanerie. Si on avait laissé la question du vote des femmes au-dessus du parti pris, on n'aurait pas entendu tant d'excès de langage cet après-midi. Je déplore l'attitude du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). Je regrette que l'honorable ministre du Travail ait parlé de cette mesure avec rancœur.

Maintenant, je veux étudier la question à son mérite. On a parlé souvent des avantages et des désavantages de cette mesure, cet après-midi. Je ne crois pas que les désavantages soient si nombreux. Certains ont prétendu qu'il y aurait perturbation dans l'ordre établi, si les femmes étaient appelées à voter. Pourtant, comment se fait-il que cette mesure a été mise en vigueur par le gouvernement fédéral, et qu'il n'y a pas eu de perturbation? S'il y a un danger pour les foyers, un danger de discorde, on le constatera plus entre les enfants et le père qu'entre le père et la mère, qui sont de la même école et ont les mêmes opinions; le conflit proviendra du fait que les parents ne partagent pas les mêmes opinions politiques que la jeunesse fatiguée de ne pas avoir eu la protection qu'elle devrait avoir dans cette province.

Depuis la guerre, il y a eu certes évolution dans la vie économique et sociale, et aujourd'hui, on songe à jeter le monde dans un autre conflit. Je crois que s'il y a un élément capable de diminuer le danger d'une autre guerre, c'est bien l'élément féminin, car elle pourrait modérer les passions des hommes. Ce seul argument devrait nous décider à accorder à la femme le droit de vote qui lui donnerait une influence politique. On s'est servi de la femme dans les usines et lorsqu'elle demande une chose à laquelle elle a droit, on hésite.

Dans le domaine social, la femme n'a pas les droits qu'elle devrait avoir. Souvent, celle qui travaille est exploitée par son patron. On n'a pas suffisamment écouté les revendications de la femme dans le domaine de l'éducation, de l'hygiène, du bien-être des enfants, et aujourd'hui la femme reconnaît qu'il lui faut lutter. C'est pour lui permettre d'améliorer son sort que je me prononcerai en faveur de la mesure présentée par notre collègue. Je suis en faveur du suffrage féminin, en me plaçant au-dessus des mesquineries.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'avais pas l'intention de parler sur le sujet. Mais il est

évident que des instructions bien formelles ont été données du côté de la droite de ne pas se prononcer. Je puis dire que, de ce côté-ci de la Chambre, chacun est parfaitement libre.

(Applaudissements à gauche)

Ni de près ni de loin, nous n'avons essayé d'influencer qui que ce soit. Plusieurs membres de la gauche ont exprimé leurs opinions, et avec une éloquence que je félicite.

La campagne, par la voix du député de Rouville et du député de Labelle, s'est prononcée contre la mesure. Les villes, par la voix de plusieurs des nôtres, ont exprimé des opinions différentes. Je crois que c'est le devoir des hommes publics de s'exprimer carrément et de ne pas tergiverser...

Quant à moi, je n'hésite pas à exprimer mon opinion. Mais remarquons tout d'abord que l'on a enlevé à la femme, en cette province, des droits dont elle devrait bénéficier, par exemple la loi du salaire minimum, puis celle de la loi des accidents du travail. Là, donc, s'imposent des réformes sérieuses.

Le bill qui a été présenté si habilement par le député de Jacques-Cartier propose de donner immédiatement aux femmes le droit de vote². Je ne dis pas que je suis opposé au vote des femmes, car, pour le moment, je veux laisser de côté le principe même de la question. Mais la première chose qui importe, dans les circonstances, c'est de réformer nos lois électorales, de purifier, nettoyer la maison électorale, afin que les femmes puissent pénétrer dans un endroit net et convenable.

(Applaudissements à gauche)

De plus, il importe d'assurer la liberté et l'honnêteté du scrutin, pour lequel il n'est plus aucune garantie en notre province.

Il est un autre aspect qui s'impose. Nous constatons que là où le vote est normal, il n'y a que 70 %³ des gens qui se rendent au poll. Si nous accordions immédiatement cette faveur aux femmes, nous courons le risque d'augmenter considérablement cette proportion d'abstentions, et d'ouvrir la porte aux télégraphes et à tous les autres abus déjà existants.

Ce qu'il nous faut tout d'abord, ce sont des réformes. Après, nous verrons.

J'ai été désagréablement surpris du discours du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). Il a fait une déclaration que pas un homme de cœur n'a pu entendre sans tristesse. Lui, un ministre de la couronne, serait en faveur d'une loi et il aurait peur de voter pour. Mais il a peur de qui? Si un ministre en est rendu à voter par peur, il y a quelque chose qui va bien mal. Quel spectacle: un ministre, sur un bill

proposant de donner le droit de vote aux femmes, a peur! Je ne parlerai pas de la question d'émeutes que l'honorable ministre a touchée. Je lui dirai que personne dans l'opposition ne veut d'émeutes. Je regrette sincèrement pareille déclaration. Et je dirai que personne n'est plus respectueux de l'ordre, n'est plus attaché aux traditions que les membres de l'opposition. Mais personne aussi n'est plus disposé à combattre l'émeute, d'où qu'elle vienne.

Seulement, que le ministre et ses collègues cessent de provoquer la population! Je leur dis: cessez vos provocations, cessez vos peurs, envisagez les législations comme elles doivent l'être, et ça ira mieux.

La province est trop belle, trop grande, pour qu'un ministre ose dire qu'il a peur des émeutiers. La population de Québec est trop sage pour faire des émeutes et les paroles de l'honorable ministre du Travail, à l'effet qu'il y a des émeutiers parmi nous, sont regrettables.

C'est une parole malheureuse devant des femmes qui viennent pour demander le droit de vote.

Je déplore qu'elles aient été prononcées en cette Chambre, pour notre réputation dans les autres provinces, devant les femmes qui nous ont donné tant de preuves de courage et d'héroïsme.

Que l'on commence par assurer la liberté et l'honnêteté du scrutin, que l'on donne les réformes électorales qui s'imposent, et alors je n'aurai pas peur de voter selon les désirs et les besoins de la population.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur: La Chambre est-elle suffisamment éclairée?

Des voix à droite: Non!

Des voix à gauche: Oui!

M. Tremblay (Maisonnette): Dans mon opinion les "oui" l'emportent.

(Hilarité générale)

Les whips des deux partis sortent pour "recueillir" les députés.

Des députés de la gauche entonnent "Vive la Canadienne".

Des députés de la droite entonnent "Alouette, gentille alouette".

La motion est mise aux voix. La Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger, Beaudry, Bélanger, Castonguay, Drouin, Duguay, Dussault, Fisher, Gault, Gouin, Labbé, Lafleur, Larivière, Larochelle, Lauriault, Lesage, Lorrain, Monk, Pouliot, Rochefort, Sauvé, Sherman, Smart, Tremblay, 24.

Contre: MM. Authier, Bastien, Beaulieu, Bercovitch, Bergeron, Bouchard, Bouthillier, Byrne, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Connors, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Daniel, Dansereau, David, Delagrave, Dufour, Dumaine, Farand, Francoeur, Gagnon, Gaudet, Godbout, Lapointe, Lawn, Merleau, Messier, Moreault, Perrault, Rajotte, Rochette, Rochon, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Bellechasse) Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 43.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

À 6 h 15, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. Lesage (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté.

En comité⁴:

M. Bourque (Sherbrooke) se lève et dit qu'il voudrait demander une information au député de Wolfe (M. Lapointe).

M. le président: À l'ordre, nous siégeons en comité.

M. Bourque (Sherbrooke): Le député de Wolfe a certifié la semaine dernière...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Sherbrooke réfère à un débat antérieur.

Nous sommes à étudier le bill des pompiers de Montréal en comité, et il soulève une question au sujet des lots dans Wolfe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas du débat antérieur qu'il s'agit, mais d'une déclaration. C'est peut-être une question de feu, on ne sait pas ce que le député de Sherbrooke va nous dire.

(Rires)

M. Trudel (Saint-Maurice): Je suis informé qu'il y a eu des feux dans Wolfe et que les pompiers de Montréal ont été appelés.

(Hilarité générale)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes en comité plénier; nous avons le droit de parler tant que l'on voudra. Hier, le procureur général a parlé une heure et trois quarts pour parler du boulevard Taschereau, et cet après-midi, il a fait une mise au point sans que nous intervenions. Nous ne sommes pas au comité des comptes publics, ici, on peut parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était alors la Chambre qui siégeait. Nous sommes actuellement en comité plénier.

Quand nous aurons terminé l'étude de ce bill, le député de Sherbrooke pourra faire sa déclaration.

M. Tremblay (Maisonnette): (Criant à tue-tête) M. le président...

Voix à droite: Plus fort... Plus fort.
(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): M. le président, sommes-nous à étudier le bill?

Voix à droite: Assis, assis!

On entreprend alors l'étude du bill clause par clause.

M. Lapointe (Wolfe) arrive à son siège et passe une remarque.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable député de Wolfe désire parler, le député de Sherbrooke est prêt à lui répondre.

M. Lesage (Montréal-Laurier) commence à discuter le principe du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) l'interrompt et lui dit qu'il pourra le faire quand l'article visé sera lu.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste que le député a le droit de parler et que c'est précisément le temps, sur le préambule, de discuter le principe. Je veux des explications et je vais en avoir.

M. Lesage (Montréal-Laurier) expose son attitude.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications au trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell).

L'honorable M. Stockwell (Brome): Le but de l'amendement apporté au comité, dit-il, est de mettre le fonds des pompiers sur une base actuariale solide.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est important de protéger convenablement la vie de ceux qui s'exposent journellement pour la défense de la société. Le gouvernement devrait taxer les compagnies d'assurances pour augmenter le fonds de pension des pompiers, et je propose l'ajournement de l'étude du bill afin de présenter une clause à cette fin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si nous ajournons tous les bills, je ne sais pas où nous allons aller. Si l'on veut arrêter toute législation, même la législation privée, je le répète, où allons-nous aller?

M. Tremblay (Maisonneuve): Nous le savons, nous autres, où vous allez aller.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais je sais que nous allons rester.
(Applaudissements à droite)

Depuis le début de la session, on bloque tout. Le Conseil législatif n'a plus d'ouvrage. Ce bill a reçu l'approbation de tous les intéressés. Il nous reste énormément de travail à faire, et il me semble que l'on ne devrait pas retarder.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne prend jamais trop de précautions lorsqu'il s'agit d'un corps important comme celui des pompiers de Montréal. J'aime mieux quelqu'un qui prend ses précautions pour la justice qu'un homme qui va rapidement pour commettre des injustices.

Pourquoi ne prend-on pas la loi des pensions de vieillesse et la loi de l'observance du dimanche tout de suite?

(Applaudissements)

Ça va prendre une heure, et le Conseil législatif va avoir de l'ouvrage. Il y a longtemps que nous sommes prêts à procéder sur ces questions. Ça fait 50 fois que je l'offre.

Nous sommes prêts, je le répète, à passer immédiatement la loi des pensions de vieillesse et celle du chômage. Le Conseil législatif pourra les adopter demain et le lieutenant-gouverneur les sanctionnera immédiatement. Dès demain soir, ces lois seront en force.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, il est aussi bien, je crois, de tirer la situation au clair une fois pour toutes. Voici deux mois que nous siégeons en cette Chambre, que la session est commencée et nous n'avons rien fait. Le rôle de l'opposition a consisté à bloquer toutes les mesures législatives, même la législation privée, et ça coûte \$5,000 par jour.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est moins cher que les dépenses de voyage de M. Vautrin!
(Applaudissements à gauche, protestations à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demanderais à l'honorable député de Maisonneuve de se tenir tranquille et de ne pas m'interrompre. Il y a deux mois que la session dure, et il n'y a rien de fait. Mon honorable ami de l'opposition nous demande de passer la loi des pensions de vieillesse. Je puis lui dire ceci: tant que le budget ne sera pas voté, ni les pensions de vieillesse ni quoi que ce soit ne passera.

(Longs applaudissements à droite)

Ces messieurs de l'opposition disent qu'ils vont nous garder jusqu'au 1^{er} juillet et peut-être plus tard, et qu'ils ne consentiront pas à voter le budget. S'il faut passer l'été ici, en autant que nous de la députation libérale sommes concernés, nous le passerons.

(Longs applaudissements à droite)

Je vais dire maintenant à ces messieurs de l'opposition que s'ils veulent continuer leurs tactiques dilatoires, ils en prendront toute la responsabilité. Nous ne pouvons voter les pensions de vieillesse sans savoir si nous aurons un budget. Nous ne pouvons engager de crédits dans l'agriculture pour aider les cultivateurs, sans avoir d'argent pour

rencontrer nos obligations. Si, en ne votant pas le budget, les services de l'assistance publique, les travaux de voirie, la protection de la forêt et beaucoup de nos salaires arrêtent; tout sera arrêté en cette province.

Messieurs de la gauche, vous en prendrez toute la responsabilité. Nous dirons à la population que nous avons convoqué les Chambres le 24 mars - la session dure généralement quatre mois au plus - que l'opposition dans sa soif du pouvoir, dans sa rage du pouvoir, croit nous affamer.

Non, je le répète, s'il faut passer l'été ici, nous le ferons. Et vous verrez que ceux qui vont céder les premiers, ce sont les messieurs qui siègent de l'autre côté de cette Chambre.

(Applaudissements à droite)

Si l'opposition veut arrêter la vie économique de cette province et paralyser le tourisme au moment où les visiteurs vont nous arriver et au moment de l'entretien de nos rues; si elle veut nous empêcher de donner ce qui va habituellement aux colons, empêcher la distribution de graines de semence, l'aide aux agriculteurs, l'assistance publique, l'opposition en aura la responsabilité. Mais les honorables députés de la gauche nous trouveront devant eux en cette Chambre. Nous serons les derniers à la quitter.

(Ovation à droite)

Il y a maintenant 36 ans que je siége à la Chambre, et jamais je n'ai vu, ni à Québec ni à Ottawa, ni dans les autres provinces, des tactiques semblables de la part d'une opposition. Quel est le but de cette attitude? Qu'est-ce qu'on a en vue? Je l'ai dit tout à l'heure, pas autre chose que la rage du pouvoir. Le pouvoir, messieurs de la gauche, vous ne l'avez pas et vous ne l'aurez pas.

(Longs applaudissements à droite et ovation)

Vous avez été battus aux dernières élections...

Voix à gauche: Nous avons été volés aux élections.

(Applaudissements à gauche, protestations à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Depuis le début de la session, j'ai provoqué vote après vote, ça été contre vous et ça va continuer. Que l'on bloque tout! Que l'on arrête tout! Que l'on fasse toutes les objections qu'on voudra! Nous sommes ici pour y rester et nous y resterons.

(Longs applaudissements à droite)

Quand nous laisserons cette salle, le budget sera voté. Si la population de cette province souffre,

si les colons, les cultivateurs et les indigents dans nos hôpitaux souffrent, messieurs de la gauche, vous en porterez la responsabilité. Nous, nous aurons fait notre devoir.

(Longs applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Ovation à gauche) Enfin, le premier ministre a donné à la population de cette province la politique de son gouvernement et les tactiques que son régime entend suivre.

Je regrette que le premier ministre, pour tenter d'étayer une cause mauvaise, ait invoqué des moyens qui ne sont pas conformes aux faits et qu'il ait mis de côté par oubli ou par d'autres sentiments des textes de loi pourtant bien clairs. Je vais les lui rappeler.

Le premier ministre a dit qu'il a provoqué vote sur vote. Je lui dirai que ça fait notre affaire, car c'est ainsi que nous pouvons montrer à la province que les ministériels et les prétendus indépendants ne font qu'un lorsqu'il s'est agi de sanctionner les turpitudes des luttes électorales de Montréal et pour tâcher de bâillonner les véritables représentants du peuple, lorsqu'ils veulent dénoncer les turpitudes du régime.

Heureusement que la population le sait. Elle sait que ce régime, c'est actuellement un corps sur le seuil du tombeau et que le peuple va enterrer prochainement, un corps sans âme, plein d'ulcères administratifs qui se révèlent à la population malgré les efforts pour les cacher. Le premier ministre a dit que nous retardons les lois.

Voix à droite: C'est vrai!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre veut lancer un défi à l'opposition, nous le relevons avec plaisir.

(Acclamations à gauche)

J'ai conscience que nous représentons ici l'opinion publique saine qui, tous les jours, manifeste sa sympathie à tel point que le gouvernement est obligé de s'entourer de police, de fermer les portes du parlement.

(À ce moment, de multiples échanges se font en arrière de la Chambre entre ministériels et oppositionnistes)

M. Byrne (Québec) et M. Caron (Hull) y prennent une part prépondérante.

(Il s'ensuit un grand chahut)

Une voix à droite: Nous sommes les maîtres et nous allons le rester.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés de la droite disent qu'ils vont rester. Oui, des restants qui ne valent rien! Les restes de vie éphémère d'un régime qui va sombrer! Je dirai au gouvernement qu'il n'y a pas une puissance au monde pour empêcher l'opposition de faire son devoir et pour l'intimider.

(Applaudissements prolongés)

Depuis le début de l'enquête au comité des comptes publics - je ne sais pas qui a organisé ces choses - j'ai reçu un grand nombre de lettres anonymes me menaçant de chantage et d'intimidation. Eh bien! Ce soir, je regarde le gouvernement en face et je lui dis que je n'ai pas peur de lui.

(Ovation gauche)

Je n'ai pas peur du gouvernement, ni de ses maîtres chanteurs.

(Nouveaux applaudissements)

J'affirme que tant que nous aurons un souffle de vie, tous les membres de la droite qui se seront rendus coupables de turpitudes seront dénoncés.

Voix à droite: Nommez-les. Qui?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça prendra trop de temps. Ils ont perdu leur nom ceux-là.

(Applaudissements)

Je fais remarquer au premier ministre qu'il a dit à ses gens l'autre jour de ne pas nous interrompre. Le premier ministre a dit que nous allions siéger tout l'été. Moi, je dis que s'il faut siéger toute l'année pour mettre le gouvernement dehors, nous le ferons parce que la province veut se débarrasser de ce gouvernement.

Là où le premier ministre a semblé perdre la mémoire, c'est lorsqu'il a dit à la Chambre, et il l'a dit, afin que ses journaux puissent le répéter, que l'opposition empêcherait les ouvriers, les cultivateurs, les colons, etc. ..."

Voix à droite: C'est vrai.

Voix à gauche: Taisez-vous.

Voix à droite: C'est vrai.

M. Paquette (Labelle): Ce sont les moutons qui bêlent.

(Rires et applaudissements)

M. Caron (Hull) parle, mais ses paroles se perdent.

M. Bourque (Sherbrooke): M. le président, le député de Hull devrait être au moins poli.

(Le chahut recommence, et quand il s'est apaisé...)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais à mes amis de ne pas manifester. Laissez-les faire. Ce sont les derniers spasmes d'un régime moribond.

(Applaudissements)

Le premier ministre a dit: "Vous allez empêcher les hôpitaux de recevoir l'argent qui leur est nécessaire." Le premier ministre paraît avoir oublié les propres lois qu'il a passées. Car, le premier ministre ignore-t-il que la Chambre ne vote pas un sou pour l'assistance publique parce qu'il s'agit là d'un fonds spécial.

(Longs applaudissements)

En vertu des lois faites par le premier ministre, l'assistance publique s'alimente et fonctionne, que la Chambre siège ou non, au moyen de quatre taxes: taxes d'amusement, taxes sur les repas, taxes de courses, et le million de la Commission des liqueurs?

Ce n'est pas la Chambre qui vote les crédits pour l'assistance publique, car le gouvernement procède par ordre en conseil, parce que par sa loi de l'assistance publique, il s'est réservé le droit à ce patronage. Le gouvernement, au mépris de la Constitution, a voulu faire de la politique avec les fonds de l'assistance publique.

(Applaudissements à gauche)

Donc, le gouvernement peut payer les institutions d'assistance publique sans consulter la Chambre. Voici donc une première erreur commise par le premier ministre, et voici la deuxième.

Le premier ministre a parlé de la pension de vieillesse pour prétendre que nous la retardons. Cependant, le premier ministre doit se rappeler qu'au cours du débat sur l'adresse, il disait que l'on adopterait cette loi des pensions de vieillesse dès que l'adresse serait votée. Aujourd'hui, il dit: "Votez le budget, nous allons passer les pensions de vieillesse." Si le premier ministre croit nous intimider, il se trompe. Nous allons continuer l'enquête, et nous ne changerons pas, pas même par ce moyen-là.

(Applaudissements)

Le premier ministre a oublié autre chose. Évidemment, le régime vieillit et la mémoire du premier ministre s'en va, car nous avons voté les résolutions de la loi des pensions de vieillesse, et ces résolutions autorisent le gouvernement à payer les pensions. Ces résolutions, nous les avons votées en

un tour de main. Le gouvernement a donc le droit de payer les pensions de vieillesse, du moment que la loi sera adoptée, sans recourir à la Chambre. Il n'a pas besoin d'attendre le budget.

Troisième erreur. Nous avons offert au gouvernement, par une motion, d'adopter immédiatement la loi des pensions de vieillesse, mais c'est le ministre du Commerce qui a parlé pendant trois quarts d'heure pour dire: "La loi n'est pas bonne, il va falloir l'amender, etc." Et c'est le parti ministériel qui a rejeté la motion de l'opposition pour adopter immédiatement cette loi des pensions de vieillesse.

Le premier ministre a dit que, si le budget n'est pas voté, les chômeurs n'auront pas d'argent. Quelle farce lugubre! Le premier ministre ne se rappelle même plus de la loi qu'il a passée il y a deux ans, car la loi du chômage, passée en 1933, autorise le gouvernement à dépenser \$200,000,000⁵, s'il le veut, sans le consentement des Chambres. Coïncidence piquante, le gouvernement présentait ce bill alors que les libéraux d'Ottawa critiquaient le chèque en blanc.

Or, la loi 23 George V, chapitre 2, autorise le gouvernement à payer n'importe quel montant en vertu du chômage, sans le soumettre aux Chambres. Comme on le voit, l'argument du premier ministre était de la casuistique cousue de fil blanc.

Le premier ministre a dit aussi que les cultivateurs n'auront pas de graines de semence, que les colons ne seront pas payés. Quelle touchante sympathie pour les colons; quand on en fait travailler pour 10 sous pour un mois d'ouvrage, et que le colon est payé six mois après. Quand on sait qu'au lieu de faire parvenir l'argent aux colons, certains personnages près du gouvernement forgent la signature et encaissent l'argent des colons.

Belle et touchante mansuétude du premier ministre pour les colons, lorsqu'on envoie ces derniers dans des chars à bagage, et que le ministre se balade en pullman en raison de \$10,000 de dépenses de voyage par année, quand on sait qu'on a donné pendant trois ans des pitons aux colons et qu'on les a payés en retard.

Quant aux grains de semence, si le cultivateur pouvait avoir des grains de semence à la "Béria", le protégé du ministre de l'Agriculture, il serait mieux qu'avec les retailles de la politcaillerie du gouvernement. Croyez-vous que le peuple peut croire que le gouvernement a raison?

M. Paquette (Labelle): Je remarque que le député de Hull (M. Caron) n'a pas applaudi.

(Rires)

M. Tremblay (Maisonnette): Ça devient "dull".

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre manifeste une sympathie subite et inattendue pour le cultivateur que son régime a opprimé avec l'intimidation électorale la plus hideuse. Nous avons demandé un crédit d'urgence pour les cultivateurs, le gouvernement a voté contre. Ces cultivateurs, nous allons les délivrer du régime qui gaspille les fonds publics de façon scandaleuse, comme l'enquête du comité des comptes publics le démontre - et nous ne faisons que commencer!

(Applaudissements à gauche)

Le premier ministre a parlé du tourisme que nous compromettrions. Il en parle sans doute en anticipation du grand voyage que le gouvernement va faire. Or, le premier ministre devrait savoir que le ministère de la Voirie peut dépenser, en vertu de lois spéciales, des sommes quasi illimitées pour la voirie sans demander le consentement de la Chambre.

L'honorable premier ministre dit qu'il n'a jamais vu une telle tactique. Dans cette Chambre, nous exerçons des droits, nous accomplissons un devoir. L'opposition jusqu'ici, était trop faible au point de vue numérique. Heureusement pour la province qu'il s'est dressé un électoralat indépendant qui s'est révolté et que la jeunesse spoliée et trahie s'est levée pour condamner le gouvernement! Le premier ministre dit que, depuis 36 ans, il est dans cette Chambre et qu'il n'a jamais vu de situation semblable à la situation présente. C'est comme le plaidoyer d'un coupable devant le jury, lorsqu'il dit: "C'est la première fois que je vois une procédure semblable." C'est ce que tous les coupables disent la première fois qu'ils sont traduits devant un juge et condamnés.

(Rires et applaudissements à gauche)

Le premier ministre a dit qu'il avait gagné les élections. Je dois un tribut d'hommages à mes électeurs. Le premier ministre a choisi mon adversaire dans son bureau dès le mois d'avril l'an dernier. Il est venu parler dans mon comté, ainsi que le ministre de la Voirie, avec le résultat que j'ai eu 1,202 de majorité, la plus grande que Trois-Rivières ait jamais accordée dans une élection provinciale.

Le premier ministre, qui disait qu'il n'y aura pas d'argent pour les pensions de vieillesse, parle des hôpitaux, etc., et qui a instauré dans la province le régime des pitons, n'a pas hésité à gaspiller \$4,000,000 pour se faire élire dans son comté, et cependant, sa majorité a diminué de 100 voix.

Je dirai au premier ministre que, de ce côté-ci de la Chambre, nous n'avons pas de députés élus par les polls volants, de députés élus par une voix, de députés élus par 125 % des électeurs.

(Applaudissements à gauche)

Je lui dirai que, si nous en avions, pour l'honneur de la province et de la Législature, nous ne les garderions pas à côté de nous et nous ne parlerions pas d'accorder notre "entier support", comme le premier ministre l'a fait pour le député de Saint-Laurent, dont l'enthousiasme est bien connu.

(Applaudissements)

Le premier ministre dit qu'il a la confiance du peuple. Si son gouvernement a la confiance du peuple, qu'il fasse donc des élections!

(Acclamations de la gauche, cris et trépignements, etc.)

Je défie le gouvernement de faire des élections.

(Longs applaudissements à gauche)

Mais le gouvernement n'a pas le courage de les faire. Des élections, le peuple en veut, et nous allons en avoir!

(Longs applaudissements à gauche)

Du côté de la droite, c'est un sauve-qui-peut; c'est à qui partirait le plus vite et, dans le comité des comptes publics, quel spectacle! Si le gouvernement a la notion du courage le plus élémentaire et du respect de l'opinion publique, c'est son devoir de dissoudre les Chambres. Il devrait faire des élections. Je lui prédis que du côté de la droite, beaucoup seront appelés, mais peu seront élus.

(Applaudissements)

M. Drouin (Québec-Est): Que le premier ministre aille donc répéter ce qu'il a dit dans les grandes assemblées publiques!

Voix à droite: Oh! Oh!

M. Bergeron (Matane) fait une observation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Matane y tient, je pourrai parler du député de Matane. Je pourrai dire combien le fils du député de Matane a reçu de la province quand il était étudiant, et autre chose aussi.

(Applaudissements)

M. Bergeron (Matane): Dites-le!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a parlé de la soif du pouvoir. Quelle noble et

belle inspiration pour la Commission des liqueurs! M. le président, nous n'avons pas soif du pouvoir, mais nous avons soif de la justice que le gouvernement refuse à la population! Nous avons faim des libertés que le gouvernement foule aux pieds! Nous voulons donner à la jeunesse ce qu'il lui faut pour s'établir!

Nous sommes anxieux de donner à la jeunesse l'opportunité d'épanouir ses talents, de donner à ceux qui porteront le flambeau après nous l'occasion de continuer à faire de la province de Québec une province riche et prospère. Nous voulons donner à ceux qui nous remplaceront quelque chose pour construire l'avenir de la province et de la race! Nous allons débarrasser la province d'un régime méprisable et méprisé, d'un gouvernement corrompu et corrupteur.

Nous allons débarrasser la province de ceux-là qui, voulant servir deux maîtres, font de la politique à raison de \$30,000 par année comme directeurs de compagnies, des "family compact", qui pratiquent et multiplient le népotisme. Nous allons rétablir nos libertés constitutionnelles piétinées par un régime de tyrannie. Nous voulons donner à la province l'occasion de faire entendre non pas la voix de Terrebonne, mais la grande voix de l'opinion publique qui saura porter à tous la bonne nouvelle.

Nous voulons prendre le pouvoir, non pour la crèche, mais pour protéger les crèches des enfants qui sont l'avenir d'une belle et grande province dont nous voulons la délivrance.

(Applaudissements prolongés à gauche)

M. Hamel (Québec-Centre): Quand cela va mal ici, on lance des bombes. Il y en a déjà eu une qui n'a pas explosé, et l'ex-premier ministre en a lancé une autre ce soir. C'est pour distraire l'attention et l'opinion publique. Au comité des comptes publics, nous avons révélé des scandales de nature à faire mourir n'importe quel gouvernement dans n'importe quel pays civilisé, après ce qui a été démontré.

Nous avons accusé le procureur général de protéger des parjures et des criminels. On ne nous répond pas et l'on fait dire à la radio que nous n'avons pas le courage de répéter en Chambre nos accusations. Les deniers publics sont gaspillés. Les rapports des *Comptes publics* sont faux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Faux et falsifiés sciemment et volontairement.

M. Hamel (Québec-Centre): Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, de pareilles expressions sont-elles permises?

M. le président: Le député de Québec-Centre va trop loin. Il ne peut employer une pareille expression.

M. Bourque (Sherbrooke): Quand le député de Hull nous a traités de cochons, M. le président, vous l'avez laissé faire...

(Protestations à gauche contre M. Alexis Caron, à droite contre M. Hamel et M. Bourque. De part et d'autre, on fait un étourdissant tapage)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) veut intervenir de nouveau.

M. Duplessis (Trois-Rivières) lui fait observer qu'il ne peut parler deux fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) reprend son siège.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) veut intervenir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas deux fois, s'il vous plaît.

(Tout le monde rit, mais le tapage reprend vite)

M. Caron (Hull): M. le président, je tiens à faire tout de suite une mise au point. Je n'ai traité personne de cochon, c'est faux. Quand un député de la gauche a dit que nous bêlions comme des moutons à droite, j'ai répondu que j'aimais mieux les moutons que les cochons. C'est tout. Je n'ai traité personne de cochon.

M. Hamel (Québec-Centre) continue au milieu des protestations véhémentes de la droite et malgré les rappels à l'ordre du président.

M. le président, dit-il, je vais retirer l'expression employée et me servir d'un mot plus parlementaire: brigandage.

M. le président: Vous aggravez votre erreur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois en effet que nous devons rester dans l'ordre. Tout ceci est indigne de cette Chambre, et si l'on

veut continuer ainsi, je devrai rappeler que l'heure des bills privés est expirée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le premier ministre qui a porté la discussion sur ce terrain. Maintenant, un citoyen respectable qui a remporté une grande victoire au tribunal du peuple veut parler, et on va l'empêcher!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je veux seulement que l'on respecte les règlements de la Chambre. Que l'on se conduise selon leurs prescriptions! Qu'on ne parle pas de façon à obliger le président à multiplier les rappels à l'ordre. Voilà déjà deux fois de suite que le député de Québec-Centre est rappelé à l'ordre.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Cessez donc la petite politique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien là le courage du premier ministre, qui se cachait autrefois sous le pseudonyme de Turpin, pour écrire des articles d'une violence sans pareil, des articles qui étaient plus violents que ce que vient de dire l'honorable député de Québec-Centre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je défie le chef de l'opposition et le prierais de citer un seul article de Turpin qui soit la moitié du quart de ce qu'a dit le député de Québec-Centre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à admettre que le premier ministre n'a pas la moitié du quart de la valeur du député de Québec-Centre.

(Pendant ce dialogue, les députés des deux côtés de la Chambre manifestent bruyamment)

M. Hamel (Québec-Centre) se relève et tente de continuer.

M. le président s'efforce en vain de rétablir l'ordre.

(Partout on crie, on manifeste, on s'interpelle)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'heure des bills privés est expirée.

M. l'Orateur reprend son siège.

M. le président fait rapport, suivant l'usage que le comité rapporte progrès.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous appelez ça du progrès?

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

M. Bourque (Sherbrooke) se lève de nouveau et déclare à l'Orateur qu'il a obtenu la permission de poser une question au député de Wolfe (M. Lapointe).

Il a dit, commence le député de Sherbrooke, que nos élections n'ont pas été faites avec des prières. J'ai des affidavits semblables aux siens. Si le député de Wolfe veut dire que ce n'est pas vrai, je lui nommerai les noms.

M. l'Orateur donne lecture de l'article 159, pour conclure qu'il n'y a rien devant la Chambre qui autorise pareille question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Du consentement unanime de la Chambre, les députés peuvent traiter n'importe quel sujet. Or, le premier ministre a demandé, tout à l'heure, d'attendre que l'on ait fini avec les bills privés et qu'il ne s'objecterait pas. Il a parlé au nom de la droite, je parle au nom de la gauche pour exprimer que nous consentons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition a demandé d'attendre, parce que l'on ne savait pas ce que le député de Sherbrooke allait dire. On a attendu assez longtemps et maintenant l'Orateur a le droit de décider.

M. l'Orateur appelle alors le bill no 157.

Saisissabilité de salaires

M. Chouinard (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisissabilité de certains traitements, salaires ou gages.

Adopté.

En comité⁶:

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications.

M. Hamel (Québec-Centre) se lève.

M. le président veut céder la parole au député de Gaspé-Sud (M. Chouinard).

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste.

M. Chouinard (Gaspé-Sud) cède son droit au député de Québec-Centre.

M. Hamel (Québec-Centre): (Prenant un document) Je vais vous lire, M. le président, ce que pensait un grand libéral, Sir Wilfrid Laurier, des règles de la Chambre. C'est rapporté dans *Le Canada* et *Le Soleil* du 10 avril 1913: "Les règles de la Chambre n'ont pas été faites en un jour. Ces règles sont le fruit de longs travaux faits par des hommes d'expérience, et elles ont été rédigées de façon à assurer la liberté de parole aux représentants du peuple. Le gouvernement du jour a résolu d'un trait de plume de rayer les règles de la Chambre et de les remplacer par un bâillon sous le fallacieux prétexte que les gauchistes ont fait de l'obstruction."

M. le président: L'honorable député doit s'en tenir au projet de loi en discussion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est élémentaire, M. le président, que nous ayons le droit de discuter les règlements, et de nous appuyer sur l'autorité de Sir Wilfrid Laurier.

Est-ce que le gouvernement n'aime pas qu'on s'appuie sur Laurier? Est-ce parce qu'il a dit "qu'un gouvernement de 15 ans était un gouvernement pourri" qu'on n'aime pas ça?

M. le président: Pas en ce moment.

M. Hamel (Québec-Centre) (lit encore une phrase) "Les ministériels, en ce moment, sont en train de devenir les assassins de notre système parlementaire."

(Cris et protestations de la droite)

M. le président demande au député de Québec-Centre de s'asseoir.

M. Hamel (Québec-Centre) reprend son siège, comme le lui avait d'ailleurs demandé le président.

M. le président annonce qu'il va lire la première clause du bill qu'on vient d'appeler.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour qu'il lise d'abord le préambule.

M. le président dit qu'il n'y en a pas.

Une discussion s'engage entre le président et le chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est tellement élémentaire qu'à l'université on renverrait un étudiant qui ne saurait pas cela.

M. le président: Il n'y a pas de préambule, car un préambule commence par "Attendu que..."

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, vous pouvez décider ce que vous voudrez, mais non pas que deux et deux font cinq. Que le parrain du projet explique son bill.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Ce n'est pas mon bill. C'est le bill du Barreau et il a été expliqué au comité des bills publics. Il s'agit de permettre à un juge de la Cour supérieure d'indiquer à certaines personnes, dont les salaires sont insaisissables, quel montant déposer régulièrement pour payer leurs dettes. C'est à la demande du Barreau de Montréal.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Directorats de compagnies

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 relatif aux directorats de compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Pouliot (Missisquoi): Lors de l'ajournement de mercredi soir, j'en étais à répondre aux arguments du député de Hull (M. Caron). Le député de Hull a dû remonter à 15 ans en arrière pour découvrir des exemples d'hommes politiques en vue qui furent directeurs de compagnies. Ces hommes, Sir Wilfrid Laurier et Sir Lomer Gouin, étaient directeurs de la Mutual Life, une compagnie d'Ontario, et, s'il n'y a que cela, le bill du député de Québec-Centre ne les empêcherait pas de l'être encore, s'ils vivaient et s'ils étaient ministres de la province de Québec. Le projet en discussion vise les compagnies de la province de Québec.

On a parlé des discours de l'honorable M. Mackenzie King et de l'honorable M. Ernest Lapointe sur une mesure semblable présentée à

Ottawa. Mais ces deux chefs libéraux ne sont pas directeurs de compagnie. En devenant premier ministre du pays, M. Bennett a abandonné ses directorats de compagnies.

Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier), dans le présent cabinet, s'est levé en Chambre pour annoncer qu'il avait abandonné ses directorats. C'est un exemple et un blâme à ses collègues et pour lequel il mérite des félicitations. Je suis certain qu'il serait heureux de l'adoption de ce projet. L'honorable ministre a dit que le département de la Colonisation requerrait tout son temps. Il a été logique.

Si en France et en Angleterre, il n'y a aucune loi qui les y oblige, les ministres, selon la tradition parlementaire, abandonnent tous leurs directorats en entrant en fonctions. Autrement, c'est plaider à la fois pour le demandeur et le défendeur.

Il doit se trouver des hommes d'affaires qui ne font pas de politique. Tous les hommes d'affaires ne doivent pas se trouver en Chambre. Alors, pourquoi prétendre qu'il soit nécessaire qu'il y ait des ministres dans les bureaux de direction des compagnies?

On a dit que l'on devait être fier de constater que les compagnies faisaient appel aux talents des ministres. Pourtant, il est à remarquer que la plupart sont devenus directeurs seulement après avoir été nommés ministres. Ne serait-ce pas parce que les compagnies ne veulent pas tant le concours de leurs lumières qu'être bien en cour avec les gouvernants du jour?

Le Code municipal défend au maire et aux conseillers de transiger avec leurs municipalités. Le code scolaire contient une disposition semblable. Je mets le gouvernement au défi d'amender le Code municipal ou le code scolaire, pour donner aux conseillers et aux commissaires les privilèges qu'il réclame pour lui-même. Pourquoi, dit-il, empêcher les petits de faire ce que les ministres réclament comme un privilège?

Y aurait-il deux poids et deux mesures, en cette province, un pour les petits, et un autre pour les grands? Si la chose est permmissible pour les ministres, pourquoi la défendre aux maires et aux conseillers?

Je défie le gouvernement d'amender le Code pour accorder à ceux-ci les privilèges que tous les ministériels réclament pour les ministres.

Dans plusieurs circonstances, le fait que des ministres étaient directeurs de compagnies transigeant avec la Législature avait laissé des soupçons dans l'esprit du public.

Il lit ensuite au long un long article de *L'Action catholique* signé par M. Gérard Picard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il est facile de citer des journaux hostiles, mais l'article 245 du Règlement de la Chambre défend de lire tout imprimé ayant trait à un débat en cours. Si l'on prend les journaux hostiles, les journaux adverses pour citer tout ce qu'ils peuvent dire d'agréable ou de désagréable, on n'en finira plus.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le député de Hull (M. Caron) a lui-même cité des opinions dans ses discours. Nous n'avons pas protesté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'étaient pas des articles de journaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ne parlez pas deux fois sur le point d'ordre, s'il vous plaît.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le député de Saint-Sauveur me posait une question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'était pas une question.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): M. l'Orateur...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas deux fois sur le point d'ordre, s'il vous plaît.

M. Bertrand (Saint-Sauveur), M. Duguay (Lac-Saint-Jean) et M. Drouin (Québec-Est) discutent longuement les articles, paragraphes et sous-paragraphes des règlements de la Chambre.

M. l'Orateur décide que le député de Missisquoi peut continuer sa citation.

M. Pouliot (Missisquoi): La citation est d'autant plus conforme aux règlements qu'elle est tirée d'un article paru dans l'édition du 19 janvier 1935 de *L'Action catholique*. Cet article n'a trait ni au débat présent ni à un débat antérieur de cette Chambre.

Le député de Missisquoi raconte comment un ministre des Terres et Forêts de l'Ontario, l'honorable M. Lyons, a donné sa démission à l'honorable Ferguson parce qu'il était directeur d'une compagnie faisant affaire avec le gouvernement.

Il parle ensuite du débat qui eut lieu à la Chambre des communes en 1921 et cite l'opinion du proposeur de la motion, l'honorable A. R. McMaster.

Il (M. Pouliot) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Dussault), que le débat soit ajourné. Adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Voici en quels termes *Le Soleil* du 28 mai 1936, à la page 3, commente la présentation du projet de loi sur le suffrage féminin: "Les abstentions furent en honneur, hier à l'Assemblée législative, à l'occasion du vote sur le suffrage féminin. C'était la 11e fois que les députés étaient appelés à se prononcer sur le vote des femmes, la première mesure à ce sujet ayant été présentée en 1922 par feu l'honorable Henry Miles. Comme toujours en pareille occasion, les galeries étaient bondées de dames et de jeunes filles. Et cela, bien qu'il n'y eût pas de délégation officielle. On sait que le parrain du bill cette année, était M. F.-A. Monk, député oppositionniste de Jacques-Cartier. Son projet de loi a été rejeté par 43 voix à 24. La majorité eût été plus considérable encore si un grand nombre de députés de l'Action libérale nationale et du Parti conservateur, qui étaient à leurs sièges, n'avaient évité d'enregistrer leur vote." Signalons qu'au moment où le vote fut enregistré, on constatait six absences à la Chambre. Du côté de la gauche, Son honneur le maire J.-E. Grégoire et le Dr Philippe Hamel n'ont pas occupé leur siège de l'après-midi et M. Romulus Ducharme est à l'hôpital; du côté de la droite, l'honorable Honoré Mercier, ministre des Terres et Forêts, M. Alexandre Thurber, député de Chambly, et M. Lucien Lamoureux, député d'Iberville, n'étaient pas présents au moment du vote.

"Quinze membres de l'opposition, y compris le chef, M. Maurice Duplessis, qui étaient tous à leur poste n'ont pas cru devoir voter, tandis que MM. Paul Gouin et Oscar Drouin ont appuyé la mesure de M. Monk. Tous les libéraux présents à la Chambre ont enregistré leur vote contre le bill.

"Sans tenir compte du président, qui n'a pas le droit de voter, on comptait à la Chambre 72 des 80 députés quand s'est terminé le débat. Les députés de la gauche qui ont approuvé la mesure de leur collègue M. Monk, sont MM. Gouin, Smart, Gault,

Lafleur, Auger, Duguay, Lesage, Tremblay, Monk, Fisher, Drouin, Dussault, Pouliot, Beaudry, Labbé, Sherman, Larochelle, Castonguay, Bélanger, Rochefort, Lauriault, Lorrain, Larivière et Sauvé, soit en tout 24.

"Un règlement de la Chambre dit que tout député doit voter s'il est à son siège au moment de l'appel de son nom. Mais la droite n'a pas exigé que le règlement fût rigoureusement appliqué, sans doute pour éviter un long débat en somme inutile. D'ailleurs, il était environ 6 h 15 à ce moment.

"Dix députés, dont un ministre, l'honorable Edgar Rochette et le chef de l'opposition, M. Duplessis, ont parlé après M. Monk. Le député de Jacques-Cartier a fait un discours sobre, calme, pondéré et agréablement bref.

"Le Dr J.-H. Paquette (Action libérale nationale, Labelle) se prononça contre le bill mais en faisant quelques réserves et en exaltant le rôle de la femme. M. F.-J. Leduc (Action libérale nationale, Laval) est contre le suffrage féminin en vertu du principe d'autorité. M. William Tremblay (conservateur, Maisonneuve) a prononcé un pittoresque discours pour appuyer le bill de M. Monk, et M. J.-T. Larochelle (Action libérale nationale, Lévis) est aussi en faveur du suffrage féminin, un peu par reconnaissance envers sa femme, a-t-il expliqué.

"L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, ne renonce pas aux idées qu'il prêcha l'an dernier en faveur du vote des femmes. Il reste de la même opinion, mais il ne croit pas que la présente année se prête à pareille innovation. Le ministre s'est expliqué d'intéressante façon à ce sujet.

"M. Laurent Barré (conservateur, Rouville), tout en se prononçant contre le bill, a parlé avec émotion de son épouse, mère de six enfants. M. Léo Duguay (conservateur, Lac-Saint-Jean) et M. Candide Rochefort (Action libérale nationale, Sainte-Marie) ont critiqué le gouvernement en se disant en faveur du bill. Et pour terminer, avant le vote, M. Duplessis a déclaré qu'il ne se prononcerait pas sur le principe, croyant qu'il faut d'abord épurer les lois électorales."

2. À ce stade du discours de M. Duplessis, *L'Événement* du 28 mai 1936, à la page 4, fait dire à celui-ci: "Je voterai contre." Nous n'avons pas retenu cette phrase qui ne cadre pas avec le discours de M. Duplessis et compte tenu du fait qu'il s'abstiendra sur le vote en deuxième lecture du bill sur le droit de vote des femmes.

3. *L'Événement* du 28 mai 1936, à la page 4, établit cette proportion à 60 %.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Amédée Caron, Îles-de-la-Madeleine, selon *Le Soleil* du 28 mai 1936, à la page 3.

5. \$100,000,000, selon *L'Événement* du 28 mai 1936, à la page 4, *L'Action catholique* du 28 mai 1936, à la page 9, et *La Patrie* du 28 mai 1936, à la page 4.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Amédée Caron, Îles-de-la-Madeleine, selon *Le Soleil* du 28 mai 1936, à la page 17.

Séance du jeudi 28 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 123 constituant en corporation la ville de la Baie-Comeau.

M. Bergeron (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval, corporation ayant son siège social dans la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est et de Saint-Jules, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités, et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles pour la municipalité de ville de Montréal-Est.

Explications sur des faits publiés:**Article de L'Événement**

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, le journal *L'Événement* m'attribue ce matin les paroles suivantes en marge du débat sur le bill pour le vote des femmes: "... je regrette que ceux qui m'ont élu au conseil municipal de mon village aient fait de moi un homme public".

Mes paroles ont été mal comprises. Je me serai sans doute mal exprimé et je ne veux en aucune

façon tenir rigueur à ceux qui ont rapporté mon discours, mais ce n'était pas le sens de mes remarques. Tout d'abord, je n'ai été ni conseiller ni maire de mon village. De plus, je me demandais si mes électeurs, lorsque je me suis occupé pour la première fois de la vie publique, il y a quelques années, m'avaient renvoyé chez moi, ils ne m'auraient pas rendu service.

Article du Canada

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, le journal *Le Canada*, journal payé à même les fonds publics de la province, a publié en gros titre la nouvelle suivante:

Le chef de l'opposition évite de parler de l'affaire Brathwaite et laisse entendre ainsi que le chef de l'opposition n'ose pas répéter les accusations qu'il a déjà faites.

Ce journal entretenu à même les fonds publics a publié là un titre faux, tendancieux et malhonnête, car le chef de l'opposition a dit et répété et il le répète encore que le département du procureur général a accepté \$2,000 d'un bandit international dans le dos et à l'insu de la victime, dans l'intérêt du voleur, pour éviter le pénitencier au voleur, et je sais que le département du procureur général a transigé avec le bandit pour lui éviter le pénitencier, moyennant une somme de \$2,000, provenant de l'argent volé, à l'insu et dans le dos de la personne volée.

Et pour qu'il puisse être encore plus clair, je dirai de plus que je renonce à mon immunité parlementaire, et que ceux qui ont du cœur et du courage me poursuivent si ce que je dis n'est pas vrai.

(Applaudissements à gauche)

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 26 mai, sur la motion dont elle a été saisie le 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Pouliot (Missisquoi): M. l'Orateur...

M. Bertrand (Saint-Sauveur): M. l'Orateur, le député de Chambly (M. Thurber) a une cigarette à la bouche.

M. l'Orateur: Elle n'est pas allumée. Je n'ai pas d'objection.

M. Pouliot (Missisquoi): L'honorable trésorier de la province (M. Stockwell) est électeur de mon comté et il me permettra de faire une critique constructive de son discours du budget et des finances de la province. La dette consolidée de la province, qui était de \$63,000,000 au 30 juin 1932, est montée, un an après, à \$93,000,000, puis, au 30 juin 1934, à \$111,000,000, et au 30 juin 1935, à \$134,000,000. De plus, dans cette dette, il y a \$17,000,000 qui n'ont aucun fonds d'amortissement.

Le discours du budget nous dit que la dette a augmenté de \$20,000,000 l'an dernier. Cependant, nous constatons dans les *Comptes publics* authentiques, produits par le vérificateur de la province, que la dette a augmenté de \$23,000,000, ce qui fait tout de même une marge.

Je veux signaler encore la partie du rapport de l'auditeur de la province, M. Edgar Vézina, qui contient un blâme à l'adresse de l'administration. À la page 12 des *Comptes publics*, M. Vézina, fait des remarques intéressantes:

"Comme je le notais l'an dernier, à la page XIII de mon rapport, l'exercice sous examen a été grevé d'une dépense de \$1,428,680 pour des comptes de l'exercice antérieur. Le même cas se présente cette année, car j'ai relevé au 30 juin dernier des comptes à payer pour \$1,688,873, non entrés aux livres et non inclus dans les dépenses du dernier exercice financier, ce qui engage d'autant le budget des départements suivants pour l'exercice 1935-1936. Je tiens à faire observer de nouveau que cette manière de procéder n'est pas conforme à l'esprit de la loi, qu'elle tend à diminuer le contrôle de la Législature sur les deniers publics et ne permet pas d'établir un état exact des opérations d'une année précédente."

Cela explique bien des choses et comment le Trésor de la province se trouve à sec à certains moments.

Le budget pour l'année à venir prévoit un déficit d'environ \$1,000,000. Mais comment peut-il concorder avec d'autres déclarations? Ainsi, il ne prévoit pas un sou de dépenses pour le paiement des pensions de vieillesse alors que celles-ci vont entraîner une dépense de \$1,500,000. Le budget ne prévoit rien non plus pour les octrois d'électrification et pour le bureau de placement des jeunes. Même chose pour l'agence commerciale de la province à Washington. Ou le discours du trône annonce d'illusoires mesures, ou bien les estimés budgétaires sont incomplets.

On dira que le gouvernement va économiser. Voyons le budget des prévisions pour voir si ces économies vont compenser l'excédent des dépenses pour lesquelles on n'a fait aucune provision.

On y voit une diminution de \$24,000 à l'item 71, *re* assurances, à une autre de \$32,000, également pour les assurances, et quelques autres assez minimes et qui n'égale en rien le surplus des dépenses prévues.

On pourrait économiser en abolissant le Conseil législatif. Ce Conseil, dit-il, nous coûte annuellement \$104,000 de frais fixes, sans compter les frais de papeterie, etc., et les frais qu'il impose aux contribuables obligés de faire deux visites, pour défendre ou combattre les bills.

Je constate, ajoute-t-il, qu'il y a un item de \$250,000 pour encourager le tourisme. Le meilleur moyen d'attirer les touristes chez nous, ce serait de faire disparaître les droits de péage sur les principaux ponts de cette province. Si nous étudions encore les économies du trésorier provincial, nous constatons que, dans le passé, on accordait un montant de \$40,000 pour le rapatriement des nôtres établis ailleurs. Je crois que ce n'est pas dans ce domaine que l'on devrait commencer à pratiquer l'économie. Songeons un instant que nous payons \$30,000 pour l'agent de la province dans le Royaume-Uni. Il paraît que nous avons deux agents là-bas et on pourrait en rappeler un. Je crois qu'on a manifesté l'intention d'abolir cette agence et ce serait très bien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas décidé d'abolir l'agence.

M. Pouliot (Missisquoi): Non?

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a décidé d'augmenter le loyer payé pour le local de cette agence dans l'immeuble de la Sun Life dont le premier ministre est directeur.

M. Pouliot (Missisquoi): Si l'on veut faire des économies, qu'on ait recours à d'autres moyens. On pourrait abolir par exemple le Conseil législatif qui fait double emploi ici, avec la Chambre, et qui nous coûte \$150,000 par année. C'est le seul qui existe maintenant et nous pourrions nous en passer facilement. De plus, on peut pratiquer des économies sur les traitements de certains messieurs. Les *Comptes publics* - un petit livre intéressant - nous apprennent que tel employé reçoit un salaire de tant, et un peu plus loin, nous apprenons qu'il en reçoit un autre. Par exemple, on constate que l'assistant du

trésorier a deux salaires et que le sous-ministre des Travaux publics a son plein salaire, alors que nous retrouvons son nom à la Commission des services publics.

Parlant ensuite de l'agriculture et de la colonisation, le député de Missisquoi cite un article de M. Albert Rioux: *Comment diminuer le coût de la colonisation?* Dans cet article, rappelle-t-il, M. Rioux suggère que l'on n'envoie pas l'argent dans certains centres où il ne se fait plus de colonisation, que l'on établisse un système de prêts au lieu de donner un octroi de \$300, que l'on n'utilise pas le budget de la colonisation pour des ponts et des routes et, enfin, que l'on fasse l'inventaire et la classification des réserves forestières.

Le député de Missisquoi passe ensuite au problème de la voirie. Il débute en citant, en exhibant une brochure de M. Théo Morgan disant qu'avant 1920, notre voirie s'améliorait, mais que notre système n'a guère suivi la marche du progrès depuis cette époque.

M. Morgan dit que nos routes ne répondent plus aux exigences actuelles de la circulation et il établit certaines comparaisons avec l'Ontario. La province-sœur a 52,980 milles de bonnes routes quand nous avons 35,142 milles de routes améliorées.

Je crois me faire l'interprète des automobilistes pour déclarer ici que ces derniers sont appelés à payer beaucoup plus que le gouvernement ne leur donne par la construction de bonnes routes. Pour attirer les touristes, on devrait abolir les péages sur les ponts.

(Applaudissements)

On pourrait également réduire le coût des permis de conduire, car si je suis bien informé, on paie à cette fin \$1 dans l'Ontario tandis qu'ici, dans la province, le coût d'un tel permis est de \$5. Le gouvernement n'y perdra probablement pas beaucoup parce que plusieurs membres d'une même famille verront à se procurer un permis.

Dans plusieurs endroits des *Comptes publics*, on trouve trop d'items trop laconiques. (M. Pouliot en cite plusieurs et continue). À la page 225, il y a un petit item qui paraît anodin, \$1,000 payés par le ministère de l'Agriculture à la Cie des vergers modèles de Frelighsburg, comté de Missisquoi. Si je ne me trompe, il y a là plusieurs officiers de la Coopérative fédérée et l'on peut se demander pourquoi ils méritent plus d'octrois que de simples cultivateurs. À la page 222, il y a un item qui paraît très beau, \$6,078.12 pour le Mérite agricole. Mais le prix lui-même n'est que de \$200 et on a dépensé le

reste en dépenses de voyage des juges, en impression de rapports, en banquets. Il y a \$3,600 payés aux juges en salaires et dépenses de voyage, \$300 pour un banquet, \$1,000 pour imprimer le rapport, etc. Il me semble que, sur \$6,000, on devrait trouver le moyen d'en donner un peu plus aux cultivateurs.

On a parlé hier de graines de semence. On se demande si les ministres représentent les comtés les plus pauvres, car c'est dans leurs comtés que ça coûte le plus cher, et l'on sait que les graines de semence doivent être distribuées à ceux qui n'en peuvent obtenir autrement. Dans le comté de Missisquoi, que je représente, les terres des cultivateurs sont hypothéquées pour \$1,800,000, ce qui veut dire que nous avons de nombreux cultivateurs nécessiteux, plus que dans Terrebonne et Lotbinière, où les terres sont hypothéquées pour un total de \$1,900,000. Le rapport du ministre de l'Agriculture nous dit qu'on a dépensé \$155,000 à cette fin. Mais celui du trésorier parle de \$244,000. Et en fait, ça a coûté \$445,825.50. Si les \$175,000 qu'on nous demande dans le budget supplémentaire sont aussi pour cela, ça fera un joli montant.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): La graine du gouvernement ne vaut pas cher. Le gouvernement est une bien mauvaise graine.

M. Pouliot (Missisquoi): Je cite d'après les statistiques fédérales. Dans mon comté qui est pauvre, on a dépensé \$1,216 en graines de semence. Dans l'Islet, \$3,475; le comté de l'honorable ministre de l'agriculture...

M. Duplessis (Trois-Rivières): On était à la veille des élections.

M. Pouliot (Missisquoi): ... dans le comté du ministre de la Voirie, \$4,216; dans celui de Terrebonne, \$5,442...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour une voix.

M. Pouliot (Missisquoi): Dans le comté du procureur général, \$9,206.65.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je demande pardon au député. Quand il parle du procureur général, parle-t-il du comté d'Arthabaska?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre doute-t-il de l'identité du procureur général?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député parle de l'an dernier. C'est pour cela que je pose la question.

M. Pouliot (Missisquoi): Je parlais bien du procureur général actuel. Le premier ministre, on sait qu'il a eu son pont. Dans le comté du ministre des Travaux publics, \$11,328.08. Dans celui du ministre du Travail, \$13,964.59. Dans celui du ministre de la Colonisation, \$38,435...

L'honorable M. Authier (Abitibi): C'est un comté de colonisation.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Ça coûte cher, la graine.

M. Pouliot (Missisquoi): \$49,238 dans Roberval; \$39,400 dans Chicoutimi. Le favoritisme politique est un abus dans ce domaine. Je suggère que le patronage politique doit être éliminé de la distribution des graines de semence, qui devrait être faite par les conseils municipaux qui sont plus en mesure de juger si tel ou tel cultivateur est réellement nécessaireux.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Le député me permettrait-il de lui donner un renseignement? Les graines de semence sont distribuées dans toute la province par un comité composé généralement du maire, des représentants des cercles agricoles et du curé.

M. Pouliot (Missisquoi): Ça ne se passe pas comme cela chez nous. Je maintiens ma suggestion. Il faudrait que les demandes soient faites en séances publiques. Le gouvernement sauverait de l'argent dans les graines de semence et pourrait alors créer un prêt agricole.

Le gouvernement provincial a déjà dépensé \$450,000 par année pour distribuer des graines de semence, mais il aurait agi d'une manière plus pratique en donnant aux cultivateurs un crédit agricole provincial.

On refuse à la classe agricole le crédit dont elle a besoin, quand, au cours de l'année 1935 seulement, on a dépensé \$550,000 pour alimenter la presse ministérielle, soit environ \$1,000 par édition pour *Le Soleil* et *L'Événement*. Je crois qu'il faudrait rogner dans ces dépenses, et donner aux cultivateurs ce qu'ils sont en droit d'obtenir. Le gouvernement a déjà engagé \$15,000,000 pour sauver la Banque Canadienne Nationale, et il ne devrait pas hésiter à

engager des millions pour sauver la "banque nationale" qu'est l'agriculture.

(Applaudissements à gauche)

Avant hier, le procureur général (l'honorable M. Perrault), autrefois ministre de la Voirie, nous a parlé du boulevard Taschereau. Toutefois, si on lit le rapport du ministre de la Voirie, dans les *Comptes publics*, - ce livre vaut son pesant d'or; il contient des passages dont la lecture nous laisse rêveurs - on constate que 343 ponts et ponceaux ont été construits ou réparés dans la province l'an dernier. On y voit également que, sur ce total, 212 de ces 343 ponts et ponceaux se trouvaient dans le comté d'Arthabaska. De plus, on a construit 85 milles¹ de routes dans cette division en 1935. C'est pour cette raison que le premier ministre disait à Victoriaville, d'après *Le Soleil*: "Votre député me coûte terriblement cher. Depuis que je suis premier ministre, votre comté a coûté \$3,500,000." Or, comme le premier ministre est à son poste depuis 15 ans, ç'a coûté \$233,000 par année dans Arthabaska. J'espère que le nouveau ministre sera moins partial.

Depuis le commencement de la session, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur) n'a pas parlé en Chambre; il n'a parlé qu'au comité des comptes publics où il s'est identifié avec la majorité ministérielle qui veut y appliquer le bâillon, pour empêcher la vérité de se faire un jour. Est-ce que le ministre des Travaux publics nourrirait en son âme les vieux désappointements qu'il a entretenus pendant les 22 ans qu'il attendait pour être nommé ministre.

Il est vrai que le premier ministre, pour bien le punir, l'a appelé à succéder à celui que le ministre actuel des Travaux publics a toujours critiqué et contre lequel il voulait temporairement, et pour des fins inqualifiables, diriger des enquêtes.

Il a été question du ministre des Travaux publics dans une prétendue coalition. Est-ce que le ministre des Travaux publics, voulant à tout prix la coalition qui lui permettrait d'embarquer dans le navire qui arrive au port et de laisser celui qui sombre, désirerait par son silence obtenir son entrée dans le nouveau gouvernement?

Peine perdue, car nous avons été élus contre tout le régime et le ministre des Travaux publics par sa conduite, par ses votes et par sa participation au ministère est devenu solitaire et complice de tous ses abus, de tous ses excès et de tous ses méfaits passés et présents. Je ne parle pas du futur car l'avenir est à nous! Il sera encourageant du jour où l'Union nationale prendra le pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, avant de confier l'administration d'une affaire à quelqu'un, on commence par s'assurer de l'honnêteté d'un bon gérant. Un gérant qui aurait volé sa place, qui ferait de faux rapports serait remercié de ses services. Faisons la même chose pour le gouvernement. Or, le gouvernement demande de lui confier l'administration de la somme de \$20,124,344.06. Il a de plus le droit, par Statuts, de dépenser la bagatelle de \$16,949,144.03. Il faut donc auparavant étudier sa valeur.

Le montant requis pour l'administration de la province se termine par 9 cents. Ces 9 cents sont admirables et démontrent combien le gouvernement est scrupuleux. Il est tellement scrupuleux qu'on voit dans les *Comptes publics* \$500 pour le déménagement d'un agronome. Et on apprend ensuite que ça n'a coûté que \$200. On voit l'importance des 9 cents.

(Applaudissements et rires à gauche)

La comptabilité du gouvernement, les *Comptes publics* ne reflètent pas la vérité; ils sont mal tenus. Et j'espère que c'est une manière parlementaire de dire qu'ils sont faux. Dès 1934, le vérificateur signalait des erreurs de l'administration que l'on n'a pas corrigées par la suite. On n'a rien fait. Il faisait observer que la comptabilité n'était pas conforme à la loi. Nous préparons des lois et le législateur est le premier à donner le mauvais exemple.

Le gouvernement met à l'actif des sommes payées pour les nécessiteux. C'est pour cacher le déficit. C'est en réalité un passif péjoratif. Et l'on fait soutirer le compte de banque de la Commission des liqueurs de Québec de \$2,000,000² pour les prêter au gouvernement. Un comptable qui, en affaires, agirait de la même façon, serait renvoyé au pénitencier. On a fait pire. On a placé au fonds d'amortissement un emprunt garanti par des bons du Trésor. Alors qu'on en avait besoin pour d'autres fins, on est venu ici faire voter \$4,000,000 pour le fonds d'amortissement. Quand il a fallu rembourser, on l'a fait avec un emprunt garanti, un emprunt garanti par des bons du Trésor. Je ne suis pas un financier, mais cela me paraît répréhensible.

Le gouvernement a versé \$1,500,000 à l'Université de Montréal. Je ne le critique pas pour cela, mais je critique le fait que cette somme est à l'actif, parce que rien dans la loi ne prévoit le remboursement. Je ne crains pas de dire qu'on a caché des déficits de \$17,000,000 à \$20,000,000³.

Je suis surpris que le gouvernement ne dépose pas son bilan à Ottawa comme d'autres

provinces. Les statistiques financières de toutes les provinces nous enseignent qu'en 1932-1933, seule la province de Québec n'a pas montré son bilan. Ce n'est pas à l'honneur de la province. Et il y a dans les statistiques des remarques qui ne sont pas un éloge pour le Québec. C'est là la première province du dominion! Craignait-on une enquête et qu'on punisse les coupables?

Jugez de la valeur morale du gouvernement qui agit de la sorte. Si je prends au hasard le coût des *Comptes publics*, je vois qu'il en coûte au gouvernement \$2.50 par jour de détention pour un prisonnier. Est-ce légitime de dépenser \$2.50 par jour pour un prisonnier et de trouver bien suffisant \$1 par jour pour un bûcheron? Si un individu se saoule et dépense 50 cents de bière et qu'il est condamné à 15 jours de prison, cette saoulade coûte au gouvernement de \$30 à \$40. Les profits réalisés d'un côté par la Commission des liqueurs, le gouvernement les perd autrement, sans compter les malheurs dans les foyers. La Commission encourage l'intempérance et fait des sujets pour les asiles des hôpitaux.

Il y a un montant de \$32,000 inusité depuis 1890 qui n'est pas réglé. On demande des explications au trésorier et quand l'affaire sera réglée, et on nous répond que des avocats étudient la question. Nous avons des employés retirant double salaire et il y a de l'argent de la province déposé à des comptes particuliers. Nous trouvons aussi des employés qui retirent un salaire d'un département et une pension d'un autre. Il y a des députés du régime qui dépensent les deniers de la province sans autorisation. Des argents de la province sont déposés au nom des particuliers, une année au compte courant, où l'intérêt est perdu pour la province, et une année au compte d'épargne. Le gouvernement donne un octroi de \$10,000, une bagatelle, à la Cie de la traverse de Tadoussac et de Rivière-du-Loup, et on trouve cela dans les *Comptes publics* sous le titre: "Divers et à la Voirie" au lieu du "Service maritime".

La Clark Steamships et sa filiale ont reçu \$991,000 de subventions depuis quelques années, bien qu'elles soient avantagées par Ottawa et qu'elles ne remplissent pas leurs obligations envers la province de Québec. De plus, elles font une concurrence déloyale au commerce local.

Les orateurs du gouvernement ont parlé des déficits de l'Ontario, mais elle a un actif, l'Hydro, de \$200,000,000 qu'elle pourrait vendre, et effacer facilement toute sa dette.

Il (M. Hamel) s'élève ensuite contre la surcapitalisation de la Montreal Light, Heat & Power

et déclare que les chaussures des prisonniers coûtent très cher et que le ministre de la Colonisation doit herser avec des clavigraphes, puisqu'ils ont coûté, l'an dernier, en achats et en réparations \$6,233.87. Passant à l'agriculture, il trouve que les instruments d'aviculture coûtent cher, et il critique aussi les propagandistes du ministère de l'Agriculture et cite des chiffres.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Un propagandiste du service de l'aviculture a quatre ou cinq comtés sous sa surveillance; ils s'occupent de tous les cultivateurs, pas seulement des membres des cercles agricoles.

M. Hamel (Québec-Centre): Les résultats des instructeurs sont bien piètres. Je prends par exemple le comté de Montmagny. On mentionne les profits réalisés par les aviculteurs, mais on ne mentionne pas les pertes qu'ils font. Ça me fait penser à l'histoire des pipes de plâtre. Le marchand les payait \$0.12 la douzaine et les revendait 1 sou chaque: "On en casse une de temps en temps", disait-il à quelqu'un qui lui demandait: "Où est votre profit?"

On a parlé de la soif du pouvoir. On a prétendu ici que nous avons la soif du pouvoir. Comment! La soif du pouvoir, quand les coffres sont vides et que nous n'avons rien pour administrer! Soif du pouvoir quand l'administration est en partie corrompue!

M. l'Orateur se lève, le code parlementaire en main...

M. Hamel (Québec-Centre): Je retire mes paroles. Soif du pouvoir, moi? Quand nous savons que le peuple souffre. Moi pour un, je dirai que je suis prêt à résigner et à ne pas me représenter comme député si le premier ministre veut en faire autant.

(Applaudissements à gauche)

Je n'ai aucune soif du pouvoir, mais j'ai conscience que j'ai un devoir à remplir, devoir auquel moi-même et mes collègues ne pouvons nous soustraire. Je connais aussi la mentalité des membres de la gauche. Mais nous avons un devoir à remplir, et nous allons le remplir pour soulager le peuple.

La minorité n'a qu'un moyen à sa disposition quand elle veut assurer le triomphe de ses revendications en cette Chambre, et c'est l'obstruction. La majorité a deux moyens à sa disposition pour régler une situation comme celle qui existe: la force brutale ou le bâillon et l'appel au peuple.

Je vais vous citer, M. l'Orateur, des paroles de Sir Wilfrid Laurier à ce sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est lui qui disait qu'après 15 ans un régime est pourri.

M. Hamel (Québec-Centre): Sir Wilfrid disait: "Je sais qu'il a existé dans mon parti des hommes qui étaient en faveur de la clôture, mais durant les 15 années que j'ai été à la tête de l'administration du pays, j'ai toujours résisté à ceux qui me demandaient d'imposer une telle mesure. Je suis un libéral de la vieille école et je ne voudrais pas priver l'opposition de la seule arme qu'elle a à sa disposition en lui imposant le bill naval.

"Le remède au mal n'est pas l'application de la clôture, mais l'appel au peuple, au peuple qui est en même temps juge et jury de nos actes.

"Je suis heureux aujourd'hui d'avoir résisté à la pression qui était faite sur moi pour l'introduction d'une telle mesure; j'ai préféré l'appel au peuple et je m'en réjouis; je n'aurais pas voulu avoir à remplir la tâche que M. Borden a assumée aujourd'hui.

"L'obstruction est d'ailleurs absolument futile, si le parti qui y a recours n'est pas supporté par l'opinion publique. Mais j'aime mieux être où je suis, battu à la suite d'un appel au peuple, que de siéger sur les banquettes ministérielles, grâce à l'application du bâillon.

"Il se produit des circonstances dans lesquelles la majorité et la minorité ne peuvent s'entendre, et alors on est à même d'appliquer un remède, remède qui est toujours à notre disposition. Ce remède, ce n'est pas un procédé de clôture, ce n'est pas l'application d'une force brutale. Il consiste simplement dans un appel au peuple. Après tout, n'est-ce pas le peuple qui est appelé à décider entre le gouvernement et l'opposition, entre la majorité et la minorité. Et, M. l'Orateur, c'est à cela, tout au plus, que je me serais attendu de la part du gouvernement: la dissolution mais non pas la clôture du débat."

Le 5 mai 1913, Sir Wilfrid Laurier disait à Toronto: "M. Borden fit de l'obstruction en 1911. Je ne disais jamais un mot. Je ne laissai jamais échapper une plainte. Je sais quels sont les droits de la minorité, et, sachant que quelquefois, une minorité n'a d'autre moyen que l'obstruction pour obtenir justice, je n'aurais jamais voulu consentir à priver la minorité d'une telle arme."

Je ne saurais rien ajouter à de telles paroles. Nous sommes ici, et nous avons la preuve que le gouvernement ne mérite pas d'administrer les deniers publics. Il n'est pas capable d'administrer les deniers publics. Nous croyons que le gouvernement est incapable de continuer à administrer la province

parce qu'il n'a pas la confiance du peuple. Et forts de l'opinion de Sir Wilfrid Laurier, qui avait de la noblesse de pensée, nous disons que le gouvernement n'a qu'une chose à faire: l'appel au peuple qui sera le juge!

(Longs applaudissements à gauche)

M. Paquette (Labelle): On remarque dans le budget quantité de dépenses qui ne contribuent qu'à amortir des charges fixes, et non à soulager les misères du peuple qui souffre. Vingt pour cent de notre budget doit être appliqué à l'intérêt sur la dette et sur le fonds d'amortissement. C'est formidable. Depuis 15 ans, on a signalé des surplus dans le budget de la province. Ce gouvernement qui, depuis 1920 réclamait des surplus, comment les obtenait-il? Ces surplus, on les a obtenus en sacrifiant nos forêts. Pour l'exercice 1919-1920, il réclamait un surplus de \$951,910.50. Pourtant, il avait vendu \$3,033,587 de notre domaine forestier. C'est dire que son déficit réel était de \$2,081,676.50.

Il fit la même chose pour les années suivantes: 1920-1921, surplus, \$1,230,433.05, ventes \$3,567,188, déficit, \$2,336,754.95; 1922-1923, surplus, \$1,444,365.71, ventes, \$3,643,408, déficit, \$2,199,042.29; 1925-1926: surplus, \$520,146.75, ventes, \$6,061,855, déficit, \$5,541,708.25; et ainsi de suite. Le gouvernement Taschereau prétend qu'il a des surplus, mais ses opérations de caisse ne disent pas la même chose. Et il cite des chiffres pour prouver ce qu'il avance.

Je ne comprends pas comment certains amis de la droite peuvent vanter l'administration actuelle avec tant d'emphasis.

Depuis le début du discours sur le budget, des députés de la droite ont vanté la colonisation faite à coup de millions. Je me demande s'il ne faut pas être aveugle pour parler ainsi et ne pas envisager la situation telle qu'elle est. On a aussi parlé de l'agriculture, mais on n'a pas dit que ça va mal depuis longtemps. Les cultivateurs vont continuer à se diriger vers les villes si on ne se préoccupe pas d'eux plus que cela. Commençons à mettre du soleil dans leur vie, pas *Le Soleil* de Québec.

Ici, M. Paquette cite de longs extraits du rapport-programme de feu l'honorable J.-L. Perron, ancien ministre de l'Agriculture, pour venir de démontrer que les maux indiqués alors ne sont pas disparus.

Si l'honorable M. Perron vivait en 1936, dit-il, il serait décontenancé, car notre superficie en culture a diminué comme le nombre de nos vaches laitières, comme nos récoltes, 153,000,000 en 1929,

et 98,000,000 en 1934. En 1929, nous avions 7,000,000 d'acres en culture dans la province de Québec et, en 1935, nous n'en avons que 5,000,000. Et, en 1929, on disait que ça allait mal.

Il (M. Paquette) cite longuement toutes sortes de statistiques et dit que les cultivateurs n'ont pas le sort qu'ils mériteraient.

Comme la colonisation, l'agriculture se fait en rebours. Est-ce pour cela que les honorables députés de Wolfe (M. Lapointe) et de Kamouraska (M. Gagnon) trouvent que tout va bien? Le rapport du ministre de l'Agriculture, en 1935, nous apprend que dans 42 fermes de démonstration, on a enregistré une perte nette de \$58 par troupeau de 16 vaches en 1931; \$160 en 1932; \$109 en 1933; \$133 en 1934. Un cultivateur, comme il est démontré, qui perd \$5 de l'argent de l'exploitation de sa terre, ne peut faire ses paiements. Je ne veux pas jeter la pierre à qui que ce soit et je sais que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) fait de louables efforts. Malgré les efforts du ministre de l'Agriculture, si le système est mauvais, nous continuerons à voir les cultivateurs s'en aller dans les villes. Mais, de grâce, que l'on rende l'agriculture sinon profitable, elle ne le sera peut-être jamais, du moins praticable. Qu'elle ne soit pas un désastre et qu'enfin le soleil, pas celui de Québec, l'autre, luise pour les cultivateurs.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Le gouvernement est malade.

M. Paquette (Labelle): On aime les cultivateurs dans le temps des élections. On a parlé des graines de semence cet après-midi, mais c'est une organisation politique. Bien plus, il y a des députés qui ont des gros poulaillers et qui nourrissent leurs volailles avec des graines de semence du gouvernement.

M. Byrne (Québec): Nommez-les.

M. Paquette (Labelle): Pas à vous. Je ne les nommerai pas. Ailleurs, pas en cette Chambre. Vous n'avez pas assez de conscience.

Les agronomes rendent des services et il en est plusieurs qui ne font pas de politique. Celui du comté de Labelle est irréprochable à cet égard. Je suis satisfait de ceux de mon comté. Mais leur travail n'est pas toujours suffisant. Les agronomes ne peuvent tout faire.

Je crois en la nécessité d'un prêt agricole provincial. Pourquoi ne pas créer le prêt agricole provincial, si on veut que la crise ne dure pas plus de

sept années et sept quarantaines? Il cite le cas d'un cultivateur qui a inutilement tenté d'obtenir du crédit et il reconnaît que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) a secondé de toutes ses forces le travail de ce cultivateur auprès du prêt agricole fédéral. Il félicite le ministre d'avoir fait de pareilles démarches. Mais il regrette leur insuccès. Ce prêt ne fonctionne pas, déclare-t-il.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a eu plus de succès avec la pension Bériau.

M. Paquette (Labelle): Nos cultivateurs ne sont pas assez considérés par le prêt agricole fédéral. Voilà pourquoi j'espère que l'honorable ministre de l'Agriculture recommandera la création d'un prêt agricole provincial. Il entamera, cette fois, les forces de l'opposition, car je voterai pour lui.

Le député de Labelle parle ensuite du cas d'un citoyen de son comté. C'était un ancien soldat qui a un peu d'argent et essaie d'avoir un lot depuis deux ans. Il n'a pas réussi. Il a correspondu avec le premier ministre et des ministres pendant longtemps sans succès. On dépense de la papeterie bien inutilement au département. Aura-t-il son lot avant de mourir? C'est un vétéran de la guerre et ça a la vie dure. Je ne veux pas faire de guerre au gouvernement. Ce n'est pas dans mon tempérament. Cet homme aurait pu obtenir un lot dans l'Abitibi, mais il veut rester dans Labelle, où il a ses parents. Pourquoi pas?

Pourquoi lui refuse-t-on cela? Il avait quelque revenu et il aurait fait un excellent colon. On aurait dû l'aider. Pour se rendre dans l'Abitibi, les gens de chez nous ont plus de 400 milles à faire. Ils doivent faire un gros tour par l'Ontario pour aller s'établir sur des terres nouvelles. Est-il juste de les obliger à cela? Il y a dans chaque paroisse de Labelle 25 à 30 lots non défrichés. Pourquoi ne pas les donner à des colons?

Il déclare ensuite qu'il faudrait un chemin de fer entre l'Abitibi et Mont Laurier. Pour aller de ce dernier endroit à Amos, dit-il, il faut parcourir 430 milles en chemin de fer quand la distance réelle est de 200 milles environ. Il y a dans le comté de Labelle plusieurs lots qu'on a tort de déclarer incultes.

Lorsque nous aurons remplacé le gouvernement, nous pourrions adopter une politique de colonisation un peu plus juste et un peu plus pratique. Le gouvernement devrait prendre tous les moyens à sa disposition pour que les jeunes gens s'installent dans les vieux comtés.

M. Turcotte (Richelieu), la tête renversée sur le dossier de sa chaise, dort profondément.

M. Paquette (Labelle): Le député de Richelieu ne semble pas intéressé à la colonisation. Cependant, je ne veux pas troubler le sommeil du juste.

M. Taschereau (Bellechasse) pousse du coude le député de Richelieu.

M. Turcotte (Richelieu) s'éveille au milieu des rires.

M. Paquette (Labelle) suggère un réajustement des taxes dans la province. Il cite le cas d'un citoyen qui a une propriété de \$5,000 hypothéquée de \$3,000 et dont les taxes sont en conséquence trop élevées. Puis il suggère l'octroi de licences d'auto pour la moitié de l'année, car 100,000 propriétaires d'autos de la campagne n'utilisent leurs machines que pendant six mois.

Pourquoi le gouvernement - c'est encore une suggestion - ne fait-il pas construire des chemins de colonisation par les chômeurs? La crise est universelle, nous dit-on. Oui, c'est vrai pour les pays surpeuplés comme la France, la Belgique, l'Italie, l'Angleterre. Mais dans un pays comme le nôtre avec des ressources naturelles sans limite, le chômage est inadmissible. Nous avons des terres au Canada pour faire vivre une population de 100,000,000 d'individus. Si nous avons du chômage, c'est parce que le gouvernement, par sa politique, a réussi ce tour de force de détacher le cultivateur de sa terre, de le décourager, de ne pas lui permettre de gagner honorablement sa vie. On a découragé les gens sur la terre et ils sont allés dans les villes. Pourquoi ne pas faire machine arrière dans le gouvernement? Si on étudiait sur place, mais avec des yeux de patriote...

(Applaudissements à gauche)

... la situation qui est faite à la population, le chômage disparaîtrait chez nous comme par enchantement. Il n'est pas possible qu'il y ait du chômage chez nous. Au lieu de cela, on donne des lots à des amis des députés ministériels et on en refuse à ceux qui ne sont pas amis des députés, qui sont soupçonnés d'être des adversaires du régime. Si j'allais au fond du cas que je citeais tout à l'heure, je ne le ferai pas, car la politique me répugne à moi, je découvrirais que la raison pour laquelle on a refusé un lot à ce vétéran, c'est que probablement il a voté contre le député du gouvernement. Qu'on cesse donc ce système et qu'on donne des lots à tous ceux qui en demandent, des graines de semence à tous.

Le député de Labelle cite au ministre de la Voirie le cas d'un cantonnier de son comté qui a choisi comme aide un enfant de 15 ans, privant ainsi un homme de travail, parce que les autres citoyens ont voté contre le gouvernement. Le travail dans les routes doit être pour tous, réclame-t-il. Que l'on cesse de faire de l'ostracisme contre ceux qui ne partagent pas nos opinions politiques. Tout le monde a faim dans la province. Tout le monde a besoin de manger. C'est l'argent de la province de Québec que l'on dépense.

L'honorable premier ministre a dit que le gouvernement voulait rester longtemps au pouvoir, et bien, c'est par ces petits moyens que l'on détache du gouvernement les hommes sincères.

(Applaudissements à gauche)

C'est par ces petits moyens que l'on enlève au gouvernement l'appui de la population, J'ai appuyé le gouvernement en 1925 et en 1926. J'ai aidé son candidat. Je me suis tourné contre le gouvernement lorsque ces petits moyens ont été commencés. J'ai fait une couple de discours aux élections suivantes. Savez-vous ce qui m'est arrivé? J'étais médecin de la prison de Mont-Laurier et je touchais \$30 à \$35 par année. Le procureur général a écrit au protonotaire pour lui dire qu'à l'avenir, il devrait employer un autre médecin. J'ai écrit alors à un ministre qui était de mes amis. J'étais attaché par la patte au gouvernement et maintenant, je suis libre. M. l'Orateur, je touchais \$35 par année. On m'a rendu la liberté et il fallait que je gagne ma vie. Maintenant, me voilà député.

(Longs applaudissements à gauche)

M. Leduc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Lesage), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Questions de privilège:

Travaux de la Chambre

M. Tremblay (Maisonnette): Hier soir, le premier ministre a déclaré que la session coûtait \$5,000 par jour et, ce soir, écoutant le représentant de la droite ministérielle à la radio, j'ai constaté qu'il a contredit les chiffres du premier ministre et qu'il a

dit que la session coûtait de \$15,000 à \$20,000 par jour. Je désire savoir si c'est bien la voix de son maître que nous avons entendue.

(On rit dans les galeries)

M. l'Orateur: Les gens qui sont dans les galeries voudront bien se rappeler qu'ils n'ont pas le droit de manifester.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces gens-là ne manifestaient pas, M. l'Orateur.

M. l'Orateur: Il n'y a rien qui motive une intervention de votre part.

M. Tremblay (Maisonnette): Le premier ministre répondra-t-il à ma question?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous savez très bien qu'il n'y a pas de question de privilège.

M. Tremblay (Maisonnette): (En sourdine) A-t-il honte de son élève?

Succession Célina Laurint

M. Trudel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 concernant la succession de dame Célina Laurint alias Laurin, veuve de Antoine Laurence soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 modifiant la charte de Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Fédération des scouts

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des explications, s'il vous plaît.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Le mouvement scout est né en Angleterre, puis il a pris une ampleur considérable. Les autorités religieuses se sont intéressées à ce mouvement. Le présent bill a été demandé par les autorités religieuses et a pour but de constituer cette association en corporation.

Il (M. Delagrave) fait l'éloge de ces groupements qui se sont développés rapidement chez nous depuis quelques années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir si le député de Québec-Ouest était renseigné. Le mouvement scoutiste est parti de Trois-Rivières avec l'aide de l'évêque et d'un père franciscain qui se sont dévoués pour en assurer le succès. Nous avons à Trois-Rivières peut-être la plus belle organisation scout de la province, et ce mouvement mérite tout l'appui du gouvernement provincial. Cette association procure une belle formation à ses membres. Ce mouvement enseigne aux jeunes le respect de l'autorité.

Une voix: Vous auriez dû aller prendre des leçons là.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Chaque année, nous sommes appelés à voter des subsides pour les Boy's Scouts de Montréal et d'ailleurs. Je crois que nous devrions voter également \$4,000 ou \$5,000 pour les scouts catholiques, car c'est notre devoir d'accorder des octrois substantiels en faveur d'un si beau mouvement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'endosse entièrement les remarques du chef de l'opposition. Ça arrive rarement, et je tiens à souligner le fait.

(Rires à droite et à gauche)

Je ne connais pas d'organisation plus utile à la jeunesse que celle des scouts auxquels on enseigne le respect de l'autorité, l'esprit de discipline et qui apprennent à bien se tenir.

Il y a environ deux semaines, j'ai reçu la visite de l'évêque de Trois-Rivières et de Mgr Eugène-C. Laflamme, curé de la basilique et, dans la suite, nous avons fait parvenir un octroi de \$3,000 à Mgr Laflamme pour les scouts. Nous formons des vœux pour le succès de cette organisation. Cette organisation remplit une mission, et je puis dire au chef de l'opposition que l'an prochain, dans deux ans,

trois ans et quatre ans, nous souscrirons le même montant.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut prendre la parole de nouveau.

M. l'Orateur: À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Vous avez parlé une fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) M. l'Orateur, parlant sur le point d'ordre du premier ministre...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Si c'est pour nous dire merci, je n'ai aucune objection.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne croyais pas qu'on empêcherait de parler le représentant de la ville qui a été le berceau du scoutisme dans cette province, mais je dirai que le premier ministre fait le généreux avec les fonds de la province. Cet octroi vient du peuple, mais non pas du gouvernement, et je crois qu'une somme de \$3,000, ce n'est pas suffisant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'octroi vient du gouvernement et non de l'opposition. Nous allons retourner le bill au comité afin de le rendre plus beau, plus large et plus généreux.

M. Trudel (Saint-Maurice): À titre de député qui s'est intéressé au mouvement scout dans le district de Trois-Rivières, je demanderais que ce bill soit approuvé immédiatement. Les scouts commencent à organiser leur campement d'été, et ils auront besoin de l'octroi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils ont déjà été payés. Le chèque a été remis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien ne sert d'envoyer le bill au comité, tout le monde désire que la Fédération soit organisée sans délai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces messieurs ont le droit d'être entendus devant le comité, comme on le fait dans le cas des autres bills, car ils peuvent avoir des amendements à nous soumettre. Il faut le référer au comité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et s'il n'y a pas de motion pour le référer au comité. Est-ce qu'il y a une motion?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, on peut discuter la motion? Le premier ministre a dit que le gouvernement a payé en octroi \$3,000 aux scouts. Ce n'est pas suffisant. Passons le bill immédiatement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je n'ai pas d'objection à ce que le comité le considère demain matin. Mais il faut qu'il passe au comité au cas où il y aurait des amendements.

M. Trudel (Saint-Maurice): Encore une fois, je demande à la Chambre d'adopter le bill immédiatement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous viendrez demain au comité.

M. Trudel (Saint-Maurice): J'ai peur.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 83 modifiant la charte de la cité de Lachine.

M. Monk (Jacques-Cartier) propose que lesdits amendements soient maintenant lus une première fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remarque que le Conseil a réduit de \$500 à \$250 la taxe sur les magasins à succursales. Les magasins à chaîne, et les Dominion Stores en particulier, ne méritent aucunement la sympathie du public. C'est une corporation américaine dont le capital est américain et qui draine vers les États-Unis les trois-quarts des profits réalisés. Et comment réalise-t-elle ses profits? Une enquête récente d'Ottawa, l'enquête Stevens, a révélé que c'est en volant ses employés et en volant le public.

Le Conseil législatif a commis une erreur en réduisant cette taxe. Pour le temps qu'il va durer, le Conseil législatif devrait mieux comprendre son rôle qui est seulement celui de modérateur, pour empêcher certaines choses. Il ne doit pas se faire le défenseur des trusts, et avec le président du *Soleil*, il ne fait que protéger les trusts. Ces magasins devraient subir des surtaxes et non des diminutions.

Il y a déjà assez que le gouvernement accorde de fortes réductions de taxes aux Dominion Stores et se voit obligé de produire des documents qui ne sont pas conformes à la vérité pour répondre à des questions de l'opposition. Il s'est identifié avec les Dominion Stores.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition s'éloigne de l'objet du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne retire rien. Je répète même que le gouvernement protège le trust. On a présenté des rapports et des documents pas conformes aux faits. Le gouvernement s'identifie avec ces magasins, la plupart des conseillers législatifs partageant les vues du gouvernement. Cette classe de marchands ne méritait ni sympathie, ni faveur.

M. Drouin (Québec-Est): Les Dominions Stores sont une nuisance au commerce canadien. Voilà le principe que nous voulions consacrer. Nous qui sommes responsables devant le peuple, nous avons imposé une taxe de \$500. Nous avons fait une grosse bataille pour imposer la taxe de \$500, et le Conseil législatif a défendu les trusts. Il protège les trusts et les voleurs.

M. l'Orateur: À l'ordre. Les règlements interdisent à l'honorable député de scruter et de critiquer les motifs du Conseil. Il ne peut que discuter les amendements eux-mêmes.

M. Drouin (Québec-Est): Tout cela démontre que le plus tôt le Conseil législatif sera aboli, le mieux ce sera pour le peuple. Nous nous sommes battus pour cette taxe, et voici que le Conseil qui n'est pas responsable au peuple détruit notre ouvrage. On a de plus enlevé sans raison le mot "annuellement". C'est un défi à la Chambre et à l'opinion publique.

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce que je dois comprendre que nous pouvons discuter seulement les motifs du Conseil législatif et non les amendements?

M. l'Orateur: (Souriant) C'est exactement le contraire.

M. Tremblay (Maisonnette): On se comprend bien.

(Rires)

Je suis persuadé que je connais, sans vouloir accuser personne, les motifs du Conseil et que tout le monde les connaît.

Je crois que la Chambre et le comité avaient pris leurs responsabilités. Les magasins à chaînes sont la cause du désarroi complet du commerce en cette province. Et quand le Conseil législatif, qui n'existe que par le favoritisme, fait des choses pareilles, et vient contrecarrer les volontés du peuple, je crois qu'il va trop loin. On a assez fait de favoritisme, de partisannerie politique. Nous ne sommes pas en temps normal. Nous voyons ce qui se passe dans les autres pays et ne voulons plus de dictature financière ici. Qu'on ne vienne pas nous contrecarrer!

Quand j'entends le premier ministre et sa presse dire qu'on provoque des émeutes, je dis que c'est un prétexte pour nous imposer la force constabulaire de sa police provinciale. Mais s'ils ne mettent pas un frein à ces abus, à cette exploitation honteuse du peuple, il va se produire quelque chose en cette province, et on ne pourra pas le contrôler.

Messieurs, l'augmentation dans les prix de la pomme de terre, c'est reconnu qu'elle coûte cher. L'étalon de la marchandise a monté partout. C'est légal, allez-vous me dire. Oui, c'est légal, mais malhonnête. Au printemps, des magasins à succursales ont imaginé un moyen de tromper les consommateurs par des sacs de pommes de terre. Les "chain stores" par la multiplication de leurs magasins ont fait faire un sac tout spécial, très long - je ne fais pas allusion à aucun ministre. On faisait des vitrines avec des sacs de pommes de terre annoncés à 60 sous, c'est-à-dire à 40 sous meilleur marché qu'ailleurs. Mais les sacs pesaient seulement 60 livres plutôt que les 80 livres habituelles.

L'honorable ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard) me comprend. C'est une façon malhonnête de faire du commerce. Nous devons, nous législateurs, s'opposer complètement à cette réduction de taxe. Nous devrions retourner cet amendement, qui réduit la taxe de \$500 demandée à \$250, au Conseil et lui demander de le considérer de nouveau.

Avec ce système de magasins à chaîne, la population n'a plus confiance au commis qui sert. Nous n'avons pas le droit de ne pas nous opposer à un trust comme celui-là. Le père de famille, quand il

a un commerce à céder à son fils, ne peut plus établir ses enfants dans la même ligne où il a prospéré. Car le père saura que son enfant ne pourra pas lui succéder à moins de devenir un voleur, comme les commis de ces magasins-là.

(Rires)

Qu'est-ce qu'on a dit? Je suis un chrétien. J'espère qu'on l'est tous dans cette Chambre. Je n'enseignerai jamais à mes enfants de prendre des moyens détournés pour gagner leur subsistance. Que le Conseil législatif fasse donc une bonne action avant de disparaître, avant qu'on l'envoie.

M. Caron (Hull): Je me crois bien placé pour me prononcer là-dessus. Je sais que des magasins à chaîne commettent des abus et je suis en faveur d'une taxe spéciale. Mais pas en faveur d'une taxe prohibitive. En somme, cela relève du gouvernement fédéral. Certaines critiques peuvent être fondées, mais je ne crois pas que le manque de confiance en nos marchands exprimé par les orateurs précédents soit justifié. C'est insulter l'initiative de nos marchands de chez nous que de faire appel au gouvernement pour éliminer des concurrents.

Deux cent cinquante dollars est une taxe supérieure à imposer et elle est suffisante. Elle suffira à chasser des magasins dans certains districts. Il faut d'ailleurs les laisser faire un peu afin qu'ils stimulent le commerce par leur concurrence. Le marchand de chez nous ne sortira qu'amélioré de cette concurrence, comme j'ai vu la chose se produire dans ma ville de Hull.

À Hull, plusieurs de ces compagnies sont venues s'établir. Nous avions, chez nous à Hull, huit magasins à succursales. Nos épiciers se sont unis, se sont organisés, se sont entraïdés, ont fait une campagne et ils ont pu obtenir le départ de ces rivaux. Aujourd'hui, il ne reste plus qu'un magasin à chaîne. C'est la meilleure façon de s'en débarrasser. On n'a pas demandé une taxe spéciale. Je crois que les marchands de Lachine pourraient obtenir le même succès. Il faut imposer une taxe raisonnable mais pas prohibitive.

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai trop combattu pour obtenir cette taxe au comité des bills privés, pour ne pas protester contre le changement fait par le Conseil législatif. Dans le passé, le gouvernement a accordé des commutations de taxes aux magasins en série. C'est donc une preuve qu'il était favorable. Ces magasins ont donné des salaires de famine à leurs employés dans la province de Québec pendant qu'ils donnaient des salaires raisonnables ailleurs; ils ont obligé leurs commis à devenir malhonnêtes.

De tels commerces ne devraient pas recevoir la protection du gouvernement quand nos commerçants ont tant de misère. Le petit commerce est en train de disparaître. Il est temps de réagir. Le moyen, c'est d'imposer une taxe élevée. Il est temps que les législateurs se montrent le représentant du petit commerçant ainsi que son défenseur. Le député de Québec-Centre prétend aussi que le député de Québec-Est (M. Drouin) a démontré que le premier ministre était organisé dans les magasins à chaîne.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): La ville de Lachine nous demande le pouvoir d'imposer une taxe de \$500. Est-ce raisonnable de ne pas accorder à cette municipalité ce qu'elle demande? Une taxe de \$500 sur les magasins à chaîne est bien raisonnable. Nous le lui avons accordé. Il est étrange que le Conseil législatif ait décidé de réduire ladite taxe à \$250 dans le cas de Lachine. Il n'est pas raisonnable de refuser aux municipalités ce qu'elles demandent quand il s'agit des magasins à chaîne.

La ville de Québec a des obligations. Elle a des difficultés à les rencontrer. Elle est obligée de venir avec des demandes semblables à celle de Lachine. Nous, échevins de la ville de Québec, nous aurons un bill dans lequel nous demanderons le privilège de taxer les mêmes établissements. Si nous sommes pour être traités comme Lachine, ce n'est pas encourageant. La ville de Québec est pratiquement en faillite et si nous lui refusons cette demande, dans quelle position serons-nous? Le gouvernement devrait donner l'exemple en laissant les municipalités imposer les taxes qu'elles croient devoir imposer. Le Conseil législatif ne représente personne; et voici qu'il décide d'empêcher les villes de taxer les magasins à chaîne. Je propose que ces amendements soient retournés au Conseil législatif.

M. Labbé (Mégantic): Le député de Hull prétend que la licence de \$500 est prohibitive. Je considère qu'elle est au contraire très juste. Les réductions aux magasins à chaîne augmentent les taxes des autres maisons et celles des contribuables. La ville de Lachine par son maire et son conseil a démontré qu'elle avait besoin de revenu.

Les magasins à chaîne sont loin d'être un actif pour cette province. On n'en a jamais vu par exemple dans les paroisses de colonisation. Ces magasins sont établis dans les villes où il y a du gros profit et où il n'y a pas de crédit à faire. Je connais, dit-il, les méthodes de ces magasins à chaîne. Ces établissements ont plutôt eu soin d'avoir à leur service des techniciens, se sont évertués à appliquer

de nouvelles méthodes dans le commerce au détriment des consommateurs, des méthodes qui n'ont rien rapporté à la population. L'amendement devrait être rejeté.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Nous avons considéré au comité que cette taxe est légitime. Mais les sages de la nation, j'ajouterais, la nuisance publique, en a décidé autrement. Nous sommes ici pour faire quelque chose, nous, les législateurs, et, si nous sommes paralysés par la Chambre haute, notre rôle devient insignifiant. Ce sont des déchus en politique tandis que nous, nous avons reçu un mandat spécial. Nous sommes ici pour faire quelque chose, nous les législateurs, et, si nous sommes paralysés par la Chambre haute, notre rôle devient insignifiant. S'il faut être condamné par des déchus en politique, M. l'Orateur, dites-le-moi.

M. l'Orateur: Puisque vous me le demandez. L'honorable député est assez sage pour se rendre compte que ses paroles sont offensantes. Je demande à l'honorable député de lire le paragraphe 15, article 14 des règlements de la Chambre. Il verra qu'on n'a pas le droit de se servir d'une expression offensive pour l'une ou l'autre des deux Chambres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Dorion a parlé de gens "déçus" qui voulaient être ministres. Il n'y a rien de mal à cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, ceux qui veulent être ministres sont des déçus? C'est ce que vous voulez dire? Il y en a plusieurs à la gauche qui sont aussi déçus. Cela se voit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Rien qu'une fois pour parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Riant) Non.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Le premier ministre est en train de s'amuser pendant que nous discutons des choses très sérieuses. Je ne suis ni rouge ni bleu. Je ne veux servir ma province que comme législateur. Lorsque je vois...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. l'Orateur: L'honorable député doit s'en tenir au bill.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): J'y reviens. Je veux l'intérêt public honnêtement sans partisanerie politique. J'ai été président de l'Association des hommes d'affaires du Nord et, à ce titre, je connais l'épicier du coin. Je sais qu'il est l'ennemi des chaînes de magasins. J'ai eu l'honneur de recevoir plusieurs ministres. Je leur demande de me dire s'il n'est pas vrai que les magasins à chaîne ont nui à l'épicier du coin? Je l'ai dit hier en termes un peu violents et je remercie l'Orateur de m'avoir rappelé à l'ordre.

Quand il s'agit de défendre les intérêts des gros et des puissants, ces gens ont beaucoup de défenseurs à leur disposition ici, mais on devrait songer au peuple qui crève de faim au lieu de s'en tenir au "décorum" et de faire du parlementarisme. Je suis en faveur de la taxe de \$500 sur les magasins à chaîne dans la ville de Lachine. Le Conseil législatif l'a réduite à \$250 et je crois que nous devrions la rétablir à \$500. Je propose que le bill soit renvoyé aux honorables messieurs de la Chambre haute.

M. Tardif (Frontenac) se lève.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le temps des bills privés est expiré.

M. Larochelle (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Rousseau), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée le 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Leduc (Laval): Il est temps de parler d'affaires, et il serait bon de connaître la politique de demain dont ne parle pas le discours du budget. Hier, dit-il, le premier ministre accusait la gauche de faire de l'obstruction systématique. Je dis que les coupables ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre, mais de l'autre côté. L'opposition, comme toute la population de la province, est absolument dans

l'ignorance de ce que sera la politique du gouvernement demain. Personne ne sait rien de l'avenir et n'entreprend donc rien parce que cet avenir ne lui dit rien qui vaille.

C'est cela que le trésorier de la province aurait dû nous dire dans son discours du budget. Les industries ne peuvent faire de progrès et n'osent pas prendre d'initiatives parce qu'elles ne connaissent rien de l'avenir. Les propriétaires à Montréal ont demandé au gouvernement un moratoire de cinq ans sur les hypothèques. Le petit propriétaire veut être sauvé et le gouvernement ne peut l'aider. S'il était composé de patriotes éclairés, il ne resterait pas deux minutes au pouvoir et songerait que l'intérêt privé doit céder le pas à l'intérêt public.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous venez d'avoir un affrontement.

M. Leduc (Laval): M. l'Orateur, je me demande si je dois continuer cette discussion lorsque les députés ministériels n'ont pas le courage d'y prendre part. S'imaginer-t-on que nous parlons pour le plaisir de faire des discours? C'est pour éclairer l'opinion publique, pour amener le gouvernement à l'éclairer. La province de Québec a un gouvernement qui est le plus faible au monde, si faible qu'il est prêt à tous les compromis. Nous voulons un pouvoir fort bien organisé et qui ait la confiance de la population.

Dans les veines du gouvernement, ajoute-t-il, ce ne sont plus les globules rouges qui dominent mais les globules jaunes de la peur. Je suis obligé d'employer des paroles sévères, mais il est grand temps quand nous sommes en face de gens qui n'ont même pas le courage de se lever quand nous les accusons gravement. Pourquoi n'aurions-nous pas de mépris pour eux? Il y a de l'autre côté des gens qui ne sont pas capables de se battre, parce qu'ils sont atrophiés. J'ai du respect pour ceux qui sont capables de se tenir debout, mais j'ai du mépris pour ceux qui se conduisent comme des chiens couchants. Le gouvernement n'a même pas assez de vision pour annoncer à la Chambre quelle sera sa politique. Qu'on le dise donc. Qu'est-ce que cela fait à la population que la province soit administrée par un côté ou l'autre, pourvu que ce soit un gouvernement qui a la confiance du peuple?

C'est le temps pour le gouvernement de faire des déclarations. Que pense le trésorier de la conversion des hypothèques?

M. Duplessis (Trois Rivières): Il ne pense pas tout seul.

M. Leduc (Laval): Le trésorier provincial ne veut pas se prononcer. J'ai lu et relu le discours du budget et il m'a été impossible d'être content de vivre dans la province de Québec. Ce discours a été fait en vue de remplir quelques pages. Est-ce partout de même?

Non. J'ignorais ce qu'était un discours du budget. J'ai fait venir celui de l'honorable Mitchell Hepburn, premier ministre et trésorier de la province d'Ontario. Je l'ai ici. On y prend bien soin d'expliquer comment varie la dette d'année en année, comment les industries ont réagi à telle ou telle taxe nouvelle, etc. Chez nous, le discours du budget n'est qu'une suite de considérations ordinaires. Ne soyons pas surpris que les hommes d'affaires soient inquiets.

Récemment, il y eut une conférence interprovinciale au sujet des conversions de dettes, de réduction de taux d'intérêts, j'espérais que le discours du budget en parlerait. Pas un mot. J'aurais aimé à voir dans ce discours des détails précis. Moi, ça m'intéresse parce que ça intéresse les industries. On aurait aimé un tableau de l'augmentation de la dette.

Mais il faudra attendre pour des méthodes modernes. C'est un autre gouvernement qui nous en donnera. L'Action libérale nationale n'a pas craint de mettre dans son programme la question de la conversion des dettes.

Ce discours aurait dû être travaillé pour être compris de tous les citoyens, pour me fournir les renseignements dont j'ai besoin. Si nous avions eu tous ces renseignements, nous aurions vu que la province de Québec, que l'on dit administrée par les meilleurs hommes, paie 3½ % sur les emprunts à court terme, tandis que, dans Ontario, on paie 2 %. Voilà pourquoi la ville de Montréal, qui peut offrir de bonnes garanties comme la province de Québec, paie 4 %, et voilà une autre raison pour l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) de montrer que les ministres ne doivent pas être directeurs de grandes compagnies.

La province de Québec s'emprunte de l'argent à elle-même. Il est vrai que la même chose s'est faite en Ontario.

C'est tromper le public que d'agir ainsi? Dans la province de Québec, nous ne sommes pas une race inférieure, nous ne souffrons pas d'"inferiority complex" et nous aurions voulu savoir ce que pense le trésorier provincial du projet de conseil de l'emprunt proposé par le ministre des Finances du Canada?

Nous n'avons rien su à ce sujet. Pourquoi le gouvernement ne renseigne-t-il pas l'opposition

digne d'être renseignée et surtout de conseiller le gouvernement?

Tous les efforts de la droite consistent à se maintenir et à se cramponner au pouvoir. Tous ces problèmes sont agités et discutés dans les groupements de jeunesse et, partout, on se demande: Quand aurons-nous un gouvernement fort, stable, capable de donner des directives au peuple?

Si le gouvernement pouvait comprendre cela, il ne resterait pas là.

(Applaudissements à gauche)

Le discours du budget devrait être le bréviaire de l'homme d'affaires.

M. Duplessis (Trois Rivières): Le gouvernement n'a jamais eu de bréviaire.

M. Leduc (Laval): Le gouvernement ne songe même pas à la révision du champ de l'impôt et le trésorier ne dit pas un mot du "Loan Council" qui pourtant intéresse les trésoriers de toutes les autres provinces.

Il n'y a pas de l'autre côté de la Chambre d'hommes qui ont assez de vision pour nous dire ce qu'ils pensent des changements projetés à la Constitution, spécialement au point de vue monétaire.

Une presse anglaise prône l'administration du crédit au point de vue monétaire, au lieu du point de vue national.

Il (M. Leduc) s'élève aussi contre la désertion du pays par les gens enrichis à même la population.

La province de Québec n'est pas prête à accepter le socialisme, mais il faut lui donner un nouveau système fiscal, de façon à mieux répartir entre le gouvernement et les municipalités les revenus et les charges.

Il y a une nouvelle génération qui monte et qui va balayer le gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

M. Duplessis (Trois Rivières) va lui parler.

M. Leduc (Laval): Je crois qu'il est 11 heures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Continuez!

M. Leduc (Laval), pendant quelques minutes, parle d'un livre d'un M. Ferguson sur les conversions de dettes et dit:

Peut-être qu'on aimerait que j'en donne lecture?

Il (M. Leduc) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Lesage), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. 80 milles, selon *L'Événement* du 29 mai 1936, à la page 1.

2. \$2,500,000, selon *La Presse* et *L'Action catholique*, dans leur édition du 29 mai 1936, respectivement aux pages 29 et 11.

3. *L'Événement* du 29 mai 1936, à la page 1 écrit: "de \$17,000,000 à \$20,000,000".

Séance du vendredi 29 mai 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 156 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Commissaires d'écoles de Montréal-Est et de Saint-Jules

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 125 ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est et de Saint-Jules, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités, et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Traduction des délibérations du comité permanent spécial des comptes publics

M. Fisher (Huntingdon): Le premier ministre me dira-t-il quand nous aurons la traduction anglaise des témoignages rendus au comité des comptes publics?

M. Barré (Rouville): Chaque député, et non seulement les membres du comité, devraient avoir une copie des dépositions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà appuyé la demande très légitime de l'honorable

député de Huntingdon. Celle de l'honorable député de Rouville est également légitime. Tout d'abord, chacun des députés a un intérêt direct et immédiat à savoir ce qui se passe.

De plus, il y va de l'intérêt de la province de montrer qu'elle respecte jalousement le principe du respect des droits minoritaires, qu'elle fait la part large et généreuse. La province de Québec a tout intérêt à montrer aux autres qu'elle respecte le principe du bilinguisme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est au comité de décider combien de copies seront imprimées.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup)¹: Au début on faisait 10 copies, et ensuite, à la demande de l'opposition, on en a fait faire 60. Ces 60 copies sont chaque jour à la disposition des députés. C'est ce que vous avez demandé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends qu'en réalité il n'y a que 60 députés. Mais il est tout de même supposé y en avoir 90.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On fera faire 90 copies s'il le faut, si on le demande, mais cela coûtera plus cher.

Industrie de la boulangerie

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je demanderais à l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) de bien vouloir nous dire la situation de l'industrie de la boulangerie à Montréal en ce qui concerne la convention collective de Travail. Il y avait entre patrons et ouvriers un contrat collectif qui semblait être renouvelable. Or, le magistrat Lacroix vient de déclarer cette convention illégale et il en résulte de multiples complications.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je remercie le député de Montréal-Sainte-Marie d'avoir soulevé cette question et je le félicite de l'intérêt qu'il porte à cette question. Il y a, à Montréal, 2,468 employés de l'industrie de la boulangerie, et le printemps dernier, les boulangers de Montréal ont décidé de prendre avantage de la loi des conventions collectives. Et le décret fut publié en

juin 1935. Le contrat collectif était automatiquement renouvelable au bout d'un an, à moins que les intéressés, en majorité, donnent avis de 30 jours à l'effet contraire.

Cette convention - l'honorable député le reconnaîtra - a fait un bien immense à l'industrie. Les patrons en étaient généralement satisfaits, et les employés trouvaient que leurs salaires avaient été suffisamment augmentés. La convention a l'adhésion des 17/20 des intéressés. Il y a quelque temps, un groupe de boulangers, toutefois, ont manifesté leur intention au ministère du Travail de ne pas renouveler le contrat. À notre avis, il y avait prépondérance en faveur du renouvellement, tant en nombre d'employés qu'en salaires. Les choses ont marché régulièrement quand, tout à coup, un boulanger a refusé de montrer ses livres à l'inspecteur du comité conjoint.

Une plainte a été portée et, après un procès, M. le juge J.-O. Lacroix a décidé que ce boulanger avait raison, jetant ainsi de la perturbation dans l'industrie de la boulangerie, car, par le fait même, il déclarait le contrat caduc.

Je crois, avec tout le respect possible, que le juge Lacroix s'est trompé. Le résultat de ce jugement a été que les salaires ont été réduits - de 50 % dans certains cas - et la plus grande confusion a régné dans l'industrie. Sa décision cause du marasme à Montréal, et comme des milliers d'ouvriers bénéficient de la loi, nous croyons devoir la rendre plus claire.

Le gouvernement présente un projet de loi, le bill 14, qui assure le renouvellement de la convention et rétablira la paix sociale dans l'industrie de la boulangerie.

Avec cette loi, le marasme et toute équivoque disparaîtront. La loi est sur le *Feuilleton* pour la deuxième lecture, et je demanderais au chef de l'opposition de bien vouloir consentir à l'adoption de ce projet sans délai. Nous pourrions, je crois, donner préséance à ce bill et l'adopter cet après-midi. Je crois d'ailleurs que c'est aussi de désir du député de Sainte-Marie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai aucune objection, mais la meilleure préséance à donner, c'est de passer le bill des pensions de vieillesse et celui de l'observance du dimanche. Cela prendra très peu de temps, et nous aurons tout le loisir pour songer ensuite aux mesures proposées par l'honorable ministre.

(Personne ne bouge)

Travaux de la Chambre:

Horaire de la séance

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je désire informer la Chambre que nous nous sommes entendus pour que la Chambre s'ajourne à 5 heures jusqu'à mardi prochain. Plusieurs députés ont représenté qu'ils voulaient retourner dans leur foyer aujourd'hui même.

(La droite et la gauche applaudissent longuement)

Hôpital de l'Enfant-Jésus

M. Drouin (Québec-Est): J'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bouchard). On m'a dit que des instances avaient été faites auprès du ministre au sujet des travaux d'excavation, qui se font actuellement à l'hôpital de l'Enfant-Jésus avec une pelle à vapeur, ce qui enlève du travail à 200 ou 300 personnes. Cette institution a reçu souvent des subsides du gouvernement, et il me semble que l'on devrait donner la préférence aux travaux à la pelle manuelle. Je demande au ministre, chargé des remèdes au chômage, ce qu'il en pense?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

C'est un cas semblable à celui de l'école Saint-Pascal Baylon. M. Chênevert, le maire de Québec, et le président de la Commission scolaire, je crois, sont venus me voir à ce sujet et ont représenté que cela occasionnerait à la Commission scolaire une dépense additionnelle de \$1,600. On nous a demandé d'intervenir, mais il s'agissait d'un contrat accordé par la Commission scolaire, et nous ne pouvons intervenir directement.

D'autre part, j'ai présenté au maire que prochainement, après le 1^{er} juin, lorsque nous commencerons à donner du travail aux chômeurs, en vertu de notre nouveau plan, le gouvernement ainsi que les municipalités pourront exiger des chômeurs une somme de travail égale aux argents qu'ils recevront, et sur tous les travaux, on évitera autant que possible l'emploi de la pelle mécanique.

Je suis informé que la Commission scolaire abandonnera l'utilisation de la pelle mécanique, sauf pour un travail qui ne peut être fait que par ce moyen parce qu'il est dangereux, d'après ce que m'a dit le maire de Québec. Voilà pour les travaux de l'école Saint-Pascal Baylon. En ce qui concerne le cas de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, on devrait venir me

rencontrer avec la présidente de l'hôpital, mais je n'ai pas vu cette dame et j'en suis venu à la conclusion que l'affaire était réglée.

M. Byrne (Québec): Je puis déclarer à mon ami de Québec-Est que nous aurons une assemblée du bureau de direction lundi pour décider de ce qui sera fait. Je suis directeur de l'hôpital, et nous verrons à faire tout en notre possible pour aider les ouvriers.

Travaux de voirie

M. Labbé (Mégantic): Je suis informé que des employés de la voirie engagent des substituts pour certains travaux sur les routes et qu'ils leur paient quelque chose comme cinquante sous par jour. Ainsi, des gens spéculent sur les salaires en s'engageant pour le compte du gouvernement et en faisant travailler à leur place des ouvriers à qui ils ne donnent qu'une partie du salaire reçu. Je désire porter la chose à l'attention du ministre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Si l'honorable député de Mégantic veut bien me donner des détails, je vais m'occuper immédiatement de l'affaire. Je pourrai rencontrer mon honorable ami immédiatement après la séance.

Secours au chômage

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Nous avons ici un grand nombre de chômeurs, et on nous dit qu'ils ne recevront plus de secours en juin. De plus, on nous assure que des travaux seront entrepris, mais on sait que les employeurs ne voudront pas abandonner la pelle mécanique...

M. l'Orateur: L'honorable député a le droit de poser une question, mais il n'y a aucune motion devant la Chambre en rapport avec le sujet qu'il traite.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Est-ce que les secours au chômage vont être arrêtés le 1^{er} juin en vertu du nouveau plan?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je puis déclarer au député de Saint-Sauveur qu'il n'y aura rien de changé dans le système actuel. Les paiements hebdomadaires aux chômeurs vont être

continué, mais la seule différence, c'est que les municipalités devront exiger une somme de travail pour l'argent que les chômeurs vont recevoir chaque semaine. Ce système est de vigueur dans quelques villes déjà, mais à l'avenir il sera en vigueur dans toute la province. Les chômeurs, autant que possible, auront du travail à faire pour l'argent qu'ils gagneront. Nous voulons assimiler les corporations scolaires aux corporations municipales, en vertu du nouveau plan de secours au chômage.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Les municipalités pourront entreprendre toutes sortes de travaux?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Certainement.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Dois-je comprendre que les municipalités scolaires pourront continuer leurs travaux de construction d'écoles et de collèges? Je voudrais trancher la question une fois pour toutes.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui. Il y a eu des divergences d'opinions entre le fédéral et les provinces à ce sujet. Nous, nous voulons assimiler les corporations scolaires aux corporations municipales dans l'application de ce système, car nous prétendons que les biens des commissions scolaires sont publics comme ceux des corporations municipales. La corporation municipale n'aura qu'à mettre ses assistés à la disposition de la corporation scolaire.

Travaux de la Chambre

Quelques députés demandent la permission de poser des questions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) proteste.

M. l'Orateur décide de ne plus tolérer que les questions posées dans la forme voulue par les règlements.

Fermes pour les prisonniers libérés

M. Fisher (Huntingdon): Concernant la loi citée comme loi des fermes pour les prisonniers libérés, 24 George V, chapitre 47:

1. Des \$100,000 autorisés par la loi, combien a été dépensé à date par le gouvernement?
2. Combien de personnes le gouvernement a-t-il admises sous sa charge sur ces fermes?
3. Où cette ferme est-elle située?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Aucune somme.

2. et 3. Aucune ferme n'a été établie.

Canadian Community Exchange

M. Élie (Yamaska): 1. La firme "Canadian Commodity Exchange" de Montréal est-elle constituée en corporation?

Dans l'affirmative:

- a. Est-ce par lettres patentes provinciales?
- b. À quelle date?
2. Quand cette firme a-t-elle commencé ses opérations?
3. En quoi consistent lesdites opérations?
4. Cette firme fait-elle le commerce d'options (futures) de produits agricoles tels que le beurre et le fromage?
5. Cette firme a-t-elle un permis du ministère de l'Agriculture de notre province pour faire tel commerce d'options?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.

- a. Oui.
- b. Le 24 août 1934 sous le nom de "Montreal Exchange Inc." et par lettres patentes supplémentaires sous le nom de "Canadian Commodity Exchange Inc.," en date du 1^{er} septembre 1934.
2. Ce renseignement n'est pas indiqué au dossier.
3. Voir *Gazette Officielle* nos 38 et 41 de 1934.
4. Le ministère de l'Agriculture n'en est pas informé.
5. Aucun permis n'est requis du ministère de l'Agriculture de cette province.

Demandes de documents:

Pont entre Côteau-du-Lac et Valleyfield

M. Farand (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), que

cette Chambre vote une adresse demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral au sujet de la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent entre Côteau-du-Lac et Valleyfield.

M. l'Orateur, en demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, et le gouvernement fédéral, au sujet de la construction d'un pont projeté sur le Saint-Laurent, à un endroit quelconque de Côteau-du-Lac, et la ville de Valleyfield, mon intention n'est pas, à ce stage de la session, de créer des embarras au gouvernement ni des ennuis à l'opposition.

Je désire simplement faire connaître à cette Chambre les avantages qu'il y aurait de relier, une fois de plus, par un pont de péage, les deux rives de notre fleuve à l'un des endroits les plus intéressants de son cours.

Quand ce n'est pas les hommes qui voyagent plus rapidement qu'autrefois, ce sont les produits de l'industrie et de l'agriculture qui nous parviennent plus facilement et qui épargnent aux producteurs et aux consommateurs du temps et de l'argent.

Dans Soulanges, que j'ai eu l'honneur de représenter depuis au-delà de 20 ans en cette Chambre, nous avons connu en ces dernières années, comme l'autre jour, tous les avantages de deux ponts qui relient notre comté ainsi que le comté de Vaudreuil à la grande métropole commerciale du Canada, et qui tous deux furent construits par le gouvernement libéral.

Ces deux ponts, c'est-à-dire: le pont Taschereau et le pont Galipeault, nous aident à améliorer graduellement les conditions d'existence de notre population, autant par la vente de nos produits sur les marchés de Montréal que par l'arrivée nombreuse de touristes d'origines diverses, venant nous visiter en automobiles, et s'en retournant de même, après avoir laissé des tracas de leurs visites lucratives.

L'industrie du tourisme, l'une des plus fructueuses de notre province, et qui, en Europe, a enrichi la Suisse, est une fondation du gouvernement libéral, et ce sont les bonnes routes du gouvernement Taschereau qui ont permis de développer cette industrie jusqu'au degré où elle se trouve aujourd'hui, et se trouvera demain. Quand je parle de bonnes routes, je parle aussi de beaux ponts métalliques, car ceux-ci ne sont que les compléments des bonnes routes.

Jusqu'ici, en effet, nous sommes loin d'avoir à nous plaindre du gouvernement. Bien que nous

n'ayons pas été aussi favorisés que d'autres comtés ruraux, notre population du comté de Soulanges, si raisonnable et si judicieuse, est demeurée fidèle au gouvernement libéral parce que, à part d'importantes subventions agricoles, ce gouvernement nous a donné ce qu'il nous avait promis d'essentiel, c'est-à-dire: le pont Taschereau, le pont Galipeault, et les bonnes routes.

Il ne nous resterait plus à obtenir du gouvernement libéral, pour combler nos vœux, que quelques octrois pour des routes locales; quelques autres travaux publics, et de l'aide pour l'agriculture. Cependant, nous pensons à autre chose, et je n'étonnerai personne en faisant connaître aux membres de cette Chambre quels sont nos espoirs, et quels sont nos autres projets pour l'avenir.

Il s'agit aujourd'hui d'attirer l'attention des députés de cette province, sur la nécessité de construire ce pont entre Côteau-du-Lac, et la ville de Valleyfield qui se trouve juste en face. Si nous avions ce pont entre Côteau-du-Lac et Valleyfield, les cultivateurs de 18 paroisses - je parle ici pour les deux comtés - se trouveraient à quelques milles à peine du marché de Valleyfield, où la population est plus dense que celle de chez nous, et plus facile à atteindre que celle de Montréal.

C'est à la demande du conseil du comté de Soulanges, et du conseil de ville de Valleyfield que je viens ici plaider la cause de cette entreprise future qui bénéficiera à tout notre district et dont les avantages seront nombreux et importants.

Des résolutions bien motivées ont été présentées dans le passé, et par ces conseils, aux deux députés intéressés, d'abord à M. Gontran de Saint-Onge, ex-député de Beauharnois, et à moi-même, puis dernièrement au député actuel de Beauharnois (M. Sauvé).

Étant donné que la construction des ponts de péage ne constitue ni une charge, ni une dépense des fonds publics, puisque les recettes couvrent toujours l'intérêt de l'argent versé - et cette remarque s'applique aussi bien au pont Mercier qu'à tous les autres - étant donné, dis-je, que ces ponts s'ajoutent par le fait même au capital productif de la province, il n'y aurait que cela à considérer maintenant, savoir: si le lieu où nous voulons construire ce pont est propice et avantageux.

Il est vrai que notre gouvernement libéral nous a dotés de deux beaux ponts métalliques, et que ces deux ponts nous ont aidés à modifier peu à peu les conditions économiques des deux comtés de Soulanges et de Vaudeuil, mais nous sommes tout de même encore à 45 milles de Montréal pour la

vente de nos produits sur les marchés de la métropole.

Je me rappelle ici le fait que c'est pour avoir demandé en 1920 les deux ponts Taschereau et Galipeault, que nous les avons obtenus en 1922, par les largesses du gouvernement libéral.

Quelle part le gouvernement fédéral voudra-t-il prendre à cette construction à même les \$40,000,000 attribués au chômage en notre province? L'avenir le dira, mais je tiens à souligner ici le fait que la Beauharnois Power a fait des barrages sur lesquels il y aurait peut-être moyen d'appuyer le pont, si les deux gouvernements parvenaient à s'entendre entre eux et avec la compagnie concernée.

Quelle sera la part éventuelle du gouvernement provincial? Cela dépendra des bonnes dispositions des membres de cette Chambre et de l'appui que nous recevrons des pouvoirs établis, et de l'opinion publique.

Je répète ici, M. l'Orateur, que ma motion a été motivée par les résolutions du conseil de comté et du conseil de ville de Valleyfield, qui ont fait tout ce qu'il y avait à faire pour amener la question sur le tapis. C'est aux députés de cette Chambre de juger de son importance.

Je termine, M. l'Orateur, en faisant appel à nos ministres, toujours désireux d'améliorer nos conditions d'existence, et de donner du travail à tous les chômeurs de notre district; je fais également appel à tous les députés ici présents, pour qu'ils donnent à notre projet, une attention méritée, et j'espère que l'opposition ne verra pas d'un mauvais œil, la naissance d'une entreprise heureuse, destinée à relier de nouveau les deux rives du fleuve et à développer considérablement notre région.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lauriault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Mandats spéciaux

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de bien vouloir mettre devant cette Chambre une copie demandant communication d'un état dûment certifié relativement à la somme de \$1,104,787.59

mentionnée à l'état des mandats spéciaux apparaissant aux pages 19, 20 et 21 des *Journaux de l'Assemblée législative* pour la session en cours (version française) et indiquant:

1. a. Les nom, prénom et adresse de chacune des personnes auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée;

b. Les noms et adresses de toutes les corporations privées ou publiques et de toutes les compagnies auxquelles cette somme, ou partie d'icelle, a été payée;

c. Quand chacun des items composant ladite somme a-t-il été payé;

d. Au sujet de quoi chacun des items composant ladite somme a-t-il été payé?

Adopté.

Vaccination et abattage du bétail atteint de mammite

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement, un de ses membres ou un de ses employés et toutes personnes, depuis le 1^{er} janvier 1935, inclusivement, au 1^{er} mai 1936, inclusivement, au sujet du traitement de la vaccination ou de l'abattage du bétail atteint de la maladie appelée mammite.

Je veux attirer l'attention du gouvernement et du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) sur une maladie, la maladie de la mammite, qui cause des dommages considérables aux cultivateurs et qui nuit considérablement à l'industrie laitière. Je fais motion pour que le gouvernement fasse des recherches scientifiques pour enrayer cette maladie. La tuberculose chez les animaux est combattue, et il faudra combattre avec le même acharnement la maladie de la mammite. Je suis certain que l'honorable ministre de l'Agriculture y donnera toute son attention.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, la maladie dont l'honorable député de Yamaska vient de parler n'était pas beaucoup connue il y a deux ans. Cette maladie a commencé à causer des ravages dans notre province il y a environ trois ans. Elle se manifeste surtout dans les alentours de Québec et de Montréal.

Elle cause des dégâts assez sérieux parmi les troupeaux laitiers, et nous avons tout fait pour enrayer ses progrès. Des médecins-vétérinaires

croient qu'on peut l'enrayer jusqu'à un certain point avec un sérum. D'autres croient que le sérum est sans efficacité et même dangereux.

Nous avons fait faire des recherches scientifiques et avons essayé de préparer un sérum, mais finalement, on a été d'opinion que l'efficacité en serait nulle et qu'il n'y aurait aucun avantage quelconque. Nous faisons poursuivre des expériences depuis deux ans par des praticiens pour mettre fin à cette maladie et nous ne négligeons rien pour assurer des moyens de contrôle efficaces.

En attendant, nous conseillons aux cultivateurs l'observance des lois de l'hygiène et nous mettons les cultivateurs au courant des moyens de prévention; nous utilisons toutes les méthodes techniques utilisables. Le *Journal d'agriculture* et autres publications du ministère nous aident à renseigner les cultivateurs à ce sujet.

M. Trudel (Saint-Maurice): Quoique je suis médecin, je ne suis pas un vétérinaire, mais j'aimerais savoir de l'honorable ministre de l'Agriculture, si l'on n'a pas découvert les causes de cette maladie inflammatoire, quelles sont les études scientifiques qui ont été faites et quels sont les résultats des expériences de laboratoire? A-t-on essayé d'appliquer un sérum quelconque? C'est une maladie inflammatoire qui est à cause microbienne.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les travaux...

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre ne peut parler deux fois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Saint-Maurice m'a posé une question...

M. l'Orateur: L'honorable député de Saint-Maurice a posé une question. Le ministre peut répondre aux questions qui lui sont posées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements de la Chambre sont pour tout le monde, même pour les surhommes, et le ministre actuel n'est sûrement pas un surhomme.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je voulais répondre parce que je crois que c'est mon devoir, ce n'est pas un privilège.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlez si vous êtes pour donner une réponse claire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il ne m'appartient pas de dire si le chef de l'opposition pourra comprendre, car cela dépend autant de sa faculté de compréhension d'une telle question que de mon élocution. Mais je serai bref. Depuis deux ans, nous avons fait des expériences et des recherches, avec le concours du fédéral, sur la détermination de la cause de la mammité. Nous nous sommes renseignés sur les expériences faites dans les autres pays. C'est une inflammation de la mamelle, qui peut être causée par un microbe, par un groupe de microbes ou par des causes extérieures.

M. Trudel (Saint-Maurice): On ne pourrait pas soumettre les vaches aux chiropraticiens?

M. Barré (Rouville): Ils pourraient leur donner des massages.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous avons découvert que la mammité est causée par des refroidissements subits et autres malaises. Les symptômes, les signes extérieurs de la maladie peuvent disparaître, mais les animaux peuvent en être quand même encore atteints. Les porteurs de germes ne sont pas toujours connus. Comme la maladie n'est pas contagieuse, il est très difficile de la combattre. On voit qu'il est difficile d'en connaître l'origine. Je le répète, nous ne voulons pas conseiller la vaccination par le sérum, car ce dernier a été jugé dangereux. À tout événement, nous faisons encore des recherches et des expériences, et j'espère que nous réussirons.

La motion est adoptée.

Directorats de compagnies

M. Drouin (Québec-Est) propose de nouveau, selon l'ordre du jour, que le bill 151 relatif aux directorats de compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Pouliot (Missisquoi) commence par citer d'anciens discours sur un débat semblable aux Communes, dont celui de l'honorable Rodolphe Lemieux², à l'appui de la thèse voulant interdire aux ministres de la couronne d'être directeurs de compagnies. Il félicite ensuite le député de Québec-Est (M. Drouin) d'avoir présenté ce bill.

Depuis le début du débat, dit-il, je n'ai pas entendu un seul argument de la droite pour prouver

que la province de Québec doit faire autrement que les autres pays en permettant à ses ministres d'être directeurs de compagnies. Je crois que nous rendons service à nos ministres en empêchant les compagnies d'offrir aux ministres des directorats. Les députés de la droite devraient s'unir à nous pour faire adopter cette mesure.

M. Tardif (Frontenac): Je veux être à la fois respectueux et catégorique. Il y a plus de bon qu'on veut le croire dans la loi que propose le député de Québec-Est. Dans le Code municipal et scolaire, il est défendu aux commissaires et aux maires de transiger directement ou non avec la municipalité ou la commission scolaire. C'est une bonne loi que le gouvernement a édictée, et je l'en félicite. Mais il devrait accepter aussi la motion du député de Québec-Est. C'est absolument logique. Un cultivateur me disait: "Nous ne sommes bons que pour l'analyse logique." S'il est mauvais pour un maire ou un conseiller municipal de transiger avec son conseil, ce n'est pas mieux quand il s'agit de ministres. Voilà de l'analyse à la lumière de la logique.

(Applaudissements à gauche)

Le temps est passé de laisser aux ministres l'occasion de commettre des abus, d'exploiter ou de laisser exploiter le public. Pourquoi avoir peur quand il s'agit de quelques piastres et ne pas craindre quand il s'agit de millions. En somme, on leur défend de se favoriser eux-mêmes.

Les cultivateurs se demandent ce que ça veut dire: "donner le meilleur de soi-même à la province", quand on voit certaines choses. Les ministres directeurs de compagnie sont obligés parfois de se tenir ce langage: "Moi, directeur de compagnie, je me demande à moi, ministre, les privilèges nécessaires pour que ma compagnie prospère, pour qu'elle paie de gros dividendes et mouille son stock."

(Applaudissements à gauche)

J'ai écouté, dit-il, avec attention l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David). Il nous a cité de belles paroles, déclare-t-il. Il a parlé de la jeunesse, et a dit qu'il ne voit rien de mal à ce que les gens qui ont réussi soient appelés à siéger aux conseils de compagnies. S'il y a beaucoup de compétences, comme a dit dans une autre occasion le ministre, il ne doit pas y avoir que les hommes politiques et les ministres qui puissent siéger dans les conseils d'administration. On mêle cette question au domaine fédéral, et on se renvoie la balle. Deux coupables ne font pas un innocent, et laissons les autres prendre leurs responsabilités. Nul ne peut servir deux maîtres...

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): (Souriant)
Duplessis-Gouin, ça fait deux maîtres!
(Rires et applaudissements)

M. Tardif (Frontenac): L'honorable député
des Îles-de-la-Madeleine a assez de misère à en
servir un...

(Applaudissements à gauche)

À entendre les députés ministériels, on
croirait que ce sont tous des saints. Il en a de bons...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Souriant)
Très bien.

M. Tardif (Frontenac): Oui, mais ce serait
mieux encore si les ministres n'étaient pas directeurs
de compagnie.

Le passé nous prouve qu'il y a eu de
nombreux abus, surtout avec les exemptions de
taxes. Je suis contre la révolution, je suis en faveur
de l'ordre, mais que l'on cesse de provoquer et de
persécuter le peuple en lui faisant croire qu'il ne
comprend pas ses intérêts. On ne lui fera jamais
croire qu'il a bénéficié d'une sage administration.

Voix à droite: 5 heures... 5 heures!

M. Tardif (Frontenac) propose, appuyé par
le représentant de Mégantic (M. Labbé), que le débat
soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat
est ajourné.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. M. Casgrain est le président du comité des
comptes publics.

2. Il est à remarquer que M. Rodolphe Lemieux, qui
a œuvré sur la scène politique fédérale, est le beau-
frère du premier ministre Taschereau.

Séance du mardi 2 juin 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Rajotte), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 128 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec.

Questions et réponses:**Volailles,
épreuve du sang**

M. Barré (Rouville): 1. Depuis quand les employés du ministère de l'Agriculture de Québec font-ils subir l'épreuve du sang aux volailles de certains troupeaux?

2. Combien de volailles ont subi cette épreuve:

a. Chaque année?

b. Au total?

3. Combien de ces volailles ont été abattues dans un délai de 20 jours suivant l'épreuve?

4. Le ministère de l'Agriculture est-il en état de dire quel est le nombre de poussins d'un jour qui ont été achetés dans l'Ontario au cours de chacune des trois dernières années, par les agriculteurs de la province de Québec?

5. Si oui, combien au cours de chacune de ces trois dernières années?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Les épreuves sont faites par des personnes désignées par les couvoirs coopératifs et non par le ministère de l'Agriculture.

2. a.	1928-1929.....	650
	1929-1930.....	17,898
	1930-1931.....	29,194
	1931-1932.....	72,668
	1932-1933.....	69,352
	1933-1934.....	83,782
	1934-1935.....	116,292
	1935-1936.....	137,125

b. 526,961.

3. 47,730 volailles ont réagi d'après les rapports reçus. Les aviculteurs doivent abattre les réactrices dans un délai de cinq (5) jours après la réception du rapport du laboratoire.

4. Non.

5. Non.

**Pierre
Morissette**

M. Bégin (Dorchester): 1. Le Dr Pierre Morissette, fils du Dr Morissette, greffier du Conseil exécutif, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Si oui, depuis quelle année?

3. Sinon, retire-t-il des argents du gouvernement, annuellement?

4. Quel montant a-t-il retiré et à quel titre?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Non.

2. ...

3. Non.

4. \$51.00, pour divers articles sur l'hygiène maternelle et l'alimentation des enfants, parus dans le *Journal d'agriculture* de juillet à novembre 1935.

**Pont Saint-Martin,
rivière Chaudière**

M. Cliche (Beauce): 1. Le gouvernement de la province a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de peinture au pont de Saint-Martin, sur la rivière Chaudière, dans le comté de Beauce, depuis le 1^{er} janvier 1935, jusqu'au 1^{er} janvier 1936?

Dans l'affirmative:

2. Combien la province a-t-elle dépensé à ce sujet?

3. Par quel département ces travaux ont-ils été exécutés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Oui.

2. \$1,745.79.

3. Ministère des Travaux publics.

**Pont Rivière-du-Loup,
Saint-Georges de Beauce**

M. Cliche (Beauce): 1. Le gouvernement de la province a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de peinture au pont de Rivière-du-Loup, dans la municipalité de Saint-Georges de Beauce, depuis le 1^{er} janvier 1930, jusqu'au 1^{er} janvier 1936?

Dans l'affirmative:

2. Combien la province a-t-elle dépensé à ce sujet?

3. Par quel département ces travaux ont-ils été exécutés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Oui.

2. \$1,500.00.

3. À l'automne de 1931, le peinture a été exécuté à contrat par M. Jos. Baillargeon, de Saint-Georges, comté de Beauce, sous la surveillance du ministère des Travaux publics.

**Pont Fortier,
Saint-Georges de Beauce**

M. Cliche (Beauce): 1. Le gouvernement a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de peinture au pont Fortier, sur la rivière Famine, dans la municipalité de Saint-Georges de Beauce, depuis le 1^{er} janvier 1935, jusqu'au 1^{er} janvier 1936?

Dans l'affirmative:

2. Combien la province a-t-elle dépensé à ce sujet?

3. Par quel département ces travaux ont-ils été exécutés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Oui.

2. \$2,335.48.

3. Ministère des Travaux publics.

**Pont Saint-Georges,
Saint-Georges de Beauce**

M. Cliche (Beauce): 1. Le gouvernement a-t-il exécuté ou fait exécuter des travaux de peinture au pont Saint-Georges, dans la municipalité de Saint-Georges de Beauce, depuis le 1^{er} janvier 1935, jusqu'au 1^{er} janvier 1936?

Dans l'affirmative:

2. Combien la province a-t-elle dépensé à ce sujet?

3. Par quel département ces travaux ont-ils été exécutés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. Oui.

2. \$3,432.56.

3. Ministère des Travaux publics.

Explications sur des faits publiés:

**Déclaration de M. Rochette,
ministre du Travail**

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, parlant sur une question de privilège, je désire attirer l'attention du premier ministre sur des paroles prononcées par l'honorable ministre du Travail qui disait à la radio dimanche soir que les membres de l'opposition tiraient du canon sur des punaises. Je voudrais savoir si le premier ministre est de l'opinion de son collègue.

(Applaudissements à gauche)

**Incident
Hamel-Choquette¹**

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. La presse a fait beaucoup de tapage sur un incident qui s'est déroulé dans un corridor du parlement, à la suite de

la séance des comptes publics de vendredi dernier. M. Lucien Parizeau, l'oracle du régime, selon son aimable habitude, a annoncé à la radio que sans provocation aucune j'avais frappé M. Fernand Choquette, et *Le Soleil*, comme souvent, pour ne pas dire comme toujours, a aussi faussé les faits. M. l'Orateur, j'ai agi en l'occurrence devant les provocations intolérables comme tout homme qui a un peu de fierté.

(Applaudissements à gauche)

Et je dirai que les témoins au comité des comptes publics devront passer leur mauvaise humeur sur d'autres que ceux qui sont appelés à être leurs juges.

(Applaudissements à gauche)

Voix à droite: Et dire que l'on parle d'assommeurs...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Québec-Comté (M. Byrne) a une question à poser, je peux lui répondre.

(Rires à droite)

M. Byrne (Québec): Pardon, M. l'Orateur, je n'ai pas dit un seul mot.

Article de *L'Action catholique*

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, parlant sur une question de privilège, je désire protester contre une nouvelle publiée lundi en première page de *L'Action catholique*. Cette nouvelle se lisait comme suit:

"Montréal 1^{er}. - À l'issue de l'assemblée de samedi soir, M. Bouchard aurait fait la déclaration suivante à ceux qui l'accompagnaient: "Je voulais connaître le sentiment du peuple à l'égard du gouvernement Taschereau, et maintenant je le connais."

Je désire protester contre cette nouvelle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): ... pas de discours.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les ministres, comme les députés, ont le droit de faire des déclarations pour nier un article de presse, et j'ai l'intention d'user de mon droit. Tout ceci est absolument faux. Je n'ai jamais fait de telles déclarations, et je n'y ai jamais même pensé. Je voudrais qu'on comprenne la situation telle qu'elle doit être comprise. Si l'on veut savoir pourquoi j'ai

tenu à exposer mon plan dans une assemblée, je vais le déclarer immédiatement.

Je ne voulais pas que les chômeurs de Montréal, il y en a 40,000 je crois, ne puissent dire que nous mettions ce plan en application sans l'avoir même soumis à ceux qui étaient les plus intéressés à voir disparaître le chômage. J'ai décidé de convoquer cette assemblée à l'Aréna de Montréal, même si je savais que je courrais certains risques. J'avais pris les précautions nécessaires. Ce sont les gens du Front populaire qui ont cru bon faire du tapage. Ils ont cru bon de condamner mon plan avant même de le connaître.

On a à Montréal des organisations sur lesquelles les corps publics doivent avoir les yeux. Ces associations sont des organisations communistes déguisées et les autorités devraient les surveiller de près. Maintenant, les hommes publics n'ont plus le loisir de se faire entendre même quand ils ne parlent pas de politique.

M. Lesage (Montréal-Laurier): L'honorable ministre prétend-il que les 10,000 personnes qui étaient à l'aréna sont des communistes?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non et personne ne peut interpréter mes paroles dans ce sens-là. D'ailleurs, il n'y avait pas 10,000 personnes à l'Aréna, mais à peine 4,000 personnes, et il n'y en a que 500 ou 600 qui ont fait du chahut. Pour ma part, un communiste, ça ne vaut pas deux hommes ordinaires. Je m'attendais à ce qui est arrivé. À Montréal, comme en bien d'autres endroits dans la province, les hommes publics n'ont plus le droit de se faire entendre, même sur des questions qui ne sont pas du ressort de la politique.

Depuis plus de deux ans, on nous demandait de remplacer les secours directs par du travail. Nous sommes à essayer de réaliser un projet en ce sens, pas un projet d'un parti politique ou d'un autre, mais un projet d'intérêt national. Nous voulons remplacer l'aumône par le travail. Nous sommes prêts à donner du travail sous des conditions qui seront approuvées par nos grandes associations ouvrières. C'est un but que tous ceux qui ont intérêt à voir disparaître les secours directs devraient comprendre.

Maintenant, pour montrer comment on est divisé dans les deux camps sur cette question, voici une lettre du Front populaire, qui a remplacé le marteau et la faucille par deux anneaux.

M. Tremblay (Maisonnette): Les anneaux pour accrocher le gouvernement.

(Rires à gauche)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

"Le Front populaire
"pour les besoins immédiats du chômeur

"Honorable T.-D. Bouchard
"ministre des Municipalités,
"de l'Industrie et du Commerce
"Hôtel du gouvernement
"Québec

"Cher monsieur:

"La présente est pour vous faire part d'une résolution adoptée à l'unanimité par les délégués des différentes organisations faisant partie du Front populaire ainsi qu'en présence d'une foule de citoyens comprenant plusieurs milliers de personnes réunies d'abord au Parc Lafontaine et aux quartiers généraux de l'Université du prolétariat; sous la présidence conjointe de M. Lucien Dufour et M. Max. Armstrong.

"Laquelle résolution se lit comme suit: Que nous ne voulons pas pour aucune considération accepter votre plan pour l'aide aux chômeurs, tel que soumis dans un exposé fait à la radio samedi soir dernier; et qu'en conséquence nous protestons énergiquement contre votre plan qui n'est pas autre chose que l'esclavage; c'est-à-dire le travail forcé appliqué à une catégorie de citoyens qui n'ont commis aucun crime.

"Espérant que cette manifestation suffira à démontrer au gouvernement provincial que le peuple ne veut pas de l'esclavage.

"Vos tout dévoués,

"Le Front populaire,
"par A. Langlois,
"secrétaire-intérimaire."

Personne de ceux qui protestent ainsi, n'a entendu l'exposé de mon programme. Notre plan n'est pas un système de travail forcé, mais un système de travail libre.

Ce n'est pas l'esclavage, car c'est la mendicité qui enchaîne l'ouvrier, et ce qui libère un ouvrier, c'est la loi sacrée du travail.

(Longs applaudissements à droite)

Je vais maintenant vous donner l'idée d'une association, grande par le nombre, en marge de ce plan. Il s'agit de la Jeunesse ouvrière de Montréal. Voici la lettre que j'ai reçue de cette organisation sous la signature du secrétaire, M. Auguste Longpré.

"Association de la jeunesse
"ouvrière de Montréal

"À l'honorable T.-D. Bouchard, m.p.p.
"Ministre des Affaires municipales,
"du Commerce et de l'Industrie
"Hôtel du gouvernement
"Québec

"Monsieur le ministre,

"Le conseil de notre Association convoqué spécialement pour étudier vos déclarations de samedi soir dernier, à la radio, relativement au plan d'aide aux chômeurs que le gouvernement de la province en coopération avec celui des municipalités, mettra en vigueur dès cette semaine, me prie de vous féliciter bien vivement du magistral exposé que vous en avez fait.

"Nous vous savons animé des meilleurs sentiments à l'endroit des chômeurs nécessiteux, et nous ne doutons pas de la grande sincérité avec laquelle vous vous appliquez à leur préparer un avenir meilleur et une vie plus agréable.

"Nous croyons ce nouveau système infiniment supérieur à celui des "secours directs". La société et les chômeurs eux-mêmes en bénéficieront.

"S'il vous est possible de nous faire parvenir une copie officielle de votre plan, nous verrons à vous communiquer, s'il y a lieu, les suggestions qui vous justifieraient peut-être de le modifier quelque peu dans l'intérêt de la jeunesse ouvrière.

"Veuillez nous croire, monsieur le ministre,

"Vos bien dévoués,
"Association de la jeunesse ouvrière de
Montréal.
"Auguste Longpré,
"secrétaire"

M. l'Orateur, cette dernière opinion est celle de 98 % des citoyens de cette province. Voilà le véritable sentiment des ouvriers. C'est le chômage qui fait de l'ouvrier un esclave, et c'est le travail qui le libère. Pour ces raisons, nous devrions faire disparaître les démarcations de partis pour établir ce système. Je n'ai pas l'intention, quant à moi, de changer d'un iota la décision que j'ai prise de remplacer le régime des secours directs par le régime de travail.

S'il y a des membres de l'opposition qui veulent faire de la politique en exploitant la misère,

cela me laisse froid, car ce plan sera mis en application, et je continuerai à travailler pour remplacer la maigre pitance que l'on donne en secours directs par du travail. D'ailleurs, sur cette question, toute la province devrait suivre le conseil que mon vénérable évêque donnait dimanche dernier: "Nous devons être unis pour faire triompher la loi du travail dans cette province".

(Longs applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, les paroles de l'honorable ministre des Affaires municipales demandent des explications. Le ministre, sous prétexte de faire une rectification, parle de coopération puis dit que nous, de l'opposition, suscitons des obstacles qui...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit quelques députés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Personne n'est plus opposé au bolchevisme, au communisme et au radicalisme que les députés de l'opposition. Le ministre nous a parlé de son plan. Son premier devoir était de le soumettre à la Chambre qui aurait pu l'apprécier. Il y a deux mois que nous sommes ici et nous avons offert à plusieurs reprises d'étudier d'abord les lois de ce genre, qui pourraient alléger le chômage et la misère publique. Nous sommes pour tout plan qui donnera du travail aux ouvriers, mais, ce plan, nous voulons le connaître avant de l'approuver.

Le ministre dit que les remèdes au chômage ne doivent pas être à base de mendicité. C'est justement ce que nous disons. Mais nous voulons faire disparaître non seulement la mendicité, mais aussi ceux qui l'ont provoquée en cette province en protégeant les trusts. Il n'y a pas un seul membre de l'opposition qui s'oppose à un plan pour donner du travail aux ouvriers, mais nous nous opposons à ce que des faveurs soient accordées aux trusts au détriment des ouvriers.

(Applaudissements à gauche)

Le ministre a dit qu'il y avait eu du trouble à l'assemblée à laquelle il n'a pas pu parler et que cela était dû à des communistes. Sur l'estrade où le ministre devait parler, il était heureux d'avoir à ses côtés, comme un des présidents conjoints de son assemblée, un officier du Front populaire, un chef communiste, M. Joseph Leblanc.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. Leblanc n'est pas un communiste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Leblanc a dit lui-même à l'assemblée qu'il était un des chefs du Front populaire. Si le ministre prétend qu'il ne veut rien avoir à faire avec les communistes, c'était de ne pas inviter un de ces gens à présider son assemblée. Je demande à ceux qui détiennent temporairement l'autorité en cette province de ne plus donner d'influence aux communistes, à des membres importants du Front populaire que le ministre qualifie lui-même de communiste.

M. Larochelle (Lévis): M. l'Orateur, je veux dire à l'honorable ministre des Affaires municipales...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, on est à faire un débat sur une question de privilège. Je ne crois pas que la Chambre puisse faire un débat sur cette question. Les règlements l'interdisent. Je soulève un point d'ordre.

M. Larochelle (Lévis) Parlant sur le point d'ordre... je veux tout simplement dire ceci: l'honorable ministre...

M. l'Orateur: Le député ne parle pas sur le point d'ordre.

M. Larochelle (Lévis): Je veux dire ceci...

M. l'Orateur: À l'ordre...

M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre a soulevé un point d'ordre. Mais le ministre des Affaires municipales ne s'est pas levé sur une question de privilège. Il a fait une déclaration, un discours, il a fait appel à notre collaboration. Nous avons le droit de lui répondre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En effet, le ministre a fait un discours. Une question de privilège se résume à exposer les faits dont on se plaint et à les nier. Nous n'avons pas interrompu le ministre pour lui donner l'occasion de s'expliquer. Nous l'avons interrompu d'autant moins que nous voulions lui donner la chance de parler, chance qu'il n'a pas eue samedi.

(Rires à gauche et dans les galeries)

M. l'Orateur: Je dois rappeler aux personnes dans les galeries qu'elles n'ont pas le droit de manifester, et que, si elles le font, il faudra faire évacuer les galeries.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas la faute de l'opposition si les ministres font rire la foule.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition ne devrait pas parler ainsi et devrait plutôt m'aider à faire respecter l'ordre et les règlements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont les députés de la gauche qui ont souri les premiers et sûrement avec raison. Les auditeurs désirent certainement respecter le règlement.

S'il y a quelqu'un de respectable en cette Chambre, c'est bien celui qui parle et les gens de ce côté. Il est élémentaire que nous avons le droit de répondre à un discours. Nous avons le droit de répondre à toute question soumise en dehors de la question de privilège. Nous avons laissé parler le ministre. Il a fait son lit. Nous avons le droit de suivre le ministre sur le terrain où il s'est lui-même placé. Qu'on nous laisse lui répondre. Si nous ne pouvons lui répondre, cela veut dire qu'il y a des règlements pour la droite et d'autres pour la gauche. Et nous n'endurerons pas cela. Et je suis convaincu que vous non plus, M. l'Orateur, avec l'esprit de justice qui vous caractérise, vous n'endureriez pas cela non plus.

M. l'Orateur: Le ministre a commencé par attirer l'attention de la Chambre sur un article de journal. C'était là une question de privilège. Il est peut-être allé, ensuite, au-delà de la question, et je l'ai laissé parler parce qu'il avait droit de le faire si la Chambre y consentait, et la Chambre y a consenti car personne n'a soulevé de point d'ordre. J'ai ensuite permis au chef de l'opposition de répondre au nom de son parti. Mais un autre député n'a pas le droit de continuer le débat. Est-ce qu'ensuite, parce que l'on a unanimement laissé parler le ministre et que j'ai laissé le chef de l'opposition lui répondre, il faut mettre de côté les règlements de la Chambre? Il ne serait pas convenable de prolonger le débat. Je crois m'en tenir à l'esprit et à la lettre du règlement en maintenant le point d'ordre.

M. Larochelle (Lévis) veut quand même continuer à parler.

M. l'Orateur le rappelle à l'ordre.

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): L'honorable ministre nous dira-t-il s'il est vrai que 1,500 cartes ont été distribuées dans les clubs

ouvriers par M. Jean Perron, du Front populaire, pour l'Assemblée de samedi dernier?

Une voix: C'est un agent de Moscou.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela se peut, car on en a distribué à toutes les associations pour qu'elles soient remises à ceux de leurs membres qui voulaient participer à la réunion de l'Aréna. L'assemblée avait été convoquée pour eux.

Nous avons été informés de ce qui devait se passer et je me suis organisé en conséquence.

M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): L'honorable ministre sait-il que M. Jean Perron est un des officiers du Front populaire? Un communiste?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je sais que M. Perron est le publiciste du Front populaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ainsi le ministre se nourrit de littérature communiste.

Article du Canada

M. Lesage (Montréal-Laurier): Je tiens à protester contre un article paru dans *Le Canada*, où il est dit que l'échevin du quartier Saint-Jean avait invité le ministre à venir discuter son plan, et de plus, que j'avais distribué 500 à 600 cartes invitant les gens à venir faire du tapage. Je dois dire que c'est faux. Ce n'est pas le député de Laurier qui a invité le ministre à venir discuter son plan à Montréal. Quant aux cartes, je n'ai eu que les cartes que le ministre m'avait adressées comme il en a sans doute adressées à tous les échevins de Montréal. Mais c'est faux d'affirmer que j'ai invité quelqu'un à aller faire du trouble.

Article du Canada

M. Barré (Rouville): Je proteste, moi aussi, contre un compte rendu du *Canada* à propos de la réunion du comité spécial chargé d'étudier le mode d'administration de la ville de Montréal. M. l'Orateur, le journal *Le Canada*, de Montréal, rapporte que j'aurais déclaré: "Aucun gouvernement ne peut régler la question du chômage". - "Il défie quelque gouvernement que ce soit de mettre fin au

chômage." Je n'ai jamais dit cela. C'est le contraire de ma pensée. Parlant de l'administration de Montréal, j'ai déclaré ceci: "Le problème du chômage est devenu une question sociale tandis qu'à Montréal, on discute en ce moment le mode d'administration municipale". Il faut d'abord des réformes sociales et aucun gouvernement ne peut, avec l'argent des fonds publics seulement, remédier au chômage.

Situation dans l'industrie de la boulangerie

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je demande à l'honorable ministre du Travail de hâter l'adoption du projet de loi pour ratifier la convention collective de l'industrie de la boulangerie.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):
Nous sommes prêts.

Mautauban-les-Mines

M. Dussault (Portneuf): M. l'Orateur, je désire informer l'honorable ministre du Travail de la situation qui est faite aux ouvriers de Mautauban-les-Mines dans mon comté.

M. l'Orateur: L'honorable député, en vertu des règlements, ne peut amener cette question sur le tapis à ce moment de la séance. Il pourra inscrire une motion, une interpellation, sur l'ordre du jour.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, M. l'Orateur, l'honorable député en homme de cœur s'intéresse aux ouvriers de son comté et il devrait en avoir le droit. C'est une question urgente. Il s'agit d'ouvriers qui ne reçoivent pas de salaires convenables et qui sont obligés de travailler dans des conditions inhumaines. Le député de Portneuf veut attirer l'attention du ministère. Il me semble que c'est bien dans l'ordre.

M. Larochelle (Lévis): Les députés ne sont pas payés.

M. l'Orateur: Il faut une motion à l'ordre du jour.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste et dit que les députés sont maîtres des règlements, que les renseignements sont faits pour les députés et non les députés pour les règlements, et que les députés

peuvent, s'ils le veulent, y renoncer, et ce n'est pas l'affaire de personne.

Question au Feuilleton

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a sur le *Feuilleton*, depuis un mois, une question du député de Yamaska (M. Élie) au sujet des commissaires de la Chambre. On veut savoir leurs noms.

Travaux de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et la convention collective de la boulangerie? L'honorable ministre du Travail a dit: "Nous sommes prêts".

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):
Le gouvernement voulait la même chose vendredi, et je suis encore prêt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
En effet le gouvernement est prêt, mais ce n'est pas le moment. Nous étudierons le projet un peu plus tard.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 28 mai, sur la motion proposée le 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Leduc (Laval): M. l'Orateur, j'ai dit à la Chambre la semaine dernière que la question du taux d'intérêt sur les obligations devrait être réglée. Lorsque l'opposition sera au pouvoir, la question sera réglée.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):
M. l'Orateur, quoi qu'en dise le premier ministre, et malgré les petits airs de fausse assurance du premier ministre, une lutte ardente et décisive est engagée entre son régime moribond et l'opposition Duplessis-Gouin. Il ne fait pas de doute que la lutte sera sans merci. Les députés de la droite donnent l'impression de noyés qui veulent échapper à la mort, qui sentent le besoin de s'accrocher à toutes les épaves qu'ils rencontrent. L'attitude de la droite aux comptes publics, la volte-face du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) sur le vote féminin où il a montré son esprit partisan...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, j'ai deux objections. Le député n'a pas le droit de référer à un débat antérieur, non plus que de parler comme il le fait de ses collègues, de dire que le ministre du Travail est partisan.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a l'air de s'objecter à ce que le député de Sainte-Marie dise que le ministre du Travail est partisan du gouvernement. Le député de Sainte-Marie dit qu'il n'a pas confiance dans le ministre du Travail. Avant son entrée dans le cabinet, le ministre disait que, s'il n'était pas ministre, il passerait à l'opposition.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Je déclare que ces affirmations sont absolument fausses. Je nie avoir fait cette déclaration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous produirons des affidavits qui prouveront le contraire.

M. l'Orateur: L'honorable chef de l'opposition doit accepter la parole de l'honorable ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'accepte la parole du ministre, mais j'affirme que d'autres disent le contraire. Nous démontrerons que ce que j'ai dit est vrai. Le député de Sainte-Marie dit qu'il n'a pas confiance dans le ministre du Travail. Il a raison. Il a supporté le suffrage féminin pendant plusieurs années et il a voté contre cette année. Seulement, je dois accepter ici la parole du ministre qui a voté contrairement à son opinion parce que j'y suis obligé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'est pas la manière de retirer des paroles blessantes. Le ministre a eu le courage de voter.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a eu le courage de voter sous la férule. Si on appelle ça du courage, moi, je trouve que c'est l'abandon du courage.

M. l'Orateur: À l'ordre. Le chef de l'opposition doit s'en tenir au point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant sur le point d'ordre, je dis que le député de Sainte-Marie a dit qu'il n'avait pas confiance dans le ministre du Travail.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Il n'a pas dit cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a toujours bien dit que le ministre du Travail, sur le vote féminin, avait enregistré un vote contraire aux précédents.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) intervient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai au premier ministre que le jour où il était le kaiser ici est passé.

(Applaudissements)

Pour parler sur le point d'ordre, il faut parler... et que parler c'est faire un discours.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

J'ai expliqué mon vote.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le ministre veut poser une question, je vais lui répondre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Le chef de l'opposition donne un bien triste spectacle.

M. Drouin (Québec-Est) ajoute quelques mots.

Plusieurs députés parlent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés ont le droit de référer à des décisions qui ont été prises. Autrement, on n'aurait pas le droit de référer aux décisions antérieures de l'Orateur.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) continue son discours en disant qu'il n'avait pas l'intention de référer à un débat antérieur et qu'il essaiera de traiter toute question en s'en tenant aux règlements.

Les députés de l'opposition, dit-il, rivalisent d'ardeur et de combativité pour débarrasser la province d'un régime qui l'a conduite à la faillite. C'est un spectacle à la fois lamentable et édifiant. Lamentable, le spectacle d'un régime qui ne recule devant rien; édifiant, le spectacle des oppositionnistes qui ne reculent devant aucun sacrifice. Il importe de se demander pourquoi le régime Taschereau est l'objet de la réprobation populaire. C'est qu'il se cramponne au pouvoir alors que l'électorat réclame à grands cris sa démission.

(Applaudissements)

Le régime a perdu la confiance populaire. Il ne pourra échapper à l'indignation du peuple. Surtout depuis les révélations au comité des comptes publics. Quand on voit ce qui se passe au comité des comptes publics, le gouvernement peut-il...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh! bien...

M. l'Orateur: (Se levant au même moment) L'honorable député ne peut référer à l'enquête du comité des comptes publics avant que le rapport ne soit devant la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a fait entendre un grognement... S'il veut soulever un point d'ordre, qu'il se lève et nous le discuterons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition dit que j'ai grogné. Je le remercie des paroles blessantes qu'il m'adresse. Je commence à en être habitué.

Il n'en fait pas d'autres depuis quelque temps.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut ajouter quelques mots.

M. l'Orateur déclare qu'il a rendu sa décision.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Ils ne parlent pas, ils grognent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais à l'Orateur de ne pas décider trop vite et de nous entendre, auparavant.

M. l'Orateur: Je demande pardon au chef de l'opposition, mais je suis ici pour faire observer les règlements.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) continue en parlant du régime Taschereau, de Bériau-les-plaques, Côté-le-pont, Chouinard la piastre, Vautrin le grand voyageur, Lanctôt le silencieux.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable député de Sainte-Marie ne peut faire allusion à ce qui se passe au comité des comptes publics avant que nous ne recevions le rapport de l'enquête.

M. Larochelle (Lévis): Il ne parle pas de ça.

M. l'Orateur explique au député de Montréal-Sainte-Marie qu'il doit attendre le rapport du comité pour en parler, et discute pendant quelques instants avec le député de Sainte-Marie.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je réfère à ce que j'ai vu dans les journaux.
(Rires)

M. l'Orateur et M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) discutent ensemble.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut intervenir.

M. l'Orateur déclare au chef de l'opposition qu'il s'entendra mieux avec le député de Montréal-Sainte-Marie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis toujours prêt à intervenir pour faire obtenir justice.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Quand on voit les révélations faites à l'enquête, on constate l'état du régime. On voit que l'on demande des soumissions par téléphone, que les *Comptes publics* sont contrefaits...

M. l'Orateur: L'honorable député n'a pas le droit de faire pareille affirmation.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je regrette de ne pas avoir pris connaissance du plan de l'honorable ministre du Travail (M. Rochette). Je suis en faveur du travail parce que je crois qu'un peuple qui ne travaille pas disparaît rapidement. Mais je ne puis juger le plan du ministre, car je ne l'ai pas vu. Notre jeunesse est impatiente. Elle entrevoit l'avenir avec crainte. Nous croyons que le moyen de la rassurer, de donner à la province des lois sociales, c'est la démission du gouvernement Taschereau.

Les secours directs deviennent désastreux. Il y a le plan Bouchard que tout le monde semble connaître sauf nous. Mais la réception faite au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Bouchard), dans Montréal, le fiasco de l'assemblée où le ministre n'a même pas réussi à exposer son plan de charlatan démontre que le peuple n'est plus disposé à laisser exploiter sa crédulité.

On aurait dû exposer ce plan à la Chambre pour nous permettre de le discuter à notre aise. Pour ma part, je suis en faveur du travail plutôt que des secours directs, car avec ce dernier système, une population s'efface vite.

Le député de Sainte-Marie parle ensuite de la jeunesse qui, dit-il, veut respirer sous le soleil de Dieu, l'air de la liberté et de la justice, et qui réclame l'effacement du régime.

Il parle ensuite des discours à la radio et s'attaque à M. Lucien Parizeau. Ce jeune premier du cirque taschereautiste a dit que j'avais eu recours à des manœuvres illégales dans mon élection et on n'a pas procédé. C'est un menteur et un insulteur public. Que l'on procède sans délai dans la cause en contestation au lieu de lancer des accusations mensongères à la radio. Je me suis présenté huit jours avant les élections. Ce sont des débardeurs, des chômeurs, des ouvriers qui m'ont élu...

(Applaudissements à gauche)

... et je ne permettrai pas à M. Parizeau de les insulter. Qu'il vienne répéter dans Sainte-Marie ce qu'il a dit à la radio.

Pour faire face aux besoins actuels qui sont urgents, le gouvernement offre un budget de carême.

Voilà pourquoi des libéraux et des conservateurs se sont unis. Conservateurs et libéraux, ayant subi les mêmes influences néfastes, ont fini par embrasser la même religion: celle du parti qui impose aux représentants du peuple la dictature des trusts et des intérêts financiers exploiters des masses. Ils ont fini par admettre une doctrine analogue, qui se résume par la même formule: "L'intérêt du parti d'abord." Cela signifie qu'ils sont devenus indésirables, partant indignes de notre appui et, encore plus, de notre admiration. Et c'est la raison pour laquelle je m'empresse de déclarer - je parle pour moi-même - je n'approuverai pas plus dans ma province la rélibéralisation du Parti libéral que la régénération du Parti conservateur. Je suis pour un parti national.

(Applaudissements à gauche)

J'approuve M. Duplessis comme chef parlementaire de l'opposition et M. Paul Gouin comme chef de l'Action libérale nationale, et je resterai attaché à l'alliance nationale aussi longtemps que celle-ci poursuivra son idéal et s'acheminera graduellement vers la réalisation d'un parti véritablement national. En attendant que se réalise l'élimination définitive des deux groupes oppositionnistes actuels, ou en attendant que la vindicte populaire se purge de ce régime perfide, je me ferai un devoir de respecter également M. Maurice Duplessis, chef parlementaire des groupes d'opposition, et M. Paul Gouin, chef de l'Action libérale nationale.

Il ajoute ensuite qu'il portera beaucoup d'attention aux questions sociales, au cours de son séjour à la Chambre, et qu'il travaillera à obtenir une

réduction des heures d'ouvrage pour les ouvriers. Il revendique ensuite les droits des petits salariés et traite des questions qui intéressent les travailleurs.

Les ouvriers ne voulaient pas des secours directs, au point que, dans les premiers temps de ce régime, les ouvriers refusaient d'aller chercher ces secours. L'ouvrier a été obligé de se soumettre à la loi d'un régime qui l'a forcé à accepter cette forme de secours. Ceux qui veulent faire disparaître les secours directs aujourd'hui sont ceux-là mêmes qui les ont institués. Que l'on ne vienne pas dire que l'ouvrier ne veut pas travailler. Il veut travailler dans des conditions qui lui conviendront. Il n'a pas confiance parce qu'il a été trompé. J'aurai l'occasion de traiter de ce projet quand il viendra devant la Chambre. Il est humainement impossible de remplacer tous les secours par le travail. Les secours durent depuis trop longtemps pour être supprimés brusquement.

Nous ne voyons dans ce budget que les crédits habituels. Le gouvernement aide les grandes institutions, mais ne fait rien pour les petits salariés. Les lois actuelles sont tout simplement odieuses parce que l'on a pris toutes les précautions possibles pour ne créer aucun embêtement aux grandes entreprises commerciales et industrielles, en négligeant volontairement d'apporter aux petits salariés toute la protection dont ils avaient besoin, pour les mettre à l'abri des exploitations honteuses des institutions financières.

Au sujet des réclamations de salaires faites par nos ouvriers et ouvrières, en vertu de nos lois du salaire, dites minimum, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) prétend que ce qui intéresse le plus son département dans les poursuites contre les patrons violateurs de la loi, c'est la restitution du salaire à l'ouvrière, plus que la condamnation du patron inculpé.

Si telle était la chose, que servirait de passer une loi du salaire minimum prévoyant une pénalité, pour la première infraction, d'une amende de \$100 mais n'excédant pas \$300 et, à défaut de paiement de l'amende et de frais, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et de pas plus de deux mois et, pour d'autres infractions subséquentes, en plus des frais, d'une amende de pas moins de \$200 mais n'excédant pas \$300 et, à défaut de paiement de l'amende et de frais, d'un emprisonnement de pas moins de deux mois mais n'excédant pas trois mois?

Dans le cas d'une troisième offense dans une période de douze mois, le patron ou le gérant ou tout officier sera passible sur conviction sommaire de trois mois de prison, sans option d'amende.

Quelles sont, à mon sens, les conclusions? Celles-ci: quoique l'employé intéressé reçoive son salaire, le patron n'en jouit pas moins de l'impunité et il devient impossible dans les circonstances de lui imposer la prison s'il se rend coupable de la même offense trois ou quatre fois durant la même année. Plusieurs lois sont inopérantes parce qu'on ne voit pas à leur application.

D'un autre côté, les jeunes ouvrières qui se seraient permis de réclamer, dans l'occurrence, se verraient exposées à perdre leur position et même plus. J'ai eu l'occasion de constater que, dans certaines industries, dans certains commerces dirigés par des éléments étrangers, on ne craignait pas de mettre sur la "black list" les ouvrières qui avaient réclamé, dans un établissement particulier et qui avait des ramifications avec les autres industries qui leur étaient connexes. Il faut mettre fin à l'exploitation du travail féminin.

C'est-à-dire que nous devrions prévoir une punition possible pour le patron qui congédierait un de ses employés à la suite d'une réclamation faite soit pour salaire ou pour le respect des heures de travail.

Si l'on examine de près les opérations de cette législation, l'on constate rapidement que de nombreuses catégories d'ouvriers et ouvrières ont été délibérément oubliées.

Si l'on a voulu protéger les gros, l'on a réussi à paralyser la bonne volonté des propriétaires, des entrepreneurs et des industriels modestes qui se sont vus dans l'obligation de retarder des travaux d'urgence dans la crainte d'avoir à faire face aux rigueurs exagérées de la loi impitoyable.

A-t-on pensé, par exemple, à nos commis de banque qui travaillent depuis sept à huit ans et sont payés des salaires de \$8 par semaine? Le pouvoir d'achat ne sera jamais restauré si vous n'assurez pas des salaires raisonnables aux travailleurs. On parle de sainteté des contrats; mais comment peut-on permettre de réduire les taux d'intérêt à 1½ % sans consulter les représentants du peuple?

Les oubliés sont nombreux: les employés de magasin, spécialement ceux des magasins-chaînes - certains ont un salaire tellement insuffisant qu'ils sont obligés de voler sur la pesée; les garçons de café - au Café du parlement, les salaires ne sont pas encore convenables; nos employés de bureaux; même chose pour les jeunes filles qui servent dans les restaurants, les hôtels, qui, dans certains cas, ne gagnent que \$3 ou \$4 par semaine pour 65 ou 70 heures de travail; et les garçons d'ascenseur ont des salaires dérisoires et des heures de travail

impossibles. Et combien d'autres encore gagnent à peine de quoi se loger, se vêtir et se nourrir convenablement.

Qu'avons-nous fait pour nos bûcherons qui travaillent 14 ou 16 heures par jour? L'honorable député de Wolfe (M. Lapointe) a reconnu lui-même que les bûcherons avaient de longues heures de travail et recevaient de petits salaires. L'enquête Stevens nous a amené des révélations.

L'enquête Turgeon, dans l'industrie textile, nous montrera que les jeunes ouvrières sont mal payées. Ces injustices criantes et révoltantes doivent cesser.

Pour ma part, je me ferai un devoir de revendiquer les droits des petits salaires avec toute l'énergie possible, quand l'étude de cette question sera soumise de nouveau à la Législature.

En face de la situation actuelle, il y a des dangers d'émeutes. S'il y a danger d'émeute, c'est que la droite les provoque. Je les déplorerai, mais la droite et d'autres gouvernements en auront la responsabilité et en porteront toutes les conséquences tragiques.

Depuis l'ouverture de la session, nous avons assisté malheureusement au triste spectacle d'un gouvernement qui n'a eu d'autre souci que celui de manœuvrer en vue de sauver les dernières épaves d'un régime menacé d'un naufrage. Rien de constructif n'a encore été présenté à la Chambre, et pour les pensions de vieillesse, il n'y a eu qu'un discours du ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard).

L'honorable premier ministre avait promis, aux dernières élections fédérales, qu'il donnerait la pension de vieillesse si M. King était élu. M. King a été élu; les députés de l'opposition, dès le début de la session, ont offert généreusement au premier ministre leur collaboration, proposant même de suspendre les débats sur le discours du trône, afin de permettre la mise en vigueur immédiate des pensions de vieillesse.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut parler d'une loi qui est à l'ordre du jour avant qu'elle ne soit discutée. Je vais vous lire les règlements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il en a certainement le droit. Le député ne parle pas du bill mais des pensions.

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce que l'Orateur a soulevé un point d'ordre?
(Rires dans l'opposition)

M. l'Orateur ordonne d'abord au député de Maisonneuve de s'asseoir, quand lui, l'Orateur, est debout. Il dit qu'il a décidé que le député de Sainte-Marie n'avait pas le droit de parler de la pension de vieillesse.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Nous attendons la loi avec anxiété. Est-ce que je peux dire cela, M. l'Orateur?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement que vous pouvez le dire.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'ai demandé si vous aviez soulevé un point d'ordre. Est-ce un point d'ordre, une question de privilège, qu'est-ce au juste?

M. l'Orateur: C'est une décision.

M. Tremblay (Maisonneuve): Mais sur quoi, s'il n'y a pas eu de point d'ordre soulevé?

M. l'Orateur: Que l'honorable député de Maisonneuve reprenne son siège.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est bon, mais ça n'explique rien.

M. l'Orateur: J'ai rapporté ma décision.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Nous avons hâte que cette loi soit adoptée. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait adopter avant? Parce qu'on a donné plus d'argent à l'agriculture et à la colonisation qu'à la classe ouvrière. C'est une des raisons de la défaite de l'ancien ministre du Travail, l'honorable C.-J. Arcand². Je le disais il y a quelques instants, le budget du travail est insuffisant; d'ailleurs, l'ancien ministre du Travail s'est plaint fort souvent à ce sujet, et comme il devait subir les directives qui lui étaient imposées par la main antisociale et antiouvrière du dictateur économique de cette province, l'honorable premier ministre, nous ne sommes pas surpris que la question travail fut constamment ignorée; et si l'ancien ministre du Travail, M. C.-J. Arcand, n'était pas soumis à cette aurocratie - pardon - autocratie de l'honorable premier ministre.

Si l'ancien ministre avait su réclamer courageusement des mesures ouvrières demandées depuis longtemps par notre brave population, il n'aurait probablement pas à déplorer son humiliante défaite lors des dernières élections.

Je dis ceci parce que je suis d'opinion que s'il avait posé fermement devant le cabinet provincial les demandes des nôtres, si l'ancien ministre avait su réclamer la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses, qui s'impose, et s'il avait su tenir tête aux foudres de ces messieurs, personne ne se serait présenté contre lui, et je crois même que l'honorable député de Maisonneuve actuel (M. Tremblay) aurait été le premier à respecter cette loyauté et cette fermeté d'un des nôtres à l'égard de cette classe ouvrière.

Que cette leçon serve à ceux qui cherchent à servir la classe ouvrière en faisant des discours de chef ouvrier les veillées d'élections et tombent le lendemain d'une victoire dans les bas-fonds de la vieille partisannerie politique responsable des malheurs et des souffrances de notre "petit peuple" comme dirait l'honorable secrétaire provincial.

L'honorable premier ministre a même fait plus, et, pour prouver que la rancœur est une de ses qualités maîtresses, il n'a pas craint, à la suite de la défaite de l'ancien ministre du Travail, d'attacher le département du Travail, à celui de la Chasse et des Pêcheries, diminuant ainsi l'importance du ministère du Travail. Il s'est ri des représentations qui lui ont été faites par les différentes associations ouvrières sollicitant modestement la reconnaissance du ministère du Travail.

Non content de refuser cette légitime demande, il n'a pas craint de confier ce département à un avocat qui, à mon sens, ferait mieux de "chasser" ses susceptibilités émeutières et de "pêcher" dans les eaux troubles de la révolution des excuses à sa volte-face.

C'est pourquoi, je suis d'opinion que l'honorable premier ministre devrait voir à restituer aux ouvriers leur ministère du Travail.

Il n'a pas craint non plus de priver l'accidenté du choix de son médecin; et de combien d'autres mesures que j'énumérerai en d'autres occasions.

Ne serait-il pas nécessaire de créer probablement un département du Bien-être, afin de pouvoir classer sous un même contrôle toutes les mesures sociales que nous avons et toutes celles que nous obtiendrons. Je m'explique difficilement pourquoi on a l'intention de confier au ministère du Commerce l'application de la loi des pensions des vieillards ou certaines mesures qui seraient plutôt du ressort du département du Travail ou d'un département connexe qui serait le département du Bien-être.

En somme, ce que nous voulons, ce que, pour ma modeste part, M. l'Orateur, je veux à titre

d'ouvrier, c'est une politique plus humaine, plus sociale et plus chrétienne.

Surtout, je veux trouver des hommes plus attentifs au sort des enfants, aux malheurs des ouvriers, au dénuement et à la détresse de nos chômeurs, au souci de la jeunesse; je veux les politiciens de chez nous plus pénétrés de leur rôle de législateurs: santé du cœur, santé du corps sont à l'ordre du jour.

Le pouvoir, messieurs de la droite, nous ne l'accepterons jamais au prix de trahison ou d'abandon sur un quelconque des articles de notre programme; mais ce pouvoir, nous l'obtiendrons avec la collaboration nationale et déterminée de tous ceux qui souffrent; nous l'obtiendrons au prix des multiples sacrifices qu'une cause comme celle que nous servons doit nous imposer.

(Applaudissements à gauche)

Oubliant les partisans, mais soumis à un programme, je dis à ceux qui veulent travailler, "il faut que vous ayez du travail"; je dis à ceux des classes moyennes qui ont besoin de crédit et protection contre les trusts, "ce crédit, cette protection, nous devons vous les accorder, mais pour vous les accorder, il faut que toutes les volontés patriotes, tous les dévouements désintéressés de notre peuple s'unissent et continuent, dans ces heures difficiles, leur confiance illimitée dans les hommes qui ont fondé et consacré l'union nationale, nécessaire et salvatrice."

Il est temps, dit-il, que nous avançons vers la restauration sociale et que nous commençons à construire. La situation actuelle n'offre rien de plus encourageant qu'en 1935.

M. l'Orateur, depuis le début de la session, de par toute la province, on ne cesse de répéter qu'en ce moment s'écrit une page de notre histoire. En vérité, cette page s'écrit pour la plus grande gloire des nobles fils de patriotes de 1837.

Comme en 1837, il y a, d'un côté, une clique de spoliateurs et, de l'autre, une légion de spoliés, avec cette seule différence que les victimes de 1837 eurent à subir le joug d'Anglais fanatiques, alors qu'en 1936 les tyrans sont d'authentiques Canadiens français. La jeunesse l'a tellement bien compris qu'elle se propose d'aller soulever la population à travers toute la province dans l'unique but de hâter la fin du régime. Pour ma part, je crois que nous sommes réellement à un tournant de notre histoire où devra nécessairement triompher la cause de la justice immanente.

Comme je le disais à la radio, le peuple veut du nouveau et du propre.

(Applaudissements à gauche)

Le peuple exige la mise en pratique de nos réformes et, pour cela, il exige que ceux qui ont provoqué ces réformes soient au pouvoir. Le pouvoir, nous ne l'accepterons jamais au prix de trahisons et d'abandon de notre programme.

(Applaudissements à gauche)

La province ne veut plus de tyrans comme en 1837.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut se servir de pareilles expressions, de traiter le gouvernement de "tyran".

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je n'ai appliqué l'expression à aucune classe, je parlais de "tyrans". Il peut y en avoir dans le commerce, l'industrie et ailleurs, mais si le chapeau coiffe quelqu'un, je le regrette.

M. Tremblay (Maisonneuve): À moins que le gouvernement ne se soit reconnu!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Évidemment, si le chapeau lui fait! Je ne l'ai pas dit. La page d'histoire qui s'écrit en ce moment ne réserve rien de glorieux au régime chancelant qui semble multiplier ses erreurs et ses turpitudes, pour mieux prouver à la postérité jusqu'à quel point il s'est rendu digne de sombrer dans le plus vil et le plus dégradant déshonneur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un instant.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer à l'honorable député que ces mots ne sont pas parlementaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre pourrait se lever pour parler...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je serais toujours debout!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre devrait se lever de temps à autre. C'est toujours l'Orateur qui intervient le premier pour protester. Le premier ministre murmure quelques fois et l'Orateur aussitôt se lève. Ce n'est pas convenable.

M. l'Orateur: C'est le chef de l'opposition qui n'est pas convenable en ce moment. Le premier ministre avait peut-être l'intention de se lever sur un point d'ordre. Mais le mot qui a été prononcé n'est

pas parlementaire, et c'est pourquoi, comme c'est mon devoir, j'ai averti le député. Donc, en vertu du paragraphe 15 de l'article 245, l'honorable député de Sainte-Marie doit retirer ses paroles!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Très bien. En effet, honorable premier ministre, que n'avez-vous pas fait pour mériter, avec ceux qui ont partagé toutes les vilénies et toutes les trahisons dont vous vous êtes rendus coupables... la colère populaire...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Évidemment, M. l'Orateur, c'est du parti pris. Le chef de l'opposition disait tout à l'heure que je devrais me lever pour parler, mais il faudrait que je sois toujours debout si je protestais chaque fois. Je sais le député de Sainte-Marie assez intelligent pour comprendre ce qu'il lit actuellement, et il n'y a aucun doute que cette attitude est voulue.

Il sait qu'il y a dans son texte des expressions absolument contraires au langage parlementaire. Non seulement doit-il être rappelé à l'ordre, mais je lui demanderais de retirer ses paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Sainte-Marie a employé un langage parlementaire.

M. l'Orateur: L'honorable chef de l'opposition est trop au courant des usages parlementaires pour dire cela.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Quel terme n'était pas parlementaire dans mon discours?

M. l'Orateur: Lisez la dernière partie de votre texte, vous allez la trouver tout de suite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'Orateur la lise donc!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Parlant sur le point d'ordre du premier ministre, c'est vrai que j'ai mon discours devant moi. Je ne croyais pas que l'on attachait autant d'importance à mes remarques. J'ai d'ailleurs écrit ce que je pensais, et c'est ce que je lis actuellement. Je croyais que l'on avait le droit de dire devant cette Chambre ce que l'on pensait. Mais on n'a pas raison de prétendre que je fais ça avec une mauvaise intention. Je n'agissais pas avec mauvaise foi, et si mes remarques ne sont pas jugées convenables, je le dis sincèrement, je suis prêt à me soumettre à la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur: J'ai rappelé à l'honorable député ce qu'il ne devait pas dire. Je rappelle au député qu'il y a une étiquette ici qui est différente de ce qu'elle peut être ailleurs. Si vous lisez le paragraphe 15 de l'article 245, vous constaterez que les traditions du parlementarisme exigent une politesse exemplaire, et que personne n'a le droit de se servir d'expressions qui pourraient blesser un membre de la Chambre.

Je ferais remarquer également au député de Sainte-Marie que les expressions qu'il vient d'employer sont de celles qui sont mentionnées dans le code parlementaire comme ne devant jamais être citées à la Chambre. L'incident est clos.

M. Drouin (Québec-Est): Parlant sur le point d'ordre...

M. l'Orateur: Le point d'ordre est réglé.

M. Drouin (Québec-Est): On ne nous bâillonnera pas.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie) retire ses paroles.

L'enquête révélatrice sur les *Comptes publics* qui se poursuit en ce moment en dit déjà assez à ce sujet. Les multiples actes du gouvernement pour empêcher que la lumière se fasse sur l'administration sont une provocation au désordre social. Honorable premier ministre, que ne faites-vous depuis quelques mois pour accroître le mécontentement populaire? Votre obstination - je ne dirai pas le mot avec lequel j'ai qualifié cette obstination - à vouloir conserver un pouvoir envers et contre la majorité de l'électorat, et les moyens d'une loyauté douteuse, auxquels vous avez recours pour éviter que la lumière se fasse sur votre administration et pour prolonger l'existence d'un régime devenu intolérable, ne sont-ils pas autant de provocation au désordre social? En agissant ainsi, ne sentez-vous pas que vous déshonorez notre province aux yeux des provinces sœurs et du monde civilisé tout entier?

Avez-vous donc pris la résolution de préparer dans le sang la commémoration du centenaire de 1837? Un grand écrivain a dit avec justesse que l'histoire est un éternel recommencement. Eh! bien, pour éviter que 1837 ne se répète en 1937, il va donc falloir recourir à tous les moyens légaux et constitutionnels à notre disposition.

S'il y a des députés de la droite qui ont conservé le sens de l'honneur, de la justice et du patriotisme, après les révélations que vous a

apportées l'enquête sur les *Comptes publics*, ne commencez-vous pas à vous convaincre que la voix des ancêtres, l'avenir de nos enfants nécessitent que vous accomplissiez le grand sacrifice de rompre avec un régime qui vous a entraîné à votre insu dans la fange de l'injustice, de la trahison et du déshonneur?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que le député de Sainte-Marie retire ses paroles!

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je connais la valeur des mots. Je n'attachais aucune importance à ces mots, car ils représentent bien exactement ce que je veux dire et ce que je pense. Et je croyais qu'un député avait le droit de dire ce qu'il pensait sur le parquet de cette Chambre.

M. l'Orateur: Le député de Sainte-Marie devrait prendre des leçons d'étiquette parlementaire dans les livres des règlements de cette Chambre.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Pendant qu'il est encore temps encore, refusez-vous de faire le geste généreux de quitter les rangs d'un parti devenu indigne de vous et de tous, pour l'honneur de votre nom, de votre famille et de votre parti?

Si notre appel reste sans réponse, nous en concluons que vous vous identifiez avec une clique sans scrupules - et peut-être serons-nous obligés d'ajouter que vous avez vendu vos frères pour un plat de lentilles.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait signe au député de Montréal-Sainte-Marie de demander l'ajournement.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Assistance aux délibérations

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je remarque qu'il y a encore plusieurs places libres dans les galeries. Suivant certaines instructions venant on ne sait d'où, on semble empêcher les gens d'assister aux séances. Les séances de la Chambre sont publiques, et il me semble que l'on devrait donner

l'occasion à ceux qui se rendent ici d'en suivre les délibérations. Il y a de la place dans la galerie centrale et dans les galeries latérales; et les couloirs sont pleins d'une foule anxieuse d'assister aux délibérations.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les galeries m'ont l'air bien remplies généralement.

M. l'Orateur: Toutes les cartes ont été distribuées.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Pour ma part, j'ai donné deux cartes à des gens, et on n'a pas voulu les laisser passer. On leur a dit: "il n'y a plus de place³."

The Sterling Fire Insurance Company

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du député de Québec-Ouest (M. Delagrave) dont elle a été saisie le mardi 26 mai dernier, proposant que les amendements du Conseil législatif apportés au bill 87 amendement la charte de The Sterling Fire Insurance Company soient maintenant lus une première fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, nous avons déjà dit ce que nous avons à dire au sujet de ce bill. Nous n'y reviendrons pas.

Les amendements sont lus une première fois sur division, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Magog

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 refondant la charte de la cité de Magog.

Les amendements sont lus une première fois sur division, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Châteauguay

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Lac Saint-Joseph

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 constituant en corporation de ville La ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois comprendre qu'il y a des amendements dans ce bill relativement au vote municipal. Je crois comprendre qu'on vote de 2 à 10 heures du soir. Le député ferait bien d'y voir.

M. Taschereau (Bellechasse): Ce sont en majorité des citoyens qui vont voter à cet endroit et on a limité la votation à 10 heures du soir parce qu'ils n'auraient pas le temps d'aller sur les lieux dans l'après-midi⁴.

Les amendements sont lus une première fois, sur division.

Charte de Laval-des-Rapides

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division, et adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. Lesage (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 110 modifiant

la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté.

En comité⁵:

M. Lesage (Montréal-Laurier): Après avoir obtenu des explications additionnelles, je crois que la Chambre devrait adopter ce bill tel que présenté. Je tiens cependant à ajouter que si l'on pouvait distraire cette charge qui incombe à la ville de Montréal et la faire porter partiellement par les compagnies d'assurances, ce serait une bonne chose. Je suggérerais qu'on étudie ce bill avec le bill de Montréal.

Je tiens à souligner également qu'il est urgent d'approuver cette mesure, car on me dit qu'au 1^{er} juillet, l'Association sera en banqueroute si elle n'obtient pas ce privilège. Pour ma part, j'accepte l'amendement tel que présenté parce que nous n'avons pas d'autre issue et que l'Association manque de ressources.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je me suis intéressé à ce bill, parce qu'il ne comportait pas une question d'intérêt personnel, mais une question où l'intérêt collectif était en jeu. Après avoir entendu l'actuaire, M. Beaupré et après avoir pris des informations auprès du surintendant des Assurances, je crois que nous devrions accepter cet amendement. On m'a dit au département des assurances que si ce bill n'était pas approuvé, on serait obligé de suspendre les paiements des pensions aux pompiers à leur retraite. La caisse s'épuise. Ce seul argument devrait suffire pour laisser passer le bill sans l'ombre d'une discussion.

M. Tremblay (Maisonnette): Si on veut être juste pour les deux parties, nous devrions, il me semble, retourner ce bill au comité des bills privés.

M. Lesage (Montréal-Laurier): Ah non!

M. Tremblay (Maisonnette): Le comité avait fixé un minimum de \$600 pour la pension, mais voici que, par cet amendement, le minimum sera réduit à \$400.

L'Association des pompiers a été mal guidée de présenter un bill à la Législature de Québec pour rétablir ses finances. Je ne sais pas de qui cela est parti (regardant M. Lesage). Mais à l'Hôtel de Ville,

le maire de Montréal, l'ami intime du premier ministre, a bien voulu prendre sur sa responsabilité de demander de nouveaux sacrifices aux pompiers à leur retraite. C'est lui qui impose aux pensionnaires de l'Association des pompiers une pension plus forte. Pourtant, la ville de Montréal paie des pensions de \$7,600 par an à des gens qui n'ont jamais souscrit à un fonds de pension.

Nous avons des serviteurs à la ville qu'on appelle des pompiers. Ils rendent de grands services. Et l'on vient de comparer d'une manière évasive la pension payée et la pension à venir. Ceux qui l'ont gagnée à donner un travail de 24 heures par jour ne doivent pas être comparés à ceux qui aujourd'hui ne travaillent que 12 heures. Mais qui doit payer leurs pensions? Ils doivent payer eux-mêmes à l'heure actuelle du 8 % de leur salaire pour leur pension future.

Ceci nous amène à une situation intolérable. Quand certains bills passent devant nous, on invoque le respect des contrats établis. Qu'est-ce qu'on fait des contrats avec les sociétaires des pompiers?

Vous n'avez pas le droit de demander aux propriétaires et aux contribuables de payer les \$163,000 qui apparemment manquent dans la caisse de l'Association de bienfaisance. Il est encore temps pour le premier ministre de corriger l'erreur de son ami de cœur de Montréal, pour que la cité paie des pensions convenables à ses pompiers.

(Ici M. Tremblay parle très fort)

(Rires et applaudissements)

Je demande aux jeunes, l'honorable député de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors), par exemple, qui semble vouloir faire quelque chose, d'aller retourner la chaise à l'envers sur le tableau en arrière du fauteuil du président et d'y apprendre l'histoire de la Confédération. Et s'il n'en a pas assez, qu'il ramasse les papiers en revenant.

(Rires et applaudissements)

Je prétends que ce sont les compagnies d'assurances qui devraient faire leur part pour contribuer à ce fonds de pension. Il est encore temps pour le premier ministre de corriger l'erreur de son ami. Je prétends que ce sont les compagnies d'assurances qui devraient faire leur part pour contribuer à ce fonds de pension. Ces compagnies d'assurance-feu retirent en primes une somme de \$10,000,000 annuellement, et elles ne déboursent que \$4,000.

Si les trusts, si les compagnies d'assurances ne veulent pas du socialisme, il est temps qu'elles prennent leurs responsabilités.

On va me dire qu'on paie les agents, pas 10 sous par mois comme à la colonisation, mais il

reste encore beaucoup pour les compagnies d'assurances après tous ces déboursés. Je demanderais au premier ministre de se comparer pour un instant à ces pensionnaires qui vont se trouver dans une situation particulière...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) Je vais en parler avec mon ami intime M. Houde.

(Rires)

Je ferai remarquer à mon honorable collègue qu'il est plus souvent question du premier ministre que des pompiers dans ses remarques.

M. Tremblay (Maisonnette): Le premier ministre peut rire, mais si lui et son régime disparate veulent intervenir dans l'assurance des pompiers de Montréal...

M. le président: À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonnette): Je suis dans l'ordre, M. le président. Si le premier ministre et son régime, si les trusts écumeurs financiers...

M. le président: À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonnette): Je retire le mot écumeurs. Si les profiteurs financiers...

Une voix à droite: À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonnette): Je crois bien qu'il faut parler fort pour le député de Gaspé, qui est né dans un rocher percé.

(Rires)

M. le président: À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonnette): Si le fonds de pension des pompiers de Montréal est en faillite, c'est la faute de l'administration. Je m'oppose à ce bill parce qu'il a pour but de porter de 8 % à 12 % la contribution des pompiers au fonds de pension.

Je parle toujours sur le préambule du bill 110; j'ai dit que je ferais tout mon possible pour protéger les pensionnaires de la Société de bienfaisance.

M. Lesage (Montréal-Laurier): Ah! Non. Ne parlez pas de ça.

M. Tremblay (Maisonnette): Oui, oui, monsieur. Je m'oppose à ce bill parce qu'il ne

protège pas les pensionnaires. Il est vrai qu'un des pensionnaires a déclaré au comité qu'il était prêt à payer 31 %, mais il a été mis à sa pension pour faire place à un ami du régime.

M. le président, allez-vous me contredire ou allez-vous admettre... M. le premier ministre va-t-il me contredire ou va-t-il admettre... L'honorable premier ministre accepterait-il de se comparer à des gueux, vivant de \$800 par année de pension.

M. le président: À l'ordre! Je demanderais à l'honorable député de Maisonneuve de s'en tenir à la question, au bill "101" (sic).

M. Tremblay (Maisonneuve): M. le président, je vous demanderais de maintenir l'ordre. Moi, je n'interromps jamais personne à la Chambre...

(Rires à droite et à gauche)

Je respecte cette Chambre dans ses règles. Mais le président va les respecter autant que moi. On n'est pas pour m'intimider, sinon je vous répondrai du tac au tac. Je crois que la question est assez claire.

M. Caron (Hull): Carried!

M. Tremblay (Maisonneuve): Soyez certain, vous, qu'on va vous sortir. Je reprends. Ma position est assez claire. On nous dit que le bill doit être adopté avant le 1^{er} juillet, sans quoi le fonds de pension sera en faillite.

M. Lesage (Montréal-Laurier) s'alarme, tire sur les habits de son voisin (M. Tremblay).

M. Tremblay (Maisonneuve): Je demande à mon honorable ami de se tenir tranquille; il y a assez de la droite qui ne comprend rien à cette question pourtant importante. On nous représente que le régime s'en va dans un avenir rapproché.

Il (M. Tremblay) continue ses remarques et déclare qu'il revendique les droits des sociétaires. Les députés de la droite rient, dit-il, parce qu'ils ne comprennent pas un mot du bill.

Voix à droite: Probablement.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est vrai, ce que je dis. Pas besoin de point d'ordre. On nous dit que le bill de Montréal ne pourra être adopté, et le premier ministre ne dit pas le contraire, parce que nous nous en allons directement à une élection.

Voix à droite: C'est dans le bill, ça?

M. Tremblay (Maisonneuve): Les députés de la droite, avant de m'interrompre, ils devraient demander auparavant la permission au premier ministre, qui leur a défendu l'autre jour de faire des interruptions. Il faut au moins respecter le désir du premier ministre, voyons. Soyez-lui fidèle, sinon gare!

M. Caron (Hull): M. le président, je soulève un point d'ordre. On en est rendu au bill de Montréal. C'est beau de faire de l'obstruction, mais cela devient trop évident que l'honorable député de Maisonneuve veut évidemment faire perdre le temps de la Chambre et retarder la session.

M. Tremblay (Maisonneuve): Sur le point d'ordre. Le député qui vient de parler, il prouve que, quand j'ai dit que la droite ne comprend rien, c'est vrai. Je viens de commencer à expliquer. Je parle sur le préambule du bill.

Voix à droite: Vous ne faites que commencer?

M. Tremblay (Maisonneuve): Si le député de Hull avait écouté, il aurait compris l'explication nette que j'ai donnée de mon attitude sur la question. Cette société de bienfaisance va bientôt devenir en faillite, le 1^{er} juillet, comme question de fait. C'est vrai qu'à ce moment le gouvernement sera disparu, mais je voulais inclure dans les amendements à la charte de la ville de Montréal, les provisions nécessaires aux fonds de compensation des pompiers.

C'est \$163,000 qu'on demande à l'heure actuelle à Montréal pour ces pompiers. Par la présentation de ce bill, on veut exploiter le propriétaire. On aurait été mieux de l'inclure dans les amendements à la charte de Montréal. Je voulais inclure dans le projet et dans le bill de Montréal les amendements nécessaires pour faire payer aux compagnies d'assurances les pensions des pompiers. Et je ne serais pas dans l'ordre de discuter cela? Et l'on demanderait aux pompiers de payer du 8 % et quelquefois du 12 % sans que j'intervienne en leur faveur? Nous avons des compagnies d'assurances qui viennent chercher le meilleur de nous-mêmes, ces trusts exploitants...

(Le président rit...)

M. le président: Vous vous éloignez toujours de l'objet de votre bill.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous, M. le président, vous faites comme les autres de la droite, vous ne comprenez rien à l'exposé que je fais de ce bill.

M. Dumaine (Bagot): Il n'y a qu'un homme qui comprend. Rien qu'un qui est fin.

M. Tremblay (Maisonnette): Moi je ne vis pas à la crèche. Quand vous prenez un peuple, comme c'est mon cas...

M. Dumaine (Bagot): Vous êtes un peuple?

M. Tremblay (Maisonnette): J'ai toujours payé mes élections avec mon argent. Ça n'a pas coûté cher, mais c'était honnête. Quand on est rendu à payer des députés pour qu'ils changent de bord, quand on voit un régime à l'agonie et que ce régime n'a pas le courage...

M. Dumaine (Bagot): Ce n'est pas dans le bill cela.

M. le président: À l'ordre! Je prierai l'honorable député de revenir à l'ordre. J'ai toléré jusqu'à présent, mais, s'il continue, je prendrai les moyens nécessaires pour faire taire l'honorable député de Maisonnette.

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce le président ou la Chambre qui me rappelle à l'ordre?

M. le président: C'est le président.

M. Tremblay (Maisonnette): Où ai-je manqué à l'ordre?

M. le président: En prononçant la dernière expression.

M. Tremblay (Maisonnette): Qu'est-ce que je viens de dire?

M. le président: Vous devez le savoir.

M. Tremblay (Maisonnette): M. le président ne sait pas ce que j'ai dit. Ça me confirme dans l'opinion que je me faisais de vous tout à l'heure. Cela confirme bien ce que je disais tantôt, à savoir que les membres de la droite ignoraient tout du présent bill.

M. le président: Serai-je obligé de faire un rapport à la Chambre de la conduite de l'honorable député de Maisonnette?

M. Tremblay (Maisonnette): Faites rapport si vous voulez, M. le président, mais je vais

certainement discuter cette question à son mérite. Si les membres de la droite se permettent des insinuations, j'espère, M. le président, que vous me permettrez d'y répondre.

Je vous le demande: si vous me dites non, j'ignorerai les insinuations de la droite.

M. le président: Discutez du bill et faites-le d'une façon parlementaire.

M. Tremblay (Maisonnette): Je crois que j'y suis. Mais on peut différer d'opinion. Je suis contre le bill. C'est là-dessus que je m'explique ici. Je suis contre l'exemption dont jouissent les compagnies d'assurances dans les contributions qu'elles devraient faire à l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal. Je ne sais pas si le premier ministre a fait le secret de ses pensées à quelqu'un, mais on affirme que le bill de Montréal ne passe pas cette année.

En voulant faire payer aux contribuables de Montréal les \$163,000 qui manquent au fonds de pension des pompiers, on dépouille le petit propriétaire. Quand vous voyez des villes comme Washington et San Francisco donner des pensions à leurs pompiers sans contribution, je ne serais pas dans l'ordre en protestant parce qu'on demande aux pompiers d'augmenter leurs contributions de 8 % à 12 %, et aux pensionnaires de payer 31 %.

Je demande à l'honorable premier ministre de se servir de ses connaissances - je sais qu'il en a - et de son esprit de justice - j'espère qu'il en a - pour retourner ce bill au comité des bills privés afin d'entendre les intéressés. Si on ne fait pas cela, je dis aux pompiers de Montréal que, dans un avenir rapproché... Je voulais proposer un amendement au bill pour que les compagnies d'assurances contre le feu paient les \$163,000 que l'on veut faire payer aux contribuables. Je ne veux pas priver les pompiers de leurs pensions et je ne ferai aucune obstruction.

Il faut demander justice à 100 % en faveur des pompiers. Mais aussitôt que le gouvernement sera changé, nous ferons justice aux pompiers et aux membres de l'Association.

M. Larochelle (Lévis): Le député de Maisonnette a très bien discuté ça. D'une manière intelligente. Je ne m'oppose pas au bill. Alors, je pense que la demande des pompiers de Montréal devrait être adoptée ce soir même.

Des voix: Avec l'amendement proposé d'avance.

M. Larochelle (Lévis): Et si on s'est trompé, on se corrigera.

Les articles 1 à 10, ainsi que le préambule, sont adoptés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La gauche ne fait pas d'obstacle parce que c'est un cas urgent. Nous pourrions retarder l'adoption du projet, mais, comme il vaut mieux que les pompiers reçoivent une pitance que rien du tout, nous ne nous opposerons pas au projet. Nous verrons plus tard à ce que les pompiers et les pensionnaires aient une plus large mesure de justice.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois sur division, une deuxième fois sur division, et adopté sur division.

M. Lesage (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre constate que nous laissons franchir à ce projet toutes les étapes de l'adoption à cette séance. Maintenant que nous avons pensé aux pompiers, le gouvernement devrait penser aux vieillards et voter la loi des pensions de vieillesse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Êtes-vous prêts à en faire autant pour le budget?
(Rires)

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de tramways Verchères-Chambly et Laprairie

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 modifiant la charte de la Compagnie de tramways Verchères-Chambly et Laprairie.

Adopté.

En comité⁶:

M. Tremblay (Maisonnette): Quels sont les pouvoirs que la compagnie demande?

M. Thurber (Chambly): La compagnie demande une extension de cinq ans pour la construction de sa voie ferrée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi la compagnie a-t-elle retardé ses travaux?

M. Thurber (Chambly): Il y a bien des choses qui ont été retardées par la dépression.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas la dépression. La compagnie a obtenu ses pouvoirs en 1915. Je me demande si c'est dans l'intérêt général d'accorder une nouvelle extension à une compagnie censée, depuis 1915, avoir construit quelque chose. Elle devait commencer ses constructions cinq ans après l'adoption de sa charte et terminer 10 ans plus tard, soit en 1924. De plus, je constate qu'il y a parmi les promoteurs un certain M. Ernest Pitt, un ami du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout le monde est ami du gouvernement.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout le monde qui ne le connaît pas est ami du gouvernement, le supporte. Mais c'est extraordinaire comme ils sont de plus en plus nombreux ceux qui le connaissent. Et si le gouvernement se rendait compte du sentiment populaire à son endroit, il aurait démissionné depuis longtemps et nous aurions des élections générales.

M. Tremblay (Maisonnette): Je me demande si ce chemin de fer est bien de réelle nécessité, quand plusieurs compagnies demandent, de nos jours, à la Commission des chemins de fer d'abandonner des vieilles lignes, ici et là, sur la rive sud. On n'a même pas eu la décence d'insérer les noms des promoteurs de cette entreprise dans le bill.

Que le député de Chambly nous dise quels sont les noms des citoyens pour lesquels il pilote ce bill, et après, nous pourrions discuter la question à son mérite. Je ne veux pas prendre de responsabilité dans le noir. Il s'agit d'accorder le droit à une compagnie qui n'a jamais eu d'argent pour faire un pouce d'ouvrage depuis 1915, de se trouver dans le chemin d'une compagnie sérieuse qui pourrait vouloir construire, ou encore d'obtenir une indemnité.

Je dis que ne pas connaître les noms des promoteurs du bill, à ce stage de la procédure, c'est abuser du bon vouloir de la députation. En somme, on veut nous faire approuver un bill en blanc. Si

l'honorable député donne des explications satisfaisantes, je serai peut-être le premier à le supporter.

M. Thurber (Chambly): Ce bill m'a été envoyé comme on l'a envoyé à d'autres députés. Les intéressés sont des gens de Chambly-Verchères, et dans mon comté, je n'ai reçu aucune objection au sujet de ladite mesure, pas même de Maisonneuve.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le député de Chambly dit qu'on lui a envoyé le bill parce qu'on ne savait où l'envoyer.

(Rires)

Est-ce qu'on va continuer ainsi à abuser de notre patience? Il faut toujours avoir le respect de soi-même quand on présente un bill. Voici un député qui présente un bill, et qui n'en connaît pas un seul mot. Je lui demanderais comment ça le paie ça?

M. Thurber (Chambly): Je ne veux pas que le député de Maisonneuve me juge par lui-même.

M. Tremblay (Maisonneuve) se lève à ce moment pour protester.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'heure réservée aux bills est expirée⁷.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Subsides

La Chambre poursuit le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je suis informé que le publiciste du gouvernement à la radio, M. Lucien Parizeau, a parlé de moi ce soir. Je le laisse à ses discours. Je demandais cet après-midi à l'honorable premier ministre s'il ne croyait pas que, pour l'honneur de son nom et de sa famille, il devrait rompre avec l'oligarchie que le peuple condamne. J'ai confiance que pendant qu'il est encore temps, les députés de la droite, après avoir consulté leur conscience, s'empresseront de quitter un milieu contaminé et s'uniront à nous, pour se consacrer au service de la justice et quitter un parti indigne de tous. Dans le cas contraire, si la droite ne s'amende pas, pour ma part, je suis d'avis qu'il faudra que

l'opposition lance un appel au lieutenant-gouverneur de cette province, le priant de décréter la dissolution des Chambres.

(Applaudissements à gauche)

Je terminerai en répétant les paroles que je prononçais à l'assemblée du député de Dorion (M. Bélanger), quand je disais: "Je crains des lendemains graves si ces hommes ne quittent pas les lieux." En attendant, nous demandons à notre peuple de rester respectueux de l'ordre et de l'autorité. Nous ne voulons pas que les nôtres posent des actes dont nous ne connaissons pas les conséquences. Mais si les abus de pouvoir se continuent, si le bâillon et le parjure sont légalisés, le peuple lui-même se chargera de se libérer.

(Applaudissements)

Ceux qui ne comprennent pas la situation voyagent dans les nuages et ont perdu le sens des réalités.

(Applaudissements à gauche)

M. Tremblay (Maisonneuve): Reprise du débat sur la motion de l'honorable M. Stockwell proposant que la Chambre se forme en comité des subsides. M. l'Orateur, je voudrais être bien compris et j'espère que vous allez me comprendre, M. l'Orateur. L'honorable premier ministre et les journaux qui reçoivent de l'argent du gouvernement disent qu'il est important de voter la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides. Si jamais le gouvernement, par un vote majoritaire, fait approuver cette motion, il ne pourra dire qu'il a fait adopter son budget, car la motion présentement en discussion n'est pas le budget même. On ne fera jamais croire cela. Ce n'est pas cela du tout; il faudra ensuite voter le budget item par item. L'honorable trésorier provincial (M. Stockwell) que je vois devant moi le sait.

D'autre part, je suis prêt à abréger mes remarques et, en quelques minutes, nous allons approuver cette motion, si le gouvernement veut bien nous faire passer immédiatement la loi des pensions de vieillesse et la loi du respect du dimanche.

(Applaudissements à gauche)

Puisque le gouvernement ne veut pas accepter ma proposition, j'aurais quelques remarques à faire sur certains sujets, notamment le salaire minimum des femmes, la loi des accidents du travail. Je suis un député de la ville. Vous le savez peut-être, M. l'Orateur, je suis député de Maisonneuve.

(Rires)

Non pas moi, mais mes électeurs ont battu un ministre. J'aurai l'occasion d'en parler. Je veux

parler aussi d'agriculture - j'en parlerai demain - et de colonisation. Quand je parlerai de l'agriculture, ça va sûrement faire rire les députés ruraux. Mais j'en parlerai aussi avec le ministre. Je parlerai aussi de la colonisation, mais l'expert de colonisation, le député de Kamouraska (M. Gagnon), est absent. Je ne suis pas un expert en colonisation, mais je crois en connaître un peu bien que je sois député de ville. Je veux parler aussi de la loi légale des élections plus ou moins honnêtes.

Pour ce soir - bien que je n'aie que quelques minutes à ma disposition - ...

(Rires)

... je veux parler d'un sujet tout particulier. Je vous demande de bien en étudier la portée. Et si je choisis ce sujet pour parler en premier, c'est parce que j'ai raison. J'en ai déjà parlé à l'honorable premier ministre et il a plaidé ignorance. J'entre dans mon sujet d'une très grande et considérable envergure, qui dépasse les cadres de la province, et si je le choisis, c'est parce que le temps presse.

Je dis au premier ministre, du moins à son siège, car il est absent et qui comprendra autant que lui, ...

(Rires)

... que la centralisation des ports est très importante. Le premier ministre n'a pas encore exprimé son avis, son opinion sur la centralisation des ports du Canada. Ça se rattache à la question des transports. C'est une question que je veux traiter au premier abord. Allons-nous laisser pénétrer chez nous les couliissiers financiers de Toronto qui ont pénétré auprès du gouvernement fédéral? Je veux que le gouvernement de notre province s'occupe de cette question avant qu'il ne soit trop tard. Je ne blâme personne. Le gouvernement du temps, guidé par le grand Canadien que nous avons aimé, Sir Wilfrid Laurier, déclara qu'il était temps de canaliser la Baie Georgienne. Le premier ministre d'alors voyait ce qui allait se produire dans le pays.

Vous êtes jeune, M. l'Orateur, mais je crois que vous avez étudié votre histoire et vous devez être renseigné là-dessus. Je me rappelle d'un discours de l'honorable Rodolphe Lemieux, député de Maisonneuve à cette époque, disant que la canalisation de la Baie Georgienne s'imposait. Il donnait des chiffres: \$130,000 pour le travail des ingénieurs, qui jugèrent le projet urgent. On fixa le coût de l'entreprise à \$110,000,000. Le coût fut jugé trop élevé et les financiers de Toronto lui opposèrent le projet de la canalisation du Saint-Laurent. Ils se mirent à l'œuvre. Ils réclamèrent le canal Welland qui a coûté \$140,000,000.

Je remercie la Providence de nous avoir donné des hommes comme le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) et le député de L'Assomption (M. Gouin) et les autres, indépendants de ces trustards et de ces trusts. Ils seront bientôt au pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

S'il y avait eu des députés comme eux dans ce temps-là, nous aurions eu le canal et nous serions indépendants des États-Unis.

Les financiers de Toronto avaient à leur tête Sir Clifton Sifton. Si la députation d'Ottawa avait compris les intérêts de la province, elle n'aurait pas permis la défaite du canal de la Baie Georgienne. Ce projet nous rendait complètement indépendant du pays voisin, au sud de la ligne 45^e, et assurait le progrès du port de Montréal.

L'Ouest réclamait une route à bon marché. Le canal de la Baie Georgienne raccourcissait la route de l'Ouest à l'océan de 340 milles. Je tiens la finance responsable - surtout la haute finance de Toronto - de la charge de \$1,000,000 par semaine que nous sommes obligés de payer pour la bêtise de cette pieuvre qui veut encercler le pays.

Les financiers de Toronto ont travaillé contre nous en combattant ce projet naturel, pour obtenir la construction du Grand Tronc Pacifique et du Trans-Canada, un chemin de fer de \$36,000,000, lorsque nous avions le Canadien Pacifique. Nous avons un fleuve Saint-Laurent. Si on nous demandait de construire deux autres Saint-Laurent, il est évident que le premier serait venu à sec et que les deux autres n'auraient pas eu assez d'eau pour faire flotter des canots.

Ils sont fins, les financiers de Toronto. Ils sont en train de nous enlever la finance de Montréal. La Banque de Montréal ne dit rien; la Banque Royale ne dit rien; la Barclay's Bank, dont le premier ministre est directeur, ne dit rien; la Banque d'Épargne ne dit rien; parce qu'elles ont l'expérience de la concentration.

Quand les financiers viennent nous donner une ligne de conduite, je leur dis: halte-là. Vous allez d'abord remettre les deniers que vous avez soutirés à la population et vous allez réparer les erreurs que vous avez fait commettre à nos gouvernements.

Les financiers de Toronto, je les connais. Ils sont intelligents. J'ai connu Mackenzie et Mann, quand ils n'étaient pas "Sir" encore. Je les ai connus en culottes percées, sur la construction du Canadien Nord, entre North Bay et Fort Williams.

Vous riez, M. l'Orateur, mais c'est un fait.

Des députés: 11 heures.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'avais encore quelques remarques à faire et je vais proposer l'ajournement du débat.

Il (M. Tremblay) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Lesage), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. MM. Hamel (Québec-Centre) et Choquette (Shefford) en sont venus aux coups dans les corridors du parlement après la séance du comité des comptes publics de vendredi le 29 mai 1936. Voici en quels termes *Le Devoir* du 3 juin 1936, à la page 1, sous la signature d'Alexis Gagnon, rapporte cet incident:

"Vendredi vers une heure et quart, M. Fernand Choquette, candidat ministériel défait aux dernières élections, dans le comté de Montmagny, vient de témoigner devant le comité; il y a subi un interrogatoire serré. Il a été bousculé et énervé par le chef de l'opposition qui excelle à faire s'enfermer les témoins.

"M. Choquette sort de la salle du comité et vient trouver le docteur Philippe Hamel; il reproche aux gens de l'opposition d'assigner leurs adversaires comme témoins dans l'espoir de les salir. La scène se passe devant la porte du vestiaire des députés; un oppositionniste suggère que l'endroit est propice pour se laver.

"Sur quoi M. Choquette déclare qu'il ne fait pas comme la racaille de l'Union nationale et qu'il ne se cache pas derrière le manteau de la religion pour combattre.

"M. Hamel riposte par un direct à la mâchoire qui fait chanceler le préopinant. Les agents de la paix interviennent et tout rentre dans l'ordre".

2. Ministre du Travail dans le gouvernement précédent de M. Taschereau.

3. Relativement à l'intervention du chef de l'opposition, voici ce que relate *L'Action catholique* du 3 juin 1936, à la page 9: "Comme pour faire écho aux protestations du chef de l'opposition, les personnes forcées de rester à l'extérieur de la Chambre signent une requête adressée à l'Orateur et ainsi rédigée:

"M. l'Orateur,

"Seriez-vous assez bon de laisser les portes ouvertes pour que les gens qui ne peuvent entrer puissent entendre les débats.

"Mais il n'a pas été fait de réponse à leur demande."

4. *Le Canada* du 3 juin 1936, à la page 8, donne une version très différente des propos de M. Robert Taschereau: "Je n'ai pas encore eu connaissance des amendements".

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Léon Casgrain, Rivière-du-Loup.

6. Voir note 2.

7. Il est 10 heures, à ce moment.

Séance du mercredi 3 juin 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 4 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill 88 refondant la charte de la cité de Granby et a l'honneur de la rapporter avec certains amendements ainsi que dans le préambule. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs, les principaux intéressés dans ce bill ont convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre soit changé en celui de "Loi modifiant la charte de la cité de Granby".

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 159 modifiant la loi concernant le Barreau de la province de Québec.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 163 donnant certains pouvoirs à la cité de Sherbrooke.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 94 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

Le rapport est adopté.

Dépôt de documents:

**Ordres en conseil,
1^{er} mars 1935 au 1^{er} septembre 1935**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre une réponse

supplémentaire à une adresse, en date du 15 avril 1936, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil depuis le 1^{er} mars 1935, inclusivement, jusqu'au 1^{er} septembre 1935. (Document de la session no 57)

**Ordres en conseil,
1^{er} septembre 1935 au 1^{er} décembre 1935**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre une réponse supplémentaire à une adresse, en date du 15 avril 1936, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil depuis le 1^{er} septembre 1935, inclusivement, jusqu'au 1^{er} décembre de la même année. (Document de la session no 58)

**Ordres en conseil,
1^{er} décembre 1935 au 12 avril 1936**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre une réponse supplémentaire à une adresse, en date du 15 avril 1936, demandant la production de copie authentique de tous les ordres en conseil depuis le 1^{er} décembre 1935, inclusivement, jusqu'au 12 avril 1936. (Document de la session no 59)

Questions et réponses:

**Eustache Beaudoin
et Ludger Côté**

M. Drouin (Québec-Est): 1. M. Eustache Beaudoin, de Saint-Yvon, comté de Gaspé-Nord, est-il à l'emploi du gouvernement; dans l'affirmative depuis quand, et pour quel département?

2. A-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis deux ans et, dans l'affirmative, pour quel département?

3. A-t-il eu en aucun temps depuis deux ans le pouvoir de signer ou d'autoriser au nom du gouvernement, d'une manière quelconque, directement ou indirectement, le paiement de bons de secours en faveur de nécessiteux ou autres personnes?

4. Avait-il mandat pendant la même période d'autoriser des marchands à avancer des vivres aux nécessiteux?

5. Un nommé Ludger Côté, de Saint-Yvon, comté de Gaspé-Nord, a-t-il demandé des secours, en vertu des lois de chômage? De quelle manière cette demande a-t-elle été faite? S'est-il servi de formule? A-t-il obtenu ces secours, et dans la négative quelle est la raison pour laquelle il n'en aurait pas obtenus?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. et 2. Oui. Depuis le 14 octobre 1929, pour le département des Terres et Forêts. Depuis le 4 mai 1936, comme cantonnier au département de la Voirie.

3. et 4. Non.

5. Monsieur Ludger Côté, de Saint-Yvon, comté de Gaspé-Nord, a signé une formule de demande de secours en juin 1935.

Des secours, cependant, ne lui ont pas été accordés. D'après les renseignements obtenus au cours des enquêtes qui ont été faites, il appert que M. Côté, vu les propriétés qu'il possède et ses diverses sources de revenus, peut subvenir à ses besoins sans l'aide du secours direct.

Il ne peut donc pas être considéré comme nécessitant au sens de la loi.

Élections provinciales 1935, officiers-rapporteurs

M. Lesage (Montréal-Laurier): 1. Combien le gouvernement de la province a-t-il payé à chacun des officiers-rapporteurs des élections générales provinciales de 1935, pour honoraires, dépenses, frais ou pour toute autre cause que ce soit?

2. À part ces montants, le gouvernement de la province sera-t-il appelé à payer, à même les fonds publics, d'autres sommes à aucun desdits officiers-rapporteurs?

Dans l'affirmative:

a. À qui?

b. Combien?

c. Pourquoi?

L'honorable M. Stockwell (Brome): (Voir le tableau ci-dessous)

1. Abitibi.....	Jean-Paul Dionne <i>et al.</i>	\$ 4,343.21
Argenteuil.....	Gaétan Valois <i>et al.</i>	1,439.60
Arthabaska.....	C.-R. Garneau <i>et al.</i>	1,313.00
Bagot	Gaston Beaudoin <i>et al.</i>	833.48
Beauce.....	J.-E. Fortin <i>et al.</i>	1,874.89
Beauharnois.....	R. Lapointe <i>et al.</i>	1,033.21
Bellechasse.....	J.-O. St-Pierre <i>et al.</i>	1,124.44
Berthier.....	S. Lafrenière <i>et al.</i>	1,043.64
Bonaventure.....	E.-J.-S. Verge <i>et al.</i>	2,409.31
Brome.....	E. Caldwell <i>et al.</i>	802.97
Chambly.....	L. Racicot <i>et al.</i>	1,231.62
Champlain.....	J.-A. Veilleux <i>et al.</i>	1,298.34
Charlevoix-Saguenay.....	B. Maltais <i>et al.</i>	6,898.29
Châteauguay.....	J. E. McGowan <i>et al.</i>	682.96
Chicoutimi.....	H.-R. Delisle <i>et al.</i>	2,574.60
Compton.....	J.-E. Beaudoin <i>et al.</i>	1,222.49
Deux-Montagnes.....	J.-H. Langlois <i>et al.</i>	836.21
Dorchester.....	E. Vézina <i>et al.</i>	1,522.29
Drummond.....	A. Biron <i>et al.</i>	1,589.74
Frontenac.....	J. Lacombe <i>et al.</i>	1,214.65
Gaspé-Nord.....	T. Gasse <i>et al.</i>	830.27
Gaspé-Sud.....	C. Lamb <i>et al.</i>	1,819.62
Gatineau.....	J.-A. Lafrance <i>et al.</i>	1,782.89
Hull.....	L. de G. Raby <i>et al.</i>	1,498.62
Huntingdon.....	J. Snail <i>et al.</i>	812.71
Iberville.....	J. Boivin <i>et al.</i>	175.74
Îles-de-la-Madeleine.....	A.-J. Painchaud	446.64
Jacques-Cartier.....	A. Robert <i>et al.</i>	2,231.11
Joliette.....	J.-E. Chaput <i>et al.</i>	1,455.94

1. Kamouraska.....	J.-X. Pelletier <i>et al.</i>	1,146.64
Labelle.....	J. Jarry <i>et al.</i>	1,080.97
Lac-Saint-Jean.....	J. Richard <i>et al.</i>	962.98
L'Assomption.....	V. Geoffrion <i>et al.</i>	676.41
Laval.....	P.-A. Longpré <i>et al.</i>	5,131.12
Laviolette.....	P.-E. Riberdy <i>et al.</i>	1,786.22
Lévis.....	J.-A. Carrier <i>et al.</i>	1,451.57
L'Islet.....	J.-N. Bernier <i>et al.</i>	936.02
Lotbinière.....	J.-A. Auger <i>et al.</i>	1,324.22
Maisonneuve.....	J.-A. Bourdon <i>et al.</i>	5,742.39
Maskinongé.....	M. Lesage <i>et al.</i>	1,259.17
Matane.....	C.-E. Bernier <i>et al.</i>	1,410.13
Matapédia.....	D.-N. Dubé <i>et al.</i>	1,414.65
Mégantic.....	P.-A. Roberge <i>et al.</i>	1,613.19
Missisquoi.....	E. F. Curie <i>et al.</i>	1,099.12
Montcalm.....	J.-O.-E. Forest <i>et al.</i>	816.55
Montmagny.....	F. Boulanger <i>et al.</i>	956.85
Montmorency.....	J.-T. Thurmel <i>et al.</i>	871.12
Montréal-Dorion.....	E. Latourelle <i>et al.</i>	3,418.71
Montréal-Laurier.....	H. Savard <i>et al.</i>	2,810.99
Montréal-Mercier.....	A. Savard <i>et al.</i>	5,652.08
Montréal-Sainte-Anne.....	T. Clark <i>et al.</i>	2,065.54
Montréal-Sainte-Marie.....	J. Gagné <i>et al.</i>	3,974.95
Montréal-Saint-Georges.....	T. Laberge <i>et al.</i>	1,812.79
Montréal-Saint-Henri.....	H. Francoeur <i>et al.</i>	2,696.58
Montréal-Saint-Jacques.....	N. Gauthier <i>et al.</i>	2,357.75
Montréal Saint-Laurent.....	M. Marcus <i>et al.</i>	1,828.05
Montréal-Saint-Louis.....	L. Crestohl <i>et al.</i>	741.42
Montréal-Verdun.....	A. Robillard <i>et al.</i>	5,237.50
Napierville-Laprairie.....	P. Boucher <i>et al.</i>	917.09
Nicolet.....	A. Simard <i>et al.</i>	1,671.63
Papineau.....	P. Devarennnes <i>et al.</i>	1,975.03
Pontiac.....	T.-H. Mousseau <i>et al.</i>	1,569.06
Portneuf.....	E. Hamel <i>et al.</i>	1,838.39
Québec.....	J.-F. Belleau <i>et al.</i>	1,572.07
Québec-Centre.....	G.-E. Paradis <i>et al.</i>	1,453.36
Québec-Est.....	E. Delâge <i>et al.</i>	1,717.44
Québec-Ouest.....	L. H. Eagan <i>et al.</i>	684.40
Richelieu.....	O. Cousineau.....	170.24
Richmond.....	W. J. Ewing <i>et al.</i>	1,134.73
Rimouski.....	C. D'Anjou <i>et al.</i>	1,441.70
Rivière-du-Loup.....	L.-J. Dugal <i>et al.</i>	1,732.65
Roberval.....	J.-E. Moreau <i>et al.</i>	1,524.78
Rouville.....	R. Pelletier <i>et al.</i>	671.05
Saint-Hyacinthe.....	U. Hébert <i>et al.</i>	1,203.47
Saint-Jean.....	J.-A. Lussier <i>et al.</i>	914.85
Saint-Maurice.....	H.-A. Beaudet <i>et al.</i>	1,411.55
Saint-Sauveur.....	J.-P. Cantin <i>et al.</i>	1,645.94
Shefford.....	H. Grégoire <i>et al.</i>	1,449.94
Sherbrooke.....	E. Olivier <i>et al.</i>	1,859.53
Soulanges.....	A. Rouleau <i>et al.</i>	685.05
Stanstead.....	J.-C. Samson <i>et al.</i>	1,472.22
Témiscamingue.....	A. Piché <i>et al.</i>	2,354.20

1.	Témiscouata	W. Morel <i>et al.</i>	1,260.98
	Terrebonne	A. Lessard <i>et al.</i>	1,866.60
	Trois-Rivières.....	A. Lambert <i>et al.</i>	1,621.45
	Vaudreuil.....	E. Sauvé <i>et al.</i>	752.00
	Verchères.....	M. Laporte <i>et al.</i>	796.16
	Westmount	P.-J. Leduc <i>et al.</i>	7,142.03
	Wolfe.....	D. Manseau <i>et al.</i>	813.35
	Yamaska.....	C.-E. Couchesne <i>et al.</i>	828.00
			<hr/>
			\$156,769.10
	Moins : 34 dépôts confisqués.....		<hr/>
			6,800.00
			<hr/>
			\$149,969.10

2. Aucun montant.

Demandes de documents:

Elgin, travaux de voirie

M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de notre province, aucun de ses ministres, officiers ou employés de ce gouvernement, et toute personne, compagnie ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1929, et se rapportant aux travaux de voirie ou de chemins exécutés dans les limites de la municipalité d'Elgin, comté de Huntingdon, soit aux frais de cette corporation municipale, soit aux frais conjoints de la province et de cette corporation municipale, et concernant le remboursement ou la remise par la province des dépenses occasionnées à cette corporation municipale au sujet desdits travaux ou de tous remboursements ou remises faits par la province au sujet de chemins.

M. l'Orateur, la municipalité d'Elgin a fait des travaux de voirie pour lesquels elle demande un remboursement, car d'autres municipalités ont fait bâtir des routes aux frais du gouvernement. J'espère que l'honorable ministre de la Voirie va rendre justice à la municipalité d'Elgin.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (l'honorable M. Authier), que le débat soit ajourné.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'est pas prêt à répondre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je veux fournir à la Chambre tous les renseignements que j'ai à mon bureau, et voilà pourquoi je propose d'ajourner le débat. Je serai en mesure de les lui fournir à la prochaine séance.

Adopté. Le débat est ajourné.

Pensions des instituteurs et des institutrices

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de notre province, aucun de ses ministres, officiers ou employés de ce gouvernement, et toute personne, compagnie ou corporation, depuis le 1^{er} janvier 1934 et concernant les pensions payables aux instituteurs ou institutrices de cette province et toutes matières relatives à cette question.

M. l'Orateur, je demande au gouvernement de rendre justice à de vieilles institutrices qui ont consenti à travailler pour de petits salaires, à condition de recevoir une pension pour leurs vieux jours. Le gouvernement a passé une loi avec effet rétroactif, qui assure des pensions insuffisantes à ces institutrices. J'insiste pour que des dispositions soient prises afin de mieux traiter nos instituteurs et institutrices.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. David (Terrebonne): M. l'Orateur, je déposerai sur le bureau de la Chambre tous les documents demandés par l'honorable député de Westmount. Je puis lui déclarer que nous avons présenté aux deux comités

du Conseil de l'instruction publique un projet pour les pensions des instituteurs et des institutrices, qui ont toute ma sympathie. Le projet a été soumis ensuite à des actuaire, qui ont constaté que certains instituteurs et institutrices avaient reçu des salaires si peu élevés dans le passé que leurs pensions étaient en conséquence très minimes. Nous avons alors passé une loi, et je puis dire à mon honorable ami que quelque chose de plus sera fait. Lorsque l'honorable député de Westmount lira les documents que je produirai, il constatera que j'ai toujours essayé de relever les pensions de ceux qui ont donné leur vie à l'éducation des enfants.

M. Leduc (Laval): Il est regrettable, M. l'Orateur, de constater que le gouvernement n'ait pas pu trouver un meilleur traitement de faveur pour les personnes âgées qui se sont dévouées pour la cause de l'éducation. On a dit que le minimum de la pension a été fixé par l'actuaire, mais c'est une pauvre explication.

On aurait pu faire mieux pour les instituteurs, quand on a tant fait pour d'autres classes de la société. Songeons un peu qu'on a déjà fait cadeau de 10 années pour permettre à certaines gens de toucher leur pension, même si ces personnes n'ont pas été à l'emploi du gouvernement pendant un certain nombre d'années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais ces gens-là faisaient des plaques.

M. Leduc (Laval): Je crois que le gouvernement devrait s'intéresser davantage au sort de ceux qui ont assuré le maintien de la petite école du rang. Le gouvernement n'a pas le temps de s'occuper des instituteurs parce qu'il est trop faible et n'a pas d'autre préoccupation que de se maintenir au pouvoir.

(Applaudissements à gauche)

Passe encore si les intéressés avaient bénéficié de la pension de vieillesse du gouvernement, mais ils ne l'ont pas.

M. Fisher (Huntingdon): J'appuie avec plaisir la demande de l'honorable député de Westmount. Le gouvernement devrait absolument faire quelque chose en ce sens. J'abonde dans les remarques de mon honorable collègue de Laval et, s'il est une classe de gens qui méritent d'être protégés par une pension à la fin de leur carrière, ce sont bien les instituteurs et les institutrices. J'espère que le gouvernement rendra justice aux instituteurs et aux institutrices.

M. Monk (Jacques-Cartier): M. l'Orateur, un mot seulement. Il n'y a que 701 personnes² actuellement qui reçoivent la pension minimum de \$150 par année, et, sur ce nombre, on compte 634 institutrices et instituteurs catholiques et 67 protestants. Il faudrait augmenter le montant de cette pension d'au moins 50 %. Cela prendrait environ \$50,000 ou \$60,000 de plus par année, pour récompenser des femmes qui ont rendu de grands services à leur pays. Et avec un peu de bonne volonté, le gouvernement pourrait trouver ce montant. Si le gouvernement ne peut pas faire ça, il ne mérite pas de gouverner la province.

(Applaudissements à gauche)

M. Dussault (Portneuf): Depuis les élections, j'ai reçu nombre de lettres d'instituteurs et d'institutrices qui se plaignent, et avec raison, du traitement qu'ils reçoivent. Ils comptaient que le fonds leur permettrait de vivre et ils restent avec rien. Résultat: ils vivent aux crochets de leurs parents ou de charité publique. Il faut plus qu'une santé de fer pour résister à cette carrière. Qu'on trouve un moyen pour que les instituteurs puissent vivre quand la santé leur fait défaut.

M. l'Orateur, il me semble que l'on ne fait pas beaucoup pour des personnes qui ont donné leur santé à l'éducation. Les conditions hygiéniques dans nos classes n'étaient pas, il y a quelques années, ce qu'elles sont aujourd'hui. Les institutrices étaient surchargées de travail. Je comprends qu'avec le petit fonds de pension que l'on avait autrefois, comme l'a dit l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David), il était impossible de payer des pensions convenables. Mais il y a longtemps que l'on aurait dû augmenter les pensions des anciennes institutrices. Je mets cette question au-dessus des questions de parti, et il me semble que la province de Québec devrait permettre à ses institutrices de vivre tranquilles lorsque la santé leur fait défaut.

(Applaudissements à gauche)

M. Hamel (Québec-Centre): Je suis heureux de cette occasion. Si je suis bien informé, la pension des instituteurs est régie par une loi et est couchée dans nos Statuts. Il y a des instituteurs et des institutrices qui ont travaillé pendant 25 ans. Il était convenu qu'ils toucheraient tel montant, telle pension.

Par imprévoyance et mal administration, ils sont pour un grand nombre dépourvus de moyen d'existence et, en toute justice, il faut les protéger; nous devons soutenir ceux qui ont servi la société.

J'ai remarqué qu'on est prudent quand il s'agit de hautes pensions. Cela, je ne le critique pas à condition qu'on ait les mêmes égards pour les humbles: ceux qui ont gagné toute leur vie des salaires de famine.

(Applaudissements à gauche)

Certains gens ont des pensions de \$5,000, et on s'arrange pour leur payer aussi un salaire de \$2,000. J'aimerais qu'il y ait moins de routes à \$125,000³ le mille et qu'avec l'argent ainsi épargné, on aide les instituteurs et les institutrices, sur leurs vieux jours, eux qui se dévouent pour leur province.

(Applaudissements à gauche)

M. Paquette (Labelle): M. l'Orateur, le gouvernement ne doit-il pas reconnaître que l'une des classes qui souffrent le plus dans la société, ce sont les institutrices, dont on fait l'éloge dans tous les congrès d'éducation. On parle de la sainteté des contrats.

En voilà un contrat à respecter. Comment se fait-il que le gouvernement soit si respectueux des contrats quand il s'agit de protéger certaines compagnies, quand il s'agit de la loi électorale et du bill Dillon, qu'il applique dans toute sa rigueur, alors qu'il ne fait aucun cas des engagements pris lorsqu'il s'agit d'une classe sans protection, les institutrices. Il n'est pas raisonnable qu'on puisse comparer le sort de ces personnes à celui des bûcherons.

On a trouvé moyen, par des procédés scandaleux, de faire bénéficier des fonctionnaires, avant l'âge, de pensions auxquelles ils n'avaient pas encore droit. On a créé, par ces moyens scandaleux, des situations qui commandent de gros salaires.

Il y a un bon nombre de hauts fonctionnaires qui pourraient être supprimés, afin d'aider de braves femmes qui ont donné leur vie à l'enseignement. Qu'il y ait moins de fonctionnaires hauts huppés et inutiles. Que les derniers spasmes d'un régime moribond soient au moins de repentir sincère. Je voudrais que le secrétaire provincial se lève et propose qu'un montant soit versé au fonds de pension des instituteurs et institutrices. Que le gouvernement avant qu'on le f... dehors, avant la grande saignée, fasse un beau geste en faveur des petits.

(Applaudissements à gauche)

M. Tardif (Frontenac): Moi aussi j'ai reçu de nombreuses lettres de protestations. Quantité de ministres lisent les journaux en ce moment.

M. Tremblay (Maisonnette): Ils regardent les images.

M. Tardif (Frontenac): M. l'Orateur, les institutrices ont souscrit au fonds de pension malgré leurs petits salaires. Quand donc le gouvernement sortira-t-il de sa léthargie? Qu'il pense aux instituteurs qui leur ont procuré ce plaisir en leur apprenant à lire.

Avant de partir, que le gouvernement ait une distraction et qu'il soit juste, pour une fois! Qu'il donne donc justice sur un point.

(Applaudissements à gauche)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme tous les députés, je pense, j'ai aussi reçu des lettres de protestations. Quantité d'instituteurs souffrent des amendements à cette loi provinciale. Un contrat a été conclu et le gouvernement l'a répudié. Les instituteurs et institutrices poursuivent une carrière admirable.

Les deux côtés de la Chambre sont d'accord sur ce point. Ils et elles reçoivent des salaires de famine. L'instruction et l'éducation, on sait quelle est leur importance dans la vie d'un peuple. Mais c'est un déshonneur pour la province et le régime que nous soyons obligés de faire des demandes pareilles.

Le gouvernement a passé une loi pour assurer une pension de \$9,000 à M. Cordeau, président de la Commission des liqueurs; il a donné des pensions aux veuves des magistrats et à M. Bériau, de plaqueuse mémoire. C'est moins important que l'instruction et l'éducation. Je vais donner au gouvernement un moyen d'augmenter les pensions des instituteurs et institutrices.

Au lieu de commutations de taxes, qu'on fasse payer nos instituteurs. À même nos ressources hydrauliques, qu'on prenne des revenus pour l'instruction et l'éducation. Qu'il fasse payer les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles et bénéficient d'exemption de taxes.

Que la lumière provenant de nos ressources naturelles serve à la lumière intellectuelle et morale! Si le gouvernement ne peut le faire dans son coma administratif, au nom de l'administration qui est à la veille de prendre le pouvoir, je prends l'engagement que nous ferons payer les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles, pour aider nos instituteurs et institutrices.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) nous a donné un rayonnement d'espérance pour le passé, nous donnons des garanties pour l'avenir.

(Applaudissements à gauche)

M. Sherman (Compton): J'approuve en tous points les discours qui viennent d'être prononcés.

M. Lorrain (Papineau): M. l'Orateur, la jeunesse sera appelée demain à maintenir bien haut le flambeau de la pensée française et je ne m'expliquerais pas que celles qui sont appelées à former cette jeunesse fussent mal payées et non pensionnaires. Du reste, l'honorable premier ministre et l'honorable secrétaire provincial l'ont promis.

(Applaudissements à gauche)

M. Smart (Westmount): Je considère moi aussi que le gouvernement a répudié le contrat qu'il avait fait avec les institutrices. Le gouvernement refuse de répudier les dettes parce que la haute finance le lui demande. Devant un pareil spectacle, il n'est pas surprenant que des manifestations comme celles d'aujourd'hui se déroulent devant le parlement. Si le gouvernement ne peut gouverner dans l'intérêt de tous, qu'il s'en aille.

M. l'Orateur: L'honorable député doit s'en tenir à la question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de l'article 70 du Règlement, l'Orateur ne peut décider un point d'ordre avant qu'il ne soit discuté par l'opposition.

M. l'Orateur: En vertu de l'article 67, l'Orateur, qui est chargé du maintien de l'ordre, peut rappeler à l'ordre un député qui n'observe pas les règlements.

La motion est adoptée.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Charte de Châteauguay

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Lac Saint-Joseph

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 constituant en corporation de ville la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division.

Charte de Lachine

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du député de Jacques-Cartier (M. Monk) dont elle a été saisie, le jeudi 28 mai dernier, proposant que les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 83 modifiant la charte de la cité de Lachine soient maintenant lus une première fois.

M. Monk (Jacques-Cartier): M. l'Orateur, l'Assemblée législative a décidé que la ville de Lachine avait le droit d'imposer aux magasins à chaîne une taxe de \$500. Je constate que le Conseil législatif a réduit de \$500 à \$250 la taxe que la ville de Lachine veut imposer sur les magasins en série et qui avait été approuvée par le comité des bills privés. Je ne crois pas que le Conseil législatif soit en mesure de connaître la situation des magasins en série dans la ville qui a présenté ce bill. Lachine ne dit pas qu'elle imposera une taxe de \$500 sur chaque magasin, mais elle demande le pouvoir de le faire, et elle jugera chaque cas à son mérite. Il semble que la Chambre haute devrait laisser la ville de Lachine administrer ses affaires comme elle l'entend et ne pas intervenir.

M. Larochelle (Lévis): Cette fois, M. l'Orateur, pour ne pas avoir de reproches du député de Wolfe, j'ai écrit ce que j'ai à dire sur cette question. Je ne veux pas dire de bêtises. Je trouve étrange que Magog ait obtenu le pouvoir de taxer jusqu'à concurrence de \$250 les magasins à chaîne, alors que Lachine, une ville beaucoup plus considérable, une ville de 19,000 âmes, ne peut obtenir le droit d'imposer une taxe de \$500.

Je veux revendiquer les droits du petit épicier du coin. Je ne dirai pas ces "maudits magasins à chaîne" parce que l'expression n'est pas parlementaire, mais j'espère que l'on voudra bien se rendre à la demande de la ville de Lachine. Nous avons le droit de nous plaindre, nous les pauvres épiciers du coin.

Je demanderais à mon ami de cœur, mon ami intime, l'honorable Dr Roy, de supporter ma demande au Conseil législatif. Je lui demanderais de reconsidérer la décision prise récemment. Je demande à mes amis de la droite - je les admire malgré tout - de considérer qu'il s'agit dans le présent cas d'une question de justice élémentaire et de ne pas concourir dans les amendements de la Chambre haute.

M. Barré (Rouville): On m'excusera d'être arrivé en regard à la Chambre ce soir, mais c'est une des conséquences de ne jamais savoir à quelle heure les séances commencent. Cet après-midi encore, nous avons perdu deux heures.

Au sujet des amendements du Conseil législatif, je crois de mon devoir de donner certaines précisions. M. l'Orateur, le conseil de ville de Lachine a demandé le droit d'imposer une taxe de 1 sou à \$500 aux magasins à chaîne.

Le Conseil législatif a cru devoir imposer des amendements à la Chambre des représentants du peuple. Il y avait trois opinions différentes au comité lors de la discussion. D'abord ceux qui pensaient qu'il fallait imposer une taxe prohibitive, afin de forcer les magasins en série à disparaître. Puis une autre opinion, défendue par ceux qui trouvaient que les magasins à chaîne étaient un commerce comme les autres, et devaient être traités comme tel. Enfin, l'opinion que je professe, que les magasins en série constituent une entreprise différente, qui doit être taxée d'une façon spéciale. Comme principe général, je prétends que les affaires de Lachine doivent être réglées par les gens de Lachine et non par les membres de la Chambre haute. Je considère que la Chambre ne devrait pas intervenir. Ceci fait partie d'un dicton bien connu des paysans: "Un homme connaît mieux son affaire que celle de son voisin."

Au comité des bills privés, j'ai secondé la motion du député de Missisquoi qui a proposé de réduire cette taxe à \$500, mais, dans la vie, on fait ce qu'on peut et non ce qu'on veut. Je croyais qu'une taxe de \$250 était suffisante, mais, encore une fois, je prétends que c'est à Lachine qu'il appartient de régler ses propres affaires.

Le député de Hull a déclaré que le petit commerçant chez lui avait su s'organiser pour faire disparaître les magasins en série. Le député de Maisonneuve a dit que ces magasins étaient des antres de voleurs. À ceci, je réponds que le magasin à chaîne n'est peut-être pas la plaie que l'on indique en certains milieux, mais j'ajoute qu'ils ne sont pas une chose qui devrait être encouragée. Je ne vois pas

dans ces magasins tous les inconvénients que pourraient voir certains députés. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il y ait des voleurs seulement dans les magasins à chaîne, mais ce n'est pas en imposant une taxe prohibitive qu'il sera possible de mettre fin à l'état de choses qui existerait. Si les magasins à chaîne sont des antres de voleurs, ce n'est pas en les taxant qu'on les empêchera de voler. Il doit y avoir des lois pour mettre fin aux activités des voleurs.

J'ai constaté, dans certains cas, que l'on vendait des boîtes de tomates à raison de quatre pour vingt sous, mais ces boîtes avaient un pouce de moins haut que les boîtes de tomates mises en conserve par les cultivateurs.

Comment les cultivateurs peuvent-ils faire une concurrence aux magasins en séries? Je dis que le rôle du gouvernement, dans de tels cas, c'est de légiférer pour protéger les citoyens honnêtes, et si le gouvernement fait son devoir, il repoussera les exactions que l'on reproche aux magasins en série. C'est le devoir du gouvernement d'empêcher les vols, qu'ils aient pour auteur les magasins à chaîne ou autres établissements. Pour ma part, je suis en faveur de la liberté du commerce honnête.

J'en arrive maintenant aux amendements du Conseil législatif. Je comprends qu'en vertu d'un article des règlements, nous n'avons pas le droit de porter des attaques contre une Chambre ou contre l'autre, mais M. l'Orateur saura me rappeler à l'ordre si je suis dans l'erreur. La Chambre basse est responsable au peuple, et l'autre ne l'est pas. Le Conseil n'a pas à rendre compte de ses actions au peuple, tandis que nous devons le faire. Le Conseil est composé de rentiers, pour qui j'ai beaucoup d'estime individuellement, mais cette Chambre n'a pas le droit de venir mettre son nez dans les affaires des élus responsables au peuple. Voici ce conseil, en somme, une "vieillesse désuète" qui vient défaire ce que nous avons fait.

Sur une question comme celle-ci qui n'affecte ni la morale ni la justice, je leur dis: vous, du Conseil législatif, ce n'est pas de vos affaires, ne mettez pas le nez là-dedans et mêlez-vous de ce qui vous regarde.

Il y a encore le principe de la solidarité.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable député de Rouville devrait être solidaire avec lui-même. Il a voté pour que la taxe soit réduite à \$250 au comité des bills privés.

M. Barré (Rouville): Je le sais. Le député a ouvert une porte ouverte. C'est moi qui ai secondé la

motion de l'honorable député de Missisquoi (M. Pouliot) pour faire réduire le maximum de la taxe à \$250. L'honorable député des Îles-de-la-Madeleine enfonce une porte ouverte. Le maire de Lachine voulait avoir le droit de taxer les magasins en série de \$500, mais il a dit qu'il préférerait avoir \$250 que rien du tout, et c'est conformément à cette entente que j'ai secondé la résolution du député de Missisquoi. Quand on ne peut avoir des grives, on se contente des merles. Ça doit être comme ça dans les Îles-de-la-Madeleine. J'ai accepté l'avis du maire de Lachine bien qu'on dise: "Barré, ça ne plie pas".

(Applaudissements)

Si quelqu'un veut proposer de donner à Lachine le droit d'imposer la licence qu'elle voudra, je seconderais sa motion.

Au-dessus de la question de détail, il y a une question de principe, et je crois que la Chambre devrait s'affirmer. J'ai l'intention de demander un vote sur cette question, afin que nous, les représentants du peuple, indiquions au Conseil législatif que ce n'est pas de ses affaires de défaire ce que nous décidons et que c'est nous la suprême autorité quand il s'agit de légiférer pour le peuple.

M. Pouliot (Missisquoi): Quiconque siègeait au comité des bills privés le matin où le bill a été discuté se rappelle qu'après une heure de discussion le maire de Lachine, M. Carignan, nous a dit: "L'an dernier, vous nous avez donné le droit de taxer les magasins à chaîne de \$200. Laissez-nous au moins cela". C'est alors que j'ai proposé que l'on donne à Lachine le droit de taxer de \$250 comme Magog.

Je ne suis pas un ami des magasins à chaîne, mais j'étais porté à croire que la taxe de \$500 pèserait sur les épaules des consommateurs. Je voulais une taxe uniforme pour toutes les villes sur les magasins-chaînes. Lorsque le bill est venu en Chambre, le gouvernement n'a soulevé aucun débat, mais il s'est fié sur le Conseil législatif pour tuer l'article en question. Si le gouvernement avait pris ses responsabilités et s'il avait proposé une taxe uniforme de \$250, j'aurais voté avec lui.

Je voterai comme l'honorable député de Rouville. La question est changée. Je voterai contre les amendements du Conseil législatif, un corps électif qui veut faire la besogne que les membres de la droite n'ont pas le courage de faire eux-mêmes.

M. Dussault (Portneuf): Les magasins à chaîne nous portent à croire qu'ils font autant de mal que de bien. Dans les campagnes, ces magasins en série sont de nature à tuer notre commerce. Le

marchand de campagne fait comme partie de notre organisation paroissiale. Il rend des services considérables à la population. De plus, comme le disait le ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard) l'autre jour, les magasins à chaîne sont comme les magasins ambulants qui vont dans les campagnes quand il y a de l'argent et qui en partent après avoir détruit les organisations locales.

M. l'Orateur, les magasins à chaîne ont essayé de s'implanter dans nos campagnes, mais après avoir fait des affaires pendant quelque temps, ils ont disparu, en emportant l'argent des clients. Quant au cas de Lachine, où les magasins à chaîne font payer les gens argent comptant, on devrait pouvoir les taxer de \$500. La ville de Lachine doit être laissée libre d'agir comme elle le veut et de prendre les revenus dont elle a besoin là où ils se trouvent. En cette matière, le droit d'impôt doit être proportionnel à la population de la ville ou de la municipalité. On ne doit pas laisser le champ trop libre à ces organisations commerciales qui sont une menace pour notre vie économique.

Le Conseil législatif ne devrait pas mettre ainsi des entraves aux décisions des députés. Il devrait se contenter d'exercer une surveillance raisonnable sur la législation et de rester dans les limites permises.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, il n'y a pas de doute que les "chain-stores" sont une menace pour l'épicier du coin. À la suite d'enquêtes nombreuses qui ont révélé des méthodes déloyales, nous avons décidé d'imposer une taxe de \$500 pour enrayer leur développement. Je remarque que, malgré la décision des représentants du peuple librement choisis, le Conseil législatif a modifié le bill. C'est une habitude de contracter des infirmités au Conseil législatif. Si les bills nous reviennent toujours avec des amendements de cette nature, je me demande à quoi cela nous sert de travailler pendant des heures comme nous le faisons au comité.

Si c'est le rôle que nous devons remplir, qu'on le dise et on va plier bagage et s'en aller chez soi; si c'est le rôle des représentants que le peuple autorise, je ne vois pas notre utilité. Les conseillers législatifs, qui ne représentent rien que certains intérêts politiques et autres, dont quelques-uns sont là par suite de moyens que je ne veux pas qualifier, n'ont pas le droit d'agir ainsi.

Mais cela explique peut-être l'attitude benévole de la droite assez souvent en comité. Je regrette l'attitude de nos amis de la droite qui laissent

le Conseil législatif attenter à la législation économique et sociale. Si on voulait faire des amendements au bill, on aurait pu exiger des salaires raisonnables des magasins à chaîne pour les employés, pour les messagers et pour les commis. Je regrette fort cette habitude du Conseil législatif.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député qu'il est loin du bill. Il s'agit de discuter les deux amendements.

Voix à gauche: Non, non.

M. Drouin (Québec-Est): Le député n'a-t-il pas le droit de blâmer l'attitude générale du Conseil législatif?

M. l'Orateur: Non.

M. Drouin (Québec-Est): Le Conseil législatif ayant amendé un projet que nous avons adopté, nous avons le droit de discuter sa nécessité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Sainte-Marie est parfaitement dans l'ordre. Nous avons le droit de discuter des choses qui se rattachent aux amendements. Le député peut sûrement étudier tous les sujets connexes au bill et en parler. Il peut dire que le Conseil législatif...

M. l'Orateur: Ce que le député a dit peut lui servir de motif pour demander l'abolition du Conseil législatif, mais ce n'est pas le moment. Cette question n'est pas devant la Chambre.

Voix à gauche: Ça va venir.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): J'ai toujours été partisan de l'abolition du Conseil législatif, et peut-être que je ne trouve jamais de meilleure raison, ni de plus belle occasion de la réclamer. Je considère que l'attitude du Conseil législatif nous justifie de douter de son utilité.

M. l'Orateur: Je demande au député de s'en tenir à la question, le bill de Lachine, sans quoi je serai obligé de le rappeler à l'ordre plus sévèrement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux parler sur le point d'ordre.

M. l'Orateur: Il n'y a pas de point d'ordre de soulevé. Une décision a été rendue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, je parle sur une question de privilège.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler en ce moment. Il n'a pas le droit de soulever une question de privilège lorsque l'Orateur a rendu sa décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors je parlerai sur le point d'ordre du député des Îles-de-la-Madeleine. (Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur répète son avis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sou mets que l'Orateur a rendu la décision sur un point d'ordre avant d'avoir entendu les deux côtés. Le Règlement de la Chambre me permet de parler sur une décision de l'Orateur, à plus forte raison sur un point d'ordre. Je pourrais citer à ce propos les Statuts refondus, mais je ne le ferai pas parce que ce serait trop long. La Chambre a du reste le droit de changer ses règlements. La Chambre peut tout faire excepté de changer un homme en femme, et on l'a vue assommer les juges pour maintenir le gouvernement au pouvoir. Le point d'ordre de l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine n'avait d'autre but que de faire perdre du temps à la Chambre. (Rires et applaudissements à gauche)

M. Drouin (Québec-Est): Je ne nie pas à l'Orateur le droit de rappeler un député à l'ordre. Mais s'il soulève un point d'ordre, nous devrions avoir le droit de discuter son point d'ordre. Il est élémentaire qu'un député ait le droit de parler sur une décision du président. Sans cela, il suffirait à tout propos que l'Orateur rappelle un député à l'ordre et il pourrait empêcher toute discussion. Ce serait fort dangereux. Ce serait une injustice d'empêcher les députés de parler sur le point d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je regrette, M. l'Orateur, de différer d'opinion avec le député de Québec-Est. Ce que vous avez fait est ce qui se fait en Angleterre, à Ottawa et dans tous les Parlements britanniques. S'il est vrai que les règlements consacrent une injustice, comme semble le croire le député de Québec-Est, amendons-les. Tant qu'ils existeront, nous devons nous y soumettre et votre décision est correcte. Que disent les règlements? Ils disent que lorsqu'un député enfreint les règlements, s'éloigne de la question, l'Orateur doit le rappeler à l'ordre.

C'est donc le devoir de l'Orateur de rappeler à l'ordre un député qui prononce des paroles inconvenantes et hors de propos. D'ailleurs, le député de Québec-Est a semblé l'admettre.

M. Drouin (Québec-Est): Non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Alors, qu'avez-vous dit?

M. Drouin (Québec-Est) répète des paroles qui ont exactement le même sens que leur attribue le premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quand l'Orateur intervient, il est parfaitement justifiable. Il est là pour cela. Si quelqu'un n'est pas content, il y a un remède; il suffit d'en appeler à la Chambre. Et moi pour un, et c'est la règle que nous avons toujours suivie, j'approuve l'Orateur. C'est son droit et son devoir.

Et il vaut mieux même, M. l'Orateur, que vous interveniez de vous-même. Quand un député de la gauche interrompt un député de la droite, ou inversement, on peut parler de persécution, d'intervention inutile, etc. Quand l'Orateur le fait de lui-même, c'est plus conforme à la tradition et à l'ordre. L'Orateur de la Chambre est au-dessus des partis. Il n'est ni de la droite...

(Rires à gauche)

Des députés de la gauche rient. C'est là le respect qu'ils ont pour les institutions parlementaires. Ils ne respectent plus rien en cette Chambre. Quand on en est rendu là, on peut s'attendre à en voir bientôt les conséquences. D'ailleurs, M. l'Orateur, quand vous avez été élu au poste que vous occupez, toute la Chambre vous a rendu un beau témoignage. Depuis l'ouverture de la session, vous avez présidé nos délibérations avec dignité et je vous en félicite. Vous avez su maintenir les plus belles traditions du Parlement. C'est votre droit et votre devoir d'intervenir quand un député est hors d'ordre. Vous avez fait votre devoir.

M. l'Orateur: Il n'y a pas l'ombre d'un doute que j'avais le droit de rendre la décision que j'ai rendue. J'ai consulté aujourd'hui même un ministre d'Ottawa qui était notre hôte aujourd'hui⁴, et il y a quelques jours, deux sénateurs, et c'est l'usage, m'ont-ils affirmé, que l'Orateur intervienne de lui-même chaque fois qu'il croit devoir le faire. J'ai aussi consulté les auteurs, mais je voulais savoir qu'elle est la pratique courante.

Si le député que j'interromps n'est pas satisfait, il n'a qu'à en appeler à la Chambre. Mon opinion est donc fondée, sauf appel de ma décision. L'Orateur a donc le droit de prendre l'initiative de rappeler un député à l'ordre quand ce dernier s'en éloigne. Les règlements sont formels et dans l'intérêt de la dignité de la Chambre, je m'en tiendrai aux règlements.

M. Hamel (Québec-Centre): M. l'Orateur, puis-je vous demander une explication sur l'article 68...

Voix à droite: À l'ordre!

M. l'Orateur: Ma décision est finale et, je le regrette, le député n'est pas dans l'ordre. Si l'honorable député de Québec-Centre veut avoir un renseignement, je le lui donnerai demain. Mais l'honorable député de Sainte-Marie a la parole en ce moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On n'a pas le droit de nous bâillonner.

Voix à droite: On n'a pas mal aux dents.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):
M. l'Orateur, je suis respectueux de votre décision comme je voudrais que le Conseil législatif soit respectueux des nôtres.

Je regrette que le Conseil législatif ait amendé le bill de la ville de Lachine.

M. Tremblay (Maisonneuve) approche de son bureau et salue de façon dérisoire l'Orateur de la Chambre en se penchant presque jusqu'au sol.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): M. l'Orateur, l'enquête Stevens, dont j'ai eu connaissance, et bien d'autres nous ont montré les abus des magasins à chaîne. Je ne suis pas surpris que le Conseil législatif ait amendé ce projet. Mais je suis surpris que les députés de la droite n'aient pas le courage de nous donner leur opinion. Je crois que tous les députés devraient dire ce qu'ils pensent des magasins à chaîne. Si la droite approuve les amendements du Conseil, pourquoi ne pas dire les raisons? Ils sont dans une telle position qu'ils ne savent s'ils doivent dire oui ou s'ils doivent dire non.

M. l'Orateur, je parle sans m'être préparé et, comme la question est importante et aussi comme l'heure des bills privés est expirée, je demande l'ajournement du débat.

Il (M. Duguay) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Auger), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 112 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle;
- bill 150 modifiant la loi de la division territoriale concernant la municipalité du comté de Témiscouata.

M. Tremblay (Maisonnette): Le premier ministre a disparu.

M. Élie (Yamaska): Ils commencent à s'en aller.

Voix à gauche: Ça s'en va, ils vont suivre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, le premier ministre est absent. Il ne devrait pas faire perdre le temps de la Chambre.

(Au moment où M. Duplessis prononce ces paroles, le premier ministre arrive à son bureau en souriant)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis heureux de voir que vous vous ennuyez de moi quand je n'y suis pas.

(Applaudissements à droite et rires à gauche)

Voix à gauche: Elle est bonne, c'est sa meilleure!

Salaires des peintres de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que le député de Sainte-Marie avait une question à poser au ministre du Travail.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Du consentement de la Chambre, je voudrais signaler au

ministre que, malgré une convention collective, les salaires des peintres ont été réduits de 60 à 50 cents à Montréal. Je voudrais que l'honorable ministre nous dise ce qui est arrivé au sujet de la convention collective des peintres de Montréal.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Lors du premier voyage que j'ai fait après ma nomination...

M. Tremblay (Maisonnette): Tiens, le ministre voyage...

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

...j'ai reçu une délégation de la Ligue des propriétaires de Montréal. Et d'autres organisations aussi m'ont représenté que les peintres auraient avantage à faire un sacrifice. Au printemps, il peut se faire plus de travaux, plus de réparations et davantage si les salaires à payer sont un peu moindres.

Il existait une convention collective entre les peintres et leurs employés, en vertu de laquelle le salaire était de 60 cents par heure. J'ai consulté des représentants des ouvriers et le comité conjoint. Le comité conjoint des patrons et des employés nous a demandé de réduire le salaire à 50 cents.

Nous ne pouvions cependant rien faire d'après la loi sans que le comité conjoint ne nous le demande. Suivant requête du comité conjoint des intéressés, il y a eu un arrêté ministériel. Et cela a causé énormément de travaux qui, sans cela, n'auraient pas été entrepris. Ce fut à l'avantage des ouvriers.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): D'après des renseignements qu'on m'a donnés, le comité conjoint n'a pas été consulté. De grandes maisons ont diminué les salaires, et le pouvoir d'achat des ouvriers est diminué d'autant. Si le ministre voulait convoquer le comité conjoint, cela rendrait service. Je crois que l'honorable ministre du Travail devrait consulter les intéressés de nouveau.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

Nous ne sommes pas intervenus. Nous ne le pouvons pas en vertu de la loi. Nous ne pouvons agir que sur une requête. Si le comité conjoint fait une nouvelle demande, nous sommes bien disposés à l'étudier.

Extension de convention de travail

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition voudrait-il qu'on étudie le

bill 14 relatif à l'extension collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1729?

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le jour des députés et le gouvernement aurait pu procéder avant, mais nous allons consentir. Nous avons offert il y a deux jours d'étudier ce bill. Pour montrer une fois de plus que nous sommes prêts à étudier avant tout des lois sociales, nous allons mettre de côté les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je vous offre tous mes remerciements.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 relatif à l'extension collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1729 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

M. l'Orateur: (À M. Duplessis) Vous n'avez pas objection à ce que je quitte le fauteuil?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec plaisir.

En comité:

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il y avait à Montréal une convention collective de travail au profit des boulangers. Un peu avant le renouvellement, sept ou huit boulangers manifestèrent leur intention de ne plus s'y conformer. Mais l'énorme majorité était en faveur du renouvellement qui, par le fait même, est automatique. Un jugement récent de M. le juge J.-O. Lacroix dit toutefois que le renouvellement n'est pas automatique. Pour cette raison, et parce qu'il y a perturbation dans l'industrie de la boulangerie, nous demandons qu'une loi ratifie la convention collective. De cette façon tout le monde saura à quoi s'en tenir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un compliment à faire aux juges nommés par le gouvernement. Je regrette que l'on n'ait pas présenté ce projet plus tôt. Il serait temps de changer.

(Puis le chef de l'opposition se met subitement à parler de coalition)

Je regrette que l'on n'ait pas présenté ce projet plus tôt. L'honorable ministre du Travail était trop occupé à savoir s'il y aurait une coalition. Une coalition, il n'y en aura jamais, car cela équivaldrait à une trahison nationale. J'irai plus loin. Je serai le premier à dénoncer ceux de la droite ou de la gauche qui entreront dans une coalition.

(M. Duplessis, revenant à la loi des conventions collectives) C'est une bonne loi. Nous avons collaboré à sa rédaction. Mais les patrons devraient être forcés à donner des salaires convenables à tous les ouvriers.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Nous avons présenté ce projet dès qu'on nous l'a demandé. Je tiens à dire que l'honorable député de Sainte-Marie s'est occupé du sort des travailleurs et je l'en félicite. Si la loi des conventions collectives de travail est imparfaite, elle sera amendée. Les 67 comités conjoints, et les avocats de ces comités, ont été consultés pour que l'on sache quels sont les meilleurs amendements à apporter à la loi. On veut satisfaire le capital et le travail.

Je tiens à dire que la convention collective a eu d'heureux résultats dans l'industrie de la boulangerie. J'ai ici les chiffres des salaires payés dans l'industrie pour le mois d'avril. Avant la convention, on a payé dans le mois d'avril 1935 \$1,757,493 en salaires. Après la convention dans le mois d'avril 1936, on a payé \$2,293,253 en salaires.

M. Barré (Rouville) se plaint que le bill réfère à des documents qu'on ne connaît pas. Mais pour cette fois il votera le bill de confiance, confiance envers le proposeur et le chef de l'opposition qui dit avoir vu les arrêtés ministériels en cause, confiance aussi dans les députés qui semblent en faveur du bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Continuez...

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Si j'avais su que le député de Rouville désirait voir ces documents, il m'aurait été facile de lui en faire remettre une copie. Mais, en d'autres cas, toutefois, les bills peuvent se rapporter à des documents trop nombreux pour qu'on les copie tous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements obligent le ministre à ajouter au bill des documents qu'il veut faire ratifier.

J'attire l'attention de l'honorable premier ministre sur la dernière conférence de l'honorable ministre du Travail dans laquelle il a comparé ses collègues à des punaises. Je n'aurais songé à faire de pareilles comparaisons. J'espère que le premier ministre fera des remontrances à son jeune collègue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je recueille vos paroles comme des perles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est heureux que le premier ministre recueille quelque chose. Tant des siens veulent recueillir sa succession. Je l'avertis. Je lui dirai même qu'il y a de ses collègues qui veulent faire des coalitions dans son dos. Ce n'est pas correct. Les ministres devraient avoir le courage de sombrer avec lui.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
De quelle coalition parliez-vous tout à l'heure?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai ceci à l'honorable premier ministre. Des amis du premier ministre, et je le dirai à la province, ont tenté de faire une coalition avec celui qui parle. J'ai répondu: "Jamais."

(Applaudissements à gauche)

J'ai reçu un mandat pour combattre le régime de A à Z et je n'y faillirai pas.

(Applaudissements à gauche)

Le régime est gangrené dans toutes ses parties.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Que mon ami ne s' imagine pas qu'il va faire une coalition avec nous. On l'a battu et on va le garder battu.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je profite de cette occasion extraordinaire où le premier ministre parle bataille pour le défier d'aller devant le peuple et de faire la bataille et des élections.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
On vous a battu pendant 39 ans et on vous battra aussi souvent qu'on le voudra.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le premier ministre de faire sa déclaration en riant. La province la prend comme ça.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La province ou le journal *La Province*?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La province de Québec. Le premier ministre pense à un journal parce qu'il pense à ses journaux. Parce que tant de ses amis et de ses collègues font de l'argent avec des journaux. Mais je ne veux pas retarder le bill, et nous allons l'adopter avant 11 heures.

M. le président, nous allons adopter le bill en comité afin de l'adopter en troisième lecture pour que cette question soit réglée ce soir.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Ce que vous venez de dire, c'est ce que vous avez dit de mieux depuis le début de la session.

(Applaudissements à droite)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Droits de coupe

M. Duplessis (Trois-Rivières): Concernant la loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la loi des terres et forêts, 24 George V, chapitre 19, depuis le 20 avril 1934, inclusivement, jusqu'au 12 mai 1936, inclusivement, outre la somme globale de \$54,865.45, mentionnée dans une réponse du gouvernement, *Journaux de l'Assemblée législative*, 8 mars 1935):

À combien se chiffre le total des réductions exceptionnelles accordées par le gouvernement de notre province relativement aux droits de coupe payables à la province?

L'honorable M. Mercier (Châteauguay):
Le total des réductions exceptionnelles accordées relativement aux droits de coupes est comme suit: (Voir le tableau à la page suivante)

a. Du 20 avril au 31 décembre 1934	\$48,211.89
b. Pour l'année 1935	99,249.65
c. Du 1 ^{er} janvier au 12 mai 1936	<u>9,467.05</u>
Ce qui fait un total de	\$156,928.05
et comme il a été rapporté un	
montant de.....	<u>54,865.56</u>
il demeure un solde de	\$102,063.14

pour l'ensemble des réductions accordées depuis la
réponse du 8 mars 1935.

Droits de coupe

M. Duplessis (Trois-Rivières): Concernant
la loi relative aux arrêtés en conseil mettant à effet la

loi des terres et forêts, 24 George V, chapitre 19,
depuis le 20 avril 1934, inclusivement, jusqu'au
12 mai 1936, inclusivement:

1. À qui ont été accordées les réductions
exceptionnelles de droits de coupe payables à la
province?

2. Quel est le montant total desdites
réductions exceptionnelles dans chaque cas?

L'honorable M. Mercier (Châteauguay): 1.
et 2. Conformément à la loi 24 George V,
chapitre 19, il a été accordé des réductions
exceptionnelles de droits de coupe comme suit: (Voir
le tableau ci-dessous)

a. Du 20 avril 1934 au 31 décembre 1934:

<i>No O. C.</i>	<i>Date</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Comté</i>	<i>Montant</i>
1531	22-06-34	Gulf Pulp & Paper	Gaspé.....	\$ 1,116.89
1761	19-07-34	Ontario Paper Co.	Saguenay.....	27,500.00
2433	30-08-34	Joseph Rioux	Gaspé-Nord.....	100.00
2580	24-09-34	Gulf Pulp & Paper	Bonaventure.....	9,625.00
2581	24-09-34	Nouvelle Lumber Co.	Saguenay.....	500.00
2586	24-09-34	Consolidated Paper	Bonaventure.....	5,500.00
2594	24-09-34	Bathurst Lumber Co.	Saguenay.....	750.00
2698	31-09-34	Maritime Operating	Gaspé-Sud.....	900.00
2973	06-12-34	Bathurst Lumber Co.	Bonaventure.....	375.00
3021	13-12-34	J. H. Adams	Bonaventure.....	1,000.00
3922	12-12-34	Frank Huard	Bonaventure.....	470.00
3023	13-12-34	Bathurst Lumber Co.	Bonaventure.....	<u>375.00</u>
				\$48,211.89

b. Pour l'année 1935:

<i>No O. C.</i>	<i>Date</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Comté</i>	<i>Montant</i>
156	18-01-35	Restigouche Co.	Bonaventure.....	\$ 2,000.00
158	18-01-35	Howard Smith P. M.	Gaspé-Nord.....	214.00
364	12-02-35	Canadian International Paper	Gaspé-Sud.....	1,762.50
457	16-02-35	Frank Huard	Bonaventure.....	470.00
460	16-02-35	Howard Smith P. M.	Bonaventure.....	1,000.00
518	26-02-35	Maritime Operating	Bonaventure.....	1,500.00
634	15-03-35	St. Édouard de Pabos	Gaspé-Sud.....	256.50
690	16-03-35	Eugène Cellard	Bonaventure.....	270.00
702	16-03-35	Maritime Operating	Gaspé-Sud.....	258.00
702	16-03-35	Maritime Operating	Gaspé-Sud.....	517.50
702	16-03-35	Maritime Operating	Gaspé-Sud.....	210.00
742	26-03-35	Municipalité de Saint-Siméon	Charlevoix	8,500.00

b. Pour l'année 1935 (suite) :

<i>No O. C.</i>	<i>Date</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Comté</i>	<i>Montant</i>
744	26-03-35	Rév. P.-L. Garnier	Saguenay.....	202.50
1252	18-05-35	Brown Corporation	Saguenay.....	540.00
1261	18-05-35	Gulf Pulp & Paper	Saguenay.....	18.00
1574	20-06-35	R. P. L. Bourque	Saguenay.....	67.50
1576	20-06-35	Canton Latour	Saguenay.....	675.00
2343	26-08-35	Howard Smith P. M.	Gaspé-Sud.....	758.15
2571	13-09-35	Ontario Paper Co.	Saguenay.....	35,000.00
2574	13-09-35	Gulf Pulp & Paper	Saguenay.....	21,000.00
3036	30-10-35	Consolidated Paper	Saguenay.....	11,000.00
3042	30-10-35	Bathurst & Cascapédia	Bonaventure.....	5,400.00
3045	30-10-35	Price Bros. Co., Ltd.	Saguenay.....	1,950.00
3047	30-10-35	Canton de Callières	Charlevoix	600.00
3235	29-11-35	Pointe à la Chase	Saguenay.....	880.00
3386	05-12-35	Maritime Operating	Gaspé-Sud.....	900.00
3567	28-12-35	Gulf Pulp & Paper	Saguenay.....	<u>3,300.00</u>
				\$99,249.65

c. Du 1^{er} janvier au 12 mai 1936:

<i>No O. C.</i>	<i>Date</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Comté</i>	<i>Montant</i>
10	09-01-36	Maritime Operating	Gaspé-Sud.....	\$1,750.00
78	17-01-36	Bathurst Lumber Co.	Bonaventure.....	3,900.00
79	17-01-36	Restigouche Lumber	Bonaventure.....	1,350.00
272	07-02-36	Price Bros. Co., Ltd.	Charlevoix	2,160.00
273	07-02-36	Price Bros. Co., Ltd.	Charlevoix	250.00
457	22-02-36	Club Cascapédia	Bonaventure.....	3.05
717	13-03-36	Maritime Operating	Bonaventure.....	Aucun montant
827	20-03-36	Concessions forestières dans Bonaventure	Bonaventure.....	<u>54.00</u>
				\$9,467.05

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous voyez comme le gouvernement marche!

La séance est levée à 11 heures.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre appelle ça marcher. Ça ne marche pas si vite que cela. Il y a des questions qui sont posées depuis le 2 mai et sont encore sans réponse.

NOTES

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) Il y a des questions qui sont comme le bon vin, ça s'améliore en vieillissant.
(Rires et applaudissements à droite)

1. *L'Événement* du 4 juin 1936, à la page 1, écrit que la séance a débuté à 4 h 15. Par ailleurs *Le Soleil* du 4 juin 1936, à la page 3, rapporte que la séance a

débuté avec retard en raison d'une manifestation ouvrière qui se déroulait à l'extérieur du parlement. Les manifestants étaient venus réclamer des explications sur le plan du gouvernement concernant leur rétablissement au travail. Le ministre Bouchard, parrain de la mesure, a rencontré les manifestants devant le parlement. *Le Soleil* décrit l'attente des parlementaires, à l'intérieur de l'enceinte parlementaire, de la façon suivante:

"La séance de l'après-midi a commencé à 4 h 30. C'était inévitable, à cause du vacarme dehors. On n'aurait rien entendu en Chambre avant ce moment. La plupart des députés, dès 3 h 30, étaient à leur siège. Et ceux de la gauche, impatients, se mirent tout à coup à interpeller leurs collègues de la droite. L'Orateur n'étant pas à son siège, M. Duplessis lançait toutes sortes d'aménités au premier ministre. À plus d'une reprise, il parla de vieillard et de gouvernement de vieillards. À un moment donné, il demanda à M. Taschereau d'aller devant le peuple.

"Quand nous irons devant le peuple, vous vous ferez battre, répliqua le premier ministre.

"En manière de plaisanterie, M. W. Tremblay (conservateur Maisonneuve) demandait à M. Bercovitch de lire l'article 299 des règlements.

"D'autres offraient de tenir une réunion du comité des comptes publics en attendant".

2. 710, selon *Le Soleil* du 4 juin 1936, à la page 10. Il semble évident qu'il s'agit d'une inversion.

3. \$225,000, selon *L'Événement* du 4 juin 1936, à la page 11.

4. Il s'agit de M. W. D. Euler, ministre de l'Industrie et du Commerce, selon *Le Soleil* du 4 juin 1936, à la page 3.

Séance du jeudi 4 juin 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 122 constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Temiscamingue and Abitibi Railway Company.

Questions et réponses:

**Régie interne
de l'Assemblée législative**

M. Élie (Yamaska): Depuis le 1^{er} janvier 1930, inclusivement, jusqu'au 30 avril 1936:

1. Quels sont les commissaires qui ont été nommés et constitués en vertu de l'article 44 du chapitre 3 des Statuts refondus de Québec, 1925, et concernant la régie interne de l'Assemblée législative?

2. Chacune de ces nominations a-t-elle été communiquée à l'Assemblée législative suivant la loi?

a. Sinon, pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Par l'arrêté ministériel no 2222, du 16 octobre 1930:

L'honorable Alexandre Taschereau, premier ministre;

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts;

L'honorable G. W. Scott, trésorier de la province.

Par l'arrêté ministériel no 2749, du 28 octobre 1931:

L'honorable Alexandre Taschereau, premier ministre;

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts;

L'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries.

Par l'arrêté ministériel no 2239, du 19 septembre 1934:

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre;

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts;

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Voirie et des Mines.

2. Non, et cela par oubli du secrétaire de la Commission de la régie interne de l'Assemblée législative.

**Ponts
et ponceaux**

M. Fisher (Huntingdon): Relativement au rapport de l'honorable ministre de la Voirie pour l'année 1935:

1. Combien la province a-t-elle payé pour les 212 ponts et ponceaux reconstruits ou réparés dans le comté d'Arthabaska?

2. Combien la province a-t-elle payé pour les 131 ponts et ponceaux reconstruits ou réparés dans les autres parties de la province?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): 1. \$33,118.25.

2. \$116,548.68. Le pont de 20' x 10' x 24' rapporté comme construit en 1935, dans le canton Morin, comté d'Argenteuil, n'a pas été fait.

**Loi pour promouvoir
l'utilisation des produits forestiers**

M. Hamel (Québec-Centre): Relativement au chapitre 34 du Statut de Québec, 21 George V, intitulé: "Loi pour promouvoir l'utilisation des produits forestiers", depuis l'entrée en vigueur de ladite loi, savoir depuis le 4 avril 1931 au 24 mai 1936:

a. Combien la province a-t-elle payé?

b. Combien la province a-t-elle dépensé?

c. Quels ont été les commissaires nommés en vertu de ladite loi?

d. Quels sont les commissaires actuels nommés en vertu de ladite loi?

e. Depuis quelle date chacun des commissaires actuels est-il entré en fonctions?

f. Combien la province a-t-elle dépensé pour ou payé à chacun desdits commissaires à quelque titre ou pour quelque cause que ce soit?

Pour l'exercice.....	1931-1932.....	\$10,000.00
Pour l'exercice.....	1932-1933.....	10,750.45
Pour l'exercice.....	1933-1934.....	19,567.29
Pour l'exercice.....	1934-1935.....	24,850.00
Du 1 ^{er} juillet 1935 au 24 mai 1936		20,787.53

À la demande de la Canadian Lumbermen's Assn., la Commission des produits forestiers a contribué - à même ces montants - au nom de la province de Québec, et comme l'ont fait les

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

a. et *b.* (Voir les tableaux ci-dessous)

provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, aux dépenses de différentes missions envoyées en Grande-Bretagne pour promouvoir la vente des bois de sciage de l'est du Canada, à savoir:

Pour l'exercice.....	1933-1934.....	Mission Gloding	\$1,700.00
Pour l'exercice.....	1934-1935.....	Mission Fensom.....	5,000.00
Pour l'exercice.....	1935-1936.....	Mission Fensom.....	5,000.00

c. MM. L.-A. Daigle, président; J.-M. Dessureault, vice-président; J. S. Bock; W. G. Power et G.-C. Piché.

d. Les mêmes personnes agissent encore comme commissaires.

e. Depuis le 1^{er} octobre 1931.

f. La loi statuant que les commissaires ne reçoivent aucune rémunération pour leurs services, les seules sommes qui ont été payées aux commissaires le furent pour frais de voyage, à savoir: (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>C.-C. Piché</i>	<i>J. S. Block</i>	<i>L.-A. Daigle</i>	<i>J. M. Dessureault</i>	<i>W. G. Power</i>
1931-1932	\$314.50	\$235.00	\$210.00	\$160.00	\$ 105.00
1932-1933	489.25	267.25	252.00	465.00	500.00
1933-1934	760.00	235.00	270.00	435.00	295.00
1934-1935	370.95	210.00	350.00	340.00	1,176.34
1935-1936	410.30	192.00	230.00	200.00	155.00

Tel que prévu par la loi, le secrétaire, M. Piché, reçoit un traitement fixé par arrêté du conseil, et il lui a été payé, à ce titre, les montants suivants:

Exercice 1931-1932	\$ 900.00
Exercice 1932-1933	1,200.00
Exercice 1933-1934	2,200.00
Exercice 1934-1935	1,200.00

**Charles
Marquette**

M. Sherman (Compton): À part la somme de \$53,653 qui a été payée par le gouvernement à même les fonds de la province, à Charles Marquette de Montréal, suivant une réponse du gouvernement en date du 13 mars 1934, consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative de l'année 1934*, page 256,

combien la province a-t-elle payé audit Charles Marquette à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, depuis le 1^{er} janvier 1930 inclusivement, jusqu'au 25 mai 1936 inclusivement.

L'honorable M. Côté (Bonaventure):
\$70,732.70.

Réponses aux questions de l'opposition

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, il y a certaines questions qui sont sur l'ordre du jour depuis le 11 avril, c'est-à-dire, près de deux mois, et auxquelles le gouvernement n'a pas encore répondu, manifestant par là son désir de retarder la session. Il s'agit notamment de la question no 1, qui se lit comme suit:

"M. Pouliot (Missisquoi): Combien de personnes âgées de 65 ans et de moins de 70 ans sont à l'emploi de la province? Combien de personnes âgées de plus de 70 ans sont à l'emploi de la province?"

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je vais répondre tantôt.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons que le gouvernement réponde à nos questions. S'il ne répond pas et s'il ne produit pas les ordres en conseil demandés, je l'avertis que nous prendrons des moyens qui vont le surprendre pour obtenir ce qu'il nous faut.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Bien, M. l'Orateur. La question est très vaste. Dans la première question, on demande combien de personnes âgées de plus de 65 ans sont à l'emploi de la province. Ceci veut dire que pour répondre, nous devons faire un relevé non seulement ici au parlement, mais dans toute la province et chez les employés de tous les départements, parmi les gardes-feux, gardes-chasse, les juges, les cantonniers. Il serait inutile de donner une réponse incomplète et c'est la raison que nous devons écrire partout et faire beaucoup de correspondance. Je puis assurer à mon honorable ami que, quand nos renseignements seront complétés, nous nous empresserons de répondre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a pourtant, depuis trois ou quatre ans, une loi qui décrète que tous les employés de la province ou les membres des professions libérales sont obligés de faire un rapport annuel au secrétaire provincial. Or, si cette loi est observée, le département du secrétaire provincial

devrait avoir tous les documents en mains pour permettre au gouvernement de répondre.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 2 juin, sur la motion proposée le 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, avant de continuer les quelques remarques que j'ai à faire, je veux demander à l'honorable premier ministre s'il est prêt à procéder avec la loi des pensions de vieillesse? Et je suis prêt à suspendre mon discours si le gouvernement veut passer la loi des pensions des vieillards. L'honorable ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard) me jette un œil presque féroce. Si je fais cette demande, c'est pour remettre les choses au point. Le premier ministre prétend et fait dire par sa presse dans toute la province que la gauche retarde la législation. Mais l'opposition est prête à procéder avec les lois sociales dont il y a un si pressant besoin dans la province.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable premier ministre ne répond pas. Donc, il ne veut pas que nous adoptions la loi des pensions de vieillesse. Si le premier ministre refuse cet ordre, que ses journaux ne viennent pas ensuite prétendre que l'opposition retarde l'adoption de mesures urgentes. Si le premier ministre ne répond pas, qu'il ne parle pas de magogerie quand on lui reprochera sur les tribunes publiques de n'avoir jamais voulu les pensions de vieillesse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Tremblay (Maisonnette): Je continue à parler sur la motion de l'honorable trésorier (l'honorable M. Stockwell) pour que la Chambre se forme en comité des subsides. Nous n'avons que le budget devant nous. Je fais ces mises au point afin de montrer la vérité au public. Avant hier, avant l'ajournement du débat, j'en étais rendu à parler du fameux projet des financiers que j'ai connus avant qu'ils soient "Sirs", Donald Mann et William Mackenzie.

Des journaux prétendent que parler de la canalisation de la Baie Georgienne, c'est parler de questions qui relèvent du Parlement fédéral. Je suis d'avis que les intérêts essentiels de la province de Québec sont en jeu dès qu'il est question de

navigation ou de chemin de fer, et le gouvernement local a l'influence nécessaire pour agir sur les décisions des Communes à ce sujet. Si le premier ministre veut lâcher sa lecture - il est bien certain de ne pas s'instruire en lisant *Le Canada* - pour s'occuper de la centralisation des ports.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Il fera mieux de le lire demain. Ce sera plus intéressant.

M. Tremblay (Maisonnette): Si l'honorable premier ministre veut bien m'écouter, il pourra comprendre enfin toute la responsabilité qui repose sur le régime actuel, à cause de la façon dont il a traité de problème national, le problème du transport.

Et cela m'a amené à parler de la construction des moyens de transport dans le pays, et j'ai donné les raisons pour lesquelles je me trouve dans l'obligation de traiter de cette question. Il n'est pas trop tard pour empêcher la centralisation des ports canadiens, qui serait désastreuse pour notre province de Québec. J'ai voulu démontrer au gouvernement toute la responsabilité qui lui incombe. Le gouvernement provincial doit assumer toutes ses responsabilités.

Nos ports de la province de Québec sont en danger, et je ne suis pas prêt à admettre qu'un Américain vienne conduire nos affaires dans Québec. Au fond de ce projet, je vois des manœuvres des Américains. Les amis comme touristes sont bienvenus, mais pas comme dictateurs. C'est un désastre qui se prépare si on n'attire pas l'attention de la Chambre sur une pareille question. Le premier ministre n'a pas daigné attirer l'attention de cette Chambre sur cette question de la centralisation des ports. Pourtant, il n'a pas craint de se prononcer contre la canalisation du Saint-Laurent, parce que cela faisait son affaire du point de vue politique.

Le ministre des Transports est allé à une bonne école, mais ce n'est pas à une école canadienne. Il n'a pas vécu dans d'autres milieux que ceux de la haute finance américaine. Il fut protégé par le fameux John D. Rockefeller, le maître d'école et le protecteur du premier ministre du pays. Nous allons payer davantage si on ne fait pas attention. Il ne travaille pas dans l'intérêt du Canada, surtout pas dans celui de la province de Québec, quand il nous enlève le droit de conduire nos affaires comme nous l'entendons.

Ça nous coûte \$1,000,000 par semaine pour payer les bêtises des financiers qui ont donné au Canada trois chemins de fer Trans-Canada. Mackenzie et Mann se sont dit: "Si on a bâti deux transcontinentaux, on en bâtera bien un troisième."

Ils ont bâti des embranchements dans l'Ouest, ils ont acheté de vieilles lignes dans la province de Québec. On a construit des lignes de chemin de fer de l'est à l'ouest, et de l'ouest à l'est, alors qu'il eût été nécessaire de construire des embranchements du nord au sud pour les relier à la première ligne transcontinentale construite au pays. Au lieu d'agir d'une façon aussi logique, on a placé trois transcontinentaux en concurrence les uns contre les autres.

C'est là l'action de la haute finance contre l'intérêt du pays, pour faire quelques millions. L'action de la haute finance, ce fut de s'arranger pour avoir un chemin de fer avec beaucoup de pattes et pas de corps.

La Chambre doit étudier cette question du transport, prendre action, réclamer l'intervention du sénat canadien, pour accepter une solution raisonnable.

Parlant ensuite de l'avenir de nos ports canadiens, il (M. Tremblay) proteste fortement en disant que les havres de Québec et de Montréal seront administrés par un homme de Port-Arthur. Un citoyen de Port-Arthur, dit-il, n'a rien à voir à l'administration des ports de Montréal et de Québec. C'est une situation illogique contre laquelle je tiens à protester.

Voyez-vous un homme de Port-Arthur administrer le port de Québec? Allons-nous permettre cela? Voyez-vous l'administration de Toronto ou du gouvernement ontarien ou des autorités municipales de Montréal, et celles du gouvernement provincial se laisser dicter une ligne de conduite par des étrangers? On le renverrait par le premier train.

L'honorable premier ministre a déclaré qu'il était opposé à la canalisation du Saint-Laurent. Je veux savoir s'il est opposé également à la centralisation de l'administration des ports? Ce qu'on prépare là est terrible. On nous prépare un plan d'après lequel les ports de Québec et de Montréal ne seront que des ports côtiers dans un avenir très rapproché, au lieu d'être des ports de mer comme ils le sont aujourd'hui; un plan qui n'a qu'un seul but: diriger le transport provenant de l'Ouest canadien et des États du centre et de l'ouest des États-Unis vers les ports américains de l'est.

Tout ceci, parce qu'on est toujours porté à accepter l'idée des hauts financiers qui possèdent l'art de nous faire avaler une sauce qui n'est pas trop piquante. À force d'argent et d'influence, au moyen d'une presse qui sert à la fois les intérêts de financiers et ceux du régime, on essaie de faire

avalier cela à la population. C'est notre patrimoine national qu'on veut nous enlever.

Des couliissiers à la solde de grands intérêts financiers agissent dans les passages des parlements de Washington et d'Ottawa, afin de créer un trust des transports qui détournera tout le commerce vers New York. Ces messieurs de la haute finance ont bloqué le projet de la Baie Georgienne et ils ont construit chez eux, aux États-Unis, une partie de la canalisation du Saint-Laurent, le canal Welland. Ils ont réussi ce tour de force pour démontrer leur puissance. Le cargo Lemoyne ne peut descendre plus bas sur le Saint-Laurent qu'Oswego. Ce cargo transporte 605,000 minots de blé. Son tirant d'eau est trop profond pour lui permettre de se rendre à Montréal.

Cette Chambre devrait s'intéresser à ce que le commerce passe par Montréal, Sorel, le Richelieu, Albany et New York. La haute finance est à préparer un projet de canal d'Oswego à Albany et New York, pour drainer le trafic canadien vers les États-Unis. Pour la construction de ce canal, il faudrait de toute nécessité qu'on tire l'eau des Grands Lacs pour alimenter ce canal de 30 pieds de profondeur par 600 pieds de largeur. Cela aurait pour effet de faire baisser le niveau des Grands Lacs et du Saint-Laurent, de sorte qu'il n'y aurait plus qu'une quinzaine de pieds d'eau dans le port de Montréal. Nous avons dépensé des millions pour creuser le chenal du Saint-Laurent et, avec l'exécution de ce projet, les navires ne pourront plus se rendre à Montréal. C'est la disparition complète du port de Montréal et la métropole redevient une bourgade.

Nous devons prendre nos responsabilités et régler ici, à la Chambre, cette question des transports qui doit nous intéresser en tout premier lieu. La province de Québec a le pouvoir de tout empêcher. Seulement, il faut que le gouvernement agisse immédiatement. Un jour, il a été question de faire la canalisation du Saint-Laurent.

Le premier ministre s'y est opposé au nom de la province et la chose n'a pas été faite. C'est donc que nous avons notre mot à dire. Que le gouvernement local commence par demander que l'on retarde l'exécution du projet. Dans l'intervalle, qu'il fasse pression auprès du gouvernement central pour que l'on continue la canalisation de la Baie Georgienne.

Nous avons une chance de sauver la situation en soumettant notre cas aux autorités fédérales. Demandons à Ottawa de suspendre pour une année ses projets se rapportant aux problèmes du transport. Il faut que les erreurs du passé soient réparées dans

la mesure du possible et agir pour éviter la répétition de ces mêmes erreurs. C'est l'honorable premier ministre lui-même qui l'a dit. Pour nous rendre indépendants du pays voisin et rendre service à tout le Canada, nous devrions réclamer la canalisation de la Baie Georgienne. Si nous avions un gouvernement conscient de ses responsabilités, il prendrait immédiatement une attitude ferme, en favorisant le canal de la Baie Georgienne qui rendrait service à toute la population du pays. Ce canal donnerait aux provinces de l'Ouest les avantages qu'ils réclament et nous débarrasserait à jamais de nos voisins. On va dire: "Mais il n'y a que le fédéral qui peut prendre action." Je le sais bien, mais je sais qu'un vœu exprimé par le gouvernement de cette province serait pris en considération. C'est avec l'aide du fédéral que nous pourrions réussir.

Mais avant tout, où je blâme le gouvernement et son manque d'initiative, c'est qu'il semble ne pas vouloir faire le geste nécessaire pour empêcher un projet qui est au détriment de la province. Nous avons pourtant déjà payé assez souvent pour des erreurs commises. Songeons que la centralisation des ports veut dire la disparition du port de Montréal. L'avenir de la ville de Montréal comme métropole canadienne est en jeu. La disparition du port de Montréal comme port national serait un désastre national. Si on ne considère pas que la métropole est un actif pour la province de Québec, quelle est la valeur du gouvernement provincial?

Il (M. Tremblay) s'attaque ensuite au gouvernement en disant que le Trésor de la province a été pillé par des bandits, et il réclame une meilleure protection de notre patrimoine national de la part de la droite.

Si le premier ministre n'est pas capable d'agir, qu'il débarrasse la province. Qu'il prenne action pour protéger les contribuables ou qu'il prenne action pour partir.

Il (M. Tremblay) en vient à parler du chemin de fer Temiscamingue and North Ontario construit par la province voisine sur notre propre territoire, en pays minier. Il accuse amèrement le gouvernement d'avoir été imprévoyant dans cette affaire. L'administration ontarienne, qui était prévoyante, dit-il, s'est aperçue des avantages que pourrait donner à ses industries la construction du chemin de fer dans le nord des deux provinces. Elle a profité de la faiblesse de notre gouvernement pour empiéter sur notre territoire et se tailler un fief dans une région très riche. Maintenant, une partie des ressources de cette région s'en va alimenter les industries américaines.

Non seulement le gouvernement n'a pas agi assez vite, mais le premier ministre s'est adressé au Conseil privé pour empêcher cet empiètement au lieu de s'adresser à la Commission des chemins de fer. Pourquoi? Pour donner à certains l'avantage de piller la province une fois de plus. La province a perdu et l'intérêt de la population a été livré à des bandits. On ne répondra pas, je le sais. Quand le Trésor de la province est entre les mains de bandits...

M. l'Orateur suppléant: Je demanderais à l'honorable député d'employer des expressions plus parlementaires. Tâchez de veiller à vos expressions.

M. Tremblay (Maisonnette): Je prends les expressions que je veux, mais je ne prends par l'argent de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Laissez-le parler.

M. Tremblay (Maisonnette): Je veux bien faire mon possible, M. l'Orateur, pour n'employer que des expressions parlementaires. Mais il y a des choses révoltantes. Vous comprenez qu'après cela, je ne sois pas de bonne humeur. Nous ne demandons pas des choses extraordinaires; nous ne demandons que la protection de notre patrimoine national. Si le gouvernement n'est pas capable d'agir, très bien. Nous ne lui ferons pas de reproches. Mais qu'il débarrasse la province.

Le gouvernement doit savoir qu'il est honni de la province. Nous en avons eu un exemple, hier après-midi¹. C'est exactement pour cette raison-là que la Chambre n'a commencé à siéger qu'à 4 h 30.

En 1932, j'ai réclamé la construction d'un chemin de fer jusque dans l'Abitibi. Dans ce temps-là, on disait que j'étais un conservateur, mais ma femme elle-même n'a jamais su si j'étais bleu ou rouge; tout ce qu'elle sait, c'est que je suis un homme et c'est cela qui compte pour moi.

(Rires à gauche)

Dans ce temps-là également, je faisais des discours, mais aujourd'hui je ne fais que quelques remarques.

(Rires à gauche et à droite)

Il y a aujourd'hui deux grandes compagnies qui se battent devant le comité des chemins de fer pour construire un chemin de fer dans le nord de la province, et pour s'empêcher mutuellement de la construire. L'une a pour président M. Beatty, qu'on dit maintenant Sir Edward Beatty. La province avait un devoir: celui de ne pas se fier exclusivement à

ceux qui n'ont pas d'autres intentions que celle de faire des bénéfices. Si nous avions eu un gouvernement conscient de ses responsabilités, il aurait assuré la construction de ce chemin de fer, et la province en aurait bénéficié. Des centaines de manufactures qui sont fermées seraient toutes ouvertes et emploieraient des ouvriers, ce qui augmenterait le pouvoir d'achat.

Il (M. Tremblay) revient à la question des ports.

Les commissions des ports, dit-il, n'étaient peut-être pas parfaites mais elles avaient l'avantage d'être locales et on pouvait y être entendu. J'en appelle aux citoyens de Québec et de Montréal. Avec la nouvelle administration que l'on établit, je les défie d'être entendus par les nouveaux commissaires.

À Montréal, le nouveau système est commencé. Il est organisé par un homme qui vient d'Europe, qui est allé dans l'Ouest et est revenu à Port-Arthur, la ville où demeure le ministre fédéral des Transports. Aujourd'hui, il est en charge du port de Montréal.

Quelle qualification possède-t-il? Aucune. C'est l'homme qui a la main haute sur l'avenir économique du port de Montréal. L'homme qui est à la direction du port de Montréal ne comprend pas un seul mot de français, pas un seul mot d'une des langues principales du pays.

Je n'en fais pas une question de race, une question de classe. J'établis les faits et les constate. Voyez-vous un des nôtres, ne connaissant pas un mot d'anglais, qui dirigerait l'administration du port de Toronto. Combien de temps garderait-il sa position? Chez nous, dans la métropole canadienne, respectueux de nos concitoyens, on vient nous jeter l'affront et je proteste énergiquement. On nous impose un homme qui ne nous comprend pas. La Chambre doit protester.

Il (M. Tremblay) attaque alors Sir Alexander Gibb, qui a recommandé la centralisation de l'administration des ports.

M. Gibbs a mal informé le monde; il a agi sans connaissance de la situation exacte. Si je fais ces affirmations, c'est que je doute de sa valeur jusqu'à un certain point. Quand nous avons 4,000 milles d'une côte à l'autre, qu'est-ce qu'un petit ingénieur d'un petit pays comme l'Angleterre peut comprendre? Dans un territoire aussi restreint que les îles Britanniques, cet ingénieur n'a pas jugé à propos de faire la centralisation des ports.

(Applaudissements à gauche)

Il se croyait sur l'île Ste-Hélène. Je ne parle pas avec de la partisanerie politique.

Les deux chefs politiques d'Ottawa favorisent le projet de M. Gibb. Dans la province de Québec, c'est avec les idées du chef de l'opposition (M. Duplessis) et du chef de l'Action libérale nationale (M. Gouin) que nous nous débarrasserons de ces projets contraires à l'intérêt de la province.

(Applaudissements à gauche)

Il félicite MM. Duplessis et Gouin de n'avoir pas d'esprit de parti.

Que les citoyens de Toronto m'entendent bien. Que le ministre américain manqué, C. D. Howe, qui veut la centralisation des ports m'écoute bien. Le port de Montréal est non seulement le cœur de la province, mais le cœur du pays. Il faut comprendre que le port de Montréal est un port de mer dans l'intérieur des terres, l'unique au monde, à des milliers de milles dans les terres. Il faut conserver ce que la Providence nous a donné. Du port de Montréal on peut en faire le premier port au monde, avec un travail désintéressé. Gardons-le. Gardons en notre province ce qui nous appartient.

(Applaudissements à gauche)

Je suis assez libéral pour dire qu'il pourrait y avoir une seule commission pour les ports de la province de Québec, mais qu'au moins on nous laisse ce qui nous appartient. Je ne suis pas prêt à accepter la ligne de conduite d'un Américain, naturalisé Canadien depuis quelques années seulement. Quand même ce ne serait que la seule chose de ma vie publique, j'aurais fait une action extraordinaire.

J'ai étudié - j'aime l'étude - l'exploitation de nos ressources naturelles. Si j'ai parlé de la question des transports, c'est pour montrer que le mal est venu de là. Si j'ai fait cette démonstration, c'est que je veux guérir le mal. Si nous n'intervenons pas, nous ne ferons pas notre devoir. Je veux qu'on agisse immédiatement.

En Ontario, ils se sont construit un petit canal qui a coûté au gouvernement \$140,000,000, et qui est sans débouchés. Nous, pour creuser le Saint-Laurent, nous avons eu \$35,000,000 seulement depuis la Confédération.

Il (M. Tremblay) tente de démontrer que le creusement du Saint-Laurent n'augmente pas la profondeur du fleuve, car il n'y a pas d'eau pour remplir le chenal que l'on creuse.

Pour connaître toutes ces questions, dit-il, il n'est pas nécessaire d'être ingénieur. Mais pour connaître les problèmes d'un port, il faut être de la localité. Le tirant d'eau, il faut l'élever. Nous sommes intéressés au plus haut point à ce que les coques tirant beaucoup d'eau viennent à Montréal. Le ministre fédéral des Transports, lui, ne s'intéresse

aux ports qu'au point de vue financier; il est intéressé à l'administration des ports de mer et des canaux en autant qu'il peut économiser. Comme citoyen de Montréal, je proteste contre cette façon d'agir. Or, le port de Montréal a toujours payé ses dépenses et il n'a pas le droit d'y toucher. Avec le nouveau système, on pourra prendre les revenus du port de Montréal pour les faire servir au port de Vancouver.

(Mouvements divers)

Certainement et vous verrez cela, peut-être l'an prochain dans les rapports officiels. Si nous avons une commission dans les ports de la province de Québec, vous auriez une administration composée de personnes connaissant les conditions locales.

Il (M. Tremblay) fait une longue dissertation pour montrer que l'on peut augmenter la profondeur du chenal, près de Montréal, en construisant des écluses.

Comment une commission centralisée à Ottawa pourra-t-elle comprendre ces problèmes, demande-t-il? Il faudrait une commission spéciale pour la province de Québec qui étudierait le cas de Montréal, Sorel, Trois-Rivières, Québec, Chicoutimi, Rimouski et Port-Alfred.

Il (M. Tremblay) parle de faire un barrage en haut de l'Île Sainte-Hélène et des digues dans les îles de Sorel. Il parle aussi de bassins qui alimenteraient le débit du fleuve, depuis la Baie Georgienne, et il reparle d'une commission pour les ports du Québec.

M. Leduc (Laval): L'honorable député est-il en faveur d'un canal de la Baie Georgienne au port de Montréal? Je suis intéressé parce que le Saint-Laurent touche à une partie de mon comté.

Il (M. Leduc) demande aussi des explications sur la commission proposée par le député de Maisonneuve.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vais répondre à votre question. Quand j'ai fait l'historique de la situation géographique du pays, je m'étais prononcé contre la centralisation...

Voix à gauche: Il est 6 heures.

M. Tremblay (Maisonneuve): Pas déjà!

Des voix: Eh! Oui.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30**Charte
de Lac Saint-Joseph**

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 constituant en corporation de ville la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph.

Les amendements sont adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Commissaires d'écoles
de Jacques-Cartier**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 exemptant les commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame-de-Liesse dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, de l'application de certaines lois.

Les amendements sont lus une première fois sur division, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Compagnie de tramways
Verchères-Chambly et Laprairie**

Un député au nom de **M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 79 modifiant la charte de la Compagnie de tramways Verchères-Chambly et Laprairie.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le moins qu'on puisse faire, c'est d'attendre le député de Chambly qui n'est pas arrivé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le parrain du bill ne connaît pas un mot de sa loi. Tout ce qu'il a

pu nous dire l'autre jour, c'est que quatre sur cinq des directeurs de la compagnie sont morts.

M. Tremblay (Maisonnette): Je crois que la meilleure manière de régler ça, c'est de laisser le parrain sur la "side line".

(Rires à gauche et à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'avais conclu des observations de l'autre jour que le chef de l'opposition n'avait pas d'objection au bill.

M. Drouin (Québec-Est): Nous sommes prêts à procéder, mais, l'autre jour, le parrain du bill ne nous a pas donné de raisons suffisantes pour justifier le renouvellement de la charte de cette compagnie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors je vais proposer l'ajournement de cet item.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Attendez une minute, nous ne sommes pas si pressés que cela. Puisque le premier ministre fait cette motion, nous allons la discuter et tous les membres de cette Chambre pourront le faire tant qu'ils le voudront. Je remarque même que le député de Chambly est absent de la Chambre. Il est d'ailleurs mécontent parce que le premier ministre a voulu le faire remplacer sur le comité des comptes publics. Mais s'il ne connaît pas son bill, il doit y avoir au moins un ministre qui le connaît.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les ministres ne sont pas nécessairement obligés de connaître tous les bills privés. À tout événement, je propose que le comité rapporte progrès.

M. Tremblay (Maisonnette): Le premier ministre et sa presse nous accusent toujours de retarder la législation. Nous sommes prêts à procéder et c'est le gouvernement qui ne veut pas. Franchement, je fais un effort suprême sur moi-même pour ne pas qualifier cette attitude à son mérite.

Voici encore un bill pour protéger des amis financiers. Ah! Je vois que le premier ministre ne fait pas d'autre réponse en ce moment que de lire des journaux qui ne savent pas écrire.

M. le président, je considère que ce projet est présenté par des amis du régime. Si on veut défendre des financiers retors, qu'on ait au moins le courage de se lever. Nous, nous avons au moins le courage de

nos convictions et le courage de dénoncer les coupables; nous avons le courage de les affirmer en Chambre.

Le premier ministre va-t-il demain donner des ordres à la presse, qui est à son service, de respecter au moins les opinions de la gauche quand lui est à défendre, non pas une mesure de loi sociale qui intéresse le peuple, mais un bill destiné à protéger des amis financiers? Sa seule réponse consiste à lire "des journaux qui ne savent pas écrire".

Nous sommes prêts à faire marcher la législation, mais qu'on nous en présente au lieu d'amener seulement des bills de particuliers, de financiers retors.

Qu'est-ce qu'on fait des deniers de la province de Québec? M. le président, avec les deniers de la province, on annonce à la radio que la propagande libérale est payée par le Parti libéral, mais la population sait que chaque sou de taxe sert à payer ces bottes qu'on entend à la radio par la "voix de son maître". On va discuter sur le point d'ordre du premier ministre. Il y a assez longtemps que nous prenons nos responsabilités et que la droite n'a pas le courage de prendre les siennes. Je tiens le premier ministre directement responsable des paroles qui se prononcent à la radio. On n'a pas le courage de se lever en Chambre pour répondre aux attaques et on fait porter des attaques à la radio par la "voix de son maître", un imbécile qui est le portrait du régime, M. Lucien Parizeau.

Une voix dans les galeries: Comme "toé".

M. Tremblay (Maisonneuve): Ceux qui ont des yeux aveuglés. (Élevant la voix) M. le président, allez-vous maintenant me refuser le droit de répondre à des lâches à la Chambre, à des hommes qui n'ont pas le courage de se lever devant nous?

M. Moreault (Rimouski): Plus fort... plus fort!

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que le député de Rimouski veut parler? Je vais l'écouter.

M. Moreault (Rimouski): Oui, je suis prêt à vous donner un verre d'eau sucrée; on dirait que vous en avez besoin. (Il est resté assis à son siège pendant cette remarque)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rimouski a fait une insinuation qui est indigne de lui. S'il prenait un peu d'eau sucrée, on ne serait pas

obligé de se conduire comme on l'a fait à son égard, tout dernièrement.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je permets à n'importe quel collègue de cette Chambre de m'interrompre quand le moment est opportun. On n'a qu'à poser une question poliment, mais une question intelligente.

Je crois que je ne peux pas aller plus loin que cela, c'est raisonnable quand on se fait insulter. Je veux régler cette question ce soir même. Ces discours à la radio, est-ce que le premier ministre en prend la responsabilité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je soulève un point d'ordre. Nous sommes à discuter un bill des chemins de fer, et le député de Maisonneuve devrait parler sur ce bill. Il parle maintenant de la radio. Dans un instant, nous allons reprendre le débat sur le budget, et s'il veut parler, il en aura l'occasion. L'honorable député de Maisonneuve doit parler du projet de loi et non de la radio.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant sur le point d'ordre du premier ministre, M. le président, je dis qu'il y a trois voix... la voie ferrée, la voix de David et la voix de Parizeau. Le gouvernement doit savoir qu'il n'y a pas une puissance humaine pour nous bâillonner. Le député de Maisonneuve a raison de se défendre et de protester contre la lâcheté du régime qui nous fait attaquer dans l'ombre, à même les deniers de la province.

L'honorable député de Maisonneuve dit que, depuis que nous avons la radio, on ne doit pas l'utiliser pour attaquer l'opposition. On n'a pas le droit de nous bâillonner. Il y a deux moyens de nous bâillonner, par une loi ou par des points d'ordre.

Voici une compagnie qui demande de prolonger sa charte de cinq années additionnelles, soit en tout 25 ans. En 1916, lors de l'obtention de sa charte, elle devait construire le chemin de fer dans un délai de 10 ans et elle ne l'a pas fait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ferai remarquer à mon honorable ami qu'il ne discute pas le point d'ordre, il discute le bill. Il s'agit de savoir si le député de Maisonneuve est dans l'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de l'article 292, j'ai le droit de parler de tout et aussi souvent que nous le voulons. Dans le cas présent, la

seule façon de savoir si le député de Maisonneuve est dans l'ordre, c'est de voir ce qu'il y a dans le bill.

M. le président lit un article et conclut qu'il veut faire respecter le Règlement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La première personne qui doit respecter les règlements en cette Chambre, c'est le président. Le premier ministre a soulevé un point d'ordre. La façon de savoir qui a raison, c'est d'examiner la loi. Or, que dit la loi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je renouvelle mon point d'ordre, M. le président. On est à discuter un bill d'une compagnie de tramways, et nos honorables amis parlent de la radio. Le bill qui est devant nous demande une extension de cinq ans pour une compagnie de tramways.

Or, le député de Maisonneuve parle de la radio: Il n'y a pas besoin d'examiner la loi pour comprendre qu'il est hors d'ordre. Ceci n'a aucune relation avec le bill qui est devant nous en ce moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre prétend que le député de Maisonneuve dit que la radio ne doit pas être utilisée pour injurier les amis de l'ordre, les amis de la population qui veulent de l'ordre dans les affaires du gouvernement, et nous disons que le bill n'est pas conforme aux désirs de la population.

M. le président: Je déclare que le député de Maisonneuve est hors d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est élémentaire pour un homme qui connaît les règlements de la Chambre qu'en comité plénier nous avons le droit de parler de tout. Je ne tolérerai pas qu'on nous bâillonne ainsi.

M. le président: Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre et, quant à la décision, je vais faire rapport à l'Orateur.

M. Hamel (Québec-Centre): M. le président...

M. le président: Le point d'ordre est réglé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on veut nous empêcher de discuter, nous prendrons les moyens de discuter ailleurs. Il y a deux manières d'appliquer le bâillon: directement par une loi, et

indirectement par des décisions partiales. Mais nous n'endurerons aucune des deux. Je tiens à déclarer ici, une fois de plus, et à avertir le gouvernement que nous ne nous laisserons pas bâillonner.

M. Hamel (Québec-Centre) se lève.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La décision du président est rendue.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. le président...

Voix à droite: À l'ordre! À l'ordre!

M. le président: La décision est rendue.

M. Tremblay (Maisonneuve): Ben voyons! C'est pousser les choses trop loin. Le président n'a pas rendu sa décision, et le premier ministre dit que nous sommes hors d'ordre. Cela n'appartient pas au premier ministre de nous faire taire. Le premier ministre va décider et le président va confirmer ça? Le premier ministre est un simple député comme nous en cette Chambre, et il est allé trop loin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (S'adressant à M. Casgrain) Le premier ministre veut que nous rapportions progrès. Quelle est votre décision? J'attire l'attention du président sur l'article 68.

M. le président: Je vais faire rapport à l'Orateur, et je vais lui demander de décider. Le premier ministre a fait motion pour que le comité rapporte progrès. J'ai le droit de soumettre le cas au président.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors nous allons parler sur la motion pour rapporter progrès.

M. le président: Je vais rédiger mon rapport au président.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste de nouveau en disant qu'il s'agit d'une décision partisane et qu'il ne tolérera pas cette manière de procéder. Nous avons, dit-il, le droit de voir ce rapport, pour savoir s'il est bien conforme aux faits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le président va faire rapport à l'Orateur, qui décidera. Si mon honorable ami croit qu'il va mener cette Chambre, il se trompe.

(Applaudissements à droite)

S'il s' imagine que les cris et les hurlements que nous entendons depuis quelques minutes vont nous impressionner...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai la parole et je vais insister sur ma motion.

M. Tremblay (Maisonnette): Je soulève un point d'ordre. L'honorable premier ministre ne m'empêchera pas de parler.

Voix à droite: À l'ordre! À l'ordre! Chou! Assis!

M. Tremblay (Maisonnette): Le premier ministre, comme les autres, va faire attention à son langage...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) est debout, prêt à continuer ses remarques.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève et veut parler lui aussi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se dispose à continuer, comme il avait la parole avant les remarques du député de Maisonnette.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reste également debout.

(Chahut dans la Chambre)

M. Tremblay (Maisonnette) veut parler.

(À droite, on fait un vacarme à tout rompre. La gauche encourage également MM. Duplessis et Tremblay)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** restent debout sans dire un mot.

(Le calme renaît)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Se tournant vers le président) C'est absolument disgracieux, M. le président.

M. Tremblay (Maisonnette) intervient encore.

Voix à droite: Chou.

M. Tremblay (Maisonnette): (À tue-tête) Des "chou", ça appartient à des raves comme vous autres. Le premier ministre va retirer le mot "hurlement", cette expression antiparlementaire. Je ne parlerai pas avant. Il est obligé d'être poli comme tout le monde. Il va respecter les règlements de la Chambre. Autrement, M. le président, si vous lui permettez de violer les règles de la Chambre, moi aussi j'en aurai des expressions, et vous l'endurerez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) reste debout.

M. Tremblay (Maisonnette): Il va retirer ses paroles injurieuses.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a 10 minutes que le premier ministre est debout et n'a pas dit un mot. J'ai le droit de parler.

Voix à droite: (Très fort) À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas fini mes remarques.

(MM. Taschereau et Duplessis sont debout face à face. Le chahut recommence comme chaque groupe encourage son chef à ne pas céder. Le désordre est complet).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se tourne vers l'Orateur en l'invitant à prendre le fauteuil.

(**M. l'Orateur**, qui est appuyé à la muraille près du trône, va occuper le siège de l'Orateur.)

M. le président: (Se tournant vers l'Orateur pour lui soumettre son rapport) M. l'Orateur, le premier ministre a fait motion pour que le comité rapporte progrès. Plusieurs députés ont parlé à côté de la question, et je les ai rappelés à l'ordre, mais inutilement.

M. l'Orateur: Je crois que l'article 284 et l'article 309 s'appliquent dans le présent cas. Il s'agit de savoir si le comité doit rapporter progrès et il ne doit pas y avoir de débat. Est-ce que cette décision sera maintenue?

Voix à droite: Oui... oui!

Voix à gauche: Non... non!

La droite réclame le vote.

M. l'Orateur déclare que, dans son opinion, les "oui" l'emportent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'article 284 ne dit pas ce qu'on prétend dans le présent cas. Un président partial n'a pas le droit de faire à l'Orateur un rapport contraire aux faits. On a le droit de discuter le rapport; s'il n'était pas conforme aux faits.

M. l'Orateur: Je rappellerai au député les articles 384 et 309. Le premier dit que, dans ce cas, le président soumet le point discuté à la Chambre, qui se prononce sans débat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais l'article spécifie que quand un député en appelle du président à la Chambre sur un point d'ordre, c'est un élément essentiel. Or, pas un député n'a demandé d'en appeler au président.

M. l'Orateur: Alors, c'est l'article 309 qui s'applique, car je juge qu'il y a eu désordre grave.

Cet article se lit ainsi: "S'il se produit quelque désordre grave, le président peut prendre le fauteuil sans attendre un rapport."

Évidemment, il y a eu du désordre dans le présent cas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce qu'on prend le vote?

M. l'Orateur: Je suis obligé de maintenir la décision du président du comité qui a levé la séance du comité.

Fédération des scouts

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec.

Adopté.

En comité³:

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, nous sommes à étudier le bill des scouts,

cette organisation merveilleuse qui apprend aux jeunes à respecter la liberté de parole. L'association des scouts est formée des hommes de l'avenir. Les scouts, quelle belle organisation qui enseigne aux jeunes que les fonds publics ne doivent pas servir à enrichir seulement les familles du gouvernement, que ces deniers doivent être distribués dans l'intérêt de la province. Les scouts considèrent que le devoir de l'homme n'est pas de prendre les deniers publics pour les convertir à son profit.

(Applaudissements à gauche)

Les scouts, une organisation qui inculque dans l'âme des jeunes les principes de l'honnêteté et du respect du serment! La Fédération des scouts apprend à ses jeunes gens l'horreur du parjure dans les enquêtes. Cette organisation montre aux jeunes qu'un homme ne doit pas être obligé de se faire assermenter deux fois et dire le contraire de la vérité.

(Longs applaudissements à gauche)

Le scout est celui qui réalise l'acte qu'il pose lorsqu'il prend Dieu à témoin. Il apprend qu'un homme vraiment honnête n'est pas obligé de se renseigner pour ne pas dire quelque chose contraire à la vérité. Les scouts, M. le président, sont ceux-là qui croient en ceux qui défendent le patrimoine national contre les exploiteurs; les scouts sont ceux-là qui ont appris à mépriser ceux-là qui se sont rendus méprisables dans les enquêtes des *Comptes publics*. Le scout est celui qui apprend à dépenser l'argent public, non pour la corruption électorale!

Les scouts, ce sont ceux qui apprennent à respecter l'autorité respectable et à mépriser l'autorité usurpée. Les scouts, ce sont ceux qui croient encore en la valeur du serment, ceux qui ne veulent pas que les parjures en série restent impunis ni chez les petits ni chez les grands, ceux qui veulent la liberté du peuple et de l'expression de la voix populaire, ceux qui condamnent la canaille complice des parjures.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Les scouts croient à l'intelligence sereine qui se dresse devant la malhonnêteté, l'injustice, car la jeunesse ne permettra jamais que, dans la province, on établisse un régime de corruption et d'injustice. Les scouts, ce sont des jeunes qui demandent aux représentants du peuple de donner des signes d'honnêteté, et à ceux qui rendent des décisions des signes d'impartialité. En un mot, les scouts, nous les aimons et nous voulons les aider à délivrer la province d'un régime.

Les scouts, ce sont ces jeunes à l'âme pure, à la conscience sereine, qui réalisent que la province doit être essentiellement agricole et qu'il trahit son mandat, celui qui, pour accorder des pensions,

augmente de 10 ans le service d'un favori! Les scouts accomplissent une œuvre généreuse et grande, ils remplissent une belle carrière. Ils sont l'honnêteté, l'intégrité. Ils s'élèvent contre les bassesses. Et l'honnêteté et l'intégrité se dressent devant la corruption et lui dit: "Je n'ai pas peur de vous".

Il (M. Duplessis) parle de la partialité et dit que la jeunesse la déteste, cette partialité hideuse et odieuse.

Ce sont eux (les scouts), dit-il, qui se disent à eux-mêmes: Je me fiche du bâillon, car je suis la jeunesse qui aime à travailler pour la province de Québec. La jeunesse n'endurera pas un régime de terrorisme, de kaiserisme, de tsarisme, de turpitudes et de corruption.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Les scouts, ce sont les jeunes qui sont pénétrés de l'enseignement qu'ils reçoivent de ceux qui se dévouent, ce sont les jeunes qui demandent aux représentants du peuple de donner des signes d'honnêteté et de désintéressement, qui demandent à ceux qui sont chargés de rendre une décision de la rendre avec honnêteté et impartialité.

(Applaudissements à gauche)

Les scouts, nous les comprenons, nous les aimons; leur cœur bat à l'unisson avec le nôtre. Comme eux, nous voulons nous aussi le bien et la grandeur de la province, nous voulons la libérer d'un régime à base d'iniquités, afin que fleurissent enfin les jours glorieux qui fassent rappeler les gloires d'antan.

C'est avec plaisir que nous, de l'opposition, acceptons ce bill d'une organisation qui a pris naissance à Montréal et qui, comme toutes les bonnes choses, s'est reproduite aux Trois-Rivières. Au nom de l'opposition qui n'en a plus que pour quelques jours et au nom, je l'espère, d'un gouvernement de quelques heures, je demande que nous soyons tous d'accord. Nous souhaitons tout l'avenir qu'elle mérite à une organisation si merveilleuse.

(Applaudissements prolongés à gauche)

Il termine en promettant aux scouts l'appui de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Longs applaudissements) M. le président, les scouts sont tout cela.

(Applaudissements à gauche)

Et il est malheureux que l'on se cache derrière ces braves jeunes gens pour montrer tout le venin que l'on a dans le cœur.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Tremblay (Maisonnette): Pas vrai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les scouts sont tout cela, mais aussi autre chose. Ces jeunes gens ont le cœur pur, l'âme sereine.

(Applaudissements à droite)

Des voix à gauche: Chou.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Et jamais ces jeunes à l'âme pure et non au cœur corrompu ne se cachent sous le manteau de la religion.

(Acclamations à droite)

Des voix à gauche: Ah! Ah!

M. Tremblay (Maisonnette): C'est de la petite politique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui, M. le président, les scouts sont l'espoir de demain. Ils sont ce que nous avons de meilleur dans notre province.

M. Tremblay (Maisonnette): Ils n'ont pas la conscience d'Antoine[†]

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On leur a appris à respecter l'autorité, à respecter ceux qui commandent ceux à qui la Providence a confié les destinées du pays.

(Rires à gauche et applaudissements à droite)

Et la pire chose que l'on peut enseigner à ces jeunes, c'est de leur dire que ceux qui ont la responsabilité des destinées de la province canadienne-française n'en sont pas dignes! Les scouts ne croient pas cela. Nous avons confiance en eux.

Tantôt, sous couvert de parler d'eux, le chef de l'opposition a voulu nous abreuver d'injures. Qu'il soit sûr que nos mains sont aussi blanches que les siennes.

(Longs applaudissements à droite, rires à gauche)

M. Tremblay (Maisonnette): Mettez du savon.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Qu'il soit sûr que nous n'aurons jamais recours à des moyens comme ceux que nos adversaires emploient. Le Parti libéral à Québec est plus net et plus pur que le Parti conservateur qui a croulé sous le mépris public en 1898.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Tremblay (Maisonneuve): Quel chef-d'œuvre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je comprends que la conscience nette et pure du député de Maisonneuve se révolte.

M. Tremblay (Maisonneuve): Les conservateurs ont les mains plus nettes qu'Antoine!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'est guère le temps de faire le procès de ceux que mon honorable ami n'a pas mentionnés, mais auxquels il a fait allusion; ils n'ont rien à faire ici. Cela se fera plus tard. Il est malheureux qu'il ait fait cela sous le couvert du bill des scouts. Ils ne l'approuveront pas.

Le bill devrait rencontrer l'approbation unanime de la Chambre, sans qu'on y mêle l'amertume avec laquelle mon honorable ami a parlé tout à l'heure.

(Regardant l'horloge) Je crois que l'heure des bills est passée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Non!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'heure des bills privés est passée, et j'espère que le débat se continuera autrement que sur le dos des scouts. Je le répète: nous pouvons marcher le front haut.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le temps des bills n'est pas expiré. Nous avons commencé à 9 heures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous pouvons marcher le front haut. Les attaques que nous avons subies tantôt, nous y sommes habitués. Le Parti libéral est fier de son passé...

(Rires à gauche)

... de ses idéals et de ses œuvres. Il a obtenu la confiance du peuple et de la province de Québec, et lorsqu'il reviendra devant le peuple, que ce soit bientôt ou un peu plus tard, nous le démontrerons.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Faites-en donc immédiatement des élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a de l'autre côté, parmi ceux qui crient "tout de suite", qui sont venus me trouver pour me dire: "Pour l'amour de Dieu, ne faites pas des élections." Le chef de l'opposition a parlé des élections...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous défie de faire des élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sortons des élections. Nous les avons gagnées.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Vous les avez volées!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Et nous sommes en session depuis deux mois. Chaque fois qu'il y a eu vote, le gouvernement a eu la majorité.

M. Tremblay (Maisonneuve): Comme résultat du vol!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Revenant au projet, je suis heureux de dire que nous avons subventionné les scouts et que nous continuerons à les subventionner largement.

(Longs applaudissements à droite)

C'est une des belles œuvres de la province auxquelles le Parti libéral a attaché son nom.

(Ovation de la droite au premier ministre)

L'heure des bills privés est terminée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai déclaré que l'heure des bills privés était expirée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas du tout. La séance a commencé à 9 heures. Nous avons une heure. Le premier ministre a peur de la réponse? Il y a encore un quart d'heure. Ma parole vaut autant que celle du premier ministre.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne prendrais pas la parole du chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député des Îles-de-la-Madeleine a payé, contrairement à la loi, un compte qu'il devait à *L'Éclaireur* de Beauceville.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je somme le chef de l'opposition de s'expliquer. Que le chef de l'opposition donne des détails.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dois-je comprendre que j'ai le droit de répondre?

M. l'Orateur: Avec le consentement unanime de la Chambre.

Des voix: Oui, oui.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je vous somme de répondre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit des choses bien claires. J'ai dit qu'il n'était pas légal pour un homme, même s'il est député, de payer à un homme qui était député des comptes qu'il devait après que la compagnie est devenue en faillite.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): De quoi s'agit-il exactement?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne savais pas qu'il était si difficile de faire comprendre le député des Îles-de-la-Madeleine. Cela explique pourquoi il défend le gouvernement.
(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas peur.

M. le président regarde M. l'Orateur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Joliette (M. Dugas) crie de son fauteuil des décisions qu'il n'a pas le droit de rendre, c'est de la partialité à l'état aigu, et nous ne l'endurerons pas.

M. le président fait rapport que le comité, ayant étudié le bill, n'en a pas terminé l'examen.

M. l'Orateur: Le comité rapporte progrès. Le débat est donc terminé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelle bravoure! Je propose que les règles soient suspendues et que le bill soit adopté immédiatement, en troisième lecture, car nous voulons montrer que nous approuvons ce projet de loi.

La motion du député de Trois-Rivières est adoptée.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill 128 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Subsides

La Chambre poursuit le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée jeudi le 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Tremblay (Maisonnette) parle de l'ignorance de la droite.

M. l'Orateur le rappelle immédiatement à l'ordre.

M. Tremblay (Maisonnette): L'Orateur s'objecte de lui-même. Je n'aurais pas pensé que le chapeau pouvait lui faire.

M. l'Orateur: Le député devrait d'abord respecter les membres de la Chambre, et aussi l'Orateur.

M. Tremblay (Maisonnette): Je fais tout ce qui est humainement possible pour vous aider à bien conduire cette Chambre. J'interromps le moins possible. Je permets à tout le monde de m'interrompre. Soyez persuadé que vous allez avoir toujours tout mon concours pour la bonne gouverne de cette Chambre. Je constate qu'à droite il y a seulement l'honorable député de Joliette qui est susceptible d'amélioration.

Il (M. Tremblay) reproche au premier ministre de lire son journal et il attaque la presse ministérielle. M. l'Orateur, je dis à l'honorable premier ministre que, puisqu'il laisse insulter les députés de l'opposition à la radio, il ne prend pas ses responsabilités.

Il (M. Tremblay) offre d'interrompre ses remarques pour permettre à la Chambre de passer la loi des pensions aux vieillards.

(À ce moment, on entend sonner les cloches de l'extérieur)

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): C'est le glas du régime.

M. Tremblay (Maisonnette): Le premier ministre a dit: "Nous sommes ici parce que nous avons gagné les élections." Les élections, vous les avez volées et vous êtes des sans-cœur.

M. l'Orateur: L'honorable député doit retirer cette expression. Un député n'a pas le droit de dire aux membres de cette Chambre qu'ils sont des sans-cœur.

M. Tremblay (Maisonneuve): Très bien. Seulement, ils nous attaquent dans le dos sans avoir le courage de ce qu'ils disent.

M. l'Orateur: Un député n'a pas le droit de dire aux membres de cette Chambre qu'ils manquent de courage.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je ne mets pas le courage des membres de la droite en doute, car je sais qu'ils n'en ont pas.

(Rires)

M. l'Orateur: Si ça continue, je serai obligé d'appliquer l'article 73.

M. Tremblay (Maisonneuve): Qu'est-ce qu'il dit, l'article 73?

M. l'Orateur: Je serais obligé de vous nommer.

M. Tremblay (Maisonneuve): (Faisant mine de lire l'article et riant) Vous avez raison, M. l'Orateur. Je les retire. Vous savez tout l'effort que je fais pour vous aider.

(Rires)

Mais je veux que l'honorable premier ministre déclare qu'il répudie la voix de son maître à la radio. L'honorable premier ministre ne parle pas. Donc, il ne répudie pas la voix de son maître.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ça vous fatigue?

M. Tremblay (Maisonneuve) assure qu'il n'a jamais lancé d'injures à la droite. Il a simplement discuté leurs actes et il a souvent dit que le premier ministre est un travailleur.

Il donne congé aux ministres des Terres et Forêts, de la Voirie et de l'Agriculture en disant qu'il ne touchera pas à leurs ministères ce soir.

C'est l'abus du pouvoir qui conduit les peuples au communisme, déclare-t-il. Des scènes comme il s'en est passé hier, nous ne pourrions pas en contrôler trois. Le premier ministre devrait aller voir le lieutenant-gouverneur et lui demander la dissolution des Chambres.

M. l'Orateur, je vous mets en garde. Je vous demande de me voir venir. Je sais que le premier ministre a du courage. L'honorable premier ministre baille. Je crois que la décision de se maintenir au pouvoir montre qu'il fait son possible pour essayer de sauver des voleurs du pénitencier.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable député me permettra-t-il de lui poser une question?

M. Tremblay (Maisonneuve): Si vous savez la poser!

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable député me dira-t-il comment il fait pour parler quatre heures sans rien dire?

(À ce moment, le premier ministre quitte pour un instant son fauteuil)

M. Tremblay (Maisonneuve): Ah non! L'honorable premier ministre s'en va.

(Rires)

J'ai donné congé aux autres ministres, j'ai été assez généreux. C'est au premier ministre que je m'adresse, et il se sauve. Je comprends la situation. Je sais qu'il a raison de se sauver. La situation est pénible pour lui. Mais au-dessus du désir de protéger les siens, il y a le désir de protéger le patrimoine national.

Je déclare que je ne partirai pas de cette Chambre tant que le régime ne sera pas bouté dehors. L'honorable premier ministre le sait, l'honorable ministre des Terres et Forêts, l'honorable ministre de l'Agriculture, l'honorable ministre de la Colonisation, le beau et galant ministre de la Voirie le savent; après le 30 juin, il ne sera pas possible d'administrer la province.

Il (M. Tremblay) proteste une fois de plus qu'il ne veut pas prolonger le débat inutilement. Au contraire, dit-il, il veut faire tout son possible pour faciliter l'accélération de la législation en cette Chambre.

Il parle aussi de l'habileté des journalistes ministériels et dit qu'ils sont d'autant plus dangereux. Il les accuse d'avoir constitué une endormitoire nationale.

Le député de Maisonneuve revient à la centralisation de l'administration des ports du Canada.

M. l'Orateur, je l'ai prouvé cet après-midi, on veut nous voler le Saint-Laurent. N'ai-je pas le droit de protester?

Voix à gauche: 11 heures.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Lesage), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Allusion à la manifestation qui s'est tenue devant le parlement, la veille.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Casgrain (Rivière-du-Loup).
3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Casgrain (Rivière-du-Loup).
4. Allusion à Antoine Taschereau, frère du premier ministre, qui a comparu devant le comité des comptes publics.

Séance du vendredi 5 juin 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 127 modifiant la charte de Quebec-Saguenay and Chibougamau Railway Company.

Frais de bornage

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 169 modifiant le Code civil relativement aux frais de bornage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explain.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'article 504A du Code de procédure civile dit qu'il y a deux moyens de régler les cas de bornage, soit par une entente entre voisins, soit par soumission à l'autorité judiciaire. Il existe une certaine jurisprudence disant que, dans des actions de ce genre, les frais sont à la charge des deux parties. Par le présent bill, nous voulons que seuls les frais des arpenteurs soient à la charge des deux parties, et que les autres frais soient adjugés contre la partie perdante.

M. Lauriault (Montréal-Saint-Henri): Il faut tenir compte également d'un autre article qui dit que le propriétaire peut forcer son voisin à établir un bornage. À tout événement, nous discuterons la question lorsque le bill sera étudié.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Portrait de l'Orateur

M. Trudel (Saint-Maurice): Me permettez-vous, M. l'Orateur, de poser une question? Je

désirerais savoir quel est l'auteur de votre portrait exposé depuis ce matin près de l'entrée de la Chambre. Je dis ceci parce que j'ai été très désagréablement surpris de constater que ce portrait ne vous rende pas justice.

(Applaudissements à droite et à gauche)

M. l'Orateur: (Souriant) Mon honorable ami pourra regarder au bas du portrait, le nom de l'auteur y est.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant à M. Duplessis) Si vous ne le trouvez pas bon, nous allons en faire faire un autre, et nous enverrons celui qui est exposé dans le bureau de l'opposition.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui est l'auteur du portrait?

M. l'Orateur: M. Martial¹.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Partial?

M. l'Orateur: (Riant de bon cœur) Mais non, M. Lucien Martial.

Travaux
de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je désire informer la Chambre que nous ajournerons à 5 heures cet après-midi afin de permettre aux députés de rentrer dans leur foyer dès aujourd'hui.

(Applaudissements de toute la Chambre)

Je regrette pour le député de Maisonneuve; je comprends qu'il est malheureux de suspendre la discussion sur la Baie Georgienne, mais nous aurons l'occasion de nous reprendre.

(Rires à droite et à gauche)

Dépôt de documents:

Rapport sur
les sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Stockwell (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les

sociétés de secours mutuels, 1935. (Document de la session no 60)

Questions et réponses:

Voirie, village d'Oka

M. Élie (Yamaska): Le gouvernement, aucun de ses ministres ou aucun de ses officiers ou employés, a-t-il autorisé la construction ou la réparation ou l'amélioration de chemins publics ou privés dans la municipalité de la paroisse ou dans la municipalité du village d'Oka ou de L'Annonciation d'Oka, comté des Deux-Montagnes, depuis le 1^{er} mai 1935, inclusivement, jusqu'au 16 mai 1936:

Dans l'affirmative:

a. Qui a donné l'autorisation dans chaque cas?

b. Quand dans chaque cas?

c. Pour quel chemin?

d. Quel en est le coût à la province dans chaque cas?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le département de la Voirie a fait des travaux d'entretien dans la paroisse de L'Annonciation, sur la route no 29 et la route de l'Annonciation, au coût de \$1,188.15; aussi, dans la partie nord de la paroisse de L'Annonciation, sur la route no 29, le chemin Saint-Joseph, le chemin Sainte-Sophie et le chemin de L'Annonciation, au coût de \$5,280.20. Des travaux d'amélioration ont été faits sur la route no 29 à la courbe Avila Lesage, au coût de \$1,114.86.

Les travaux d'entretien ont été commencés au début de la saison par l'ingénieur de division Hébert, en vertu des règlements du département de la Voirie. Les travaux à la courbe Lesage ont été autorisés par le ministre de la Voirie dans la semaine du 25 août 1935.

L'honorable M. Authier (Abitibi): En autant qu'il s'agit du département de la Colonisation, non.

Saisissabilité de salaires

M. Chouinard (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 modifiant le Code de procédure civile concernant la saisissabilité de certains traitements, salaires ou gages soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas retarder la procédure, mais je tiens à déclarer que, si ce bill est adopté sans amendement, il causera non seulement des dommages matériels, mais un manque de respect dû à la Législature. C'est pourquoi j'enregistre la dissidence de l'opposition.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des optométristes et opticiens

M. Rochon (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Adopté.

En comité²:

M. Duplessis (Trois-Rivières): On me rapporte qu'un amendement avait été présenté à l'effet de permettre que les pharmaciens exerçant le commerce dont il est question dans le bill ne tombent pas sous le coup de cette loi. Je constate que l'amendement n'est pas dans le bill. On devrait plutôt rapporter progrès.

M. Rochon (Deux-Montagnes): J'ai déclaré l'autre jour aux intéressés que je m'en tiendrais aux désirs des directeurs de l'Association. Nous devons les rencontrer lundi pour discuter ce point et nous reviendrons ensuite au Parlement.

(On s'entend alors pour adopter ce bill en troisième lecture et le soumettre au Conseil législatif. Il sera alors possible de l'amender si on le juge à propos)

Les articles 1 à 46 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochon (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

(Avant de passer à l'item suivant, quelques minutes s'écoulent)

Un député de la gauche: Le gouvernement est-il tombé?

M. Trudel (Saint-Maurice): Si le gouvernement ne tombe pas, moi, je m'en vais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous savez bien qu'il ne peut tomber: il est trop bas, il ne tombera pas.

Directorats de compagnies

M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 relatif aux directorats de compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Tardif (Frontenac): On a cité récemment plusieurs auteurs pour déclarer que les directorats de compagnies ne sont pas incompatibles aux fonctions d'un ministre. M. l'Orateur, je ne fais pas allusion à un débat antérieur, mais les journaux publient toutes sortes de choses en ce moment, et le peuple se demande comment il se fait que l'on prenne si peu de précautions lorsqu'il s'agit de millions. Quand ça fait l'affaire du gouvernement, on cite M. Guthrie ou M. Meighen.

J'avais démontré, je crois, à la satisfaction de ceux qui veulent la prospérité de la province que c'est tout à fait drôle de voir les honorables membres de la droite s'appuyer, quand ça fait leur affaire, sur le témoignage des chefs conservateurs d'Ottawa qu'ils ridiculisent en toute autre circonstance.

Le cas d'un ministre directeur de compagnie est assez étrange. Supposons qu'une compagnie, dont un ministre est directeur, vienne demander une faveur au gouvernement, le ministre se dit: si je lui accorde cette faveur, elle me paiera des dividendes. Le ministre directeur de compagnies est exposé aux abus du pouvoir. LaFontaine, père du gouvernement responsable, ne se doutait pas que ses successeurs auraient si peu le sens des responsabilités.

(Applaudissements à gauche)

Il y a cependant quelqu'un qui ne trouve pas cela si drôle, et c'est la population de cette province. La brave population sait comment elle a été exploitée par des directeurs de compagnies, par les exemptions ou autres privilèges accordés aux compagnies pour y voir du drôle.

Les cultivateurs et les ouvriers de cette province ne peuvent pas comprendre comment il se fait que la loi défend aux maires et aux conseillers de contracter avec les corporations municipales et ne défend pas aux ministres d'être directeurs de compagnies. C'est pourtant le même principe qui est en jeu. Nul ne peut être placé entre son intérêt et son devoir. Le principe est très bien appliqué quand il s'agit de quelques cents piastres; mais quand il s'agit de millions, ce n'est pas la même chose. Les cultivateurs et les ouvriers ne comprennent pas qu'il faille tant de précautions pour laisser passer une piastre et que des millions puissent être manipulés, si allégrement.

Le cultivateur, qui procède par l'analyse logique, parce qu'il n'a pas fait de cours à Oxford, ne peut comprendre cette manière d'agir du gouvernement, qui se montre si sévère envers les membres des conseils municipaux. Ces officiers sont soumis à la Commission municipale. Les secrétaires-trésoriers sont obligés de donner des garanties, d'après une assurance que le conseil est appelé à payer. Tout ceci, pour l'administration de quelques centaines de dollars, mais quand il s'agit de l'administration de plusieurs millions, on ne se scandalise aucunement.

On parle souvent des abus du pouvoir. Des abus, c'est cela que nous voulons corriger par cette loi. Si l'on tolère les directorats de compagnies pour des ministres, un membre du cabinet provincial pourra se présenter devant ses collègues et dire: "Je demande d'accorder telle ou telle commutation de taxes, et je m'accorde le privilège en question."

(Applaudissements à gauche)

Vous savez, M. l'Orateur, que les journaux rapportent toutes sortes de choses, ces jours-ci. Et nos bonnes gens s'attendent de voir le gouvernement prendre enfin ses responsabilités et donner justice à tous. On viendra nous dire ensuite qu'on est prêt à donner le meilleur de soi-même pour les intérêts de la province. Ce serait beau si on le faisait, mais on le dit, et on ne le donne pas. C'est bien de dire aux cultivateurs qu'ils constituent la base de notre société, le fondement de l'édifice, etc., mais ce serait encore bien plus beau de leur donner justice. On ne songe qu'à travailler pour tout avoir, et on offre ensuite à la population la seule maigre pitance des secours directs. Si on est à la tête de la Confédération - comme on le prétend - avec tout cela, je me demande quelle place occupent les autres provinces.

Un orateur distingué³ de cette Chambre disait quelque part qu'il était directeur de compagnies et

qu'il y resterait. C'est son affaire, mais s'il garde ses directorats, qu'il laisse aux autres le soin d'administrer les affaires de la province. Qu'il n'ait pas deux poids, deux mesures. Les ministres doivent choisir: être ministres ou directeurs de compagnies.

Le secrétaire provincial, qui a du talent et une si belle voix, s'est évertué à citer l'Évangile et à parler de la parabole du pharisien et du publicain. Il aurait dû voir que le Seigneur a dit quelque part: "Prenez ce qui vous revient, et laissez le reste aux autres." Si Notre-Seigneur était présent ici à la Chambre, il dirait à quelques-uns: "Prends tes directorats, et retire-toi." L'Évangile parle aussi de celui qui ne peut servir deux maîtres. On y lit que "nul ne peut servir deux maîtres", or, si les ministres prétendent pouvoir servir deux maîtres, ce sont eux qui sont désignés par le mot "nul". M. l'Orateur, je donne la théorie pour ce qu'elle vaut. Le Seigneur a dit aussi: "Celui qui rougira de moi devant les hommes, je rougirai de lui devant mon Père qui est dans les cieux."

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Est-ce que c'est un sermon, ça?

M. Tardif (Frontenac): Je ne m'imagine pas pouvoir convertir l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine. Quand le Seigneur a rencontré les marchands dans le temple, il les en a chassés. Avant longtemps, le gouvernement sera chassé du pouvoir, car il sera battu à plate couture.

(Applaudissements à gauche)

Il cite une fable de La Fontaine dans laquelle le loup accuse l'agneau cruel d'avoir dévoré deux de ses paisibles congénères. Le loup, dit-il, c'est le gouvernement qui essaie de charger l'opposition des fautes qu'il commet.

En terminant, je signifierai au gouvernement de prendre une chose ou l'autre, mais de ne pas tout accaparer, car je n'endurerai pas que l'on soit à la fois ministre et directeur de compagnies.

(Applaudissements à gauche)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, la question des directorats des compagnies détenus par des ministres de la couronne soulève non seulement de vifs commentaires en cette Chambre, mais surtout dans le grand public de notre province. Elle soulève non seulement des commentaires, mais des appréhensions nombreuses et la désapprobation quasi unanime de la population.

Cette réprobation a plus que sa raison d'être. Au cours de ce débat, plusieurs orateurs distingués qui m'ont précédé ont attiré l'attention de cette

Chambre sur le débat intervenu à la Chambre des communes, au sujet de la motion McMaster, et surtout au sujet de l'attitude tenue par des libéraux fédéraux.

En cette Chambre, je n'en sais pas de plus catégorique prise en faveur du bill présenté par l'honorable député de Québec-Est que l'attitude tenue par l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier) au sujet de ses directorats. Si l'honorable ministre a jugé bon, dans l'intérêt public, de les abandonner, s'il a cru incompatible la position de directeur de compagnie minière et celle de ministre de la couronne, je trouve étrange qu'il n'en soit pas ainsi pour plusieurs de ses collègues du ministère.

Et, non seulement nous, de la gauche, trouvons étrange le refus de certains ministres d'abandonner leurs directorats de compagnie, mais surtout la population de notre province. Ce qu'un ministre trouve juste et équitable, la population a le droit de se demander avec raison pourquoi il n'en sera pas ainsi pour les autres ministres. Il ne saurait y avoir deux poids, deux mesures.

Où l'honorable ministre de la Colonisation avait tort d'abandonner ses directorats, ou il ne l'avait pas. S'il avait tort, que les autres honorables ministres, directeurs de compagnies, le déclarent à la population et, s'il n'avait pas tort, qu'ils le déclarent aussi. De deux choses, l'une. Ou la solidarité ministérielle existe, ou elle n'existe pas.

Dieu sait que, depuis quelques jours, elle se trouve pas mal ébranlée. Si elle existe, que tous les ministres, directeurs de compagnies, abandonnent leurs directorats, et si elle n'existe pas, que l'honorable ministre de la Colonisation soit avisé publiquement par ses collègues de reprendre ses directorats. Il serait temps que cette situation fût tirée au clair à la face du soleil du Bon Dieu.

Il devient évident que l'honorable ministre de la Colonisation avait d'excellentes raisons pour abandonner ses directorats de compagnie minière. D'abord, la colonisation se pratique, paraît-il, dans la région où sont situées ces compagnies minières qui, paraît-il encore, emploient surtout de la main-d'œuvre étrangère.

Dans cette bonne vieille province de Québec, il s'agit, paraît-il de nouveau, d'établir les fils des pionniers dans cette région minière. Or, il est de toute nécessité d'y construire des routes. Si l'honorable ministre de la Colonisation était demeuré en fait directeur de compagnie minière, n'aurait-il pas favorisé davantage la construction de routes situées près des mines, plutôt que vers les véritables centres de colonisation?

Je ne fais que poser la question, sans me préoccuper si son ou ses prédécesseurs, tout en étant ministres de la Colonisation et des Mines, favoriseraient l'une ou l'autre de ces politiques. L'avenir nous le dira.

Si un ministre de la Colonisation abandonne ses directorats de compagnie minière afin de ne point contrecarrer ses devoirs comme ministre de la Colonisation et ceux de directeur de compagnie minière, que penser des autres ministres, directeurs de compagnie d'assurances, qui exploitent nos ressources naturelles et pressurent le peuple de notre province? Que penser de ceux qui ne suivent pas son exemple?

Prenons comme exemple le cas de l'honorable premier ministre. Il est directeur de maintes compagnies d'assurances qui détiennent des actions et obligations de compagnies exploiteuses de nos ressources naturelles et qui ont des affaires avec le gouvernement.

Le bureau légal de l'honorable premier ministre - qu'il le veuille ou non - représente la Quebec Power. Or, la Quebec Power, la Shawinigan, la Montreal Light Heat, la Beauharnois, la Southern Canada Power sont des compagnies qui ne se nuisent nullement.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député qu'il doit s'en tenir au bill. Le bill ne défend pas du tout aux ministres d'être avocats de compagnies, pas même d'en être actionnaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Dorion veut étayer une thèse. Il doit donc parler de ce qui s'y rapporte.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Donc, M. l'Orateur, vous ne me permettez pas de parler de cela?

M. l'Orateur: Le député peut parler de tout ce qui se rattache au bill.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Puisque nous n'avons pas la liberté de parler ainsi dans cette Chambre, je continue autrement. L'honorable premier ministre a beau prétendre que ses fils occupent son bureau légal...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai déclaré l'autre jour que je n'avais pas un sou d'intérêt dans le bureau légal, mais on continue quand même de me le reprocher.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nom de l'honorable premier ministre apparaît comme faisant partie du bureau et il a déclaré dans une interview que le sénateur Parent était son associé professionnel; et ses fils en font partie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est l'histoire: "Si ce n'est toi, c'est donc ton frère." C'est moi qui ai fondé ce bureau et on y a gardé mon nom, mais depuis plus de 16 ans, j'ai cessé de pratiquer dans ce bureau.

Je n'en retire pas un sou, je n'y ai aucun intérêt quelconque, j'ignore quels en sont les clients. Mais je ne suis pas pour empêcher mes fils de gagner leur vie honorablement.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): L'honorable premier ministre a beau prétendre que ses fils occupent son bureau légal, nous avons trop d'admiration pour la vie privée de l'honorable premier ministre pour songer un instant que ses fils ne lui rendent pas compte des faits et gestes de son bureau légal.

Le prestige et l'influence du premier ministre peuvent leur servir, et ce qu'il veut, ses fils le veulent également. Il peut jouer sur les mots à ce sujet, mais il ne saurait nier des faits aussi patents.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je répète à l'honorable député de Dorion que je n'ai pas un sou d'intérêt dans ce bureau légal. Je ne sais pas ce qui s'y fait.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): L'honorable premier ministre s'est montré favorable aux magasins à chaîne lorsque leur cas est venu devant le comité.

Il (M. Bélanger) parle de la manifestation des chômeurs, tenue devant le parlement.

M. l'Orateur lui demande de s'en tenir à la question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député veut établir de différentes façons que la population est contre les ministres directeurs de compagnies. Il a voulu dire que le peuple, que l'opinion publique est opposée à cela. Il est contre les multiplications de fonctions incompatibles.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition change pas mal l'argument du député de Dorion. Il peut parler d'analogie, mais ne pas tirer ses arguments par les cheveux.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Pas par les cheveux, mais du peuple.

D'ailleurs, lorsque le ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard) - qui, soit dit entre nous, doit regretter la tournure des événements, surtout depuis samedi dernier, les honorables députés de Montmagny (M. Grégoire), Québec-Centre (M. Hamel) et Québec-Est (M. Drouin) réclamant une politique plus saine d'électricité et, surtout, la municipalisation et l'électrification rurale - qui, de tous les politiciens de notre province, a présenté la plus forte opposition à ces projets si ce n'est l'honorable premier ministre! Pourquoi?

Parce qu'il reconnaissait à ses fils, avocats de la Quebec Power et du trust de l'électricité, le droit de s'opposer à la demande de la ville de Québec de municipaliser l'électricité. L'historique de cette question est écrit et il est trop connu pour que nous insistions davantage à ce sujet. Serait-ce parce que l'honorable premier ministre est directeur de compagnies d'assurances directement intéressées dans l'achat d'actions et d'obligations du trust de l'électricité que cette chose s'est produite? J'en laisse la réponse aux citoyens de sa province. Nous reviendrons plus tard sur cette question de l'électricité.

On nous reproche en certains milieux d'attaquer les trusts. Me serait-il permis de citer les déclarations énoncées jeudi soir dernier à la radio par le sénateur américain Borah, déclarations reproduites par le *New York Times* de vendredi dernier. La situation aux États-Unis est la même que chez nous lorsqu'il s'agit de trust.

Il cite un texte du sénateur Borah:

"Notre génération, dit-il, a été témoin de l'effet produit sur notre état social par la détresse économique et le mécontentement social contre les gouvernements, à tel point que les causes ne doivent pas nous laisser indifférents. Je ne prophétise pas et je ne défends point la révolution. Je dis que, dans un monde moderne, les questions sociales et économiques sont associées dans l'âme populaire à l'efficacité et à la sagesse de n'importe quel mode de gouvernement.

"Si un quart de un pour cent de toutes les corporations aux États-Unis, comme ils l'ont fait et le font encore, contrôlent la moitié de la richesse et établissent les prix d'un grand nombre de choses essentielles à notre vie quotidienne, alors, à l'instar de toutes les choses vitales, les modes et les standards de vie, la concentration du pouvoir économique est déjà fait accompli et, si elle continue, la concentration du pouvoir gouvernemental en résultera inévitablement, afin de faire face à cette situation."

M. l'Orateur, ce que le sénateur Borah a dit des États-Unis s'applique à notre province. C'est pourquoi, avant plusieurs jours, nous assisterons à un changement non seulement dans la province, mais en cette Chambre.

(Applaudissements à gauche)

Le député de Dorion cite encore le sénateur Borah:

"Si nous ne sommes pas prêts à frapper le monopole et son établissement des prix et toutes ses méthodes, à agir de façon à ce que les citoyens puissent jouir de la liberté économique, à restaurer le pouvoir d'achat des masses, si nous ne sommes pas prêts à résoudre ces problèmes, qui représentent le pain et les vêtements de millions d'individus, nous ne nous rendrons nulle part en discutant au cours de cette campagne de la liberté politique ou de gouvernement constitutionnel.

"Ces problèmes sociaux et économiques sont enchaînés les uns aux autres, non seulement dans le champ ouvert de la compétition, mais dans le cœur et le cerveau des citoyens aux questions gouvernementales. Il en est ainsi ailleurs. Il n'en est pas autrement sous notre drapeau.

"Pourquoi avons-nous été si près du plus grand changement fondamental de notre structure constitutionnelle? Parce que les conditions économiques et financières deviennent intolérables. C'est une mauvaise base économique et financière qui a conduit la moitié de notre peuple aux portes de la misère.

"Dix années s'étaient écoulées depuis la guerre. Notre revenu national dépassait \$80,000,000,000. La famine et la sécheresse n'avaient pas visité notre population. Toutefois, quelque chose était de travers, à sa base même. L'avarice des monopoles leur a permis de voler des millions de citoyens d'un mode de vie raisonnable et même l'occasion d'obtenir ce mode de vie.

"Je suis assuré que les souffrances endurées par des millions d'Américains au cours des dernières années doivent être attribuées en majeure partie aux exactions sans remords des monopoles. Je suis aussi assuré que ces monopoles mettent en danger le gouvernement libre, sa constitution, ses cours de justice et la liberté du peuple.

"Nous ne sommes pas assurés d'une défaite. L'opinion publique peut tout accomplir en ce pays. Et l'opinion publique, à l'instar du Mississippi, peut avoir sa source parmi le gravier.

"En 1856, Lincoln déclarait à Chicago: Notre gouvernement repose sur l'opinion publique. Quiconque peut faire changer l'opinion publique, sur

n'importe quel sujet, réalisera un changement de gouvernement. À bons entendeurs, salut!

"Nous pouvons tous contribuer, ajoute M. Borah, à former l'opinion publique. Il y avait un temps où le Parti républicain était l'organisation la plus agressive des partis politiques. Mais les tentacules insidieux et mortels des intérêts "trustards" ont drainé ses énergies, son courage, empêchant et paralysant tous les efforts tentés dans le parti pour rencontrer les problèmes pressants de justice sociale jusqu'à aujourd'hui où il en est rendu à combattre pour son existence. Encore une fois, à bon entendeur, salut!

"L'opinion publique, continue le sénateur Borah, peut redresser et redressera ses torts. Il se peut que ce ne soit pas aujourd'hui ou demain, mais le fait est aussi inévitable que la vérité et la justice."

Et ceci:

"Tous ces faits ont réagi sur les principes fondamentaux du gouvernement constitutionnel avec pratiquement l'approbation de la nation. Aucun gouvernement ne peut indéfiniment soutenir l'attrition ou l'éternelle faim et la détresse économique. Lorsque nous présentons nos problèmes constitutionnels devant les électeurs, nous devons être prêts à les aviser comment nous nous proposons de faire face aux conditions de l'heure qui mettent en péril le gouvernement constitutionnel. Si nous avions un tant soit peu de justice économique en ce pays, notre système de gouvernement et ses principes basiques ne seraient nullement en état de subir des changements fondamentaux.

"J'ai reçu une lettre provenant d'une compagnie indépendante d'huile où il est dit ceci: "La Standard Oil et quatre autres compagnies sont en train d'obtenir le monopole de la production mondiale de l'huile. Ils l'ont obtenu aux États-Unis. Nous, qui sommes connus comme des indépendants, ne pouvons poursuivre notre commerce, sans l'autorisation de la Standard Oil et de ses subsidiaires.

"Ces compagnies d'huile, ajoute le sénateur Borah, ou certaines d'entre elles, sont très actives au cours de cette campagne précédant la tenue d'une convention. Leurs représentants siégeront à ses assises. Plusieurs d'entre nous seraient intéressés à savoir de quel côté ces représentants jetteront leur influence? Si le Parti républicain ne peut trouver le moyen de contrôler le pouvoir économique exercé par ces compagnies sur chacun des citoyens de notre pays, en dehors des lignes de l'État, pouvons-nous espérer vendre notre argumentation auprès des électeurs à l'effet que les droits de l'État doivent être maintenus d'après la Constitution?

"Ces compagnies d'huile, comme corporations privées, exercent un pouvoir sur le citoyen de chacun des différents États, un pouvoir que le gouvernement a déclaré ne pouvoir posséder.

"La Cour suprême a décrété que le gouvernement fédéral ne détient pas le pouvoir de contrôler la production ou en aucune façon de décréter quoi que ce soit au sujet des prix à fixer sur les produits de la ferme, en ce qui concerne les États. Toutefois, cinq corporations nullement inquiétées par l'État, peuvent et contrôlent la production et l'établissement des prix au sujet des produits de la ferme.

"Ce que le gouvernement ne peut accomplir, négativement ou positivement, par suite du manque de pouvoirs, des corporations privées le peuvent, en dehors des droits de l'État.

"Il n'existe apparemment aucun droit de l'État et droits privés contre les méthodes d'exploitation des combines et des monopoles. Pour ces derniers, il s'agit d'un empire consolidé, la proie la plus riche exploitée par l'avarice humaine.

"Ces combines et ces monopoles passent outre les lignes de l'État, défient sa souveraineté, minent et détruisent la prospérité des citoyens sur lesquels repose la société. Ils ferment la porte à l'opportunité à des millions, établissant les prix que chacune des ménagères doit payer pour sustenter sa famille."

Et ceci, en plus:

"La crise fut plus qu'une chute économique. Elle fut aussi un avertissement à l'effet qu'une base économique abandonnant la moitié de la population située au milieu de richesses se trouve dans la situation d'avoir à faire face aux plus urgentes nécessités de la vie, n'est compatible ni avec l'économie politique saine ou le gouvernement libre.

"Que fera le parti à ce sujet? Sera-ce sous l'influence maligne de l'organisation politique appuyée par les intérêts des monopoles et des corporations ou encore chercher de circonvier l'action directe et efficace? Ou encore, la rencontrera-t-il directement à la face du soleil?

"La haute place détenue dans les conseils du parti par les intérêts des monopoles et des corporations est connue de tout le monde. Il est arrivé toutefois qu'un grand républicain a mis ces influences à raison. Toutefois, elles ont pu de nouveau revenir à ces conditions où le problème suprême du parti est celui-ci: le parti peut-il, fera-t-il disparaître ces forces de ses conseils, mettre de côté leurs satellites et briser les chaînes sur sa politique et ses actes?

"Si à ce sujet nous sommes prêts à oublier les intérêts suprêmes du peuple, il sera inutile au cours de la campagne de discuter les questions constitutionnelles et la validité du gouvernement constitutionnel ou de différer l'insulte directe adressée à la compréhension du peuple en l'avisant qu'il nous est impossible de le protéger. Le parti a payé chèrement la présence démoralisatrice de ces influences. Dès le début de cette campagne, il détient moins de pouvoir qu'en aucun autre temps dans l'histoire nationale du parti. Encore une fois, à bons entendeurs, salut!

"Au nom du peuple et au nom du parti, le temps est arrivé d'obtenir une comptabilité et une dissolution de cette association. J'ai surveillé de près la croissance des monopoles et attiré l'attention du public à ce sujet pendant de nombreuses années. L'évidence est maintenant devant lui."

M. l'Orateur, j'ai tenu à citer ces paroles du sénateur Borah parce qu'elles représentent exactement ce que nous pensons, nous de la gauche, sur la situation faite à nos concitoyens par les mêmes trusts, qu'il dénonce. Ce sont les mêmes affiliations, les mêmes tentacules. Les trusts américains sont les frères siamois de nos trusts canadiens. La situation est la même dans les deux pays. Ce qui est vrai pour le Parti républicain aux États-Unis, l'est aussi pour le parti tashereautiste de notre province.

Le chancre des monopoles a tellement anéanti le parti de la droite qu'aucun remède au monde ne peut le sauver du désastre fatal. Il est voué à une mort certaine.

En maintes circonstances, on nous a reproché notre désinvolture en faveur du rétablissement économique, social et politique de notre peuple. Non seulement ce rétablissement doit s'opérer dans le domaine provincial, mais aussi dans le domaine fédéral. Le peuple canadien-français est fatigué à mort de ses intendants Talon, fussent-ils bleus ou rouges. Notre peuple entend vivre en ce pays non plus en parent pauvre, mais partenaire de nos concitoyens de langue anglaise.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Fussent-ils nationaux.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Nous sommes à la veille d'une renaissance véritablement canadienne-française; tous les véritables patriotes réaliseront ce but coûte que coûte. Le Mâne, Thecel, Pharès du régime est écrit sur les murs de la Chambre, et coûte que coûte, il devra s'en aller.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) déclarait en cette Chambre que c'est un honneur pour les nôtres de siéger sur les grands conseils d'administration de monopoles. Je partage son avis, mais en autant que ces honneurs ne se pratiquent pas au détriment de ma race et de ma province. En sommes-nous rendus chez nous au point que, pour défendre la protection accordée à des exploiters publics, on se trouve dans l'obligation d'avoir recours à des propos de patriotards? Ce temps est fini.

Il a trop duré. À force de sacrifices sans nombre, d'abnégation héroïque et de dévouement inlassable, de vaillance bien française, nos ancêtres nous ont sauvés de l'assimilation anglo-saxonne. Ils nous ont légué le pays le plus riche au monde, la terre promise, quoi! Et parce que des directeurs de compagnie, dirigées par la crapuleuse finance internationale, compagnies qui nous pressurent et exploitent sans vergogne nos richesses naturelles, sont des Canadiens français, nous allons plier l'échine. Nenni, messieurs!

Ainsi la chute de Grand'Mère, d'un développement de 176,000 chevaux-vapeur, fut vendue à perpétuité au prix de \$5,000; celle du rapide des Chats, sur la rivière des Outaouais, d'un développement de 109,300 chevaux-vapeur, vendue à perpétuité pour la modique somme de \$6,000; les forces hydrauliques de la Grande-Décharge, d'un développement de plus de 500,000 chevaux-vapeur, vendues à perpétuité pour \$18,000; celles de la Chute-à-Caron, d'un développement possible de 1,000,000 chevaux-vapeur, vendues à perpétuité pour la somme de \$25,000; les forces hydrauliques de Chelsea, sur la Gatineau, d'un développement de 170,000 chevaux-vapeur, vendues à perpétuité pour \$6,825; les chutes de Farner's Rapids, sur la Gatineau, d'un développement de 120,000 chevaux-vapeur, vendues à perpétuité pour l'énorme somme de \$675; les rapides de High Falls, sur la rivière du Lièvre, d'un développement de 120,000 chevaux-vapeur, vendus à perpétuité pour \$7,500; les chutes du Sault-Saint-Louis, sur le Saint-Laurent, d'un développement de 700,000 chevaux-vapeur, vendues à perpétuité pour \$4,000, et le reste.

Le premier ministre était député de Montmorency lorsque ces pouvoirs hydrauliques furent vendus pour un plat de lentilles. Il ne saurait porter le blâme de cette iniquité sur d'autres épaules que les siennes, surtout lorsqu'on sait qu'il est directeur de compagnies d'assurances qui détiennent des actions et des obligations de compagnies qui exploitent ces pouvoirs d'eau après les avoir obtenus à vil prix. Nous sommes assurés que ces compagnies

d'énergie électrique doivent avoir inscrit ces chutes dans leur actif pour des montants fabuleux.

Tranchons la question immédiatement. Voici les montants représentant les obligations et actions de compagnies d'électricité achetées par la Sun Life, soit détenues par cette compagnie en fidéicommis, dont l'honorable premier ministre est directeur:

Shawinigan Power: \$33,833; \$52,187; \$548,791; \$195,445; \$438,000; \$41,400; \$33,833; \$52,187; \$68,358; \$227,296.

Montreal Light Heat: \$4,479; \$10,190,545; \$643,050; \$164,512; \$3,256,661.

Quebec Power: \$76,640.

La Liverpool Manitoba, une compagnie d'assurances dont le premier ministre est directeur, détient des actions de la Montreal Light Heat pour \$24,945 et de la Winnipeg Electric pour \$10,000.

Le Metropolitan Life, une autre compagnie d'assurances dont le premier ministre est directeur, détient des actions et des obligations de la Gatineau Power pour \$4,800,000; de la Montreal Light Heat pour \$975,000; de la Quebec Power pour \$500,000; de la Shawinigan Power pour \$1,800,000.

Le North American Life, dont l'honorable premier ministre est directeur, détient des actions et des obligations des compagnies d'électricité suivantes: Beauharnois, \$94,786; Duke-Price, \$100,931; McLaren Power, \$93,405 et \$148,875; l'Ottawa Valley Power, \$157,884; Shawinigan Power, \$92,018; Southern Canada Power, \$52,166; Abitibi Power, \$25,00 et \$15,000.

La Canadian Investment, dont le premier ministre est directeur, détient 2,500 actions de la Montreal Light Heat.

La Mutual Life Assurance, dont le procureur général est directeur, détient des actions et des obligations des compagnies d'électricité pour les montants suivants: Beauharnois, \$512,885; Duke-Price, \$500,069; Gatineau Power, \$97,397 et \$375,150; McLaren Power, \$479,757; Montreal Light Heat, \$3,439 et \$10,000; Ottawa Light, Heat & Power, \$197,309 et \$92,294; Ottawa Valley Power, \$489,823; Quebec Power, \$47,648; Shawinigan Power, \$95,854, \$53,760, \$51,300, \$222,946, \$95,112 et \$240,586; Abitibi Power, \$325,000; International Paper and Power, \$24,563 et \$122,038; Ottawa Light, Heat & Power, \$15,545; Duke-Price, \$98,798.

À la suite de cet exposé de fait, il faut inévitablement conclure à l'instar du sénateur Borah que l'enchaînement de la politique et de la haute finance est plus qu'évident.

Dans le rapport officiel des actions et des obligations détenues par la Sun Life, dont

l'honorable premier ministre est directeur, il est fait mention que les actions et les obligations de la Montreal Light Heat ont une "authorized value" de \$21,085,756 et un "book Value" de \$10,190,545. Je ne connais pas M. Harpell personnellement, je ne lui ai jamais adressé la parole, mais je sais qu'il fut emprisonné avec l'entente consentie entre certains grands personnages, bleus et rouges, pour avoir publié exactement ce qui est compris dans le rapport officiel de la Sun Life, au sujet des pertes subies par cette compagnie dans maintes compagnies.

L'honorable premier ministre agissait alors comme directeur de la Sun Life et comme procureur général de la province. Il me semble que ces deux situations étaient plus qu'équivoques, soit le fait d'être directeur d'une compagnie accusée d'avoir spéculé avec l'argent de ses assurés et, en même temps, administrer la justice de notre province. Que cela plaise à l'honorable premier ministre ou non, il ne saurait nier qu'une telle situation est incompatible avec celle de ministre de la couronne.

Ce qui prouve que M. Olivar Asselin, que le premier ministre a déjà rencontré près de la porte du bureau de l'Orateur, avait probablement raison d'écrire: "Deux justices et même plusieurs dans Québec; l'une pour les oppositionnistes, une autre pour les ministériels; une pour les pauvres et une pour les riches." Et lorsque je me rappelle qu'un éminent journaliste canadien-français fut emprisonné avec le consentement tacite de l'honorable premier ministre actuel, je veux parler de M. Jules Fournier, pour avoir fustigé la prostitution de la justice en notre province, je suis à me demander si M. Harpell n'a pas été l'objet d'une prostitution de la justice aussi flagrante que l'emprisonnement de MM. Asselin et Fournier.

On dit que le cultivateur n'a pas besoin de force motrice. C'est un point qu'il faudrait prouver. En tout cas, en Nouvelle-Zélande, les producteurs ont mis au point, grâce à la réfrigération électrique et aux trayeuses mécaniques, un beurre qui affirme sa supériorité sur les grands marchés du monde et avec lequel il est difficile de rivaliser ici même où le climat froid devrait nous donner pourtant un avantage marqué.

Il faut donc ruraliser sans retard l'électricité. Le gouvernement de la province a manqué une occasion très favorable de ruraliser l'électricité avec la Beauharnois. Le premier ministre du Canada avait offert au premier ministre de la province de Québec de prendre le développement de la Beauharnois, qui pouvait fournir 2,000,000 de chevaux-vapeur à deux dixièmes de cent du kilowatt-heure.

Le gouvernement aurait pu acheter la Beauharnois, exploiter 2,000,000 de chevaux-vapeur à un prix coûtant qui aurait varié entre \$5 et \$6 maximum, et les revendre à raison de \$10 du cheval-vapeur. On aurait ainsi attiré d'innombrables industries dans la région de Beauharnois. Seulement, le trust de l'électricité ne veut pas abaisser son prix en bas de \$15 du cheval-vapeur.

Réalisez-vous encore une fois, Messieurs, combien il est dangereux pour un ministre de la couronne d'être directeur de compagnies d'assurances qui détiennent des actions et des obligations de trusts. L'exemple de la Beauharnois devrait suffire, mais ce n'est pas tout.

La Sun Life, dont le premier ministre est directeur, détient des actions et des obligations de la McColl-Frontenac pour \$519,230; de la British American pour \$952,307, \$952,307 et \$29,000; d'Imperial Oil pour \$1,361,545, \$245,017 et \$225,903; de la Standard Oil pour \$80,299, \$252,253, \$992,369, \$295,322, \$61,769, \$1,063,570, \$67,945 et \$74,122; et l'Imperial Oil, une fois de plus, pour \$681,326 et \$218,449.

La Canada Investment, dont le premier ministre est directeur, détient \$620,998, \$161,956, \$101,346, \$149,039, \$25,853 et \$12,196 d'actions et d'obligations de Montreal Coke, compagnie poursuivie l'an dernier devant les tribunaux en vertu de la loi des combines.

La Sun Life, dont l'honorable premier ministre est directeur, d'après des documents officiels, détient des actions et des obligations de la Montreal Tramways. Nous posons nos arguments sur des faits irrécusables.

On sait que cette compagnie détient une charte qui se termine en 1952. Lors de l'adoption de cette charte, son actif avait été soudainement rehaussé de \$18,000,000 à \$36,000,000, sans aucune excuse valable. Elle a émis des obligations dans le public pour environ \$50,000,000 et des actions pour environ \$2,000,000. C'est-à-dire que ces actions détenues par les messieurs de la rue Saint-Jacques ne furent probablement jamais payées. Ce sont les bonnes poires d'épargnants qui en ont défrayé le coût.

Ce n'est pas tout. Récemment au comité des bills privés, la ville de Verdun réclamait le privilège d'imposer une partie du coût de l'entretien des rues, où circulent les autobus, à la compagnie. Il va sans dire que le passage d'autobus sur la chaussée occasionne des dommages considérables à cette chaussée. Or, cette demande fort légitime présentée par les autorités de Verdun fut refusée. Voit-on

encore le danger pour un ministre d'être directeur d'une compagnie qui détient des actions et des obligations de la Montreal Tramways, n'en serait-ce qu'au point de vue de l'opinion publique?

Il y a plus. Je suis d'avis que le retard apporté à l'adoption de la loi des pensions de vieillesse pourrait provenir plus que probablement des objections formulées à ce sujet par des compagnies d'assurances dont certains ministres sont directeurs. On sait qu'en édictant les pensions de vieillesse, nous placerons les compagnies d'assurances dans une position où elles ne pourront plus vendre de polices à vie, polices qui contribuent le plus à grossir les profits de ces compagnies.

C'est encore un autre point que je souligne aux honorables députés de la Chambre au sujet des directorats de compagnie détenus par des ministres de la couronne.

Afin de nous démontrer que ses directorats ne nuisent en rien à sa position de ministre de la Couronne, il ne reste plus à l'honorable premier ministre et aux autres ministres directeurs de compagnie de nous exhiber leurs livres depuis 15 ans et ce qu'ils ont perçu en honoraires de tous genres des compagnies dont ils sont directeurs. Alors, je déciderai si je dois voter en faveur ou contre les directorats détenus par des ministres.

Il (M. Bélanger) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Commissaires d'écoles de Montréal-Est et de Saint-Jules

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est et de Saint-Jules, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités, et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 5 heures⁴.

NOTES

1. M. Lucien Martial, originaire de la France et professeur à l'École des beaux-arts de Québec, selon *Le Canada* du 6 juin 1936, à la page 1.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Léon Casgrain (Rivière-du-Loup).

3. *Le Devoir* du 6 juin 1936, à la page 3, écrit que M. Tardif a désigné nommément le premier ministre. C'est toutefois le seul journal qui écrit cette version.

4. Le *Montreal Star* du 6 juin 1936, à la page 14, sous la plume d'Henri St-Pierre, décrit ainsi dans quelle atmosphère politique se termine cette avant-dernière semaine de la session: "Hier après-midi, l'Assemblée a été ajournée jusqu'à mardi dans une atmosphère remplie de nervosité et d'attentes qui a laissé les membres en grande partie indifférents à ce qui se passait en Chambre.

"La dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections, le changement de gouvernement avec l'opposition actuelle en place, ou une réorganisation du gouvernement avec un nouveau chef et la coopération d'un certain nombre de membres de l'opposition élus sous la bannière de l'Action libérale nationale, sous le couvert d'un gouvernement de coalition, voici ce dont discutaient secrètement les émissaires des différents groupes ou ce dont discutaient ouvertement ceux qui n'étaient pas tenus informés de ce qui se passait, toujours selon la rumeur.

"Cet état d'esprit n'est pas propice à des séances constructives de l'Assemblée législative. En fait, ce qui c'est passé hier après-midi ne peut se résumer en une courte phrase, puisque rien n'a été fait.

"Les analystes politiques soulignent le fait que les révélations du comité des comptes publics, dont on avait déjà fait état, n'ont pas amélioré les chances du gouvernement Taschereau de survivre à une session normale. Il va sans dire que les libéraux d'Ottawa, qui considèrent qu'un changement de régime au Québec pourrait leur nuire à la prochaine élection, semblent tenter par tous les moyens de prévenir la venue d'un gouvernement hostile au Québec. On dit que les gens qui étaient favorables au mouvement de l'Action libérale nationale avant les dernières élections provinciales, ce qui inclut certains libéraux d'Ottawa, se trouvaient maintenant dans la

position d'une personne qui détruit délibérément les ponts d'accès à sa destination. Et, plus que jamais, ils tentent de sauver le gouvernement libéral du Québec.

"Mercredi, les membres du Parti libéral ont tenu un caucus secret, et ils ont donné un vote de confiance unanime au premier ministre Taschereau. Du moins, telle est l'impression générale que nous avons aujourd'hui à Québec. Par ailleurs, l'organisation d'un gouvernement de coalition semble être impossible à Québec avec l'honorable L.-A. Taschereau à sa tête. Ce qui est fait pour éviter ces problèmes est naturellement gardé secret par ceux qui travaillent à la résolution du problème.

"Le fait que M. Taschereau souhaite se retirer n'importe quand, pour assurer la réorganisation du gouvernement et le maintien de son parti au pouvoir, n'est pas un secret. À plusieurs reprises, il s'est dit prêt à se retirer s'il était convaincu que ceci contribuerait à clarifier la situation.

"Par ailleurs, les libéraux, désireux de sauver leur parti de la catastrophe, travaillent désespérément pour obtenir l'aide de leurs confrères à Ottawa afin de sauver le parti. Les journaux locaux ont ouvertement suggéré que l'on pourrait faire appel à l'honorable Pierre Joseph Arthur Cardin, ministre des Travaux publics sous le gouvernement King, pour prendre la direction d'un gouvernement libéral réorganisé.

"Seul un long ajournement de l'Assemblée pourrait rendre cela possible et, entre-temps, permettre la réorganisation. Car le nouveau premier ministre devrait obtenir un siège à l'Assemblée législative, ce qui implique une élection partielle dans un climat houleux.

"Ces rumeurs sont seulement justifiées par les nombreuses conférences mystérieuses tenues dans tous les recoins du parlement par des hommes de points de vue apparemment opposés en Chambre, par la venue à Québec de chefs politiques de croyances et d'allégeances différentes qui confèrent plus ou moins ouvertement, et ensemble, sur la situation qui se déroule à Québec. On annonce avec confiance que si un autre gouvernement n'est pas au pouvoir d'ici le 24 juin, à la Saint-Jean-Baptiste, des milliers de personnes des quatre coins de la province, qui désirent un changement, se rendront au parlement et demanderont la résignation de Taschereau. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, on dit qu'ils s'adresseront à Spencer Wood pour qu'il demande à l'honorable É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur, de dissoudre la Chambre et d'ordonner une nouvelle élection".

Séance du mardi 9 juin 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 30¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 97 constituant en corporation The Quebec Goldfields Transportation Company.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 125 ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est et de Saint-Jules, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités, et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est.

Explications sur des faits publiés:

**Réplique aux propos
du député de Hull, M. Caron**

M. Bertrand (Saint-Sauveur): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège, pour répondre à un argument posé par le député de Hull (M. Caron) à la radio, dimanche. Le député m'a accusé d'avoir dit aux chômeurs de ne pas signer leur carte pour travailler suivant le plan Bouchard. Je dis que c'est absolument faux et, si le député de Hull avait pris la peine de se renseigner, il aurait dit la vérité avant de parler. Les faits sont là pour prouver que si les chômeurs n'ont pas signé les cartes, c'est

bien parce qu'ils l'ont voulu eux-mêmes, et votre humble serviteur n'est pour rien dans tout ceci.

(Applaudissements à gauche)

Voix à gauche: L'honorable député de Hull n'a rien à répondre?

Une autre voix à gauche: Il en a assez dit.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 4 juin courant sur la motion proposée le jeudi 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, avant de continuer les quelques remarques que j'ai à faire, je veux donner à l'honorable premier ministre et à ses collègues l'occasion de faire un beau geste avant de quitter la Chambre. Je leur offre de passer la loi des pensions aux vieillards. Je vois que le premier ministre et ses collègues aiment mieux mourir en silence.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Il est à l'agonie.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, à l'ajournement du débat, j'étais à parler de l'importance d'avoir des canaux pour le transport. Il est important que nos ports soient administrés par les citoyens intéressés à leur développement. Le premier ministre et son cabinet devraient prendre action immédiatement à ce sujet et favoriser auprès de leurs amis d'Ottawa l'exécution du projet du Richelieu et du lac Champlain, un projet facile de réalisation. Il permettrait à notre province de développer non seulement les voies fluviales, mais aussi les voies ferroviaires.

Dès 1820, des patriotes ont reconnu la nécessité d'établir des voies de communication à bon marché. On n'était pas alors intéressé à faire prévaloir l'intérêt personnel du "family compact" mais plutôt le développement de notre province et du pays. Ce projet reliait les Grands Lacs à l'Atlantique par voie d'Etchemin, la rivière Saint-Jean, le Nouveau-Brunswick pour aboutir à la Baie de Fundy.

Le premier ministre et ses collègues ne font pas leur devoir en refusant l'exécution d'un projet qui favoriserait tout particulièrement notre province et aussi le pays. Le projet de la Baie Georgienne aurait traversé une des régions les plus riches de notre province et il aurait permis la construction de nombreuses villes, réduisant considérablement aujourd'hui l'acuité du problème du chômage. Les négociateurs actuels se doivent de prévoir l'avenir.

Il (M. Tremblay) attaque le ministre des Communications, M. C. D. Howe, en déclarant que ce jeune ministre de nationalité américaine, récemment naturalisé au pays, a toujours travaillé pour les intérêts Morgan, Rockefeller et ceux de la haute finance. Il est entré au pays par les plaines de l'Ouest pour échouer à Port Arthur. Il n'est pas intéressé à notre province comme le seraient des citoyens du Québec.

Il (M. Tremblay) démontre ensuite les possibilités innombrables en force motrice du développement hydraulique de Beauharnois. L'énergie électrique produite à cet endroit pourrait se vendre à raison de \$6 le cheval-vapeur, déclare-t-il. Le ministre de l'électricité, pardon du Commerce, niera-t-il ces chiffres? Si le gouvernement avait prévu tant soit peu la situation, de nombreuses industries se seraient établies aux environs de Beauharnois. Nous sommes placés au cœur de l'Amérique du Nord, et nous n'en profitons nullement. Il cite le cas de Pittsburgh qui, bien moins située que Montréal, a réussi à progresser non pas avec de la houille blanche mais du charbon, tandis que nous rétrogradons avec les plus riches ressources naturelles du monde.

Il suggère également au premier ministre de se faire construire un canal, afin de ne pas dégringoler trop tôt dans les rapides avec son gouvernement.

Il (M. Tremblay) reproche aussi au gouvernement de n'avoir pas développé la région de Chibougamau. Il en est ainsi dans toutes les régions de la province, déclare-t-il.

Il annonce ensuite qu'il a terminé ses quelques remarques sur la gestion des transports et qu'il parlera maintenant de colonisation.

Le représentant d'un comté urbain doit nécessairement s'intéresser à la colonisation, parce que le retour à la terre se révèle comme le seul remède efficace contre le chômage. Je ne parlerai pas de la colonisation au point de vue politique. Je l'ai dit, je ne m'occupe pas de politique. Rouge ou bleu, ça ne m'importe pas.

(Rires)

Voix à droite: Vous êtes bleu!

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vais donc parler de la colonisation sans m'occuper de politique. Et jamais je ne dirai en cette Chambre le contraire de mes idées, pour le bénéfice d'un parti. La colonisation m'intéresse dans l'intérêt de quelques-uns de mes électeurs et en tant que citoyen de cette province. M. l'Orateur, de la colonisation, il en faut. On a peut-être un peu retardé. Mais nous allons passer outre.

Il dit qu'il ne veut traiter personne d'ignorant comme l'a fait le député de Kamouraska. Il admet que chaque député est expert en un domaine au moins, ne fût-il expert que dans les élections à 125 % de majorité ou dans les élections au moyen de polls volants.

Cependant, j'affirme qu'on ne fait pas de colonisation quand on ne connaît pas ça. C'est par la colonisation qu'on peut soulager le problème du chômage, mais on en fait quand on est digne d'en faire et qu'on a les qualifications voulues. Vous me comprenez, M. l'Orateur. Quand nous avons dit qu'un architecte, enfant des villes, ne pouvait être ministre de la Colonisation, les événements nous ont donné raison, car cet architecte a aimé mieux aller dans l'Ouest jouer au golf, au lieu de s'occuper des colons. On nous a donné un ministre expert en colonisation et il a trouvé que ce qui avait été fait, c'était mal fait. Le nouveau ministre connaît la colonisation puisqu'il a vécu parmi les colons pendant de nombreuses années, mais il ne semble pas savoir comment s'y prendre, puisqu'il n'a rien soumis de concret à la Chambre. Il n'a rien apporté de nouveau et s'est contenté de tolérer les ardeurs des comités diocésains de colonisation.

Voix à droite: Démagogie!

M. Tremblay (Maisonneuve): La démagogie, c'est chez vous. Le nouveau ministre ne sait pas encore ce qu'il va faire. Ce n'est pas avec des secours directs qu'on fait des colons, mais avec des travaux. Et je connais ça. J'en ai fait de la terre neuve. Ce qui nous encourageait, c'était de penser qu'en défrichant la terre, nous pourrions devenir des gens libres.

De quelle manière procède-t-on dans cette province? Ici on n'a pas encore jugé bon de faire une classification des terres qui peuvent être colonisées. Le nouveau ministre commence à s'apercevoir que l'hiver n'est pas un temps propice pour établir des colons, on ne pouvait pas s'en rendre compte avec un architecte qui était peut-être bien qualifié pour dresser des plans. Cependant, on a envoyé des familles quand il y avait 5 ou 6 pouces de neige. On les établit et, quand le printemps arrive, on s'aperçoit

que les colons sont établis sur un lac. On va les chercher en chaloupes. Il n'est pas surprenant que tant de colons soient revenus. On a laissé miroiter trop d'avantages aux citoyens. On leur a fait choisir des terres sur des "swamps". L'honorable ministre ne me contredira pas.

L'honorable M. Authier (Abitibi): C'est la première fois que j'entends mentionner ce fait. Le député de Maisonneuve veut-il nous dire où est arrivé le fait dont il parle?

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre devrait le savoir, puisque ça s'est passé dans son comté. Voulez-vous que je précise?

L'honorable M. Authier (Abitibi): À quel endroit?

M. Tremblay (Maisonnette): Ça dépend, je suis prêt à tout permettre à la droite, seulement, vu que le chef de l'opposition vous a offert de préciser, voulez-vous lui permettre de parler avant vous?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Certainement. Si l'honorable chef de l'opposition le sait, il devrait bien nous dire où cela s'est produit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est dans le comté du ministre que cela s'est passé. Je suis surpris qu'il ignore cela. Le gouvernement a établi des colons dans le voisinage d'un lac, avec la conséquence qu'on a dû sauver les colons qui étaient en danger de se noyer au printemps.

M. Tremblay (Maisonnette): Le ministre sait que ce que j'ai avancé est vrai. S'il ignore la chose, qu'il se renseigne auprès de l'ancien député de Montmagny qui prend de ce temps-ci contact avec son ministère à raison de \$3,500 par année. Je renseignerai l'honorable ministre lorsque nous étudierons ses crédits.

L'honorable M. Authier (Abitibi): En toute justice, je crois que le député de Maisonneuve devrait donner plus de précisions. L'honorable député de Maisonneuve nous cite un cas où un colon a été établi sur un lac. L'honorable chef de l'opposition dit que c'est au bord d'un lac. Il est possible qu'il y ait eu une inondation, mais cela se produit jusque dans la ville de Montréal. Nous avons le droit de savoir de quel lac et de quel colon il s'agit. J'affirme que je ne connais pas de faits semblables.

M. Tremblay (Maisonnette): Le ministre le sait et le Parlement aussi le sait, et le ministre a été obligé de changer les colons de district. L'honorable ministre a eu tort de m'interrompre. Pourquoi m'interrompre? Ça me fait plaisir qu'on m'interrompe; moi, je n'interromps jamais personne. L'honorable ministre a voulu sans doute me faire plaisir.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Évidemment que c'est pour vous faire plaisir. J'affirme que je ne connais pas ces faits.

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, vous me corrigerez si j'ai tort. Je suis peut-être obligé de prendre la parole du ministre, mais dans ce cas, ça confirme ce que j'ai déjà dit, que le ministre ne connaît pas son affaire. Le ministre n'est pas au courant des affaires de son département. Ce n'est pas un colon, mais des colons qui ont été établis de la manière que je dis. J'affirme que le gouvernement doit faire de la colonisation d'une manière pratique. Mais il me semble que si on classifiait les terres, on éviterait des cas comme celui-là. On permettrait aux colons de se créer des foyers. Ce n'est pas avec des "pitons" qu'on va donner aux gens l'opportunité de gagner leur vie et le pain de la famille. On leur éviterait des embarras avec les compagnies qui exploitent nos ressources forestières et exploitent les colons.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement devrait instaurer un système de budgets individuels pour la colonisation, selon le nombre de personnes dans chaque famille, leurs conditions de vie et l'endroit où ils habitent, etc. Je recommande aussi qu'on donne aux colons un travail de bûcheron dans les bois de la province, pendant l'hiver, pour qu'ils puissent avoir de l'argent et continuer leur colonisation au printemps.

Il (M. Tremblay) reproche aussi au gouvernement d'avoir fait tant de concessions aux marchands de bois en tête desquels se trouve l'Américain Graustein, qu'il a pratiquement mené la concurrence contre le pauvre colon.

Avec une telle politique, dit-il, vous menez non seulement le gouvernement au suicide; vous conduisez une race au suicide. Le colon satisfait n'est pas celui qui reçoit directement de l'argent du gouvernement, mais celui qui réussit à conquérir son indépendance.

Le gouvernement devrait voir la quantité de bois dont les fabricants de papier ont besoin, et voir à ce que la récolte de bois des colons pendant l'hiver

leur soit vendue. Des quantités considérables de bois pourrissent le long de la voie ferrée et de la route en Abitibi parce qu'il n'y avait pas de marché. Et j'espère que le ministre de la Colonisation ne me posera pas de question à ce sujet.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Au ton impatient du député de Maisonneuve, je vois qu'il désire une réponse immédiate. Je dois dire à l'honorable député que ce n'est pas vrai. J'affirme que le bois ne pourrit pas le long de la voie ni ailleurs. Peut-être est-il arrivé, une saison ou deux, que les colons aient été obligés de garder leur bois dix-huit mois et plus, mais ce n'est pas habituel. C'est inexact de dire, de façon générale, que le bois a pourri.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je sais que je suis obligé d'accepter la déclaration du ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Absolument pas.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je déclare que j'ai constaté moi-même que le bois coupé par les colons de l'Abitibi était empilé le long des chemins de fer et pourri. Les habitants ou colons m'ont déclaré: On le laisse parce qu'il n'y a pas de marché. Il est bon de faire une mise au point, mais il faut avoir du sérieux.

Faire de la colonisation comme on en a fait, c'est le suicide d'une race. Le gouvernement ne peut continuer de la même façon. Le peuple est respectueux des lois, mais il ne faut pas abuser. Si on pousse trop loin l'exploitation, il deviendra impossible de le contrôler. Le peuple attend parce qu'il sait qu'un gouvernement national lui sera bientôt donné. Notre population chrétienne est patiente jusqu'à un certain degré, et si elle ne se révolte pas, c'est qu'elle compte avoir un changement. Elle a confiance que le ministère s'en va. Sans cela, elle se révolterait.

J'ai fait de la colonisation. J'ai porté le sac sur le dos sur une distance de 18 milles pour aller ouvrir des terres.

(Applaudissements à gauche)

Mais les temps sont changés. Il y a 36 ans, il n'y avait pas d'auto, pas de radio ni de golf. Pour entendre du piano, il fallait avoir recours à un professeur qui restait bien loin. Le théâtre était inconnu et personne ne voyageait en "char" à \$500 par jour, pas même un "char à bœufs".

Tant qu'on ne s'occupera pas des intérêts nationaux pour ne penser qu'aux intérêts du régime, on ne fera pas avancer la colonisation.

On aurait aidé la colonisation, ces dernières années, si on avait fait des travaux de voirie dans les régions nouvelles. Au lieu de payer des contrats et des bons trop élevés dans d'autres parties de la province, on devrait s'occuper de la voirie de la colonisation. On ne peut pas faire de charroyage même à cette heure par les ânes, sinon par les ânes gouvernementaux.

Quand nous aurons créé ces routes à construire, nous transporterons là des milliers de personnes; afin de créer ces routes à construire, nous transporterons là des milliers de personnes, afin de créer un fonds de consommation parce ce qui manque de nos jours, c'est d'écouler le surplus existant partout dans la production. Ce sera un fardeau de moins.

Pour ces routes, il faudrait faire le défrichement de quelques acres de terre. Pas 10 ou 20 acres, mais la première acre de frontage de ces routes. Vous aurez à construire les maisons des colons et les premiers bâtiments nécessaires. Cela tout seul emploierait des milliers et des milliers de chômeurs qui sont dans les villes. Le seul comté de l'Abitibi est plein de possibilités agricoles en plus des possibilités minières. On y mettrait 30,000 personnes à l'ouvrage. Voyez-vous, M. l'Orateur, l'activité industrielle que représenterait l'établissement de ce nombre de colons! Car ces 30,000 personnes mangeraient autre chose qu'une galette de sarrasin par jour, qu'une seule tasse de thé ou qu'un seul biscuit venant d'une certaine manufacture. Voyez-vous le nombre de tonnes d'acier qu'il faudrait pour fabriquer les scies et les haches de tous ces défricheurs. Si l'on avait procédé de cette manière-là, nous n'aurions pas de chômage. Eh bien! C'est de cette manière que veut procéder le gouvernement national que nous aurons bientôt.

(Applaudissements à gauche)

Si nous ne réussissons pas, ça dépend de nous. On n'a pas voulu agir. Mais oublions le gouvernement libéral et occupons-nous du gouvernement national qui, dès demain, va conduire la province au bénéfice non des trusts, mais au bénéfice de la collectivité. Ces trusts, parlons-en. On a le triste spectacle de la pieuvre financière se combattant elle-même devant la Législature de Québec: ces compagnies qui viennent aux comités travailler l'une contre l'autre pour s'empêcher de construire un chemin de fer dans une région minière. On vient demander des faveurs, puis ensuite, cinq ans plus tard, un renouvellement de ces faveurs. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas ouvert les régions du Témiscamingue et de l'Abitibi 10 ans

auparavant, lorsque l'honorable député d'Abitibi (M. Authier), alors un nouveau membre, avait fait la demande de construire des chemins de fer dans ces régions? Le problème a résidé sous ce régime, alors que des compagnies sont arrivées et elles ont obtenu ce que nous appelons des mandats de nuisance et ces mandats ont empêché les personnes sérieuses de faire un travail de développement.

Mais il y a d'autres trusts, que j'appellerai compagnies de nuisance. Il y a la Beauharnois qui a coûté \$3,000,000 au pays et qui a fait perdre un siège d'un sénateur. Elle est d'heureuse mémoire. Dans les provinces de l'Ouest, on a multiplié les chemins de fer. Ce ne sont pas ces provinces de l'Ouest qui ont payé, elles sont en majorité en faillite. La province d'Ontario est la seule solvable entre elles. C'est même elle qui a la meilleure structure économique du pays. On dira bien que c'est Québec, parce que Québec n'a qu'une dette de \$135,000,000 à comparer avec la dette ontarienne qui est de \$800,000,000.

Mais l'Ontario a un actif. Elle a l'Hydro. Savez-vous que, si Ontario voulait mettre son hydro sur le marché, elle recevrait une offre d'un milliard? Elle a le chemin de fer Temiscamingue and Northern Ontario qui va jusqu'à la baie James et qui pourrait lui rapporter des centaines de mille dollars. Et l'on va venir comparer Ontario avec Québec. Québec a une dette mais n'a pas d'actif. Pourquoi n'avons-nous pas d'hydro? Nous avons deux fois plus de forces hydrauliques que l'Ontario. Pourquoi n'avons-nous pas de chemin de fer? On me dira: "Si nous avions des chemins de fer, nous aurions des déficits." On n'a rien fait, mais on a laissé faire des trusts dont l'honorable ministre de la Colonisation (M. Authier) est membre.

Comme actif dans notre province, nous devrions avoir des débouchés à l'intérieur du pays à partir de Mont-Laurier aux différents points au nord de Montréal. Nous pourrions facilement atteindre un pays plein de ressources naturelles. Je ne comprends pas que nous fussions si bêtes de ne pas l'avoir compris. L'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Authier) est plus responsable que ses collègues de la droite. Il continue de participer à un régime qui fait bénéficier les trusts et les banques.

L'honorable M. Authier (Abitibi): De quel "trust" le député de Maisonneuve veut-il parler?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre devrait le savoir.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je nommerai ces trusts plus vite qu'il ne le désire.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Tout de suite.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je donnerai en temps et lieu les noms lors de la présentation de bills de certaines compagnies.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Lesquels? Nommez-les! L'honorable député devrait le dire tout de suite.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je comprends que le ministre a pu se servir d'ailes volantes. Je comprends que ceux de mes électeurs - ceux-là qui sont vivants - qui ne votent pas dans les airs, ceux-là ont signifié son congé à l'honorable ministre de la Colonisation. Et l'honorable ministre de la Colonisation va faire la procession le jour de la Saint-Jean-Baptiste. Il va proclamer du haut d'une tribune toute la valeur d'un pays comme le nôtre. Il parlera de patriotisme et de nos ancêtres, mais il ne parlera pas du sien par exemple. Si l'honorable ministre allait dire le 24 juin qu'il a été fidèle aux traditions de ses ancêtres, l'estrade sur laquelle il parlerait s'écroulerait. S'il marchait dans la procession avec un grand tuyau de soie...

Voix à gauche: À côté du mouton.

M. Tremblay (Maisonneuve): Oui, le mouton prendrait sa place quand il serait fatigué. Ah! Ces ministres de la droite, ils ne sont pas là. Et quand nous disons ces choses, on nous fait dire par "la voix de son maître", à la radio, que c'est de la démagogie. C'est de la démagogie de dire ce qu'il faut faire pour ramener la province dans la voie du progrès.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne parlera pas.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il va dire que le député de Maisonneuve a parlé bien fort. Il ne dira pas ce que j'ai dit, mais il dira que je pousse la population à la révolte. Est-ce bien ce que j'ai fait cet après-midi, M. l'Orateur? Vous allez voir s'il ne dit pas ce soir le contraire de ma pensée.

Nous ne sommes plus des rouges et des bleus en cette province. À quoi servent les couleurs? Autant remplacer les députés par des petits drapeaux rouges ou bleus. Il y a des députés qui ont coûté \$5,000 à la province. Un drapeau ne coûterait pas si cher.

Je dis et je répète que ces messieurs se laissent guider par l'esprit de parti; qu'ils sont gangrenés non seulement par le régime tory, mais par

la finance. On exploite le peuple en faveur d'une famille royale qui existe dans cette province, et qui est composée d'un roi, de princes, de ducs, de comtes; les messagers de cette famille sont des vicomtes, et il y a beaucoup de petits ducs. Nous avons englouti des millions dans la Canada Paper and Power. Quand Graustein a su que les élections s'en venaient, en novembre dernier, il est allé résigner son siège de directeur de l'International Paper afin de partir du pays. Il ira probablement chercher Jimmy Valentine pour se rendre avec lui en Éthiopie. Qu'ils y restent. Je ne sais si Mussolini pourra s'en servir de ces experts, mais il est mieux de les mettre aux fers.

On vient prétendre par ailleurs qu'il y a un député libéral qui a fait construire un pont sans que le gouvernement le sache. D'autres ont pris un petit chèque de \$5,000 sans en rendre compte. Des ministres responsables, des ministres de la couronne, et après avoir prêté leur serment d'office, après avoir fait serment de protéger les deniers de la couronne et les intérêts de la race et de la nation, ces ministres ont mis la main sur les saints Évangiles continuent d'agir en rouge et dire: "Je suis libéral et je reste libéral" N'avons-nous pas de raison de protester? Quand on voit un homme comme le député de Trois-Rivières qui fait un travail de géant; quand on voit un homme comme le député de l'Assomption, chef de l'Action libérale nationale qui appuie le chef de l'opposition pour chasser le régime, n'avons-nous pas le droit de dire que c'est une honte de constater que le régime nous fait attaquer par "la voix de son maître" au lieu de se défendre.

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, je vous conseillerais de surveiller l'horloge au cas où elle avancerait trop vite.

M. l'Orateur: Il est 6 heures.

Le débat est suspendu.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Charte de Lachine

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du député de Jacques-Cartier (M. Monk), dont elle a été saisie le jeudi

28 mai dernier, proposant que les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 83 modifiant la charte de la cité de Lachine soient maintenant lus une première fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de reprendre le débat, je tiens à attirer l'attention du gouvernement provisoire.

(Applaudissements prolongés à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Gouvernement provisoire ou opposition permanente? (Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Tout ça dépend de qui on parle; si on parle de l'opposition de demain, on peut parler d'opposition permanente; et le gouvernement de demain sera un gouvernement permanent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une vieille chanson.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre peut être convaincu que, sous le prochain gouvernement, les officiers supérieurs ne seront pas obligés de démissionner.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La chaleur ne vous va pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas la même chaleur que nous avons tous les deux. Je tiens à attirer l'attention des membres de cette Chambre sur le fait que le parrain de la mesure, M. Monk, n'accepte pas les amendements du Conseil législatif et ne peut s'en faire le promoteur.

M. Monk (Jacques Cartier): Je ne veux pas être inscrit comme proposeur ou secondateur des amendements auxquels je suis opposé. Je désapprouve le bill totalement.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je disais l'autre jour qu'il faudrait laisser à l'initiative des conseils municipaux cette imposition de taxes sur les chaînes de magasins. Je crois qu'un corps délibérant dans une ville est plus à même de savoir les besoins de sa ville que le Parlement. Comme le maire de Lachine a consenti lui-même à cette taxe de \$500, la responsabilité de l'affaire devrait rester sur les épaules des représentants du peuple, et non de ceux qui ne sont pas responsables au peuple.

Je profite de cette circonstance pour déclarer que je ne puis accepter ces amendements, et pour dire franchement que le gouvernement devrait donner des explications claires et nettes sur l'agissement du Conseil législatif concernant son amendement sur cette taxe des chaînes de magasins. Et je crois, en l'occurrence, que la parole est à un membre du gouvernement plus qu'à aucun autre député.

M. Leduc (Laval): Permettez-moi, M. l'Orateur, d'apporter dans ce débat quelques considérations générales de nature à éclairer l'opinion à ce sujet. C'est payer trop cher la dissolution de l'harmonie dans nos paroisses pour les quelques avantages que peuvent offrir ces chaînes de magasins. Cette mesure du bill de Lachine est juste. C'est une façon de faire contribuer les chaînes de magasins au budget général d'une ville. Remarquez que ces gens-là ne contribuent jamais rien quand des œuvres paroissiales sollicitent d'eux des faveurs. Ils n'agissent pas comme de simples marchands du coin. Ils font bande à part et ramassent de gros profits. Pour maintenir la paix sociale, l'équilibre des commerces dans une ville, il convient de les taxer. Il y a eu au Conseil législatif des gens qui ont soutenu le même point de vue que nous au sujet de la taxe imposée par Lachine.

On a prétendu que les magasins à chaîne avaient contribué à diminuer le coût de la vie, mais je n'admets pas cette prétention. Si on payait des salaires raisonnables comme le veulent les contrats collectifs, les gens seraient plus en mesure de payer le prix ordinaire pour la marchandise. À tout événement, je m'oppose aux amendements du Conseil législatif. Il est regrettable que le Conseil législatif ait jugé à propos de réduire cette taxe et la Chambre devrait maintenir son attitude. Sur ces simples considérations, M. l'Orateur, je m'assois avec l'assurance d'avoir apporté quelques lumières dans ce débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand ce bill est venu devant nous, nous avons fixé à \$500 la taxe sur les magasins à chaîne. Le Conseil législatif a ensuite réduit cette taxe à \$250. La Chambre avait été unanime sur cette question et, dans les circonstances, en nous basant sur l'article 488, un député peut proposer à cette Chambre de ne pas concourir dans les amendements du Conseil législatif. En autant que la droite est concernée, nous n'avons aucune objection à rétablir la taxe à \$500. Il faudrait cependant une motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts à la présenter tout de suite.

M. Tardif (Frontenac) propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Sherman), que la Chambre n'accepte pas les amendements du Conseil législatif puisqu'ils nient un principe qu'il appartient plus particulièrement à l'Assemblée législative d'appliquer.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative n'accepte pas leurs amendements.

Terres du Séminaire de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 92 distrayant un certain nombre de terres, possédées par le Séminaire de Québec, de certaines municipalités et paroisses.

L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division, et adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Succession Georges-Élie Amyot

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu deux fois et adopté par la Chambre.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Granby

M. Choquette (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 88 refondant la charte de la cité de Granby.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Choquette (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Temiscamingue and Abitibi Railway

M. Larivière (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Temiscamingue and Abitibi Railway Company.

Adopté.

En comité²:

M. Larivière (Témiscamingue): M. le président, j'ai fait une lutte au comité en faveur de ce projet de loi, et je crois qu'il n'est pas nécessaire de refaire la lutte ici. Ce chemin de fer est nécessaire à notre région et la Chambre n'en retardera sûrement pas l'adoption.

Les articles 1 à 17, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Larivière (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndics apostoliques des frères mineurs ou franciscains

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), que les honoraires ainsi que les amendes payés pour le bill 111 modifiant la constitution des syndics apostoliques des frères mineurs ou franciscains soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill se rapporte à des œuvres de

charité et éducationnelles et a pour objet la propagation de la foi.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 103 érigeant en municipalité de cité la ville de Victoriaville, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 14 est amendé en retranchant, à la cinquième ligne, le mot: "clôtures".

2. L'article 22 est amendé en retranchant, aux sixième, septième, huitième et neuvième lignes de la page 8, les mots suivants: "pourvu que la même personne ne puisse être assujettie au paiement de la taxe locative quant aux lieux servant de base à la taxe d'affaires".

3. L'article 26 est amendé en retranchant, aux douzième et treizième lignes, les mots suivants: "ou utiles".

4. L'article 27 est retranché.

5. L'article 28 devient l'article 27.

Aussi, le bill 121 concernant la succession de feu Tancrede Bienvenu, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est amendé en retranchant, à vingt et unième ligne de la page 3, le mot: "susdite".

2. L'article 1 est amendé en retranchant, à la deuxième ligne de la page 4, les mots suivants: "(reproduit comme cédule de la présente loi)".

3. L'article 2 est amendé en retranchant, à la septième ligne, le mot: "leur".

4. L'article suivant est inséré, à la suite de l'article 2, comme article 3:

"3. Les frais, déboursés et honoraires encourus pour la préparation et l'adoption de la présente loi seront à la charge de la succession, et les exécuteurs testamentaires et fiduciaires de la succession sont, par les présentes, expressément autorisés à en effectuer le paiement, à même le capital d'icelle."

5. L'article 3 devient l'article 4.

La cédule est retranchée.

Succession Tancredé Bienvenu

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 concernant la succession de feu Tancredé Bienvenu.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Victoriaville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 érigeant en municipalité de cité la ville de Victoriaville.

Les amendements sont lus une première fois.

M. Gaudet (Nicolet), propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Côté), d'accepter les amendements du Conseil législatif, mais en en retranchant les alinéas 1, 4 et 5.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers de l'acceptation par l'Assemblée législative desdits amendements, mais tels que modifiés.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 30 avril dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides".

M. Tremblay (Maisonneuve): Je vais vous prouver, M. l'Orateur, jusqu'à quel point je suis libéral dans le sens large du mot. Je répète l'offre que j'ai faite cet après-midi. J'offre de nouveau au premier ministre de suspendre les quelques remarques que j'ai à faire pour lui permettre de faire adopter la loi des pensions de vieillesse.

Nous, de la gauche, nous n'avons fait aucune objection, et si le premier ministre veut maintenant remplir sa promesse sur la loi des pensions de vieillesse, je suis prêt à suspendre mes remarques. C'est le temps, si le premier ministre veut faire

honneur à sa parole après le débat sur l'adresse, s'il veut faire au moins une bonne action avant de disparaître pour toujours. Il fera plaisir aux personnes de son âge, et bien des erreurs lui seront pardonnées. Je suis donc prêt à lui laisser présenter immédiatement la loi des pensions de vieillesse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si je disparaissais seulement après la fin du discours de l'honorable député de Maisonneuve, je serai ici longtemps.

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est pour ça que je condense mes remarques.

(Rires dans la Chambre)

J'ai fait mon possible cet après-midi pour donner une chance à l'honorable premier ministre. Quand j'aurai fini, le premier ministre sera disparu, mais je pourrai alors aider mes amis qui seront en ce moment à la droite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

quitte son siège.

M. Tremblay (Maisonneuve): L'honorable premier ministre se retire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

s'assoit alors à un fauteuil de la dernière rangée.

M. Tremblay (Maisonneuve): Il peut se retirer, car je n'aurai pas besoin de lui ce soir. Si j'en ai besoin, je le ferai avertir. Je tiens à retenir encore ce soir l'honorable ministre de la Colonisation; peut-être bien aussi celui des Terres et Forêts; et si j'ai besoin de celui de l'Agriculture, je lui ferai dire pour qu'il revienne m'écouter, car je vois qu'il n'est pas à son fauteuil.

J'en étais à discuter de la nécessité de choisir des ministres appelés par leurs fonctions à guider les destinées de la province. J'en étais rendu à démontrer ce qu'était la valeur d'un serment qu'on prononce quand on est ministre. Saisissez bien toute ma pensée, M. l'Orateur. Mais qu'ai-je besoin de dire cela: je sais que l'honorable député de Joliette (M. Dugas) va bien comprendre mon argumentation et qu'il va en faire part à ses électeurs si jamais il est réélu.

J'ai aussi dit les nombreuses personnes dont la possibilité d'emploi était nécessaire pour dégrevier les villes des chômeurs, j'ai dit qu'il n'était pas nécessaire de faire une sélection parmi les citoyens envoyés en colonisation, et j'ai proposé un système "à large" de personnes voulant travailler. En autant que l'on peut y mettre de la bonne volonté, c'est facile.

que l'on peut y mettre de la bonne volonté, c'est facile.

Seulement que dans le comté de l'Abitibi, plusieurs milliers de personnes pourraient être placées; et dans le comté de Témiscamingue, représenté par l'honorable député qui me regarde en ce moment dans les yeux, (se tournant vers M. Larivière) représenté bien dignement...

(Applaudissements à gauche)

... comprenez-moi bien, M. l'Orateur, je ne veux pas prendre le temps de cette Chambre.

(Rires)

Nous avons trop de travail à faire.

(Rires)

C'est pourquoi je ne citerai pas ici de statistiques.

J'ai travaillé il y a 36 ans dans des districts de colonisation. Comme colon bien entendu. En 1930, le 29 janvier, c'était un mercredi, je m'en rappelle, voici ce que je disais dans cette Chambre: "Jamais vous ne ferez assez pour les colons".

Si vous voulez faire un succès de la colonisation, le gouvernement devrait faire un chemin de fer comme la province d'Ontario en fait un. Grâce à ce chemin de fer, construit par l'Ontario, cette province a trouvé un débouché rapide pour ses colons et ses prospecteurs.

Quand je parlais cet après-midi, je ne faisais que répéter ces paroles dites en 1930 dans cette Chambre.

L'Ontario ne donne ni octrois, ni primes pour les colons, mais d'autre part, les lots ne sont pas pillés là-bas avant que le colon ne s'y établisse, et ceux qui vont s'installer sur ces lots ont assez de bois à couper pour bien vivre. C'est pour cette raison que nombre de nos familles sont allées s'établir dans la province voisine.

Il continue à parler ensuite des problèmes de colonisation.

(À ce moment, la Chambre est pratiquement déserte et plusieurs députés causent ensemble)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. M. l'Orateur, les députés de la droite, qui ne sont pas anxieux de laisser parler les témoins au comité des comptes publics, devraient au moins laisser parler le député de Maisonneuve. Les députés de la droite parlent de façon indélicate. Au lieu de parler fort, que ceux qui ne sont pas intéressés à entendre parler de colonisation s'en aillent avant de partir pour tout de bon. Je demande une décision sur mon point d'ordre.

M. Tremblay (Maisonneuve) reprend la parole.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai soulevé un point d'ordre.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition a attiré simplement l'attention de quelques députés. Il a heureusement rappelé aux députés qu'ils ne doivent pas empêcher un collègue de parler, et je n'ai pas d'autre décision à rendre.

M. Tremblay (Maisonneuve) continue ses remarques. Quelques instants plus tard, un page lui apporte un verre d'eau. "Tu peux garder ça, mon garçon", lui dit-il.

(S'armant d'un texte volumineux, il déclare au président de la Chambre) Je ne lis pas mon discours, M. l'Orateur. C'est un rapport d'abattoir que m'a passé le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) pour ma documentation personnelle. La Construction d'un chemin de fer...

M. l'Orateur cède, à ce moment, le fauteuil présidentiel au député des Îles-de-la-Madeleine (M. Caron).

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur n'a pas besoin de s'en aller parce que je parle d'abattoir. Je ne désire pas l'abattre.

Ah! Je vois que plusieurs personnes sourient à droite. Ils doivent se dire en eux-mêmes: "Le député de Maisonneuve parle pour faire de l'obstruction." Eh! bien, non, M. l'Orateur, le temps est trop court à ma disposition.

(Hilarité générale)

C'est pourquoi, j'ai concentré cet après-midi autant que possible.

(Éclats de rire)

Je parlais du T. & N. O. Railways débouchant à la Baie James, au port de Mussonnee. Ah! Je vois encore se dessiner des sourires sur les lèvres de la droite qui doit se dire en ce moment: "Il va s'écarter, car il parle sur un sujet qu'il ne connaît pas." Je vais vous prouver que je connais très bien mon sujet.

Non seulement il y a des compagnies de chemin de fer dans le nord de l'Ontario, mais aussi des compagnies d'aéroplanes dont l'honorable député de Montcalm (M. Daniel) est le digne représentant en cette Chambre³. Il y a des gisements miniers extraordinaires dans le nord de ce pays d'Ontario. Grâce à la prévision du gouvernement, on peut les exploiter. Si le gouvernement d'Ontario était resté indifférent comme celui de Québec, croyez-

vous que Cobalt, Porcupine et certains autres centres miniers existeraient? Pas du tout.

Si nous faisons comme l'Ontario, M. l'Orateur, nous réussirons peut-être. L'équilibre est manqué, c'est ça qu'est le mal. Vous avez des hommes qui traînent les pavés aujourd'hui dans les villes: voilà les experts qu'il nous faut dans les pays de colonisation. Oui, des experts qui se trouvent souvent sur le secours direct parce qu'ils n'ont pas trouvé d'emploi.

Le gouvernement dit qu'il fait son possible pour remédier à la chose, mais son possible imbécile. Qu'il disparaisse au plus tôt, ce sera mieux. (Désignant la droite) Ils sont tous honnis par la population.

Qu'ils comparent l'assemblée dans Sainte-Marie, la semaine dernière, à celle de leur ministre du Commerce (l'honorable M. Bouchard) à l'aréna Mont-Royal à Montréal, au cours de laquelle il a été obligé de descendre dans les catacombes.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

On est bien dans les catacombes, on est avec des chrétiens.

M. Tremblay (Maisonnette): Il n'y a pas longtemps que le ministre est chrétien.

M. Paquette (Labelle): En lisant les *Comptes publics*, si on me permet, je remarque que le gouvernement a acheté pour \$7,894 de crucifix. C'est évidemment un gouvernement chrétien.

M. Tremblay (Maisonnette): Ce sont des chrétiens, n'en doutez pas. La meilleure chose pour le gouvernement, c'est de se retirer là où il aurait dû toujours être: dans l'obscurité. Si nous n'intervenons pas, c'est que nous avons pour le premier ministre une pitié de vrais chrétiens et nous ne voulons pas de manifestations. Si nous avions voulu, il y aurait eu 50,000 personnes, cet après-midi, pour chasser le régime maudit du pouvoir.

"La voix de son maître" ne s'est pas fait entendre hier soir. C'est le prélude de la disparition du gouvernement.

Après ces remarques, il s'aperçoit avec surprise qu'il est 11 heures.

Voix à droite: S'il vous plaît, continuez, continuez!

M. Tremblay (Maisonnette): Avant d'ajourner le débat, dit-il, la gauche a pitié de la droite et, pour

cette raison, empêche le courroux populaire de trop se manifester.

Il (M. Tremblay) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Lesage), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. La présente séance s'avère l'avant-dernière du régime Taschereau qui terminera son règne le 11 juin 1936. M. Taschereau sera alors remplacé par M. Godbout, qui déclenchera des élections générales. On peut imaginer l'effervescence qui règne dans les corridors du parlement.

À ce sujet nous reproduisons une partie des commentaires d'Alexis Gagnon tirés du *Devoir* du 10 juin 1936, à la page 1: "La Législature a vécu hier des heures enfiévrées et d'une tension extrême. On a l'impression d'assister à une débâcle, et que les ministériels sont en pleine panique.

"Devant la terrible lutte livrée par M. Maurice Duplessis, le gouvernement Taschereau atteint mortellement, se débat et agonise. La situation est si désespérée que les nombreuses tentatives de coalition ont toutes échoué jusqu'ici; personne n'ose courir le risque de s'allier au régime moribond qui s'enlise dans la boue.

"On affirme, de source autorisée, que la démission de cinq ministres n'est plus qu'une question d'heures.

"On demanderait au lieutenant-gouverneur de sanctionner, demain ou après-demain, les bills qui ont été adoptés par le Conseil législatif, puis M. L.-A. Taschereau s'en irait, suivi de MM. Perrault, Mercier, David et Francoeur.

"Ces derniers auraient décidé, en face des scandales révélés à l'enquête des *Comptes publics*, qu'il ne leur reste plus qu'une attitude décente à suivre: démissionner.

"Les vieux ministres, fatigués de cette lutte très dure, veulent partir, mais les jeunes ministres qui n'ont que passé sur leurs fauteuils ministériels veulent rester, combattre, parce qu'ils ne sont pas

responsables, croient-ils, des erreurs commises sous leurs devanciers.

"En attendant, on jette du lest par-dessus bord.

"Hier matin, M. Antoine Taschereau, comptable de l'Assemblée législative et frère du premier ministre, gravement compromis, a démissionné. L'on apprenait en même temps qu'en plus d'avoir accaparé les intérêts sur les fonds de la province, il avait aussi pris à son propre avantage, jusqu'en septembre 1924, les intérêts des fonds de la Commission scolaire de Québec, dont il est le secrétaire-trésorier.

"Hier midi, M. Charles Lanctôt, assistant du procureur général, était jeté par-dessus bord. Vers 1 heure, il allait offrir sa démission à son ministre. Cette démission a été acceptée depuis.

"On parle de nouvelles démissions qui se préparent. C'est la débâcle qui éclate, d'autant plus violente que le gouvernement avait résisté avec plus d'acharnement.

"Pendant toute la journée d'hier, les corridors ont été remplis d'une foule anxieuse et inquiète qui interrogeait députés et journalistes sur les développements ministériels. Partout, on entendait la même question: "Le gouvernement est-il tombé?" "Taschereau démissionne-t-il?"

"Les téléphones ont sonné tout le jour et il a fallu sans cesse répondre aux gens qui s'inquiétaient du sort du ministère.

"Les rumeurs ont couru le parlement. Elles portaient surtout sur des projets de coalition, aussitôt abandonnés que conçus.

"Il est certain que de nombreuses tentatives ont été faites. Car on pouvait voir, hier soir, par exemple, un député oppositionniste entouré de quatre ministériels et qui discutaient sûrement autre chose que des variations de la température. Le même député est parti avec deux ministériels.

"Mais les uns après les autres, les projets coalitionnistes ont paru s'effondrer. Car le gouvernement est pris dans un dilemme.

"Le ministère serait prêt à la retraite pour ne pas se laisser éclabousser plus longtemps par l'enquête.

"(...)"

Par ailleurs, le *Montreal Daily Herald*, du 10 juin 1936, à la page 10, écrit ce qui suit quant aux relations entre M. Duplessis et ses collègues de l'Action libérale nationale: "Hier matin, Maurice Duplessis, chef de l'opposition, a eu un entretien de 20 minutes avec le lieutenant-gouverneur l'honorable É.-L. Patenaude. On sait qu'on attaque le chef de

l'opposition en regard de la présumée déloyauté des collègues de l'Action libérale nationale, qui parlent de former une coalition avec les libéraux de la vieille lignée."

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Caron (Îles-de-la-Madeleine).

3. M. Daniel est un aviateur.

Séance du mercredi 10 juin 1936

Présidence de l'honorable L. Dugas

La séance est ouverte à 3 h 40.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux
de la Chambre

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a déclaré tout à l'heure qu'il y aurait sanction de quelques bills au cours de l'après-midi, à 4 heures. Au nom de l'opposition, je tiens à réitérer l'offre que nous avons répétée au cours de la session. Nous sommes prêts à voter en 10 minutes la loi des pensions de vieillesse et la loi relative au respect du dimanche. J'ajouterai que le ministre de l'Agriculture doit présenter une loi concernant le prêt agricole. Ce bill n'est même pas imprimé. Et si le premier ministre veut le faire imprimer, nous sommes disposés à la voter aussi vite que les deux autres. (S'adressant à l'honorable M. Taschereau) Le lieutenant gouverneur serait trop heureux de vous sanctionner les deux premiers dans le dos.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Même si nous votions les lois mentionnées par le chef de l'opposition, il faudrait les transmettre au Conseil législatif.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas adopter la loi des pensions de vieillesse tout de suite?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien! Nous allons l'adopter tout de suite. C'est aujourd'hui le jour des députés.

(Applaudissements de toute la Chambre)

Voix à gauche et à droite: Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comité plénier immédiatement.
(Applaudissements à gauche)

Pensions
de vieillesse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5

concernant les pensions de vieillesse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne discuterons pas longtemps. Nous sommes heureux d'avoir réussi, après trois mois, à forcer le gouvernement à passer sans délai la loi des pensions aux vieillards. Je comprends que le procureur général, avant de mourir, veut faire voter sa loi sur le respect du dimanche.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je puis dire à mon honorable ami que jamais l'opposition n'a forcé le gouvernement. En autant que la loi des pensions de vieillesse est concernée, je dirai ceci au chef de l'opposition: combien de séances avons-nous passées sur les résolutions de la loi des pensions de vieillesse alors que l'opposition faisait de l'obstruction, comme pour les subsides? Les cultivateurs, les colons, tous les citoyens de la province souffrent de l'obstruction de l'opposition. Nous sommes ici depuis 11 semaines, et nous n'avons pas voté un sou pour les colons, pour les cultivateurs et pour la protection de la forêt, et toute la vie économique de notre province en souffre.

(Applaudissements à droite)

Si, du côté de l'opposition, on avait été sincère, on n'aurait pas arrêté ainsi la vie économique de toute la province. Jamais cette situation ne s'est vue, et un député d'Ottawa me rappelait récemment que Sir Wilfrid Laurier avait dit un jour aux députés libéraux qui voulaient empêcher le vote des subsides...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Il est mort!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a des morts qui sont plus grands que les vivants.
(Longs applaudissements à droite)

Lorsque le grand Sir Wilfrid Laurier était le chef de l'opposition libérale, me rappelait ce député, on est venu lui dire: "Bloquons les subsides". Sir Wilfrid Laurier a répondu alors: "Le jour où on bloquera les subsides, je me retirerai comme chef de l'opposition, car je ne suis pas prêt à arrêter la vie économique de tout le pays en privant l'administration des crédits dont elle a besoin. L'opposition prive le gouvernement de l'argent dont il a besoin pour l'administration, pour la protection des forêts, etc. Nous lui en laissons les responsabilités."

M. Tremblay (Maisonneuve): Sir Wilfrid Laurier n'avait pas affaire à des voleurs, lui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que mon honorable ami de Maisonneuve reste tranquille. Il a parlé tant qu'il a voulu et nous lui avons donné toute la chance; qu'il soit tranquille. En autant que la pension de vieillesse est concernée, nous n'étions pas prêts à prendre des engagements; nous n'étions pas prêts à engager des sommes du budget, à dire ce que nous allions payer à nos pauvres, à nos vieillards, sans savoir si nous aurions l'argent pour ce faire. L'opposition a soulevé tous les obstacles possibles pour empêcher l'adoption de cette loi, mais nous sommes prêts à la passer aujourd'hui. Nous ne pouvions pas avoir présenté la loi des pensions aux vieillards dans l'intention de la bloquer. Nous sommes prêts à la passer aujourd'hui. Nous allons l'adopter et nos vieillards en bénéficieront.

(Applaudissements à droite)

Nous étions logiques avec nous-mêmes dans le temps, car je le répète, nous ne pouvions engager des sommes d'argent sans savoir si nous aurions un budget. Nous devions commencer par savoir si nous aurions l'argent voulu pour appliquer cette loi. Maintenant, nous marcherons de l'avant, et nous voterons les lois. Le chef de l'opposition veut se faire du capital politique avec la loi des pensions de vieillesse. Si aujourd'hui on veut la passer, nous en sommes. C'est là la position que prend le Parti libéral.

(Longs applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne parlerai pas longtemps. Il faut que les vieux de la province qui ne vivent pas avec les fonds de la province sachent l'exacte vérité. Le premier ministre a l'audace de dire que nous faisons de l'obstruction, quand, depuis le 24 mars, jour de l'ouverture de la session, nous nous sommes déclarés prêts à

suspendre tous les règlements pour voter la loi. Lui-même a fait parler le ministre du Commerce pendant trois-quarts d'heure contre la loi, pour ne pas être obligé de la voter à l'instant.

Il dit qu'il y a des morts plus grands que les vivants. Oui. Et combien j'ai constaté la vérité de cette déclaration quand j'ai comparé le grand Laurier au premier ministre actuel.

(Longs applaudissements à gauche)

Puisque c'est sur Laurier que le premier ministre veut s'appuyer, qu'il se rappelle donc ce que Laurier disait: "Un gouvernement qui garde le pouvoir plus de 15 ans est un gouvernement pourri". Nous n'avons pas retardé l'étude des résolutions, puisque nous les avons votées en une seule séance. Quelle audace, celle du premier ministre. Quel mépris de la vérité!

Le premier ministre parle des *Comptes publics*. Si nous n'avons pas voté le budget, c'est que le gouvernement ne le mérite pas et qu'il voulait nous faire chanter. Et nous ne chanterons pas. L'honorable premier ministre a dit que le gouvernement n'avait pas d'argent pour la protection des forêts. Nous allons rétablir les faits. S'il le faut, nous dépenserons notre santé pour que le régime actuel - la grande fournaise où se consomment les deniers publics, où sont anéantis nos ressources naturelles et l'héritage de nos ancêtres - nous dépenserons, dis-je, notre santé pour que le régime actuel meure, pour débarrasser la province des voleurs que le gouvernement protège.

La meilleure protection contre l'incendie, c'est de faire disparaître le gouvernement actuel. La meilleure protection pour les deniers publics, c'est de connaître les voleurs et de les dénoncer, et c'est ce que nous faisons.

Si le gouvernement n'a pas l'argent dont il a besoin pour les services publics, c'est parce qu'il y a eu corruption et vol des deniers publics. Le peuple ne veut plus que les fonds de la province servent à édifier des fortunes de famille. Nous allons voter cette loi parce qu'il y a près de trois mois que nous demandons à la Chambre de l'adopter. Nous sommes heureux que la loi passe immédiatement et nous espérons qu'ensuite le procureur général présentera sa loi relative au dimanche.

M. Barré (Rouville): M. le président, je crois que nous ne devons pas adopter cette loi des pensions de vieillesse sans au moins lire les clauses. Je ne trouve pas d'excuse cet après-midi pour passer par-dessus les règlements de cette Chambre pour voter cette loi à la vapeur. Si cela pressait tant, le bill

de la pension de vieillesse aurait pu venir avant la sanction. Comme l'a dit l'honorable premier ministre, même si nous adoptons cette loi, il faudra l'envoyer au Conseil Législatif, et l'expérience nous prouve souvent que les lois subissent des amendements assez regrettables. Je crois qu'on pourrait prendre une heure de plus et l'étudier en détail.

Je considère que la distribution des pensions de vieillesse devrait être confiée aux conseils municipaux. Personne n'est mieux qualifié pour administrer la loi des pensions aux vieillards que les conseils municipaux. Autrement, le patronage politique s'introduira dans l'administration de cette loi. Avec le système préconisé, il y aura tentatives de fraude et de corruption électorale. Je ne veux pas faire de cette législation une cause de corruption. Le moyen, c'est de confier l'octroi des pensions aux conseils municipaux. Ni le prochain gouvernement ni l'actuel ne pourront résister à la tentation de verser dans l'électoratisme.

M. Tremblay (Maisonnette) lui fait remarquer que la loi des pensions est appliquée conjointement avec le fédéral.

M. Barré (Rouville): Il est vrai que c'est une loi fédérale que la province de Québec appliquera, mais la loi du chômage était aussi une loi fédérale et les abus furent nombreux.

Il (M. Barré) lance que des députés ne craignent pas, au temps des élections, de se promener avec des chèques du gouvernement. Quant à lui, s'il est dans le prochain Parlement, il ne tient pas à avoir à juger si tel ou tel vieux a droit à la pension.

Le pire reproche que l'on puisse faire à un gouvernement, c'est d'avoir corrompu la mentalité de la population, c'est d'avoir fait des citoyens des solliciteurs d'emplois et de faveurs gouvernementales. Il veut, dit-il, que soit reconnu le principe du contrôle des pensions aux vieillards par les conseils municipaux. C'est la seule solution juste. Le conseil municipal aurait à fournir sa quote-part avec le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Pour avoir ce contrôle, ils ne doivent pas être opposés à payer 5 % du coût.

Je suis convaincu que les municipalités seraient prêtes à payer une partie de l'intérêt. Je ne sais pas si je serai député dans le prochain Parlement, mais je ne veux pas être partie à la préparation d'une mauvaise loi des pensions de vieillesse, et je ne veux pas qu'on ouvre la porte à un système de pourriture publique. C'est pourquoi je m'y oppose aujourd'hui. Le plus gros reproche que j'aurais à me faire pour

une loi d'un caractère quasi sacré, ce serait d'avoir favorisé le favoritisme avec cette loi. Il faut que les conseils municipaux aient intérêt...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel intérêt le député suggère-t-il de faire payer aux municipalités?

M. Barré (Rouville): Je crois que les conseils municipaux seraient disposés à payer 5 %.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les municipalités n'ont certainement pas le moyen de payer une partie de la pension quand elles sont incapables de payer leurs secours directs. Je tiens à vous faire remarquer qu'avec le système actuel il n'y a aucun danger d'ingérence politique ni de fraude dans l'administration des pensions de vieillesse qui est confiée par la loi à une commission indépendante. C'est le même système qu'en Ontario, sauf que les municipalités ici ne sont pas obligées de contribuer. Comment engager les municipalités à juger en dernier ressort?

Remarquez que les municipalités seront consultées pour le choix des personnes. Nous savons qu'elles sont plus à même de connaître ceux qui ont besoin de la pension. Actuellement, les conseils municipaux recevront les formules et recommanderont les vieillards. Les formules seront envoyées à la commission et le gouvernement aura des inspecteurs. Les plaintes pourront aussi être adressées au conseil municipal. Il n'y a aucun danger d'ingérence, en tout cas pas plus qu'avec les conseils municipaux. Nous ne trouverions nulle part un être capable de priver un vieillard de sa pension simplement pour servir des fins politiques.

M. Barré (Rouville): Le conseil municipal étant directement intéressé, il verra à son affaire.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je répète que la loi offre toutes les garanties voulues, et je ne crois pas que 2 % des municipalités appuient la proposition du député de Rouville.

M. Hamel (Québec-Centre): L'honorable ministre dit que la loi est tellement bien faite qu'elle n'offre aucun danger à la fraude. Il n'est pas impossible qu'il y ait des inscriptions fausses. Un administrateur n'a de valeur qu'en autant qu'en ont ceux qui la dirigent. À Montréal, il y a eu des parjures en masse pour la confection des listes électorales, et le gouvernement ne les a pas punis. Je

me dis qu'un gouvernement capable de faire des choses pareilles est néfaste. Je me demande si l'on ne procédera pas de la même façon pour les listes des pensions aux vieillards et si on ne les confectionnera pas à base de parjure.

M. Barré (Rouville): Je maintiens que les conseils municipaux devraient avoir une surveillance. Chez moi, 100 % des municipalités que j'ai consultées paieraient volontiers la contribution que je suggère.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Rien n'empêche les conseils municipaux de surveiller.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je comprends que cette loi est dans les Statuts fédéraux. Nous avons de ce côté toute la protection nécessaire. Cette loi est une loi sociale, elle relève essentiellement du pouvoir central. Je veux déclarer que je suis contre toute contribution des municipalités à la pension de vieillesse.

M. Barré (Rouville): Je crois que nous laissons des trous dans cette loi. Nous passons notre temps à corriger des lois et nous ne devrions pas passer cette loi à la vapeur.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): L'âge de 70 ans est trop élevé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je dois informer la Chambre que le lieutenant-gouverneur est arrivé et est prêt à sanctionner les bills. Nous allons suspendre la discussion et nous continuerons un peu plus tard.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai demandé au gouvernement de passer la loi des pensions de vieillesse afin de la faire adopter par le Conseil législatif et de la faire sanctionner par le lieutenant-gouverneur. J'insiste sur ce point.

M. Barré (Rouville): Je tiens à dégager ma responsabilité. Nous passons notre temps à passer des lois mal faites. La loi des pensions des vieillards n'a pas été suffisamment étudiée. Il y a autre chose. La loi fédérale des pensions de vieillesse étant en vigueur dans les autres provinces depuis longtemps, la province de Québec a payé sa part pour les autres provinces mais n'a rien reçu. Je suggère au gouvernement de réclamer d'Ottawa sa part des pensions de vieillesse et d'employer cette somme à des œuvres sociales. Je crois de plus, comme

l'honorable député de Sainte-Marie, que l'âge de 70 ans est trop élevé et devrait être réduit à 65. Un pensionnaire ne devrait pas avoir le droit de retirer de salaire. Pour ne pas retarder l'adoption de la loi, je n'en dirai pas davantage.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La loi des pensions de vieillesse est une loi fédérale et la Législature de Québec ne peut la modifier dans le sens indiqué par l'honorable député de Rouville.

Les articles 1 à 19 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je propose qu'un messenger soit envoyé au Conseil législatif l'informant que nous avons adopté la loi des pensions de vieillesse et le priant de la prendre en considération tout de suite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, ce n'est pas nécessaire. Le premier ministre contrôle 21 des 24 conseillers du Conseil législatif et il n'aura pas de difficultés à faire adopter la loi. Il suffirait de leur donner des instructions.

(Il y a un moment d'hésitation, car le greffier de la Chambre fait observer que les résolutions corrigées devraient être réimprimées avant d'être envoyées au Conseil législatif)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons envoyer les résolutions corrigées au clavographe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre veut qu'on passe la loi sur l'observance du dimanche, afin de la faire sanctionner sans délai, l'opposition est prête. Ça fait huit ans...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Soyez donc sérieux! Nous la prendrons en considération après la sanction des bills.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif²:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 14 relatif à l'extension collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1729.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative que le Conseil législatif a accepté, sans amendement, les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 103 érigé en municipalité de cité la ville de Victoriaville.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 14 relatif à l'extension collective de travail ratifiée par l'arrêté ministériel no 1729;

- bill 75 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre John McLean Chamard au nombre de ses membres;

- bill 76 validant le titre d'une propriété vendue par les héritiers de feu dame Mary Ellen Harrison, veuve de feu James Bryce;

- bill 77 modifiant la loi constituant en corporation les sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception;

- bill 85 refondant la charte de la cité de Magog;

- bill 86 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal;

- bill 87 amendant la charte de The Sterling Fire Insurance Company;

- bill 89 exemptant les commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame-de-Liesse dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, de l'application de certaines lois;

- bill 91 modifiant la charte de la ville de Hampstead;

- bill 92 distrayant un certain nombre de terres, possédées par le Séminaire de Québec, de certaines municipalités et paroisses;

- bill 93 concernant l'adoption de Mariette et Jeannine Limoges-Marier;

- bill 95 modifiant la charte de la ville de Châteauguay;

- bill 98 relatif aux syndics de la paroisse de Saint-Germain d'Outremont;

- bill 103 érigé en municipalité de ville la corporation de Victoriaville;

- bill 104 constituant en corporation de ville la ville du Lac Saint-Joseph et la municipalité scolaire de la ville du Lac Saint-Joseph;

- bill 108 constituant en corporation la Villa Saint-Jean de la Lande;

- bill 111 modifiant la constitution des syndics apostoliques des frères mineurs ou franciscains;

- bill 112 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle;

- bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;

- bill 120 concernant la succession de feu James McCready;

- bill 121 concernant la succession de feu Tancrede Bienvenu;

- bill 150 modifiant la loi de la division territoriale concernant la municipalité du comté de Témiscouata;

- bill 154 modifiant la loi du Barreau et la loi de l'admission à l'étude de certaines professions.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances³.

Observance du dimanche

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 abrogeant

l'article 7 de la loi de l'observance du dimanche soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avais consenti à l'adoption de ce projet de loi sans aucun retard, mais pour le faire sanctionner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le lieutenant-gouverneur attend pour sanctionner la loi des pensions de vieillesse que le Conseil est à considérer. Si nous adoptions la loi du respect du dimanche tout de suite, nous pourrions la faire sanctionner en même temps.
(Applaudissements à gauche)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je me permettrai de dire quelques mots sur le projet de loi. Il s'agit d'abolir une clause permettant aux gens qui ont observé le septième jour de la semaine comme jour du sabbat de travailler le dimanche, si ce travail ne dérange pas d'autres personnes dans l'observance du dimanche.

En 1774, une loi fut passée défendant toute vente le dimanche. En 1805, le Haut-Canada et le Bas-Canada adoptèrent une loi du respect du dimanche. C'est cette loi qui a été incorporée dans la Constitution du Canada en 1867. Les provinces gardèrent le droit de réglementer le respect du dimanche. En 1902, le procureur général de l'Ontario prit des procédures contre une compagnie de tramway qui opérait le dimanche. La cause fut portée au Conseil privé qui décida que la loi du dimanche était une loi fédérale parce qu'elle relevait du droit criminel. Le Parlement fédéral adopta en 1906 une loi du dimanche qui ne devait venir en vigueur que le 1^{er} mars 1907.

Elle contenait un article à peu près pareil à celui que le bill présent demande d'abroger, mais il fut rejeté. M. Bourassa proposa l'adoption d'un article qui permettait aux citoyens qui observaient un autre jour comme un dimanche de travailler le dimanche. La Chambre des communes rejeta la proposition de M. Bourassa, mais on adopta un autre

article disant que les présentes dispositions s'appliquaient, sauf dans le cas de dispositions contraires des provinces. C'était une invite aux provinces. Elle entra en vigueur une journée avant celle du fédéral. D'où des doutes quant à sa constitutionnalité. Des avocats prétendaient qu'elle n'était pas constitutionnelle et il y eut une référence aux tribunaux supérieurs.

En 1907, la Législature de Québec adopta une loi qui donnait le droit aux juifs de travailler le dimanche, s'ils observaient consciencieusement un autre jour. Sir Lomer Gouin fut l'auteur du projet. C'est l'article 7 de la loi du dimanche. L'an dernier, nous avons décidé de référer à la Cour d'appel la question de savoir si nous pouvions abroger cet article.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que cela a coûté cher?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne le sais pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est important.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La Cour d'appel a décidé que nous avons le droit d'abroger cet article de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'unanimité.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, à l'unanimité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était clair. C'était imposer à la province une humiliation, en plus des dépenses considérables que d'aller jusqu'au Conseil privé pour savoir si deux et deux font quatre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement a donc décidé de demander à la Législature d'abroger cet article, et c'est le but du projet que nous étudions.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis bientôt 10 ans que je représente le comté de Trois-Rivières, j'ai toujours combattu pour le respect de la loi du dimanche. J'aurai dit, en réponse à un politicien français qui voulait éteindre les étoiles: "Vous avez fait disparaître la chanson qui berçait la misère humaine. Par quoi allez-vous la remplacer?" Dans notre province, des petits industriels, plus pansus que pensifs, ont profité de cet article de la loi pour ne pas observer le dimanche.

Or, je considère que le respect du dimanche est la pierre angulaire de notre société et la base de notre paix sociale. Le rappel de cet article s'imposait donc. Nous avons proposé son rappel l'an dernier et on nous a répondu: "Nous allons demander à la Cour d'appel si nous avons le droit de rappeler la loi". Pour faire plaider une cause par M. Charles Lanctôt, on a demandé à la Cour d'appel si deux et deux font quatre. Le gouvernement n'avait pas raison de la mettre de côté pour autoriser M. Charles Lanctôt à aller plaider une chose ridicule, mais qui devait coûter beaucoup d'argent à la province.

Rien de plus imbécile. Celui qui a droit de légiférer a aussi le droit d'abroger. Le gouvernement a présenté une loi pour faire abroger la loi. C'est la mesure que nous avons présentée l'an dernier. En refusant de l'adopter dans le temps et en retardant à faire adopter sa propre mesure, le gouvernement s'est rendu responsable de la mauvaise observance de la loi du dimanche; le gouvernement est responsable de tous les abus qui ont découlé de ses retards, de son inaction.

Au moment - je ne dirai pas de rendre l'âme parce que le gouvernement n'a pas d'âme - au moment de crouler sous l'impopularité, à la veille d'expirer dans le mépris public, le gouvernement consent enfin à faire adopter sa mesure. Nous allons l'adopter sans plus de discussion.

(Applaudissements à gauche)

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du Barreau de la province de Québec

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 modifiant la loi concernant le Barreau de la province de Québec.

Adopté.

En comité⁵:

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) explique que le bill a été sensiblement modifié à la suite des représentations faites par certains groupes de citoyens.

M. Barré (Rouville) craint que le bill soit un obstacle aux règlements à l'amiable.

M. Dussault (Portneuf) s'oppose également au projet.

M. Leduc (Laval): Je ne partage pas, dit-il, l'avis du député de Rouville.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 3 abrogeant l'article 7 de la loi de l'observance du dimanche.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 5 concernant les pensions de vieillesse.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 3 abrogeant l'article 7 de la loi de l'observance du dimanche;

- bill 5 concernant les pensions de vieillesse.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Charte de Val-d'Or

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 84 constituant en corporation la ville de Val-d'Or.

Adopté.

En comité⁶:

M. Duplessis (Trois-Rivières): La copie du bill que j'ai en main indique que le député de Témiscamingue (M. Larivière) est le parrain de ce bill, et il ne l'est pas.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le député de Témiscamingue était le parrain du bill au début, mais, pour des raisons majeures, il a refusé dans la suite de le piloter. Les parrains de ce bill m'en ont chargé, et d'ailleurs, d'après le *Feuilleton*, le parrain du bill est facilement reconnaissable⁷.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député des Îles-de-la-Madeleine veut se prévaloir de la popularité du député de Témiscamingue.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je n'ai pas besoin de cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne réalise pas tous ses besoins!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une chose qui arrive souvent, ça.

Le bill a maintenant subi sa deuxième lecture, je crois, et nous avons étudié celui-ci au comité, sachant que l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine en était le parrain. D'ailleurs, nous avons tout l'avantage de l'examiner à son mérite, car il est devant la Chambre à l'heure actuelle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Témiscamingue a cessé d'être le parrain du bill. Il est toujours temps de soulever des objections pour assurer le triomphe de la vérité. Je connais les méthodes du gouvernement. On a laissé son nom sur le bill, et on arrivera ensuite au Témiscamingue en disant que c'est le député de ce comté qui a présenté le bill en question.

M. Larivière (Témiscamingue): Pour ma part, j'ai refusé de continuer à être le parrain de ce bill parce que certaines clauses me démontraient qu'on voulait faire de Val-d'Or une ville fermée, et j'étais opposé à cela. Au comité, j'ai appuyé le bill après que certaines clauses eurent été amendées. Je demande donc que l'on corrige le bill afin de faire figurer le bon nom sur le bill.

M. le président acquiesce et demande si ce sont là toutes les objections.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Je trouve singulier qu'un bill de la région de l'Abitibi soit présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine. Est-ce que le ministre de la Colonisation aurait honte de ce bill?

M. Tremblay (Maisonneuve): J'ai deux mots à dire au sujet du bill, c'est-à-dire quelques questions à l'honorable ministre de la Colonisation. Est-ce qu'il se cache?

L'honorable M. Authier (Abitibi) entre dans la Chambre.

(Applaudissements de la droite)

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que le député de l'Abitibi connaît le M. Taché qui apparaît comme l'un des promoteurs de la ville Val-d'Or?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Oui.

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que le député le connaît comme un fameux "bootlegger"?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je ne le connais pas comme un "bootlegger".

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que le député le reconnaît comme un de ses principaux organisateurs politiques, un des organisateurs de ses "polls volants"?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je suis surpris de constater qu'un homme intelligent comme le député de Maisonneuve croit encore à la légende des "polls volants".

M. Tremblay (Maisonneuve): Ce n'est pas une légende, c'est un fait.

L'honorable M. Authier (Abitibi): C'est une légende inventée de toutes pièces.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je dis que le député ne répond pas à ma question. Ce n'est pas une légende. Si le ministre siège ici, c'est Dieu merci à ces "polls volants" organisés par ces messieurs que j'ai nommés. Je suis prêt à admettre que le ministre peut ignorer les activités de ce monsieur comme "bootlegger", mais quand je le vois sourire comme ça, j'ai des doutes.

(Rires)

Je demande une réponse, pas une légende. D'ailleurs, la légende va disparaître dans quelques instants avec le ministère.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je reconnais M. Taché comme un agent de transport qui travaille pour une compagnie qui fait le transport entre Amos et Val-d'Or.

M. Tremblay (Maisonneuve): Qu'est-ce qu'il transporte?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Des milliers de passagers chaque année et des milliers de tonnes de marchandises.

M. Tremblay (Maisonneuve): Est-ce que le ministre affirme qu'il ne transporte aussi pas de boisson?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je ne sais pas. Je n'en ai jamais acheté.

M. Lapointe (Wolfe): M. le président ...

Voix à gauche: Wolfe! Wolfe!

M. Lapointe (Wolfe): Les loups, si vous voulez traverser de l'autre côté, je vais vous en faire des "wolf... wolf...!"

(S'adressant à M. Bélanger, Montréal-Dorion)
Traverse, Bélanger, je vas te faire hurler...!

(Rires)

M. le président déclare que les remarques ne sont pas dans l'ordre.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant) Il ne peut pas se battre, il porte des lunettes. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas pourquoi on aurait l'audace de dire que cette pétition n'est pas dans l'ordre. Si l'un des promoteurs du bill est une canaille, comme l'a laissé entendre l'honorable député de Maisonneuve, le bill ne peut être accepté; le bill ne peut être honnête. C'est à la valeur des promoteurs d'un bill que nous pouvons l'apprécier.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je proteste. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire cela. Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles qu'il les retire entièrement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de constater que le député des Îles-de-la-Madeleine se soit reconnu.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Ces paroles sont du chef de l'opposition et dans son genre. Il aime à faire de l'esprit. Il en fait tout le temps, mais je lui demande de retirer ses paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai rien à retirer.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les paroles du chef de l'opposition sont absolument disgracieuses et dans son genre; je lui demande de les retirer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas de paroles à retirer.

M. le président: Ces paroles ne sont pas parlementaires, le chef de l'opposition le sait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Absolument pas. Voici un bill où il y a trois promoteurs que j'ai nommés: MM. Larocque, Self et Taché. Ils sont mentionnés comme parrains. Le parrain est celui qui porte le bill sur les fonts baptismaux. Le député de Maisonneuve a parfaitement le droit de dire que s'il y a un "bootlegger" reconnu, le bill ne peut pas être accepté. Il y a trois parrains qui sont mentionnés. S'il y en a qui veulent en voir d'autres, c'est leur affaire.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. le président, j'insiste. Que le chef de l'opposition déclare que le mot "canaille" ne s'applique pas au parrain du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous disons que les trois promoteurs de ce bill...

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je demande au chef de l'opposition, comme gentilhomme, comme confrère du Barreau et comme collègue de la Chambre, d'être plus chic que cela, de retirer ses paroles et de déclarer que lorsqu'il a dit que le parrain du bill était une canaille... J'espère qu'il sera assez gentil pour le faire. Qu'il soit donc monsieur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas de leçon de gentilhommerie à prendre de qui que ce soit de la droite. J'ai reçu de ceux qui m'étaient chers une éducation qui vaut celle de n'importe quel membre de la droite. L'éducation que j'ai reçue m'a enseigné à ne pas confondre les deniers publics avec les deniers privés. J'ai déclaré que, si l'un des trois promoteurs dont j'ai donné les noms était une "canaille", nous ne pouvions pas accepter le bill. Je n'ai rien à retirer. Je ne comprends pas après avoir nommé les trois parrains qui apparaissent dans le préambule du bill que l'on ait ainsi besoin d'explications. Si on veut appeler parrain celui qui présente le bill, j'ai entre les mains une copie où le parrain apparaît comme étant le député de Témiscamingue qui n'est absolument pas visé.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'insiste de nouveau, M. le président. Le chef de l'opposition devrait dire que, lorsqu'il a parlé de canaille, il n'a pas voulu désigner le député des Îles-de-la-Madeleine. C'est tout ce que je lui demande.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, cette demande, il me semble, est bien légitime, et je suis certain d'autre part que le chef de l'opposition n'a pas voulu désigner le député des Îles-de-la-Madeleine. Je lui demande donc de retirer ses paroles en autant qu'elles concernent le député des Îles-de-la-Madeleine. J'ai pris ces paroles par écrit ici, et il a dit: "Que les promoteurs du bill étaient des canailles." Plus tard, il a ajouté: "Je suis heureux de voir que le député des Îles-de-la-Madeleine s'est reconnu." Voilà des paroles que l'honorable chef de l'opposition devrait retirer. Si ce n'est pas cela qu'il a voulu déclarer, qu'il le dise donc, et l'incident sera clos. Qu'il ne laisse donc pas croire qu'il a voulu appliquer ces remarques à un collègue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Maisonneuve avait le droit de dire que ceux qui présentaient ce bill sont des canailles, et je les ai nommés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition a dit qu'il était heureux de

voir que le député des Îles-de-la-Madeleine s'était reconnu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit, après avoir nommé les trois parrains du bill dont les noms figurent sur le document que j'ai ici, que j'étais surpris de constater que le député des Îles-de-la-Madeleine se soit cru visé. Quand on nomme trois personnes, la quatrième n'est pas nommée.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je prends les paroles du premier ministre. Elles donnent entière justice au chef de l'opposition. Le premier ministre dit qu'il a écrit les paroles: les promoteurs du bill sont des canailles. La différence, c'est que le député des Îles-de-la-Madeleine se lève et se reconnaît comme canaille.

M. Drouin (Québec-Est) appuie le chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition plaide coupable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre peut parler des coupables! Si, lorsqu'il était procureur général, son département n'avait pas accepté \$2,000 de l'argent volé par un bandit notoire...

(On proteste fortement à droite, et les derniers mots de M. Duplessis se perdent dans le tumulte)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que le député s'en tienne au point d'ordre et au bill, et, s'il veut parler d'autre chose, nous y verrons après.

M. le président: Le chef de l'opposition a déclaré que les parrains du bill sont des canailles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas dit cela.

Voix à droite: Oui! Oui!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Personne n'a le droit de fausser la vérité et de changer ici les paroles du chef de l'opposition. Ma parole vaut celle de n'importe qui. J'ai dit que j'étais surpris de constater que mes déclarations aient provoqué tellement d'intérêt à ce point que le député des Îles-de-la-Madeleine se soit cru visé. Je dis, en parlant du bill, qu'un ange ne peut être engendré par un serpent.

M. le président lit les paroles qu'il a copiées.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous ne savez pas écrire.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier à donner l'exemple du respect des règlements, ce doit être le président. Quand un député déclare qu'il a dit telle chose, le président comme les autres est obligé de l'accepter.

M. Hamel (Québec-Centre): Le chef de l'opposition a raison, M. le président. Du moment que l'honorable chef de l'opposition dit: "Je n'ai pas dit cela", cela devrait suffire et on n'a pas le droit de mettre sa parole en doute. Le député des Îles-de-la-Madeleine n'est certainement pas visé par ces remarques.

M. Lapointe (Wolfe) prononce quelques mots.

Des voix: Wouf! Wouf!

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Le chef de l'opposition a parlé des pétitionnaires du bill, et le député des Îles-de-la-Madeleine ne l'est pas. Il est le parrain du bill.

M. Barré (Rouville): Que le député des Îles-de-la-Madeleine se soit cru visé, ça peut arriver. Mais le chef de l'opposition a nommé les trois promoteurs en question, et il n'a pas été question du député des Îles-de-la-Madeleine, et l'incident sera clos.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que le chef de l'opposition dise qu'il n'a pas voulu viser le député des Îles-de-la-Madeleine, et l'incident sera clos.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme nous voulons procéder rapidement et ne pas retarder le travail de cette Chambre, malgré que j'aie été bien clair, je me servirai d'une expression d'un des collègues du député des Îles-de-la-Madeleine et je lui dirai que "ce n'est pas mon habitude de tirer du canon sur des punaises".

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): M. le président, l'attitude du chef de l'opposition est disgracieuse. La déclaration de l'honorable chef de l'opposition n'est pas digne d'un homme de son éducation. Il nous a habitués depuis longtemps à ça. Il est farceur; il aime à faire de l'esprit et à fendre les

cheveux en quatre, mais nous nous devons un certain respect ici, en cette Chambre...

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour soulever un point d'ordre.

M. le président le rappelle plusieurs fois à l'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reste debout et réaffirme qu'il va soulever son point d'ordre.

Je soulève un point d'ordre, M. le président. Le député des Îles-de-la-Madeleine n'a pas le droit de dire que le chef de l'opposition manque d'éducation. Je le répète, je n'ai pas de leçons d'éducation à recevoir de la droite.

M. Caron (Hull): On peut dire que c'est vrai!

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je vais l'aider à retirer ses paroles. Je vais poser une question bien simple au chef de l'opposition et s'il veut répondre, l'incident sera clos. En qualifiant comme il l'a fait les pétitionnaires de ce bill, est-ce que le chef de l'opposition a voulu parler de moi, oui ou non?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a 20 minutes que je parle des trois promoteurs du bill et qui sont mentionnées au préambule. Ainsi, je visais les trois promoteurs et non une quatrième personne.

(Applaudissements à droite)

Quand j'ai déclaré que je n'avais pas l'habitude de tirer du canon sur les punaises, je faisais écho à une déclaration du ministre du Travail qui l'a dit à la radio.

M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Alors, très bien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai à l'honorable ministre du Travail (M. Rochette) ce que l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine pense de ceux qui emploient des expressions comme celle dont il s'est servi à la radio.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Mon voisin (M. Caron, Hull), je pense, me permettra de répondre aux accusations lancées contre les promoteurs du bill. M. le président, je tiens à protester contre les propos tenus par l'honorable député de Maisonneuve et l'honorable chef de l'opposition, sous le couvert de leur immunité parlementaire, sur le compte de trois citoyens bien

connus de Val-d'Or, les promoteurs de ce projet de loi. Ils sont bien connus dans l'Abitibi. Ils ne toléreraient pas des accusations comme ça contre eux en dehors de l'immunité parlementaire. Personne ne devrait profiter de son immunité parlementaire pour jeter sur eux le discrédit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais dit rien contre eux. J'ai dit qu'ils étaient honnêtes ou canailles et que de savoir s'ils étaient ou honnêtes ou canailles pourrait nous aider à apprécier la valeur du bill. Je suis surpris maintenant que le ministre connaisse M. Larocque, qu'il ignorait tout à l'heure.

L'honorable M. Authier (Abitibi): J'ai toujours dit que je connaissais ces gens, mais pas pour des "bootleggers". Ces trois citoyens sont bien connus et sont des interprètes de la ville de Val-d'Or en demandant cette charte. Val-d'Or est une ville prospère à laquelle il faut donner l'organisation nécessaire pour sa bonne gouverne. Et je suppose que le chef de l'opposition a voulu m'embarrasser en me demandant si les promoteurs de ce bill n'étaient pas mes organisateurs. Je n'ai aucune objection à répondre.

Le député de Maisonneuve a cru sans doute m'embarrasser en me demandant si ces messieurs qui présentent la pétition ne sont pas mes organisateurs politiques. Je crois en effet que ces pétitionnaires sont au nombre de ceux qui ont bien voulu s'occuper de ma campagne politique. Il m'a fallu le concours de beaucoup d'électeurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre a dit qu'il ne connaissait pas M. Taché.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que je ne connaissais pas M. Taché comme un "bootlegger". Je le connais comme un agent de transport à Val-d'Or. Il est un des prospecteurs de mines dans l'Abitibi depuis une dizaine d'années. Je l'ai vu, la population l'a vu à l'œuvre. Il est intelligent, entreprenant, et c'est un agent de transport pour une compagnie de navigation.

Je regrette que le député de Maisonneuve ait porté des accusations contre lui. Je crois que si l'honorable député de Maisonneuve allait répéter en dehors de cette Chambre ces accusations contre n'importe lequel de ces messieurs, il serait appelé à en répondre devant les tribunaux.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je soulève un point d'ordre. Le député n'a pas le droit de dire que j'ai porté des accusations. Si le ministre avait été assez franc pour dire la vérité dès le début, tous ces incidents ne seraient pas arrivés. Je n'ai jamais accusé M. Taché d'être un "bootlegger". J'ai posé des questions à l'honorable ministre et il ne m'a pas répondu.

(Chahut)

M. le président: À l'ordre! À l'ordre!

M. Tremblay (Maisonneuve): C'est mon point d'ordre et j'ai le droit de parler. Apprenez votre catéchisme parlementaire, M. le président. Le ministre a dit que c'est une légende que j'aie porté des accusations. Mais le gouvernement aussi sera bientôt une légende. Si le ministre avait répondu tout de suite à mes questions...

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je prends à témoin le président de cette Chambre que je répondrai au député de Maisonneuve aussitôt qu'il m'en aura donné le temps.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends guère l'attitude du député de l'Abitibi. Le bill a trait à une municipalité de son comté. Il devrait en être le parrain. Je suis surpris que l'honorable ministre n'ait pas présenté lui-même ce bill. Si Taché est aussi merveilleux, pourquoi avoir répondu "je l'ignore" à son sujet. On ne devrait pas avoir honte de ses amis.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Si je ne suis pas le parrain du bill, c'est que j'ai cru que j'avais assez de travail comme ministre de la Colonisation pour me dispenser de toute besogne supplémentaire. C'est pour cela que je ne suis pas le parrain d'aucun bill en particulier. D'ailleurs, il est arrivé souvent que des bills de la ville de Trois-Rivières n'aient pas été présentés par le chef de l'opposition. Ce n'est pas un reproche. Je veux seulement dire qu'il emploie un genre d'argumentation qui ne prouve rien. M. Taché est agent du transport d'une compagnie de navigation. C'est seulement en cette qualité que je le connais.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je n'ai pas présenté le bill de Trois-Rivières, c'est parce que j'y étais opposé et je l'ai combattu.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Le chef de l'opposition sait bien que ce n'est pas la coutume

que des ministres présentent des bills privés. Il n'y a pas de loi qui le défende, mais ce n'est pas l'usage. Je crois que l'œuvre de la colonisation requiert tout mon temps.

M. Larivière (Témiscamingue): Mon nom avait été inscrit comme parrain du bill. Je tiens à dire que j'ai refusé de présenter le bill quand j'ai connu les promoteurs. L'un d'eux, un juif, n'a pas ma confiance. Taché est un "bootlegger" et on veut faire de Val-d'Or une ville fermée.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Je ne sais pas en quelle circonstance le député a consenti à présenter le bill, puis refusé. Quand il dit que Taché est un "bootlegger", il dit une chose totalement fausse.

(Protestations à gauche)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de dire qu'un député fait une déclaration fausse.

M. le président: Le ministre n'a pas le droit de dire cela, mais l'ordre est bien peu observé dans cette Chambre, et peut-être surtout du côté de la gauche.

L'honorable M. Authier (Abitibi): Évidemment, j'ai eu tort. Je n'aurais pas dû employer cette expression.

M. Tremblay (Maisonnette): Je soulève un point d'ordre et je demande au président de retirer ses paroles. Il n'a pas le droit de dire que les règlements sont violés surtout de ce côté-ci de la Chambre.

(Hilarité générale)

(S'adressant à M. Larivière pendant que la gauche et la droite font du tapage) Fais asseoir le ministre. Parle sur le point d'ordre.

(Le vacarme dure pendant quelques instants)

L'honorable M. Authier (Abitibi): Évidemment, M. le président, j'ai employé une expression que vous ne pouvez accepter. Je la remplace par celle-ci. Ce qu'a dit le député de Témiscamingue est contraire aux faits.

M. Larivière (Témiscamingue) répète que M. Taché est un "bootlegger".

L'honorable M. Authier (Abitibi): Si le député répète exactement ses paroles en dehors de la

Chambre, j'ai toute raison de croire qu'il sera appelé à en rendre compte; il s'exposera à des poursuites.

Quant à prétendre que Val-d'Or sera une ville fermée, c'est une autre exactitude. Val-d'Or serait une étrange ville fermée, car il y a là plus de 400 propriétaires. Si c'est ça, une ville fermée, c'est le cas de toutes les villes. La demande des promoteurs est légitime et raisonnable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus le ministre parle, moins le bill est clair.

Les promoteurs de Val-d'Or sont les promoteurs de la Reine Mine qui a été vendue à la Canadian Exploration et dont le Trésor de \$150,000 a été dilapidé. Aujourd'hui, cette mine est une propriété florissante avec l'argent des autres dans laquelle la compagnie Reid-Authier est intéressée. Cette compagnie a été achetée par la Reid-Authier.

L'honorable M. Authier (Abitibi): M. le président, je proteste de toutes mes forces contre une telle insinuation du chef de l'opposition sur le compte d'une compagnie à laquelle mon nom est attaché. L'honorable chef de l'opposition commet une grave injustice. La Reid-Authier n'a aucun intérêt, ni directement ni indirectement, dans ce bill. Elle a peut-être des intérêts dans la East-West Exploration Co., qui est propriétaire de quelques terrains. C'est tout. Les transactions entre les deux compagnies ont été faites au grand jour, au vu et su de tout le monde, et elles peuvent faire l'objet d'une enquête devant n'importe quel tribunal.

Quand le chef de l'opposition présente des renseignements venus d'on ne sait d'où, il commet une erreur en voulant mettre le public sous l'impression que nous avons été malhonnêtes. Et il commet une injustice grave. Si on pense qu'il y eût quelque chose de répréhensible, qu'on aille devant les tribunaux compétents, et qu'on tire tout cela au clair.

M. Labbé (Mégantic): Est-ce que la compagnie Reid-Authier n'a pas envoyé des lettres aux actionnaires de la compagnie la Reine Mine?

L'honorable M. Authier (Abitibi): Nous sommes bien loin du bill, mais je consens à répondre si la Chambre le permet. La Reine Mines Co., a dû cesser ses opérations, à cause de la crise, en 1929. Il n'y a eu aucune irrégularité. Ses promoteurs ont rendu compte de leur administration. Son actif se composait partiellement d'actions de compagnies qui ont eu le même sort. J'en ai payé les dettes avec un

associé et c'était difficile. En 1932, il nous restait l'alternative de liquider. Nous aurions pu laisser la compagnie en faillite et les actionnaires n'auraient rien eu.

Mais mon nom ayant été mêlé à cette affaire, j'ai demandé à des fondateurs de la Reid-Authier de faire avec moi de durs sacrifices. Et nous avons donné aux actionnaires de La Reine des obligations de la Reid-Authier qui, à l'heure actuelle, valent \$500,000. Nous l'avons fait à titre gratuit. Et à une seule condition.

Que ceux-là, seulement, qui paieraient les frais de transfert, soit \$1, auraient droit à cette faveur. Et comme il fallait mettre un terme à cette affaire, nous avons fixé un délai de quatre mois.

Des avis ont été envoyés aux actionnaires et nous avons une déclaration assermentée à ce sujet. Il y avait quelques actionnaires dont nous ne connaissions pas les adresses. Maintenant qu'on constate que les actions de la Reid-Authier prennent de la valeur, quelques-uns qui, dans le temps, ne se sont pas prévalus de notre offre veulent le faire aujourd'hui.

Est-il raisonnable de faire reproche à des gens qui ont distribué \$500,000 de leurs valeurs pour remercier des gens qui ont eu confiance en eux? C'est le seul cas semblable, je crois bien, dans l'histoire financière de la province.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi du Barreau de la province de Québec

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 modifiant la loi concernant le Barreau de la province de Québec.

Adopté.

En comité⁸:

M. Drouin (Québec-Est) demande au parrain du bill s'il est conçu de façon à empêcher toute personne de s'interposer entre un créancier et son débiteur pour amender un règlement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) précise que le bill ne prévoit des sanctions que contre celui qui sollicite un créancier à lui confier le règlement de sa créance.

M. Barré (Rouville), M. Leduc (Laval), M. Tardif (Frontenac) et M. Pouliot (Missisquoi) soulèvent des objections.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Questions et réponses:

Albini Fortier

M. Bégin (Dorchester): M. Albini Fortier, de Saint-Honoré, comté de Beauce, a-t-il travaillé pour le gouvernement en 1935?

Si oui, à quel endroit?

Quel a été le total des argents retirés?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Non, mais il a reçu indûment du ministère des Travaux publics une somme de \$40.95 qui a été restituée.

Chiens errants

M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant le Code municipal concernant les chiens errants soit maintenant lu une deuxième fois.

Plusieurs députés de la gauche et de la droite commencent une série d'onomatopées.

M. Barré (Rouville): Quand j'ai présenté ce bill, j'ai entendu plusieurs de ces exclamations, entre autres celle d'"enfant de chienne" qui ne m'était pas appliquée, je veux le croire.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Barré (Rouville): Suis-je hors d'ordre? Qu'on me pardonne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'Orateur a dit à l'ordre, c'est qu'il y a un conseiller législatif dans cette Chambre. (M. Duplessis désigne la petite bibliothèque dont la porte est ouverte sur la Chambre, du côté ministériel, et où l'on aperçoit plusieurs personnes)

M. Drouin (Québec-Est): C'est un chien errant.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁹:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Rouville ne trouve-t-il pas que sa mesure est un peu radicale. Et il me semble que le bill de l'honorable député de Rouville donnera des pouvoirs trop peu définis. Est-ce bien utile de passer un bill à cet effet? N'importe qui peut très bien tuer un chien s'il reconnaît qu'il lui fait des dommages. Le chien est l'ami de l'homme, et avant de permettre à un officier d'en abattre, est-ce qu'on ne devrait pas être obligé d'avertir le propriétaire?

M. Barré (Rouville): Il y a des chiens qui font de terribles ravages dans les troupeaux de moutons; mais il n'est pas nécessaire de reconnaître un chien errant dangereux sur le seul fait qu'il s'attaque à un animal. Il peut tout aussi bien s'attaquer à un homme. À la campagne, on veut se débarrasser des chiens qui mangent le mouton.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si un chien mange un mouton et que vous le prenez sur le fait, en vertu de la loi, on a le droit de le tuer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais il est assez difficile d'établir le fait.

M. Barré (Rouville): Dans mon bill, je demande la nomination d'un préposé à la sauvegarde publique, d'une espèce de fonctionnaire dont la tâche constituera en l'abattage des chiens vicieux et errants.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si l'officier municipal tue un bon chien pour un mauvais chien - et on peut difficilement reconnaître cela en plusieurs cas - eh bien! c'est la municipalité qui sera poursuivie et il y aura un procès. Il vaudrait mieux laisser cet abattage à l'individu, comme autrefois. Il faut protéger la municipalité dans ce projet de loi.

M. Barré (Rouville) insiste sur le fait qu'il y a des chiens policiers qui ressemblent fort à des loups et dont les ravages sont très grands dans les troupeaux.

M. Lamoureux (Iberville): Nous devons mettre dans la loi qu'un homme qui surprend un chien à manger un mouton a droit de le tuer. Ce serait clair.

M. Hamel (Québec-Centre): M. le président, on est prêt à protéger le chien contre l'homme, mais on n'est pas prêt à protéger l'homme contre le chien. Quand un chien est prêt à mordre quelqu'un, le propriétaire donne pour excuse que le chien a été agacé. La société doit se protéger et je crois que le projet de loi de l'honorable député de Rouville est opportun et raisonnable. Il y a des chiens dont les morsures stigmatisent des gens pour la vie.

M. Dussault (Portneuf): Les chiens, depuis quelques années, ont causé des dommages inestimables dans les campagnes canadiennes. Ils égorgent les moutons. Je connais un cultivateur dans mon comté qui a eu huit moutons de dévorés l'an dernier. Les dégâts se font souvent la nuit. Dans mon comté, on croit que le projet de loi devrait être amendé de façon à permettre à l'officier municipal d'abattre le chien non muselé qui est trouvé sur une propriété où l'on fait l'élevage du mouton.

Voix à gauche: Il est 11 heures. "Adopté", "adopté".

M. Dussault (Portneuf): Il n'y a pas de "adopté". Je dis que les cultivateurs sont découragés de faire l'élevage des moutons avec ces chiens errants.

Des députés demandent, de nouveau, au député de Portneuf d'ajourner le débat.

M. Dussault (Portneuf) s'exécute.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 11 heures¹⁰.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Casgrain, Rivière-du-Loup, selon *L'Événement* du 11 juin 1936, à la page 11.

2. Il est alors 4 h 25, selon *L'Action catholique* du 11 juin 1936, à la page 8.

3. Il est 5 heures à ce moment, selon *L'Événement* du 11 juin 1936, à la page 11.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Casgrain, Rivière-du-Loup, selon *L'Événement* du 11 juin 1936, à la page 11.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Caron, Îles-de-la-Madeleine, selon *L'Événement* du 11 juin 1936, à la page 11.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Casgrain, Rivière-du-Loup, selon *L'Événement* du 11 juin 1936, à la page 11.

7. Le nom de M. Amédée Caron est inscrit sur le *Feuilleton* comme étant le parrain de ce bill, selon *Le Soleil* du 11 juin 1936, à la page 4.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Caron, Îles-de-la-Madeleine, selon *L'Événement* du 11 juin 1936, à la page 11.

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Caron, Îles-de-la-Madeleine, selon *L'Événement* du 11 juin 1936, à la page 11.

10. C'est ainsi que prend fin la première session de la dix-neuvième législature. Le lendemain les événements se précipitent. *L'Action catholique* du 12 juin 1936, relate ces événements:

"Des rumeurs de nominations

"(Par Gérard Ouellet)

"Comme *L'Action catholique* l'avait pressenti, les événements se sont précipités hier: (nous l'avons d'ailleurs annoncé dans notre première édition et donné comme officiel dans la seconde) la session est finie, les Chambres sont dissoutes, l'honorable Louis-Alexandre Taschereau a démissionné comme premier ministre et l'honorable Adélard Godbout le remplace à ce poste.

"La journée d'hier est la plus mouvementée que nous ayons vécue depuis que nous sommes dans le journalisme. Toute la journée, le Parlement a été une véritable fourmilière. Chose remarquable, c'est du côté des bureaux de l'opposition que le public était le plus nombreux et le plus actif.

"Hier après-midi, ministériels et oppositionnistes ont eu chacun de leur côté, un caucus. Celui des oppositionnistes n'a pas été long, tandis que les ministériels ont délibéré pendant plusieurs heures.

"Donc, aux élections annoncées, l'honorable Adélard Godbout, ci-devant ministre de l'Agriculture et maintenant premier ministre, dirigera les forces libérales ministérielles tandis que l'opposition sera dirigée par M. Maurice Duplessis, chef de l'Union nationale, avec le concours de M. Paul Gouin, comme aux élections du 25 novembre. Bien que rien d'officiel n'ait encore été annoncé à ce sujet, nous avons lieu de croire qu'il en sera ainsi.

"Nous publions ailleurs la déclaration que M. Alexandre Taschereau a faite hier. Cet après-midi, M. Maurice Duplessis fera à son tour une déclaration publique.

"Le nouveau premier ministre, M. Godbout, est député de L'Islet à l'Assemblée législative. Il représente ce comté depuis la retraite de M. Élisée Thériault, qui est passé au Conseil législatif et qui est maintenant, avec M. Ernest Ouellet, aussi de la Chambre haute, un des tenants du mouvement national de la province.

"Rappelons un peu les péripéties de la journée d'hier.

"À dix heures, les ministres se réunissent en séance. C'est la quatrième depuis mardi. Le comité des comptes publics est convoqué pour dix heures et demie. Mais au moment de l'ouverture, M. Léon Casgrain, le président, annonce que le comité ne peut pas siéger, les Chambres étant dissoutes. Il ajoute que les élections sont fixées au 15 août. M. Maurice Duplessis fait une déclaration et la foule l'acclame. Notre journal a donné ces détails hier.

"Pendant ce temps-là l'honorable Alexandre Taschereau, premier ministre, et l'honorable Honoré Mercier, ministre des Terres et Forêts, se rendent chez le lieutenant-gouverneur. Quelques minutes plus tard, c'est le tour de M. Louis-Philippe Geoffrion à se rendre chez l'honorable Patenaude.

"À midi, l'honorable Taschereau et l'honorable Adélard Godbout sortent de la salle du Conseil exécutif et se rendent à leur tour chez le lieutenant-gouverneur; un groupe les applaudit. Le ministre de l'Agriculture est alors assermenté comme premier ministre. Tous ses collègues ont démissionné.

"Quelques minutes plus tard, MM. Taschereau et Godbout reviennent à la salle du cabinet.

"Il n'y a plus alors qu'un ministre en fonction dans la province, c'est l'honorable Adélard Godbout. À une heure, le nouveau premier ministre nous déclare qu'il sera en mesure de rendre publique demain (aujourd'hui) la liste à peu près complète, sinon complète de ses collègues.

"L'effervescence est toujours grande dans le Parlement.

"Après l'heure du dîner, l'activité reprend. Les oppositionnistes se rassemblent dans la Chambre, 78. De leur côté, les ministériels sont réunis dans la salle du Conseil exécutif. À six heures, ils n'en sont pas encore sortis. Les rumeurs vont leur train. Il semble assuré que les ministres anciens ne se représenteront pas. Ce sont les honorables Alexandre Taschereau, Honoré Mercier, Joseph-Édouard Perrault, Athanase David et Ralph Stockwell.

"Le caucus porte évidemment sur la formation du cabinet. À six heures et cinq, on avance que M. Wilfrid Lauriault, député oppositionniste de Saint-Henri, aurait accepté le ministère des Travaux publics dans le nouveau cabinet. La nouvelle n'est pas confirmée.

"On veut que MM. Connors, député de Sainte-Anne, Lucien Dugas, député de Joliette, président de la Chambre, et Alexis Caron, député de Hull, soient dans le nouveau cabinet avec les honorables Adélard Godbout, Damien Bouchard, Hector Authier, Pierre-Émile Côté et Cléophas Bastien".

